Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mercredi 5 juin 2019 à 18 h 30

Bureau d'arrondissement 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public
- 1501, rue Bercy (40.09)
- 2350, rue Hogan (40.12)
- 1471, boulevard René-Lévesque Ouest (40.13)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public
- 1471, boulevard René-Lévesque Ouest (40.10)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juin 2019

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701005

Période de questions du public

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701042

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 2019

10.08 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701043

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 22 mai 2019

10.09 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701041

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1196071002

Accorder un contrat de 370 337,35 $ à Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), pour une période de 53 mois, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195179004

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1194206003

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1175179004

Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

20.05 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195258001

Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 99 625 84 $, taxes incluses, à Groupe Marchand Architecture et Design inc., pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante - Parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ (appel d'offres public VMP-19-010 - 2 soumissionnaires)

20.06 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1186143002

Autoriser une dépense supplémentaire de 154 409,02 $, taxes incluses, afin d'augmenter le montant des incidences et des contingences dans le cadre du contrat de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) majorant ainsi la dépense maximale à 1 610 407,45 $

District(s) : Peter-McGill

20.07 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195876005

Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

20.08 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195876006

Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 novembre 2019, pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) afin de bonifier le nombre d'heures alloué à l'élaboration des plans et devis, l'estimation des coûts, la surveillance des travaux et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $, taxes incluses

20.09 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1197763003

Accorder un contrat de 377 050,97 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour effectuer des travaux des aménagements pour le projet Ilots de fraîcheur-accès jardin - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP 19-012 - 3 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.10 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1198334001

Accorder une contribution de 3 701,05 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194673001

Approuver les conventions avec Convention internationale de la culture urbaine (CICU), Alchimies, créations et cultures et Artch - Art contemporain émergent dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 42 000 $

20.12 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1166486006

Autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433,35 $, taxes incluses

District(s) : Sainte-Marie

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180141012

Modifier la résolution CA18 240643 afin de modifier la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) dans le cadre de la gestion du Programme des éco-quartiers du district de Ville-Marie et augmenter la contribution de 9 649,20 $ pour un montant total accordé de 174 519,20 $

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1190173002

Approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes), pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement et accorder une contribution de 20 000 $

District(s) : Peter-McGill

20.16 Entente

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194951005

Approuver le contrat de services, se terminant le 31 juillet 2020, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 66 623 $

20.17 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185179003

Modifier la résolution CA18 240239 et modifier la convention avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue afin de diminuer la contribution de 17 927,30 $

20.18 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1193405004

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Y des femmes de Montréal et accorder une contribution de 5 975 $ pour le projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes

District(s) : Peter-McGill

20.19 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318014

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) pour la gestion du calendrier de la cuisine de rue, accorder une contribution de 22 500 $ et édicter les ordonnances permettant sa mise en oeuvre

20.20 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318017

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec la SDC Destination Centre-Ville pour la tenue de son projet « Le Petit Montréal », accorder une contribution de 75 000 $ et édicter les ordonnances permettant sa tenue

District(s) : Peter-McGill

20.21 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318013

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'association des marchands de la rue Crescent et la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » une contribution totale de 85 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.22 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318015

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.23 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1190619006

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 19 900 $

20.24 Entente

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1191368005

Approuver une entente à intervenir entre la Ville de Montréal, 9349-8244 Québec inc, Desjardins Sécurité Financière, Compagnie d'assurance vie, Fédération des caisses Desjardins du Québec et Banque Laurentienne du Canada modifiant certaines conditions d'un acte d'usufruit signé par Ville de Montréal et 9349-8244 Québec inc. le 4 octobre 2018 relativement au futur Centre Peter McGill 31H12-005-7767-04

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701040

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2019

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1196376003

Accepter l'offre du Conseil de la Ville d'offrir les services de l'escouade mobilité et l'application du règlement sur l'occupation du domaine public de l'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

30.03 Reddition de comptes

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1197128002

Approuver la répartition du surplus de gestion 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie établi à 22 384 200 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2018 de la Ville de Montréal

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701036

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27) - Adoption

40.02 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197400001

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199003

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303003

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa - 2e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.05 Ordonnance - Bruit
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196493001

Édicter une ordonnance autorisant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2019

District(s) : Saint-Jacques

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255007

Adopter une résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869004

Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1535, boulevard De Maisonneuve Ouest - Pavillon temporaire Concordia) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193332001

Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.09 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199004

Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale minimale arrière pour l'implantation de dépendances pour le bâtiment situé au 1501, rue Bercy (Cour de service Bercy de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal)

District(s) : Sainte-Marie

40.10 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869006

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « résidentiel » au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.11 Règlement - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195907003

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

40.12 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255008

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à la hauteur maximale en étage pour la construction du bâtiment situé au 2350, rue Hogan

District(s) : Sainte-Marie

40.13 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869007

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur minimale et à l'aménagement d'unités de stationnement de véhicule pour le bâtiment résidentiel au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.14 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1197195019

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 5e partie, B)

40.15 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192840003

Édicter une ordonnance concernant le marquage sur le trottoir situé sur le domaine public pour les placottoirs

40.16 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190607005

Adopter une résolution autorisant l'installation d'une stèle, à des fins culturelles pour la bibliothèque Père-Ambroise, sur un terrain municipal adjacent au 2093 rue de la Visitation (parc Berthier), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190607006

Adopter une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, à des fins culturelles, pour la bibliothèque Frontenac (1901 rue du Havre), sur un terrain municipal situé au 99999, rue du Havre et adjacent au métro Frontenac (2550, rue Ontario Est), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-01) - 1er projet de résolution

District(s) : Sainte-Marie

40.18 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190607007

Adopter une résolution autorisant la démolition de deux bâtiments situés au 2015 rue Montcalm et la construction d'un projet de remplacement de trois étages à des fins résidentielles et commerciales en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.19 Urbanisme - Autre sujet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1195289001

Refuser 1 demande en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et 2 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable avec conditions non-remplies par les demandeurs concernés

40.20 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318012

Autoriser la fermeture des rues Peel, Crescent et De la Gauchetière Est et édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des promotions commerciales et des événements promotionnels

District(s) : Peter-McGill

40.21 Règlement - Emprunt

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1197128003

Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

50 – Ressources humaines

50.01 Structure de service / Emploi / Poste

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1190734002

Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie en regard des activités de la mobilité et d'occupation du domaine public, et ce, conformément à l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701044

Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2019

51.02 Nomination / Désignation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318016

Désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs, à titre de représentant de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC)

District(s) : Saint-Jacques

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (juin)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:20

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (juin)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-21 16:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

9 mai 2019
8 h 30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président

Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 35.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 11 avril 2019 est déposé et remis aux membres. Le procès-verbal de la séance du sous-comité du 7 mai 2019 est déposé lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001551456	2093, rue de la Visitation	Favorable
4.2.2	3001551474	2550, rue Ontario Est	Favorable

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001509607	1471, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable
4.2.2	3001477970	2350, rue Hogan	Favorable avec conditions
4.4.3	3001557075	1501, rue Bercy	Favorable

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001509605	1471, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001477989	3454, avenue du Musée	Favorable avec conditions
4.6.2	3001509174	1125, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.3	3001503055	11, place de Chelsea	Favorable
4.6.4	3001527614	1218, avenue Union	Favorable avec conditions
4.6.5	3001519174	144, rue King	Favorable
4.6.6	3001528654	2001, boulevard Robert-Bourassa	Favorable avec conditions
4.6.7	3001537214	2114, rue de Bordeaux	Favorable
4.6.8	3001521719	3015, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.9	3001523322	930, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.10	3001508781	2100, rue Cartier	Favorable avec conditions
4.6.11	3001463826	451, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.12	3001535895	724, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.13	s.o.	2380, rue Notre-Dame Est	Favorable avec conditions
4.6.14	3001447066	1210, rue Redpath-Crescent	Favorable
4.6.15	3001530635	2021, rue Union	Favorable
4.6.16	s.o.	2600, rue Ontario Est	Report de l'avis
4.6.17	3001457821	3455, avenue du Musée	Favorable avec conditions
4.6.18	3001501345	2035, rue Amherst	Favorable avec conditions

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001515614	1238, rue Bishop	Favorable avec conditions

4.8.2	3001489082	2054-2060, rue Fullum	Favorable avec conditions

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001507875	3170, chemin de la Vigne	Favorable avec condition

5. Prochaine rencontre

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 11 juin 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 13 juin 2019.

6. Varia

Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 10 h 55.

Richard Ryan — 16 mai 2019 — date
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon — 13 mai 2019 — date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001551456 et 3001551474
4.2.1 et 4.2.2

Objet : **PROJETS PARTICULIERS ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2093, rue de la Visitation et 2550, rue Ontario Est

Responsables : Anne-Rose Gorroz

Description : La demande vise à installer une stèle devant la bibliothèque Père-Ambroise, dans le parc Berthier, et une autre devant la bibliothèque Frontenac, sur le domaine public, afin de communiquer de l'information (programmation des bibliothèques, informations générales, pratiques et culturelles). Ces nouvelles stèles autonomes, numériques, à message variable, sont entièrement réalisées à Montréal, et conçues selon le « guide des normes graphiques de Montréal – identification des bâtiments de la Ville (2012) ».

Les stèles mesurent 2,28 m de haut, 0,91 m de large et 0,30 m d'épaisseur et sont installées sur une base de béton. Ces dimensions ont été arrêtées en fonction des nouveaux écrans et des composantes internes, par exemple une plus large épaisseur. Elles s'intègrent à un système existant et seront ajoutées au programme global d'identification des bâtiments de la Ville de Montréal.

Des éléments technologiques tels que capteur de luminosité et minuterie seront intégrés afin d'ajuster en temps réel la luminosité permettant une meilleure gestion électrique, éviter l'augmentation de la pollution lumineuse et gérer les heures de diffusion, compte tenu notamment de certains environnements plus sensibles tels que les zones patrimoniales ou résidentielles (bibliothèque du Père-Ambroise).

Pour assurer la cohérence du système, des normes précises viennent déjà encadrer les formats, contenus, grilles et typographies ainsi que les critères de fabrication, d'installation, et les matériaux des stèles non numériques déjà implantées des bibliothèques.

La stèle de la bibliothèque du Père-Ambroise vise à corriger l'absence de visibilité de la bibliothèque située au 3e étage de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS). En effet, l'agrandissement de l'ASCCS a réaménagé la bibliothèque en retrait de la rue avec une fenestration opaque et n'affiche aucune signalétique sur le bâtiment et aucun affichage dans le hall d'entrée. La localisation de la nouvelle stèle est sur le domaine public, dans le parc Berthier.

La stèle de la bibliothèque Frontenac donnera des informations à la fois sur les activités de la bibliothèque Frontenac et de la Maison de la culture Janine-Sutto. Le bâtiment abritant ces deux installations culturelles est situé en retrait de la rue et obstrué par l'édicule du métro Frontenac ainsi

que par un complexe d'habitations à loyer modique (vue à partir de la rue Ontario Est). L'installation d'une stèle numérique d'information, autant visible par les piétons que les automobilistes, constitue une mise en valeur signalétique. Il n'y a aucune résidence à proximité.

Les deux stèles proposées dérogent aux articles 454.1 (doit être accessoire à un usage et installée sur le lieu de l'établissement) et 508 (enseigne à message lumineux variable non permis dans ce secteur) du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Ces nouvelles stèles numérique identifiant les bâtiments de la ville de Montréal remplacent ou s'ajoutent aux stèles existantes non numériques.

Considérant que : Elles sont conçues de façon à ce qu'il y ait une uniformité entre elles et les stèles existantes, en termes de dimensions, couleurs, typographies et de contenus.

Considérant que : Leur emplacement et leur luminosité ont été examinés de façon à respecter le type de secteur (résidentiel, patrimonial, commercial) et à ce qu'elles s'intègrent au secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan — 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001509607
4.4.1

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsable : Catherine Beaulieu

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement qui dérogent à des dispositions réglementaires relatives à la hauteur minimum ainsi qu'aux dimensions des unités de stationnement. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*.

Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest. Aux séances du 5 octobre 2017 et 15 février 2018, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet de surhauteur conditionnellement à ce que la démolition soit autorisée par le comité de démolition.

L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885 sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20^{e} siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes.

Le demandeur souhaite aménager 32 unités de stationnement, dont 31 seraient d'une longueur inférieure de 50 cm par rapport aux normes prévues à la réglementation d'urbanisme. De plus, la hauteur minimum de 16 m pour la construction ne peut être respectée compte tenu de la condition de conserver et restaurer les façades des quatre maisons ainsi que la façade sur la rue Mackay. La demande de dérogation mineure accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur.

Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282)*, soit l'article 10 selon lequel la hauteur doit être égale ou supérieure à 16 m, alors que les façades conservées ont plutôt une hauteur de 13,15 m ainsi que le paragraphe 2° de l'article 617 selon lequel une unité de stationnement doit mesurer au moins 2,50 m de largeur et 5,5 m de longueur alors que les unités de stationnement proposées mesurent 2,50 m de largeur et 5,0 m de longueur.

Lors du conseil d'arrondissement qui s'est tenue le 9 avril dernier, une résolution (CA19 240173) a été adoptée permettant de modifier le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* afin de conserver ou de reconstruire les bâtiments ou parties de bâtiment dérogeant aux paramètres de hauteur minimale exigés, dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. Comme l'obtention du certificat de conformité au Plan d'urbanisme est prévue pour la mi-mai, la demande de dérogation mineure pour la hauteur ne devrait pas être à l'ordre du jour du conseil d'arrondissement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CA19 240173 adoptée le 9 avril 2019 - *Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.*

Considérant que : La dérogation mineure demandée est justifiée en raison de certaines caractéristiques du site, dont la conservation des façades des bâtiments à démolir. Le non-respect de la hauteur minimale sur rue s'explique par la volonté de conserver et de restaurer les façades existantes. La restauration des façades ainsi que la conservation de la fonction d'origine des maisons contribuent à faire ressortir les spécificités du village Shaugnessy du XIXe siècle.

Considérant que : L'aménagement d'une voie de circulation conforme aux normes prescrites ne laisse pas suffisamment d'espace pour respecter l'aménagement d'unité de stationnement d'une longueur de 5,5 m. Une voie de circulation non conforme aurait causé un préjudice sérieux au requérant puisque la circulation véhiculaire aurait été difficile pour les usagers. Néanmoins, l'aménagement proposé respecte les dimensions d'unités de plus petites dimensions, mais dépasse le 25 % du nombre total d'autorisé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan — 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001477970
4.4.2

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 2350, rue Hogan

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à déroger à la règle d'insertion pour la hauteur maximale en étage, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment de 6 unités résidentielles sur la rue Hogan.

Le bâtiment est situé sur le côté ouest de la rue résidentielle Hogan, entre les rues Hochelaga et de Rouen. Il accueille actuellement une maison unifamiliale vacante d'un étage surélevé, située en fond de lot, avec un espace de stationnement en cour avant. Le bâtiment ne fait pas partie du répertoire des « shoebox » puisqu'il ne correspond pas aux critères de cette typologie. Les immeubles présents sur la rue Hogan varient principalement entre deux et trois étages, tandis que les bâtiments adjacents au site possèdent 2 étages.

Le projet prévoit la démolition du bâtiment actuel pour le remplacer par un immeuble de trois étages (11 m) possédant 6 logements de 2 chambres à coucher chacun. Il aura un taux d'implantation au sol de 70% et s'alignera aux immeubles adjacents. L'immeuble projeté propose un retrait de 0,60 m pour le 3^{e} étage. Les niveaux de l'immeuble correspondront à ceux du bâtiment immédiatement au sud, dont la hauteur du rez-de-chaussée à près d'un mètre du sol est représentative de la tendance sur la rue.

Le projet sera présenté subséquemment au comité pour la révision architecturale. Il n'est pas soumis au CEDD, car la demande est antérieure à la première lecture au CA de la modification réglementaire qui soumettra dorénavant les immeubles résidentiels en fond de lot au comité.

Le projet déroge à l'article 24 du *Règlement d'urbanisme 01-282* en ayant une hauteur en étage supérieure aux bâtiments de référence adjacents.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet de remplacement proposé contribue à réparer la rupture du cadre bâti sur cette portion de la rue Hogan que crée actuellement le bâtiment en fond de cour. Bien que les bâtiments adjacents ne soient que de deux étages, la volumétrie proposée respecte le gabarit des bâtiments de la rue, qui varient jusqu'à trois étages. En ce sens et considérant

qu'une dérogation mineure semblable a déjà été accordée sur la rue, l'application du Règlement d'urbanisme causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que :

Le léger recul du dernier étage n'atteint pas son objectif d'offrir une meilleure intégration aux bâtiments voisins et atténue la dérogation demandée. Cette dernière n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains. Au contraire, le fait de rapprocher la construction de la rue permet d'améliorer les conditions d'ensoleillement des cours des terrains adjacents. Enfin, la présente demande respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un retrait de la façade d'au moins deux mètres pour le 3e étage ;**
- **Le retrait exigé entre le 2e et le 3e étage devra présenter une toiture plate.**

16 mai 2019

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001557075
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1501, rue Bercy
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise la régularisation de l'implantation des dépendances existantes de plus de 4 m de hauteur, situées à moins de 4 m de la limite arrière du lot, dans le cadre de la reconstruction et du rehaussement de la toiture de l'abri à abrasifs, dont la structure de bois d'origine a été renversée et détachée de sa base en béton par le vent au courant de l'année dernière (demande de permis de transformation 3001521215). Or, durant l'étude, il a été constaté que l'implantation de ces dépendances n'a jamais respecté les dispositions réglementaires applicables en matière de marge arrière minimale et que conséquemment elle ne bénéficie d'aucun droit acquis, malgré les permis délivrés par l'ancienne Ville de Montréal et subséquemment par l'arrondissement de Ville-Marie pour ces constructions. Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, à savoir à la marge arrière minimale de 4 m exigée pour une dépendance excédant 4 m de hauteur (article 85). À noter que, malgré la marge arrière minimale prescrite, un bâtiment (incluant une dépendance) peut être implanté sur la limite arrière dans un secteur de la catégorie M.11 « zone de mixité à dominante industrielle autorisant les commerces et les services de forte intensité, l'industrie et l'entreposage extérieur » sans égard à la hauteur de celle-ci (article 86). Autrement, la marge arrière n'est pas applicable aux dépendances de moins de 4 m de hauteur (article 84).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures. En effet, une dérogation mineure peut notamment être accordée dans le cas où les travaux sont déjà exécutés de bonne foi en conformité avec un permis de construction délivré, ce qui traduit la présente situation.

Considérant que : La régularisation souhaitée est cohérente avec la réglementation qui aurait pu autoriser les constructions visées en les implantant directement à la limite arrière du lot plutôt qu'en retrait, le tout découlant d'erreurs administratives dans l'approbation des permis d'origine.

Considérant que : Le projet de rehaussement subséquent de la toiture sera soumis en révision de projet à une séance ultérieure du comité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001509605
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1471, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au rez-de-chaussée. Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest et l'approbation d'un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement. L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885 sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20^{e} siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes. Le demandeur souhaite aménager des espaces accessoires à l'usage résidentiel sur l'ensemble du rez-de-chaussée alors que le site se trouve dans un secteur mixte M.7 où une obligation commerciale est prévue au rez-de-chaussée. La demande d'usage conditionnel accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur. Selon le paragraphe 8° de l'article 136 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*, un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.7 peut être autorisé, en respectant la procédure des usages conditionnels selon les critères prévus à l'article 320.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés dans le nouveau complexe immobilier.

Considérant que : La topographie du site et l'obligation de conserver les façades des maisons victoriennes créent un rez-de-chaussée sur deux niveaux. En bordure du boulevard René-Lévesque, le niveau du plancher est sous le niveau du trottoir alors qu'à la mi-parcours en bordure de la rue Mackay, le rez-de-chaussée est au-dessus du niveau du trottoir.

Considérant que : La conservation des façades des anciennes maisons victoriennes ne permet pas d'utiliser raisonnablement le rez-de-chaussée à des fins commerciales, mais permet d'aménager des espaces qui rappellent la fonction d'origine de ces bâtiments.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan — 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001477989
4.6.1

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 3454, avenue du Musée

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à apporter plusieurs modifications à un projet déjà autorisé en 2016. Celui-ci présente une implantation s'inspirant des « mews » présentes dans ce secteur et inclut des maisons de ville en cours arrière d'un ensemble composé de la maison Farquhar-Robertson, construite en 1899 selon les plans de l'architecte Robert Findlay, au nord, et de la maison Percy-Cowans, construite en 1910 selon les plans des architectes E. & W.S. Maxwell, au sud. Ces dernières sont conservées, restaurées et mises en valeur dans le cadre du projet.

Des conditions énoncées par le CCU à la séance de février dernier, deux ne sont pas retenues par le demandeur. Ce dernier oppose un rapport d'ingénierie présentant comme impossible la restauration de la toiture d'ardoise d'origine de la maison Robertson considérant l'état de la structure actuelle, qui ne la supporterait pas. Un revêtement de zinc naturel de type « bardeau » est plutôt proposé.

L'escalier de l'accès principal ne pourra pas prendre sa forme d'origine dans la configuration actuelle selon un rapport d'analyse du Code national du bâtiment. Deux issues de secours s'exposant mutuellement (hall d'entrée principal et issue du sous-sol) nécessitent l'érection d'un mur de maçonnerie opaque entre elles plutôt qu'un garde-corps métallique ajouré.

Une saillie recouverte de panneaux de zinc à la façade latérale sud du bâtiment Percy est également détaillée, en précisant une projection de 1,3 m s'alignant au mur sud des maisons de ville en fond de lot. Cette saillie est déjà construite sur le site.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 14 février 2019, le comité a émis un avis favorable avec conditions au projet visant une meilleure intégration des interventions aux bâtiments d'origine.

CA15 240318 adoptée le 8 juin 2015 – *Accorder des dérogations mineures relativement à la transformation et l'agrandissement, à des fins résidentielles, d'un bâtiment existant de 4 étages situé aux 3454-3456, avenue du Musée.*

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282* ainsi qu'aux critères de la résolution CA15 240318.

Considérant que : Le revêtement en zinc naturel semble une option acceptable pour la maison Robertson.

Considérant que : Les garde-corps d'escalier en pierre naturelle de la maison Percy-Cowan présentent une matérialité compatible à celle du bâtiment d'origine.

Considérant que : La saillie latérale Sud de la maison Percy-Cowan pourrait présenter une intégration plus fine à la volumétrie du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour la maison Robertson, prévoir un revêtement de toiture de zinc naturel de type « baguette » ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

16 mai 2019

Sophie Mauzerolle
Présidente pour

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001509174
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1125, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser deux enseignes commerciales de type bannières. Hautes de cinq mètres, larges de 0,6 m et fabriquées de tissu de couleur noire, les enseignes arborent l'inscription « Aritzia » sur chacune de leurs deux faces.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Il est à noter que les enseignes sont déjà installées sur le site.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le message répété sur chacune des deux enseignes identiques ne permet pas une intégration harmonieuse à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les bannières sont d'une dimension plus grande que les enseignes de type « en saillie » autorisées habituellement sur la rue Ste-Catherine, mais sont par contre d'une épaisseur minimale et ne sont pas lumineuses.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à une des deux bannières et n'en conserver qu'une seule ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard pour 10 mai 2019
Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001503055
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	11, place de Chelsea
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'érection d'une construction hors-toit sur une des 15 maisons de ville contigües formant la « place Chelsea ». L'ensemble a été construit en 1923 selon les documents conservés aux archives de la ville, et a conservé un degré d'intégrité exceptionnel. La nouvelle construction hors-toit, haute de 3 m, est large de 5,3 m et profonde de 3,5 m. Elle présente un revêtement de cuivre naturel étamé installé en motif « à la canadienne ».
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La construction hors-toit présente une simplicité de son volume qui marque l'époque de l'intervention.
Considérant que :	La qualité du parement proposé permet une intégration adéquate à cet ensemble résidentiel d'un grand intérêt architectural.
Considérant que :	L'emplacement de l'unité n° 11 dans l'ensemble permet une visibilité moindre depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001527614
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1218, avenue Union
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement d'une vitrine commerciale au niveau du rez-de-chaussée d'un édifice de 9 étages datant de 1934, selon le registre de la ville. Alors que des photos anciennes du bâtiment illustrent le traitement orné du niveau rez-de-chaussée, son traitement actuel est le résultat de travaux complétés au début des années 1960 selon les plans conservés aux archives de la Ville. L'ouverture existante est prolongée vers le bas, alors que l'imposte est fermée au moyen d'un panneau métallique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition présente un impact assez neutre sur l'apparence actuelle du bâtiment, en l'attente d'une rénovation complète et globale de son niveau rez-de-chaussée afin de lui faire retrouver sa forme d'origine.
Considérant que :	La proposition pourrait davantage exprimer le caractère commercial de l'espace si l'imposte était vitrée plutôt qu'opaque.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une imposte vitrée translucide au-dessus de la vitrine proposée ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, au moment du remplacement du parement du niveau du rez-de-chaussée, les membres du comité suggèrent que les prochaines interventions soient planifiées dans un projet incluant l'ensemble des façades du rez-de-chaussée et qui se rapproche de la forme et de l'apparence d'origine.

Pour Richard N. – 16 Mai 2019
Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001519174
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	144, rue King
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la transformation d'une des ouvertures du niveau rez-de-chaussée du bâtiment, à la suite d'un changement d'usage d'un des espaces de ce niveau, qui est passé de commercial à résidentiel. Une vitrine est ainsi partiellement transformée en alcôve sur laquelle débouche une issue de secours.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a été présenté à cinq reprises au CCU, à la séance du mois de juin 2017 (avis préliminaire défavorable), à celle du mois de septembre 2017 (avis préliminaire favorable avec conditions), à celle du mois de novembre 2017 (avis défavorable) et à celle du 15 mars 2018 (avis favorable) et à celle du 13 septembre 2018 (avis favorable). Le projet a également été présenté au comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) à la séance du 23 janvier 2018 (décision défavorable). À la suite d'une demande d'appel de la décision du CEDD, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a pris une décision favorable à la demande de démolition le 10 avril 2018 (résolution CA18 240199).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.12, 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La largeur de l'ouverture d'origine est préservée.
Considérant que :	La nouvelle porte proposée maintient un traitement vitré.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001528654
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2001, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne de nom d'occupant d'immeuble à une hauteur de plus de 16 m. L'enseigne lumineuse « BNP Paribas », large de 12,3 m et haute de 1,5 m, serait installée à une hauteur de 118 m, en remplacement de l'enseigne « La Great-West » existante. L'enseigne proposée représente 1,6 fois le critère de superficie suggéré au *Règlement d'urbanisme 01-282* de 0,1 m^2 par mètre d'élévation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne pourrait davantage respecter le critère de superficie préconisé au règlement, afin de favoriser une intégration architecturale plus discrète.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Respecter la superficie préconisée au Règlement, soit 0,1 m² par mètre d'élévation ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Y — 16 mai 2019
Par
Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001537214
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2114, rue de Bordeaux
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'élargissement d'une porte-patio en cour latérale qui est déjà autorisée par un permis de transformation. Alors que la porte précédente haute de 2,2 m était large de 1,8 m, la nouvelle porte est plutôt large de 2,4 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La nouvelle porte-patio reste peu visible depuis la voie publique.
Considérant que :	L'agrandissement de la porte est somme toute mineur et conserve l'essentiel de ses caractéristiques architecturales.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Pour Sophie Mauzerolle — 16 mai 2019
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001521719
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3015, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le percement de nouvelles ouvertures sur un bâtiment de quatre étages datant de 1938 selon les registres de la ville. Ainsi, huit nouvelles fenêtres répliquant les dimensions des ouvertures d'origine sont prévues à la façade latérale ouest. Trois fenêtres existantes sont agrandies et une nouvelle fenêtre est percée dans les alcôves latérales du bâtiment, à des emplacements qui ne sont pas visibles depuis la voie publique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres reproduisent les caractéristiques de celles d'origine et sont adéquatement intégrées à la composition des ouvertures de cette façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle — 16 mai 2019
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001523322
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	930, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à apporter des modifications à l'une des entrées du bâtiment, qui inclut la tour de 23 étages construite en 1976 s'érigeant sur la rue Cathcart. L'entrée à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Mansfield, qui présente actuellement un plan à 45 degrés en retrait de la limite de lot, est obturée au moyen de deux sections de mur-rideau. Les cadrages sont de couleur blanche et les panneaux de verre comportent un fini de céramique frittée en face intérieure. Une vitrine est prévue à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Mansfield.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le site fait l'objet d'un règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) confirmant la hauteur et la volumétrie existantes du bâtiment situé au 1200, avenue McGill College (lot 1 340 255), et construit en vertu du permis 1196 délivré en 1975, et ce, en dérogation à la hauteur, la surhauteur et la densité maximales prescrites par les articles 8, 9, 26, 34 et 43 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention reste cohérente à la volumétrie orthogonale du bâtiment.
Considérant que :	Les couleurs contrastantes des finis proposés marquent peut-être l'entrée commerciale, mais induisent également une lecture disparate avec le reste du bâtiment.
Considérant que :	Le traitement de l'intersection pourrait être davantage transparent afin de mieux participer à l'animation de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir des couleurs appareillant les couleurs existantes du bâtiment pour les nouvelles sections de mur-rideau (couleur du verre et des meneaux) ;**
- **Favoriser la transparence du traitement du coin, en évitant l'installation d'une vitrine opaque ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ;**
- **Présenter à nouveau le projet, lors d'une séance subséquente du comité, en y ajoutant des documents permettant aux membres d'avoir une vue d'ensemble des travaux proposés et du reste du bâtiment.**

16 mai 2019

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001508781
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2100, rue Cartier
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 3 étages abritant 2 logements et 2 unités de stationnement intérieur. Le projet est la plus récente phase du vaste projet de construction de l'ancien site du concessionnaire automobile Touchette. Il s'inscrit en continuité d'une série de bâtiments résidentiels dont la phase 1 est construite sur l'avenue Goulet, à proximité de l'intersection de la rue Ontario. Le nouveau bâtiment occupe le front sud de l'avenue Goulet, au point de courbe vers la rue Cartier. Les deux maisons de ville présentent des entrées distinctes directement sur la voie publique. Les parements de brique d'argile Adelaide de la compagnie « Meridian & Richland Matt » format CSR sont assortis d'un parement de brique anthracite installé dans les alcôves en façade, et de panneaux métalliques d'accent. Les fenêtres et portes d'acier sont de couleur noire. Les balcons comportent des garde-corps en verre dépoli à l'acide de couleur blanche.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Résolution CA11 240590 du 11 octobre 2011 autorisant la construction de trois bâtiments résidentiels projetés sur l'avenue Papineau et les rues Goulet et Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble. Décision déléguée DB146347383 du 16 décembre 2014 approuvant les plans déposés les 16 juillet et 9 décembre 2014 à l'arrondissement, concernant le bâtiment situé au 99999, rue Cartier, à la suite de la demande de permis de construction 3000803042.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.7 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282* et aux critères de la résolution CA11 240590.
Considérant que :	La proposition architecturale reste cohérente au traitement de l'ensemble dans sa volumétrie et sa composition.
Considérant que :	Le traitement plutôt fermé du niveau rez-de-chaussée et les garde-corps opaques favorisent peu l'animation de l'avenue Goulet.

Considérant que : Les briques proposées pourraient être davantage en phase avec celles installées aux autres phases de l'ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un traitement plus ouvert du niveau rez-de-chaussée à la façade principale ouest du projet pour les deux résidences, qui présente un traitement fermé ;**
- **Pour les garde-corps de verre dépoli à l'acide : plutôt prévoir un traitement permettant la transparence de ces parois, le verre dépoli présentant une certaine opacité ;**
- **Pour la maçonnerie en façade, par souci d'unité et d'homogénéité de l'ensemble, utiliser une brique de format modulaire ;**
- **Prévoir un aménagement paysager et déposer les plans à cet effet.**

16 mai 2019

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gaghon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001463826
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	451, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise une enseigne formée de lettres détachées en PVC de 25 mm d'épaisseur, montées à l'aide de tiges insérées dans le parement métallique existant au niveau du parapet, sur la façade latérale donnant sur le parvis de l'église St.James United.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'absence d'éclairage provenant de l'enseigne contribuera positivement à l'ambiance visuelle de la rue.
Considérant que :	La sobriété de l'enseigne s'harmonisera avec l'architecture du bâtiment et contribuera à sa mise en valeur.
Considérant que :	L'enseigne devrait être ramenée le plus près possible du niveau des piétons afin de contribuer à la mise en valeur du couronnement du bâtiment et de la façade de l'église.
Considérant que :	Le système d'ancrage proposé n'assure pas une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment puisqu'il n'est pas conçu de manière à conserver l'intégrité du parement métallique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir installer l'enseigne au niveau du plancher du 3e étage, afin de dégager le parement du parapet ;**
- **Concevoir un système d'ancrage qui ne nécessite pas de percements du parement métallique existant ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

16 mai 2019

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001535895
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	724, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise une enseigne déjà installée, composée de lettres détachées lumineuses de 5 pouces d'épaisseur et de deux barres métalliques horizontales ancrées dans le parement mural en crépi acrylique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'éclairage limité au lettrage contribue à l'ambiance visuelle de la rue.
Considérant que :	L'implantation de l'enseigne s'harmonise avec l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	La simplicité de l'enseigne contribue à la mise en valeur de l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
(n° à venir)
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2380, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à restaurer l'enveloppe d'une vespasienne en remplaçant sa couverture de bardeaux d'asphalte par des carreaux d'ardoise verte, comme réalisé à la camillienne du parc Jeanne-Mance. L'intérieur serait réaménagé pour y insérer une toilette autonettoyante, ce qui mènerait à la modification de l'ouverture centrale en façade principale. Le reste de l'espace servirait à l'entreposage du mobilier urbain. Il faut rappeler qu'un projet de remise en état comportant la conservation du plan original des toilettes a dû être abandonné en 2012 faute de budget. L'immeuble visé par la demande a été érigé en 1931 sous la première administration du maire Camillien Houde selon les dessins des architectes de la Ville de Montréal, sous l'autorité du directeur Donat Beaupré, également responsable de l'érection de plusieurs « camilliennes », du chalet du parc Laurier, du bain Mathieu et de nombreux autres édifices municipaux. Le bâtiment, qui est identique aux vespasiennes du parc Jeanne-Mance, est un exercice de style « Arts and Crafts » considéré comme ayant une bonne valeur patrimoniale, mais il est abandonné depuis la fin des années 1960. Les dessins d'origine mentionnent l'ardoise comme matériau de couverture, comme pour la majorité des bâtiments Arts and Crafts ; toutefois, des photos prises en 1956 semblent illustrer une toiture en bardeaux.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact des modifications proposées à la façade principale est mitigé par l'insertion centralisée de la nouvelle porte, qui est en retrait de 1,2 m de la colonnade qui constitue le premier plan de façade.
Considérant que :	Le fait que l'utilisation des lieux soit continue pérenniserait les qualités de cet immeuble abandonné depuis 50 ans.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Séparer l'ouverture centrale en trois parties par des meneaux verticaux jusqu'au sommet de l'ouverture, comme dans celle d'origine, et employer le même matériau que pour la porte ;**
- **Maçonner les bords de l'ouverture sciée dans la pierre comme ceux des ouvertures existantes ;**
- **Retirer les pictogrammes de grandes dimensions et opter pour une signalisation plus discrète.**

16 mai 2019

Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001447066
4.6.14

Objet : **DEMANDE D'OPÉRATION CADASTRALE**

Endroit : 1210, rue Redpath-Crescent

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise à scinder le lot 1 341 178, qui mesure actuellement 854.8 m², en 2 lots mesurant respectivement 428,4 m² (5 626 936 : intégrant la maison existante) et 425,7 m² (5 626 935 : non construit). En comparaison, le lot 1 515 633, qui comporte l'autre moitié de la maison Cape, mesure 350,2 m².

L'objectif du demandeur est de construire sur le nouveau lot 5 626 935 un bâtiment résidentiel de 2 logements. Ce serait un projet reprenant la volumétrie d'une proposition développée en 2013 et qui avait reçu l'aval du comité consultatif d'urbanisme et du ministère de la Culture et des Communications.

L'opération doit être évaluée par le Comité consultatif d'urbanisme parce que le terrain est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les critères retenus à cet effet sont les suivants :

1° respecter les valeurs archéologiques, le paysage, la végétation, la topographie et les vues, à partir d'un espace public, sur ou depuis le Mont-Royal;
2° respecter le caractère du lieu et du bâtiment qui s'y trouve et les vues sur ce bâtiment.

Le lot original, sur lequel a été érigée la maison d'Edmund Meredith Graves Cape en 1915, était affublé d'une forte pente rocheuse, dont une partie a été excavée, pour créer des terrasses plus planes au pied d'une falaise; il a été déjà scindé en 2 parties pendant le dépérissement du secteur survenu à la fin des années 1970, et ladite maison a été également séparée en 2 entités autonomes.

Élément particulier : La subdivision doit être autorisée par le ministère de la Culture et des Communications, puisque le lot est à l'intérieur du site patrimonial déclaré du Mont-Royal.

Remarque importante : Un usage conditionnel a été accordé en 2013 pour permettre l'érection, sur le terrain existant, de 2 logements en sus de l'existant (CA13 240181). Le terrain visé par la demande a été constitué en 1914, au moment du lotissement de la propriété de John Redpath (devenu le croissant Redpath).

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 1.2.1 et 1.2.2. du *Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement Ville-Marie O-1*.

Considérant que : L'impact des modifications proposées à la grandeur du terrain et à son empreinte au sol n'affectent pas le caractère du lieu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001530635
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2021, avenue Union
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à aménager une terrasse sur le toit d'un bâtiment construit en 1976 par la Compagnie de la Baie d'Hudson pour fournir du stationnement aux clients de son magasin situé de l'autre côté du boulevard de Maisonneuve, et comme il est situé au-dessus de la station de métro McGill, les espaces de stationnement sont situés aux 7 premiers étages. Les 6 étages additionnels sont consacrés à l'usage « bureau » et le projet propose d'installer de maximiser l'effet d'un des coins découpés du plancher supérieur en y aménageant une terrasse. Étant donné la hauteur de cette dernière, le demandeur propose, pour les garde-corps d'aluminium et de verre, un retrait moindre que celui exigé par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, qui est de 2 fois la hauteur du garde-corps par rapport à la membrane du toit. À l'aide de deux coupes, il a fait la démonstration que les rues qui entourent l'îlot sont trop encaissées pour que les piétons puissent percevoir les enceintes de verre, si ce n'est en enfilade, depuis la côte de la rue Aylmer.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 23 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.
Considérant que :	L'impact de l'aménagement proposé serait négligeable sur la perception de l'immeuble existant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

pour 16 mai 2019
Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
(n° à venir)
4.6.16

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2600, rue Ontario Est

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise à proposer des interventions mineures sur l'aménagement du stationnement et sur la réfection de quelques vitrines et du bandeau d'affichage de la place Frontenac. Il s'agit d'introduire un chemin piétonnier encadré d'une rangée d'arbres vers le centre commercial à partir de la rue Ontario, et de reprendre les matériaux utilisés pour les vitrines/bandeau du McDonald's pour les intégrer à l'ensemble, sans toutefois harmoniser la hauteur du bandeau. La localisation des portes d'accès serait modifiée et l'aménagement du centre d'achat révisé pour tenir compte de l'agrandissement du magasin IGA qui est le principal locataire au niveau superficiaire.

L'intention est également, dans une 2e phase, d'étendre l'aire commerciale au second étage, qui était auparavant consacré à l'usage bureaux. Il faudrait, pour ce faire, aménager un chemin de livraison sur le toit, qui serait encadré d'un garde-corps visible depuis la rue.

Le centre d'achats Frontenac a été construit en 1970-72 et fait partie intégrante du projet de la Place Frontenac, se voulant une tentative de construction de tours de logements abordables dans un environnement intégré, comme on commençait à en voir à l'époque dans la partie ouest du centre-ville de Montréal (Westmount Square). Les nobles intentions des promoteurs, une société fondée par les architectes Gagnon, Archambault, Durand (Place du Cercle, Place Dupuis), étaient financées à 95% par la SCHL, en ce qui concerne la partie résidentielle ; toutefois, les ambitions pour la partie commerciale, qui se devait d'être autosuffisante et rentable pour intéresser les gestionnaires, ont été, dès le début, très modestes.

Suite à un entretien assez négligent et à un renouvellement commercial inexistant – la dernière intervention date de 2008, lors de l'aménagement d'un restaurant McDonald's, dont le bail garantit le maintien intégral du nombre actuel de places de stationnement extérieures pour les prochaines 40 années, l'apparence actuelle du complexe commercial n'est pas harmonieuse et ne reflète pas la vitalité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.

Considérant qu' : Il serait approprié de réduire la hauteur du bandeau d'affichage pour qu'elle soit identique à celle du bandeau conservé dans la partie ouest.

Considérant que : La place Frontenac est un pôle stratégique dans le quartier Sainte-Marie et sa mise en valeur est attendue par les citoyens. Il est souhaitable que les interventions proposées soient évaluées dans un projet global.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme reporte son avis à l'égard de cette demande pour la raison suivante :

- **Présenter à nouveau le projet dans son entièreté incluant l'ensemble des interventions, dont l'agrandissement au 2e étage et les aménagements extérieurs, lors d'une séance subséquente du comité.**

Richard Ryan — 16 mai 2019 — Jean-Philippe Gagnon

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001457821
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**
Endroit :	3455, avenue du Musée
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à construire un bâtiment sur le site qui abritait autrefois la maison Redpath (1884-2014). Celle-ci avait été complètement démolie avec l'objectif de faire place à un bâtiment résidentiel de type maison de chambre qui n'a finalement jamais été construit. Depuis, le site a été vendu et un projet de construction d'une résidence unifamiliale jumelée à un nouveau pavillon pour le Musée des beaux-arts est actuellement à l'étude. Il s'agit d'un bâtiment de 3 étages abritant l'usage « musée » à tous les niveaux à l'exception d'une partie du 2e étage ainsi que la totalité du 3e étage qui seraient aménagés en résidence unifamiliale occupée par son propriétaire. Le parti architectural comporte un vaste palier, accessible par deux escaliers, sur lequel sont posés les étages supérieurs. Deux volumes encastrés en escalier forment le bâtiment, qui présente une composition de façade laissant une large place à de grandes ouvertures vitrées orthogonales. La volumétrie en escalier du bâtiment permet de laisser la place à une pergola à la structure de bronze au toit du volume principal. Le bâtiment est revêtu de pierre calcaire Indiana alors que les garde-corps et les cadres des ouvertures sont en bronze. La portion sud de la façade est percée d'une descente menant à un stationnement souterrain de six places et faisant également office d'accès universel. La commémoration de l'ancienne maison Redpath prend la forme d'un élément sculptural de bronze d'environ 25cm de large et installé sur un des deux garde-corps de l'accès à l'espace muséal. L'implantation en recul du bâtiment permet de laisser la place à un aménagement paysager en cour avant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Résolution CA19 240182 adoptée le 9 avril 2019 - *Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « musée » pour une partie du bâtiment projeté au 3455-3457, avenue du Musée (lot 1 340 872).*
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : La volumétrie de la proposition exprime adéquatement la topographie accentuée du site.

Considérant que : La matérialité proposée est d'une grande qualité et permet une intégration adéquate au cadre bâti de ce secteur d'une haute valeur architecturale.

Considérant que : L'aménagement paysager proposé aura un impact positif sur le paysage de l'avenue du Musée.

Considérant que : La commémoration de la maison Redpath découle de principes intéressants, mais elle reste abstraite et présente un faible pouvoir d'évocation.

Considérant que : La condition d'améliorer la relation avec le domaine public énoncée lors de la dernière séance du CCU n'a pas vraiment été intégrée. L'accès à la portion muséale ne présente pas le caractère public et universel qui conviendrait à une institution de l'envergure du Musée des beaux-arts.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer une stratégie d'affichage pour la partie muséale du bâtiment ;**
- **Prévoir des insertions de marbre « Danby » du Vermont en façade, afin de maintenir une cohérence avec les autres pavillons du musée. Le matériau faisant office d'élément unificateur et de signalétique ;**
- **Prévoir comme revêtement l'utilisation d'une pierre de type « Indiana » davantage dans les teintes grises ;**
- **Améliorer la fluidité de la relation entre la portion muséale du projet et le domaine public en favorisant les modes d'accès universel. Une signalisation et un traitement des surfaces au sol pourraient être proposés à cet effet ;**
- **Pour la commémoration de la maison Redpath, bonifier la proposition en améliorant son pouvoir d'évocation. Considérer mettre à contribution les spécialistes du Musée des Beaux-arts afin d'enrichir la réflexion ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

16 mai 2019

pour Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001501345
4.6.18

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2035, rue Amherst

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à aménager la totalité des espaces couverts sous les marquises Est (rue Wolfe) et ouest (rue Amherst) avec l'objectif d'y abriter des espaces commerciaux. À la façade est, un quai de chargement pour un marché d'alimentation est proposé au nord de la rampe d'accès au stationnement souterrain à l'intersection des rues Wolfe et Square-Amherst, de même qu'un compacteur à déchets.

Le traitement architectural de la cloison fermant les nouveaux espaces commerciaux sous les deux marquises est composé de murs-rideaux présentant des cadres d'aluminium peint et des insertions d'images sérigraphiques artistiques faisant référence à l'univers des marchés publics. Les fenêtres existantes de la façade Wolfe sont obstruées par des panneaux d'acier blanc amovibles, afin de préserver la lecture rythmique d'origine. Du côté sud de cette même façade, les murs-rideaux des espaces commerciaux présentent un panneau d'acier au sol (hauteur de 0,8 m) protégeant des véhicules stationnés à proximité directe.

L'espace autour du bâtiment est conçu comme un socle minéral le mettant en valeur. Il est constitué de béton coulé avec traits de scie ou jet de sable, reprenant la rythmique du bâtiment, et de pavés de béton. Des bancs sans dossier sont installés et des graminées en rangées sont plantées sous les arbres existants, des supports à vélo sont prévus et des jardinières sur roulettes encadrent les terrasses des espaces commerciaux sur Amherst. Certains des pavés de béton portent des inscriptions commémoratives inspirées de l'histoire du marché.

La proposition inclut également les enseignes et noms d'occupant d'immeuble. Deux enseignes de la bannière « Super C » sont prévues aux façades latérales est et sud (sans dimensions aux dessins déposés), alors que chacun des commerces localisés sous les marquises possède une enseigne lumineuse en saillie d'un carré de 0,4 m. Deux enseignes de nom d'occupant d'immeuble consistant en des lettres « channel » lumineuses hautes de 0,5 m formant l'inscription « Marché Saint-Jacques » sont prévues aux façades ouest et sud, au-dessus des deux accès principaux. Une stratégie d'éclairage vise principalement à mettre en valeur l'effet de « lanterne » des volumes vitrés sous les marquises, sans ajouter de luminaires sur le bâtiment comme tel.

Élément particulier : Le bâtiment du Marché Saint-Jacques est identifié comme un immeuble d'intérêt à la réglementation d'urbanisme.

Remarque importante : CA18 240547 adoptée le 9 octobre 2018 - *Adopter une résolution permettant une modification à la résolution CA13 240502 qui autorisait l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques, afin de permettre, sous la marquise d'origine, l'aménagement d'un quai de chargement du côté de la rue Wolfe (partie nord) et d'espaces commerciaux (partie sud) – 1125 rue Ontario Est/2021 rue Amherst - en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.*

CA17 240492 refusée le 12 septembre 2017 - *Rendre une décision, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), sur l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques et sur la démolition du mur extérieur, niveau rez-de-chaussée, côté Wolfe - 1125, rue Ontario/2021, rue Amherst.*

CA16 240380 adoptée le 6 juillet 2016 - *Adopter une résolution permettant une modification à la résolution CA13 240502 qui autorisait l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques, afin de permettre la construction de verrières venant fermer les marquises existantes, du côté des rues Amherst et Wolfe - 1125, rue Ontario Est/2021, rue Amherst, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).*

CA13 240502 adoptée le 11 septembre 2013 - *Adopter une résolution autorisant l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques avec un étage, à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 1125, rue Ontario Est, coin Amherst en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.*

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127, 127.1, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : L'architecture transparente et légère des cloisons vitrées répond bien aux exigences de visibilité, d'animation et de sécurité exigées dans ce contexte. Elle crée un lien avec la rue Wolfe (façade ouverte, éclairage de nuit) et n'hypothèque pas l'architecture ni l'intégrité du bâtiment.

Considérant que : L'aménagement paysager très minéral permettra de mettre en valeur le bâtiment et de proposer une place publique large et appropriable pour les résidants du quartier.

Considérant que : La signalisation pourrait présenter une sobriété et un degré d'intégration plus élevés relativement à l'architecture du bâtiment.

Considérant que : La stratégie d'aménagement paysager pourrait présenter davantage de mobilier favorisant la fréquentation planifiée ou spontanée du lieu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un retrait d'environ 15 cm relativement aux fascias des marquises pour les nouvelles verrières afin de mettre en valeur les détails architecturaux des marquises existantes ;**
- **Renoncer aux enseignes de type noms d'occupant d'immeuble « marché Saint-Jacques » au-dessus des entrées des rues Ontario et Amherst. Une enseigne au sol s'intégrant harmonieusement à l'aménagement paysager du site pourrait être envisagée ;**
- **En façade de la rue Amherst, renoncer à l'enseigne proposée pour l'épicerie « Super C » afin de la suspendre sous la marquise ;**
- **Déposer les documents intégrés présentant la totalité des enseignes prévues sur le site, en incluant leurs dimensions et soumettre ces enseignes à une révision en Titre VII, selon les critères prévus à l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282* ;**
- **Fournir une programmation de l'espace public sur une base annuelle ;**
- **Pour l'espace public, bonifier le mobilier urbain en prévoyant des stratégies favorisant l'aspect social, communautaire et de rassemblement de ce lieu, en considérant les quatre saisons ;**
- **Pour l'aménagement paysager, prévoir davantage d'espaces verts et de plantations d'arbres pour offrir des zones d'ombre et contrer le phénomène d'îlot de chaleur ;**
- **Déposer les détails de la stratégie de commémoration ;**
- **Mettre en valeur le bâtiment en prévoyant une mise en lumière tout en s'assurant de ne pas créer de pollution lumineuse au-delà du concept de « lanterne » proposé ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande ;**
- **Présenter la version révisée du projet à une séance subséquente du comité.**

Pour Richard Ryan — 16 Mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001515614
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 1238, rue Bishop

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise la démolition partielle du 1238, rue Bishop et la construction d'un bâtiment de 10 étages abritant un établissement hôtelier de 30 chambres. La démolition doit être autorisée par le comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles (67 % du volume démoli sans égard aux fondations, selon l'architecte concepteur du projet).

Le bâtiment existant est d'un gabarit typique des résidences victoriennes qui couvraient le secteur au tournant du XXe siècle, et dont plusieurs exemples subsistent à ce jour du côté ouest de la rue Bishop. Érigé en 1889-1890, il abrita successivement une résidence unifamiliale, des maisons de chambres et des commerces, à partir des années 1970, selon l'étude historique déposée par le demandeur. Haut de trois étages, il présente une façade de pierre naturelle embossée qui a résisté à un incendie qui détruit en 2018 les espaces intérieurs, de même que la partie haute de la fausse-mansarde.

Le projet de remplacement prévoit la conservation, la restauration et l'intégration du volume avant d'origine, auquel serait greffée une nouvelle tour de 10 étages. Celle-ci présente un recul relativement important de 6,7 m, aligné sur celui d'une tour construite récemment au 1212, rue Bishop. La façade avant de la tour présente des ouvertures placées dans une composition dynamique et percées dans le revêtement proposé de panneaux de béton lisses de couleur grise. La façade arrière présente des ouvertures plus régulières, alors que les murs latéraux sont traités au moyen des joints entre les panneaux de béton du revêtement. À la façade d'origine, une ouverture existante est agrandie vers le bas afin de servir d'entrée universelle. Aucun espace de stationnement n'est prévu, alors qu'une cour minérale est prévue à l'avant du lot.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Considérant que : Le bâtiment démoli présente une valeur architecturale élevée de par la qualité de sa matérialité et des détails de son ornementation, affectée, mais non détruite par l'incendie de 2018. Il présente également une valeur d'ensemble, conjointement aux autres bâtiments de la même époque toujours présents sur ce même côté d'îlot. Considérant que l'intérieur est une perte totale la conservation du volume avant et son intégration à un projet de redéveloppement est un aspect positif du projet.

Considérant que : Le projet de remplacement présente une volumétrie qui incarne la vision induite par la réglementation pour l'évolution du cadre bâti de la rue Bishop. Le recul de la tour est suffisant pour permettre la lisibilité du volume victorien d'origine.

Considérant que : Le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale ultérieure.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une restauration exemplaire de la façade du bâtiment d'origine, en comprenant que des modifications puissent être apportées afin d'incarner le nouvel usage du bâtiment, par exemple au niveau des entrées ;**
- **Les bâtiments victoriens de la rue Bishop présentent un travail particulier en épaisseur de leurs façades et une texture riche. Cette caractéristique pourrait trouver un écho contemporain dans l'agrandissement. Prévoir davantage d'ouvertures et de légèreté dans le traitement de la façade principale ;**
- **Induire un sens de la hiérarchisation des façades en distinguant la façade principale des latérales (qui seront à terme recouvertes) ;**
- **Inclure les équipements mécaniques dans le volume du bâtiment, sans dépassement au toit, et favoriser l'incorporation des autres volumes hors-toit à même celui du bâtiment ;**
- **Fournir plus de détails sur les opérations de l'hôtel ;**
- **Présenter à nouveau la demande d'avis préliminaire à une séance subséquente du comité avant la séance du comité d'étude des demandes de démolition.**

Richard Ryan 16 Mai 2019
pour Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001489082
4.8.2

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 2054-2060, rue Fullum

Responsables : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition de trois bâtiments faisant partie du même lot depuis leur construction respective. Premièrement, faisant face à la rue Fullum, un petit bâtiment d'une hauteur d'un étage de type commercial de 5,6 m de largeur sans intérêt, qui apparaît sur une carte de 1912, mais qui aurait été reconstruit vers 1960. Deuxièmement, faisant face à la rue Fullum, un immeuble résidentiel vernaculaire d'une hauteur de 2 étages, construit en 1900, mais ayant été dépouillé de toutes ses caractéristiques d'origine au cours des années 1980 et jouissant d'une largeur de 6,6 m. Troisièmement, faisant face à la rue Harmony, un garage de stationnement intérieur détaché d'une hauteur d'un étage sans intérêt, qui apparaît sur une carte de 1912.

Le demandeur a également soumis des rapports démontrant la piètre qualité de construction des différents édifices en question. D'autre part, une tentative de requalification de l'emplacement visant à enrichir le front bâti sur les rues Fullum et Harmony pourrait difficilement se réaliser en conservant un ou plus des trois volumes disparates.

Le demandeur propose un bâtiment de 11 logements d'une hauteur de 3 étages aligné à zéro sur les deux rues, se fondant ainsi au contexte environnant, et articulé autour d'une cour intérieure d'une profondeur généreuse de 8 m, ce qui permettrait, malgré la présence de coursives et d'escaliers, une généreuse pénétration de lumière naturelle. Il y aurait trois logements de 3 chambres à coucher, un logement de 2 chambres à coucher et six logements de 1 chambre à coucher.

Il existe sur l'îlot un certain nombre d'immeubles construits depuis les années 1970 ayant introduit des logements en sous-sol, et donc une hauteur de rez-de-chaussée de 1,2 m ou plus. Le projet envisage de reprendre celle-ci, et propose ainsi trois logements nantis de 3 chambres à coucher en sous-sol, et dotés d'espaces de vie au rez-de-chaussée. Bien que les voisins immédiats sont plus anciens et que leurs rez-de-chaussée sont plus bas, le contraste ne serait pas trop tranché, dans le contexte, particulièrement si la brique de revêtement était plus pâle.

Il serait également possible d'abaisser la hauteur visible du socle de chaque côté des fenêtres, comme on le voit souvent en milieu ancien, afin de rapprocher les lignes de démarcation de celles des voisins. De

plus, il serait indiqué que ledit socle fasse un retour aux entrées et au couloir vers la cour intérieure, afin de bien asseoir le bâtiment.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Considérant que : Les travaux de réutilisation du sol doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.

Considérant que : La proposition aurait pour effet de remédier à la discontinuité des façades et de structurer davantage le front bâti des rues concernées.

Considérant qu' : Il serait avantageux d'atténuer légèrement le contraste avec les bâtiments contigus.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour les deux blocs, abaisser le niveau du rez-de-chaussée et éliminer les fenêtres du sous-sol en façades de la rue Fullum et de la rue Harmony ;**
- **Prévoir des entrées sur rue aux logements du rez-de-chaussée faisant face à la rue Fullum ;**
- **Poursuivre le revêtement du socle vers l'intérieur des entrées et au couloir menant à la cour intérieure ;**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager de la cour intérieure ;**
- **Revoir la teinte de la brique pour atténuer l'impact sur la voie publique ;**
- **S'assurer que les garde-corps des terrasses soient implantés avec le retrait réglementaire.**

Richard Ryan – 16 mai 2019
Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001507875
4.9.1

Objet :	**AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**
Endroit :	3170, chemin de la Vigne
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à autoriser l'abattage de 3 frênes dépérissants, localisés en cour arrière, au bas du talus du terrain, selon un avis de la Ville de Montréal obligeant la propriétaire à les abattre. Ceux-ci ont dûment été inspectés en février 2019 par un arboriste certifié. L'abattage est la seule solution identifiée pour ces arbres qui sont infestés par l'agrile du frêne et dépérissant de manière irréversible. De plus, un billot de frêne a également été identifié au sol, découlant d'un abattage ou effondrement antérieur à la prise de possession par l'actuelle propriétaire en avril 2012. Les travaux visés, assimilables à une démolition au sens de l'article 141 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), doivent être autorisés par le conseil d'arrondissement (possibilité de décision déléguée). L'intervention altérant l'apparence de l'immeuble, le conseil peut, selon l'article 138 de la loi précitée, imposer toutes conditions relatives à la conservation des valeurs patrimoniales associables à ce secteur du site patrimonial cité du Mont-Royal conformément au Règlement constituant le site du patrimoine du Mont-Royal (7593). Par ailleurs, l'abattage des frênes est autorisé par les dispositions du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040). Finalement, les dispositions de l'article 424.1.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) énoncent les essences d'arbres autorisées pour le remplacement d'arbres abattus.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux ont un caractère obligatoire découlant de l'application des mesures relatives à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Assurer la plantation de 4 arbres compatibles, choisis parmi les essences autorisées par l'article 424.1.1 du Règlement d'urbanisme, pour assurer le maintien de la qualité paysagère actuelle du sous-secteur du site patrimonial cité du Mont-Royal impacté par ces travaux.**

Richard Ryan - 14 Mai 2019
Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 22 mai 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 22 mai 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 10:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 22 mai 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 22 mai 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

22 mai 2019
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme;

Monsieur Bruno Collin, chef d'équipe et conseiller en aménagement;

Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement;

Madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement;

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus le 11 mai 2019 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 17 h 31.

6 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1333, boulevard Robert-Bourassa – pp 404 (dossier 1197303003)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 7 mai 2019, le premier projet de résolution autorisant les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour le bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, et ce, en dérogation notamment à l'article 134 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, aux usages autorisés dans un secteur de la catégorie E.5.

La présidente d'assemblée indique que monsieur Bruno Collin, chef d'équipe et conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) Lot 1 066 120 du cadastre du Québec (1535, boulevard De Maisonneuve Ouest) – pp 407 (dossier 1194869004)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 7 mai 2019, le premier projet de résolution autorisant la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec (1535, boulevard De Maisonneuve Ouest), et ce, en dérogation notamment aux articles 10, 34, 81, 85, 207, 381 et 656 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* et à l'article 1 du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)* relatifs, entre autres, à la hauteur minimale, aux usages prescrits dans un secteur de la catégorie M.4, à la marge latérale et arrière, à l'emplacement d'un équipement mécanique ainsi qu'aux unités de stationnement pour vélo.

La présidente d'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Beaulieu précise que le projet de résolution doit être modifié afin d'insérer, au paragraphe a) de l'article 3), les articles 56, 82, 369 par 8° et 652.6.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

c) 105, rue Sainte-Catherine Ouest – pp 405 (dossier 1196255006)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 7 mai 2019, le premier projet de résolution autorisant l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et les usages autorisés dans un secteur de la catégorie M.9 pour le complexe situé au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, et ce, en dérogation notamment aux articles 381, 387, 388 et 501 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, aux dépendances et aux équipements mécaniques et récréatifs en cours avant, à l'aménagement d'un café-terrasse dans un secteur de la catégorie E.6 et excédent 50 % de la superficie occupée ainsi qu'à l'installation d'enseignes sur un toit ou sur un bâtiment dépassant le parapet ou la ligne de faîte.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Leclerc-André précise que les plans mentionnés au paragraphe c) de l'article 1) seront remplacés par les plans estampillés par l'arrondissement le 21 mai 2019.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) 1440, rue de la Montagne – pp 406 (dossier 1196255007)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 7 mai 2019, le premier projet de résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, et ce, en dérogation notamment aux articles 257, 259, 496 et 501 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à une enseigne visible de l'extérieur du bâtiment signalant la présence d'un usage complémentaire, à une enseigne commerciale, à une enseigne en saillie fixée à un bâtiment excédant une hauteur de 16 mètres et ainsi qu'à l'installation d'enseignes sur un toit.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) 3460, rue Peel – pp 408 (dossier 1193332001)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 7 mai 2019, le premier projet de résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, et ce, en dérogation notamment aux articles 21.4, 21.6, 21.8 et 21.10 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* et à l'article 1 du *Règlement portant sur l'approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel (7325)* relatifs, entre autres, à une construction hors toit, aux conditions d'aménagement d'une terrasse, à l'écran des équipements mécaniques et aux usages.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 38.

2019/05/28

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

27-05-2019

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 13:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 7 mai 2019 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs
Mme Marie-Claude Dandenault, commandante du poste 20 du Service de police
M. Cédric Couture, commandant du poste 21 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 35. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 32, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

1201 à 1215, Place Phillips : aucune intervention.

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

149, rue Sainte-Catherine Est : aucune intervention.

CA19 240196

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019 en ajoutant les dossiers suivants :

- 40.17 Édicter une ordonnance autorisant la tenue des événements au parc Jean-Drapeau pour la période estivale 2019;
- 40.18 Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur maximale et à l'aménagement d'un débarcadère en cour avant pour le bâtiment projeté au 1201 à 1215, Place Phillips.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jean Poulin
- Projet de règlement sur l'inclusion
- Piscine Quintal

Monsieur André Gagnon
- Projet de loi 21
- Port de signes religieux

Monsieur Mel Squires
- Îlot 841/Nouvelle Vague (bar sur la rue de la Commune)

Monsieur Joël Morin
- Îlot 841/Nouvelle Vague (bar sur la rue de la Commune)

Madame Jocelyne Bernier
- Consultation de l'OCPM : Bridge-Bonaventure

Madame Nicole Sophie Viau
- Consultation de l'OCPM : Bridge-Bonaventure

Monsieur Jean Laporte
- Îlot 841/Nouvelle Vague (bar sur la rue de la Commune)

- -

CA19 240197

Prolongation de la période de question du public

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;
Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Richard Ryan

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1192701004

- -

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Steven Sachs
- AirBnb

Monsieur François Joly
- Stationnement zone 12

Monsieur Robert Hajaly
- Maison pour itinérants dans Peter-McGill
- Collection anglaise pour la bibliothèque au centre communautaire Peter-McGill

Monsieur Simon Paquette
- Démocratie dans Ville-Marie

Monsieur Sergio Martinez
- Demande de contribution pour le 30e anniversaire de l'organisme Atelier latino-américain de communications.

- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 19 h 30. 12 personnes sur les 13 personnes inscrites ont été entendues.

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA19 240198

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240199

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1192701039

CA19 240200

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1192701038

CA19 240201

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1192701037

CA19 240202

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par 4 organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les catégories de reconnaissance des quatre (4) organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal	A
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	A
Le groupe communautaire l'Itinéraire	B
Missions Exeko	B

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1194951003

CA19 240203

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240204

Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1196091002

CA19 240205

Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention avec la Société des arts technologies, se terminant le 31 décembre 2019, dans le cadre du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 14 210 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1194105003

CA19 240206

Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du « Programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 109 400 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les cinq (5) projets de conventions, se terminant le 30 septembre 2019, dans le cadre du « Programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 50 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 13 000 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;
- 11 400 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 10 000 $ au Y des femmes de Montréal;
- 25 000 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude Malépart;

D'imputer cette dépense totale de 109 400 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1190173001

CA19 240207

Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les conventions avec 20 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 12 950 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde;
- 11 000 $ à Les Escales improbables de Montréal;
- 15 000 $ à l'Espace libre inc.;
- 6 000 $ à La fille du laitier;
- 8 000 $ à la Fondation maison photo Montréal;
- 8 000 $ à la Fondation métropolis bleu;
- 7 500 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal;
- 10 000 $ aux Missions Exeko;
- 10 000 $ à Le Musée du Château Ramezay;
- 12 250 $ à Le Musée McCord Stewart;
- 9 000 $ à l'Orchestre Métropolitain;
- 6 000 $ à Péristyle nomade;

- 5 000 $ à Les productions funambules médias;
- 6 000 $ au Regroupement des musiciens du métro de Montréal (RMMM);
- 5 000 $ à Sentier urbain;
- 18 000 $ à la Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) : (Murale);
- 15 000 $ à la Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) : (Éclairage et son);
- 10 000 $ à la Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ);
- 3 000 $ au Théâtre de la botte trouée;
- 5 000 $ aux Voies culturelles des faubourgs;

D'imputer cette dépense totale de 182 700 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1192624004

CA19 240208

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 200 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 500 $ au Carrefour de ressources en interculture;
- 1 000 $ au Groupe Entraide À l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes;
- 500 $ au Jardin communautaire des 50 citoyens;
- 1 000 $ à l'Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA);
- 3 000 $ à Maisons Adrianna;
- 3 000 $ à Oxy-Jeunes inc.;
- 2 500 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;
- 200 $ au Salon international de la femme noire;
- 3 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM);
- 3 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;

D'imputer cette dépense totale de 18 200 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1190619005

CA19 240209

Approuver la convention modifiée avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, dans le cadre de la construction et de l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford afin d'apporter des modifications dans les annexes

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA16 240370 adoptée à sa séance du 6 juillet 2016, approuvé une convention concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA18 240094 adoptée à sa séance du 13 mars 2018, modifié la résolution CA16 240370 et la convention avec l'Université McGill quant à sa durée et au pourcentage d'utilisation du terrain sportif synthétique Rutherford;

Attendu que des modifications à l'annexe 1 établissant la grille horaire et les heures d'utilisation s'avèrent nécessaires :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la modification à la convention de partenariat et d'utilisation avec l'Université McGill.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1161903001

CA19 240210

Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville en soutien à la 3^{e} édition de son projet Cyclocitoyen, conformément aux modalités du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, soutien aux projets économiques non commerciaux »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 70 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 141 permettant d'exploiter un service de visites touristiques par vélos triporteurs sur le domaine public aux dates, heures et lieux des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1190318011

CA19 240211

Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 7 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1195377002

CA19 240212

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020, volet 3, soutien au développement économique non commercial » et accorder une contribution de 43 680 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des arts technologiques (SAT) en soutien au projet d'animation de la place de la Paix, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020, volet 3, soutien au développement économique non commercial »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 43 680 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1190318009

CA19 240213

Accorder un contrat de 3 376 522,56 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense de 4 030 554,98 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Ramcor construction inc. plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 3 376 522,56 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 506 478,38 $ et un budget prévisionnel d'incidents d'un montant de 147 554,03 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1195382010

CA19 240214

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.15.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240215

Autoriser une dépense totale de 139 157,38 $ pour des services professionnels pour la conception des plans, des devis et du suivi pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493 avec Axor Experts-Conseils inc.

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense de 139 157,38 $ pour des services professionnels avec Axor Experts-Conseils inc. pour la conception de plans, de devis et du suivi d'appel d'offres pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1195382013

CA19 240216

Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $, taxes incluses, pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 403 725,51 $ pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-19-007 – 1 soumissionnaire);

D'accorder, à cette fin, un contrat à IGF axiom inc., seul soumissionnaire, soit au prix total de 367 023,20 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'approuver la convention de services professionnels avec IGF axiom inc.;

D'autoriser un budget prévisionnelle de contingences de 36 702,32 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1195382009

CA19 240217

Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean Claude Malépart, du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 367 592,32 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 367 592,32 $ pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart, du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 (appel d'offres public 19-17442 - 5 soumissionnaires conformes);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Sodem inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 334 174,84 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 33 417,48 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1194951004

CA19 240218

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour l'année 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 - 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 4 984 523,12$, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 996 904,62 $ et un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 358 885,66 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1195382011

CA19 240219

Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. au montant de 99 982,26 $, taxes incluses, pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $ pour la fourniture de 80 supports à vélos modèle Cyclofixe;

D'accorder, à cette fin, un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc., soit au prix total de 99 982,26 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1195382012

CA19 240220

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240221

Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public émis notamment pour l'entrave d'une ruelle en conséquence de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais de l'action en recouvrement du montant impayé pour des permis d'occupation temporaire du domaine public portant 34 permis d'occupation, intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07;

D'imputer cette radiation comme suit :

- radiation taxes foncières : 2101-0000000-000000-00000-11808-000000;
- montant à radier 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1196440001

CA19 240222

Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la ville, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la ville, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1197763002

CA19 240223

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1195158001

CA19 240224

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.07.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240225

Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection lors de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019 par sa résolution CA19 240178;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur concernant le droit de visite et d'inspection » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019 par sa résolution CA19 24178;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le Règlement CA-24-302, intitulé Règlement concernant le droit de visite et d'inspection.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-302
1192701026

CA19 240226

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie lors de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019 par sa résolution CA19 240179;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019 par sa résolution CA19 24179;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D’adopter le Règlement CA-24-303, intitulé Règlement modifiant le Règlement sur l’occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise

Adoptée à l'unanimité.

40.02
CA-24-303
1192701028

CA19 240227

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 9 avril 2019 et l'a soumis à une consultation publique le 24 avril 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 402
1197400001

CA19 240228

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 9 avril 2019 et l'a soumis à une consultation publique le 24 avril 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

   a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

   b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :

      i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
      ii) le pavillon de la Jamaïque;
      iii) la tour de Lévis;
      iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
pp 403
1197199003

CA19 240229

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) seuls les usages commerciaux de la catégorie M.7, à l'exception de l'usage restaurant, sont autorisés, selon les conditions de la classe C, dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa aux niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019;

   b) seul l'usage « restaurant » est autorisé dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa à tous les niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 404
1197303003

CA19 240230

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est (lot 2 161 583)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est, sur le lot 2 161 583 du cadastre du Québec, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1186399003

CA19 240231

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine Ouest

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur le côté sud de la rue Saint-Antoine Ouest, entre la rue Lucien-L'Allier et la rue Versailles.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1195914006

CA19 240232

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27).

40.08
CA-24-304
1192701036

CA19 240233

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.09 à 40.18.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240234

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 598 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 549 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 139 permettant de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 241 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1195907002

CA19 240235

Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De désigner, dans le cadre du projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai à 8 h au 10 mai 2020 à 7 h, et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 243 permettant la fermeture de rue sur les sites, dates et horaires des événements déterminés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), l'ordonnance B-3, o. 600 autorisant exceptionnellement le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur sur les sites, dates et horaires des événements déterminés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 146 autorisant de peindre sur la rue Rouen, entre les rue du Havre et Gascon, avec de la peinture, sur la chaussée sur les sites, dates et horaires des événements déterminés.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1198305005

CA19 240236

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 4e partie, B)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 599 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282, o. 222 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiés à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 550 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 140 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 145 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1197195017

CA19 240237

Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin au 24 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De désigner comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019, et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin à 7 h au 24 septembre 2019 à 14 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 8) l'ordonnance P-1, o. 551 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 242 permettant la fermeture de rue, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu Règlement sur la propreté et la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 147 permettant de peindre au pochoir avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1196290002

CA19 240238

Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur une le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 10, 34, 81, 85, 207, 381 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de déroger au Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018);
   c) de construire, d'occuper temporairement, puis de démolir un bâtiment de deux étages, aux fins de l'usage « université », conformément aux plans numérotés 2 à 20, réalisés par la firme Lapointe Magne et associés, estampillés le 8 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'apparence doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) seul l'usage « université » est autorisé dans l'ensemble du bâtiment;
   c) fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment lors du dépôt de la demande de permis;
   d) fournir un plan d'aménagement paysager temporaire lors de la demande de certificat d'autorisation de démolition;
   e) dans les 6 mois suivant l'obtention du certificat d'autorisation de démolition, déposer une demande de permis de construction pour l'érection d'un nouveau bâtiment ou réaliser les travaux d'aménagement paysager temporaire;

3) De fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation pour l'occupation temporaire, puis la démolition complète visés par la présente autorisation.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
pp 407
1194869004

CA19 240239

Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel les usages dépanneur, restaurant, traiteur conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) donnant l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 1 du Règlement portant sur l'approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel (7325);
   b) de déroger notamment aux articles 21.4 (construction hors toit), 21.6 (conditions d'aménagement d'une terrasse), 21.8 (construction hors toit) et 21.10 (écran des équipements mécaniques) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) d'aménager les constructions hors toit substantiellement conforme au plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur doivent être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment;
   b) l'aire de plancher au totale pour ces usages ne devra pas dépasser une superficie maximale de 110 m^2;
   c) d'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux;

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 408
1193332001

CA19 240240

Adopter une résolution autorisant l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et certains usages pour le complexe sis au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 105, rue Sainte-Catherine Ouest (Place des Arts), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 381, 387, 388 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, les usages liés à la catégorie M.9, suivant les dispositions applicables à la classe d'occupation C;
   c) d'occuper et d'aménager temporairement l'esplanade de la Place des Arts, conformément aux plans numérotés 13, 25 à 27, 29, 30, 32 et 33, préparés par Provencher Roy, datés de mars 2019, et estampillés par l'arrondissement le 24 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) Les usages commerciaux et industriels situés à l'intérieur du bâtiment doivent cumuler une superficie d'au plus 3 000 m²;
   b) Les zones d'animation extérieures doivent cumuler une superficie d'au plus 2 300 m²;
   c) En tout temps, le nom du commanditaire pourra occuper une superficie maximale de 15% de l'enseigne numérique;
   d) L'enseigne numérique doit être conçue de manière à afficher un écran noir ou à s'éteindre en cas de défaillance;
   e) Les stèles signalétiques et le mobilier pour les matières résiduelles devront présenter la même signature architecturale que les structures en aluminium déjà soumises;
   f) À l'exception du café-terrasse, aucune activités de commerces de détails n'est autorisé sur l'esplanade.

Toute autre disposition non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 405
1196255006

CA19 240241

Adopter une résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) -1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 257, 259, 496 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'installer des enseignes pour le restaurant, le débit de boissons alcooliques et l'hôtel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 5 à 10, 12 et 14, préparés par BC2, Lemay et Sid Lee architecture, datés d'avril 2019, et estampillés par l'arrondissement le 29 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
pp 406
1196255007

CA19 240242

Édicter une ordonnance concernant la tenue des événements au parc Jean-Drapeau pour la période estivale 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 601 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du parc Jean-Drapeau, selon les horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1192931001

CA19 240243

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur maximale et à l'aménagement d'un débarcadère en cour avant pour le complexe immobilier mixte projeté au 1201 à 1215, Place Phillips

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le complexe immobilier mixte projeté au 1201-1215, Place Phillips, des dérogations permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour la hauteur maximale et l'aménagement d'un débarcadère pour véhicule automobile situé en partie en cour avant, et ce, en dérogation aux articles 10 et 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.18 1194869005

CA19 240244

Désigner monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De désigner monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme représentant de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1190318010

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 5 juin 2019 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 45.

70.01

_____

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 5 juin 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1196071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 370 337,35 $ à Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), pour une période de 53 mois, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de 370 337,35 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 37 033,73 $;

D'imputer cette dépense, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-17 16:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196071002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 370 337,35 $ à Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), pour une période de 53 mois, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans un souci d'optimisation de ses ressources, la division de la Voirie de l'Arrondissement de Ville-Marie prend l'orientation d'affecter ses cols bleus à des activités à valeur ajoutée. À cet effet, de plus en plus de nouveaux aménagements nécessitent l'installation de balises de déneigement afin de protéger les végétaux, par exemple. Il a donc été décidé de donner à contrat le travail attrayant au balisage, cela représentant un volume important de travail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure pour un contrat aussi important de balises de déneigement à Ville-Marie

DESCRIPTION

Le cahier des charges précise les conditions de fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de plus de 3000 balises de déneigement délimitant des zones de plantation de plantes vivaces, arbres ou gazon.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres 19-17607 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 15 avril 2019. Un délai de 18 jours a été accordé aux soumissionnaires. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 2 mai 2019. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 19-17607 sont présentés ci-dessous :

Deux (2) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres via le système électronique (SEAO).

Les 2 firmes nous ont présenté des soumissions :

- Jeux-Tec inc.
- Balises et Poteaux du Nord plus inc.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes	Prix	Contingences	Total
1 - Balises et Poteaux du Nord plus inc.	370 337,35 $	37 033,73 $	407 371,08 $
2 - Jeux-Tec inc.	560 330,66 $	56 033,07 $	616 363,73 $
Estimé interne	385 741,13 $	38 574,11 $	424 315,24 $
Coût moyen des soumissions reçues			**511 867,40 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme			**104 496,32 $**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**208 992,65 $** **51%**
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme			**16 944,16 $** **4%**

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Balises et Poteaux du Nord plus inc. au montant de 370 337,35 $, taxes incluses pour une période de 53 mois (2019-2023) ainsi qu'un budget prévisionnel de contingences de 10 % soit un montant de 37 033,73 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.
Deux options de renouvellement de 24 mois chacune sont prévues au contrat.

- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nos végétaux mieux protégés et donc plus vigoureux contribueront davantage à l'augmentation de la canopée montréalaise, à l'amélioration de la qualité de l'air et à la réduction des îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'hiver, avec une couche de neige, il devient très difficile de voir où se trouvent les végétaux et autres éléments de mobilier et il arrive alors souvent des incidents. Les balises permettent aux opérateurs de machinerie de déneigement de repérer rapidement les endroits où ils ne doivent pas passer. On évite ainsi beaucoup de bris.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-14

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1196071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 370 337,35 $ à Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), pour une période de 53 mois, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17607 Intervention.pdf
19-17607 Liste des commandes.pdf
19-17607 pv.pdf
19-17607 TP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514 872-1998

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-16

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196071002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 370 337,35 $ à Balises et Poteaux du Nord plus (9336-2465 Québec inc.), pour une période de 53 mois, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $ (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196071002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-15

Céline SIROIS
Chef de section ressources financières et matérielles

Tél : 514-868-3552
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196071002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	BALISE ET POTEAUX DU NORD PLUS INC.	393399

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		80 000,00 $	90 000,01 $	89 123,69 $	74 123,69 $	74 123,69 $		**407 371,08 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 53 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	10	juin	2019	Date de fin :	15	novembre	2023

Formulaire complété par : Benoît Lepage

Prénom, nom

Date et heure système : 13 mai 2019 15:53:47

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	19-17607
Titre de l'appel d'offres	Fourniture, installation, désinstallation, entreposage, répation et entretien de balise de deneigement
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Balises et Poteaux Du Nord Plus
Numéro d'entreprise (NEQ)	9336-2465 Québec inc.
Adresse du soumissionnaire	374 Boul Industriel Saint-Eustache, Qc. J7R 5R4

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Fourniture, installation, désinstallation, entreposage, répation et entretien de balise de deneigement (2019 à 2023)	322 102,50 $	16 105,13 $	32 129,72 $	370 337,35 $

02 MAI 2019

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196071002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 407 371,08 $, taxes incluse, pour fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19-17607 - 2 soumissionnaires)

Accorder, à cette fin, un contrat à la firme Balises et Poteaux du Nord plus inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, prix total approximatif de 370 337,35 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

Autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %,"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 407 371,08 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Contrat		72 727,27 $	81 818,19 $	81 021,54 $	67 385,17 $	67 385,17 $		**370 337,35 $**
Contingences		7 272,73 $	8 181,82 $	8 102,15 $	6 738,52 $	6 738,52 $		**37 033,73 $**
Total		80 000,00 $	90 000,01 $	89 123,69 $	74 123,69 $	74 123,69 $		**407 371,08 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 371 984,09 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Contrat		66 409,69 $	74 710,91 $	73 983,46 $	61 531,64 $	61 531,64 $		**338 167,36 $**
Contingences		6 640,97 $	7 471,09 $	7 398,35 $	6 153,16 $	6 153,16 $		**33 816,74 $**
Total		73 050,66 $	82 182,01 $	81 381,81 $	67 684,81 $	67 684,81 $		**371 984,10 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Contrat : 338 167,36 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Contingences : 33 816,74 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	57402	000000	0000	000000	028057	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM96071002.
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-14**

Date et heure système : 15 mai 2019 10:28:45

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17607

No du GDD : 1196071002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balise de déneigement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 4 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 2 - 5 - 2019

Ouverture faite le : 2 - 5 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 10 - 2019

Date d'échéance révisée : 29 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Balises et Poteaux du Nord Plus	370 337,35 $	√	
Installation Jeux-Tech Inc.	560 330,66 $		

Information additionnelle

Les deux preneurs de cahier de charges ont soumissionnés.

Préparé par : Myriem Laklalech

Le 14 - 5 - 2019

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17607
Numéro de référence : 1258820
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balise de déneigement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
balises et poteaux du nord plus 374 boul.Industriel Saint-Eustache, QC, j7R 5R4 NEQ : 1171573851	Monsieur André Turcotte Téléphone : 450 983-7261 Télécopieur :	**Commande : (1582244)** 2019-04-22 9 h 38 **Transmission :** 2019-04-22 16 h 42	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Jeux-Tec Inc. 100 chemin riviere delisle nord local 101 Coteau-du-Lac, QC, J0P1B0 http://www.jeux-tec.com NEQ : 1165056681	Monsieur Francois Lavallée Téléphone : 514 887-7512 Télécopieur :	**Commande : (1580128)** 2019-04-16 14 h 50 **Transmission :** 2019-04-17 4 h 11	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0277

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 2 mai 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 19-17607

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture, installation, désinstallation, entreposage, réparation et entretien de balise de déneigement » sont ouvertes par l'agent de bureau Denis Delorme du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
9336-2465 QUÉBEC INC. (BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS) 374, boulevard Industriel Saint-Eustache (Québec) J7R 5R4	370 337,35 $
	(Traite bancaire de 18 520 $)
INSTALLATION JEUX-TEC INC. 100, chemin de la Rivière-Delisle Nord Coteau-du-Lac (Québec) J0P 1B0	560 330,66 $
	(Cautionnement de 2 % du montant de la soumission)[1]

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 15 avril 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Denis Delorme
Agent de bureau – Service du greffe

[1] Le numéro d'appel d'offres mentionné au cautionnement fourni par ce soumissionnaire est le 19-17067.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17607

Agent d'approvisionnement
Myriem Laklalech

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Balises et poteaux du nord plus										
	0	0	0	Kit pour le pavé incluant Balise R-6, Réceptacle de bordure, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle	1100	ch	1	23,65 $	26 015,00 $	29 910,75 $
				Kit pour le gazon incluant Balise R-6, Réceptacle de sol (incluant tige d'acier) Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de	100	ch	1	40,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
				Réceptacle de bordure (pour pavé)	1100	ch	1	32,00 $	35 200,00 $	40 471,20 $
				Réceptacle de sol (incluant tige d'acier)	100	ch	1	32,00 $	3 200,00 $	3 679,20 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2019 au 31	3200	ch	1	15,00 $	48 000,00 $	55 188,00 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2020 au 31	3300	ch	1	15,00 $	49 500,00 $	56 912,63 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2021 au 31	3450	ch	1	15,75 $	54 337,50 $	62 474,54 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2022 au 31	3450	ch	1	15,75 $	54 337,50 $	62 474,54 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2023 au 15	3450	ch	1	5,25 $	18 112,50 $	20 824,85 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17607

Agent d'approvisionnement
Myriem Laklalech

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Balises et poteaux du nord plus	0	0	0	Nettoyage de réceptacle	300	ch	1	8,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
				Réparation de tige brisé	500	ch	1	8,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
				Fourniture Balise R-6	1000	ch	1	16,00 $	16 000,00 $	18 396,00 $
				Fourniture Connecteur de tige (raccord)	1000	ch	1	5,00 $	5 000,00 $	5 748,75 $
				Fourniture Bouchon de réceptacle	500	ch	1	4,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
Total (Balises et poteaux du nord plus)									**322 102,50 $**	**370 337,35 $**
Installation Jeux-tech inc										
	0	0	0	Kit pour le pavé incluant Balise R-6, Réceptacle de bordure, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle	1100	ch	1	30,00 $	33 000,00 $	37 941,75 $
				Kit pour le gazon incluant Balise R-6, Réceptacle de sol (incluant tige d'acier) Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de	100	ch	1	46,00 $	4 600,00 $	5 288,85 $
				Réceptacle de bordure (pour pavé)	1100	ch	1	45,00 $	49 500,00 $	56 912,63 $
				Réceptacle de sol (incluant tige d'acier)	100	ch	1	45,00 $	4 500,00 $	5 173,88 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2019 au 31	3200	ch	1	25,00 $	80 000,00 $	91 980,00 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2020 au 31	3300	ch	1	25,00 $	82 500,00 $	94 854,38 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2021 au 31	3450	ch	1	25,00 $	86 250,00 $	99 165,94 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17607

Agent d'approvisionnement
Myriem Laklalech

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Installation Jeux-tech inc	0	0	0	Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2022 au 31	3450	ch	1	25,00 $	86 250,00 $	99 165,94 $
				Balise R-6, Connecteur de tige (raccord) et Bouchon de réceptacle 1 novembre 2023 au 15	3450	ch	1	5,00 $	17 250,00 $	19 833,19 $
				Nettoyage de réceptacle	300	ch	1	20,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
				Réparation de tige brisé	500	ch	1	20,00 $	10 000,00 $	11 497,50 $
				Fourniture Balise R-6	1000	ch	1	20,00 $	20 000,00 $	22 995,00 $
				Fourniture Connecteur de tige (raccord)	1000	ch	1	5,00 $	5 000,00 $	5 748,75 $
				Fourniture Bouchon de réceptacle	500	ch	1	5,00 $	2 500,00 $	2 874,38 $
Total (Installation Jeux-tech inc)									**487 350,00 $**	**560 330,66 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

D'accorder une contribution totale de 20 000$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 15:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195179004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Logement Ville-Marie (CLVM) est un organisme de défense de droits des locataires. Il intervient également sur la question du logement social et communautaire. Depuis quelques années, le CLVM a mis sur pied un projet qui permet de rejoindre, de former et de mobiliser les familles de l'arrondissement intéressées par le logement social. Ces familles sont également accompagnées et outillées dans le développement de projet de coopératives d'habitation répondant à leurs besoins. Le CLVM demande l'appui de l'arrondissement pour compléter le montage financier du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240232 du 8 mai 2018 : Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour un projet d'information et de sensibilisation afin de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

DESCRIPTION

La contribution de l'arrondissement permet de maintenir à l'année les services offerts dans le projet par le CLVM et de desservir près de 1400 citoyens visés.

JUSTIFICATION

La pertinence de ce projet est reconnue et il est appuyé par les trois tables de concertation locale. Il est en adéquation avec une des priorités de la Ville de Montréal visant à réaliser 12

000 logements abordables, dont 6 000 logements sociaux, de même qu'avec l'orientation de la Politique de développement social de la Ville de Montréal visant « à aménager une ville et des quartiers à échelle humaine ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le service et les activités réalisés par le Comité logement Ville-Marie contribueront à l'atteinte des objectifs de l'action 9 « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » inscrits dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien de l'offre de service qui pourra être déployée à raison de 35h par semaine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités prévues au plan d'action de l'organisme feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-15

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-05-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu



Aspect financier_GDD 1195179004_CLVM.pdf



Demande_Favoriser l'accès au logement 19-20_CLVM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195179004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-17

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



Convention CLVM_19-20.doc

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195179004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Comité logement de Ville-Marie	133317

Financement : Autre

Précision: Fonds de soutien financier en développement social (FSFDS)
#imputation : 306125-05803-61900-016491

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	1	avril	2019	Date de fin :	31	mars	2020

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 10 mai 2019 13:19:43

Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

2019

Attention ! Les zones blanches doivent être ÊTRE COMPLÉTÉES. Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné.

Section 1 - Présentation

Nom de l'organisme	Comité logement Ville-Marie				
Adresse complète	1710, rue Beaudry, local 2.6, Montréal, Québec, H2L 3E7				
Nom du répondant désigné pour la demande	Éric Michaud		**Titre**	Coordonnateur	
Adresse courriel	eric.michaud@clvm.org				
Numéro de téléphone	514-521-9780				
District où se déroulent les activités	**Ste-Marie, St-Jacques, Peter McGill**		**Numéro TVQ**	**100-9567-758-RT**	
Numéro de charité	**106956758-RR-0001**		**Numéro TPS**	**106-956-758-RT**	
Titre du projet	Favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu du centre-ville				
Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée selon les sexes?	**Oui**	X	**Non**		
Reconduction du projet	**Oui**	X	**Non**		

Section 2 - Reconnaissance et documents administratifs obligatoires à soumettre avec cette demande

X	**Je suis reconnu par l'arrondissement dans le cadre de la politique de reconnaissance et de soutien des OBNL.**
X	**Résolution du C.A. autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande**
X	**Copie de la police d'assurance responsabilité civile indiquant la Ville comme co-assurée**

Faire parvenir votre demande à
Annie Gauthier, conseillère en développement communautaire [pour les organismes du secteur Ouest (entre Berri et Atwater)] au agauthier@ville.montreal.qc.ca
ou
Martin Crépeau, conseiller en développement communautaire [pour les organismes du secteur Est (entre L'Espérance et Berri)] au martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca

Section 3 - Mission de l'organisme

Informer et mobiliser les résidants, dans une perspective de prise en charge et d'éducation populaire, autour des enjeux en matière de logement et de lutte à la pauvreté - Informer et soutenir les locataires dans la défense de leurs droits - Assurer le maintien des résidants dans leur quartier - Faire la promotion du logement social et communautaire et contribuer à son développement - Améliorer la qualité de vie des résidants

Section 4 - Description du projet

→ Exposer la situation problématique constatée dans le milieu qui justifie la pertinence de l'intervention
→ Situer le projet dans son environnement
→ Cerner le problème de pauvreté et d'inclusion sociale que vit la population
→ Préciser les besoins exprimés par le milieu
→ Établir le lien entre ce projet et le plan d'action de l'arrondissement, de la Ville de Montréal ou de votre Table de quartier
→ Présenter la nature des actions et des services offerts pour agir sur la problématique

PROBLÉMATIQUE «

La Ville de Montréal est riche de 300 000 familles sur son territoire, ce qui représente 46% des familles de la région. Toutefois(...), Montréal voit un nombre significatif d'entre elles s'éloigner vers les couronnes périurbaines. En tête des motifs justifiant leur départ : le coût élevé et le nombre insuffisant de logements adaptés à leurs besoins. » (Ville de Montréal, Plan de fidélisation des familles 2014-17). En 2017-2018, Montréal a enregistré une perte nette de 24 000 résidents, soit la plus importante des dernières années (Institut de la Statitique du Québec). À l'échelle de l'arrondissement, entre 2006 et 2011, le nombre de familles avec enfants a chuté de 5,3%, pour s'établir à 7 040, et ce alors qu'on assistait à une hausse de 9,5% du nombre total de ménages.

Le Plan stratégique 2015-2018 de la Table de quartier Peter McGill (TQPM) priorise le développement de logements sociaux dans le quartier Peter McGill, de même que la rétention des familles. Le Plan de quartier 2017-2022 de la Table de concertation du Faubourg St-Laurent (TCFSL) identifie également l'accessibilité au logement et la rétention des familles comme deux priorités dans le faubourg. Le Plan stratégique de la Table de développement social Centre-Sud (TDS-CS) prévoit pour sa part que le Centre-Sud soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population, dont notamment ceux des familles. Enfin, le plan d'action de la Stratégie centre-ville de la Ville de Montréal prévoit, parmi ses 4 actions prioritaires, d'implanter des écoles et d'offrir une diversité de logements pour les familles au centre-ville. Le projet que nous présentons s'inscrit dans le cadre de ces orientations.

De plus, la Politique de développement social de la Ville de Montréal, adoptée en 2017, vise notamment à aménager une ville et des quartiers à échelle humaine ainsi que, plus particulièrement, en matière d'habitation, à assurer une offre résidentielle suffisante, équilibrée et de qualité, comprenant des logements abordables, sociaux, adaptés à divers types de ménages selon leurs besoins. La politique de l'enfant de la Ville de Montréal vise pour sa part à contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants montréalais. Le projet que nous présentons s'inscrit, encore une fois, dans le cadre de ces orientations.

RÉSUMÉ SYNTHÈSE DU PROJET

Le projet que nous présentons s'inscrit en soutien au travail d'Habiter Ville-Marie, des tables de concertation jeunesse du Centre-Sud (et de leur concertation inter-tables), de Familles centre-ville, de la TDS-CS, de la TCFSL, de la TQPM, de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal en matière d'habitaiton, de soutien aux familles et de lutte à la pauvreté. Le projet vise à soutenir la recherche de logement et l'émergence ainsi que le développement de projets d'habitation sociale afin d'améliorer l'accessibilité au logement pour les familles à faible ou modeste revenu, dans une perspective d'éducation populaire, d'implication citoyenne et de mobilisation sociale. Notre projet vise à: Aider les familles dans leur recherche de logement; Informer et former les familles sur le logement social; Les rejoindre, les regrouper, les mobiliser et les soutenir dans le démarrage et le développement de projets de coopératives, de même que dans leurs représentations; Faire valoir leurs besoins auprès de nos partenaires dans le cadre du développement de projets concertés; Référer les familles inscrites sur notre liste de requérants auprès des porteurs de projets sociaux afin de favoriser leur sélection dans ces projets; Documenter les besoins des familles en matière de logement et de milieu de vie et assurer un partage et une appropriation des connaissances à ce sujet; Documenter les moyens et leviers permettant de répondre aux besoins des familles; Alimenter (notamment) l'Arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal dans le cadre de consultations publiques sur l'adoption de projets de réglements ou de programmes d'aménagement (ex. PPU) afin de faire valoir les besoins en logement et en milieu de vie des familles et de proposer des moyens d'y répondre; Soutenir les familles afin qu'elles fassent valoir directement leurs besoins dans le cadre des processus de consultation; Alimenter également le travail de concertation autour du développement de grands projets.

OBJECTIF GÉNÉRAL DU PROJET

Mieux loger les famillles avec enfants à faible ou modeste revenu , notamment les familles monoparentales et les familles immigrantes, des secteurs défavorisés de Ville-Marie et contribuer à leur rétention dans l'arrondissement

Section 5 - Objectifs mesurables du projet pour répondre aux objectifs du Fonds de soutien financier		
Objectifs du Fonds	**Objectifs spécifiques de l'organisme dans le cadre du projet**	**Actions proposées pour atteindre les objectfs du projet**
Contribuer à la mise en place de projets novateurs permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Rejoindre, informer, former et mobiliser les familles de l'arrondissement intéressées par le logement social, soutenir certaines de celles-ci dans le développement de projets de coopératives répondant à leurs besoins, et référer certaines familles, lorsque l'occasion se présente, vers des porteurs de projets sociaux existants ou en développement	Poursuivre les partenariats avec les organismes familles et offrir aux familles (en particulier les familles monoparentales et immigrantes) des ateliers de formation sur le logement social (1h30 - 24/an); soutenir les familles impliquées dans le développement de projets de coopératives et animer des assemblées d'information sur l'évolution des projets en développement auprès des famillles et de nos membres (2h00 - 4/an); former des coopératives sur des sites en développement (ex. site de la Maison de Radio-Canada); organiser des assemblées d'information sur des projets de logements sociaux en voie d'être livrés (Ex. coopératives de la Montagne verte, Le Havre Frontenac); référer certaines familles à des fins de sélection auprès de porteurs de projets sociaux en développement ou en voie d'être livrés
Soutenir les efforts pour intégrer les clientèles particulières suivantes : **familles / personnes avec des problématiques en santé mentale / communautés culturelles, immigrants ou nouveaux arrivants / personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion.**	Documenter les besoins et attentes des familles à faible ou modeste revenu, notamment les familles immigrantes, en matière de logement et de milieu de vie, tant sur le plan des relations sociales, la typologie des logements, le mode de tenure ou encore les services de proximité. Documenter également les moyens et leviers permettant de développer une offre de logement et des milieux de vie répondant aux besoins des familles, dans l'arrondissement de Ville-Marie	Poursuivre la supervision/soutien au projet de recherche sur "L'enjeu du logement social pour familles en milieu urbain", notamment en supervisant l'analyse des entrevues et la rédaction du rapport de recherche; Documenter l'enjeu du logement pour les familles sur le territoire de l'arrondissement; Organiser un événement de présentation et d'échange autour de la recherche et du travail de documentation pré-cités, avec l'ensemble des acteurs concernés par les besoins des familles; diffuser le plus largement possible les résultats de la recherche et de l'événement de présentation; Faire valoir les besoins des familles, et soutenir les familles dans l'expression de leurs besoins, dans le cadre des consultations publiques sur le PPU des faubourgs et le réglement d'inclusion, de même que dans les concertations autour du développement de grands sites
S'assurer d'une offre de service variée pour réponre au développement global des citoyens.	Informer les familles sur les moyens à mettre en œuvre et les éléments à prendre en compte lorsqu'elles sont en processus de recherche de logement, de même que référer certaines familles, lorsque l'occasion se présente, auprès de gestionnaires d'immeubles de logements sociaux existants en recherche de locataires	Informer les familles sur les moyens à mettre en œuvre et les éléments à prendre en compte lorsqu'elles sont en processus de recherche de logement, de même que référer certaines familles, lorsque l'occasion se présente, auprès de gestionnaires d'immeubles de logements sociaux existants en recherche de locataires

Section 6 Populations visées et domaine d'intervention prioritaires

Population prioritaire visée par le projet		Domaine d'intervention prioritaire	
Lutte à la pauvreté		Sélectionner la population prioritaire visée par le projet	
Autres : précisez	Habitation	Autres : précisez	Familles

Section 7 - Activités offertes

Type d'activités ou de services	Nombre d'activités	Fréquence	Nb de participants rejoints
Participation à évènements publics ou fêtes de quartiers afin de rejoindre les familles de	18	irrégulière	540
Organisation d'ateliers de formation	24	2 par mois	120
Soutien à des familles impliquées dans le développement de projets de coopératives (présence à CA	12	irrégulière	50
Organisation d'un évènement de présentationet d'échanges sur les résultats d'une recherche sur les	1	à la fin de l'étude	60
Animation d'assemblées d'information sur l'évolution des projets d'habitation pour familles en	4	trimestrielle	60
Information et soutien à des familles en recherche de	400 rencontres ind.	irrégulière	400
Référence de familles auprès de gestionnaires de	150 références	Irrégulière	150

Section 8 - Résultats attendus

Identifiez les résultats visés du projet	Moyens d'évaluation de l'atteinte des résultats
Meilleure connaissance des familles à faible ou modeste revenu de l'arrondissement sur le logement social et les projets pour familles en développement	Nombre d'ateliers offerts et évaluation de la satisfaction des participants
Mobilisation des familles autour de l'enjeu de l'accès au logement et implication de certaines familles dans le développement de projets de coopératives d'habitation	Nombre de familles impliquées dans le développement de projets accompagnées et nombre de participations à des activités
Approfondissement des connaissances sur les besoins des familles à faible ou modeste revenu de l'arrondissement en matière de logement et de milieu de vie	Production de l'étude sur les besoins en habitation des familles en milieu urbain dense
Diffusion de la recherche et de documents produits sur l'enjeu du logement pour familles ainsi que, de façon plus générale, des connaissances développées auprès des acteurs du milieu; et	Nombre de participants à une activité de diffusion des résultats de la recherche
Amélioration des conditions de logement d'un certain nombre de familles référées à des gestionnaires de logements sociaux	Nombre de ménages référés à des gestionnaires de logements sociaux
Amélioration des conditions de logement d'un certain nombre de familles soutenues dans le cadre d'une démarche de recherche de logement	Nombre de ménages soutenus dans le cadre d'une démarche de recherche de logement

Section 9 - Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet.	Décrire leur implication.
Groupe CDH; Alain Tassé; 514-849-7800	*Soutien technique et expertise-conseil dans le développement de projets de logements sociaux; collaboration dans le cadre de la table de concertation en logement*
Atelier habitation Montréal; Robert Manningham; 514-270-8488	*Soutien technique et expertise-conseil dans le développement de projets de logements sociaux; collaboration dans le cadre de la table de concertation en logement*
Table de développement social Centre-Sud; Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent; Table de quartier Peter McGill	*Expertise-conseil en concertation; Soutien au développement de projets de logements sociaux*
CDC Centre-Sud et Rayside, Labossière, architectes (Comité d'accompagnement des grands projets)	*Expertise-conseil en concertation; Organisation du Comite d'accompagnement des grands projets, auquel le Comité logement participe, et soutien au développement de projets de logements sociaux*
Olga Castrillon, stagiaire en études urbaines (maîtrise), Département d'études urbaines et touristiques, UQAM	*Expertise-conseil; réalisation d'une recherche sur les besoins en habitation des familles en milieu urbain dense, co-dirigée par leComité logement Ville-Marie*

Section 10 - Informations supplémentaires

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée dans les autres sections, veuillez la consigner ici ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Rejoindre les familles passe nécessairement par des partenariats et un travail de concertation avec les organismes et les institutions qui oeuvrent auprès des familles, de même qu'avec les tables de concertations qui les rassemblent. Ce travail se réalisera en continu tout au long du projet.
Être capable de documenter et de bien définir les besoins des familles est primordial lorsque vient le temps de démarrer des projets destinés aux familles et de bien faire valoir leurs besoins aux partenaires sociaux et publics qui déterminent la programmation de ces projets.
Informer et soutenir les familles dans leur recherche de logements leur permet d'améliorer leur qualité de vie; Informer et former les familles requérantes est également important afin d'outiller adéquatement les familles sur les modes de logements sociaux existants ainsi que sur les étapes et les processus de développement des projets; augmenter leur empowerment; favoriser leur engagement et éventuellement leur sélection comme locataire dans un projet de logement social ou communautaire; et favoriser leur participation dans le cadre de processus de consultations publiques sur des projets de politiques, stratégies, programmes et réglements qui peuvent avoir une incidence sur leur qualité de vie.
Regrouper et mobiliser les familles permet de former, notamment, des noyaux fondateurs de coopératives solides et solidaires, ainsi que de bien faire valoir les besoins des familles auprès de l'ensemble des développeurs de logements sociaux ainsi que des décideurs.
Soutenir les familles impliquées dans le démarrage et le développement de projets est important, compte tenu de la longueur et la complexité des processus en cause, et contribue à maintenir la motivation et l'engagement des personnes.
Référer les familles inscrites sur notre liste favorise l'accès aux logements développés à la population défavorisée des différents quartiers de l'arrondissement et offre un soutien aux organismes porteurs de projets au cours du processus de sélection.
Analyser et intervenir dans le cadre de consultations publiques sur des projets de réglements, de politiques ou de budgets, de même que faire des représentations permet d'influencer les décideurs publics afin que les outils de planification et les leviers de développement urbain soient le mieux adaptés possible aux besoins en logement des familles à faible ou modeste revenu.
Travailler en concertation avec les tables de concertation de quartier, les développeurs privés et les instances municipales et gouvernementales permet de s'assurer que les projets développés répondent aux besoins des familles et qu'ils soient bien intégrés dans leur communauté.
Le projet que nous présentons ici tente de refléter l'ensemble des dimensions associées au travail du Comité logement Ville-Marie en lien avec le développement de projets de logements sociaux pour familles, en fonction des quatre axes d'intervention de sa mission: l'éducation populaire, la mobilisation sociale, l'analyse politique non-partisane ainsi que la représentation. Il comprend donc des éléments des projets soutenus antérieurement dans le cadre du programme, en particulier des activités d'éducation populaire et de mobilisation des familles, mais également des dimensions de notre travail qui sont assumés par d'autres membres de l'équipe de travail (ou des stagiaires) et qui sont à la fois complémentaires et intimement reliés à ces éléments, soient des activités de documentation, d'analyse, de mobilisation du milieu, de représentaton et de diffusion autour d'enjeux d'accès au logement et d'aménagement de milieu de vie adéquats pour les familles.

Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Arrond. Ville-Marie	Identification des autres partenaires financiers			Budget total
								MESS-Ville	CLVM		
A - Personnel lié au projet (intervenants, superviseurs, etc.)											
1	Titre	Organisatrice communautaire					16 742,00	25 112,00			41 854,00
	$/h	hrs/sem	$ Avant. soc/sem	NB sem	NB poste	TOTAL					
	18,54	35	156,00	52	1	41 854,80					
2	Titre	Consultant informatique					336,00	504,00	1 500,00		2 340,00
	$/h	hrs/sem	$ Avant. soc/sem	NB sem	NB poste	TOTAL					
	45,00	1		52	1	2 340,00 $					
3	Titre	Coordonnateur							9 841,00		9 841,00
	$/h	hrs/sem	$ Avant. soc/sem	NB sem	NB poste	TOTAL					
	23,85	5	70,00	52	1	9 841,00 $					
4	Titre										0,00
	$/h	hrs/sem	$ Avant. soc/sem	NB sem	NB poste	TOTAL					
						0,00 $					
Sous-total section A							17 078,00	25 616,00	11 341,00	0,00	54 035,00
B - Frais d'activités générés par le projet (maximum 20% de la contribution demandée)											
Équipement: achat ou location											0,00
Fournitures de bureau, matériel d'animation							400,00	600,00			1 000,00
Photocopies, publicité, graphisme, etc.							200,00	300,00			500,00
Déplacements							80,00	120,00			200,00
Locaux, conciergerie ou surveillance							400,00	600,00			1 000,00
Assurances (frais supplémentaire)							40,00	60,00			100,00
Sous-total section B							1 120,00	1 680,00	0,00	0,00	2 800,00
C - Frais d'administration générés par le projet (maximum 10% de la contribution demandée)											
Frais administratifs du projet (téléphonie, papeterie, tenue de livres, supervision, etc.)							1 802,00	2 704,00	1 134,00		5 640,00
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							20 000,00	30 000,00	12 475,00	0,00	62 475,00

Section 11 - Échéancier	
Début du projet	01-04-2019
Date de remise du rapport d'étape (si nécessaire)	
Fin du projet	31-03-2020
Date de remise du rapport final (max 30 jour après la date de fin du projet)	30-04-2020

Section 12 - Engagement de l'organisme et signature de la personne autorisée

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, sousigné	Comité logement Ville-Marie
	Nom de l'organisme

• Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier en développement social, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

• Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Nom du représentant désigné pour déposer la demande de soutien financier	Éric Michaud	Titre du représentant désigné	Coordonnateur
Signature (électronique ou manuscrite)			
Date	07-mai-19		

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE VILLE-MARIE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Éric Michaud, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 106-956-758-RT
N° d'inscription T.V.Q. : 100-63625-71
N° d'inscription d'organisme de charité : 10695-6758 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme de défense de droits des locataires et qu'il intervient sur la question du logement social et communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GDD #1195179004

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Fonds de soutien financier en développement social**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT MILLE DOLLARS (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de (DIX-HUIT MILLE DOLLARS (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de DEUX MILLE DOLLARS (2 000 $), au plus tard trente jours après le dépôt du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ LOGEMENT

Par : _____
Éric Michaud, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2019. (Résolution _____)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

Demande de soutien financier déposée par le Comité Logement Ville-Marie
pour le projet Favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu du centre-ville

Voir le document *Demande_Favoriser l'accès au logement 19-20_CLVM*
dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195179004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

  " Accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement d'un projet d'information et de sensibilisation permettant de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu".

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **20 000,00 $**

	Années antérieures	**2019**	**2020**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **20 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **600194**
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-17**

Date et heure système : 17 mai 2019 10:40:37

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194206003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

D'approuver les conventions avec SAESEM - Eco-quartier Peter McGill, l'Itinéraire, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) et Art Public AGC pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2019;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 17 510,00 $ pour SAESEM;

- 15 765,00 $ pour Société Écocitoyenne de Montréal (SèM) ;

- 12 895,00 $ pour L'Itiniéraire;

- 37 250.00 $ pour Art Public AGC.

D'imputer cette dépense totale de 83 420,00 $, à même les surplus déjà affectés dans le dossier 1184206001, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 16:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194206003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, la direction des travaux publics débutait son partenariat avec la ville centre pour élaborer une meilleure planification des murales sur le territoire de l'arrondissement de Ville -Marie et évaluer la pertinence de poursuivre. Satisfait du résultat, la direction des travaux publics a renouvelé l'entente pour l'année 2019-2021.
En janvier 2019, un appel de projets pour les volets 1 et 2 du Programme d'art mural a été lancé.

Pour le volet 1, 14 projets ont été soumis au jury. De ces quatorze projets, un a dû est retiré car il ne répondait pas à tous les critères exigés.
Dix projets étaient présentés pour l'arrondissement Ville-Marie dont deux ont été retenu.

Pour ce qui est du volet 2, 41 dossiers ont été soumis aux membres du jury dont 10 étaient présentés pour l'arrondissement de Ville-Marie. Les membres du jury ont retenu deux projets pour l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1197286001 - CE19 0796 - 8 mai 2019: Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 362 960$, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme provient du budget de fonctionnement. / Approuver les projets de convention à cet effet. / Désigner Mme Guylaine Brisson, directrice du Service de la concertation des arrondissements, pour les signer pour et au nom de la Ville de Montréal.
1184206001 - ADDENDA - CA 19 240033 - 12 février 2019 - Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public.

1184206001 - CA 18 240417 - 4 juillet 2018 - Réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public.

DESCRIPTION

Le volet 1 du Programme d'art mural - murales de grande visibilité. Le volet 1 est financé d développement culturel de Montréal par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal. Po 1, une maquette est exigée lors du dépôt du dossier de l'organisme. Le budget de réalisation d honoraires de l'artiste, la pré-production, la médiation, la réalisation et l'entretien.
Le volet 2 du Programme d'art mural est principalement axé sur la mobilisation des milieux vise la réalisation de murales qui tiennent compte des besoins et des objectifs des communaut être conçus ou réalisés en impliquant des citoyens, des entreprises, des organismes ou des inst des activités de consultation, de participation ou d'éducation. Il s'adresse aux organismes à but publics ou parapublics autres que municipaux. Les projets doivent avoir obtenu l'appui de l'arro

Le volet 2 est géré par le Service de la concertation des arrondissements. Il est doté d'un budg provenant du Service de la concertation des arrondissements, auquel s'ajoute une contribution Marie pouvant aller jusqu'à 125 000 $ pour les projets proposés dans cet arrondissement.

Le jury était composé de :

- Un artiste en arts visuels
- Une représentante du design urbain
- Une représentante du milieu communautaire
- Un représentant du Service de la concertation des arrondissements de la Ville de M
- Une représentante du Service de la culture de la Ville de Montréal
- Un représentant en diversité sociale
- Une représentante de l'arrondissement de Ville-Marie

Les critères d'appréciation des projets du volet 2 étaient les suivants :

- Adéquation du projet avec les problématiques et les objectifs du milieu (30 %)
- Mobilisation des citoyens, des entreprises et des organismes locaux (20 %)
- Qualité du portfolio et de la démarche artistique proposée (20 %)
- Visibilité, accessibilité et problématique du mur ou du secteur visé (15 %)
- Faisabilité technique et financière du projet proposé (10 %)
- Répartition équilibrée des projets sur le territoire montréalais (5 %)

Les projets sélectionnés sont les suivants :

VOLET 2				
Arrondissement	**Organisme**	**Projet**	**Nombre de murales à réaliser**	**Contribution Concertation p volet 2**
Ville-Marie	SAESEM - Éco-quartier Peter-McGill	Projet d'Art Mural dans Peter-McGill	1	17 5
Ville-Marie	L'Itinéraire	25e anniversaire de L'Itinéraire	2	12 8
Ville-Marie	Société écocitoyenne de Montréal	Un milieu de vie en vert et en art	1	15 7
				46 1
VOLET 1				
Arrondissement	**Organisme**	**Projet**	**Nombre de murales à réaliser**	**Contributior Service de la c et du Ministère Culture et c Communicat**
Ville-Marie	Art Public AGC	Porte de l'Est par l'artiste STARE	2	45 6
				45 6

JUSTIFICATION

Les objectifs du Programme d'art mural sont de :

- Embellir le paysage urbain par l'art
- Soutenir et mettre en valeur la création artistique
- Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie
- Prévenir le vandalisme, notamment l'apparition de graffitis
- Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartier montréalais
- Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville
- Enrichir le patrimoine artistique public
- Les projets de murales rejoignent les préoccupations de l'arrondissement au chapitre de la propreté et de la lutte aux graffitis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La provenance et l'imputation des crédits pour la dépense de 83 420,00 $ seront assurées à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie réservés par le GDD 1184206001.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les 6 murales dans l'arrondissement de Ville-Marie auront un impact auprès des usagers puisqu'elles se déploieront sur des murs extérieurs et seront visibles de l'espace public pour les citoyens. Leur réalisation s'inscrit dans le cadre de besoins identifiés par les communautés concernées. Les citoyens, élèves, institutions et organisations locales sont fortement impliqués et mobilisés dans les projets choisis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 8 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon OUELLET
Contremaître

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-08

Christian BISSONNETTE
Adjoint au directeur travaux publics

Tél : 872-6697
Télécop. : 872-4229

Tél : 514-872-5793
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-09

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194206003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

DOSSIERS DES ORGANISMES POUR LES PROJETS RETENUS:

Volet 2

3-SAESEM.pdf 3-SAESEM-artiste.pdf 10-Itinéraire.pdf 10-Itinéraire-artistes.pdf

2-Societe ecocitoyenne.pdf 2-Societe ecocitoyenne-artiste.pdf

Volet 1: Dossier avec maquette

Porte Est_FORMULAIRE.pdf Porte Est_MAQUETTE.jpg

ASPECT FINANCIER:

Aspect financier_GDD 1194206003.pdf

CONVENTIONS:

CONVENTION Art public AGC.2019.doc CONVENTION L'Itinéraire.2019.doc



CONVENTION SAESEM.2019.doc



CONVENTION SOCITÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL.2019.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon OUELLET
Contremaître

Tél : 872-6697
Télécop. : 872-4229

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194206003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194206003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-09

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194206003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  D'approuver les conventions avec SAESEM - Eco-quartier Peter McGill, l'Itinéraire, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) et Art Public AGC pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2019;

  D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

  - 17 510,00 $ pour SAESEM;

  - 15 765,00 $ pour Société Écocitoyenne de Montréal (SèM) ;

  - 12 895,00 $ pour L'Itiniéraire;

  - 37 250.00 $ pour Art Public AGC.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 83 420,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		83 420,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 83 420,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306119	03101	54590	000000	0000	000000	028035	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 83 420,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306119	03101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM94206003

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-05-09**

Date et heure système : 09 mai 2019 11:36:31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

De modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140$;
D'approuver les projets de convention se terminant le 31 mars 2019 intervenus avec ces trois organismes;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-27 13:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table inter action de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

De modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, à la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et à la Table inter-action de quartier Peter-McGill pour la période 2019-2020, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140$;
D'approuver les projets de convention modifiées se terminant le 31 mars 2020 intervenus avec ces trois organismes;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-23 14:13

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 mai 2017	Résolution: CA17 240250

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, intervenus avec trois organismes conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

D'accorder, à cette fin, pour les périodes 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, les contributions suivantes :

- 48 699 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud;
- 44 199 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill;
- 44 199 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent;

D'autoriser une contribution additionnelle de 16 380$ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1175179004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240247

Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240250 adoptée à sa séance du 9 mai 2017, approuvé les conventions intervenus avec trois organismes conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

Attendu que la contribution de la ville qui est accordée dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS) est reconduite uniquement pour l'année 2018-2019 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier la résolution CA17 240250 et d'approuver les projets de convention, se terminant le 31 mars 2019, intervenus avec ces trois organismes;

D'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité, pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1175179004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175179004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

De modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140$.

La résolution CA17 240250, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 9 mai 2017, approuvait les conventions avec la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg St-Laurent et la Table Inter-Action du quartier Peter McGill, accordait une contribution totale 137 097 $, pour la période 2017-2020, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accordait une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives.

L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local contribue au maintien des activités des tables de quartier. Son financement est assurée par la Direction régionale de la santé publique, Centraide et la Ville de Montréal. La contribution de la Ville est octroyée dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances

pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS), qui est reconduite uniquement pour l'année 2018-2019.

Le présent addenda vise à octroyer une contribution additionnelle de 16 380 $ à chacun de ces trois organismes dans le cadre du Fonds québécois des initiatives, et ce, pour la période 2018-2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantal CROZE, Service de la diversité sociale et des sports
Audrey BADY, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Audrey BADY, 18 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

514 868-4180
Tél :
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1175179004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table inter action de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Contenu	

De modifier la résolution CA17 240250 et modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et la table de quartier Peter-McGill pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution totale de 49 140$.

L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local contribue au maintien des activités des tables de quartier. Une première partie du financement annuel de 100 793$ est assurée par la Direction régionale de la santé publique, Centraide et la Ville de Montréal pour la période 2017-2020. Une seconde partie du financement est octroyée dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS), dont l'entente est reconduite annuellement.

Tables de quartier	Partenaires financiers										TOTAL
	Centraide	DRSP	Ville de Montréal								
	Contribution annuelle 2017-2020							Contribution annuelle 2019			
			AVM	% du projet financé	SDIS	% du projet financier	Sous-total Ville	Ville/MTESS	% du projet financé	Grand total Ville	
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	50 620 $	17 560 $	14 000 $	14%	2 233 $	2%	16 233 $	16 380 $	16%	32 613 $	100 793 $
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	54 120 $	15 560 $	- $	0%	14 733 $	15%	14 733 $	16 380 $	16%	31 113 $	100 793 $
Interaction du quartier Peter-McGill	54 620 $	15 060 $	- $	0%	14 733 $	15%	14 733 $	16 380 $	16%	31 113 $	100 793 $
Total des contributions financières	**159 360 $**	**48 180 $**	**14 000 $**		**31 699 $**		**45 699 $**	**49 140 $**		**94 839 $**	**302 379 $**

La résolution CA17 240250, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 9 mai 2017, approuvait les conventions avec la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg St-Laurent et la Table Inter-Action du quartier Peter McGill, et accordait une contribution totale 137 097 $, pour la période 2017-2020, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local. Une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS) était également accordée. Cette entente administrative devait être renouvelée annuellement pour la période 2017-2020.

La résolution CA18 240247, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 8 mai 2018, approuvait une nouvelle contribution individuelle de 16 380 $ pour les trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité, pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $;

Le présent addenda vise à octroyer la contribution additionnelle annuelle de 16 380 $ à chacun de ces trois organismes dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $ pour la période 2019-2020.

Le budget alloué demeure entièrement financé par le gouvernement du Québec (le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Jocelyne LEBRUN, 13 mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

514 868-4180
Tél :
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

D'approuver les projets de convention se terminant le 31 mars 2020 intervenus avec trois organismes;
D'accorder à cet effet, une contribution financière annuelle de 16 233$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, de 14 733$ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et de 14 733$ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, pour les périodes 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

D'autoriser une contribution additionnelle de 16 380$ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-04-27 16:38

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175179004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

CONTENU

CONTEXTE

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. L'Initiative montréalaise est le résultat d'un engagement de partenariat entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier CMTQ, la Direction régionale de santé publique (DRSP) du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux (CIUSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et les cinq CIUSS de Montréal ainsi que la Ville de Montréal – Service de la diversité sociale et des sports et les arrondissements. L'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations relativement à des enjeux priorisés par le milieu notamment dans les domaines de la santé, de l'aménagement urbain, de l'environnement, de l'éducation, de l'économie, de l'habitation, du transport, de la sécurité, de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de la culture, des sports, des loisirs et de tous autres enjeux interpellant les partenaires de la communauté.

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

Mettre à la disposition des quartiers des ressources dédiées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent :

Contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté.

Favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour améliorer la qualité et les conditions de vie.

En 2012, les partenaires financiers de l'Initiative montréalaise ont bonifié le financement alloué aux Tables de quartier afin de mieux soutenir les quartiers dans le développement d'une vision intégrée et concertée du développement local. La contribution totale versée par les trois partenaires financiers pour la période 2017-2018 s'élève à un peu plus de 3 M$ et représente un minimum de 100 793 $ par Table de quartier. En effet, certaines Tables de quartier voient leur financement accru grâce à une contribution supplémentaire de leur arrondissement.

En 2013-2014, un comité de travail composé de représentants des partenaires de l'Initiative montréalaise a actualisé le document Orientations et paramètres de gestion et de l'évaluation. En 2015 un nouveau cadre de référence précisant les finalités de l'Initiative montréalaise et clarifiant les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier est adopté et remplace le document précédent.

La présente démarche vise à confirmer la reconnaissance et l'engagement du conseil d'arrondissement envers la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table inter-action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, dans le respect du cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE03 0603 du 19 mars 2003 : Lancer le projet de « Soutien à la concertation locale » du chantier 4.3 - « Soutien à la vie de la communauté - Création de tables de concertation » et, à cette fin y affecter un montant de 400 000 $

CE04 0632 du 7 avril 2004 : Octroyer une somme de 270 000 $ au soutien aux projets locaux (concertation) dans le cadre des suivis du Sommet de Montréal

CE05 0277 du 23 février 2005 : Octroyer une somme de 230 000 $ au soutien aux projets locaux (concertation) dans le cadre des suivis du Somment de Montréal

CM15 0329 du 24 mars 2015 : Adopter un nouveau cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

CG16 0194 du 24 mars 2016 : Approuver un projet d'entente entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de prolonger d'un an et de convenir des modalités de versements de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS - Ville) et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

CA14 240323 du 10 juin 2014 : Approuver les conventions, pour trois ans, avec 3 organismes, dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder des contributions annuelles totalisant 45 699 $

CA16 240297 en date du 14 juin : Approuver les conventions se terminant le 31 mars 2017 avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation de leur plan d'action, dans le cadre de l'Entente administrative Ville-MTESS 2013 -2017, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder des contributions totalisant 49 140 $

DESCRIPTION

La Corporation de développement communautaire du Centre-Sud a pour mission la concertation locale et multisectorielle des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale et des institutions qui desservent la population du quartier. Elle anime la Table de développement social Centre-Sud et la démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) de Sainte-Marie. Pour la prochaine année, elle complétera une démarche de planification stratégique de la Table de développement social (Forum social Centre-Sud) ce qui déterminera les priorités d'action quinquennales. Le plan d'action sera adopté à l'automne 2017.
La Table de concertation du faubourg St-Laurent a pour mission de favoriser la communication, les échanges et la concertation entre les différents acteurs du faubourg Saint-Laurent, pour tout ce qui touche le mieux-être des diverses catégories de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent. Pour la prochaine année, elle complétera une démarche de planification stratégique, ce qui déterminera les priorités d'action quinquennales. Le plan d'action sera adopté à l'automne 2017.

La Table Inter-Action du quartier Peter McGill a pour mission de favoriser le rassemblement et la concertation entre les personnes qui résident, commercent, travaillent, étudient ou vivent de façon marginale dans le quartier et les organismes publics et communautaires qui les desservent. Au cours de la prochaine année, elle poursuivra notamment la mobilisation des acteurs locaux autour du développement de l'ancien site de l'Hôpital de Montréal pour enfants.

JUSTIFICATION

Les trois tables de quartier de l'arrondissement ont fait l'objet d'une évaluation triennale en 2016 par des représentants des trois bailleurs de fonds qui ont recommandé la reconduction de leur financement triennal respectif. Le Service de la diversité sociale et des sports certifie que les Tables de quartier précitées répondent au cadre de référence de l'Initiative montréalaise, comme mentionné dans la lettre de reconduction en pièce jointe, et que les fonds alloués à ces dernières par l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2017) serviront à réaliser un projet de concertation et de mobilisation pour des actions de lutte contre pauvreté dans les quartiers tel que prévu dans la demande formulée par la Coalition montréalaise des Tables de quartier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget annuel alloué par l'Initiative montréalaise pour la période 2017-20120, pour les Tabl
100 793 $, réparti de la manière suivante :

Tables de quartier	Partenaires financiers									
	Centraide	DRSP	Ville de Montréal							
	Contribution annuelle 2017-2020							Contribution annuelle 2017		
			AVM	% du projet financé	SDSS	% du projet financier	Sous-total Ville	Ville/MTESS	% du projet financé	Grand total Ville
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	50 620 $	17 560 $	14 000 $	14%	2 233 $	2%	16 233 $	16 380 $	16%	32 613 $
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	54 120 $	15 560 $	- $	0%	14 733 $	15%	14 733 $	16 380 $	16%	31 113 $
Interaction du quartier Peter-McGill	54 620 $	15 060 $	- $	0%	14 733 $	15%	14 733 $	16 380 $	16%	31 113 $
contributions financières	**159 360 $**	**48 180 $**	**14 000 $**		**31 699 $**		**45 699 $**	**49 140 $**		**94 839 $**

Concernant la contribution allouée par le **Service de la Diversité sociale et des sports**

§ Cette dépense annuelle est entièrement assumée par la Ville centrale à même le budge
de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour la période 2017-2020

Concernant la contribution allouée par **l'Entente administrative Ville-MTESS**

§ Cette contribution financière annuelle demeure non récurrente et est remise pour la se
2017-2018.
§ Le budget alloué demeure entièrement financé par le gouvernement du Québec (le min
l'Emploi et de la Solidarité sociale).
§ Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la l
pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de cer
compétences municipales dans certaines agglomérations.

Concernant la contribution allouée par **l'arrondissement de Ville-Marie**

§ Cette dépense annuelle est entièrement assumée à même le budget de la Division des
loisirs et du développement social (DSLDS) pour la période 2017-2020 (Imputation : 306
61900)

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétai
22.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités réalisées par les tables s'inscrivent dans l'action 9 du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : " Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion "

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement des communautés locales.

- Développement de priorités communes et d’actions concertées.
- Meilleure utilisation des ressources disponibles.
- Plus grande mobilisation des citoyens et des groupes.
- Réduction de la pauvreté.
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation des activités des organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantal CROZE, Service de la diversité sociale et des sports
Amadou Lamine CISSÉ, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Chantal CROZE, 24 avril 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-04-24

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2017-04-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

Aspect financier_GDD 1185179004_addenda_Tables initiatives montréalaises_MESS-Ville 2018-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table inter action de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $



Aspect financier_GDD 1175179004_addenda2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

Les documents suivants ont été déposés au bureau de la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie:

- Lettres patentes
- IGIF
- Preuves d'assurance de l'organisme
- Rapports annuels et budgétaires
- Résolution du conseil d'administration

- Annexe A_Cadre de référence_Initiative montréalaise.pdf

- Annexe C_Lettre analyse approfondie 2017 - Faubourg St-Laurent_1175179004.pdf

Annexe C_Lettre analyse approfondie 2017 - Interaction Peter McGill_1175179004.pdf

Annexe C_Lettre analyse approfondie 2017 - CDC Centre-Sud_1175179004.pdf

- Aspect financier_GDD 1175179004_tables locales.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175179004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget

Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-23

Cédric AGO
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table inter action de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175179004_Addenda.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget

Tél : (514) 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175179004_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-20

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table inter action de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175179004_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-09

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1175179004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-04-26

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175179004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division :



Convention Faubourg_Initiative_addenda 2019-2020_1175179004.doc



Convention Peter McGill_Initiative_addenda 2019-2020_1175179004.doc



Convention CDC C-S_Initiative_addenda 2019-2020_1175179004.doc



Convention Faubourg_Initiative_addenda 1175179004.doc



Convention Peter McGill_Initiative_addenda 1175179004.doc



Convention CDC C-S_Initiative_addenda 1175179004.doc



Convention 2017-2020_Faubourg St-Laurent_1175179004.doc



Convention 2017-2020_CDC CS_1175179004.doc



Convention 2017-2020_Interaction Peter McGill_1175179004.doc

CADRE DE RÉFÉRENCE









INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Des quartiers où il fait bon vivre !

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

C A D R E D E R É F É R E N C E

INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Des quartiers où il fait bon vivre !

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Ce document a été édité par le Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local composé de représentants des réseaux suivants :
Centraide du Grand Montréal
Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et les CIUSSS de la région de Montréal
Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal et les arrondissements

Révision linguistique : Monique Paquin
Mise en page : Coralie Ibouily
Photos : Centraide du Grand Montréal, Coalition montréalaise des tables de quartier et Ville de Montréal
Communication et Infographie : Élisabeth Pérès et Paul Cloutier, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre Est-de-l'Île-de-Montréal

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2ème trimestre 2015
ISBN : 978-2-921761-94-7

Ce document ainsi que les annexes qui l'accompagnent sont disponibles sur le site Internet :
www.ville.montreal.qc.ca/diversite
Pour plus d'information, veuillez contacter Madame Chantal Croze, conseillère en développement communautaire à la Ville de Montréal au 514-872-7254.

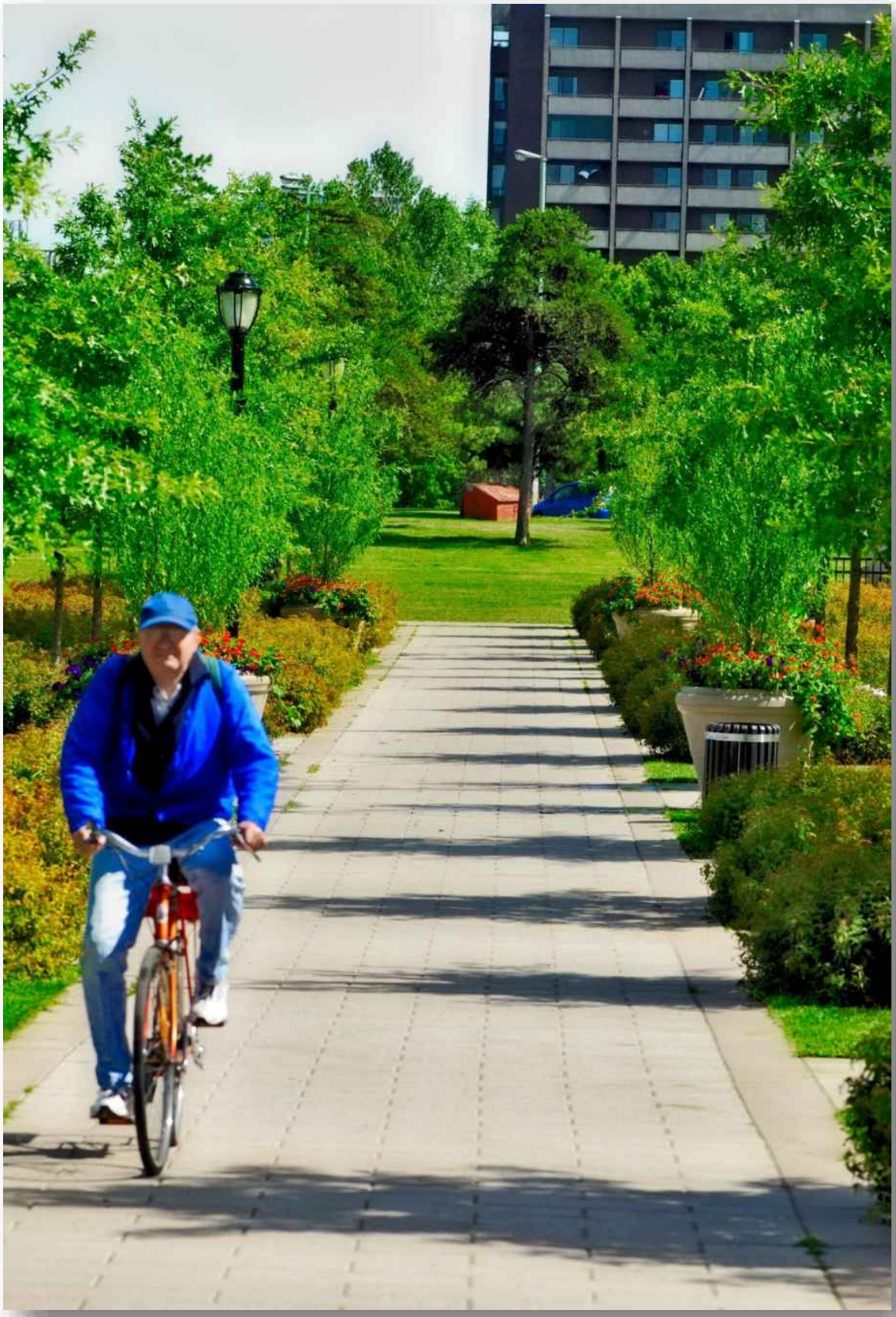
PRÉAMBULE

En 2006, les partenaires de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local adoptaient le document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation.* Ce dernier précisait la nature et les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après appelée « Initiative montréalaise »), les caractéristiques d'une Table locale de concertation et les critères de financement ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation. Après cinq années de fonctionnement, l'Initiative montréalaise faisait l'objet d'une évaluation en 2011. À la suite du dépôt du rapport final, un comité de travail a été constitué afin de donner suite à l'une de ses principales recommandations qui portait sur la nécessité de mettre à jour ce document dorénavant désigné sous le nom de « cadre de référence ».

Par cette actualisation, le comité de pilotage de l'Initiative montréalaise voulait enrichir et préciser les finalités de l'Initiative montréalaise ainsi que clarifier les rôles et les responsabilités des partenaires. Une toute nouvelle section intitulée *Engagement des partenaires* a d'ailleurs été ajoutée afin de démontrer la volonté des partenaires de faire vivre ce modèle qu'est l'Initiative montréalaise. De plus, le terme « Table de quartier » remplace désormais celui de « Table locale de concertation » afin de mieux refléter la réalité de l'ancrage de la concertation dans les quartiers et de se démarquer des Tables sectorielles locales.

Ce nouveau cadre de référence s'adresse tant aux partenaires régionaux et locaux de l'Initiative montréalaise qu'aux Tables de quartier, et poursuit un double objectif. D'abord, il vise à mieux articuler les objectifs de l'Initiative montréalaise en tant que partenariat et à mieux définir les rôles et les responsabilités des partenaires, puis à expliciter la nature d'une Table de quartier et les rôles qu'elle joue dans sa communauté.

Le présent document est le fruit d'une précieuse collaboration entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ), la Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et les CIUSSS de la région de Montréal ainsi que la Ville de Montréal (la Direction de la diversité sociale et des sports et les arrondissements). Le comité de pilotage remercie toutes les personnes qui ont de près ou de loin contribué à ce que cette révision puisse voir le jour.



S O M M A I R E

Historique 7

Le développement social local et ses principes d'action 9

Orientations

1. Les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local 10
2. Les fondements de l'Initiative montréalaise 10
3. Les grands principes de l'Initiative montréalaise 11
4. L'engagement des partenaires de l'Initiative montréalaise 12
5. Les structures de fonctionnement 13
6. Les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier 14

Les paramètres de gestion et d'évaluation

1. La reddition de comptes et le renouvellement du financement 17
2. La place de l'évaluation dans l'Initiative montréalaise 19

Annexes

1. Annexe 1 : Critères d'analyse de la reddition de comptes 23
2. Annexe 2 : Documents à fournir par les Tables de quartier 28
3. Annexe 3 : Étapes du processus de reddition de comptes 29

H I S T O R I Q U E

Depuis plus de 50 ans, les communautés des quartiers montréalais se sont investies dans des actions locales en raison des enjeux qui touchent directement leurs conditions de vie et leur environnement immédiat. Pour ce faire, elles ont mis sur pied, au fil des ans, des Tables de concertation en développement social, les Tables de quartier, dans l'objectif d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations locales.

Les premières Tables de quartier se sont structurées à la fin des années 1970 et durant les années 1980. Dans la mouvance du réseau Villes-Santé de l'Organisation mondiale de la santé, auquel adhère la Ville de Montréal, d'autres Tables de quartier sont mises sur pied au début des années 1990.

En 1994, la Ville de Montréal, constatant le dynamisme communautaire de plusieurs quartiers, décide, en consultation avec ses partenaires, de privilégier, de renforcer et d'étendre le volet local du mouvement. Elle affirme sa volonté de soutenir, dans chaque quartier, une Table locale de concertation œuvrant à l'amélioration de la qualité de vie. Dix-neuf Tables locales de concertation reçoivent ainsi un financement de la Ville de Montréal.

En 1997, Centraide du Grand Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et la Ville de Montréal décident de s'unir pour créer conjointement le Programme de soutien financier au développement social local, lequel intègre 20 Tables de quartier correspondant à 20 quartiers sociologiques de Montréal.

À la suite des fusions municipales, la Direction de santé publique lance en 2000 un programme de soutien au développement social destiné aux nouveaux arrondissements de la nouvelle Ville de Montréal. Elle retient sept territoires dans lesquels elle s'engage, en partenariat avec le CLSC local, à soutenir la mise en place d'une Table de quartier intersectorielle et multiréseaux. Cette décision permet la création, au début des années 2000, de nouvelles Tables de quartier, principalement dans les anciennes villes de banlieue de Montréal.

Lors du Sommet de Montréal tenu en 2002, une des priorités adoptées veut que le Programme de soutien au développement social local soit élargi à l'ensemble de la nouvelle ville. Puis suivent en 2003 et 2004 des annonces de consolidation du financement du programme par ses partenaires financiers. Trente Tables de quartier seront alors financées.

À partir de 2004, une importante démarche de révision du Programme de soutien financier au développement social local est amorcée. Pour ce faire, un comité de travail est formé. Un comité de pilotage permanent est également mis en place pour guider le développement de ce qui devient l'Initiative montréalaise.

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. Le document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation* est adopté par les partenaires de l'Initiative montréalaise. Il s'agit d'un modèle de partenariat unique au Québec. Unique, d'abord parce que des partenaires financiers d'horizons et de missions différents acceptent d'harmoniser leurs contributions financières et de réaliser une gestion conjointe permettant d'accorder aux Tables de quartier un financement pour trois ans, renouvelable. Mais

aussi parce que les Tables de quartier, à travers la Coalition montréalaise des tables de quartier, ont été des partenaires impliqués dans toutes les étapes du développement du programme.

En 2007, le comité de pilotage commande la réalisation d'une étude sur les conditions favorables à la concertation locale. Les conclusions de celle-ci guident l'élaboration du premier plan de développement (2009-2011) de l'Initiative montréalaise.

L'année 2011 marquait quant à elle la cinquième année d'existence de l'Initiative montréalaise et, comme prévu, le modèle de concertation a fait l'objet d'une évaluation. Les résultats ont été connus en mai 2011 et la mise à jour du présent document vise à répondre directement à l'une des recommandations afin de mieux préciser les rôles et les responsabilités des partenaires ainsi que les critères d'évaluation des Tables de quartier.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL ET SES PRINCIPES D'ACTION

En septembre 2012, le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal adoptait une nouvelle définition du développement social. Nous la reprenons ci-dessous afin de saisir dans une perspective plus large comment l'Initiative montréalaise s'inscrit dans le développement social.

Le développement social

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif, et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale[1].

Les partenaires de l'Initiative montréalaise se sont entendus pour retenir la définition suivante du développement social local, qui s'inspire de celle qui est indiquée plus haut. Les notions d'ancrage territorial et d'actions collectives y ont été ajoutées afin de mieux circonscrire l'environnement dans lequel évoluent les Tables de quartier.



[1] Source : Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal, Règlements généraux adoptés lors de l'AGA de septembre 2012.

Le développement social local

Le développement social local réfère à un processus coopératif construit et porté ensemble par les acteurs et par les citoyens d'un territoire local qui vise l'amélioration des potentiels individuels et collectifs et des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et environnemental. Ce processus s'appuie sur une vision globale et adopte une approche intégrée qui reconnaît l'interrelation des dimensions du développement et qui vise la complémentarité des interventions.

Les principes d'action associés au développement social local sont[2] :

- La participation des individus et des communautés locales aux décisions et aux actions qui les concernent
- L'empowerment (développement des capacités)
- Le partenariat et l'action intersectorielle
- La réduction des inégalités sociales
- L'harmonisation et la promotion de politiques publiques favorables à l'amélioration des conditions de vie et au bien-être

De plus, un autre principe important que nous reconnaissons consiste à favoriser la mise en place d'approches différenciées selon les réalités locales.

NOTE : Le développement social local et le développement des communautés sont ici entendus comme étant synonymes.

[2] Sources : Principes tirés ou adaptés du document de travail *Des indicateurs élaborés en fonction des principes d'action associés au développement des communautés*, Jean Tremblay, Institut national de santé publique, 12 mars 2013, 7 p. et *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés*, Institut national de santé publique, 2002, 50 p.

ORIENTATIONS

1. LES OBJECTIFS DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

L'objectif principal

L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations relativement à des enjeux priorisés par le milieu, notamment dans les domaines de la santé, de l'aménagement urbain, de l'environnement, de l'éducation, de l'économie, de l'habitation, du transport, de la sécurité, de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de la culture, des sports, des loisirs et de tout autre enjeu interpellant les partenaires de la communauté.

Les objectifs spécifiques

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- Mettre à la disposition des quartiers des ressources destinées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, et au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent;
- Contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;
- Favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour améliorer la qualité et les conditions de vie.

2. LES FONDEMENTS DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Un partenariat engageant les paliers régional et local

L'Initiative montréalaise est le résultat d'un engagement formel de partenaires à adhérer sur le plan tant régional que local, aux objectifs, aux principes ainsi qu'aux paramètres de gestion et d'évaluation du présent cadre de référence.

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan régional sont :

- Centraide du Grand Montréal
- La Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
- La Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan local sont :

- Les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS)
- Les arrondissements de la Ville de Montréal – Direction culture, sport, loisir et développement social

NOTE : Les Tables de quartier sont à la fois mandataires du financement de l'Initiative montréalaise et partenaires locaux de l'Initiative montréalaise. Toutefois, étant donné le rôle particulier qui leur est reconnu par l'Initiative montréalaise en matière de développement social local, dans ce document, le terme « partenaire local » désigne les CIUSS et les arrondissements de la Ville de Montréal.

La reconnaissance d'un mécanisme de concertation

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent des mécanismes locaux de concertation intersectorielle et multiréseaux, structurés et permanents, ci-après appelés « Tables de quartier ». Ces Tables correspondent aux caractéristiques et s'engagent à remplir les rôles pour lesquels elles sont mandatées dans ce cadre de référence (p.14-15).

Le financement et le maillage des contributions financières

Dans tous les cas, Centraide, la Direction de santé publique (DSP) ainsi que la Ville de Montréal, ci-après appelés « partenaires financiers » de l'Initiative montréalaise, maillent leur contribution financière selon les ressources budgétaires dont ils disposent afin de soutenir un organisme à but non lucratif (OBNL) mandataire.

Toutefois, selon les quartiers, le financement peut être accordé à un OBNL :

- dont la structure et la mission correspondent au mandat de la Table de quartier; ou
- qui assume le mandat d'animer et de coordonner un mécanisme de concertation (Table de quartier) distinct de sa propre entité (ex. : une corporation de développement communautaire).

Ce partenariat financier peut accueillir de nouveaux partenaires financiers dans la mesure où ils adhèrent au cadre de référence de l'Initiative montréalaise et où leur participation a fait l'objet d'une approbation par le comité de pilotage.

Dans l'éventualité où l'un des partenaires financiers se retire de l'entente tripartite, il doit en aviser les autres partenaires de l'Initiative montréalaise par un préavis écrit, minimalement deux ans avant l'entrée en vigueur de ce retrait.

Une gestion centralisée

L'Initiative montréalaise est soumise à une gestion centralisée ayant comme objectif la mise en application et le respect des orientations et des paramètres de gestion et d'évaluation décrits dans le présent document. Les partenaires financiers mettent au point et gèrent, de manière interne, des mécanismes compatibles avec ces paramètres de gestion et d'évaluation.

3. LES GRANDS PRINCIPES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Les trois thèmes énoncés ci-dessous constituent les grands principes qui guident la mise en œuvre de l'Initiative montréalaise. Plus particulièrement, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent que :

1. La Table de quartier est établie dans un lieu d'appartenance géographique. Ce dernier peut découler d'un découpage administratif où être ancré dans un quartier sociologique. Dans les deux cas, il peut couvrir un territoire composé de plusieurs milieux de vie (voisinages, quartiers, paroisses, etc.);
2. L'autonomie des Tables de quartier et leur capacité d'adaptation aux dynamiques locales sont deux pierres angulaires de la concertation. Ainsi, les moyens et les structures mis en place pour répondre aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier qui sont décrits dans ce cadre de référence sont déterminés par les acteurs locaux dans le respect des dynamiques locales;
3. La Table de quartier favorise la participation de tous les acteurs (multiréseaux), y compris les citoyens, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi d'actions portant sur l'ensemble des éléments qui influent sur la qualité et les conditions de vie (intersectorialité).



4. L'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

En adoptant ce cadre de référence, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent la légitimité du mandat d'animation de la concertation qui est donné aux Tables de quartier et s'engagent à participer à sa réalisation, notamment en contribuant à ce que la Table de quartier soit un lieu privilégié de planification et d'arrimage des interventions en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales dans le quartier.

Plus précisément, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent qu'ils sont parties prenantes du développement social dans les quartiers et, selon leur palier d'intervention local ou régional, s'engagent à participer à la concertation pour intervenir sur les différents enjeux ou dossiers reliés au développement social local.

Rôles et responsabilités des partenaires régionaux de l'Initiative montréalaise dans la concertation régionale – Centraide, la CMTQ, la Direction de santé publique ainsi que la Ville de Montréal :

- Au besoin, planifier et mettre en œuvre des actions concertées visant la promotion ou le soutien à la concertation locale;
- Faire connaître le travail réalisé par les Tables de quartier à l'intérieur de leur organisation et favoriser l'arrimage des activités de soutien destinées aux communautés locales;
- Intervenir régionalement sur des enjeux dépassant le rayon d'action des Tables de quartier;
- Effectuer des arrimages avec les démarches régionales visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales et avec d'autres bailleurs de fonds soutenant des initiatives de développement local.

Rôles et responsabilités des partenaires locaux de l'Initiative montréalaise dans la concertation locale – Arrondissements et CIUSSS :

- Contribuer à titre de membre ou de partenaire de la Table de quartier à différents travaux permettant d'atteindre les objectifs fixés collectivement et soutenir au besoin les comités de travail;
- Transmettre des données à jour (portrait), relatives à leur domaine d'intervention;
- Participer à la mise à jour du diagnostic, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des actions qui en découlent;
- Faire connaître le travail réalisé par la Table de quartier à l'intérieur de leur organisation;
- Favoriser l'arrimage entre les actions des partenaires, de la Table de quartier et d'autres démarches locales lorsque cela est pertinent.

Le soutien à la Coalition montréalaise des tables de quartier

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent également que la CMTQ joue un rôle spécifique et important en développement social sur le plan régional. Une part importante de ses actions consiste à intervenir sur des enjeux régionaux touchant les conditions et la qualité de vie des Montréalais, à promouvoir l'action concertée locale et à faire connaître ses nombreuses retombées. Elle sert souvent de liant entre les Tables de quartier et certains projets d'innovation à l'échelle régionale. La CMTQ contribue ainsi à renforcer l'impact de l'Initiative montréalaise et à mettre en valeur le rôle des Tables dans chacun des quartiers.

5. LES STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise

Le comité de pilotage a pour mandat de protéger l'intégrité de l'Initiative montréalaise, de déterminer ses grandes orientations stratégiques et de s'assurer de leur respect. Il s'assure également du développement et de la promotion de l'Initiative montréalaise.

Ce comité est composé de représentants provenant des réseaux suivants :

- Centraide du Grand Montréal
- Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et des CIUSSS de la région de Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal et des arrondissements

Le comité de pilotage veille à assurer une répartition équitable de la représentation des réseaux.

Comité de gestion de l'Initiative montréalaise*

Le comité de gestion a pour mandat de coordonner et d'effectuer la gestion courante de l'Initiative montréalaise. Il est aussi responsable de l'analyse conjointe de la reddition de comptes annuelle et triennale et de la rétroaction appropriée aux Tables de quartier.

Ce comité est composé d'un représentant de chacun des partenaires financiers :

- Centraide du Grand Montréal
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

Annuellement, le comité de gestion produit un bilan d'activités pour approbation par le comité de pilotage. Ce bilan est accessible à tous les partenaires de l'Initiative montréalaise ainsi qu'aux autres acteurs intéressés.

Comité des partenaires financiers*

Le comité des partenaires financiers a pour mandat de confirmer annuellement les sommes allouées par chacun des partenaires financiers à l'Initiative montréalaise et de valider les recommandations du comité de gestion relatives au renouvellement triennal ou au versement annuel du financement. De plus, il reçoit et prend connaissance des dossiers qui lui sont soumis à la suite d'une mésentente entre les membres du comité de gestion relativement aux recommandations à transmettre à une Table de quartier afin de rendre une décision finale et sans appel.

Ce comité est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers :

- Centraide du Grand Montréal
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

** Bien que les réseaux qui composent ces deux comités soient les mêmes, les partenaires financiers s'assurent que ce ne soient pas les mêmes personnes qui participent aux deux instances.*

6. LES CARACTÉRISTIQUES ET LES RÔLES D'UNE TABLE DE QUARTIER

L'Initiative montréalaise reconnaît et finance un OBNL mandataire qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui correspond aux caractéristiques et remplit les rôles suivants :

Les caractéristiques

La Table de quartier est intersectorielle
Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local.

La Table de quartier est multiréseaux
Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.

La Table de quartier est structurée et permanente
Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu.

La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie
Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.

Les rôles

En animant un processus concerté global dans son quartier, la Table de quartier remplit les rôles suivants :

La Table de quartier se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic

Périodiquement (idéalement aux cinq ans), elle parraine une activité de diagnostic mettant en relief les enjeux locaux liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la qualité et aux conditions de vie. Le diagnostic prend en compte une diversité d'éléments, notamment :

- L'accessibilité des services communautaires et institutionnels, incluant les services de santé et les services sociaux;
- L'accessibilité des infrastructures adéquates (sports, loisirs, culture, bibliothèques, etc.) et des commerces de proximité;
- L'accessibilité des activités et des solutions alternatives économiques (emplois, initiatives d'économie sociale, sécurité alimentaire, etc.);
- La qualité, la salubrité et la sécurité de l'environnement (cadre bâti, accessibilité du logement, aménagement urbain, transport, espaces publics, etc.);
- La saine cohabitation et la mixité sociale;
- La scolarisation et la réussite éducative;
- L'amélioration du revenu (emplois, employabilité, prestations diverses);
- La participation active des citoyennes et citoyens de toutes origines à la vie démocratique (incluant les personnes plus vulnérables ou marginalisées);
- Tous autres enjeux interpellant les partenaires de la communauté.

La Table de quartier anime un forum
À travers divers espaces de participation, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.

La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action

Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux (préférablement alimentée par des consultations) et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.

La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie

Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à sa mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.

La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités (autoévaluation)

Elle met en œuvre selon son cycle de planification, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.

La Table de quartier réfléchit avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations

Elle organise au moins une fois par période triennale une rencontre avec ses partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissement et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de leur partenariat et de leurs collaborations.




AVEDA
Idéal
Système bière et vin

Cette deuxième partie du cadre de référence a pour but de préciser les objectifs et les processus de la reddition de comptes et de l'évaluation dans le cadre de l'Initiative montréalaise. Elle vise également à préciser les rôles et les responsabilités des partenaires et des instances dans ces activités.

1. LA REDDITION DE COMPTES ET LE RENOUVELLEMENT DU FINANCEMENT

Objectifs et finalités de la reddition de comptes

Dans le cadre de l'Initiative montréalaise, le terme « reddition de comptes » réfère au processus par lequel chaque Table de quartier transmet annuellement, dans les délais prescrits, l'ensemble des documents demandés par les partenaires financiers.

La mise en place d'un processus formel de reddition de comptes vise à permettre aux partenaires financiers :

- De s'assurer que les fonds octroyés à la Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise servent aux fins auxquelles elles sont destinées;
- De s'assurer que la Table de quartier correspond aux caractéristiques et accomplit les rôles d'une Table de quartier précisés au cadre de référence (p. 14-15);
- D'octroyer le financement aux Tables de quartier.

Renouvellement du financement et versement annuel

Annuellement, les membres du comité de gestion procèdent conjointement à l'analyse de la reddition de comptes déposée par la Table de quartier. Selon le calendrier triennal de la reddition de comptes, cette dernière fera l'objet soit d'une analyse approfondie (pour le renouvellement triennal du financement), soit d'une analyse sommaire (pour le versement annuel du financement). À la suite de l'analyse conjointe, plusieurs types de rétroaction peuvent être transmis à la Table de quartier.

Lorsque la Table répond aux attentes relatives aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier (voir annexe 1), le comité de gestion transmet à cette dernière une lettre recommandant le renouvellement triennal ou le versement annuel du financement. Cette lettre peut faire l'objet de commentaires lorsque cela s'avère pertinent.

Dans les cas où la Table de quartier ne répond pas aux attentes, le comité de gestion peut transmettre différents types de rétroaction en suivant une gradation et toujours dans une perspective de dialogue et de recherche de solutions constructives. La Table de quartier pourra demander au comité de gestion la tenue d'une rencontre afin d'obtenir des explications relatives à cette décision. Ainsi, selon la situation, le comité de gestion pourra recommander :

1. Le renouvellement triennal du financement avec conditions;
2. Le versement annuel du financement avec demande de redressement ou suivi particulier;
3. La non-reconduction du financement dans les cas où aucune entente pour un plan de redressement n'est possible.

Critères d'analyse de la reddition de comptes

Le processus d'analyse de la reddition de comptes réfère à un ensemble de critères objectivement vérifiables et établis en fonction des caractéristiques et des rôles attendus d'une Table de quartier, tels que définis aux pages 14 et 15 du cadre de référence. Le tableau des critères de la reddition de comptes se trouve à l'annexe 1.

Les documents devant être transmis par les Tables de quartier dans le cadre de la reddition de comptes sont présentés à l'annexe 2. L'information fournie par ces dernières doit permettre une appréciation de la conformité à

l'ensemble des critères définis à cette fin. Au besoin, les membres du comité de gestion feront le suivi avec la Table de quartier pour obtenir toute information manquante.

Rôles des instances dans le processus d'analyse de la reddition de comptes

Le processus d'analyse de la reddition de comptes se fait sur le plan régional par les trois partenaires financiers de l'Initiative montréalaise : Centraide, la Direction de santé publique et la Ville de Montréal. Le comité de gestion de l'Initiative montréalaise est mandaté pour réaliser ce processus.

Chacun des partenaires financiers s'est doté d'un mécanisme interne d'analyse de la reddition de comptes qui lui permettra de faciliter la gestion régionale du renouvellement du financement des Tables de quartier.

Les recommandations du comité de gestion sont transmises pour validation et approbation aux instances suivantes :

- Le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise, qui reçoit les recommandations pour validation
- Les instances décisionnelles de chaque partenaire financier, qui approuvent le versement du financement accordé aux Tables de quartier

Gestion des mésententes

En cas de mésentente entre les membres du comité de gestion sur les recommandations à transmettre à une Table de quartier, le dossier est présenté au comité des partenaires financiers, qui prendra la décision finale. Ce dernier peut, s'il le juge nécessaire, faire appel à des ressources externes de son choix qui lui permettront de mieux comprendre la problématique et de prendre une décision.

Procédure de révision de la décision

La procédure d'appel d'une décision vise à s'assurer que les Tables de quartier ont un droit de recours advenant le cas où une décision prise par le comité de gestion est jugée non conforme aux paramètres établis dans le cadre de référence.

Les étapes d'un appel sont :

1. Dans un délai d'au plus 45 jours suivant la réception de la lettre du comité de gestion, la Table de quartier communique avec la coordination de l'Initiative montréalaise afin d'obtenir des précisions et de mieux comprendre les motifs de la décision et/ou les attentes et conditions;
2. Si le conseil d'administration de la Table de quartier le souhaite, le comité de gestion peut rencontrer la coordination et les membres du conseil d'administration de la Table pour répondre à leurs questions;
3. À la suite de cette prise de contact, si la Table de quartier juge que la décision (ou les attentes et les conditions) n'est toujours pas conforme aux paramètres du cadre de référence, elle peut, dans un délai d'au plus 45 jours, adresser une demande de révision au comité des partenaires financiers. La lettre devra préciser les aspects qui apparaissent non conformes au cadre de référence et indiquer clairement les modifications souhaitées;
4. Le comité des partenaires financiers étudie la demande et fait parvenir sa réponse à la Table de quartier dans un délai de 30 jours suivant la date de la réception de la demande de révision.

Étapes du processus de la reddition de comptes et du financement

Le processus de la reddition de comptes et du financement comporte différentes étapes qui sont présentées sous forme de tableau à l'annexe 3.

2. LA PLACE DE L'ÉVALUATION DANS L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Les activités d'évaluation ayant une pertinence pour l'Initiative montréalaise se réfèrent à deux approches complémentaires : la mesure du progrès et l'évaluation. La mesure du progrès permet de suivre en continu et de documenter les réalisations et le progrès vers l'atteinte des objectifs établis par la collectivité. L'évaluation consiste quant à elle en la cueillette systématique d'information sur les activités d'un programme ou d'une initiative, ainsi que sur les effets, l'influence et les impacts constatés, afin d'informer l'apprentissage, la prise de décisions et l'action à l'avenir[3].

Les principes généraux :

- Comme l'Initiative montréalaise soutient des processus à long terme visant à trouver des solutions collectives à certains problèmes complexes au sein des collectivités locales, autant la mesure du progrès que l'évaluation doivent être au service de l'apprentissage continu.
- Les activités de mesure du progrès et d'évaluation sont développées et mises en œuvre à deux niveaux différents :
  - sur le plan local (territoire de Table de quartier), de manière autonome (voir section suivante);
  - sur le plan régional, de manière à agréger des résultats des processus locaux et à évaluer les retombées du partenariat régional (voir page 20).

L'autoévaluation des activités et des résultats par les Tables de quartier

- **Les objectifs et les finalités de l'autoévaluation par les Tables de quartier**

Chaque Table de quartier aura à établir de façon autonome, selon son cycle de planification et en fonction de ses capacités et de ses ressources, les objectifs et les finalités de ses activités d'autoévaluation en se référant aux principes généraux de la section précédente. Voici, à titre indicatif, les objectifs et les finalités qui pourraient y figurer :

Les objectifs

- Suivre sa propre évolution en regard des processus et des résultats;
- Porter un regard critique permettant de déterminer les forces, les points à améliorer, les besoins de soutien;
- Apprécier la contribution des différentes parties prenantes (membres et partenaires locaux) à l'atteinte des objectifs.

Les finalités

- Favoriser l'apprentissage stratégique (l'utilisation et l'interprétation de données évaluatives pour informer et enrichir/adapter les stratégies d'action);
- Favoriser le développement des compétences et l'amélioration des façons de faire;
- Porter un regard sur les résultats atteints et sur la contribution de la Table de quartier à des changements observés dans le milieu.

- **Les principes de l'autoévaluation par les Tables de quartier**

  Chaque Table aura à définir son propre cadre d'évaluation, sans ingérence de la part des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

  Compte tenu du rôle des Tables de quartier relativement à l'évaluation, défini à la page 15, les principes suivants s'appliquent au processus d'autoévaluation :

- L'approche d'évaluation favorise la participation d'acteurs variés du milieu dans la planification et la réalisation du processus;
- Elle favorise l'expression de tous dans une perspective constructive et d'amélioration continue.

Selon le stade de développement de la mobilisation, des approches différentes à l'évaluation pourront être utilisées d'une Table de quartier à une autre.

[3] Source : Preskill, Parkhurst, Splansky et Juster, FSG/Collective Impact Forum, 2014.

L'évaluation de l'Initiative montréalaise s'appuyant sur une évaluation régionale d'impact agrégée

- **Les objectifs et les finalités de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

Par la mise en œuvre de l'évaluation de l'Initiative montréalaise, les partenaires cherchent à connaître les effets et les impacts du travail des Tables de quartier dans leur ensemble en matière de contribution au développement social local et les retombées du partenariat régional.

Plus particulièrement, les objectifs sont les suivants :

1. Dégager des constats quant à la pertinence et à la valeur de l'action des Tables de quartier ainsi que des investissements qui la soutiennent, en vue de leur contribution à l'atteinte de finalités partagées (à définir) dans le domaine du développement social local;
2. Dégager des constats quant aux éléments pouvant faire l'objet d'efforts d'amélioration, afin d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'action des Tables et des investissements qui la soutiennent;
3. Contribuer aux connaissances plus globales (à Montréal, au Québec, hors Québec) sur les résultats et les impacts de l'action intersectorielle territoriale;
4. Connaître les effets du partenariat de l'Initiative montréalaise, et plus particulièrement sa contribution à l'atteinte des objectifs de l'Initiative montréalaise énumérés à la page 10 du cadre de référence.

Un cinquième objectif s'ajoute à ceux précédemment énoncés et concerne plus spécifiquement les partenaires financiers. En effet, ces derniers souhaitent que les résultats de cette évaluation leur permettent d'éclairer la prise de décision quant à la reconduction du financement global de l'Initiative montréalaise.

- **Les bases de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

Le processus régional d'évaluation de l'Initiative montréalaise et de ses effets s'appuiera sur une analyse agrégée de résultats, d'effets et de retombées obtenus par l'action des Tables de quartier. Cette analyse demeurera distincte des processus d'analyse liés à la reddition de comptes et ne pourra servir à porter un jugement sur l'action individuelle des Tables.

Plus particulièrement, ce processus s'appuiera sur :

- Les résultats d'activités d'évaluation locales (réalisées par les Tables de quartier);
- Un cadre d'évaluation régional communément établi (incluant questions d'évaluation et indicateurs) avec la collaboration de personnes ressources en évaluation;
- Les résultats d'évaluations plus approfondies réalisées dans certains quartiers par des équipes de chercheurs externes avec l'accord et la participation des Tables de quartier concernées.

- **Les rôles et les responsabilités dans le cadre de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

L'évaluation régionale des résultats et des impacts de l'Initiative montréalaise relève du comité de pilotage, qui verra à en établir l'objet et la fréquence et à désigner les ressources nécessaires à sa réalisation.

A N N E X E S

ANNEXE 1

CRITÈRES D'ANALYSE DE LA REDDITION DE COMPTES

	Critères - Analyse sommaire **Versement annuel du financement**	**Critères - Analyse approfondie** **Renouvellement triennal du financement**
A. Saine gestion des fonds		
La subvention est utilisée pour soutenir les activités liées à l'exercice des rôles pour lesquels la Table est reconnue par l'Initiative montréalaise, et notamment au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la Table de quartier et de ses comités.	• Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise. • Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire. • L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.	• Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise. • Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire. • L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
B. Caractéristiques		
1. La Table de quartier est intersectorielle Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local. **2. La Table de quartier est multiréseaux** Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.	• La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires.	• La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires. • La Table mène des actions de mobilisation des acteurs concernés. • Les modes de recrutement, d'accueil, de sensibilisation et de valorisation des membres et des partenaires sont diversifiés. • La Table possède des outils de communication et d'information destinés à ses membres, à ses partenaires et à la population en général. • La Table mène des actions pour mobiliser des citoyens et favoriser leur participation aux différentes étapes du cycle de la planification et de l'action.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
3. La Table de quartier est structurée et permanente Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités.		• Les objectifs et les règles de fonctionnement de la Table : • sont cohérents avec les caractéristiques reconnues par l'Initiative montréalaise • reflètent des processus décisionnels démocratiques • font l'objet, au besoin, d'une revalidation ou d'une révision. • Le conseil d'administration (ou autre instance de gouvernance désignée à spécifier) est nommé démocratiquement et est représentatif des membres; la composition et le mode de nomination ont été validés par les membres. • Le CA (ou autre instance de gouvernance désignée) reçoit ses mandats et rend des comptes à l'assemblée des membres ou des partenaires. La Table favorise la participation d'une diversité d'acteurs locaux à ses activités.
4. La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.		***Certains critères relatifs à cet aspect sont couverts par d'autres caractéristiques et rôles de la Table.*** Les modes d'action de la Table favorisent l'intersectorialité : • Mise à profit des différentes expertises du milieu. • Détermination d'enjeux et de pistes d'action qui font appel à la contribution d'acteurs affiliés à des secteurs d'intervention différents Actions menées, lorsque pertinent, avec d'autres Tables de quartier.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
C. Rôles		
5. La Table de quartier anime un forum À travers divers espaces de participation, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.		Existence d'un ou de plusieurs mécanismes permettant l'échange régulier d'information entre membres/partenaires, la discussion et le débat d'enjeux et le suivi des préoccupations partagées
6. La Table de quartier se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement du quartier à partir d'un diagnostic Périodiquement (idéalement aux cinq ans), elle parraine une activité de diagnostic mettant en relief les enjeux locaux liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la qualité et aux conditions de vie.		• La Table a mené une première démarche de diagnostic global et s'assure de son renouvellement périodique (année de réalisation). • La démarche de diagnostic mobilise la participation d'une diversité d'acteurs locaux. • L'analyse de la situation et des besoins locaux (le diagnostic) est documentée et partagée. • La Table peut décrire les éléments de la vision commune qui rallie le milieu (les changements que l'on cherche à produire collectivement).
7. La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.		• La Table a réalisé une première démarche de planification en fonction des priorités du quartier, et s'assure de son renouvellement périodique. • La démarche de planification mobilise une diversité d'acteurs locaux. • Les priorités et les axes de travail retenus au plan d'action reflètent les enjeux et les opportunités définis au diagnostic. • La Table fait le suivi du plan d'action, apporte les ajustements pertinents et fait ressortir les modifications apportées. • Les différents aspects du plan identifient les porteurs.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
8. La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions contribuant à des impacts sur la qualité et les conditions de vie Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à leur mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.		Il y a une cohérence entre les priorités établies et les points ci-dessous : • Les mandats et la composition des comités de travail ou des Tables porteuses • Les autres lieux d'action ou de représentation investis par la Table • La Table établit clairement les rôles et les responsabilités de son équipe de travail, des membres et des partenaires dans la mise en œuvre et le suivi des actions.
9. La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités Elle met en œuvre au moins une fois par période triennale, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.		• La Table documente ses actions en termes de processus et de résultats. • La Table évalue ses mécanismes de fonctionnement. • La Table anime une démarche d'évaluation en adéquation avec les objectifs inscrits au plan d'action, et s'assure de son renouvellement périodique. • Les objectifs et les stratégies du plan d'action se prêtent à une évaluation des résultats. • Respect des grands principes directeurs de l'autoévaluation tels que formulés dans le cadre de référence de l'Initiative montréalaise.

ANNEXE 2

DOCUMENTS À FOURNIR PAR LES TABLES DE QUARTIER

ANALYSE SOMMAIRE

VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT

1. Rapport d'activités du dernier exercice rédigé et adopté par le conseil d'administration ou l'AGA de la Table de quartier

Lorsque le rapport d'activités **ne comprend pas** les informations ci-dessous, la Table doit aussi transmettre :

- Liste à jour des membres de la Table
- Composition du conseil d'administration
- Liste des comités d'action de la Table de quartier et leur composition
- Modification à l'organigramme présentant le fonctionnement (s'il y a lieu)

2. États financiers vérifiés ou audits signés par deux administrateurs
3. Prévisions budgétaires pour l'année en cours
4. Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
5. Procès-verbal du dernier AGA de la Table ou du mandataire
6. Preuve d'assurance responsabilité civile

ANALYSE APPROFONDIE

RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT

En plus des documents demandés pour le versement annuel du financement :

1. Modifications aux règlements généraux (s'il y a lieu)
2. Modifications aux lettres patentes (s'il y a lieu)
3. Plan d'action triennal
4. Demande de renouvellement du financement à l'Initiative montréalaise pour les trois prochaines années appuyée d'une résolution du CA de la Table
5. Tout autre document permettant une meilleure compréhension des activités réalisées. Par exemple :
    - Portrait / Diagnostic
    - Actes d'un forum
    - Bilan de l'évaluation du fonctionnement ou des activités

ANNEXE 3

ÉTAPES DU PROCESSUS DE REDDITION DE COMPTES

Étapes	Qui	Outils	Échéancier
1. Annonce du début du processus de reddition de comptes	• Comité de gestion	Envoi d'un courriel aux Tables de quartier	2e semaine de septembre
2. Envoi de la reddition de comptes	• Tables de quartier	Voir annexe 2 (Documents à fournir)	2e vendredi d'octobre
3. Analyse de la reddition de comptes par chaque partenaire financier	• Partenaires financiers	Voir annexe 1 (Critères)	Novembre-décembre-janvier
4. Mise en commun de l'analyse de la reddition de comptes	• Comité de gestion	Voir annexe 1 (Critères)	Début février
4.1 Formulation de recommandations conjointes	• Comité de gestion	Cadre de référence Partie 2 – section 1 Page 17	Début mars
5. Préparation des lettres en fonction du type de rétroaction prévu	• Comité de gestion	Lettres types	Mi-mars
6. Validation des lettres	• Comité des partenaires financiers	Projet de lettres communes	Fin mars
7. Envoi des lettres aux Tables de quartier	• Comité de gestion	Lettres finales	2e semaine d'avril
8. Approbation du financement	• Instances décisionnelles de chaque partenaire financier	Lettres et autres documents à définir selon chaque partenaire financier	Mai - juin



Centraide du Grand Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal

Québec

Quartier • Coalition montréalaise des tables de quartier

Montréal



Le 12 avril 2017

Madame Christine Caron
Coordonnatrice
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent
1700, rue Amherst
Montréal (Québec) H2L 3L5

direction@faubourgstlaurent.ca

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Madame,

Suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2016, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local recommande le renouvellement triennal du financement de votre table de quartier pour les périodes 2017-2018 / 2018-2019 / 2019-2020.

La contribution financière totale prévue pour la prochaine année est de **100 793 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie

La Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent effectue une saine gestion des fonds octroyés par l'Initiative montréalaise et elle répond aux caractéristiques d'une Table de quartier en ce sens qu'elle est intersectorielle, multiréseaux, structurée et permanente.

Nous désirons souligner certaines réalisations de la Table qui nous apparaissent intéressantes telles les activités réalisées dans le cadre du comité sécurité et les résultats obtenus, la démarche de planification de quartier qui semble bien enclenchée et les travaux menés pour l'évaluation des résultats de certaines actions (ex. : activités sur la sécurité) qui constituent à notre avis un potentiel pour permettre à la Table d'évaluer les résultats ou les retombées de ses actions.

Cependant, outre les résultats obtenus relativement aux actions réalisées par le comité sécurité de la Table, il est difficile de saisir la contribution de la Table aux résultats des

actions menées dans le quartier car elle participe à différentes démarches qui sont portées par d'autres instances ou qui concerne des enjeux très vastes ou complexes. Cette situation nous questionne et dans ce contexte, nous vous demandons d'amorcer une réflexion et une discussion avec vos membres et partenaires sur la gouvernance qui optimiserait les efforts et les énergies de tous afin d'améliorer les conditions et la qualité de vie de la population. Cet aspect serait notamment à considérer dans le cadre de la planification de quartier qui est en cours.

Enfin, nous notons que les espaces d'échanges et de débats constituent un aspect du fonctionnement de la Table qui est à renforcer comme le mentionne d'ailleurs le président de la Table dans le rapport d'activités 2015-2016. Concernant les rôles que vous vous êtes engagés à remplir à titre de mandataire du financement de l'Initiative montréalaise, malgré les avancées réalisées, nous vous demandons de porter une attention particulière aux éléments ci-dessous puisque nous considérons que ces derniers doivent être améliorés :

- animer un forum à travers divers espaces de participation pour partager l'information, établir une vision commune des enjeux et susciter des pistes de solutions concrètes;
- susciter ou coordonner des actions ayant un impact sur la qualité de vie;
- mettre de l'avant des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement ainsi que ses principales réalisations et retombées.

Lors du prochain renouvellement triennal, le comité de gestion s'attend à ce que la Table ait répondu positivement à ces attentes.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Réflexion avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise

En terminant, rappelons qu'il est de la responsabilité des Tables de quartier, d'organiser au moins une fois par période triennale une rencontre avec vos partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissement et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de votre partenariat et vos collaborations.

Veuillez agréer, Madame, nos cordiales salutations.

Chantal Croze

Chantal Croze
Coordonnatrice - comité de gestion
pour le comité des partenaires financiers

Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financier

P.j. : Annexe Tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de l'Initiative montréalaise – 2017

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Le 12 avril 2017

Monsieur Stéphane Febbrari
Coordonnateur
Table Interaction du quartier Peter-M^{c}Gill
1857, boul. de Maisonneuve Ouest, suites 215-216
Montréal (Québec) H3H 1J9

coordination@petermcgill.org

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2016, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local recommande le renouvellement triennal du financement de votre table de quartier pour les périodes 2017-2018 / 2018-2019 / 2019-2020.

La contribution financière totale prévue pour la prochaine année est de **100 793 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie

La Table Interaction du quartier Peter-McGill effectue une saine gestion des fonds octroyés par l'Initiative montréalaise et elle répond aux caractéristiques d'une Table de quartier en ce sens qu'elle est intersectorielle, multiréseaux, structurée et permanente.

Nous constatons que la Table a de très bonnes capacités à remplir les différents rôles attendus d'une Table de quartier. Elle démontre plusieurs forces et réalisations, notamment pour le recrutement et l'accueil de nouveaux membres, la mobilisation citoyenne (5 à 7 thématiques, rencontres du comité de vie, etc.), la capacité à organiser divers démarches de concertation (2^{e} forum sur l'itinérance, forum sur l'immigration, démarche PIC, etc.), l'adoption du Plan stratégique 2015-2018, qui est le fruit de la réflexion collective, ainsi que la capacité de la Table à mobiliser les acteurs locaux autour de projets d'envergure tels le redéveloppement du site de l'Hôpital de Montréal pour enfants et le site des Franciscains). Nous notons positivement que dans votre

rapport annuel vous présentiez les résultats des travaux de chacun des comités ainsi que les impacts sur le milieu. Il est aussi très intéressant que la Table ait choisi de préciser dans ce document le nombre d'heures consacrées au travail collectif. Nous désirons donc féliciter la Table Interaction du quartier Peter-McGill pour l'ensemble du travail accompli qui nous apparait pertinent et de qualité.

En terminant, même si nous constatons que vous avez mis en place des moyens pour mesurer les retombées de vos actions, nous vous demandons de porter une attention particulière au rôle suivant :

- mettre de l'avant des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement, ses principales réalisations et retombées.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Réflexion avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise

En terminant, rappelons qu'il est de la responsabilité des Tables de quartier, d'organiser au moins une fois par période triennale une rencontre avec vos partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissement et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de votre partenariat et vos collaborations.

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.

Chantal Croze

Chantal Croze
Coordonnatrice - comité de gestion
pour le comité des partenaires financiers

Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers

P.j. : Annexe Tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de l'Initiative montréalaise – 2017



Le 12 avril 2017

Monsieur François Bergeron
Directeur
Corporation de développement communautaire Centre-Sud
2187, rue Larivière
Montréal (Québec) H2K 1P5

direction@cdccentresud.org

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2016, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local recommande le renouvellement triennal du financement de votre table de quartier pour les périodes 2017-2018 / 2018-2019 / 2019-2020.

La contribution financière totale prévue pour la prochaine année est de **100 793 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie

La Corporation de développement communautaire Centre-Sud effectue une saine gestion des fonds octroyés par l'Initiative montréalaise et répond très bien aux caractéristiques d'une Table de quartier en ce sens qu'elle est intersectorielle, multiréseaux, structurée et permanente.

Nous constatons également que la CDC Centre-Sud présente de grandes forces en ce qui concerne la mobilisation, tant des acteurs du milieu que des citoyens. La démarche de Forum amorcée au cours de la dernière période est également perçue comme très intéressante et a notamment favorisé l'émergence de mécanismes permettant de documenter vos actions et d'évaluer votre fonctionnement. Nous désirons donc féliciter la CDC Centre-Sud pour l'ensemble du travail accompli.

Toutefois, lors du prochain renouvellement annuel, nous apprécierions que les informations financières soient ventilées par projet en vue de faciliter l'analyse des états financiers. Nous pensons que cette façon de présenter les états financiers pourrait aussi être utile pour les membres de la Table.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Réflexion avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise

En terminant, rappelons qu'il est de la responsabilité des Tables de quartier, d'organiser au moins une fois par période triennale une rencontre avec vos partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissement et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de votre partenariat et vos collaborations.

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.

Chantal Croze

Chantal Croze
Coordonnatrice - comité de gestion
pour le comité des partenaires financiers

Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers

P.j. : Annexe Tableau de la conformité de votre Table de quartier aux critères de l'Initiative montréalaise – 2017

N° de dossier : 1175179004

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC) CENTRE-SUD	152307
2.	LA TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG ST-LAURENT	121458
3.	LA TABLE INTER-ACTION DU QUARTIER PETER MCGILL	327786

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 Budget de fonctionnement

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour la CDC Centre Sud : contribution annuelle de 14 000$ de l'arrondissement pour 3 ans en provenance du budget de la DSLDS (Imputation : 306125-05803-61900); contribution annuelle de 2 233$ pour 3 ans du SDSS; contribution de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2017.
Pour la Table du Faubourg St-Laurent : contribution annuelle de 14 733 $ pour 3 ans du SDSS et contribution de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2017.
Pour la Table Inter-Action Peter McGill : contribution annuelle de 14 733 $ pour 3 ans du SDSS et contribution de 16 380$ en

Montant	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		80 839,00 $	31 699,00 $	31 699,00 $				**144 237,00 $**
Montant-Source 2		14 000,00 $	14 000,00 $	14 000,00 $				**42 000,00 $**
Total	**0,00 $**	**94 839,00 $**	**45 699,00 $**	**45 699,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**186 237,00 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

CONVENTION
INITIATIVE MONTRÉALAISE POUR LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1700, rue Amherst, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée aux présentes par Christine Caron, coordonnatrice, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 14 septembre 2016;

N° d'inscription TPS :S.O
N° d'inscription TVQ : S.O
N° de charité : S.O.

Ci-après appelé l' « **Organisme** »

L'Organisme et la VILLE sont également individuellement ou collectivement désignés aux présentes comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnait que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE la VILLE de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

1.2 « **Annexe B** » : plan d'action proposé par l'Organisme;

1.3 « **Annexe C** » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

1.4 **« Annexe D » :** Prêt d'installation et de matériel

1.5 « **Arrondissement** » : l'arrondissement de Ville-Marie;

1.6 « **Directeur** » : le directeur de l'Arrondissement ou son représentant autorisé;

1.7 « **Plan d'action** » : le plan d'action de l'Organisme plus amplement décrit à l'annexe B, pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.2 de la présente Convention;

1.8 **« Rapport annuel »** : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

1.9 **« Reddition de compte » :** la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités de l'aide financière versée par la VILLE l'Organisme dans la mise en œuvre de ses initiatives pour améliorer la qualité de vie dans le quartier où il intervient. L'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans une perspective de concertation intersectorielle et multiréseaux, conformément aux Annexes A et B.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes A, B et C font partie intégrante des présentes.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A, B et C, qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 5.1, 10.2 et 10.3 des présentes, le 31 mars 2020.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Nonobstant l'article 4, une Partie à la présente convention peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix jours (90) adressé conformément à l'article 12.9 des présentes à l'autre Partie, mettre fin à la convention.

Dans une telle éventualité, l'Organisme doit remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, la portion inutilisée de la contribution financière reçue de la VILLE ainsi que les pièces justificatives attestant l'affectation de la portion utilisée.

5.2 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature contre l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf à l'égard du remboursement, le cas échéant, de la portion inutilisée de la contribution financière de la VILLE.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La VILLE doit :

6.1 fournir à l'Organisme, dans les limites de ses moyens, son expertise en matière de ressources humaines, afin d'aider ce dernier à réaliser son Plan d'action;

6.2 verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.1 2017 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

6.2.2 2018 : 14 733 $ (QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE-TROIS DOLLARS);

6.2.3 2019 : 14 733 $ (QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE-TROIS DOLLARS).

6.3 La contribution pour la première année est entièrement versée à l'Organisme lors de la signature de la présente convention et celle des années suivantes, au plus tard dans les quinze (15) jours de la date anniversaire de la signature de celle-ci.

6.4 La VILLE peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

6.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la VILLE des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

7.1 maintenir un mécanisme permanent et structuré de concertation intersectorielle et multiréseaux en développement social sous la forme d'une table de quartier au sens des Annexes A et C et dans le respect du Plan d'action;

7.2 utiliser le financement octroyé pour soutenir les activités liées au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la table de quartier au sens des Annexes A et B;

7.3 déposer tel que précisé à l'annexe 3 de l'Annexe A, la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte doit être faite pour la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante. Elle doit comprendre l'ensemble des documents précisés à l'annexe 2 de l'Annexe A et être faite selon la forme et les paramètres que le Directeur lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Directeur.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

7.4 participer à l'évaluation de ses activités et des résultats selon les paramètres définis à l'annexe A;

7.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la VILLE (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Directeur, une copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états

financiers vérifiés au Directeur, ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.7 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'Arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

7.8 autoriser le Directeur à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

7.9 permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée.

ARTICLE 8
REPRÉSENTANT DES PARTIES

8.1 La VILLE désigne le Directeur comme son représentant.

8.2 L'Organisme désigne comme représentant le signataire de la présente convention.

8.3 Une Partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou l'Organisme.

9.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme ou un salaire à un employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

i) s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

iii) s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

iv) s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans les cas prévus au paragraphe i) de l'article 10.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention pourra être résiliée, à la discrétion de la VILLE, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par cette dernière pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus au paragraphe ii), iii) et iv) de l'article 10.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement. S'il est mis fin à la présente convention en application du présent article (défaut), toute somme non versée l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande du Directeur à cet effet, toute somme non encore employée reçue de celle-ci.

ARTICLE 11
INDEMNISATION ET ASSURANCES

L'Organisme doit :

11.1 prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

11.2 maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par l'Organisme. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Amherst, Montréal, H2L 3L5, province de Québec, Canada et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, H2L 4S8 à Montréal, province de Québec, Canada et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2017

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Christine Caron, coordonnatrice

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Annexe B
Plan d'action

Le plan d'action sera transmis à la suite de son adoption par les membres de la Table à l'automne 2017.

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

ANNEXE D
PRÊT D'INSTALLATION ET MATÉRIEL

Convention de prêt entre :
La Ville de Montréal (Division des sports, des loisirs et du développement social de Ville-Marie)
Et
La **Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**

Nom du représentant autorisé : Christine Caron
Adresse :**:** 1 700 Amherst, Montréal, Québec H2L 3L5
Téléphone : 514-288-0404
Adresse électronique : direction@faubourgstlaurent.ca

Service tarifé selon le Règlement sur les tarifs approuvé par la Ville de Montréal ■
Service gratuit ou tarifé selon le cadre de référence d'attribution des locaux **Gratuit** ■ Tarifé ■

Fonds	Sec.	Centre d'opération :	Activité opérationnelle :

Nom de l'installation et code	Adresse	Espace prêté	Activité ou événement	Du	Au	De	À	Heure / MC	Taux	Montant $
Centre communautaire de loisirs sainte-Catherine d'Alexandrie	1 700 Amherst, Montréal, Québec H2L 3L5	Local (bureau au rez-de-chaussée, en face de la salle de bain pour femmes)	**Espace du bureau permettant la réalisation des activités prévues à la convention**	**1 avril 2017**	**31 mars 2020**	**8h**	**18h**			

Renseignements complémentaires

Ressources humaines (nombre d'heures x taux régulier) + avantages + frais d'administration	Quantité	Nombre d'heures	Taux	Montant $
		Total général		

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ressources matérielles

Item	Dimensions	Quantité	N° inventaire
Bureau de travail	30''x60''x30''	2	
Bureau	36''x24''x30''	1	
Chaise		5	
Classeur sous bureau	16''x24''x24''	1	
Grand classeur	36''x24''x48''	2	
Tableau en liège	48''x36''	3	
Table basse	22''x22''x22''	1	
Réfrigérateur	20''x22''x36''	1	
Patère		1	
Pigeonnier		1	
Table ronde	Circonférence : 48''	1	
Ventilateur		1	

Remarques :

- Le ménage du local est sous la responsabilité du centre Ste-Catherine d'Alexandrie
- Le matériel informatique de même que les coûts reliés à la téléphonie et l'internet sont assumés par la table

_____ **Paiement complet ■ partiel ■**

Reçu la somme de (en lettres moulées)

_____ / 100 _____ $

Comptant ■ Crédit ■ Interac ■ Chèque ■

N° Bordereau Date Déposant

Solde

Reçu la somme de (en lettres moulées)

_____ / 100 _____ $ Comptant ■ Crédit ■ Interac ■ Chèque ■

N° Bordereau Date Déposant

Le demandeur s'engage à respecter toutes les conditions écrites dans cette demande) Signature du demandeur ou son représentant autorisé Date / /	**Demande approuvée** Responsable autorisé : Martin Crépeau Date 27/4/2017

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Conditions de prêt

Généralités

OBJET

La Ville prête au demandeur l'espace et, s'il y a lieu, les ressources humaines et matérielles, décrites au recto du présent formulaire pour la réalisation de sa programmation ou la tenue d'événement et la période de location qui y sont indiquées, à la condition que le demandeur acquitte, le cas échéant, les frais qui sont énumérés et se conforme aux modalités inscrites à ce formulaire et à son annexe (si applicable)(ci-après appelés la “convention”).

Définition

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les mots suivants signifient : “Ville” : la Ville de Montréal; le “Responsable” : le Directeur de la Direction de la culture, des sports et du développement social de Ville-Marie ou son représentant autorisé; et le “demandeur” : la personne qui effectue la demande pour occuper les lieux ou son représentant autorisé.

Durée

La présente convention prend fin à l'échéance du terme convenu et elle ne peut être prolongée tacitement.

Biens meubles fournis par le demandeur

La Ville n'est pas responsable de l'entretien, de la garde ou de la surveillance des biens meubles fournis par le demandeur et occupant les lieux, ni de tout dommage pouvant résulter de leur présence dans les lieux.

Maintien en état des lieux

Le demandeur reconnaît avoir visité les lieux et s'en déclare satisfait.

Le demandeur ne doit apporter aucune modification aux lieux sans la permission écrite du Responsable et il doit, le cas échéant, immédiatement après l’échéance du terme convenu, remettre, à ses frais, les lieux dans leur état antérieur.

L'installation d'affiches, pancartes ou autres accessoires publicitaires est interdite à l'intérieur ou aux abords des lieux, sans l'autorisation écrite préalable du Responsable.

Le demandeur ne peut utiliser le système d'amplification et d'éclairage des lieux loués sans l'autorisation écrite préalable du Responsable.

La Ville conserve le plein contrôle des lieux et le demandeur doit se soumettre sans délai à toute directive du Responsable.

La Ville pourra, pendant la durée de la convention, modifier ou réparer les lieux sans que le demandeur ne puisse réclamer aucune diminution de ses obligations ou compensation pour tout dommage qui pourrait en résulter.

Le demandeur s’engage à utiliser les installations et les équipements de façon sécuritaire et conforme aux normes, règlements, lois et politiques touchant l’occupation des locaux et l’utilisation, le cas échéant, du matériel ou des accessoires (le “matériel”).

Le demandeur doit informer sans délai, par écrit, le Responsable de toute défectuosité, de toute fuite, de tout incendie ou de tout dommage causés aux locaux ou au matériel.

Le demandeur ne doit placer aucun équipement lourd dans les locaux sans le consentement préalable écrit du Responsable.

Le demandeur ne doit ni entreposer, ni garder dans les locaux, des produits explosifs, inflammables ou dangereux.

Le demandeur doit s'assurer que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité électrique des locaux.

Le demandeur doit veiller à ne pas troubler ou permettre que soit troublée la jouissance normale des lieux par les autres occupants de l'immeuble et ceux des immeubles voisins.

Le demandeur doit remettre à l'échéance de la présente convention les locaux et le matériel dans l'état où il les a reçus, sous réserve de l'usure normale. Il doit réparer, au besoin, les locaux et le matériel et remplacer le matériel rendu inutilisable.

Garantie

Le demandeur s'engage à garantir et à tenir la Ville indemne et à couvert de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de son occupation des lieux et à prendre fait et cause pour celle-ci et à l'indemniser en capital, intérêts et frais, de toute réclamation ou jugement à cet égard.

Résiliation

Si le demandeur est en défaut de respecter l'une ou l'autre des conditions de la présente convention et ne remédie pas à son défaut dans les 3 jours d'un avis du Responsable à cet effet, la Ville pourra, à son entière discrétion, résilier la présente convention, sans poursuite judiciaire et sans autre avis ni délai, le tout sans préjudice quant à ses droits de réclamer tous les dommages et intérêts pouvant résulter d'une telle résiliation. Le demandeur devra quitter immédiatement les lieux.

La Ville pourra résilier, en tout temps et à son entière discrétion, la présente convention au moyen d'un avis écrit de quinze (15) jours adressé au demandeur. Advenant une telle résiliation, le demandeur sera remboursé de toute somme payée par lui à cette date, si la résiliation survient avant le début de la période d'occupation de lieux convenue, au cas contraire, il sera remboursé en proportion de la période qui reste à courir et il ne pourra en aucun cas réclamer des dommages de quelque nature que ce soit, pouvant résulter d'une telle résiliation.

Incessibilité

Le demandeur convient expressément de ne pas sous-louer l'espace en tout ou en partie, de ne pas céder ni transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Responsable.

Généralités

Le Responsable a entière discrétion pour accepter ou pour refuser une demande d'occupation des lieux et pour exiger toute précision qu'il juge utile.
Il est strictement interdit de fumer dans les lieux.

Le demandeur doit se procurer, à ses frais, auprès des autorités compétentes (fédérales, provinciales ou municipales), tout permis, licence ou autorisation lui donnant le droit d'organiser l'événement qui se tiendra dans les locaux visés par la présente convention (les "locaux").

Le demandeur renonce expressément à tout recours contre la Ville résultant directement ou indirectement de la présente convention, que ce soit par mauvais usage du matériel, par toute défectuosité ou de tout vice caché pouvant affecter les locaux et le matériel.

La présente convention est régie par les lois du Québec et du Canada qui lui sont applicables, et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être instituée dans le district judiciaire de Montréal.

Tous les avis d'une partie à l'autre sont adressés, quant au demandeur, à l'attention de son représentant autorisé, s'il y a lieu, à l'adresse postale, à l'adresse électronique ou au numéro de télécopieur inscrits à la présente convention, quant à la Ville, à l'attention du Responsable, à l'adresse ou au numéro de télécopieur inscrits à la présente convention.

Service .....

CONVENTION
INITIATIVE MONTRÉALAISE POUR LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Corporation de développement communautaire Centre-Sud**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 10 novembre 2016;

N° d'inscription TPS : 283135ALERT1710
N° d'inscription TVQ : 101788769DQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelé l' « **Organisme** »

L'Organisme et la VILLE sont également individuellement ou collectivement désignés aux présentes comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnait que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE la VILLE de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

1.2 « **Annexe B** » : plan d'action proposé par l'Organisme;

1.3 « **Annexe C** » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

1.4 « **Arrondissement** » : l'arrondissement de Ville-Marie;

1.5 « **Directeur** » : le directeur de l'Arrondissement ou son représentant autorisé;

1.6 « **Plan d'action** » : le plan d'action de l'Organisme plus amplement décrit à l'annexe B, pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.2 de la présente Convention;

1.7 **« Rapport annuel »** : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

1.8 **« Reddition de compte » :** la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités de l'aide financière versée par la VILLE l'Organisme dans la mise en œuvre de ses initiatives pour améliorer la qualité de vie dans le quartier où il intervient. L'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans une perspective de concertation intersectorielle et multiréseaux, conformément aux Annexes A et B.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes A, B et C font partie intégrante des présentes.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A, B et C, qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 5.1, 10.2 et 10.3 des présentes, le 31 mars 2020.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Nonobstant l'article 4, une Partie à la présente convention peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix jours (90) adressé conformément à l'article 12.9 des présentes à l'autre Partie, mettre fin à la convention.

Dans une telle éventualité, l'Organisme doit remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, la portion inutilisée de la contribution financière reçue de la VILLE ainsi que les pièces justificatives attestant l'affectation de la portion utilisée.

5.2 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature contre l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf à l'égard du remboursement, le cas échéant, de la portion inutilisée de la contribution financière de la VILLE.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La VILLE doit :

6.1 fournir à l'Organisme, dans les limites de ses moyens, son expertise en matière de ressources humaines, afin d'aider ce dernier à réaliser son Plan d'action;

6.2 verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.1 2017 : 32 613 $ (TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT TREIZE DOLLARS);

6.2.2 2018 : 16 233 $ (SEIZE MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS DOLLARS);

6.2.3 2019 : 16 233 $ (SEIZE MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS DOLLARS).

6.3 La contribution pour la première année est entièrement versée à l'Organisme lors de la signature de la présente convention et celle des années suivantes, au plus tard dans les quinze (15) jours de la date anniversaire de la signature de celle-ci.

6.4 La VILLE peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

6.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la VILLE des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

7.1 maintenir un mécanisme permanent et structuré de concertation intersectorielle et multiréseaux en développement social sous la forme d'une table de quartier au sens des Annexes A et C et dans le respect du Plan d'action;

7.2 utiliser le financement octroyé pour soutenir les activités liées au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la table de quartier au sens des Annexes A et B;

7.3 déposer tel que précisé à l'annexe 3 de l'Annexe A, la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte doit être faite pour la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante. Elle doit comprendre l'ensemble des documents précisés à l'annexe 2 de l'Annexe A et être faite selon la forme et les paramètres que le Directeur lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Directeur.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

7.4 participer à l'évaluation de ses activités et des résultats selon les paramètres définis à l'annexe A;

7.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la VILLE (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Directeur, une copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés au Directeur, ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.7 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'Arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

7.8 autoriser le Directeur à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

7.9 permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée.

ARTICLE 8
REPRÉSENTANT DES PARTIES

8.1 La VILLE désigne le Directeur comme son représentant.

8.2 L'Organisme désigne comme représentant le signataire de la présente convention.

8.3 Une Partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou l'Organisme.

9.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme ou un salaire à un employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

i) s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

iii) s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

iv) s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans les cas prévus au paragraphe i) de l'article 10.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention pourra être résiliée, à la discrétion de la VILLE, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par cette dernière pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus au paragraphe ii), iii) et iv) de l'article 10.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement. S'il est mis fin à la présente convention en application du présent article (défaut), toute somme non versée l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande du Directeur à cet effet, toute somme non encore employée reçue de celle-ci.

ARTICLE 11
INDEMNISATION ET ASSURANCES

L'Organisme doit :

11.1 prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

11.2 maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par l'Organisme. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, H2L 4S8, province de Québec, Canada et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2017

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Annexe B
Plan d'action

Le plan d'action sera transmis à la suite de son adoption par les membres de la Table à l'automne 2017.

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

CONVENTION
INITIATIVE MONTRÉALAISE POUR LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table inter-action du quartier Peter-McGill**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec H3H 1J9, agissant et représenté aux présentes par Stéphane Febbrari, coordonnateur, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée le 20 septembre 2016;

N° d'inscription TPS : 86605 9745 RP0001
N° d'inscription TVQ : 120 649 8371 TQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelé l' « **Organisme** »

L'Organisme et la VILLE sont également individuellement ou collectivement désignés aux présentes comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnait que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE la VILLE de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

1.2 « **Annexe B** » : plan d'action proposé par l'Organisme;

1.3 « **Annexe C** » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

1.4 « **Arrondissement** » : l'arrondissement de Ville-Marie;

1.5 « **Directeur** » : le directeur de l'Arrondissement ou son représentant autorisé;

1.6 « **Plan d'action** » : le plan d'action de l'Organisme plus amplement décrit à l'annexe B, pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.2 de la présente Convention;

1.7 **« Rapport annuel »** : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

1.8 **« Reddition de compte » :** la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités de l'aide financière versée par la VILLE l'Organisme dans la mise en œuvre de ses initiatives pour améliorer la qualité de vie dans le quartier où il intervient. L'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans une perspective de concertation intersectorielle et multiréseaux, conformément aux Annexes A et B.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes A, B et C font partie intégrante des présentes.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A, B et C, qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 5.1, 10.2 et 10.3 des présentes, le 31 mars 2020.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Nonobstant l'article 4, une Partie à la présente convention peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix jours (90) adressé conformément à l'article 12.9 des présentes à l'autre Partie, mettre fin à la convention.

Dans une telle éventualité, l'Organisme doit remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet, la portion inutilisée de la contribution financière reçue de la VILLE ainsi que les pièces justificatives attestant l'affectation de la portion utilisée.

5.2 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature contre l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf à l'égard du remboursement, le cas échéant, de la portion inutilisée de la contribution financière de la VILLE.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La VILLE doit :

6.1 fournir à l'Organisme, dans les limites de ses moyens, son expertise en matière de ressources humaines, afin d'aider ce dernier à réaliser son Plan d'action;

6.2 verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.1 2017 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

6.2.2 2018 : 14 733 $ (QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE-TROIS DOLLARS);

6.2.3 2019 : 14 733 $ (QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE-TROIS DOLLARS).

6.3 La contribution pour la première année est entièrement versée à l'Organisme lors de la signature de la présente convention et celle des années suivantes, au plus tard dans les quinze (15) jours de la date anniversaire de la signature de celle-ci.

6.4 La VILLE peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

6.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la VILLE des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

7.1 maintenir un mécanisme permanent et structuré de concertation intersectorielle et multiréseaux en développement social sous la forme d'une table de quartier au sens des Annexes A et C et dans le respect du Plan d'action;

7.2 utiliser le financement octroyé pour soutenir les activités liées au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la table de quartier au sens des Annexes A et B;

7.3 déposer tel que précisé à l'annexe 3 de l'Annexe A, la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte doit être faite pour la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante. Elle doit comprendre l'ensemble des documents précisés à l'annexe 2 de l'Annexe A et être faite selon la forme et les paramètres que le Directeur lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Directeur.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

7.4 participer à l'évaluation de ses activités et des résultats selon les paramètres définis à l'annexe A;

7.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la VILLE (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Directeur, une copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états

financiers vérifiés au Directeur, ainsi que le Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

7.7 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'Arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

7.8 autoriser le Directeur à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

7.9 permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée.

ARTICLE 8
REPRÉSENTANT DES PARTIES

8.1 La VILLE désigne le Directeur comme son représentant.

8.2 L'Organisme désigne comme représentant le signataire de la présente convention.

8.3 Une Partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou l'Organisme.

9.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme ou un salaire à un employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

i) s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

iii) s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

iv) s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans les cas prévus au paragraphe i) de l'article 10.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention pourra être résiliée, à la discrétion de la VILLE, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par cette dernière pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus au paragraphe ii), iii) et iv) de l'article 10.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement. S'il est mis fin à la présente convention en application du présent article (défaut), toute somme non versée l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la VILLE, dans les cinq (5) jours d'une demande du Directeur à cet effet, toute somme non encore employée reçue de celle-ci.

ARTICLE 11
INDEMNISATION ET ASSURANCES

L'Organisme doit :

11.1 prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

11.2 maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par l'Organisme. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, H3H 1J9, province de Québec, Canada et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, H2L 4S8 à Montréal, province de Québec, Canada et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2017

TABLE INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL

Par : _____
Stéphane Febbrari, coordonneur

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Annexe B
Plan d'action

Le plan d'action sera transmis à la suite de son adoption par les membres de la Table à l'automne 2017.

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175179004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver les projets de convention se terminant le 31 mars 2020 intervenus avec trois organismes;

  D'accorder à cet effet, une contribution financière annuelle de 16 233$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, de 14 733$ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et de 14 733$ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, pour les périodes 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

  D'autoriser une contribution additionnelle de 16 380$ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité;

  L'impact financier pour l'arrondissement est d'une contribution annuelle de 14 000 $, sur une période de 3 ans, pour la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre Sud.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 42 000,00 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		14 000,00 $	14 000,00 $	14 000,00 $				**42 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 42 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 493317
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.

Une intervention financière sera faite par les finances pour les contributions assumées par le SDSS et Ville/MTSS

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-04-25**

Certification de fonds

NO GDD :1175179004

Numéro d'engagement de gestion: QV75179004

L'engagement de gestion a été pris dans les clés d'imputations ci-dessous:

Clé d'imputation	Montant
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	49 140,00 $
2101.0010000.101196.05803.61900.016491.0000.000000.00000.00000.00000	31 699,00 $
Total	80 839,00 $

Nom de l'organisme	Soutien accordé		
	SDSS	Entente METESS	
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	2 233,00 $	16 380,00 $	
Table de concertation de Faubourg saint-Laurent	14 733,00 $	16 380,00 $	
Interaction du quartier Peter-Mc Gill	14 733,00 $	16 380,00 $	
Total	**31 699,00 $**	**49 140,00 $**	**80 839,00 $**

Informations comptables et budgetaires

Clé d'imputataion	Libellé textuel
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001109.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / CDC Centre-Sud - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté.

1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001110.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Table de concertation Faubourg Saint-Laurent - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001111.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Interaction du quartier Peter McGill - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
2101.0010000.101196.05803.61900.016491.0000.000000.00000.00000.00000	AF-Gén-Ville de Mtl /Budget régulier /Soutien aux projets Locaux-Concertation/Dév social /Contributions à autres organismes / Autres organismes
Total	

Soutien accordé
16 380,00 $

16 380,00 $
16 380,00 $
31 699,00 $
80 839,00 $

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud	152307
2.	La table de concertation du Faubourg St-Laurent	121458
3.	La Table Inter-action du quartier Peter McGill	327786

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour la CDC Centre Sud : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2018.
Pour la Table du Faubourg St-Laurent : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2018.
Pour la Table Inter-Action Peter McGill : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2018.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		49 140,00 $						**49 140,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	1	avril	2018		31	mars	2019

Formulaire complété par : Martin Crépeau (Prénom, nom)

Date et heure système : 17 avril 2018 11:26:20

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1700, rue Amherst, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée aux présentes par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration;

N° d'inscription TPS :S.O
N° d'inscription TVQ : S.O
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.2 pour augmenter la contribution annuelle totale pour la période 2018-2019, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.2 2018 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2018__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table inter-action du quartier Peter-McGill**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec H3H 1J9, agissant et représenté aux présentes par Stéphane Febbrari, coordonnateur, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration;

N° d'inscription TPS : 86605 9745 RP0001
N° d'inscription TVQ : 120 649 8371 TQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.2 pour augmenter la contribution annuelle totale pour la période 2018-2019, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.2 2018 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

TABLE INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL

Par : _____
Stéphane Febbrari, coordonneur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2018__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Corporation de développement communautaire Centre-Sud**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 10 novembre 2016;

N° d'inscription TPS : 283135ALERT1710
N° d'inscription TVQ : 101788769DQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.2 pour augmenter la contribution annuelle totale pour la période 2018-2019, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.2 2018 : 32 613 $ (TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT TREIZE DOLLARS);

2. **Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.**

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2018__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Certification de fonds

NO GDD :1175179004 ADDENDA

Numéro d'engagement de gestion: AD75179004
L'engagement de gestion a été pris dans les clés d'imputations ci-dessous:

Provenance	Montant
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	49 140,00 $
Total	49 140,00 $

Nom de l'organisme	Soutien supplémentaire Entente METESS	Soutien accordé SDSS
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	16 380,00 $	2 233,00 $
Table de concertation de Faubourg saint-Laurent	16 380,00 $	14 733,00 $
Interaction du quartier Peter-Mc Gill	16 380,00 $	14 733,00 $
Total	**49 140,00 $**	**31 699,00 $**

Informations comptables et budgetaires

Clé d'imputataion	Libellé textuel	2018	2019
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001109.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / CDC Centre-Sud - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté.	**16 380,00 $**	**- $**
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001110.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Table de concertation Faubourg Saint-Laurent - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**16 380,00 $**	**- $**
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001111.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Interaction du quartier Peter McGill - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**16 380,00 $**	**- $**
2101.0010000.101196.05803.61900.016491.0000.000000.00000.00000.00000	AF-Gén-Ville de Mtl /Budget régulier /Soutien aux projets Locaux-Concertation/Dév social /Contributions à autres organismes / Autres organismes	**31 699,00 $**	**31 699,00 $**
Total		**80 839,00 $**	**31 699,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175179004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"- De modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140$;

- D'approuver les projets de convention se terminant le 31 mars 2019 intervenus avec ces trois organismes."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 49 140,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		49 140,00 $

Informations comptables:

Cette dépense additionnelle sera entièrement assumée par l'agglomération, tel que spécifié dans l'intervention du Service des finances, donc aucun impact sur le budget de Ville Marie.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-04-20**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175179004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud	152307
2.	La table de concertation du Faubourg St-Laurent	121458
3.	La Table Inter-action du quartier Peter McGill	327786

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour la CDC Centre Sud : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2019.
Pour la Table du Faubourg St-Laurent : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2019.
Pour la Table Inter-Action Peter McGill : contribution annuelle additionnelle de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTSS pour 2019.

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		49 140,00 $						**49 140,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	1	avril	2019	Date de fin :	31	mars	2020
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 22 février 2019 15:41:19

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1700, rue Amherst, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée aux présentes par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration;

N° d'inscription TPS :S.O
N° d'inscription TVQ : S.O
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.3 pour augmenter la contribution annuelle totale pour la période 2019-2020, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.3 2019 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2019__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Table inter-action du quartier Peter-McGill, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Table inter-action du quartier Peter-McGill**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec H3H 1J9, agissant et représenté aux présentes par Stéphane Febbrari, coordonnateur, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration;

N° d'inscription TPS : 86605 9745 RP0001
N° d'inscription TVQ : 120 649 8371 TQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.3 pour augmenter la contribution annuelle totale pour la période 2019-2020, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.3 2019 : 31 113 $ (TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS);

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019

TABLE INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL

Par : _____
Stéphane Febbrari, coordonneur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2019__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, **approuvée par la résolution CA17 240250.**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **La Corporation de développement communautaire Centre-Sud**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 10 novembre 2016;

N° d'inscription TPS : 283135ALERT1710
N° d'inscription TVQ : 101788769DQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 31 mars 2020 pour soutenir la mission de l'Organisme et lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise pour le soutien au développement social, et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QU'une partie du financement de l'Initiative est octroyée dans le cadre de Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS);

ATTENDU QUE l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) est signée annuellement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240250, du 9 mai 2017 :

1. **Modifier l'article 6.2.3 pour augmenter la contribution annuelle totale pour l'année 2019-2020, de manière à y inclure le versement du montant de 16 380 $ (SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT DOLLARS), prévu dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);**

Article 6.2 La Ville doit verser à l'Organisme, à chacune des années suivantes, la contribution financière indiquée en regard de celle-ci, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) :

6.2.3 2019 : 32 613 $ (TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT TREIZE DOLLARS);

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 2019__ (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

NO GDD :1175179004 ADDENDA

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2019-2020, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

De modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380$ pour trois organismes pour la période 2019-2020, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution totale de 49 140$.

Informations comptables et budgetaires

Clé d'imputataion	Libellé textuel	2019
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001109.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / CDC Centre-Sud - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté.	**16 380,00 $**
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001110.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Table de concertation Faubourg Saint-Laurent - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**16 380,00 $**
1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.001111.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / table des quartiers / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Interaction du quartier Peter McGill - Soutien aux démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**16 380,00 $**
Total		**49 140,00 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 99 625 84 $, taxes incluses, à Groupe Marchand Architecture et Design inc., pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ (appel d'offres public VMP-19-010 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell (appel d'offres public VMP-19-010 _ 2 soumissionnaires);
D'approuver la convention de services professionnels avec Groupe Marchand Architecture & Design Inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu le meilleur pointage final, au prix de sa soumission, soit au prix total de 99 625 84 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-24 10:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195258001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 99 625 84 $, taxes incluses, à Groupe Marchand Architecture et Design inc., pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ (appel d'offres public VMP-19-010 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc de quartier Charles S. Campbell, est un lieu bordé d'arbres et d'aménagements floraux, privilégié pour se détendre, profiter des attraits de la nature ou pratiquer des loisirs en plein air (danse en ligne, pétanque, patinage et piste de curling). Il est situé dans le district St-Jacques de l'arrondissement Ville-Marie.
En 2012, la pataugeoire a été démolie et le site a été réaménagé. Depuis 2014, les enfants de 2 à 5 ans bénéficient d'une toute nouvelle aire de jeu. Facilement accessible et sécuritaire, celle-ci est clôturée et dispose d'un vaste espace.

En ce qui concerne le chalet de parc, qui servait comme pavillon des baigneurs avant la démolition de la pataugeoire, est utilisé actuellement par divers organismes qui s'occupent de la gestion d'activités communautaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 1170225001 -Résolution CA17 240166 du 11 avril 2017 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'unités sanitaires automatisées et autoriser une dépense maximale de 3 091 335,12 $.

DESCRIPTION

Les documents de référence sur l'état et la conformité des immeubles de la Ville concluent que pour le chalet en question, plusieurs composants tels que l'enveloppe extérieure et les systèmes électriques et mécaniques, ont atteint un degré de vétusté important. En outre,

l’arrondissement de Ville-Marie souhaite rehausser l’état de l’immeuble, en le rénovant entièrement et améliorer l’aménagement des espaces existants afin d’assurer que les citoyens puissent profiter d’installations sécuritaires et pleinement fonctionnelles.
À part de la réfection de la toiture en 2009, aucune autre intervention semble n’a été réalisée au chalet de parc, d’une superficie de 128 m.ca et construit en 1968.

L'enveloppe extérieur sera rénové, et l’ensemble des services, tel que l’aqueduc, l’égout et l’électricité alimentant le bâtiment seront remplacés. L'espace de rangement sera optimisé et la finition intérieur sera rafraîchie. Un comptoir avec évier, un bureau fermé, une sortie d'eau extérieure et des prises électriques seront ajoutés afin de servir les équipes de la Direction de la culture, du sport et loisirs et du développement social qui utilisent le parc.

De plus, considérant la proximité d’une clientèle de tous âges ainsi que la volonté de la Ville de rendre les immeubles publics accessibles à tous, il est requis d’adapter l'accès et l'équipement sanitaire du bâtiment aux critères d’accessibilité universelle.

En 2017, l’arrondissement Ville-Marie a fait l’acquisition de toilettes autonettoyantes, dont un modèle pouvant être encastrée dans un bâtiment. Le présent projet, prévoit la rénovation du bâtiment et son réaménagement intérieur afin d'y intégrer une toilette autonettoyante pour le public. Aussi, une toilette existante sera conservée et rénovée entièrement aux fins d'utilisation par les divers organismes occupant le chalet.

Dans le but de supporter l’équipe en place, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels en architecture et en ingénierie pour l’élaboration des plans, devis, l’estimation, l’accompagnement durant l’appel d’offre pour construction et la surveillance des travaux prévus au présent projet.

L’Adjudicataire devra coordonner et contrôler l’ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet, du relevé jusqu’à la construction, tel que décrit dans le Projet de Convention mis en annexe. Chaque discipline demeure responsable de l’information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d’offres de construction.

Les services professionnels incluent sans s'y limiter :

§ l'analyse du programme de travaux et des données fournies;
§ le relevé du site et la mise en plan dans toutes les disciplines;
§ la préparation des plans d’aménagement détaillés ;
    o En architecture : (incluant les volets aménagements des espaces, accessibilité universelle, signalisation, CCU, modification des ouvertures sur murs extérieurs, etc.)
    o En génie du bâtiment : climatisation, ventilation, chauffage, plomberie, sécurité incendie, charpente (structure), électricité, incluant l’électronique incluant caméras, etc.);
    o En génie civil.
§ la préparation des documents d’appel d’offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
§ suivi pendant et après la période de l’appel d’offres;
§ le suivi de chantier et la gestion de changements si requis;
§ l'acceptation des travaux;
§ l’assistance pendant la période de garantie.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres publique a été lancé le 25 avril 2019. Après 18 jours calendriers alloués pour la période de soumission, le dépôt des offres a été fait le 13 mai 2019 à 11h00.

Selon la liste des commandes de SÉAO, le cahier des charges a été commandé par quatre (4) firmes, dont deux (2) ont soumis une offre de service.

Aucun addenda n'a été émis durant la période d'appel d'offres.

Le délai prévu pour la validité des soumissions est de quatre-vingt-dix (90) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions.

Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Deux (2) offres de services ont été reçues puis analysées en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de la proposition technique sans les honoraires - enveloppe no 1). Les deux firmes ont obtenu la note de passage requis, afin d'être admissibles à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services incluant les honoraires - enveloppe no 2).

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (contingences 10%) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe Marchand	73,17	12,36	99 625 84 $	9 962 58 $	109 588 42 $
Catalyse urbaine	82,00	7,29	181 193 13 $	18 119 31 $	199 312 44 $
Dernière estimation interne ($)			101 655 00 $	10 165 00 $	111 820 00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					-2 231 58 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					1,99 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)					89 724 02 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					81,8 %

L'estimation interne de l'arrondissement a été préparée par un consultant spécialisé, de façon détaillée en fonction de l'analyse des travaux prévus et des prix du marché et dont le coût global a servi comme base pour estimer les honoraires professionnels. L'écart favorable entre l'adjudicataire et l'estimation interne représente moins de 2 %.

L'écart entre la deuxième meilleure note et l'adjudicataire est de 81 % et s'explique principalement pour une surévaluation des honoraires, notamment pour le volet en architecture.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de Groupe Marchand Architecture & Design Inc., puisqu'elle a obtenu le meilleur pointage final.

Le soumissionnaire Groupe Marchand Architecture & Design Inc. n'est pas inscrit sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette entreprise n'est pas non plus inscrite au RENA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières jointes à ce dossier.
Le montant maximal prévu de la dépense est de 109 588 42 $ (taxes incluses) et sera assumé comme suit :

Ce montant comprend le prix de 99 625 84 $ du contrat et un budget prévisionnel de

contingences, déboursés et changement de quantités de 9 962 58 $ (taxes incluses). Le montant de la dépense à autoriser est de 109 588 42 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant la politique de développement durable de la Ville de Montréal.
Les soumissionnaires sont invités à mettre en place des mesures pour la protection de l'environnement comme l'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie, la mise en place de système d'énergie renouvelable, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En n'intervenant pas sur le bâtiment, les conséquences appréhendées seraient que la dégradation du bâtiment atteigne un niveau important qui risque de compromettre l'utilisation des composants et des services existants. Le déficit d'investissement de l'immeuble continuerait également à augmenter.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En avant projet, les organismes communautaires ont été rencontrés pour les informer et discuter de l'ensemble d'interventions prévues au projet. En cours de réalisation de projet, un plan de communications sera établi par l'arrondissement de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

§ Choix des professionnels avril 2019 à juin 2019

- § Préparation devis et plans juin 2019 à septembre 2019
- § Appel d'offres entrepreneurs octobre 2019
- § Octroi du contrat à l'entrepreneur novembre 2019
- § Exécution des travaux novembre 2019 – juin 2020
- § Acceptation provisoire des travaux juin 2020
- § Assistance durant la période de garantie : (12 mois)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Josée POIRIER, 22 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

John AGUILAR
Agent technique

Tél : 514-872-9550
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

José PIERRE
Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514-872-1462
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 99 625 84 $, taxes incluses, à Groupe Marchand Architecture et Design inc., pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ (appel d'offres public VMP-19 -010 - 2 soumissionnaires)

VMP-19-010_PV.pdf GMAD_SommairePrix.pdf ListeCommandes_SÉAO.pdf

VMP-19-010_Comité - Évaluation_21-05-2019.pdf

VMP-19-010_Analyse conformité administrative_serv.pro.pdf

VMP-19-010_Convention_projet.pdf Aspect financier_GDD 1195258001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

John AGUILAR
Agent technique

Tél : 514-872-9550
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 99 625 84 $, taxes incluses, à Groupe Marchand Architecture et Design inc., pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ (appel d'offres public VMP-19 -010 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195258001-.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie
Montréal

Acquisition de services professionnels Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation du chalet de parc, incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante - Parc Charles S. Campbell

VMP-19-010

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 13 mai 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 25 avril 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats et de madame Nathalie Deret, agente de recherche.

S'agissant de soumissions relatives à la fourniture de services professionnels dont le prix soumis doit, à cette étape, demeurer confidentiel selon la loi, seules les informations qui suivent concernant les soumissionnaires sont déclarées à haute voix :

Soumissionnaires
Catalyse Urbaine inc. 1162099494
Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) 1164690340

Julie-Roy 13-05-2019
Julie Roy — date
Préposée à la gestion des contrats

2019-05-13
Nathalie Deret — date
Agente de recherche

2019-05-13
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

Montréal

Direction des travaux publics Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-19-010 services professionnels APP_161_SP_R2_201107_public_20170817

Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation du chalet de parc, incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell.

Description

a)	Conception - Validation des données et relevés		4 400.00 $
b)	Service de base en architecture (incluant rôle de coordonnateur)		20 000.00 $
c)	Service de base en génie civil		22 450.00 $
d)	Service de base en structure		8 000.00 $
e)	Service de base en électricité		12 000.00 $
f)	Service de base en mécanique		15 000.00 $
g)	Coût séparé pour réunion de chantier supplémentaire	1 200.00 $ x 4	4 800.00 $
	SOUS-TOTAL		86 650.00 $

Taxe sur les produits et services (5 %) : 4 332.50 $

Taxe de vente provinciale (9,975 %) : 8 643.34 $

TOTAL : 99 625.84 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.

Adresse
1700 - 555 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
MONTREAL	H2Z 1B1	514-904-2878	514-906-0806

Nom de la personne responsable (en majuscules)
ALAIN-SERGE MARCHAND, ARCHITECTE, PRÉSIDENT

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	13	05	2019

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-19-010
Numéro de référence : 1261802
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation du chalet de parc, incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante Parc Charles S. Campbell

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
catalyse urbaine, architecture et architecture de paysage 1100 de Condé Montréal, QC, H3K 2E3 http://www.catalyseurbaine.com	Madame Juliette Patterson Téléphone : 514 934-6346 Télécopieur : 514 912-6346	**Commande : (1584330)** 2019-04-25 10 h 17 **Transmission :** 2019-04-25 10 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Marchand Architecture & Design 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1586232)** 2019-04-29 16 h 28 **Transmission :** 2019-04-29 16 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1584682)** 2019-04-25 15 h 53 **Transmission :** 2019-04-25 15 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LGT 130-1000 rte de l'Église Québec, QC, G1V 3V9 http://www.lgt.ws/	Madame Andrée-Laurence Blanchet Téléphone : 418 651-3001 Télécopieur : 418 653-6735	**Commande : (1585639)** 2019-04-29 9 h 01 **Transmission :** 2019-04-29 9 h 01	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

VMP-19-010 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour la rénovation du chalet de parc, incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante_Parc Charles S.Campbell

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production de la firme, organisation du projet et échéancier 20%	Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires 30%	Expertise et expérience du chargé de projet et de son équipe affectée au mandat 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Catalyse urbaine Inc.	4,00	11,67	16,67	24,00	25,67	82,00	181 193,13 $	**7,29**	**2**
Groupe Marchand Architecture & Design inc.	3,50	12,33	14,00	22,00	21,33	73,17	99 625,84 $	**12,36**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	mardi 21-05-2019
Heure	11h00
Lieu	800 De Maisonneuve est, Rez-de-chaussée Salle Quartier chinois

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Julie Roy

Entreprise/soumissionnaire	1-Catalyse urbaine Inc.	2-Groupe Marchand Architecture & Design Inc.	3-	4-	5-
NEQ	1162099494	1164690340			
SIGNATAIRE	Juliette Patterson	Alain-Serge Marchand			
TELEPHONE	514 934-6346 #112	514 904-2878			
COURRIEL	j.patterson@catalyseurbaine.com	asm@gmad.ca			

VALIDATION

SIGNATURE Sommaire du formulaire de soumission	Conforme	Conforme			
BORDEREAU DE SOUMISSION - sommaire, détaillé COMPLÉTÉS	Conforme	Conforme			
Garantie/ Cautionnement de soumission 10%	S.O.	S.O.			
SECTION A DU BORDEREAU - LIENS D'AFFAIRES (Formulaire de soumission) COMPLÉTÉE	Conforme	Conforme			
SECTION A DU BORDEREAU - ADDENDA (Formulaire de soumission) COMPLÉTÉE	Conforme	Conforme			
VERIFICATION SI LES SOUMISSIONNAIRES ONT ACHETÉS LE CAHIER DES CHARGES SUR SEAO SI AO PUBLIC (VERIFIER NOM ET IMMATRICULATION)	Conforme	Conforme			
Vérifier le REQ (Registre des entreprises Québec) et Imprimer le PDF	Conforme	Conforme			
https://rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/	Conforme	Conforme			
Vérifier la liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle	Conforme	Conforme			
Vérifier le registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de Gestion Contractuelle	Conforme	Conforme			
Vérifier la liste des firmes à rendement insatisfaisant	Conforme	Conforme			
No de fournisseur Ville	137817	396586			

Vérifier l'AMF (Autorité des marchés financiers)	**AMF**	lien	**S.O.**	**S.O.**			
Vérifier au RBQ (Regie du bâtiment du Québec)	**RBQ**	lien	**S.O.**	**S.O.**			

VÉRIFICATIONS DES DOCUMENTS

1	INSCRIPTION À LA CNESST	Conforme	Conforme			
2	LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.	S.O.	S.O.			
3	AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE	à l'octroi	à l'octroi			

Convention - Services professionnels - Architecture et génie de bâtiment

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

SPECIMEN

PROGRAMME DE PROTECTION
DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

INDEX :

Ville de Montréal
Service des immeubles

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

SPECIMEN

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
- 5.2.1 Généralités
- 5.2.2 Méthode du pourcentage
- 5.2.3 Méthode du taux horaire
- 5.2.4 Méthode du forfait

5.3 MODIFICATIONS
- 5.3.1 En phase de conception
- 5.3.2 En phase de construction
- 5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

SPECIMEN

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **[CHOISIR OBLIGATOIREMENT UNE SEULE DÉSIGNATION SELON L'INSTANCE DÉCISIONNELLE FINALE QUI DOIT APPROUVER LA CONVENTION]**;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **(NOM DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHITECTES)**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), déclarant lui-même(elle-même) être associé(e) et être expressément autorisé(e) à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **(NOM DE LA CORPORATION D'INGÉNIEURS)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

ET : **(NOM DE LA CORPORATION D'INGÉNIEURS)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

AVERTISSEMENT : **SI LA PRÉSENTE CONVENTION EST CONCLUE DE GRÉ À GRÉ, VOUS DEVEZ AJOUTER L'ATTENDU SUIVANT :**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Architecte et à l'Ingénieur;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SPÉCIMEN

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs, mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

SPECIMEN

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du (inscrire la date) est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville comme spécifié à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

SPECIMEN

Le document présenté le (inscrire la date) par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

(Décrire le projet) comme prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

SPÉCIMEN

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à

SPÉCIMEN

la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes, et ce, sans frais pour la Ville.

SPÉCIMEN

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet, comme indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Compte rendu des réunions à toutes les personnes présentes	1

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

SPÉCIMEN

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

SPECIMEN

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

SPECIMEN

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour

SPECIMEN

exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.

Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

SPECIMEN

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

SPÉCIMEN

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » comme définie à l'article 6 de la présente convention;

SPECIMEN

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe « B » à 50 %, classe « A » à 90 % et classes « A » et « A1 » à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation de l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10

SPECIMEN

jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

SPECIMEN

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis à la suite de la suspension du projet ou des travaux, ou à la suite des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou à la suite des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

SPÉCIMEN

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de (inscrire le montant en chiffres et en lettres) ($), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de (inscrire le pourcentage %) pour les services d'architecture et pour les services d'ingénierie, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

SPÉCIMEN

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel comme indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima

SPECIMEN

de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si l'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de (inscrire les noms). Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

SPECIMEN

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape de surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

SPÉCIMEN

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications à la suite de l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

SPECIMEN

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

SPECIMEN

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

SPÉCIMEN

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

SPÉCIMEN

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

SPECIMEN

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

(ARCHITECTE)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Comité exécutif ou Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (Résolution).

SPECIMEN

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195258001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Groupe Marchand Architecture et design inc.	396586

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		82 191,31 $	27 397,11 $					**109 588,42 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 24

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	13	juin	2019		30	juillet	2020

Formulaire complété par : John Aguilar

Prénom, nom

Date et heure système : 22 mai 2019 12:24:02

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195258001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense maximale de 109 588 42 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la rénovation d'un chalet de parc incluant l'ajout d'une toilette autonettoyante _ Parc Charles S. Campbell (appel d'offres public VMP-19-010 _ 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu la note de passage, au prix de sa soumission, soit au prix total de 99 625 84 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
100,0			100,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220230 Parc Charc S.Campbell- Rénovation du chalet

2019	2020	2021	Total
100,0			100,0

Information comptable (Montants en dollars)

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM95258001 au montant de 100 068,83 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 100 068,83 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 99 625,84 $ Crédits (Net ristourne): 90 971,67 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54301	000000	0000	179040	000000	22025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 9 962,58 $ Crédits (Net ristourne): 9 097,16 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54301	000000	0000	179040	028057		00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-05-23**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.06

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 154 409,02 $, taxes incluses, afin d'augmenter le montant des incidences et des contingences dans le cadre du contrat de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) majorant ainsi la dépense maximale à 1 610 407,45 $

Autoriser une dépense additionnelle de 154 409,02 $ taxes incluses pour les frais incidents et les contingences, dans le cadre de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) pour un total maximale de 1 610 407,45 $;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-24 11:52

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 4 juillet 2018	Résolution: CA18 240407

Accorder un contrat de 1 188 180,39 $ à Ventec inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ (appel d'offres public VMP-18-015 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ pour les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton (appel d'offres public VMP-18-015 – 1 soumissionnaire);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 1 188 180,39 $ à Les entreprises Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 1 188 180,39 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17
1186143002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 juillet 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186143002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 154 409,02 $, taxes incluses, afin d'augmenter le montant des incidences et des contingences dans le cadre du contrat de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) majorant ainsi la dépense maximale à 1 610 407,45 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense additionnelle de 154 409,02 $ majorant la dépense totale autorisée de 1 455 998,43 $ à 1 610 407,45 $ taxes incluses dans le cadre du projet d'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton).

L'estimation initiale en lien avec l'élimination des sol (frais incidents) ainsi que les quantités prévues au bordereau de soumission, effectuée par la firme externe, Groupe ABS inc. était sous-estimée. La firme mandatée pour le volet environnementale, Groupe ABS inc., a estimé à 78 277,89 $ avant taxes (90 000 $, taxes incluses) le coût de disposition des sols aux frais de la Ville. Avec cet ajout, le montant des frais incidents passe de 129 593,39 $ à 212 220,05 $ avant taxes (244 000 $, taxes incluses)

De plus, dû à un incident survenu lors de ces mêmes travaux (réhabilitation environnementale), un montant additionnel pour les contingences sera nécessaire pour la suite et fin des travaux.

Par conséquent, les montants pour la surveillance environnementale et des frais de laboratoire et autres frais technique devront être augmentés de 30 000 $ et 5 000 $ respectivement.

Une dépense additionnelle maximale de 154 409,02 $ (taxes incluses) est requise pour la poursuite des travaux:
95 000 $ pour frais incidents
59 409.02 $ de budget prévisionnel de contingences

Frais incidents : Projet parc Guy / Paxton (Index 1029)	**Montants octroyés**	**Dépenses**	

Disposition des sols (différents fournisseurs)	90 000 $	150 000 $	
Surveillance environnementale (EXP)	25 000 $	55 000 $	
Frais de laboratoire et autres frais technique (SNC Lavalin)	20 000 $	25 000 $	
Mobilier urbain fourni par la Ville	12 000 $	12 000 $	
Panneau de chantier	1500 $	1500 $	
Enseigne de parc	500 $	500 $	
	149 000 $	244 000 $	-95 000 $
Contingences	**10%**	**15%**	
	118 818,04 $	178 227,06 $	-59 409,02 $

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Agent(e) technique en architecture de paysage

514 872-4518
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 188 180,39 $ à Ventec inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ (appel d'offres public VMP-18-015 – 1 soumissionnaire)

D'octroyer à les entreprises Ventec Inc, seul soumissionnaire conforme, un contrat pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 188 180,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-18-015.
D'autoriser une dépense de 1 455 998,43 $ [montant contrat+ contingences + incidences], taxes incluses, pour les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton.

D'autoriser une dépenses de 118 818,04 $ (incluant taxes) à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépenses de 149 000 $ (incluant taxes) à titre de budget de dépenses incidentes.

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-22 14:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186143002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 188 180,39 $ à Ventec inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ (appel d'offres public VMP-18-015 – 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel est à l'effet d'octroyer un contrat pour l'exécution de travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton (nom usuel) afin de le mettre au goût du jour. Le parc Guy / Paxton deviendra un lieu accueillant et convivial pour tous.

Les travaux de réaménagement du parc Guy / Paxton s'inscrivent dans l'esprit de rénovation et d'amélioration générale d'un parc de quartier dont les aménagements datent de plusieurs décennies.

La Division des Parcs et de l'horticulture a procédé au lancement d'un appel d'offres public le 5 juin 2018 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 juin 2018.

Ce parc est bordé à l'ouest par la rue Guy, à l'est par la rue Place Victor-Hugo, entre la rue Paxton au sud et la rue Saint-Jacques, au nord.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA17 240667 du 12 décembre 2017 - Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 99 685,63 $ à Lashley + Associates Corporation pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 99 685,63 $ (appel d'offres public VMP-17-044 – 13 soumissionnaires)
Résolution CE18 0672 - D'approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15 1107 et CM15 1266, l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur Les entreprises Ventec Inc. réalisée par l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace dans le cadre du contrat pour la construction de trottoirs élargis (saillis) là où requis, sur différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace (saillis 2016-2) (appel d'offres CDN-NDG-AOP-16-TP-030). Cette entreprise sera inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de 2 ans à compter de ce jour.

DESCRIPTION

Le projet consiste au réaménagement du parc, en y créant des installations vouées à la détente et au jeu. Il s'agit de démolir les aménagements existants, et ensuite d'exécuter les travaux d'aménagement extérieurs requis. Les sols excavés devront être gérés en tenant compte de leur taux de contamination.

L'aménagement consiste principalement à la mise en place d'aires de jeu pour enfants de 5-12 ans, l'aménagement d'une aire de repos avec mobilier urbain, la création de plates-bandes de vivaces et d'arbustes, le renouvellement du pavage au sol et l'ajout de clôtures, l'implantation de supports à vélos et corbeilles à déchets/recyclage ainsi que l'optimisation de l'éclairage.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP-18-015 visant les travaux d'aménagement précités, au total six (06) représentants d'entreprise se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et une (01) entreprises ont déposé une soumission, à savoir:

Firmes soumissionnaires	Prix avant taxes	Taxes	Contingences (10%) Taxes incluses	Total (TTC)
Les Entreprises Ventec Inc.	1 033 425,00 $	154 755,39 $ $	118 818,04 $	1 306 998.43 $
Dernière estimation réalisée	982 865,20 $	147 184,06 $	113 004,92 $	1 243 054.19 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*				N/A
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse)) x 100*				N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*				N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse)) x 100*				N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*				- 63 944.24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation)) x 100*				- 5.14 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*				N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse)) x 100*				N/A

EXPLICATION DES ÉCARTS

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que les entreprises Ventec Inc (plus bas soumissionnaire) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 20 juin 2018.

Ce contrat n'étant pas visé par la Loi sur l'intégrité en matières publics, l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Le montant de la soumission reçue comprend les taxes applicables en vigueur pour 2018.

Avec l'adoption en décembre 2012 du projet de Loi 8 modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, le gouvernement du Québec a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet dorénavant aux municipalités de « refuser, à certaines conditions, la soumission d'un entrepreneur qui a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant à l'égard d'un contrat antérieur.

Les entreprises Ventec Inc. est inscrit sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal (Voir les décisions antérieures et le sommaire décisionnel de son inscription en pièce jointe).

En vertu de l'encadrement C-RM-APP-D-17-001 *Évaluation du rendement des fournisseurs* de la Ville de Montréal, si le plus bas soumissionnaire conforme est sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant, les responsables de l'arrondissement peuvent recommander au conseil d'arrondissement l'une des options suivantes :

- Octroyer le contrat bien que le plus bas soumissionnaire conforme soit sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant en justifiant ce choix;
- Octroyer le contrat au second soumissionnaire conforme qui n'est pas sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant;
- Annuler l'octroi du contrat s'il n'est pas jugé à l'avantage de la Ville de l'octroyer au second soumissionnaire.

L'inscription de l'entreprise Ventec Inc sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (FRI) a été faite à la suite de services jugés insatisfaisant lors d'opérations de construction des trottoirs élargis (saillis).

Étant donné que:

- L'entrepreneur à déjà réalisé plusieurs projets des parcs à l'arrondissement de Ville-Marie;
- Le rendement de l'entrepreneur a été satisfaisant lors de la réalisation des contrats à Ville-Marie;
- Le service attendu par l'entrepreneur est de nature complètement différente de celui pour lequel l'entreprise a été inscrit sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant;
- Le soumissionnaire est le seul soumissionnaire conforme;
- Il ne serait pas avantageux pour la Ville de recommencer le processus d'appel d'offres et compromettre la réalisation du réaménagement du parc dans l'année en cours, projet tant attendu par les riverains;
- Ces travaux visait, entre autres, à résoudre une problématique d'égout qui affecte directement un des citoyens adjacent au parc;
- Il ne serait pas financièrement avantageux de recommencer le processus d'appel d'offres puisque la Ville a déjà dépensé des sommes en services professionnels, contrat qui devrait être annulé et octroyer à nouveau dans une nouvelle appel d'offres;

Pour ces motifs, il est recommandé d'octroyer le contrat à les entreprises Ventec Inc, le seul soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges au montant de 1 188 180,39 $ taxes incluses.
Nous recommandons d'autoriser des crédits de 149 000 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

Disposition des sols: 90 000 $
Surveillance environnementale: 25 000 $
Frais de laboratoire et autres frais technique: 20 000 $
Mobilier urbain fourni par la Ville: 12 000 $
Panneau de chantier: 1500 $
Enseigne de parc: 500 $

La dépense totale à autoriser est de 1 455 998,43 $ (taxes incluses).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont:
a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues et le ciel nocturne.
b. Un contrôle des sédiments et d'évacuation de ceux-ci hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé et /ou récupéré.
g. Conservation de la végétation existante. Le parc possède des nombreux arbres matures qui ont été pris en considération lors de la conception et le seront durant la construction. Le nouvel aménagement assurera la longévité de ces arbres qui représentent un patrimoine écologique indéniable;
h. Gestion des eaux de ruissellement en favorisant le retour des eaux de pluie dans le sol en créant trois basins de rétention qui favorisent l'absorption vers la nappe phréatique, une noue végétalisée dans le but de ralentir le ruissellement des eaux donné par une topographie escarpée et l'intégration des surfaces minérales perméables;
i. Diminution des Ilots de chaleur par l'augmentation de la surface végétale, le couvert végétal a été prolongé aux limites du stationnement existante et une plantation d'arbres aura lieu sur les nouvelles zones du parc;
j. Aspect social du nouvel aménagement qui auront un impact positif dans la vie sociale du quartier et seront propices aux initiatives sociales et communautaires

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus de créer une aire de jeu pour les jeunes et les moins jeunes, attrayantes et sécuritaires, ce projet permettra d'améliorer la qualité de vie générale du milieu et favorisera les échanges sociaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: Juillet 2018
Réalisation des travaux: Été/automne 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, incluant les clauses de prévention de la collusion et de la fraude.
Par ailleurs, les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges de l'appel d'offres public.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Mélanie BEAUDOIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-21

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint

Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2018-06-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 154 409,02 $, taxes incluses, afin d'augmenter le montant des incidences et des contingences dans le cadre du contrat de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) majorant ainsi la dépense maximale à 1 610 407,45 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1186143002-ADDENDA_Informations comptables.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources finacières

Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 154 409,02 $, taxes incluses, afin d'augmenter le montant des incidences et des contingences dans le cadre du contrat de l'aménagement du parc Prudence-Heward (anciennement parc Guy / Paxton) majorant ainsi la dépense maximale à 1 610 407,45 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186143002-addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 1 188 180,39 $ à Ventec inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ (appel d'offres public VMP-18-015 – 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1186143002-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514-872-1054

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-21

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 514 872-8440
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 1 188 180,39 $ à Ventec inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton et autoriser une dépense maximale de 1 455 998,43 $ (appel d'offres public VMP-18-015 – 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1186143002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-21

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-18-015**
Titre d'AO :	**Aménagement du parc Guy / Paxton**
Date d'ouverture :	**2018-06-20**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	oui
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 188 180,39 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	N/A
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	N/D
Dernière estimation :	1 130 049,26 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	5%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	N/A
Nombre de soumissions déposées :	1

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les entreprises Ventec inc.	1 188 180,39 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Sbai Yassine	2018-06-20
Vérifiée par :	Date :	

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

Soumission Ville: **VMP-18-015**
SEAO:

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
5	6	2018	20	6	2018	

Parc Guy / Paxton

Description et sommaire de soumission	Montant
Aménagement du parc	
Montant total avant taxes :	1 033 425,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	51 671,25 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	103 084,14 $
Montant total :	**1 188 180,39 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145668878

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les entreprises Ventec inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5600, rue Notre-Dame ouest, Montréal QC H4C 1V1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514 932-5600	
GINO VENTURA, PRÉSIDENT	Télécopieur :	514 932-8972	
	Courriel :	info@ventecinc.com	
Signature:	Jour: 20	Mois: juin	Année: 2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-015

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Parc Guy / Paxton

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
CCAS Cahier des clauses administratives speciales						$ 18 000,00
33-93-55 Protection des végétaux						$ 7 300,00
2-115 Démolition, enlèvement et récuperation						$ 43 060,00
2-120 Réhabilitation, environementale						$ 194 625,00
2-220 Terrassement, excavation et remblayage						$ 40 400,00
2-410 Drain français						$ 104 500,00
2-430 Drainage						$ 9 000,00
2-443 Fontaines, douches et bouches d'arrosage						$ 13 750,00
2-451 Metaux ouvrés						$ 9 500,00
2-460 Appareils de jeu						$ 76 400,00
2-477 Équipement de parc						$ 21 900,00
2-484 Apport de terre de culture						$ 19 000,00
2-485 Gazonnement						$ 9 700,00
2-490 Fourniture de végétaux						$ 35 700,00
2-491 Plantation de végétaux						$ 22 650,00
2-514 Pavés préfabriqués						$ 108 400,00
2-535 Revêtement pour aire de jeu						$ 82 500,00
3-310 Bétonnage pour aménagements extérieurs						$ 34 100,00
3-450 Éléments préfabriqés en béton						$ 84 000,00
16-100 Éléctrifiction						$ 89 940,00
AUTRES TRAVAUX						
2-510 et 2-513 Pavage et trottoir hors parc						$ 9 000,00
						$

N°. d'inscription de la TPS: 892358144

N°. d'inscription de la TVQ: 1018949055

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
$ 1 033 425,00	51 671,25 $	103 084,14 $	1 188 180,39 $

Identification du soumissionnaire:

Gino Ventura
Nom en caractères d'imprimerie

514 932-5600
Téléphone

514 932-8972
Télécopieur

Président
Titre

info@ventecinc.com
Adresse courriel

20 juin 2018
Signature et date

Section C - Bordereau de soumission

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Aménagement du parc Guy / Paxton**

Soumission : **VMP-18-015**

Bordereau à prix forfaitaire

Fasc.	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
CCAS	**Cahier des clauses administratives spéciales**						
	Frais généraux	1	global	x	8 000,00 $	=	8 000,00 $
	Assurances et cautionnement	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Implantation à la station totale	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Total du CCAS						18 000,00 $
33-93-55	**Protection des végétaux**						
	Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire	1	global	x	7 300,00 $	=	7 300,00 $
	Total du 33-93-55						7 300,00 $
2-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Surface en terre/gazon à décaper	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation	1	global	x	8 000,00 $	=	8 000,00 $
	Surface de pavés préfabriqués à enlever, incluant la fondation	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Lit de plantation à enlever, incluant les végétaux	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Massif d'arbustes à enlever, incluant le lit de plantation	1	global	x	450,00 $	=	450,00 $
	Sections de trottoirs de béton à enlever pour raccordement à l'égout et à l'aqueduc et raccordement électrique	1	global	x	10 000,00 $	=	10 000,00 $
	Sections d'asphalte à enlever pour raccordement à l'égout et à l'aqueduc et raccordement électrique	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Muret de brique à enlever, incluant la fondation	10	ml	x	250,00 $	=	2 500,00 $
	Bordure de béton à enlever, incluant la fondation	105	ml	x	30,00 $	=	3 150,00 $
	Clôture métallique (1.2m de hauteur) à enlever, incluant les bases de béton	27	ml	x	30,00 $	=	810,00 $
	Sculpture en granit	1	unité	x	750,00 $	=	750,00 $
	Bac de compost à enlever, bac de compost à conserver pour relocalisation	2	unité	x	250,00 $	=	500,00 $
	Corbeille à déchets à enlever, incluant dalle de béton et fondation, corbeille à conserver pour relocalisation	3	unité	x	100,00 $	=	300,00 $
	Bancs de type "Ville-Marie" à enlever, incluant la dalle de béton et fondation, banc à remettre à la Ville	3	unité	x	200,00 $	=	600,00 $
	Regards à enlever	2	unité	x	1 000,00 $	=	2 000,00 $
	Total du 2-115						43 060,00 $
2-120	**Réhabilitation environnementale**						
	Travaux de gestion des sols contaminés						
	Chargement et transport des Sols A-B	522	t.m.	x	40,00 $	=	20 880,00 $
	Chargement et transport des sols B-C	640	t.m.	x	60,00 $	=	38 400,00 $

	Chargement et transport des Sols RESC	819	t.m.	x	95,00 $	=	77 805,00 $
	Mise en pile des sols	581	m3	x	20,00 $	=	11 620,00 $
	Gestion de l'eau						
	Pompage et entreposage de l'eau accumulée dans l'excavation (si requis)	5000	Litres	x	1,00 $	=	5 000,00 $
	Pompage et rejet à l'égout de l'eau entreposée (si requis)	5000	Litres	x	1,00 $	=	5 000,00 $
	Pompage, transport, traitement et élimination de l'eau contaminée (si requis)	5000	Litres	x	2,00 $	=	10 000,00 $
	Remblayage avec les sols excavés réutilisables	581	m3	x	20,00 $	=	11 620,00 $
	Remblayage avec des matériaux d'emprunt	410	t.m.	x	30,00 $	=	12 300,00 $
	Fourniture et mise en place d'une géomembrane (si requis)	400	m2	x	5,00 $	=	2 000,00 $
	Total du 2-120						194 625,00 $
2-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Le terrassement et la mise en forme générale	1	global	x	15 000,00 $	=	15 000,00 $
	Galets de rivière 3/4 - 1"	8	T.	x	250,00 $	=	2 000,00 $
	Roche décorative, type 1	10	unité	x	500,00 $	=	5 000,00 $
	Roche décorative, type 2	32	unité	x	450,00 $	=	14 400,00 $
	Matériaux pour remblai, noue végétalisée (Bassin de rétention)						
	- Sol drainant	4	m3	x	250,00 $	=	1 000,00 $
	- Pierre concassée 20mm	9	m3	x	100,00 $	=	900,00 $
	Matériaux pour remblai, puits sec (Bassin de rétention)						
	- Sol drainant	4	m3	x	250,00 $	=	1 000,00 $
	- Pierre concassée 20mm	11	m3	x	100,00 $	=	1 100,00 $
	Total du 2-220						40 400,00 $
2-410 & 2-430	**Drain français et drainage**						
	Conduite à abandonner	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Fourniture et pose d'un drain de fondation 100mm de diamètre en PEHD 320 kPa perforé incluant pierre nette et géotextile	55	ml	x	75,00 $	=	4 125,00 $
	Fourniture et pose d'un drain de fondation 100mm de diamètre en PEHD 320 kPa non perforé incluant pierre nette et géotextile	35	ml	x	75,00 $	=	2 625,00 $
	Fourniture et pose de tuyau en PVC DR-28 150 mm. 2-8, 6.06.	5	ml	x	100,00 $	=	500,00 $
	Fourniture et pose de tuyau en PVC DR-28 200 mm. 2-8, 6.06.	20	ml	x	150,00 $	=	3 000,00 $
	Fourniture et pose de tuyau B.A. classe IV 300 mm. 2-8, 6.06	35	ml	x	250,00 $	=	8 750,00 $
	Fourniture et pose de tuyau B.A. classe IV. 2-8 375 mm, 6.06	45	ml	x	300,00 $	=	13 500,00 $
	Regard d'égout préfabriqué circulaire étanche y compris le couvercle et cadre de regard standard (fixe) M-900. 2-8. 6.16	2	unité	x	4 500,00 $	=	9 000,00 $
	Regard d'égout préfabriqué circulaire étanche y compris le couvercle et cadre de regard standard (fixe) M-1200. 2-8. 6.16	1	unité	x	6 000,00 $	=	6 000,00 $
	Puisard de type P-1 pour bassin de rétention	4	unité	x	5 000,00 $	=	20 000,00 $
	Regard-puisard préfabriqué circulaire étanche y compris le couvercle et cadre de regard standard (fixe). 2-8. 6.25	1	unité	x	6 000,00 $	=	6 000,00 $
	Raccordement aux conduites existantes incluant remplissage de l'infrastructure et de la fondation avec pierres VM-2, dalle de béton à réparer tel que l'existant, maintien de la circulation et signalisation temporaire	2	unité	x	12 500,00 $	=	25 000,00 $
	Contrôle et essais sur les conduites d'égout. 2-8, 6.41	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Total du 2-430						104 500,00 $
2-440	**Alimentation d'Eau**						
	Conduite de cuivre mou de type "K" 25mm	15	ml	x	100,00 $	=	1 500,00 $
	Raccordement de services d'eau existant incluant remplissage de l'infrastructure et de la fondation avec pierre VM-2, dalle de béton à réparer tel que l'existant, maintien de la circulation et signalisation temporaire	1	unité	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $
	Robinet de vidange	1	unité	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Contrôle et essais sur les conduites d'aqueduc 2-9, 6.36	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Total du 2-440						9 000,00 $

2-451	**Clôture en métal (transport et installation incluant sonotubes)**						
	Clôture préfabriquée en métal modèle Oméga architecturale, Code RAL 4003 80% de lustre Hauteur: 1200 mm	55	ml	x	250,00 $	=	13 750,00 $
	Total du 2-451						13 750,00 $
2-443	**Fontaine**						
	Fourniture et installation d'une fontaine à boire	1	unité	x	9 500,00 $	=	9 500,00 $
	Total du 2-443						9 500,00 $
2-460	**Appareil de jeu**						
	Glissade en inox, longueur 7" de la compagnie Berliner (modèle USP.0426 9 -SLIDE)	1	unité	x	58 000,00 $	=	58 000,00 $
	Module de jeu avec poteaux Terranos (14) de la compagnie Berliner, incluant collets et rondelles HDPE (modèle USP.0426 9- TERRA)	1	unité	x	18 400,00 $	=	18 400,00 $
	Total du 2-460						76 400,00 $
2-477	**Équipement de parc**						
	Fourniture, transport et installation d'équipements manufacturés						
	Banc Maglin MLB872BL-W-A, sans dossier, sans pattes ou équivalent approuvé	6	unité	x	2 000,00 $	=	12 000,00 $
	Support à vélo (modèle MBR15-S) code RAL 4003 80% lustre ou équivalent	2	unité	x	1 000,00 $	=	2 000,00 $
	Élément anti-skate Maglin (modèle MSD1050)	25	unité	x	100,00 $	=	2 500,00 $
	Bac à compost Modulaire Grand triple (modèle COMPMOD) 1800 L	1	unité	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Base en béton pour potence	1	unité	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Transport et installation d'équipements normalisés						
	Corbeilles à déchets / recyclage double	3	unité	x	500,00 $	=	1 500,00 $
	Enseigne de groupe d'âge (5-12 ans) installée sur clôture	1	unité	x	200,00 $	=	200,00 $
	Potence pour enseigne de parc	1	unité	x	500,00 $	=	500,00 $
	Total du 2-477						21 900,00 $
2-484	**Apport de terre de culture**						
	Fourniture et installation de terre de culture mélange no. 1 pour gazon en plaques (135 mm épais. Min.)	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Lits de plantation pour vivaces et arbustes (volume installé)	1	global	x	10 000,00 $	=	10 000,00 $
	Total du 2-484						19 000,00 $
2-485	**Gazonnement**						
	Gazon en plaques	1	global	x	9 700,00 $	=	9 700,00 $
	Total du 2-485						9 700,00 $
2-490	**Fourniture de végétaux**						
	Vivaces						
	Adiantum pedatum, 3L pot						
	Allium giganteum 'millenium' 1G pot	1	global	x	3 700,00 $	=	3 700,00 $
	Anemone canadensis 1G pot	1	global	x	3 000,00 $	=	3 000,00 $
	Geranium macrorrhizum 1L pot	1	global	x	750,00 $	=	750,00 $
	Heuchera 'electric plum' 1G pot	1	global	x	3 400,00 $	=	3 400,00 $
	Liatris spicata 13 cm pot	1	global	x	1 600,00 $	=	1 600,00 $
	Osmunda regalis 1G pot	1	global	x	650,00 $	=	650,00 $

	Perovskia atriplicifolia 6L pot	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Pachysandra terminalis 9cm pot	1	global	x	8 000,00 $	=	8 000,00 $
	Sedum reflexum 'angelina' 1G pot	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Spiraea japonica 'magic carpet' 3G pot	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Graminées						
	Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster' 1G pot	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Calamagrostis brachytricha 6L pot	1	global	x	500,00 $	=	500,00 $
	Carex pensilvatica 1G pot	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Hakonechloa macra 1G pot	1	global	x	3 200,00 $	=	3 200,00 $
	Arbustes						
	Cornus alba 'elegantissima' 80 cm 5G	1	global	x	300,00 $	=	300,00 $
	Arbres						
	Ginkgo biloba 80 mm WB	1	global	x	2 500,00 $	=	2 500,00 $
	Total du 2-490						35 700,00 $
2-491	**Plantation de végétaux**						
	Vivaces						
	Adiantum pedatum, 3L pot						
	Allium giganteum 'millenium' 1G pot	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Anemone canadensis 1G pot	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Geranium macrorrhizum 1L pot	1	global	x	350,00 $	=	350,00 $
	Heuchera 'electric plum' 1G pot	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	Liatris spicata 13 cm pot	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Osmunda regalis 1G pot	1	global	x	300,00 $	=	300,00 $
	Perovskia atriplicifolia 6L pot	1	global	x	600,00 $	=	600,00 $
	Pachysandra terminalis 9cm pot	1	global	x	4 000,00 $	=	4 000,00 $
	Sedum reflexum 'angelina' 1G pot	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Spiraea japonica 'magic carpet' 3G pot	1	global	x	250,00 $	=	250,00 $
	Graminées						
	Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster' 1G pot	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Calamagrostis brachytricha 6L pot	1	global	x	250,00 $	=	250,00 $
	Carex pensilvatica 1G pot	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Hakonechloa macra 1G pot	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Arbustes						
	Cornus alba 'elegantissima' 80 cm 5G	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Arbres						
	Ginkgo biloba 80 mm WB	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Bois raméal	1	global	x	5 000,00 $	=	5 000,00 $

	Total du 2-241						22 650,00 $
2-510 et 2-513	**Pavage et trottoir hors parc**						
	Section de trottoir monolithe en béton (2m de large)						
	Préparation du lit. 2-6 12.01	45	m2	x	50,00 $	=	2 250,00 $
	Fondation en pierre. 2-6 12.02	45	m2	x	50,00 $	=	2 250,00 $
	Revêtement eb béton. 2-6 12.04	45	m2	x	100,00 $	=	4 500,00 $
	Pavage en asphlate **(fait par la ville)**						
	Revêtement bitumineux rigide (permanent) sur nouvelle dalle de béton (rues Guy et Paxton, ainsi qu'au long de la rue Guy, longeant le parc Guy/Paxton)	90	m2				
	Total du 2-510						9 000,00 $
2-514	**Pavés préfabriqués**						
	Incluant fondation, membrane géotextile, lit de pose, sable polymère et bordure						
	Pavés de type 1 de béton préfabriqué selon motif et localisation au plan (couleur gris calcaire)	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Pavés de type 2 de béton préfabriqué selon motif et localisation au plan (couleur nickel grisé)	1	global	x	58 000,00 $	=	58 000,00 $
	Pavés de type 3 de béton préfabriqué selon motif et localisation au plan (couleur onyx noir)	1	global	x	6 000,00 $	=	6 000,00 $
	Pavés de type 4 de béton préfabriqué selon motif et localisation au plan (couleur gris champlain)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Pavés de type 6 de béton préfabriqué selon motif et localisation au plan (couleur riviera)	1	global	x	31 000,00 $	=	31 000,00 $
	Pavés préfabriqués perméables						
	Incluant fondation, membrane géotextile, lit de pose, sable polymère et bordure						
	Pavé de type 5 de béton préfabriqué perméable (couleur gris)	1	global	x	2 000,00 $	=	2 000,00 $
	Total du 2-514						108 400,00 $
2-535	**Revêtement pour aire de jeux**						
	Incluant fondation granulaire de type MG-20 (250mm d'épaisseur) et bordure						
	Surface de protection en caoutchouc de type Eco-S-55	1	global	x	80 000,00 $	=	80 000,00 $
	Surveillant pour le temps de séchage	1	global	x	2 500,00 $	=	2 500,00 $
	Total du 2-535						82 500,00 $
3-310	**Bétonnage pour aménagements extérieurs**						
	Incluant l'armature et la fondation de pierre concassée MG-20						
	Muret de béton,450x300 mm. jonction sentier de pavé préfabriqué et gazon	15	ml	x	500,00 $	=	7 500,00 $
	Bordure de béton 150mm, jonction sentier de pavés préfabriqués et lit de plantation / gazon	25	ml	x	150,00 $	=	3 750,00 $
	Bordure de béton 150mm, jonction rue de pavés préfabriqués perméable et lit de plantation / gazon	35	ml	x	150,00 $	=	5 250,00 $
	Bordure de béton 150mm, jonction surface de caoutchouc et gazon ou pavé de béton préfabriqué	104	ml	x	150,00 $	=	15 600,00 $
	Dalle de béton pour fontaine à boire	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Dalle de béton pour support à vélo	1	global	x	1 000,00 $	=	1 000,00 $
	Total du 2-310						34 100,00 $
3-450	**Élément préfabriqué en béton**						
	Incluant l'armature et la fondation de pierre concassée MG-20						

	Module de béton préfabriqué	1	global	x	84 000,00 $	=	84 000,00 $
	Total du 3-450						84 000,00 $
16-100A	**Éclairage et électrification d'extérieur**						
	~~Le permis, l'excavation le remblayage et la réfection de coupe dans la voie publique~~	~~1~~	~~global~~	~~x~~	~~$~~	~~=~~	~~$~~
	Démolition						
	Lampadaire de rue à enlever, incluant la base en béton	1	unité	x	1 600,00 $	=	1 600,00 $
	Lampadaire piéton à enlever, incluant la base de béton	7	unité	x	750,00 $	=	5 250,00 $
	Enlèvement des câbles	7	unité	x	100,00 $	=	700,00 $
	Construction						
	Conduit en PVC rigide de 103mm de diamètre, ACNOR C22.2 #211.0	5	ml	x	100,00 $	=	500,00 $
	Conduit en PVC rigide de 53mm de diamètre, ACNOR C22.2 #211.1	170	ml	x	40,00 $	=	6 800,00 $
	Conduit en PVC rigide de 53mm de diamètre, ACNOR C22.2 #211.2 coulé dans un massif de béton	15	ml	x	100,00 $	=	1 500,00 $
	Système de mise à la terre	1	global	x	350,00 $	=	350,00 $
	Rattrapage de conduit électrique	1	unité	x	250,00 $	=	250,00 $
	Base de béton pyramidale	10	unité	x	1 500,00 $	=	15 000,00 $
	Conducteur RWU-90-XLPE (-40°C) :						
	- calibre no 4	90	ml	x	6,00 $	=	540,00 $
	- calibre no 6	1400	ml	x	5,00 $	=	7 000,00 $
	- calibre no 6 vert	350	ml	x	5,00 $	=	1 750,00 $
	Lampadaire simple avec prise de courant	9	unité	x	4 000,00 $	=	36 000,00 $
	Lampadaire simple avec prise de courant et coffret d'alimentation et distribution	1	unité	x	8 650,00 $	=	8 650,00 $
	Boîte de jonction	1	unité	x	700,00 $	=	700,00 $
	Thermographie d'un puits d'accès de la CSEM	2	unité	x	200,00 $	=	400,00 $
	Vérifications électrotechniques	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Transport des matériaux à retourner à la ville	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Plans annotés	1	global	x	250,00 $	=	250,00 $
	Total du 16-100A						89 940,00 $

AUTRES TRAVAUX conformément à l'article 1.2.1.4 des clauses administratives normalisées

_____		$
_____		$
Total AUTRES TRAVAUX		$

Note: Les quantités indiqués au bordereau sont à titre indicatif. Seules les quantités réelles seront payées à l'entrepreneur pour ces items.

PRIX UNITAIRE TOTAL: (Montant à reporter à la page 1 en lettres et en chiffres)	**1 033 425,00 $**
T.P.S. 5%	51 671,25 $
T.V.Q. 9,975%	103 084,14 $
TOTAL APPROXIMATIF DU CONTRAT (TTC)	1 188 180,39 $

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Appel d'offres public
n° VMP-18-015

ADDENDA # 1

Appel d'offres VMP-18-015

Parc Guy / Paxton
Aménagement du parc

Le présent addenda fait partie des documents contractuels.

Cahier de plans

1. Le plan **1001 – Surfaces et description des travaux**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan 1001 émis le 05 Juin 2018, par le plan 1001 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé en rouge).

2. Le plan **1002 – Nivellement et drainage**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan 1002 émis le 05 Juin 2018, par le plan 1002 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé en rouge).

3. Le plan **1003 - Implantation** est manquant dans le cahier de plans. Veuillez inclure ce plan, ci-joint à votre cahier de plans émis pour soumission.

4. Le plan **1004 – Plantation**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan 1004, émis le 05 Juin 2018, par le plan 1004 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé en rouge).

5. Le plan **1008 – Détails de construction 4**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan 1008 émis le 05 Juin 2018, par le plan 1008 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé en rouge).

6. Le plan **CIV – 01**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan CIV-01 émis le 05 Juin 2018, par le plan CIV-01 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé).

7. Le plan **CIV – 02**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan CIV-02 émis le 05 Juin 2018, par le plan CIV-02 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé).

8. Le plan **ELEC – 01**, à été révisé. Veuillez remplacer le plan ELEC-01 émis le 05 Juin 2018, par le plan ELEC-01 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé).

9. Le plan **ELEC-02**, à été ajouter au cahier de plans. Veuillez inclure ce plan, ci-joint à votre cahier de plans émis pour soumission.

10. Le détail **5/1005 – Surface de pave de type 4**, a été ajouter a la feuille de plan 1005. Veuillez mettre à jour le plan 1005 – Détails de construction 3 avec le détail 5/1005 ci-joint dans cet addenda.

11. Le détail **2/1007 – Pavé de béton préfabriqué perméable**, a été mis à jour. Veuillez mettre à jour le plan 1007 – Détails de construction 3 avec le détail 2/1007 ci-joint dans cet addenda.

12. Le détail **7/1007 – Pavé de type #6, Pas japonais**, a été ajouter a la feuille de plan 1007. Veuillez mettre à jour le plan 1007 – Détails de construction 3 avec le détail 7/1007 ci-joint dans cet addenda.

Devis (Prescriptions spéciales) :

1. Les prescriptions spéciales suivantes, émises le 05 Juin 2018, seront remplacer par les prescriptions spéciales émis dans cet addenda. Veuillez mètre a jour votre cahier de charges et prendre note des changements effectuer (en rouge).

- 2-220 Terrassement, excavation et remblayage
- 2-410 Drain français
- 2-430 Drainage
- 2-440 Alimentation en eau
- 2-443 Fontaine
- 2-460 Appareils de jeu
- 2-490 Fourniture des végétaux
- 2-514 Pavés préfabriqués
- 3-310 Bétonnage pour aménagements extérieurs
- 16-100 Électrification

2. Les prescriptions spéciales suivantes seront ajouter au cahier de charges émis pour soumission le 05 Juin 2018. Veuillez intégrer les fascicules ci-joints a votre cahier de charges.

- 2-510 Pavage et trottoir hors parc
- 2-513 Pavage en asphalte

3. Le cahier des charges normalisées suivant seras ajouter en annexe au cahier de charges émis pour soumission le 05 Juin 2018. Veuillez intégrer le document suivant ci-joint à votre cahier de charges.

- Cahier des charges normalisées : Maintien de la circulation de la signalisation temporaire et de la gestion des impacts.

Rapport : Caractérisation environnementale

1. Le **rapport de caractérisations environnementale** émis pour soumission le 05 Juin 2018 à été révisé. Veuillez mètre a jour le rapport en utilisant le rapport (Phase 2) ci-joint.

Bordereau de soumission

Le **bordereau de soumission** a été révisé. Veuillez inclure le nouveau bordereau, ci-joint à votre cahier de charges. *changements en rouge

Questions/Réponse :

Question#1

Concernant l'appel d'offre #VMP-18-015 Aménagement du parc – Parc Guy / Paxton, il y a une confusion dans la couleur des lampadaires. Dans le devis dans la clause 2.5 il est mentionné la couleur RAL-9005 texturé, par contre, dans les notes du plan, note 2 il est mentionné que le mobilier doit être RAL-9006.

Pouvez-vous clarifier la couleur?

Réponse

La couleur des lampadaires est **RAL-9006**

Question#2

Au bordereau du général section 2-115 sont indiqués les lampadaires à enlever, ces mêmes lampadaires sont indiqués aussi à la section 16-100A : Démolition, est-ce que c'est une erreur? Car c'est un dédoublement de quantité, il aurait dû être à la section 16-100A seulement.

Réponse

Il s'agit d'un doublon. Des corrections ont été apportées dans cet addenda (voir bordereau)

Question#3

Faut prévoir un éclairage temporaire sur plaque, cloche et câble aérien selon le devis spécial de la section 16-100 ?

Réponse
Non

Question#4

Si oui il sera payable à quel article du bordereau? Aucun item n'est prévu.

Réponse

N/A

Question#5

Est-ce que le transport des matériaux à retourner à la ville est payable aux articles enlèvement de lampadaires?

Réponse

Non, un item a été ajouté au bordereau.

Question#6

Est-ce que pour le conduit 103mm pour le raccordement au conduit de la CSEM sera en massif bétonné ?

Réponse

Non

Question#7
. . . et le conduit 53mm à partir de la boîte de jonction sera directement enfoui tel que le détail de la tranchée?

Réponse
Selon l'Addenda 1, il n'aura plus de conduit reliant la boîte de jonction et le lampadaire. À l'exception du conduit entre le lampadaire avec le coffret de raccordement et le raccordement HQ, tous les conduits sont non bétonnés.

Question#8
Le premier item 16-100A : permis d'excavation pour le raccordement au conduit de la CSEM indique la réfection de la coupe, cependant nos travaux électriques sont dans la limite des travaux du général et selon son plan civil 2/13 il est indiqué la réfection du trottoir selon la section 2-510, alors est-ce que cette réfection est à faire par ce dernier?

Réponse

Oui, une correction a été faite dans le devis.

12 Juin 2018

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Appel d'offres public
n° VMP-18-015

ADDENDA # 2

Appel d'offres VMP-18-015

Parc Guy / Paxton
Aménagement du parc

Le présent addenda fait partie des documents contractuels.

Cahier de plans

1. Le tableau de la liste de plantes du plan **1004 – Plantation**, à été révisé. Veuillez remplacer le tableau de la liste de plantes 1004 émis le 12 juin 2018, par le tableau de la liste de plantes ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé en rouge).

2. Le plan **ELEC – 01**, a été révisé. Veuillez remplacer le plan ELEC-01 émis le 12 juin 2018, par le plan ELEC-01 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé).

3. Le plan **ELEC-02**, a été révisé. Veuillez remplacer le plan ELEC-02 émis le 12 juin 2018, par le plan ELEC-02 ci-joint. Veuillez prendre note des modifications (encerclé).

Devis (Prescriptions spéciales) :

1. Les prescriptions spéciales suivantes, émises le 12 juin 2018, seront remplacées par les prescriptions spéciales émises dans cet addenda. Veuillez mètre a jour votre cahier de charges et prendre note des changements effectuer (en rouge).

- 2-490 Fourniture de végétaux
- 16-100 Électrification

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Appel d'offres public
n° VMP-18-015

ADDENDA # 3

Appel d'offres VMP-18-015

Parc Guy / Paxton
Aménagement du parc

Le présent addenda fait partie des documents contractuels.

Devis (Prescriptions spéciales) :

1. La prescription spéciale suivante, émise le 12 juin 2018, sera remplacée par la prescription spéciale émise dans cet addenda. Veuillez mètre a jour votre cahier de charges et prendre note des changements effectuer (en rouge).

- 2-510 Pavage et trottoir hors parc

2. La prescription spéciale suivante sera retirée du cahier de charges :

- 2-513 Pavage en asphalte

Bordereau de soumission

Le **bordereau de soumission** a été révisé. Veuillez inclure le nouveau bordereau, ci-joint à votre cahier de charges. *changements en rouge

Questions/Réponse :

Question#1

Dans le nouveau bordereau au point 2-510 et 2-513, la dernière donnée (Pavage en asphalte) (fait par la ville), il n'y a pas de ligne de calcul mais il y a des quantités 90 m2, j'en conclu que je ne dois pas en tenir compte dans mon calcul?

Réponse

Le Pavage en asphalte sera pris en charge par la Ville de Montréal. Vous ne devez pas tenir en compte dans votre calcul. Donc, le fascicule 513 est retiré et le 510 a été modifié en conséquence

Question#2

Devons-nous assumer les coûts pour l'enlèvement d'une base de béton pour lampadaire ? Selon l'addenda 2, à la section 4.1.1 (Démolition), l'enlèvement des bases de bétons existantes est barré. Toutefois, l'article enlèvement du lampadaire au devis, inclus la base de béton pour le lampadaire.

Réponse

Oui vous devez assumer les coûts pour l'enlèvement d'une base de béton pour lampadaire. L'item du devis à la première page du fascicule 16-100 : « L'enlèvement et la mise au rebut des bases de béton existantes » qui avait été retiré en addenda est à rétablir et fera partie intégrante du devis pour construction. Ces travaux font partie des travaux d'éclairage à réaliser par l'entrepreneur.

Question #3

Encore dans l'addenda 2 section 4.1.2, l'item : Permis, l'excavation le remblayage et la réfection de coupe dans la voie publique est attribué au civil.

Réponse

L'item a été enlevé du bordereau de la section 16-100A et le bordereau corrigé sera émis dans cet addenda. Cet item est toujours valide pour la partie civil.

15 Juin 2018

Montréal

ANNEXE H

Date : le 18 juin 2018

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER: BFL CANADA risques et assurances inc.	
Adresse postale : 2001, avenue McGill College, bureau 2200, Montréal, Québec, H3A 1G1	
Téléphone : (514) 905-4358	Courriel : jroy@bflcanada.ca

ASSUREUR 1 : La Souveraine Compagnie d'Assurance générale	
Adresse postale : 2001, av McGill College, bureau 1750 Montréal (Québec) H3A 1G1	
Téléphone : (514) 847-8615	Courriel :

ASSUREUR 2 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ: Les Entreprises Ventec Inc.	
Adresse postale : 5600, rue Notre-Dame Ouest, bureau 101 Montréal (Québec) H4C 1V1	
Téléphone : (514) 932-5600	Courriel : info@ventec.com

Numéro d'appel d'offres : VMP-18-015
Titre de l'appel d'offres : Parc Guy / Paxton – Aménagement du parc

Nous désirons confirmer par la présente que nous BFL CANADA risques et assurances inc. (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, Les Entreprises Ventec Inc. (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	**ASSUREUR 2** (si applicable)	**ASSUREUR 3** (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	2 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	2 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	2 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	3 M $ / sinistre 3 M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier tous risques

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier tous risques, formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Johanne Roy, Coutier en assurance de dommages des entreprises
(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

Johanne Roy
(Signature du représentant du courtier d'assurances)

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

7910362-18-115	VMP-18-015
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
18 JUIN 2018	1170939
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

2020, BOUL. ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QC) H3A 2A5 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

CAROLINE LE HOUILLIER - MANDATAIRE , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 20 juin 2018 , par
(date)

LES ENTREPRISES VENTEC INC. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1145668878 , ayant un établissement au
(# NEQ)

5600, RUE NOTRE-DAME OUEST, BUREAU 104, MONTRÉAL (QC) H4C 1V1 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Gino Ventura, président , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

PARC GUY / PAXTON : AMÉNAGEMENT DU PARC
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

La **Caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les 90 jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences ; et
- Un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Le **Soumissionnaire** intervient au présent cautionnement pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à MONTRÉAL (ville),

le 18 JUIN 2018 (date)

LES ENTREPRISES VENTEC INC.

Gino Ventura , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

Nicole Simard , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

CAROLINE LE HOUILLIER - MANDATAIRE , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

JOSIANE THERRIEN , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

RÉSOLUTION DE COMPAGNIE

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de

Les entreprises de construction Ventec inc.
(nom de la compagnie)

tenue le 8 juin 20 18 .
(date)

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU QUE

Gino Ventura, président, trésorier et secrétaire
(nom et titre)

et

Alessandro Ventura, vice-président
(nom et titre)

soient et sont par la présente résolution, chacun, autorisés à faire et à signer séparément pour et au nom de la compagnie, toute soumission au maître de l'ouvrage, ainsi qu'à signer tout marché en conséquence requis par le maître de l'ouvrage, ainsi qu'à signer toute modification ou extension, tout changement ou tout autre document qui pourraient être nécessaires.

ADOPTÉ

Extrait véritable et certifié,

le 8 juin 20 18
(date)

(signé) _____
(secrétaire)

© BNQ, 2002

Ville de Montréal

DÉCLARATION RELATIVE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS
(Formulaire **11**)

Tel que mentionné à l'article 1.2.8 du Cahier des clauses administratives générales, une personne ne peut pas être nommée à une charge de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité, ni l'occuper, si elle a, directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, un contrat avec la municipalité.

Pour assurer le respect de cette disposition et éviter toute situation de conflit d'intérêts, tout soumissionnaire doit remplir, signer et joindre à sa soumission la présente déclaration relative aux conflits d'intérêts.

Le défaut de remettre et signer cette déclaration ou la remise d'une déclaration inexacte ou non signée peut entraîner le rejet de la soumission.

"Nous déclarons qu'aucune personne visée à l'article 1.2.7 du Cahier des clauses administratives générales ne détient, dans une entreprise (entrepreneur ou sous-traitant) présentant une soumission ou y participant, un intérêt d'au moins 10% ou n'occupe un poste de dirigeant d'une telle entreprise."

Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

(OU)

"Nous déclarons que la personne ci-après mentionnée est un fonctionnaire ou un employé occupant une charge ayant un lien avec ce contrat ou est liée à un tel fonctionnaire ou un tel employé, et détient dans une entreprise (entrepreneur ou sous-traitant) présentant une soumission ou y participant, un intérêt d'au moins 10% ou occupe un poste de dirigeant d'une telle entreprise:

Nom et adresse du fonctionnaire ou de l'employé

Charge occupée à la Ville par ce fonctionnaire ou cet employé ayant un lien avec ce contrat

---

Nom et adresse de la personne ayant un lien avec ce fonctionnaire ou cet employé et nature du lien

---

Nom et adresse de l'entreprise ou du sous-traitant concerné

Description et pourcentage des intérêts détenus dans l'entreprise ou le sous-traitant concerné

Poste de dirigeant occupé dans l'entreprise ou le sous-traitant concerné par l'une des personnes mentionnées à l'article 1.2.7 du Cahier des clauses administratives générales

Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

Ville de Montréal

DÉCLARATION DES LIENS D'AFFAIRES
(Formulaire **14**)

Tel que mentionné aux articles 1.4.3.3, 1.4.3.4 et 1.4.3.5 du Cahier des clauses administratives normalisées, le soumissionnaire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse :

a) ni le soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10% des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du soumissionnaire dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants,

b) ni une entreprise qui lui est liée ou un des ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants

n'ont accompagné la Ville dans l'élaboration du présent appel d'offres ou n'embaucheront dans les six (6) mois suivant le présent appel d'offres une personne qui a accompagné la Ville dans son élaboration à quelque fin que ce soit

.

Pour assurer le respect de cette disposition et éviter toute situation de conflit d'intérêts, tout soumissionnaire doit remplir, signer et joindre à sa soumission la présente déclaration relative aux liens d'affaires.

Le défaut de remettre et signer cette déclaration ou la remise d'une déclaration inexacte ou non signée peut entraîner le rejet de la soumission.

"Nous déclarons qu'aucune personne visée aux articles 1.4.3.3, 1.4.3.4 et 1.4.3.5 du Cahier des clauses administratives normalisées ayant participé à l'élaboration du présent appel d'offres n'est liée à notre entrprise.

Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

(OU)

"Nous déclarons que la(les) personne(s) ci-après mentionnée(s) visée aux articles 1.4.3.3, 1.4.3.4 et 1.4.3.5 du Cahier des clauses administratives normalisées ayant participé à l'élaboration du présent appel d'offres est liée(s), avec une entreprise (entrepreneur ou sous-traitant) présentant une soumission ou y participant.

---

1) Nom et adresse du participant à l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Charge occupée lors de l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Nom et adresse de la personne ayant un lien avec cet individu et nature du lien

_____

Nom et adresse de l'entreprise ou du sous-traitant concerné

_____

2) Nom et adresse du participant à l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Charge occupée lors de l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Nom et adresse de la personne ayant un lien avec cet individu et nature du lien

_____

Nom et adresse de l'entreprise ou du sous-traitant concerné

_____

3) Nom et adresse du participant à l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Charge occupée lors de l'élaboration du présent appel d'offres

_____

Nom et adresse de la personne ayant un lien avec cet individu et nature du lien

_____

Nom et adresse de l'entreprise ou du sous-traitant concerné

_____

_____

Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

Montréal

MONTRÉAL - ZONE LIBRE D'ARMEMENT NUCLÉAIRE (ZLAN)
INTÉRÊTS DANS L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT NUCLÉAIRE

"En vertu de sa Charte (article 10j) et de la résolution de son Conseil numéro C O9003584, la Ville peut exclure des soumissions publiques une personne ou une entreprise ayant un intérêt du type défini à la résolution ci-haut mentionnée dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires ou de composants spécifiques d'armes nucléaires ou dans la recherche en cette matière."

Le soumissionnaire doit, sous peine de rejet de sa soumission, déclarer ci-après s'il détient ou non un intérêt de ce type.

"Nous ne détenons aucun intérêt du type défini par le Conseil à la résolution C O9003584."

Signature du soumissionnaire : _____

OU

"Nous détenons un intérêt du type défini par le Conseil à la résolution CO9003584."

Signature du soumissionnaire : _____

Si vous déclarez détenir un intérêt du type défini aux résolutions mentionnées, veuillez en indiquer la nature:

_____

_____

Afin d'aider les soumissionnaires, l'article 10j de la Charte de la Ville de Montréal, est reproduit ci-après.

"10j La Ville est autorisée à refuser de transiger avec toute personne ou entreprise qui détient un intérêt d'un type défini par résolution du Conseil, dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires ou de composants spécifiques d'armes nucléaires ou dans la recherche en la matière, et à exclure une telle personne ou entreprise des soumissions publiques."

PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE

Conformément à ses orientations en matière de protection de l'environnement, la Ville de Montréal adhère à l'effort mondial pour préserver la couche d'ozone de l'atmosphère terrestre.

Dans cette perspective, la Ville de Montréal n'acceptera aucune soumission ayant pour objet des biens contenant l'un des chlorofluocarbures ("CFC"), des halons ou substances ci-après mentionnés, ou fabriqués avec l'une de ces substances, s'il existe un produit de substitution pour ces biens:

- CFC-11, CFC-12, CFC-13, CFC-111, CFC-112, CFC-113, CFC-114, CFC-115, CFC-211, CFC-212, CFC-213, CFC-214, CFC-215, CFC-216, CFC-217;
- Halon 1211, Halon 1301 et Halon 2402;

ainsi que les composés suivants:

- méthylchloroforme (1,1,1 - trichloroéthane)
- tétrachlorure de carbone.

Le soumissionnaire s'engage, si les biens qu'il offre à la Ville de Montréal contiennent l'une ou l'autre des substances ci-haut mentionnées, à en informer la Ville en les identifiant dans sa soumission.

Le soumissionnaire doit, sous peine de rejet, répondre à l'un ou l'autre des énoncés suivants:

"Les produits offerts à notre soumission ne contiennent aucune des substances énumérées ci-haut."

Signature du soumissionnaire : _____

OU

"Les produits offerts à notre soumission contiennent les substances suivantes et à notre connaissance aucun autre produit de substitution n'est actuellement disponible sur le marché."

Signature du soumissionnaire : _____

==========

CLAUSE SIMDUT

Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'Information des Matières Dangereuses Utilisées au Travail (SIMDUT), la Ville de Montréal requiert votre collaboration dans l'acheminement des fiches signalétiques relatives aux produits décrits à cet appel d'offres, si lesdits produits sont soumis à cette réglementation.

L'adjudicataire (fournisseur retenu) est donc prié de faire parvenir à l'adresse suivante, les fiches signalétiques des produits concernés par le SIMDUT:

VILLE DE MONTRÉAL
Service de l'approvisionnement et du soutien technique
Soutien technique SIMDUT
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Nous vous prions, de plus, d'indiquer le nom de la personne responsable de ce dossier dans votre entreprise:

Nom: Gino Ventura, président Tél.: 514 932-5600

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0179

Québec, le 22 août 2013

Les entreprises de construction Ventec inc
À l'attention de : Monsieur Gino Ventura
5600, rue Notre-Dame Ouest, bureau 104
Montréal (Québec) H4C 1V1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les entreprises de construction Ventec inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0179 n° d'identification de l'Autorité : 2700023710

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65-1 (la « LCOP ») Les entreprises de construction Ventec inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 21 août 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca)

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 5 mai 2016

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
5600, RUE NOTRE-DAME O
104
MONTRÉAL QC H4C 1V1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700023710
N° de demande :	1631032867
N° de confirmation de paiement :	000186313698

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Régie du bâtiment Québec

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8210-9299-08 — **Numéro de validation : 1-2328407784**

ÉMISE LE : 1998-11-27

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 28 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les entreprises de construction Ventec Inc.
5600 RUE NOTRE-DAME O bureau 104
Montréal QC
Canada H4C 1V1

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.6	Ouvrages de génie civil immergés
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique
1.8	Installation d'équipement pétrolier

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2	Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4	Systèmes d'assainissement autonome
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Gino Ventura

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8210-9299-08 | **Numéro de validation : 1-2328407784**

ÉMISE LE : 1998-11-27

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 28 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les entreprises de construction Ventec Inc.
5600 RUE NOTRE-DAME O bureau 104
Montréal QC
Canada H4C 1V1

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées

------- 22 sous-catégorie(s) autorisée(s). -------

AUTRE(S) NOM(S)

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8210-9299-08 | **Numéro de validation : 1-2328407784**

ÉMISE LE : 1998-11-27

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 28 avril

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les entreprises de construction Ventec Inc.
5600 RUE NOTRE-DAME O bureau 104
Montréal QC
Canada H4C 1V1

Voir section Autre(s) nom(s)

AUTRE(S) NOM(S)

LES ENTREPRISES VENTEC INC.

Régie du bâtiment du Québec

Président | Secrétaire

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
5600, RUE NOTRE-DAME O, PORTE 104
MONTREAL (QUEBEC) H4C 1V1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145668878

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 515100-KKCF-0483877
Date et heure de délivrance de l'attestation : 25 mai 2018 à 0 h 3 min 37 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Industry Canada Industrie Canada

Certificate of Compliance

Canada Business Corporations Act
s. 263.1

Certificat de conformité

Loi canadienne sur les sociétés par actions
art. 263.1

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
VENTEC CONSTRUCTION ENTERPRISES INC.

Corporate name / Dénomination sociale

323017-1

Corporation number / Numéro de société

I HEREBY CERTIFY that the corporation named above:

- exists under the *Canada Business Corporations Act;*
- has filed the required annual returns; and
- has paid all prescribed fees required.

JE CERTIFIE, par la présente, que la société ci-dessus mentionnée :

- existe en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions;*
- a déposé les rapports annuels exigés; et
- a acquitté les droits prescrits.

Virginie Ethier

Director / Directeur

2016-04-15

Issuance date (YYYY-MM-DD)
Date d'émission (AAAA-MM-JJ)

Canada

Innovation, Science and Economic Development Canada
Corporations Canada

Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Corporations Canada

Form 22
Annual Return
Canada Business Corporations Act (CBCA)(s. 263)

Formulaire 22
Rapport annuel
Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA)(art. 263)

1 Corporate name
Dénomination sociale

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
VENTEC CONSTRUCTION ENTERPRISES INC.

2 Corporation number
Numéro de la société

323017-1

3 Year of filing
Année de dépôt

2018

4 Date of last annual meeting of shareholders or date of written resolution in lieu of meeting (YYYY-MM-DD)
Date de la dernière assemblée annuelle des actionnaires ou date de la résolution écrite tenant lieu d'assemblée (AAAA-MM-JJ)

2018-03-15

5 Type of corporation
Type de société

Non-distributing corporation with 50 or fewer shareholders
Société n'ayant pas fait appel au public, de 50 actionnaires ou moins

6 Declaration: I certify that I have relevant knowledge of the corporation and that I am authorized to sign this form.
Déclaration : Je déclare que je possède une connaissance suffisante de la société et que je suis autorisé(e) à signer le présent formulaire.

Gino Ventura
514-932-5600

Misrepresentation constitutes an offence and, on summary conviction, a person is liable to a fine not exceeding $5000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or both (subsection 250(1) of the CBCA).

Faire une fausse déclaration constitue une infraction et son auteur, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, est passible d'une amende maximale de 5 000 $ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines (paragraphe 250(1) de la LCSA).

You are providing information required by the CBCA. Note that both the CBCA and the *Privacy Act* allow this information to be disclosed to the public. It will be stored in personal information bank number IC/PPU-049.

Vous fournissez des renseignements exigés par la LCSA. Il est à noter que la LCSA et la *Loi sur les renseignements personnels* permettent que de tels renseignements soient divulgués au public. Ils seront stockés dans la banque de renseignements personnels numéro IC/PPU-049.

Canada

IC 2580 (2008/04)

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1)

J'atteste que l'entreprise portant le nom

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.

- est immatriculée depuis le 3 avril 1996 .
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.
- n'est pas en voie de dissolution.
- n'est pas radiée.

Numéro de certification : 950780331

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à l'aide du service en ligne Vérifier un numéro de certification du Registraire des entreprises.

Fait le 14 juillet 2017 pour le numéro d'entreprise du Québec 1145668878.

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Services Québec

2001, av. McGill College, bureau 2200 Montréal (Québec) H3A 1G1
T. 514 843-3632 1 800 465-2842 F. 514 843-3842

CERTIFICAT D'ASSURANCE
N° CONSVEN-01 / 2018-2019 / 000

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À : À qui de droit

Que les polices ou avis de garantie suivants sont en vigueur à ce jour et ont été émis pour couvrir comme suit :

ASSURÉ DÉSIGNÉ : Les Entreprises Ventec Inc.

ADRESSE : 5600, rue Notre-Dame Ouest, bureau 104, Montréal (Québec) H4C 1V1

Description des opérations et/ou activités et/ou emplacements et/ou véhicules auxquels ce certificat s'applique :

Toutes les activités reliées aux affaires d'assuré.

GENRE	ASSUREUR	POLICE N°	PÉRIODE D'ASSURANCE de (jj/mm/aaaa) à (jj/mm/aaaa)	MONTANTS DES GARANTIES
Responsabilité civile générale	La Souveraine Compagnie d'assurance générale	SOV79153573	15/05/2018 15/05/2019	Dommages corporels et matériels sur base d'événement : *2 000 000 $ par sinistre* Montant global Risque Produits/Après Travaux : *2 000 000 $ par période d'assurance* F.P.Q. No. 6 Automobile des non-propriétaires : *2 000 000 $ par sinistre* Responsabilité locative *250 000 $ par situation* Frais médicaux *2 500 $ par personne*
Automobile	La Souveraine Compagnie d'assurance générale	QACF8933496	15/05/2018 15/05/2019	Chapitre A – Responsabilité civile *2 000 000 $ par accident*
Responsabilité civile excédentaire «Umbrella»	La Souveraine Compagnie d'assurance générale	SOV79153573	15/05/2018 15/05/2019	*8 000 000 $ par période d'assurance en excédent des limites primaires RCG et Auto*

Informations additionnelles :

Ce certificat est délivré à titre d'information seulement et est assujetti à toutes les limites, les exclusions et les conditions de la (ou des) police(s) d'assurance mentionnée(s) ci-dessus, telle(s) qu'elle(s) existe(nt) actuellement ou qui pourront être modifiées ultérieurement par avenant.

Les limites indiquées ci-haut peuvent avoir été réduites par les réclamations ou les dépenses payées.

BFL CANADA risques et assurances inc.

Signé à Montréal, ce 14e jour de mai 2018

Représentant autorisé

2018

Ce document atteste que

Les Entreprises Ventec inc.

est membre certifié de

L'Association des paysagistes professionnels du Québec

(APPQ)

et qu'il s'engage à respecter les règles et obligations

du programme de certification

Numéro de membre : 522 **Membre certifié depuis : 2011**

Vincent Beaudoin
Président

Paysagiste
CERTIFIÉ

APPQ

Expérience projets - Global

Année	Client	Description du contrat	Montant	Référence
2017	Ville de Westmount	Reconstruction d'Avenue Argyle entre Sherbrooke et Thornhill no. 2017-984	1 000 000,00 $	**M. Michel Gagné** Ingénieur 514 989-5543
2017	Ville de Montréal	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 13e avenue et dans la rue Legendre, no. 316501	2 200 000,00 $	**M. Vincent Thibault** Ingénieur 514 872-7436
2017	Ville de Montréal	Reconstruction d'égout unitaire & travaux de voirie dans la rue Baile entre Ford et St-Mathieu, no. 326801	1 735 000,00 $	**M. Yannick Gervais** Ingénieur 514 872-8306
2016	Ville de Montréal	Travaux divers de reconstruction Projet Saint-Paul Phase 1 - Lot 2B, no. 329902	11 900 000,00 $	**M. Sébastien Breton** Ingénieur 514 872-7237
2015	Ville de Montréal	Travaux d'égout, d'aménagement paysager et d'éclairage dans le chemin de Ceinture du Mont-Royal	3 640 000,00 $	**M. Renaud Roy** Ingénieur 514 872-0573
2015	Ville de Montréal - Arr. Verdun	Aménagement au parc Arthur-Therrien - Aire de planches à roulettes	700 000,00 $	**Lise Roy** Architecte paysagiste 514 765-7103
2015	Ville de Montréal	Construction de trottoirs monolithe, chemin de la Côte-Sainte-Catherine et Vincent D'Indy	364 000,00 $	**Jonathan Saint-Louis** 514 872-6807
2015	Ville de Montréal	Aménagement extérieur de la partie Nord du Taz	765 000,00 $	**Djaffer Hellel** 514 872-8091
2015	Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal	Services d'entrepreneur général pour excavation préparatoire pour fouilles archéologique	1 300 000,00 $	**Danielle Demers** Directrice générale adjointe 514 841-7697
2015	Ville de Côte Saint-Luc	Reconstruction et / ou répararation de trottoirs	920 000,00 $	**Éric Ibey** Coordonnateur 514 485-6800 #1506
2015	Société du parc Jean-Drapeau	Réaménagement des terrains de Volleyball et entrée de plage	550 000,00 $	**Bertrand Houriez** Ingénieur 514 872-2756
2014	Ville de Montréal	Travaux égout et de conduite d'eau dans le boul Pie-IX de la rue Bélanger à la rue Beaubien est, no. 225904	6 630 000,00 $	**Fernando Rivera** Ingénieur 514 872-5771
2014	Ville Montréal-Ville-Marie	Aménagement de la rue de la Gauchetière dans le Quartier Chinois	5 410 000,00 $	**Raynald Macher-Poitras** Ingénieur 514 872-2172
2014	Isocam	Travaux d'excavation pour les tours Le Murray, 190 rue Murray, Montréal - Démolition, décontamination, excavation, services	2 000 000,00 $	**Claude Lachance** Architecte 514 575-9502
2013	Ville de l'Île-Perrot	Aménagement de jeux d'eau dans le parc Boischatel jeux d'eau, béton, ruisseau-étang, pavé préfabriqué	500 000,00 $	**Yves Poitevin** Architecte paysagiste 514 865-1792
2012	Ville de Montréal - Arr. Sud-Ouest	Aménagement du collecteur St-Pierre Woonerf Décontamination, aménagement et verdissement urbain, pavé préfabriqué avéolé	1 000 000,00 $	**Pierre-Luc Frigon** Architecte paysagiste 514 872-1476
2012	Ville de Montréal - Arr. Ville-Marie	Aménagement du Quartier 21 Peter McGill VMP-12-006 Aménagement paysager et verdissement urbain	1 000 000,00 $	**Louis-François Monet** Urbaniste 514 868-4395
2011	AMT	Construction d'un mur anti-bruit végétalisé de la jonction de l'est Rue Khalil-Gibran, Ville St-Laurent	1 250 000,00 $	**Louis Beaupré**

LES ENTREPRISES VENTEC INC.

Expérience projets - Global

2011	Ville de Montréal, direction des grands parcs et du verdissement	Réaménagement des buttes de glissades Parcs-nature du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-Liesse	1 000 000,00 $	**Ingrid Chartrand** Chargée de projets 514 868-5065
2011	Ville de Montréal, arr. Mercier / Hochelaga-Maisonneuve	Aménagement d'un mini soccerà revêtementsynthétique Parc Saint-Donat	700 000,00 $	**Denis Ashby** Architecte paysagiste 514 872-5415
2011	Hydro-Québec	Travaux civils d'aménagement extérieur et électriques Montérégie-Châteauguay	600 000,00 $	**Alberto Buonamici** Technicien Bâtiment 450 652-8084
2010	Ville de Montréal - Central	Réaménagement extérieur des maisons Thomas-Brunet et Richer dans le Parc-Nature du Cap-Saint-Jacques, 6270 et 6271 - Pavé préfabriqué, maçonnerie, bétonnage, sentiers, plantation	1 000 000,00 $	**Jacques Beaulieu** Directeur VDM 514 872-8751
2007 / 2010	Ville de Montréal - Direction des grands parcs et du verdissement	Restauration de la croix du parc du Mont-Royal (phases 1 et 3) Parc du Mont-Royal	1 075 000,00 $	**Wendy Graham** Chargée de projets 514 872-8691
2010	Ville de Montréal - Arr. NDG-CDN	Aménagement extérieur Différent parcs (Kent, Van-Horne, Benny)	1 050 000,00 $	**Amar Bensaci** Gestionnaire immobilier 514 872-9783
2010	Ville de Montréal, arr. Verdun	Reconstruction de trottoirs Divers endroits dans l'arrondissement	525 000,00 $	**Richard Bouchard** Chargé de projets 514 765-7078
2010	Société du parc Jean-Drapeau	Voie de contournement automobiles - cyclistes Parc Jean-Drapeau	510 000,00 $	**Serge Poupart** Chargé de projets 514 872-9240
2010	Société de transport de Montréal (STM)	Aménagement intérieur et extérieur Différentes stations de la Société	500 000,00 $	**Richard Taylor** Technicien de projets 514 280-4508
2009	Ville de Montréal, direction de la réalisation des travaux	Construction d'un piste cyclable (phases 1 et 2) Sainte-Anne de Bellevue	2 550 000,00 $	**Gilles Vézina** Chef d'équipe 514 872-4412
2009	Ville de Montréal, arr. Saint-Laurent	Travaux de démolition de la pataugeoire et de réaménagement - Parc Houde	970 000,00 $	**Rita Chahine** Ingénieure 514 855-6000
2008	Ville de Montréal, direction des grands parcs et du verdissement	Aménagement des aires de jeux Parc du Mont-Royal	2 050 000,00 $	**Bao-Chau Nguyen** Architecte paysagiste 514 844-1818
2008	Ville de Montréal - Direction des grands parcs et du verdissement	Aménagement d'un débarquadère et réaménagement extérieur de l'aréna Complexe Sportif Claude-Robillard	1 600 000,00 $	**Ingrid Chartrand** Chargée de projets 514 868-5065
2003	Mosaïculture	Travaux d'infrastructure, sentier, pavage, services	1 000 000,00 $	**Lise Cormier**

Expériences projets - Jeux d'eau

Année	Client	Description du contrat	Montant	Référence
2014	Ville de Montréal-Arr. Rivière-des-Prairie Pointe-aux-Trembles	Parc du Colombier - Aménagement de jeux d'eau	220 000,00 $	**Dominique Baril** Architecte paysagiste
2013	Ville de Montréal - Arr. Verdun	Aménagement d'un aire de jeux d'eau au parc du Quai-de-la-Tortue	325 000,00 $	**Lise Roy** Architecte paysagiste
2013	Ville de Pincourt	Aménagement d'un aire de jeux d'eau au parc Olympique	157 000,00 $	**Martin Rochon** Ingénieur
2013	Ville de Montréal - Arr. Rivière-des-Prairie Pointe-aux-Trembles	Parc des Épinettes - Aménagement partiel et fontaine jeu d'eau	295 000,00 $	**Patrick Frey Laporte** Architecte paysagiste
2013	Ville de l'Île-Perrôt	Aménagement de jeux d'eau dans le parc Boischatel	448 000,00 $	**Eduardo Salas** Ingénieur
2012	Ville de Montréal - Arr. Saint-Laurent	Aménagement de jeux d'eau dans le parc Phiippe-Laheurte	1 122 000,00 $	**Dang Nguyen** Ingénieure
2012	Ville de Châteauguay	Aménagement de jeux d'eau au parc Marcel-Seers	285 000,00 $	**Denis Brassard** Ingénieur
2012	Ville de Montréal - Sud-Ouest	Aménagement de jeux d'eau au parc Leber	387 000,00 $	**Carole Lacasse** AAPQ, AAPC
2011	Ville de Montréal - Arr. Côte-des-Neige	Aménagement de jeux d'eau au parc Benny	300 000,00 $	**Normand Julien** Technicien principal
2009	Ville de Montréal - Arr. Saint-Laurent	Aménagement du parc Houde, incluant les jeux d'eau	950 000,00 $	**Rita Chahine** Ingénieure
2009	Ville de Montréal - Arr. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Parc Hochelaga	400 000,00 $	**Janique Alexandre** Architecte paysagiste
2008	Ville de Montréal - Centre	Réaménagement de l'aire de jeux d'eau dans le parc du Mont-Royal	2 040 000,00 $	**Suzanne Rochon** Architecte paysagiste
2007	Ville de Chambly	Aménagement de jeux d'eau dans le parc Duvernay	300 000,00 $	**Richard A. Coulombe** Ingénieur

Expérience projets - Trottoirs

Année	Client	Description du contrat	Montant	Référence
2016	Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont-Petite-Patrie	Trottoirs et bordures	805 000,00 $	**Jeevanathan Regis** 514 872-7511
2016	Université de Montréal	Trottoirs U de M	1 290 000,00 $	**David Pellerin** 514 212-4895
2015	Ville de Montréal	Construction de trottoirs monolithe, chemin de la Côte-Sainte-Catherine et Vincent d'Indy	364 000,00 $	**Jonathan Saint-Louis** 514 872-6807
2015	Ville de Côte Saint-Luc	Reconstruction et / ou réparation de trottoirs	920 000,00 $	**Charles Dejean** 514 485-6800
2015	Ville de Kirkland	Réfection de trottoirs de type monolithique et dalles	41 250,00 $	**Ronie Smith**
2014 / 2015	Ville Montréal - Arrondissement Verdun	Reconstruction de trottoirs, de pavage et travaux divers sur différentes rues dans l'arrondissement Verdun	838 053,70 $	**Guy Laroque**
2013	Ville de Montréal - Arrondissement Le Sud-Ouest	Construction et reconstruction de trottoirs, saillies, bordures et d'îlots, là où requis, dans le boulevard des Trinitaires aux intersections du boulevard De La Vérendrye, de la rue Lacroix, de l'avenue De Monts et de l'avenue Irwin	385 522,50 $	

LOCATION DE MACHINERIE ET MAIN D'OEUVRE (2017)		
NO.	**DESCRIPTION**	**TAUX HORAIRE $**
58	PÉPINE Case 590 SM3	100,00
33	PÉPINE Case 590 SN	100,00
33	PÉPINE avec Compacteur Hydraulic (PLAQUE VIBRANTE)	130,00
41	PÉPINE CASE avec Marteau Hydraulic 4X	130,00
88	PÉPINE Case 590N	100,00
73	PELLE CAT-336 L (GODETS)	175,00
39	PELLE CAT-314 AVEC LAME (GODETS EXC ET FOSSÉ DISP.)	135,00
70	MINI PELLE CAT-304 DR	95,00
70	MINI PELLE CAT-304 DR AVEC MARTEAU HYDRAULIQUE	115,00
42	MINI PELLE KUBOTA KX91-2 (3-GODETS + LAME)	95,00
42	MINI PELLE KUBOTA KX91-2 AVEC MARTEAU HYDRAULIQUE	115,00
50	MINI PELLE KUBOTA KX121-3L (CHENILLES DE CAOUTCHOUC)	100,00
50	MINI PELLE KUBOTA KX121-3L AVEC MARTEAU HYDRAULIQUE	115,00
47	LOADER CAT-924H (BENNE D'HIVER)	140,00
96	LOADER CAT-930K (BENNE D'HIVER)	145,00
20	LOADER CAT-938G (BENNE D'HIVER)	150,00
51	MINI LOADER CAT-904B	95,00
71	MINI LOADER CAT-906H	100,00
46	LOADER SUR CHENILLES DE CAOUTCHOUC CAT-257B "BOB CAT"	95,00
65	Bouteur (BULLDOZER) John Deere 550J	120,00
18	ROULEAU COMPACTEUR CAT-CS433E (66 POUCES)	100,00
11	ROULEAU COMPACTEUR CORNIVER CT-485 (40 POUCES)	85,00
-	PLAQUE VIBRANTE DIESEL	200.00/JOUR
54	CAMION 6 ROUES Ford F-350 XL 4X4 À BENNE BASCULANTE	65,00
32	CAMION 6 ROUES 4X4 GMC-TC5500 À BENNE BASCULANTE	65,00
24	CAMION 6 ROUES 4X4 GMC-3500 À BENNE BASCULANTE	65,00
45	CAMION 6 ROUES À BENNE BASCULANTE GMC-W5500	65,00
29/30/63	CAMION DE SERVICE	40,00
-	CAMION CITERNE DE 1000 GALLONS	100,00
-	COMPRESSEUR INGERSOL 180 CSM	350.00/JOUR
53 / 59	CAMION 12 ROUES À BENNE BASCULANTE	95,00
80/81/82	SEMI-REMORQUE DOMPEUR (2 ESSIEUX)	115,00
	CONTREMAÎTRE	85,00
	ARPENTEUR AVEC THÉODOLITE ROBOTISÉE	90,00
	JOURNALIER SPÉCIALISÉ	65,00
	MENUISIER	75,00
	FINISSEUR DE CIMENT	75,00
	TRANSPORT DE LA MACHINERIE PAR FARDIER (Grosse Machinerie)	400,00
	TRANSPORT DE LA MACHINERIE PAR FARDIER (Petite Machinerie)	250,00
	Sciage de Béton	120,00

Liste des équipements mise à jour le 19 avril 2018

	Description des équipements	Année	Marque	Modèle	Capacité des équipements	Masse nette	PNBV	N° de série	Plaque
10	COMPRESSSEUR ①	1990	INGERSOL	180 CSM	JOHN DEERE			572 345 F JD	RL81783
11	ROULEAU	1990	CORNIVER	CT 48S	VIBRATEUR				
24	CAMION 6 ROUES	2001	GMC	3500	CHARRUE 8' + SALEUSE	4100	4100	1GDJK34131E300098	L215058-5
29	CAMION	2003	CHEVROLET	EXPRESS	VANNE	2434		1GCGG25V631133094	FBK4778
40	REMORQUE ASTRAIL ①	2006	ASTRAIL	TIMON	FARDIER	5540	26000	2A9M4B5386E061532	RE71130
45	CAMION GMC	2005	GMC	W5500	DOMPEUR	3990	17950	J8DE5B16057900559	L423846-0
48	ROULEAU COMPACTEUR	2008	CATERPILLAR	CS433E		6745		CATCS433KASR01055	VS48289-7
49	PICK UP	2008	SIERRA 2500	GMC	CAB 143.5 SLE	2960		1GTHK29668E201593	FFJ3060
50	PELLE MÉCANIQUE MINI	2008	KUBOTA	KX121 # 3LS	BUCKET 30"	4150		KX1213L34514	VJ92180-2
51	LOADER (MINI)	2008	CATERPILLAR	904B	CAB	4450		CAT0904BAB4L00933	FEL5439
52	CAMION DE SERVICE	2002	FORD	E250	ÉCONOLINE FORD	2348	3900	1FTNE24L12HA83756	FFP8898
53	CAMION 12 ROUES	2010	KENWORTH	T800	BENNE BASCULANTE	7992	31000	1NKDL00X6AJ942649	L451663-8
54	CAMION 6 ROUES	2007	FORD	F-350 XL	4X4 AVEC DUMP BODY	4140	5902	1FDWX37P37EA12162	L432535-3
55	CAMION PICK-UP	2009	GMC	SIERRA 2500	4 WHEEL DRIVE	2999		1GTHK49689E159876	FLD6947-0
56	LOADER SUR ROUES	2009	CATERPILLAR	938H	FOURCHES/GODET A NEIGE	15059		CAT0938HJMJC00592	FFZ3263
57	PICK UP	2009	GMC SIERRA	1500	PICK UP	2437		1GTEK19J49Z245331	FFZ3729
58	PÉPINE CASE	2010	CASE	590 SM3	QUICK ATTACHE	8881		N9C529598	FGC6541
59	CAMION 12 ROUES	2011	KENWORTH	T800	BENNE BASCULANTE	12470	31000	1NKDL00X5BJ944703	L502777-4
60	PICK UP	2011	GMC	SIERRA 3500	4 WHEEL DRIVE CREW CAB	3338		1GT423C82BF137729	L512215-6
62	PICK UP	2011	GMC	SIERRA 1500	PICK UP	2380		1GTR2VE31BZ146780	FFR6152
63	CUBE	2009	HINO	155-3	CUBE VANNE	3940	6670	2AYYX21H199000003	L432881-2
64	PEPINE	2011	CASE	590SN	PLAQUE+MARTEAU	9280		NBC546285	FHE7087-4
66	CAMION CUBE	2011	CHEVROLET	EXPRESS	CUBE	3170	5579	1GB3G4BG7B1142809	L253814-1
67	CAMION CUBE	2011	GMC	SAVAN	CUBE	3160	5579	1GD374BG1B1156406	L253813-0
69	MINI-ROULEAU	2008	WACKER	RD12A	VIBRATEUR	1064		5808218	VV91819-6
70	MINI-PELLE	2011	CATERPILLAR	304DR	MARTEAU	4920		CAT0304DVTYK00746	VS22781-0
71	CHARGEUR LOADER	2011	CATERPILLAR	906H	GODET À NEIGE	5630		CAT0906HASDH01336	FHE7086-3
72	PICK-UP	2013	CHEVROLET	1500	SILVERADO	2412		3GCPKSE70DG168667	FHX1088-2
74	CAMION TRACTEUR	2014	PETER BILT	367	CABINE EXTENSIONNÉE	8426	27488	1XPTDP0X0ED234984	L602901-8
75	REMORQUE ①	2014	MANAC	44227A000	BENNE HYBRIDE	6728	38102	5MC422716E3140372	RF9403H-1
77	PICK-UP	2011	CHEVROLET	LT1500	SILVERADO	2149		1GCRCPEX3BZ423988	FGP7069-1
79	CUBE	2013	GMC SAVANA	CUTAWAY	BOITE 16 PIEDS	2225	5579	1GD374CGXD1172461	FHX1044-0
80	REMORQUE ①	2014	LOAD TRAIL	TILT 20'	16' GRAVITY 4' STATION	1771	6349	4ZETD2026E1058089	RF1032H-6
81	REMORQUE ①	2014	LOAD TRAIL		PLATE FORME 83" x16" NOIR	1329	6349	4ZECH1623E1066625	RE1032X-0
82	REMORQUE ①	2014	LOAD TRAIL	CISEAU	HAULER 77" x10"	706		4ZESA1016E1065615	RE1031X-8
83	PICK-UP	2005	FORD	F250	BOITE 8'	2827	3827	1FTSX21525EC95185	FKG8855-4
84	REMORQUE ①	2014	PME	RTC	LONGUEUR 144"	1450	5454	PRR511712E1145993	RF5017G-7
86	CAMION	2003	FORD	DRW	4X4 AVEC DUMP BODY	4060	7931	1FDAF57P43EC25866	L643392-7
87	CAMION	2006	CHEVROLET	EXPRESS	VANNE	2461	3900	1GCGG29V361107812	FKK2276-5
88	PEPINE	2015	CASE	590N	LOADER BACKHOE	9280		JJGN59SNHEC711310	FKJ9889-9
89	PICK-UP	2004	FORD	F250	PICK-UP	2334	3991	1FTNF20L24EB95571	FKJ9895-7
90	EXCAVATOR	2015	CASE	CX145	BUCKET ET QUICK ATTACH	14500		DAC145K6NF56E1565	V6538R-9

	Description des équipements	Année	Marque	Modèle	Capacité des équipements	Masse nette	PNBV	N° de série	Plaque
91	PICK-UP	2015	CHEVROLET	SILVERADO	PICK-UP	2519		3GCUKREC0FG414029	FKS1733-5
92	PICK-UP	2006	LINCOLN	MARK LT	PICK-UP	2492	3450	5LTPW18526FJ10876	FLB6848-8
93	LOADER	2015	CATERPILLAR	259D	BUCKET	3274		CAT0259DPFTK00816	V6590R
94	WHEEL LOADER	2015	CATERPILLAR	924K	QUICK COUPLER, BUCKET, FORKS	12868		CAT0924KAHJF00705	FLD6506
95	CAMION	2015	GMC	3500	4X4	3201	5987	1GD321C81FF590046	L676413-2
96	WHEEL LOADER	2015	CATERPILLAR	930k	2 BUCKETS + SNOW EARS	13261		CAT0930KCEYE00690	FLD7007-5
97	CAMION	1994	FORD	F350	PICK-UP	5070	6803	1FDLF47M5REA15066	L697298-5
98	CAMION	2007	FORD DRW	F450	BOÎTE DOMPEUR 10 PI.	4290	7258	1FDXF46P07EB30541	L668887-7
99	CAMION	2016	GMC	SIERRA	PICK-UP	2413	3266	1GTV2NEC2GZ114376	FKK5322-8
100	CAMION	2007	FORD	RANGER	PICK-UP	1335		1FTYR10D97PA81390	FLD948-1
101	REMORQUE ①	2016	ARTIS	ARTIS	PLATEFORME 19' X 80"	850	3500	RG0947X	RG0947X-2
102	CAMION CUBE	2013	GMC	SAVAN	CUBE	3190	5579	1GD374BG3D1165837	L701473-9
103	REMORQUE ①	2016	ARTIS	ARTIS	PLATEFORME 144"	1155	6820	2SAAQQ11604272197	RG0811X-5
104	PICK-UP	2009	FORD	F150	PICK-UP	2429	3720	1FTVX12V79KB55582	FLV6604
105	PICK-UP	2016	GMC	SIERRA 2500	PICK-UP AVEC PELLE À NEIGE	3434	4491	1GT12UE80GF252438	L674518-4
106	LOADER	2010	CASE	590 SM	LOADER BACKHOE	8881		NAC532481	FLN5546-3
107	EXCAVATOR	2017	CATERPILLAR	315FL	QUICK COUPLER, BUCKET	16480		CAT0315FHTDY10597	V83638E-7
108	EXCAVATOR	2017	CASE	CX235	QUICK ATTACH + 2 BUCKETS	25400		DAC235K6NHS6K1425	V83639E-9
109	REMORQUE ①	2005	JDJ	TL700		500		2JDUTC21351003562	RJ3616A-7
110	SOUFFLEUSE	2005	JOHN DEERE	4110	SOUFFLEUR 47 POUCES			411878	N/A
111	LOADER	2017	JOHN DEERE	410L	LOADER BACKHOE	8068		1T0410LXKGD305457	FMR4618-4
112	REMORQUE ①	2013	LIT	CH14	PLATEFORME 20'	1509	6349	4ZECH1827D1035423	RJ6306L-4
113	PELLE	2013	KUBOTA	KX121	BUCKETS: 18 PO + 32 PO + 42 PO	4015		KX1213GLAS74764	V63099F-0
①	Remorque = 1 plaque à vie pas de renouvellement								

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : VMP 18-015

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les entreprises Ventec Inc.	120099

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 188 180,39 $						**1 188 180,39 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
		août	2018			mai	2018

Formulaire complété par : Adriana Melendez pour V. Lemay

Prénom, nom

Date et heure système : 21 juin 2018 11:51:57

Montréal

Parc Walter-Stewart / VENTEC

Patrick CHALOUHI A : Adriana MELENDEZ 2018-06-21 10:21

Cc : José PIERRE

De : Patrick CHALOUHI/MONTREAL
A : Adriana MELENDEZ/MONTREAL@MONTREAL
Cc : José PIERRE/MONTREAL@MONTREAL

Bonjour Adriana,

En date du 23 octobre 2017, j'ai octroyé l'ordre de débuter les travaux au parc Walter-Stewart à la firme VENTEC. Les travaux de l'ordre de 1,3 M$ (révisés à 1,6 M$ en raison de nombreux changements commandés par la Ville) comprennent la reconstruction d'un chalet de parc, les infrastructures afférentes, un nouvel éclairage sécuritaire, l'aménagement d'un toit vert sur le nouveau chalet, des aménagements paysagers.

En date d'aujourd'hui, les travaux se sont très bien déroulés et ce, en avance sur l'échéancier global. Toutefois, la reconstruction du chalet connaît un certain délai ainsi que des coûts supplémentaires en raison des demandes de la Ville relatives, entre autre, à l'intégration de la toilette autonettoyante. En ce sens, VENTEC n'est pas tenue responsable de ces délais et surcoûts.

Globalement, nous sommes très satisfaits du rendement ainsi que du suivi serré de l'entrepreneur. Il a su s'ajuster rapidement aux nombreux changements imposés. Nous avons également la chance d'avoir de très bons professionnels au dossier assurant un suivi serré en résidence (Groupe Marchand Architecture et Design).

Je demeure disponible pour toute précision additionnelle relative au projet cité en objet.

En toute collaboration,

Patrick Chalouhi, M.Sc.A. MGPA

Conseiller en aménagement

Montréal

Bureau de projets du centre-ville
801, rue Brennan, 10ème étage
Montréal (Québec), H3C 0G4

Tél. : 514 872-3975
Cel. : 514 462-9347
Courriel : patrick.chalouhi@ville.montreal.qc.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale.

Parc Arisitde-Beaugrand-Champagne / VENTEC

Adriana MELENDEZ A : Vincent LEMAY 2018-06-21 12:50

Cc : Adriana MELENDEZ, José PIERRE, Alain DUFRESNE

De : Adriana MELENDEZ/MONTREAL
A : Vincent LEMAY/MONTREAL
Cc : Adriana MELENDEZ/MONTREAL@MONTREAL, José PIERRE/MONTREAL@MONTREAL, Alain DUFRESNE/MONTREAL@MONTREAL

Bonjour Vincent,

En date du 11 juillet 2018, j'ai octroyé l'ordre de débuter les travaux au parc Aristide-Beaugrand-Champagne à la firme VENTEC. Les travaux de l'ordre de 759 562,22$ incluant taxes et contingences comprennent le réaménagement du parc dans sa portion est et ouest par des sentiers en pavés de béton préfabriqué, l'installation des bancs en béton préfabriqué, du nouveau mobilier, la plantation des végétaux et un nouvel éclairage sécuritaire.

En date d'aujourd'hui, les travaux se sont très bien déroulés et il respectent en totalité l'échéancier global. Cependant, la fin des travaux a dû être prolongé de 15 jours dû à l'ajout des composants d'éclairage qui ont été demandés par la Ville. En ce sens, VENTEC n'est pas tenue responsable de ces délais.

Globalement, nous sommes très satisfaits du rendement ainsi que du suivi serré de l'entrepreneur. Il a su s'ajuster rapidement aux nombreux changements imposés.

Je demeure disponible pour toute précision additionnelle relative au projet cité en objet.

En toute collaboration,

Adriana Melendez,
Architecte Paysagiste
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture
Arrondissement de Ville-Marie - VILLE DE MONTRÉAL
800 boulevard De Maisonneuve Est, 20 e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
☎ **514 872-1658**
Cell 514 629-5472
adriana.melendez@ville.montreal.qc.ca

Restez branchés :

Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

Ville-Marie
Montréal

AMÉNAGEMENT DU PARC GUY/ PAXTON ET LA RUE PAXTON

dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-18-015

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 20 juin 2018, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est à Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 5 juin 2018 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Sandy Pinna, analyste de dossiers, par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, en présence de mesdames Julie Roy, préposé à la gestion des contrat ainsi que Adriana Melendez Architecte paysagiste..

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Les entreprises Ventec inc. (1145668878)	1 188 180.39 $

2018-06-20
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

2018-06-20
Sandy Pinna — date
Analyste de dossiers

2018-06-21
Julie Roy — date
Préposé à la gestion des contrats

2018/06/21
Adriana Melendez — date
Architecte paysagiste

B.A.M.
VILLE-MARIE
2018 JUN 20 A. 11: 00

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186143002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Octroyer à les entreprises Ventec Inc, seul soumissionnaire conforme, un contrat pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 188 180,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-18-015.

Autoriser une dépense de 1 455 998,43 $ [montant contrat + contingences + incidences], taxes incluses, pour les travaux d'aménagement du parc Guy / Paxton.

Autoriser une dépenses de 118 818,04 $ (incluant taxes) à titre de budget de contingences.

Autoriser une dépenses de 149 000 $ (incluant taxes) à titre de budget de dépenses incidentes."

- Nous attestons que le présent dossier n'est pas certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 ***et nécessite une intervention du Service des finances*** .

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220100 - Corpo.

2018	2019	2020	Total
1 330,0			1 330,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220100 Parc Guy Paxton- Aménagement

2018	2019	2020	Total
1 194,0			1 194,0

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220105 Parc Guy Paxton-Aménagement_Incidences

2018	2019	2020	Total
136,0			136,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
1 455 998,43 $	1 329 520,64 $	1 188 180,39 $	1 084 967,07 $

Provenance des crédits Compétence Corpo. Crédits: 1 329 520,64 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	802601	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputations

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Contrat**
34220	1834220100	1 188 180,39 $	1 084 967,07 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	169741	000000	15010	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Contingences**
34220	1834220100	118 818,04 $	108 496,71 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	169741	000000	15010	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Incidences**
34220	1834220105	149 000,00 $	136 056,86 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	54301	000000	0000	174256	000000	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-06-21**

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1186143002

Taux taxes 2018: 1,0951303727

No d'engagement 2018 : CC86143002

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

17-028 Aménagement / réaménagement du domaine public (centre-ville)

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-028	6101.7717028.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	1 455 998,43 $	1 329 520,64 $	1 329 521 $

Imputation

Aménagement du parc Guy / Paxton

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat, contingentes	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.169741.000000.15010.00000	1 188 180,39 $	1 084 967,07 $	1 084 968 $
	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.169741.000000.15010.00000	118 818,04 $	108 496,71 $	108 497 $
	6101.7717028.801550.07165.54301.000000.0000.174256.000000.15010.00000	149 000,00 $	136 056,86 $	136 057 $

Total :	1 455 998,43 $	1 329 520,64 $	1 329 522 $

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186143002

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 5

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Entreprises Ventec inc.	120099
2.	Les Services EXP inc.	197099
3.	Signaterre Environnements inc.	508468
4.	Englobe corp.	196490
5.	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	391888

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		154 409,02 $						**154 409,02 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	06	août	2018	Date de fin :		août	2019

Formulaire complété par : Vincent Lemay

Prénom, nom

Date et heure système : 15 mai 2019 11:42:41

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1186143002

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants:

" Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense supplémentaire de 154 409.02 $ modifiant ainsi à la hausse la dépense totale autorisée de 1 455 998.43 $ à 1 610 407.45 $ taxes incluses.

La dépense supplémentaire requise vise la provision pour contingences et les frais incidents mais ne modifie pas le montant du contrat accordé à Ventec inc., le montant supplémentaire requis est réparti de la façon suivante :

95 000 $ pour les incidents
59 409.02 $ pour la provision pour contingences
154 409.02 $".

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832

Sous-projet: 1955832020 - Corpo. Report surplus PTI 2018

2019	2020	2021	Total
141,0	-	-	141,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220100 Parc Guy Paxton-Aménagement-contingences

2019	2020	2021	Total
54,0	-	-	54,0

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220105 Parc Guy Paxton-Aménagement-incidences

2019	2020	2021	Total
87,0			87,0

Information comptable (Montants en dollars)

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 59 409,02 $ Crédits (Net ristourne): 54 248,35 $ contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	57201	000000	0000	169741	000000	15010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 95 000,00 $ Crédits (Net ristourne): 86 747,66 $ incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	801550	07165	54301	000000	0000	174256	000000	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
514 868-4567
Date: **2019-05-22**

Date et heure système : 23 mai 2019 15:49:42

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : **1186143002 ADDENDA**

Taux taxes 2019: 1,0951303727

No d'engagement 2019 : **CC86143002**

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

17-028 Aménagement / réaménagement du domaine public (centre-ville)

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-028	6101.7717028.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	154 409,02 $	140 996,01 $	140 997 $

Imputation

Aménagement du parc Guy / Paxton

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contingences	6101.7717028.801550.07165.57201.000000.0000.169741.000000.15010.00000	59 409,02 $	54 248,35 $	54 249 $
Incidences	6101.7717028.801550.07165.54301.000000.0000.174256.000000.15010.00000	95 000,00 $	86 747,66 $	86 748 $
Total :		154 409,02 $	140 996,01 $	140 997 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

Signé par **Le**

Signataire : _____

Marc LABELLE
Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

D'autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $ taxes incluses dans le cadre du contrat de services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autours de l'école Jean-Baptiste-Meilleur (Ilots de fraîcheur) accordé à la firme Turquoise design Inc.;
D'approuver la convention de services professionnels avec Turquoise design Inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Turquoise design Inc soumission obtenu gré à gré;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 09:50

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195876005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite procéder à l'aménagement et verdissement des terrains sous-utilisés en bordure des emprises publiques du district de Sainte-Marie dans le cadre de son plan de verdissement s'échelonnant sur trois années (2018-2020).
Un premier mandat pour l'analyse du potentiel du verdissement du quartier ainsi qu'un inventaire cartographié des sites a été réalisé, suivi de l'identification des potentiels d'aménagement d'îlots de fraîcheur et la sélection de trois sites inventoriés à l'étape 2 afin d'élaborer les concepts pour aménagement.
Le présent mandat vise le réaménagement du premier site identifié, autours de l'école Jean-Baptiste-Meilleur sur deux rues à savoir la rue de Rouen et la rue Dufresne et qui sont identifiés respectivement site numéro 11 et 43.

Un appel d'offres à proposition de services professionnels afin de préparer les plans, devis, estimations et surveillance en but de lancer un appel d'offres publiques pour les travaux (VMP 19-012).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans le but de supporter l'équipe en place, la direction des travaux publics a engagé les services professionnels d'une firme spécialisé en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation, l'accompagnement lors de la période d'appel 'offres et la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleurs.
L'offre de services comprend 7 volets. Le volet no 6 pour le suivi et surveillance des travaux prévu en juillet, août et septembre 2019 requérais une surveillance des travaux partielle prévue en 50 heures.
Afin d'assurer un suivi adéquat des ouvrages, l'équipe a décidé d'augmenter le nombre d'heures pour réussir à faire une surveillance quotidienne tout en respectant le taux horaire

proposé initialement par la firme.
Le nombre d'heures a passée de 50 à 130 heures prévisionnelles.

L'appel d'offres publique pour les travaux intitulé VMP 19-012 Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleurs à l'arrondissement de Ville-Marie a été ouverte le 13 mai 2019 aux bureaux de l'arrondissement et sera inscrite pour approbation au Conseil d'arrondissement du 5 juin 2019.

JUSTIFICATION

Un contrat de gré à gré de 45 972,75 $ avec la firme Turquoise design Inc a été conclu le 27 mars 2019 (Bc : 1335375) conformément au Règlement du délégation de pouvoir de l'arrondissement de Ville-Marie (CA 24-009) et selon les dispositions du règlement sur la gestion contractuelle (18-030).

Le contrat initial sera bonifié de 130 heures prévisionnelles de surveillance afin d'obtenir une inspection quotidienne de chantier.
Le taux horaire de 75 $ sera maintenu. Nous recommandons une augmentation pour le volet numéro 6 - suivi et surveillance de chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.
Augmenté de 11 210,07 $ le montant du contrat initial pour un montant de 57 182.82 $ taxes incluses.
Un budget prévisionnel de contingences de 10% soit un montant de 5 718,28 $.

La dépense totale a autoriser est de 62 901,10 $ (taxes incluses)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans le programme quartier intégré et du verdissement du Quartier Sainte -Marie.
Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont:

a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues et le ciel nocturne.
b. Un contrôle des sédiments et d'évacuation de ceux-ci hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé et /ou récupéré.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des travaux : juin, juillet et août 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

Turquiose_BC 1335375 89972353 .pdf

ODS-19-06178_02.pdf

ODS-19-06178_02_Offre amendé pour surveillance.pdf

Projet de convention amandé-service pro.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré au montant de 57 182,82 $, taxes incluses, à Turquoise design inc. pour des services professionnels en architecture de paysage nécessaires à la préparation des plans et devis, des documents d'appel d'offres et surveillance de chantier pour des travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 62 901,10 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195876005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195876006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 novembre 2019, pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses

D'approuver la convention modifiée pour les services professionnels de la compagnie 9327 -2227 Québec inc.(EPI Paysage) se terminant le 30 novembre 2019;
D'autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195876006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 novembre 2019, pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le consultant a été engagé le 23 novembre 2018 pour des services en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation et la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager de divers parcs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans le but de supporter l'équipe en place, la direction des travaux publics a engagé les services professionnels d'une firme spécialisée en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation et la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager de divers parcs.
Afin d'assurer un suivi adéquat de la réalisation de ces parcs, l'équipe a décidé d'augmenter le nombre d'heures pour effectuer les tâches suivantes; l'élaboration des plans et devis, l'estimation des coûts, la surveillance des travaux, etc.

Le nombre d'heures sera bonifié de 490 heures prévisionnelles jusqu'à concurrence de la date de fin.

JUSTIFICATION

Un contrat de gré à gré de 24 500,00 $ taxes incluses avec la compagnie 9327-2227 Québec inc. (EPI Paysage) a été conclu le 23 novembre 2018 (Bc : 13311387) conformément au Règlement du délégation de pouvoir de l'arrondissement de Ville-Marie (CA 24-009) et selon les dispositions du règlement sur la gestion contractuelle (18-030).
Le contrat initial sera bonifié de 42 253,31 $ taxes incluses afin d'assister les professionnels de la division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers.

Le taux horaire sera bonifié tel qu'inscrit dans la convention.

Aucune option de renouvellement n'est prévue au contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.
Augmenté de 42 253,31 $ taxes incluses le montant du contrat initial pour un montant de 66 753,31 $ $ taxes incluses.

La dépense totale a autoriser est de 66 753,31 $ (taxes incluses)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-05-23
Vincent LEMAY Agent(e) technique en architecture de paysage	José PIERRE Chef de division parcs
Tél : 514 872-4518 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-1462 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195876006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 novembre 2019, pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses

Aspect financier_GDD 1195876006.pdf

Soumission 9327-2227 Québec Inc.pdf

Validation rotation gré à gré - 9327-2227 Quebec Inc._23-05-2019.pdf

convention pour 9327-2227 québec Inc (EPI Paysage) .doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Agent(e) technique en architecture de paysage

Tél : 514 872-4518
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195876006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 novembre 2019, pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195876006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876006

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	9327-2227 Québec inc.	482170

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		42 253,31 $						**42 253,31 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	03	juin	2019		30	novembre	2019

Formulaire complété par : Vincent Lemay

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 16:45:42

EPI
PAYSAGE

EPI paysage (9327-2227qc.inc.)
4074 av. de l'Hôtel-de-Ville,
Montréal, qc, H2W 2H1

À l'attention de

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
800 boul. de Maisonneuve Est, 17ème étage
Montréal, QC, H2L 4L8

Montréal, le 24 mai 2019

Bonjour,

Par la présente nous vous soumettons une offre de services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation et la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager de divers parcs. L'offre prends la forme d'une banque d'heure au nombre de 490h à un taux horaire de 75$ taxes en sus. Le montant total de l'offre s'élève à 36 750$ taxes en sus.

En espérant le tout conforme,

Mathieu Fournier
Architecte de paysage, président

SIMON Rapport - Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré					Date du rapport :	23 / 05 / 2019
					Période (90 jours)	du 22/02/2019 au 23/05/2019
Unité d'affaires :	Ville-Marie					
NEQ Fournisseur :	1171164461					
Nom fournisseur	Informations du BC	Description du BC	Mnt total engagé		Commentaires - Note à l'approbateur	

Selon les informations inscrites aux bons de commande SIMON, le fournisseur **9327-2227 QUEBEC INC.** pourrait être éligible à un contrat de gré à gré.

Mise en garde : les résultats du rapport dépendent grandement de la bonne saisie de l'information dans SIMON.

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la compagnie 9327-2227 Québec inc. (EPI Paysage).

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

ET : **9327-2227 Québec inc. (EPI Paysage)** , personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 4070 avenue de l'hôtel-de-Ville, Montréal, Québec H2W 2H1, agissant et représentée aux présentes par Mathieu Fournier, président.

N° d'inscription TPS : 808899926RT0001
N° d'inscription TVQ : 1223026695TQ0001
NEQ : 1171164461

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE la convention initiale a été signée le 23 novembre 2018, pour la fourniture de services professionnels en architecteur de paysage

ATTENDU QU'un contrat a été octroyé de gré à gré conformément au Règlement de délégation de pouvoir de l'arrondissement de Ville-Marie (CA 24-009)

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de *la Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au contractant

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Modifier la convention approuvée le 23 novembre 2018

1- Afin d'augmenter la dépense maximale de 42 253,31 $ et majorer le taux horaire l'ARTICLE 8, Honoraires est modifié comme suit;

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant. La Ville s'engage à lui verser une somme maximale de soixante six mille sept cent cinquante-trois et trente et un DOLLARS (66 753.31$), en paiement de tous nouveaux services rendus, calculés aux taux horaires de soixante quinze Dollars (75.00 $) ,couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

2- L'annexe 1 est modifiée pour y inclure l'offre du Contractant daté du 24 mai 2019

Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019
9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage)

Par : _____
Mathieu Fournier, président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 5 e jour de juin. 2019__ (Résolution CA19 240_ _ _.).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe 1

EPI paysage (9327-2227qc.inc.)
4074 av. de l'Hôtel-de-Ville,
Montréal, qc, H2W 2H1

À l'attention de

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
800 boul. de Maisonneuve Est, 17ème étage
Montréal, QC, H2L 4L8

Montréal, le 24 mai 2019

Bonjour,

Par la présente nous vous soumettons une offre de services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation et la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager de divers parcs. L'offre prends la forme d'une banque d'heure au nombre de 490h à un taux horaire de 75$ taxes en sus. Le montant total de l'offre s'élève à 36 750$ taxes en sus.

En espérant le tout conforme,

Mathieu Fournier
Architecte de paysage, président

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention modifiée pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc.(EPI Paysage) se terminant le 30 novembre 2019 et autoriser une dépense maximale de 66 753,31 $ taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 66 753,31 $

	Années antérieures	2019
Montant		66 753,31 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 60 954,67 $

	Années antérieures	2019
Montant		60 954,67 $

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 38 582,90 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 60 954,67 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306195	07161	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Un montant de 24 500 $ taxes incluses (22 371,77 $ nets de ristrounes de taxes) a déjà été accordé pour ce dossier en vertu des règles de délégation de pouvoir.
- Les crédits supplémentaires de 38 582,90 $, corespondant au montant de 42 253,31 $ taxes incluses, feront l'objet d'un virement conformément aux informations comptables ci-dessus.
- Le bon de commande 1311387 sera augmnenté en conséquence.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-24**

Date et heure système : 24 mai 2019 11:11:09

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197763003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 377 050,97 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour effectuer des travaux des aménagements pour le projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP 19-012 - 3 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 460 756,68 $377 050,97 $ pour les aménagements du projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur ;
D'accorder, à cette fin, un contrat de 377 050.97 $ (taxes incluses) à Ramcor construction Inc, plus bas soumissionnaire conforme, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-012 - 03 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 12:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197763003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 377 050,97 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour effectuer des travaux des aménagements pour le projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP 19-012 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent mandat est à l'effet d'octroyer un contrat pour l'exécution de travaux des aménagements autour de l'école Jean-Baptise-Meilleur dans le cadre du plan du verdissement des terrains sous-utilisés en bordure des emprises publiques du district de Sainte-Marie.

Ce mandat vise le réaménagement des deux rues autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur à savoir la rue de Rouen et la rue Dufresne.

La Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers a procédé au lancement d'un appel d'offres public le 25 avril 2019 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 mai 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'arrondissement souhaite procéder à l'aménagement et au verdissement de terrains sous-utilisés en bordure des emprises publiques du district de Sainte-Marie dans le cadre de son plan de verdissement s'échelonnant sur trois années (2018 à 2020).

Un premier mandat à déjà été réalisé en trois étapes: une analyse du potentiel du verdissement du district et l'élaboration d'un inventaire cartographié des sites identifiés, l'identification des potentiels d'aménagement d'îlots de fraîcheur découlant de l'inventaire réalisé à l'étape 1, sous forme de fiches descriptives et une dernière étape à sélectionner trois sites inventoriés à l'étape 2 afin d'élaborer des concepts d'aménagement qui proposent des interventions s'inscrivant dans les orientations du plan de verdissement de l'arrondissement.

Le présent Le présent mandat vise le réaménagement du premier site identifié (L'école Jean -Baptiste Meilleurs) sur deux rues à savoir la rue de Rouen (860 m2) et la rue Dufresne (250 m2) et qui sont identifiés respectivement site numéro 11 et 43 conformément aux

fiches descriptives attachées à l'annexe 3. La superficie totale approximative objet de cet appel à proposition de service est donc de 1110 m2.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) 25 avril 2019. Une (1) addenda a été émise pour répondre aux questions des soumissionnaires. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 mai 2019. La période de sollicitation du marché fut donc de dix-sept (17) jours calendriers.
Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP 19-012 visant les travaux d'aménagement précités, au total cinq (5) fournisseurs se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et trois (3) entreprises ont déposé une soumission, à savoir :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES 10% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
VMP-19-012 | 123726 - RAMCOR CONSTRUCTION INC.	377 050,97 $	37 705,10 $	414 756,07 $
VMP-19-012 | 120099 - LES ENTREPRISES VENTEC INC	447 264,25 $	44 726,42 $	491 990,67 $
VMP-19-012 | 83899 - AMENAGEMENT COTE JARDIN INC.	454 081,12 $	45 408,11 $	499 489,23 $
Dernière estimation réalisée ($)	427 676,19 $	42 767,62 $	470 443,81 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			468 745,32 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			13,02%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			84 733,16 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			20,43%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-55 687,74 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-11,84%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			77 234,61 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			18,62%

Suite à l'analyse, l'entreprise Ramcor construction Inc. (plus bas soumissionnaire) est conforme aux exigences du cahier des charges et elle est recommandée. Ramcor construction Inc. n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles et elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence par la Régie du bâtiment du Québec.

Ce contrat n'étant pas visé par la Loi sur l'intégrité en matières publics, l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat pour les travaux sera de 377 050.97$ (taxes incluses).
Nous recommandons d'autoriser une dépense de 46 000 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

Disposition des sols : 30 000 $
Frais de laboratoire (contrôle qualitatif) : 15 000 $
Panneaux de chantier : 1000 $

Un budget prévisionnel de contingences de 10% soit un montant de 37 705.10 $ taxe incluses est requis pour les imprévus.

La dépense totale à autoriser est de 460 756.07 $ (taxes incluses).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont :
a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues et le ciel nocturne;
b. Un contrôle des sédiments et d'évacuation de ceux-ci hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé et/ou récupéré;
g. Choix des matériaux de surface favorisant l'absorption des eaux de ruissellement sur place.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Juin 2019

Réalisation des travaux : Juin, juillet, août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte le règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.
Par ailleurs, les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges de l'appel d'offres public.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197763003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 377 050,97 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour effectuer des travaux des aménagements pour le projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP 19-012 - 3 soumissionnaires)

VMP-19-012_Analyse_conformite_soumission_15-05-2019.pdf VMP-19-012_PV.pdf

Pages de Ramcor_Section_A.pdf Aspect financier_GDD VMP 19-012.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1197763003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 377 050,97 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour effectuer des travaux des aménagements pour le projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP 19-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1197763003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-012**
Titre d'AO :	**Îlots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - Aménagement des sites no 11 et no 43**
Date d'ouverture :	**2019-05-13**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Ramcor Construction
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	377 050,97 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Les Entreprises Ventec
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	447 264,25 $
Dernière estimation :	427 676,19 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-12%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	19%
Nombre de soumissions déposées :	3

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Ramcor Construction Inc.	377 050,97 $	Conforme	CONFORME	L'entrepreneur n'a pas indiqué de prix à la section # 02-220 pour les items # 04 et # 05
2	Les entreprises Ventec Inc.	447 264,25 $	Conforme	CONFORME	
3	Aménagement Côté Jardin Inc.	454 081,12 $	Conforme	CONFORME	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Julie Roy	Date : 15 mai 2019
Vérifiée par :		Date :

Ville-Marie
Montréal

Ilots de fraîcheur – Quartier Sainte-Marie-Aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur à l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-19-012

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 13 mai 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 25 avril 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats et de madame Nathalie Deret, agente de recherche.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Ramcor Constructions inc. 1161184792	377 050,97 $
Les entreprises Ventec inc. 1145668878	447 264,25 $
Aménagement Coté Jardin inc. 1143147123	454 081,12 $

2019-05-13
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

13-05-2019
Julie Roy — date
préposée à la gestion des contrats

2019/05/13
Nathalie Déret — date
Agente de recherche

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-012

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement Ville-Marie 800, boul. de Maisonneuve, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
		2019	13	mai	2019	

Îlots de fraîcheur – Quartier Sainte-Marie. Aménagements des sites n°11 et n°43

Description et sommaire de soumission	Montant
Trauvaux d'aménagement autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur	
Montant total avant taxes :	327 941,70 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	16 397,09 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	32 712,18 $
Montant total :	**377 050,97 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161184792

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

8085 CHAMP D'EAU, SAINT-LÉONARD, QC, H1P1Y1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-329-4545	
GUY CORMIER, SECRÉTAIRE TRÉSORIER	Télécopieur :	514-329-4818	
	Courriel :	info@ramcorconstruction.ca	
Signature: Guy Cormier	Jour: 13	Mois: MAI	Année: 2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : VMP 19-012

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Ramcor construction Inc.	123726

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le coût total maximal de contrat des travaux de 377 050,97 $, (taxes incluses) sera assumé par le programmes triennal d'immobilisations
(PTI) de 2019.
Un budget prévisionnel de 10 % en contingences de la valeur du contrat (37 705,10$ taxes incluses) est dédié aux situations imprévues à l'occasion de l'exécution du contrat et un budget prévisionnel de (46 000$ taxes incluses) est prévu pour les frais incidents. Le montant total du projet sera 460 756,68 $ (taxes incluses).

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		460 756,68 $						**460 756,68 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : juillet

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	17	juin	2019	Date de fin :	30	août	2019

Formulaire complété par : Adriana Melendez

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 10:34:34

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1197763003

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Accorder un contrat de 377 050,97 $ à la compagnie Ramcor construction Inc. pour les aménagements du projet Ilots de fraîcheur - Quartier Sainte-Marie - aménagement des sites no 11 et no 43 autour de l'école Jean-Baptiste-Meilleur et autoriser une dépense maximale de 460 756,07 $ (appel d'offres public VMP-19-012 - 03 soumissionnaires)

D'accorder, à cette fin, un contrat à Ramcor construction Inc, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 377 050,97 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 37 705.10 $ (incluant taxes) et un budget prévisionnel d'incidences de 45 000 $ (incluant taxes)"

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 44220

Sous-projet: 1944220000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
421,0			421,0

Imputation

Projet: 44220

Sous-projet: 1944220001 Îlots de fraicheurs- Abords de l'école Jean-Baptiste Meilleur

2019	2020	2021	Total
421,0			421,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
460 756,07 $	420 731,71 $	377 050,97 $	344 297,79 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM97763003 au montant de 420 732,26 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 420 732,26 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818289	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 377 050,97 $ Crédits (Net ristourne): 344 297,79 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818289	801550	07165	57201	000000	0000	178483	000000	15010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 37 705,10 $ Crédits (Net ristourne): 34 429,78 $ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818289	801550	07165	57201	000000	0000	178483	028057	15010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 46 000,00 $ Crédits (Net ristourne): 42 004,13 $ Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818289	801550	07165	54590	000000	0000	178483	028058	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-05-23**

Date et heure système : 23 mai 2019 16:38:22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1198334001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution de 3 701,05 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie

Autoriser une dépense à différents organismes sous forme de session de formation aux animateurs des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie d'un montant de 3 702 $;
D'imputer cette dépense totale conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 13:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198334001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution de 3 701,05 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Les organismes qui bénéficieront des formations, offrent des camps de jour durant la saison estivale aux enfants de 3 à 15 ans de l'arrondissement de Ville-Marie. Les organismes ont été sollicités via la table locale des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de connaître les besoins en formation pour leur personnel d'animation en vue de l'été à venir. En regroupant les différents centres pour offrir les formations, l'arrondissement est en mesure de réaliser des économies d'échelles tout en s'assurant de la qualité et de la pertinence des formations offertes pour les plus petits organismes qui n'ont chacun que quelques animateurs à former.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les 7 organismes qui souhaitent que leur personnel puisse suivre une ou des formations offertes par l'arrondissement sont : le Y des femmes, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, le Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal, l'Association les Chemins du soleil, le Centre récréatif Poupart, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud et le Centre Jean-Claude Malépart, environ 50 animateurs suivront ces formations. Les formations seront offertes principalement durant la fin de semaine du 14, 15 et 16 juin 2019 par les formateurs Remue-Méninges en lien avec l'Association des camps du Québec. Les formations sont conformes aux critères des l'Association des camps du Québec et porteront sur l'animation et les mesures de sécurité pour assurer un encadrement efficace en camps de jour, les règles de sécurité à suivre en déplacement ainsi que la prévention de l'intimidation.

JUSTIFICATION

Assurer une animation diversifiée, de qualité et un encadrement sécuritaire dans les camps de jour pour les organismes offrant des services de camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie. Formations conformes aux exigences de l'Association des camps du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants de la formation d'une valeur de 3 702 $ seront payés à même le budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social sur présentation de facture par le fournisseur concerné.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S'assurer de la qualité et de la diversité des animations et d'un encadrement sécuritaire dans les camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie au bénéfice des enfants de 3 à 15 ans de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les formations ont été sélectionnées après concertation avec les différents organismes proposant des camps de jour. L'invitation aux animateurs des camps de jour bénéficiant d'une convention de contribution sera effectuée via la table des camps de jour de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les formations seront offertes principalement les 14, 15 et 16 juin 2019.
Une évaluation sera effectuée par le personnel de l'arrondissement et les bénéficiaires des formations.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fanny MORIAT
assistant(e)-intervention loisirs

Tél : 514-868-4961
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198334001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution de 3 701,05 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie



Aspect financier_1198334001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fanny MORIAT
assistant(e)-intervention loisirs

Tél : 514-868-4961
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198334001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution de 3 701,05 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198334001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1198334001

Nature du dossier : Autre

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association des camps du Québec - Formations Remue-Méninges	132057
2.		
3.		
4.		
5.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Paiement de factures pour formations animateurs de camps de jour
Association des camps du Québec - Formations Remue-Méninges : 3 702,00 $
Imputation : 306125-07189-61900-016491-000000

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			3 702,00 $					**3 702,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	06	juin	2019	Date de fin :	31	juillet	2019

Formulaire complété par : Fanny, Moriat
Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 16:09:56

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198334001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Autoriser une dépense à différents organismes sous forme de session de formation aux animateurs des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie d'un montant de 3 702 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **3 702,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		3 702,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **3 702,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **601006**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-23**

Date et heure système : 27 mai 2019 09:35:34

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194673001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Convention internationale de la culture urbaine (CICU), Alchimies, créations et cultures et Artch - Art contemporain émergent dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 42 000 $

Autoriser une dépense au montant maximal de 42 000 $ à titre de soutien financier dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019 ;*

D'approuver la convention avec le Centre international pour la culture urbaine (CICU);

D'accorder à cet effet une contribution au montant de 7 000 $ selon les modalités et conditions de versement ;

D'approuver la convention avec Alchimies, créations et cultures;

D'accorder à cet effet une contribution au montant de 10 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

D'approuver la convention avec Archt - Art contemporain émergent;

D'accorder à cet effet une contribution au montant de 25 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 13:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194673001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Convention internationale de la culture urbaine (CICU), Alchimies, créations et cultures et Artch - Art contemporain émergent dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 42 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2016, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé la création du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (FSOC)* dans le but de mieux encadrer les demandes de soutien financier déposées par divers organismes.
Les objectifs du programme visent à offrir :

- Une aide ponctuelle à un organisme pour consolider sa présence dans l'arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- Une aide pour développer un projet;
- Un soutien aux partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement;
- Une aide à des projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

La hauteur du soutien accordé est en fonction de la nature du projet tel que défini dans le Guide du programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195125006/ CA19 240155 Approuver les conventions avec La Pépinière | Espaces collectifs et l'Orchestre métropolitain dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

DESCRIPTION

Trois projets font l'objet de ce sommaire :

- La 24e édition du festival Under Pressure, présentée par l'organisme Convention internationale de la culture urbaine (CICU) se déroulera du 7 au 11 août au centre-

ville de Montréal (rues Sainte-Catherine et De Boisbriand). Cet événement constitue une une vitrine ainsi qu'un réel tremplin pour les artistes émergents. Il favorise également la reconnaissance de ces arts contemporains peu conventionnels au sein de la société. Le milieu Hip-Hop et le street-art, par les graffitis, la peinture, la musique, la danse ou encore le skateboard, sont mis à l'honneur pendant plusieurs jours grâce aux artistes mais aussi grâce à l'implication du public. Des fresques murales seront réalisées par les artistes invités, des compétitions de skateboard et Hip-Hop sont également prévues. Un espace pour enfants proposera des activités familiales, telles que des initiations à la danse et à la peinture. Toutes les activités d'animation sont offertes gratuitement. Le financement de l'arrondissement s'inscrit dans l'objectif d'une aide aux projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales. L'aide octroyée servira à couvrir les coûts additionnels engendrés par les fermetures de rue.

- *Alchimies, créations et cultures* présente la 9e édition du Festival Orientalys du 22 au 25 août au Quai Jacques-Cartier du Vieux-Port de Montréal. Célébrant l'Orient et la diversité artistique, le festival met de l'avant une programmation riche en talents locaux et des artistes de renommée internationale. Trois scènes permettront la présentation des spectacles. Une Médina orientale propose des souks entourée d'ateliers d'animation et de médiation ainsi que des "espaces-pays". Toute la programmation extérieure est offerte gratuitement. Le financement de l'arrondissement s'inscrit dans l'objectif d'une aide aux projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

- Pour une deuxième année, le projet *Artch - Art contemporain émergent* sera présenté au square Dorchester du 11 au 15 septembre 2019. Des artistes émergents en arts visuels exposeront leurs oeuvres via des modules individuels. Des ateliers et des visites guidées sont également prévues. L'espace public deviendra une plate-forme de diffusion pour les artistes émergents et un moyen de les faire connaître auprès des professionnels et du grand public. Par cet événement, l'organisme cherche à enrichir l'écosystème artistique montréalais et à créer un maillage entre plusieurs partenaires du territoire : organismes culturels (le Regroupement en arts visuels au Québec, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Diversité Artistique Montréal, Conseils des Arts de Montréal, Elan, l'Association des Galeries d'Art Contemporain), milieu corporatif (la banque RBC), fondations privées (Fondation Bombardier), entités de formation (Concordia, UQAM) afin de produire une synergie importante pour Montréal. Le financement de l'arrondissement s'inscrit dans un objectif d'une aide à un projet en développement. Les activités offertes au grand public sont gratuites. Le financement de l'arrondissement s'inscrit dans l'objectif d'une aide aux projets en développement.

Les descriptions complètes de ces deux activités se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

La contribution financière s'inscrit dans l'objectif de soutenir des projets en développement ou d'envergure métropolitaine pour consolider leur présence dans l'arrondissement de Ville-Marie et participer à la réalisation de leur programmation

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions devront être versées conformément aux dispositions des conventions signées entre les parties.

Nom de l'organisme	Titre du projet	Soutien accordé en 2016	Soutien accordé en 2017	Soutien accordé en 2018	Soutien recommandé en 2019	Valeur du soutien technique annuel
Centre international pour la culture urbaine (CICU)	Festival Under Pressure	25 000 $	25 000 $	-	7 000 $	-
Alchimies, créations et cultures	Festival Orientalys - 9e éd.	4 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $	-
Artch - Art contemporain émergent	Artch - Art contemporain émergent	-	-	30 000 $	25 000 $	15 000 $
TOTAL - CONTRIBUTION FINANCIÈRE - FSOC 2019 :					**42 000 $**	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes s'engagent à accorder une visibilité à l'arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

- Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement. Un rapport final incluant le bilan financier sur l'utilisation de l'aide accordée est requis trois mois après la date de fin de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ces dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Gina TREMBLAY
Chef de Division Culture et bibliothèques

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 872-3293

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194673001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec Convention internationale de la culture urbaine (CICU), Alchimies, créations et cultures et Artch - Art contemporain émergent dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 42 000 $

Les documents suivants pour chacun des organismes ont été déposés au bureau de la Division de la culture :

- Lettres patentes;
- Résolution du conseil d'administration;
- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;
- États financiers;
- Rapports annuels;

Annexe 2 - CICU.pdf Annexe 2 - Alchimies, créations et cultures.pdf

Aspect financier GDD 1194673001.pdf Annexe 2 - ARTCH.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194673001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec Convention internationale de la culture urbaine (CICU), Alchimies, créations et cultures et Artch - Art contemporain émergent dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 42 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194673001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Céline SIROIS
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-3552
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs




CONV-CICU-FSOC2019.docCONV-Alchimiest, créations , cultures- FSOC2019.doc



CONV-ARTCH- FSOC2019.doc

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Convention International de la Culture Urbaine

Statut juridique : Organisme a but non-lucratif Date d'incorporation : 28 novembre 2013

Adresse du siège social 994 Rue Saint Ferdinand Code postal : H4C 2T6

Téléphone : 514-712-0984 Télécopieur :

Site Internet : www.underpressure.ca

Nom du mandataire désigné : Melissa Proietti Titre : Presidente

Téléphone (bureau) : Cellulaire : 514-712-0984

Adresse courriel : melissa@underpressure.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

La Convention internationale de la culture urbaine, une organisation à but non lucratif créée en 2013 à comme mandat de soutenir les activités culturel et communautaire qui se trouve dans la catégorie des arts urbains.

Travaillant dans un contexte d'intervention et soutien social, l'équipe du C.I.C.U. s'investit dans plusieurs arrondissements pour présenter et participer à des activités de médiation culturelle. Pendant les années de fonctionnement de l'organisme, elle a présenté des activités dans plus que 10 écoles (francophones et anglophones), plusieurs centres communautaires et Maisons des Jeunes. Nous sommes responsables pour la supervision des heures communautaires (majeurs et mineurs), et elle organise des activités dans le cadre de sa galerie, Fresh Paint, qui aide à percevoir la culture urbaine dans de nouveaux contextes (activités mensuelles Art Attack, Beaux Dégâts, Beats to Eat etc.). Le festival Under Pressure, chapeauté également par le C.I.C.U., est reconnu à travers le monde comme étant le festival de cultures urbaines le plus ancien au monde, encore actif à ce jour. Il célébrera en 2019 ses 24 ans. Ainsi, une fois par an, toute la communauté élargie du festival Under Pressure se rassemble pour l'événement, afin de profiter des liens qui se sont créés et d'échanger au fil du temps.

En partenariat avec les YMCA du Québec, Trajet Jeunesse, English Montreal School Board, McGill University, Sac à Dos, Cactus, Mise au Jeu et autres institutions, le but de l'organisme est d'apporter un soutien constant à la médiation culturelle, axée basé sur les arts urbains.

Under Pressure 2016 https://vimeo.com/182466889
Beau Degats #30 https://vimeo.com/131137523

Information sur le projet

Titre du projet : Festival Under Pressure

Date(s) de réalisation : 7-11 aout 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : montage 10 aout, demontage 11 aout

Lieu(x) de réalisation : rue saint catherine et de boisbriand, Pavillion V UQAM, Foufounes Electrique, Theatre S

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [x] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [x] musique
- [x] danse
- [ ] arts du cirque
- [x] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 60 700 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le festival a pour objectif de promouvoir les différentes pratiques liées à la culture urbaine: Musique, Dance, Arts Visuels. Pendant une semaine, Under Pressure fédère un grand nombre d'acteurs locaux et internationaux autour d'événements culturels et éducatifs du festival. L'événement constitue ainsi un rassemblement annuel important favorisant les liens entre artistes mais aussi l'ouverture d'un dialogue avec le grand public intéressé ou curieux de découvrir les différentes pratiques issus de la culture urbaine. Au menu:
Expositions
Discussions
Ateliers
Performances musicales
Compétition de danse

Toutes les secteurs du festival invite non seulement la participation des artistes locaux mais aussi acceuil des artistes international a venir et renconter le monde d.ici, partager leur passion pour cet culture et créer des liens important entre différents cultures.

Un événement communautaire, compris d'une équipe de bénévoles l'emphase est sur garder le monder impliquer a travers no diverses programmes et projets qui vont a l'année long. Travaillant dans plusieurs écoles,centre communautaires et OBNL on donne une chance a nos participants de s'impliquer dans le festival pour garder un lien avec la culture qui leurs interpèle. On a aussi fondée une bourse d'études a L'école James Lyng a Saint Henri en 2015 pour bonifier notre suotiens de jeunes impliquer dans les arts.

Finallement on a aussi créer des partenariats avec des organismes comme Trajet Jeunnes et le YMCA pour superviser des heures communautaires pendant le festival. On croit sincèrement dans l'influence positive des mentors dans la vie de quel qu'un alors on a trouver un moyen de soutenir les organismes qui travaille avec cet madat.

Pour nous, on reste dédier a l'esprit de la communauté et de le faire rayonner a travers les arts urbains pour augementer l'accessibilité au monde intéresser par non seulement la médiation culturelle mais aussi le travail d'intervention en bâtisant les liens forts entres diverses groupes Montréalaises.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☐

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☐

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Le publique cible du festival Under Pressure est large. Passant de citoyens de toutes classes sociales, étudiants, prolétaires, majoritairement entre 18 et 45 ans au consommateurs de sorties culturelles, communautaire et culture urbaine celui-ci touche une clientèle multiethnique issue de la diversité culturelle . Se positionnant comme le pôle culturel d'envergure international celui-ci fait la promotion du festival a travers les réseau sociaux pour étendre sa portée:
Pages Facebook (+20 000 abonnées)
infolettre (+1000 abonnées)
Instagram (+5000 abonnées)
A travers ces différentes plateformes, le festival fait tourner son contenu promotionnel qui est a son tour partage par ses partenaires et la communauté en large

Pour informer le public Montréalais, un événement de lancement est prévu pour le 7 juillet ou la programmation complète du festival sera dévoilée a travers un communique de presse et son matériel promotionnel:
Flyer général (10 000 exemplaires)
Programme de festival (5000 exemplaires)
Affiches 11x17 distribué dans les commerces de divers quartiers de Montréal (150 unités)
C'est plus de 25 000 visiteurs qui prendront d'assaut le festival de partout a travers le monde.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☐ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Convention International de la Culture Urbaine (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : melissa proietti

Nom et fonction du représentant autorisé : Melissa Proietti Presidente

Date : 15 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Convention International de la Culture Urbaine

Nom du projet : Festival Under Pressure

Date de réalisation : 7-11 août 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Conseil des art du Canada	6000.00		
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture	15 000		
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	40 000 $		
Autre (précisez)	25 000 (evenement		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville	700		
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités	3000		
Commandites	3000		
Commandites en biens et services	2000		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	5000		
Contribution des partenaires en argent	4000		
Contribution des partenaires en services	10000		
Vente de produits dérivés	2000		
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	29000		
TOTAL DES REVENUS	45 700		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique	1000		
Cachets	10000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	15000		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	2000 (arts et infrastı		
Location d'un système de communication	1000		
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	800		
Assurances	1700		
Agence de sécurité	1000		
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	1000		
Achat de nourriture	500		
Achat de produits dérivés	5000		
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	8000		
Autre (précisez)	3000 (plan ingenieu		
Autre (précisez)	5000 (dance battle)		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	55 000		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse	500		
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	700		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	1000		
Frais de traduction			
Frais d'affichage	500		
Photographie			
Production vidéo	500		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	3200		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet			
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux	2500		
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	2500		
TOTAL DES DÉPENSES	60 700		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	15 000		

21 mai, 2019

Précisions sur le budget:

Cette année il y a plusieurs facteurs qui fait en sorte qu'on fait une demande de subvention au fonds de soutien d'organismes culturel.

1) Le plan de signalisation et coût de location pour le signalisation sera plus élevée cette année comme un chantier de construction sur le coin de Saint Dominique et Saint Catherine nous oblige de fermé la rue toute au long du weekend et changer le plan de circulation pour accommoder cette fermeture. (3000$)
2) En gardant la rue fermée pour toute la soirée on aura a engager une compagnie de sécurité pour garder nos équipements en sécurité étant donnée qu'il y aura un changement dans le piétonnage si la rue est fermée au trafic toute la nuit.(1000$)
3) On a été avisé par notre agent d'événement publique qu'il aura potentiellement un frais pour location de blocs de ciment pour protection dans les mesures anti-terroristes si la rue est fermée toute la nuit.(à vérifier)
4) On a perdu un de nos contributions financier d'un de nos partenaires qui valait $3500.00
5) Notre contribution pour le battle de danse sera plus élevée cette année (par $2000) car le but est de faire voyager les gagnants de notre crew battle à un événement en France; Hip Hop New School dans la ville de Quimper plus tard dans l'année.
6) Les cachets seront plus élevés cette année car le taux d'échange est plus élevés (1000$)
7) Les vols pour nos coordonnateurs qui arrivent de la France et d'Australie sont plus chère cette année comme les vols sont plus dispendieux présentement. (2000$)
8) La pizzeria sur la rue ou on acheter la bouffe pour nos bénévoles a fermé alors les coûts de nourrir nos bénévoles seront plus élevés. (500$)
9) On n'a pas de commandite pour l'eau pour nos bénévoles. (500$)
10) Pour réduire les déchets créer au sein du festival on aimerait fournir un verre réutilisable a nos participants et à nos bénévoles (500$).
11) Le coût d'achats de chandails est plus élevés (500$)
12) Le coût de l'impression sera plus élevés (500$)
13) On est en développement de partenaires médiatiques pour nous préparer pour le 25^{ième} édition mais le budget de communication est vastement plus élevés pour avoir la possibilité de promouvoir Under Pressure pour les deux années (1000$)

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

☐ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Alchimies, Créations et Cultures

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 22/06/1993

Adresse du siège social 1305, rue Mazurette, Suite 200, Montréal Code postal : H4N 1G8

Téléphone : 514-747-0000 # 215 Télécopieur :

Site Internet : www.festivalorientalys.com

Nom du mandataire désigné : Henda Ben Salah Titre : Directrice de la programmation

Téléphone (bureau) : 514-663-1501 Cellulaire :

Adresse courriel : fma@festivalarabe.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Créé en 1993, Alchimies, Créations et Cultures est un diffuseur et producteur montréalais de créations et de rencontres interdisciplinaires et interculturelles. Il se veut un ferment de créativité pour des artistes d'ici et d'ailleurs. Sa vision artistique, renouvelée continuellement, est toujours construite autour de projets qui questionnent, croisent et conjuguent des expressions et des discours culturels différents, voire antagonistes. Prônant la rencontre et le dialogue des cultures arabe et occidentale, il se veut un lieu où les deux cultures sont interrogées dans leurs fondements mêmes, dans un souci de profonde authenticité et de remise en question perpétuelle des certitudes.

Le Festival du Monde Arabe de Montréal (FMA), ainsi que le festival Orientalys constituent les deux principales activités de l'organisme. Continuant à promouvoir l'inter-culturalité par le biais de la création et de la diffusion d'œuvres innovatrices, notre organisme offre chaque année des dizaines de rendez-vous uniques adressés au grand public. La programmation proposée confirme l'identité du FMA et d'Orientalys comme lieux de rassemblement au-delà de tout clivage politique, ethnique ou religieux, entièrement dédié au dialogue des cultures.

Véritable carrefour de tendances artistiques permettant la réflexion et l'expérimentation, Alchimies, Créations et Cultures vise à:
- Favoriser la rencontre d'identités culturelles issues de différents horizons par le biais de la création, de la production et de la diffusion d'œuvres innovantes.
- Offrir aux artistes, de toutes origines, l'occasion d'échanger avec d'autres cultures et de s'enrichir d'un nouveau savoir-faire et de nouvelles approches.
- Soutenir et réaliser des initiatives artistiques qui s'appuient sur l'expérience de la diversité culturelle à Montréal.

Information sur le projet

Titre du projet : 9e édition du Festival Orientalys

Date(s) de réalisation : Du 22 au 25 août 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage : 20, 21 août 2019- Démontage : 26 août 2019

Lieu(x) de réalisation : Quai Jacques Cartier du Vieux-Port de Montréal

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☑ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 385000 $

Montant du soutien financier demandé : 15000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Cette demande concerne le soutien de l'arrondissement Ville-Marie pour la réalisation de la 9e édition du Festival Orientalys organisé par Alchimies, Créations et Cultures. L'aide accordée est affectée aux frais de programmation, de communication, de développement et de diffusion des spectacles des arts de la scène et de diverses animations multidisciplinaires et interculturelles. Cette édition se tiendra du 22 au 25 août au Quai Jacques-Cartier du Vieux-Port de Montréal.

Orientalys est un événement estival d'envergure, entièrement gratuit, qui attire plus de 130000 festivaliers durant ses 4 jours de programmation. Événement artistique unique en son genre sur la scène provinciale, ce festival célèbre les cultures de l'Orient, du Maroc à la Thaïlande, soulignant toute leur diversité, leur dynamisme et leurs particularités. Mettant l'emphase sur un regard croisé des cultures, Orientalys devient une réelle place d'échange entre les cultures orientales et occidentales et un lieu de diffusion qui métisse les traditions et les expressions artistiques. Le festival est marqué par un dynamisme foisonnant qui interpelle autant les festivaliers que los partenaires participants et qui se prête à une rencontre sincère avec l'Autre, à un échange authentique et à une expérience culturelle et artistique hors du commun. C'est aussi événement qui incarne fièrement toute la dynamique interculturelle de Montréal, en s'inspirant des héritages culturels orientaux qui forment la mosaïque ethnoculturelle de la métropole. C'est tout particulièrement un lieu de création artistique avant-gardiste qui met en place des projets et des collaborations inédites à contre-courant de la diffusion culturelle typique du milieu culturel montréalais.

Chaque année, Orientalys met en place une programmation riche et innovante qui vise à offrir au public, ainsi qu'aux partenaires et aux artistes une expérience des plus enrichissantes. Elle laisse une place de choix tant aux talents d'ici qu'aux artistes mondialement connus et reconnus et comprend des dizaines de nouveautés, créations, concerts, rencontres, projections, expositions et animations. Pour ce faire, l'offre artistique proposée est toujours réfléchie afin d'aller chercher le plus large spectre d'âges et d'intérêts, ainsi que de miser sur l'interaction des différents acteurs du projet. Dans cette perspective, la programmation prévue sera marquée par des initiatives et des projets de qualité qui reflèteront l'esprit et la vision du festival et qui consolideront la richesse, la vitalité et la diversité de la scène culturelle de Montréal. La croissance exceptionnelle du public, ainsi les résultats de l'étude de provenance réalisée par Festivals et Événements Québec (en fichier joint) donnent au présent projet toute sa pertinence.

Cette année, Orientalys prend le pari d'accroître son rayonnement, en s'installant de nouveau au Quai Jacques Cartier du Vieux-Port, lieu pouvant accueillir une plus grande capacité de personnes que le Quai de l'Horloge où se sont tenues les deux précédentes éditions. Une fréquentation de 150 000 personnes est attendue, ainsi qu'une augmentation accentuée des touristes. Nous travaillons à profiter au maximum de l'engouement qui s'est fait sentir lors des dernières éditions pour continuer à développer le festival, à accroître sa portée et son impact sur la communauté montréalaise, ainsi qu'à augmenter l'implication de ses partenaires culturels, médiatiques et communautaires.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Voir document joint

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Alchimies, Créations et Cultures (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Henda Ben Salah, Directrice de la prog_____

Date : 10-05-2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Alchimies, Créations et Cultures

Nom du projet : 9e édition du Festival Orientalys

Date de réalisation : Du 22 au 25 août 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Patrimoine canadien	62700$		
Provincial (précisez les programmes)			
Tourisme Québec	15000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture	25000$		
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15000		
Autre (précisez) Tourisme Montréal	5000		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	122700		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	65000		
Commandites en biens et services	80000		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	25000		
Vente de boisson	30000		
Vente de nourriture	20000		
Autre (précisez) Publicité	42300		
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	262300		
TOTAL DES REVENUS	385000		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	26000		
Honoraires professionnels	23000		
Main-d'œuvre technique			
Cachets	65000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	15000		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	17000		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	10000		
Matériel	7500		
Location d'un système de communication	1500		
Location d'installations sanitaires	2000		
Location de véhicules	1500		
Assurances	3500		
Agence de sécurité	3500		
Service ambulancier (premiers soins)	500		
Achat de boisson	6000		
Achat de nourriture	6500		
Achat de produits dérivés	5000		
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	5000		
Autre (précisez) Transport artistes	25000		
Autre (précisez) Séjour artistes	7500		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	3500		
Frais de représentation			
Dossiers de presse	500		
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	21000		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	72000		
Frais de traduction	1500		
Frais d'affichage	3500		
Photographie	1000		
Production vidéo	2500		
Bannières, oriflammes	2500		
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	108500		

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	35000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	1500		
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux	4000		
Autre (précisez)	5000		
TOTAL ADMINISTRATION	45500		
TOTAL DES DÉPENSES	385000		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	-		

ALCHIMIES, CREATIONS ET CULTURES

9e EDITION D'ORIENTALYS

22 - 25 AOUT 2019

Demande d'aide financière soumise à

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISMES CULTURELS OEUVRANT DANS VILLE-MARIE

Montréal – 25 février 2019

A. LE PROJET

Cette demande concerne le soutien de **l'arrondissement Ville-Marie** pour la réalisation de la 9e édition du Festival Orientalys organisé par Alchimies, Créations et Cultures. L'aide accordée est affectée aux frais de programmation, de communication, de développement et de diffusion des spectacles des arts de la scène et de diverses animations multidisciplinaires et interculturelles. Cette édition se tiendra du 22 au 25 août au Quai Jacques-Cartier du Vieux-Port de Montréal.

Orientalys est un événement estival d'envergure, entièrement gratuit, qui attire plus de 130000 festivaliers durant ses 4 jours de programmation. Événement artistique unique en son genre sur la scène provinciale, ce festival célèbre les cultures de l'Orient, du Maroc à la Thaïlande, soulignant toute leur diversité, leur dynamisme et leurs particularités. Mettant l'emphase sur un regard croisé des cultures, Orientalys devient une réelle place d'échange entre les cultures orientales et occidentales et un lieu de diffusion qui métisse les traditions et les expressions artistiques. Le festival est marqué par un dynamisme foisonnant qui interpelle autant les festivaliers que los partenaires participants et qui se prête à une rencontre sincère avec l'Autre, à un échange authentique et à une expérience culturelle et artistique hors du commun. C'est aussi événement qui incarne fièrement toute la dynamique interculturelle de Montréal, en s'inspirant des héritages culturels orientaux qui forment la mosaïque ethnoculturelle de la métropole. C'est tout particulièrement un lieu de création artistique avant-gardiste qui met en place des projets et des collaborations inédites à contre-courant de la diffusion culturelle typique du milieu culturel montréalais.

Chaque année, Orientalys met en place une programmation riche et innovante qui vise à offrir au public, ainsi qu'aux partenaires et aux artistes une expérience des plus enrichissantes. Elle laisse une place de choix tant aux talents d'ici qu'aux artistes mondialement connus et reconnus et comprend des dizaines de nouveautés, créations, concerts, rencontres, projections, expositions et animations. Pour ce faire, l'offre artistique proposée est toujours réfléchie afin d'aller chercher le plus large spectre d'âges et d'intérêts, ainsi que de miser sur l'interaction des différents acteurs du projet. Dans cette perspective, la programmation prévue sera marquée par des initiatives et des projets de qualité qui reflèteront l'esprit et la vision du festival et qui consolideront la richesse, la vitalité et la diversité de la scène culturelle de Montréal. La croissance exceptionnelle du public, ainsi les résultats de l'étude de provenance réalisée par Festivals et Événements Québec (en fichier joint) donnent au présent projet toute sa pertinence.

Cette année, Orientalys prend le pari d'accroître son rayonnement, en s'installant de nouveau au Quai Jacques Cartier du Vieux-Port, lieu pouvant accueillir une plus grande capacité de personnes que le Quai de l'Horloge où se sont tenues les deux précédentes éditions. Une fréquentation de 150 000 personnes est attendue, ainsi qu'une augmentation accentuée des touristes. Nous travaillons à profiter au maximum de l'engouement qui s'est fait sentir lors des dernières éditions pour continuer à développer le festival, à accroître sa portée et son impact sur la communauté montréalaise, ainsi qu'à augmenter l'implication de ses partenaires culturels, médiatiques et communautaires.

Le montant demandé à **l'arrondissement Ville-Marie** pour la 9e édition d'Orientalys s'élève à **25 000$**.

B. Soutien de l'arrondissement Ville-Marie, impact du projet et partenariats

B.1. Impact d'Orientalys

Depuis sa création, Orientalys est un projet qui s'inscrit dans la démarche structurante établie par notre organisme. En effet, cet événement rassemble plusieurs aspects qui valorisent et revitalisent son milieu et contribuent à la construction d'une société ouverte et authentiquement inclusive. Grâce à une programmation unique et substantielle, à la fois festive et ludique, Orientalys a une aura et une attractivité qui bénéficient directement au rayonnement de l'arrondissement Ville-Marie spécifiquement et de la région métropolitaine et contribuent à consolider son statut de métropole soutenant la diversité culturelle.

B.1.1. Développement culturel et événementiel de la métropole

Ce festival ajoute à l'attractivité de la métropole en amplifiant la gamme d'activités estivales, et œuvrant dans un secteur culturel peu exploité, celui de la diffusion des traditions et courants artistique issus de l' « Orient ». Orientalys se distingue des autres festivals d'été de Montréal par sa spécialisation dans la diffusion d'un art et d'une culture qui se prêtent, aujourd'hui plus que jamais, à un renouvellement dans la créativité. Au sein même de la collectivité, Orientalys est un événement structurant pour le développement social de la région métropolitaine, travaillant à une expression artistique ouverte sur les autres, et sur la diversité, et offrant un espace physique de rencontre entre les différents groupes ethnoculturels de la région dans un cadre d'ouverture authentique et sincère. Cette initiative s'ajoute aux manifestations culturelles qui font de Montréal la première ville nord-américaine à offrir à ses citoyens, visiteurs et touristes un produit artistique profondément ancré dans la richesse interculturelle de ses communautés.

Orientalys est donc une occasion unique pour beaucoup d'acteurs du milieu culturel et artistique de faire découvrir la richesse d'une offre artistique diversifiée et d'accéder à une visibilité unique.

B.1.2. Développement social des Montréalai(se)s

Ce projet travaille concrètement à établir un climat d'ouverture et d'inclusion sociale authentique. Il offre un espace propice à la rencontre et à l'échange entre communautés ethnoculturelles. Ces moments seront vécus par une famille qui participe à un cours d'initiation au kathak, danse-théâtrale traditionnelle du nord de l'Inde, ou encore par les jeunes venus participer à une cérémonie de service de thé à la mauritanienne, ou bien ceux et celles qui participeront à la confection de lanternes thaïlandaises. Autant de situations qui représentent bien les multiples opportunités offertes pendant l'événement pour construire de véritables ponts interculturels et intergénérationnels. Des moments positifs et constructifs qui influencent au-delà des limites du festival et qui permettent de miser sur la constitution d'une communauté saine et authentiquement ouverte à l'autre.
Orientalys offre aux organismes communautaires participants, aux artistes et aux festivaliers l'opportunité de tisser des liens solides au-delà de toute appartenance ethnique, linguistique ou religieuse. Pour les partenaires et les organismes culturels, les 4 jours de festivités représentent une opportunité de maximiser leur rayonnement, d'affirmer leur présence dans la communauté montréalaise et de montrer leur travail aux résidents de la ville et à tous les touristes présents sur le site.

B.1.3.Développement du cadre de vie et de l'identité métropolitaine

Partout en Amérique du Nord, Montréal est reconnue comme étant une ville riche et dynamique de par sa scène culturelle vibrante et la diversité de sa population. Bien que cette réputation soit en grande partie le reflet d'une situation existante, ces éléments sont en continuelle évolution. En effet, il est nécessaire d'appuyer les initiatives qui contribuent à démarquer ces aspects de l'identité métropolitaine. C'est en ce sens qu'un événement tel qu'Orientalys prend toute son importance. Le festival met en valeur des éléments clés de l'identité montréalaise, tels que sa vitalité artistique et culturelle et l'authenticité de son inter-culturalisme.

Dans un contexte mondial où les tensions liés aux enjeux du inter-culturalisme sont exacerbées, il est d'autant plus important de mettre de l'avant des événements propices à la rencontre positive des cultures. C'est un défi auquel s'attarde l'équipe d'Orientalys, édition après édition, en se souciant d'offrir une gamme d'activités et une programmation qui poussent les festivaliers et les partenaires à s'impliquer dans un échange interculturel authentique. En s'associant à des partenaires œuvrant dans différents domaines et avec différentes communautés, Orientalys permet l'interaction entre eux et leur offre une occasion unique de tisser des liens étroits. Les retombées sociales et culturelles profiteront autant au public qu'aux participants, en établissant une cohésion sociale profitable pour tous.

B.1.4. Impact sur la communauté artistique

L'ensemble des activités proposées ont été pensées dans le souci de favoriser le développement artistique et professionnel des artistes et des organismes participants. De fait, aux artistes issus de la diversité, ce projet permet de bénéficier de la dynamique créée par la programmation proposée, ainsi que des retombées de la production tant au niveau de la créativité que sur le plan du rayonnement. Il leur offre aussi la possibilité d'enrichir leurs expériences et parcours artistiques, en leur faisant participer à des projets innovateurs. En outre, il favorise la production des jeunes artistes, leur permet de côtoyer des artistes internationaux confirmés, leur donnant l'occasion de vivre une expérience humaine et artistique d'une grande richesse. Ces collaborations sont un précieux tremplin pour enrichir leurs connaissances et leur réseau professionnel.

À travers l'ensemble des projets proposés, notre organisme vise à promouvoir des initiatives artistiques et culturelles innovantes qui privilégient l'échange et le partage dans le travail de création et à diversifier les formes de rencontre. La collaboration et l'échange d'idées entre groupes et acteurs participants, ainsi que la création de nouvelles dynamiques et synergies avec de nombreux partenaires canadiens et étrangers, favorisent l'accès aux divers patrimoines culturels et la mobilité des artistes et des œuvres.

En faisant participer artistes locaux et internationaux, partenaires culturels et communautés montréalaises, les différents projets initiés permettent de bâtir une vision créative originale et de tenir compte des nouvelles approches et expériences. Avec comme crédo l'audace et l'expérience, Orientalys permet une grande dynamique qui bénéficie à toutes les parties : l'accroissement et la diversification des partenariats internationaux, la participation d'artistes confirmés internationaux, la couverture de l'événement par les médias internationaux, la promotion sur les marchés nationaux et internationaux, ainsi que le trafic des personnes engendré tant des autres provinces que de l'extérieur du Canada sont autant d'éléments qui ont un impact positif sur les différentes parties impliquées comme pour la Ville de Montréal.

Les artistes de la relève ne sont pas en reste puisqu'une grande place leur est réservée, conformément aux orientations fixées de concert avec ses différents partenaires. Ils ont ainsi la possibilité d'expérimenter, de

présenter des projets inédits dans différentes disciplines et de profiter de la plate-forme promotionnelle mise à leur disposition.

À la communauté artistique de tous bords, ce projet permet de revisiter, en théorie et en pratique, dans une démarche originale et stimulante, des mémoires artistiques collectives puisant dans un héritage commun. En croisant divers patrimoines artistiques, il offre de belles découvertes, mais aussi de multiples ouvertures à des pratiques qui n'ont pas nécessairement une présence active à Montréal. En mêlant des traditions différentes, Orientalys permet de nourrir les artistes participants d'une multitude d'expressions et de perspectives nouvelles.

B.2. Aide de l'arrondissement Ville-Marie

B.2.1. Pertinence du soutien de l'arrondissement Ville-Marie

L'engouement, ainsi que la croissance connue par le Festival Orientalys au fil des éditions montrent un grand potentiel de développement. Cependant, cette entreprise requiert une structure et des moyens matériels permettant de concrétiser ces efforts et d'inscrire le festival dans les réseaux internationaux d'art et de culture. L'équipe d'Orientalys travaille d'arrache-pied pour atteindre ces objectifs de croissance au niveau artistique, médiatique, culturel et social.

Dans cette veine, le soutien de l'arrondissement Ville-Marie constitue une condition nécessaire à la réalisation de la 9e édition du festival et à la réussite de notre démarche pour les prochaines éditions. Il permettra, en outre, de consolider l'identité artistique, interculturelle et sociale de la métropole québécoise et de le faire rayonner sur la scène artistique et culturelle.

B.2.2. Enjeux d'Orientalys

Pour l'élaboration de cette 9e édition, notre équipe a souligné les enjeux majeurs sur lequel nos efforts porteront, et les principaux défis sur lesquels se concentré afin de consolider notre structure pour le future. Ces éléments constituent aussi les aspects où les financements privés et publics seront attribués en priorité (en prenant compte de différentes restrictions relatives aux contribuables), afin de répondre à nos objectifs de développement :

- Le développement du public en profitant du passage au Quai Jacques-Cartier et en élaborant un plan d'action qui repose essentiellement sur des partenariats avec des associations étudiantes et des partenaires communautaires.
- Le développement et la consolidation des partenariats avec les réseaux de diffusion au Québec, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger.
- Disposer d'un local qui puisse permettre d'héberger l'administration, la production et l'accueil en résidence des artistes locaux et internationaux.
- La mise en place d'une structure organisationnelle qui permet de réaliser les objectifs de développement et de satisfaire les bailleurs de fonds et les instances gouvernementales, mais aussi de s'adapter à toute une autre réalité de temps, de lieux, etc.
- Le maintien de l'équilibre entre l'excellence artistique et la dimension sociale de nos actions ainsi qu'aux besoins et au bien-être physique et psychologique des membres de l'équipe.

- Le développement de la part de l'aide publique dans le financement de notre organisme.
- Le développement de revenus autonomes suffisants pour maintenir le fonctionnement de l'organisme (location d'espaces, vente de produits dérivés, vente de publicité, etc.)
- Le développement de la participation du secteur privé (commandites et dons) qui présente un grand potentiel.
- La mise en place d'un plan de relève qui permet de constituer une équipe jeune et dynamique dotée d'un savoir-faire et d'une adhésion, atouts majeurs pour la stabilité, le développement et la pérennité de notre organisme.

B.3. Partenariats nationaux et internationaux

Le festival Orientalys, qui en est maintenant à sa 9e édition, a connu un essor fulgurant, multipliant par le fait même ses collaborations tant locales, nationales et internationales. Les partenariats, qu'ils soient d'ordre privé, public, culturel ou médiatique, accentuent l'ampleur des moyens mis en œuvre par notre organisme et permettent à l'événement de se développer à la hauteur de son potentiel.

Orientalys tient à impliquer au maximum ses partenaires dans son processus décisionnel. Nous voyons dans cette approche une façon efficace de toujours rester à l'affut des tendances de notre milieu, d'être en constante évolution et de ne pas rester sur ses acquis, et, surtout, d'appliquer concrètement notre vision inclusive au sein même du fonctionnement de notre organisme. Ainsi, les organismes culturels et communautaires impliqués dans l'animation du festival apportent chaque année de nouvelles idées, que ce soit pour engager les festivaliers dans un nouveau type d'activité, ou encore pour proposer une nouvelle collaboration artistique. Ces collaborations permettent une expérience gratifiante pour chacun et contribuent à faire rayonner le festival à travers leurs réseaux, soutenant par le même coup le rayonnement de la ville de Montréal à l'échelle nationale et internationale.

Pour la réalisation d'Orientalys, notre organisme s'est constitué une palette de partenaires dont la diversité, la pertinence et les compétences contribuent à sa réussite. Le développement constant de nouveaux partenariats est essentiel au développement et à la bonne santé de notre organisme. Ils assurent à la fois une diversification de la programmation, le rayonnement de l'évènement dans les sphères culturelles, la réduction des coûts de production et un financement supplémentaire – soutiens provenant de plusieurs organismes et ministères étrangers - permettant d'endiguer la précarité de la structure. Une problématique à laquelle doit faire face notre organisme malgré un soutien évident de la part des différentes communautés impliquées.

B.3.1. Partenaires locaux

Partenaires culturels et communautaires

Société du Vieux-Port de Montréal, Jokermail Production, H&J Events Services, OktoEcho, Small Word Music, The Canadian Arab Institute, Entreprise culturelle Abjad Howse, Consulat de Turquie, La Maison de la Syrie, Association des Femmes Iraniennes, Fédération des étudiants libanais à Montréal Tollab, Concordia Syrian Student Association (CSSA), Centre communautaire Irakien, Centre Khemara, Communauté vietnamienne du Canada région de Montréal, Sino Québec, Communauté des Algériens Unifiés du Canada, Association Tunisienne des Étudiants de Polytechnique (ATEP), Consulat Général d'Egypte, Tibetan Cultural Association, Afghan Youth Association of Montreal, Communauté mauritanienne au Canada (CMC), Istituto italioano di cultura Montréal (Institut italienne de la culture - IIC), Fondation Canado-Palestinienne du Québec, Centre de Culture Kabyle, Association Angkorienne du Canada, Arab Canadian Cultural Center (ACCC),

Association Turquebec, Centre Kabir, Montreal Korean Language and Culture Club, SN Production, Wardcom, DearMinds, Hôtel Lord Berri, Gosbat Music.

Partenaires médiatiques

TV5, 24Heure, Fugues, Radio CIBL, Atuvu.ca, Sors-tu.ca, Radio Mike FM, LaVitrine.com, Radio CKUT, Radio Centre-Ville, Maghreb Observateur, Nuevo Mundo TV, Magazine M Télé, 99% Media.

Partenaires publics

Patrimoine canadien, Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Conseil des Arts du Canada, Ville de Montréal, Conseil des arts et des lettres du Québec, Conseil des arts de Montréal, Arrondissement Ville-Marie.

Partenaires privés

Groupe Jean Coutu, Groupe Banque TD, Hôtel Espresso, WakedIgal, Graphic Emotions, Kif Kif Import, Origen, Taxi Hochelaga, LSM.

B.3.2. Partenaires internationaux

- Maroc : Ministère de la culture, Dar Al Maghrib.
- Algérie : Agence algérienne pour le rayonnement culturel, Ministère de la Culture, Journal Liberté, Radio chaîne 3.
- Liban : Future TV, LBC International, Elle Orientale.
- Tunisie : Ministère de la Culture, Express FM, Nessma TV.
- Syrie : Arabesque FM, Radio Rosana.
- France : Office pour la jeunesse Franco québécoise (OFQJ), Festival Arabesques de Montpelier, Accords croisés.
- Le Guide du Routard : intégration d'*Orientalys* aux suggestions d'activités estivales à Montréal et rabais de 15% sur les produits dérivés et les stands alimentaires, ainsi que de 45% sur les activités payantes sur présentation du guide.

C. Plan de réalisation, 2019 - 2021

Ce plan vise principalement le développement durable des activités de l'organisme et s'appuie sur une analyse approfondie du passé et du présent, des contextes internes et externes, ainsi que des opportunités de croissance.

C.1. Objectifs visés

La programmation d'*Orientalys* a pour mission de susciter des liaisons entre diverses formes artistiques du Québec et du monde pour générer une expression artistique métissée. À travers sa vision élargie de l'Orient, *Orientalys* se veut un terreau d'expressions culturelles diverses qui se rencontrent, partagent et s'enrichissent mutuellement. En conviant plus d'une quinzaine de cultures dans un même endroit, le festival fait la promotion de la diversité montréalaise, encourage les rencontres et favorise l'excellence artistique sous toutes ses formes, qu'elles soient traditionnelles, modernes, locales ou étrangères.

Orientalys vise des objectifs concrets qui le mèneront à se développer à son plein potentiel. Se basant sur les résultats et la croissance des 8 dernières éditions, ce plan vise à accroître la performance du festival et à poser les jalons d'un développement durable qui qui se sépare sur les trois grands axes suivants :

C.1.1. Développement de la programmation et du public

- Construire une dynamique d'échange et de rencontre des cultures par le biais de la création, de la production et de la diffusion d'œuvres innovantes.
- Présentation d'un produit unique qui se démarque de la concurrence.
- Favoriser l'interaction avec les communautés locales et d'origines diverses grâce à l'art.
- Mise en place d'une stratégie de fidélisation et de renouvellement du public.
- Accroître l'achalandage global.
- Développer le public touristique surtout provenant des autres provinces canadiennes et des États-Unis.

C.1.2. Développement du rayonnement national et international

- Élaboration d'une stratégie axée sur le rayonnement national et international
- Renforcement du réseautage et de la communication internationaux
- Consolidation des partenariats nationaux et internationaux
- Renforcement de la communication locale
- Optimisation des nouvelles formes de communication.

C.1.3. Consolidation organisationnelle et financière

- Mise en place d'une gestion financière rigoureuse
- Recherche de nouvelles ressources financières
- Augmentation des revenus autonomes
- Renforcement des processus de contrôle et d'évaluation des performances
- Stabilisation et renforcement organisationnel : équipe, bénévoles.
- Renforcement de la politique de développement durable

C.2. Actions à mettre en place

C.2.1. Au niveau du développement de la programmation et du public

C.2.1.1. Présentation d'un produit culturel original

Choisissant de se démarquer des autres évènements qui foisonnent pendant la période estivale, l'équipe d'Orientalys a misé sur l'originalité de son offre, la diversité de sa programmation et la grande variété de ses ateliers et activités. À cet effet, notre équipe met l'accent sur deux points centraux :

- Offrir une Médina aux couleurs de l'orient au cœur du Vieux-Port de Montréal.
- Proposer des artistes internationaux de renom qui drainent un important achalandage et assurent un effet de levier.

C.2.1.2. Développement d'une programmation d'envergure

- La présentation de projets **plus importants et de plus grande envergure**, et ce avec la collaboration avec des partenaires locaux et internationaux (Dar Al Maghrib, Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel, Tunisair, Chambre de commerce marocaine, etc.)
- **La mise à l'honneur d'un pays d'Orient**, et ce à travers un grand volet qui lui sera dédié. Cette orientation est confortée par le succès de la première expérience en 2018 mettant le Maroc à l'honneur.
- L'offre d'une programmation créative et rassembleuse qui permet d'attirer de nouveaux publics.
- L'élaboration d'une programmation multidisciplinaire qui croise **différentes traditions**, revisite d'anciennes alliances et offre au public la magie de la fusion des musiques et des danses. La programmation comprend : animations et performances assurées par des artistes et des groupes locaux de renom, projections sur grands écrans, animations multimédia, ateliers de calligraphie, de henné, de tatouage oriental et de danse traditionnelle et contemporaine. Les spectacles alternent animations populaires et dynamiques, mobilisant un nombre important de spectateurs dans une ambiance festive et dansante.
- Le renforcement de la **participation d'artistes internationaux de grande renommée** capables de drainer une assistance tant locale qu'internationale importante.
- **Le développement des arts issus de la diversité :** la programmation présentée s'inscrit dans la mission de notre organisme de donner une place de diffusion unique aux arts issus de la diversité culturelles canadiennes. La programmation est une opportunité hors du commun pour les artistes d'ici et d'ailleurs de rentrer en contact avec le festivaliers locaux et visiteurs. Elle permet aussi aux festivaliers de s'initier à des formes d'arts et de connaitre des artistes qui sont rarement programmés sur la scène culturelle locale.

C.2.1.3. Consolidation de la Médina

Élément central de la programmation, la Médina met en vedette différents pays d'« Orient », représentés par des organismes locaux et des organisations communautaires. Ce concept qui comprend l'espace Pays d'Orient, la scène de la Médina et la tente Ateliers offre un voyage multi-sensoriel qui appelle à un échange direct entre le public et les exposants, un partage et une découverte authentique de l'Autre.

Le développement de la Médina passe par :

- L'établissement de nouveaux partenariats communautaires pour développer l'offre des kiosques des Pays d'Orient et encourager les partenaires retournant à renouveler leurs activités et étendre leurs

propositions, avec une attention particulière portée sur les groupes communautaire représentants les cultures d'Asie du Sud et de l'Est.

- L'intégration d'une section création à la tente Ateliers. Ouverte au public, elle sera dirigée vers la fomentation de moments de création pour les partenaires artistiques.
- Le développement d'activités liées aux arts visuels : peinture, photographie, calligraphie, projection.
- Le développement d'une offre d'activités liées à la gastronomie et aux arts culinaires.
- Le développer d'animation qui accentue l'interaction entre les différents pays représentés.
- La consolidation de l'offre d'ateliers proposés dans la tente Ateliers : artisanat, danse, contes. Ces ateliers seront destinés à toute la famille.

C.2.1.4. Développement de l'achalandage global

Lors de ses précédentes éditions, Orientalys a permis de toucher un public totalement nouveau, curieux et nombreux, composé en grande partie de touristes et de familles. De par sa programmation très diversifiée tant au niveau des spectacles que des ateliers proposés et son caractère entièrement gratuit, *Orientalys* accueille chaque année un public composé de festivaliers d'origines, d'intérêt, d'âge et de situations des plus variés. Malgré le déplacement d'Orientalys au Quai de l'Horloge en 2017 et en 2018, en raison du calendrier d'activités chargé du Vieux-Port de Montréal, l'événement a réussi à revenir à son niveau d'achalandage habituel malgré une moindre exposition du site et le chamboulement relatif des habitudes de sa clientèle. En 2018, il a attiré pas moins de 131 000 festivaliers dont 21% de touristes, selon l'étude de provenance réalisée par Festivals et Événements Québec jointe à la demande.
De retour en 2019 au Quai Jacques-Cartier, après avoir négocié une entente sur 3 ans (2019-2021), le festival souhaite développer son auditoire encore davantage pour les prochaines années, en tirant profit de l'exposition exceptionnelle du site. A cet effet, afin d'assurer un grand rayonnement de l'évènement tant à Montréal, au Québec, au Canada qu'au niveau international, l'équipe d'*Orientalys* a mis en place une politique visant à maximiser son potentiel d'attraction et l'augmentation de l'achalandage, notamment touristique. En misant sur l'originalité de l'événement et sur sa richesse, *Orientalys* espère encourager les communautés orientales de Montréal à se présenter davantage au festival, de même que les Québécois dans l'optique d'un dialogue des cultures. La campagne de promotion mettra l'accent sur l'Orient, ses évocations, et la grande fascination dans les imaginaires pour attiser la curiosité des plus récalcitrants.

Au regard de ces éléments, nous visons l'atteinte des objectifs d'achalandage suivants :

- Augmenter l'achalandage global du public de 15% par rapport à 2018.
- Augmenter l'achalandage des touristes venant des autres provinces canadiennes de 15% par rapport à 2018.
- Augmenter l'achalandage des touristes venant des États-Unis de 20% par rapport à 2018.

C.2.1.5. Développement de l'achalandage de certaines communautés cibles

Développement du public jeune

- Développer une programmation propre à attirer un public plus jeune.
- Inviter des artistes de la pop, de l'électro et du hip-hop.
- Faire de la promotion à travers les réseaux des jeunes.
- Miser sur une communication via les réseaux sociaux, plus accessibles aux jeunes.

Développement du public familial

- Développer des activités à destination des familles : ateliers, activités ludiques, activités pour les enfants, etc.
- Rendre le site du festival encore plus propice à recevoir des familles, avec une aire de jeux par exemple.
- Programmer des activités interactives et une programmation qui s'étale sur toute la journée de 12h00 à 23h00 avec des activités qui cible toutes les tranches d'âge.

Développement du public touristique

L'objectif d'Orientalys est de répondre à la fois aux attentes de son public habituel et de cibler de nouveaux publics et les touristes tant des autres provinces canadiennes que des États-Unis et d'ailleurs, et ce à travers :

- Intégrer les réseaux de festivals et d'activités d'été afin de profiter d'une campagne de promotion adressée spécifiquement aux touristes.
- Conclure des partenariats avec des organisations propres à toucher les touristes :
    - Avec « Québec en saisons » et des sites web comme « Groupon » pour offrir des forfaits de séjour à Montréal (séjour dans nos hôtels partenaires, restauration sur le site d'Orientalys, offre d'activités gratuites, etc.).
    - Avec des agences de voyages, pour offrir des forfaits de séjour à Montréal englobant hébergement, restauration sur le site d'Orientalys et activités gratuites (tatouage, soins beauté, ateliers de percussion, etc.).
    - Avec des guides de voyages pour y inclure Orientalys dans les manifestations d'été à Montréal, et offrir un rabais sur les produits dérivés aux détenteurs des guides.

C.2.2. Au niveau du rayonnement national et international

C.2.2.1. Élaborer une stratégie de communication intensive

Afin de faire rayonner l'événement au-delà des frontières québécoises, notre équipe a mis en place une stratégie de communication orientée vers le grand public et les touristes. Elle repose sur les éléments suivants :

- Renforcer les partenariats conclus avec la Vitrine, Publicité Sauvage, la Société du Vieux-Port de Montréal pour bénéficier de leur important réseau de distribution et d'affichage.
- Conclure un partenariat avec le réseau de distribution « A l'affiche 2000 » qui détient un réseau de distribution et d'affichage provincial en plus de la ville d'Ottawa.
- Systématiser la distribution des dépliants d'Orientalys dans les différents hôtels de Montréal tout en informant les concierges sur les caractéristiques de l'événement. Mais aussi créer des partenariats avec certains établissements hôteliers, incluant la distribution des documents de communication d'Orientalys dans les chambre et des avantages accordés aux touristes.
- Développer le site web dédié au festival Orientalys compatible aux téléphones mobiles et aux tablettes (www.festivalorientalys.com). Bilingue et offrant une navigation conviviale, facile et ergonomique, le site web d'orientalys permet au festival une plus grande accessibilité tant au niveau national qu'international.
- Reconduire et consolider les ententes conclues avec La Presse, CTV, Groupe Transcontinental, Radio classique CJPX, CKUT, CIBL, MIKE FM et Nuevo Mundo TV.
- Reconduire et consolider les ententes conclues avec des organisations culturelles ayant des percées à l'étranger comme Mundial Montreal et Métropole Films.

- Intensifier l'exploitation du potentiel des médias sociaux (Facebook, twitter, Myspace, blogue, etc.) afin d'atteindre un public jeune et la communauté des internautes difficilement accessible par la communication classique.

C.2.2.2. Renforcer la communication bilingue

De par la diversité du public, ainsi que des partenaires d'Orientalys, notre équipe s'affaire à rejoindre autant les francophones que les anglophones. Sa stratégie de communication et de promotion est donc basée sur les deux langues officielles :

- L'impression et la distribution d'un programme comprenant des textes bilingues.
- La mise en place durant le festival d'une équipe de bénévoles bilingues.
- Le bilinguisme du site web www.festivalorientalys.com.
- La création d'extraits vidéo de la programmation et de publications sur les réseaux sociaux dans les deux langues officielles.
- Des campagnes promotionnelles dans les médias francophones et anglophones, et le placement d'encarts dans La Presse, Le Devoir et The Gazette.
- Invitation à la conférence de presse de médias anglophones et francophones.

C.2.2.3. Renforcer le réseautage international

- La consolidation du partenariat avec le ministère de la culture au Maroc.
- La reconduction du partenariat avec l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC).
- La participation à des événements de réseautage : Mundial Montréal, Festival Beirut and Beyond, etc.
- La collaboration avec le Festival des traditions du monde de Sherbrooke.

C.2.3. Au niveau de la restructuration organisationnelle et financière

C.2.3.1. Mise en place d'une gestion budgétaire rigoureuse

Sur le plan financier, notre équipe a mis en œuvre une gestion rigoureuse et efficace basée sur les actions suivantes:

- Un suivi soutenu du budget prévisionnel par le Conseil d'Administration dans le but d'avoir un bilan constamment exploitable et évitant ainsi les surprises de fin d'exercice.
- Continuer à utiliser un système comptable efficace en collaboration avec deux sociétés indépendantes. La tenue des livres et le contrôle du cash-flow sont assurés par Wardcom et la mission d'examen par WakedIgal, garantissant ainsi un meilleur rendement, la production à temps des rapports financiers, une meilleure exploitation des États financiers, etc.
- Des solutions ad hoc d'ajustement et une mise à jour rigoureuse de la planification budgétaire.

C.2.3.2. Optimisation des dépenses et les allocations budgétaires

Face aux conditions extrêmement contraignantes et aux ressources financières et humaines limitées, l'équipe d'Orientalys a élaboré un plan d'action qui permet d'assurer une stabilité, une planification et une visibilité à long terme. Ce plan permet aussi de gérer au mieux les imprévus budgétaires et les urgences et d'assurer la

pérennité de l'évènement. À cet effet, des mesures ont été mises en place afin d'optimiser les dépenses et les allocations budgétaires :

- Optimiser le budget alloué aux communications et privilégier les nouveaux moyens de promotion (réseaux sociaux, réseaux des partenaires, sites web, etc.)
- Opter pour des coproductions et co-diffusions avec les partenaires (Dar Al Maghrib, AARC, Centre Kabir, associations communautaires, consulats des pays participants, etc.) qui permettent de réduire les coûts de production et de diffusion.
- Reconduire le partenariat annuel avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, permettant un important soutien aux ressources humaines.
- Reconduire le partenariat avec l'Agence Algérienne de Rayonnement Culturel (AARC) qui permet la prise en charge des coûts de transport des artistes venant d'Algérie.
- Reconduire le partenariat avec le Centre culturel marocain Dar Al Mahrib qui permet la présentation d'un important volet marocain.
- La conclusion des partenariats avec de nouveaux partenaires au Maghreb et en Europe afin de réduire les coûts de transport et de promotion (Royal Air Maroc, Air Algérie, Compagnie aérienne tunisienne Syphax, Institut Français, Institut du Monde Arabe, etc.)
- Impliquer les partenaires institutionnels, artistiques et médiatiques dans la campagne promotionnelle des différentes activités et les mettre à contribution pour une visibilité dans les infolettres, la diffusion de l'information dans les réseaux, l'affichage...

C.2.3.3. Renforcer le travail de développement des partenariats et des commandites

La consolidation du réseau institutionnel, local et international permettra de mettre en place de synergies qui assureront une croissance aussi bien de la notoriété de l'événement que du savoir-faire de l'équipe. Dans cette perspective, une campagne de recherche de commandites et de nouveaux partenariats sera menée, en se basant sur l'expérience acquise durant les trois années d'existence d'Orientalys, ainsi que le réseau et la réputation d'Orientalys. Outre les partenariats modestes avec les concessionnaires qui promeuvent leurs produits en occupant les kiosques et les tentes du site, nous envisageons de tisser des liens avec des commanditaires plus solides, notamment les commanditaires exclusifs du Vieux-Port et des acteurs majeurs de l'industrie culturelle locale et étrangère.

C.2.3.4. Renforcer et organiser l'équipe des bénévoles

Afin de faire face au manque de ressources financières et humaines, notre organisme compte sur le soutien d'un réseau de bénévoles qu'il compte renforcer au cours des prochaines éditions. Ces bénévoles aident notamment dans la promotion de l'évènement et la gestion des activités sur le site. Pour ce faire, différents comités sont mis en place :

- ✓ **Comité de planification**

Un comité de bénévoles participe à la planification de l'évènement. Il assiste notre équipe dans le choix des dates du festival, de la programmation, ainsi que de la définition des stratégies de promotion. Les différents points de vue de ces personnes issues d'horizons divers sont très utiles pour la réussite de l'événement.

- ✓ **Comité de gestion**

Lors de la préparation des évènements, des bénévoles occupent des postes liés à la gestion en appui à l'équipe. Ils contribuent au niveau de la réservation des hôtels, de l'organisation des voyages et de la préparation des fiches techniques des artistes. Au niveau administratif, leurs tâches comprennent la rédaction de contrats et la

préparation de budgets qui seront ensuite soumis aux différents services. Finalement, les bénévoles aident à la diffusion de l'information relative aux festivals en participant à la mise à jour des sites web et au bon déroulement des conférences de presse.

- ✓ **Comité logistique**

Sous la direction de l'équipe d'Orientalys, ce comité participe à assurer les tâches logistiques de la coordination avec les artistes (demandes techniques, contrat, accueil lors de l'événement), en passant par la promotion et la campagne de communication (distribution des dépliants, collage d'affiches). Lors du festival lui-même, ces bénévoles sont impliquées dans toutes les activités: tenue du stand d'information, soutien aux artistes, des artisans et de l'équipe technique, création de matériel multimédia, prise de photographie, aide aux ateliers et au kiosque de prise de photos déguisées, etc. Certains sont même chargés de coordonner les bénévoles : ils agissent ainsi comme référents.

- ✓ **Comité d'évaluation des résultats**

Une rencontre avec les bénévoles est prévue une semaine après la fin du festival afin d'évaluer les résultats au vu des objectifs fixés au préalable. Les bénévoles sont invités à poser un regard critique sur la planification, la programmation, la promotion et l'organisation logistique du festival. Leur regard objectif quant à la démarche et leur implication, de la planification au démontage, permettent à l'équipe de corriger les erreurs commises et de profiter de nouvelles opportunités ou de nouvelles forces. Cette évaluation permet la préparation de la prochaine édition dans de meilleures conditions.

C.2.3.5. Améliorer l'expertise professionnelle de l'équipe

L'amélioration de l'expertise professionnelle de l'équipe d'Orientalys est essentielle pour être à la hauteur des objectifs ambitieux de l'organisme. Les initiatives d'apprentissage systématique et continu visent à améliorer les compétences d'organisation et de gestion de l'équipe, permettant ainsi un meilleur rendement et une meilleure efficacité. Ainsi, en matière d'amélioration de l'expertise professionnelle de l'équipe, plusieurs actions de formations seront réalisées :

- Consolider l'équipe avec des spécialistes du plein air : faire appel à des spécialistes des manifestations de plein air afin de :
  - Mieux gérer les aspects logistiques notamment les besoins techniques, matériels et organisationnels.
  - Concevoir une occupation de l'espace pratique et efficace afin de créer une atmosphère qui plonge instantanément le festivalier dans un univers d'hospitalité et de fantaisie.
  - Repenser la manière d'approcher le plein air et d'attirer le festivalier afin de transformer les contraintes en atouts.
- Formations spécifiques en matière de gestion des projets, planification stratégique, gestion des risques, gestion financière, gestion des RH, etc.
- Participation des membres de la direction aux différents programmes de gouvernance.
- Formation de l'équipe d'Orientalys, y compris les stagiaires, aux outils de management tels que les ressources Google à savoir Agenda, Drive, Google plus, Google Analytics.
- Formation des membres de l'équipe aux outils de planification stratégique de manière à être plus responsables et plus réactifs.

C.3. Résultats concrets visés

C.3.1. En matière de rayonnement et de partenariat

- L'établissement de partenariats institutionnels, artistiques et médiatiques, nationaux et internationaux, consolide à la fois la programmation du festival et son rayonnement à l'extérieur du Québec. Cela contribuera fortement à la réduction des coûts de production et au développement de la programmation
- L'accueil des journalistes étrangers assure une couverture médiatique dans des tribunes internationales de forte influence qui se répercutera sur la notoriété publique et artistique, ainsi que sur le développement du public du festival.
- Une mise en marché hors Québec, permettant une augmentation de l'achalandage et de la part des touristes et des excursionnistes.

C.3.2. En matière de développement du public

- Un accroissement substantiel de l'achalandage local et touristique, conformément aux objectifs visés au préalable.
- Le renforcement de la place qu'occupe Orientalys dans le paysage artistique montréalais et parmi les festivals d'été au Canada,

C.3.3. En matière de programmation

- La réalisation d'une programmation d'envergure et d'activités majeures qui consolideront l'image de marque d'Orientalys.
- Le développement du concept de la Médina.
- La reconduite de l'expérience de mettre un pays à l'honneur, avec une programmation spéciale dédiée à la culture de ce pays.

C.3.4. En matière financière et organisationnelle

- L'accroissement du soutien provenant des instances publiques
- L'accroissement des revenus autonomes (commandites et produits dérivés)
- Stabilisation et consolidation de l'équipe

D. Demandes financières auprès d'organismes publics (2019)

Organisme Public	Montant demandé	État
○ ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Québec	100.000 $	En cours
○ Patrimoine Canadien	75.000 $	En cours
○ Ville de Montréal	25.000 $	En cours

E. Les prévisions budgétaires 2019

Voir document ci-joint.

F. Bilan de la 8e édition d'Orientalys (2018)

Voir document ci-joint.

G. Plan de communications, 2019-2021

Le plan de communication 2019-2021 repose sur une stratégie de communication principalement orientée vers le **grand public** et les **touristes**. L'accent sera mis sur la capacité à susciter l'intérêt des médias locaux et étrangers, à consolider la plate-forme promotionnelle et à favoriser le développement des publics et des partenariats artistiques et institutionnels. Il repose sur une profonde réflexion menée par l'équipe, et plus particulièrement par la direction des communications, afin d'adapter la stratégie de communication d'Orientalys à un contexte social et médiatique en pleine évolution.Il s'articule autour des points suivants :

- Une **campagne promotionnelle intensive** est prévue en juillet. Soutenue par une équipe de relations de presse qui met en place d'importants leviers pour la promotion, elle s'organisera autour de différents points:
    - Reconduire et consolider les ententes conclues avec La Presse, TV5, CTV, Radio classique CJPX, CKUT, CIBL, MIKE FM et Nuevo Mundo TV.
    - Renforcer le rayonnement par le biais des occasions de visibilité offertes dans le cadre des ententes conclues avec les partenaires de diffusion ou de production - notamment la Société du Vieux-Port, la Vitrine, etc.
    - Intensifier l'exploitation du potentiel des médias sociaux (Facebook, Twitter, Myspace, Instagram, blogues, etc.) afin d'atteindre un public jeune et la communauté des internautes.
    - Renforcer l'impact de chaque action de communication en s'appuyant sur l'expérience de l'équipe des relationnistes de presse (approches communicationnelles innovatrices, créativité multimédia, traduction en anglais et en arabe de tous les communiqués, suivi auprès des médias internationaux, outils de marketing adaptés, etc.)
- Élaborer une **campagne de promotion internationale** globale (TV, journaux, internet, médias sociaux) qui repose sur :
    - Investir et faire valoir les activités d'Orientalys dans des campagnes de sensibilisation et de valorisation auprès du public, des acteurs culturels québécois et des organismes artistiques locaux et internationaux.
    - Une campagne promotionnelle sur les chaînes de télévision arabes Futur TV et LBC International.
    - Campagne de promotion en Ontario, dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis (Radio-Canada Télévision, journaux arabophones au Canada et aux États-Unis, distribution à grande échelle des dépliants, radios locaux et communautaires, etc.)
    - Un envoi postal massif du programme à plus de 15.000 personnes à l'extérieur du Québec, effectué quatre fois par an.
- Mettre en place des **campagnes spécifiques** qui ciblent des **publics potentiels :**
    - Conclure un partenariat avec le réseau de distribution « A l'affiche 2000 » qui détient un réseau de distribution et d'affichage provincial en plus de la ville d'Ottawa.
    - Systématiser la distribution des programmes dans les différents hôtels de Montréal.
    - Reconduire et consolider les ententes conclues avec des organisations culturelles ayant des percées à l'étranger comme Mundial Montreal.
    - Renforcer les partenariats conclus avec la Métromédia Plus, Publicité Sauvage, pour bénéficier de leur important réseau de distribution et d'affichage.
    - Optimiser la visibilité accordée par les partenariats possédant d'importants réseaux d'affichage et de distribution.

- Accroître le **potentiel d'attractivité des sites web et des réseaux sociaux**
    - À travers son site web (www.festivalorientalys.com), notre équipe reçoit les propositions artistiques des artistes et recueille les commentaires et les suggestions du public dans les quatre coins du monde. Cette plateforme reflète la mission du festival, son positionnement ainsi que ses objectifs communicationnels à court et moyen terme. Bilingue et offrant une navigation conviviale, facile et ergonomique, le site web permet une plus grande accessibilité tant au niveau national qu'international.
    - Intensifier l'exploitation des médias sociaux (Facebook, twitter, Myspace, instagram, Vineo, blogue, etc.) suite aux progrès importants réalisés lors des derniers exercices, avec le recrutement d'une stagiaire à la communication dédiée à ce créneau.
- Renforcer la communication bilingue. Étant basé à Montréal, la communauté d'Orientalys est très cosmopolite. Pour cette raison, notre équipe s'affaire à rejoindre autant les francophones que les anglophones. Sa stratégie de communication et de promotion est donc basée sur les deux langues officielles :
    - L'impression et la distribution d'un programme comprenant des textes bilingues.
    - La mise en place durant le festival d'une équipe de bénévoles bilingues.
    - Le bilinguisme des sites web et des réseaux sociaux.
    - La création d'extraits vidéo de la programmation et de publications sur les réseaux sociaux dans les deux langues officielles.
    - Des campagnes promotionnelles dans les médias francophones et anglophones, et le placement d'encarts dans La Presse, Le Devoir et The Gazette.
    - Invitation à la conférence de presse de médias anglophones et francophones.

H. Plan de promotion hors Québec

Dans le cadre de sa stratégie de rayonnement international, Alchimies, Créations et Cultures a visé les marchés suivants : l'Amérique du Nord, principalement les grandes villes américaines et canadiennes, l'Europe, principalement les grandes villes en France et en Belgique, et l'ensemble des pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ses clientèles cibles ont été les : touristes, mélomanes, cinéphiles, arabophones, milieux artistiques et culturelles. A cet effet, une stratégie promotionnelle de pénétration des marchés visés a été élaborée, en s'articulant autour des points suivants :

- Un plan de communication solide s'appuyant sur l'expérience des relationnistes de presse (établissement d'une salle de presse, traduction en anglais et en arabe de tous les communiqués, suivi auprès des médias internationaux, outils de marketing adaptés, approches communicationnelles innovatrices, créativité multimédia, etc.).
- Une grande campagne de promotion internationale (TV, journaux, internet, médias sociaux) :
    - ✓ sur les ondes de Future TV, LBC et MBC, trois grandes chaînes internationales arabes.
    - ✓ en Ontario, dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis à travers Radio-Canada Télévision, des médias arabophones canadiens et américains, la distribution à grande échelle des imprimés en arabe et en anglais...
    - ✓ sur les ondes de TV5, radio-canada.ca, cyberpresse.ca, tva.canoe.ca
    - ✓ sur : elaph.com, eloubnan.com, bonjourmontreal.com, international.daralhayat.com.
    - ✓ dans de nombreux sites Web à l'étranger

- ✓ à travers les médias sociaux (facebook, youtube, twitter, Instagram, Vineo, Blogue, etc.)

- Des campagnes spécifiques qui ciblent les publics potentiels des différents spectacles (particulièrement les spectacles majeurs).
- Une couverture médiatique au Liban, en Algérie, en Tunisie, à Qatar et au Maroc qui, d'ores et déjà, a été convenue à travers des accords de collaboration reconduits ou conclus récemment. Exemple : L'Orient-le Jour, Liberté, le chiffre d'affaires, Noun, Elle Orientale, Le Temps d'Algérie, La Presse en Tunisie, etc.
- La conclusion d'un partenariat avec le Festival Gnaoua et musiques du monde d'Essaouira au Maroc.
- Une campagne de publicité sur les ondes de Future TV America qui couvre tout le territoire États-Unis et Canada.
- Couverture sur Arab-American Radio (États-Unis).
- Couverture sur TV5 dans l'émission Maghreb-Orient express.
- Accueil de journalistes, producteurs et diffuseurs étrangers venant de l'extérieur du Québec afin de consolider son réseau et de renforcer son rayonnement international. En effet, de nombreux producteurs et des journalistes viennent à Montréal assister aux diverses activités du festival soit pour une couverture médiatique, soit pour l'établissement de collaborations de partenariats.

I. Politique de développement durable

Depuis de nombreuses années, notre organisme s'inscrit dans la mouvance de développement durable. À cet effet, notre plan stratégique fixe des orientations claires quant à la confirmation d'Orientalys en tant qu'événement écoresponsable visant à atteindre des objectifs environnementaux, sociaux, éthiques et de gouvernance bien précis. À cette fin, des actions ont été mises en place lors des précédentes éditions et seront reconduites et renforcées pour les prochaines années:

I.1. Volet environnemental

- Utilisation des produits dérivés recyclables (les sacs à main, les T-shirts et les autres produits dérivés sont fabriqués à partir de fibres biologiques).
- Tous les programmes sont imprimés sur du papier recyclable.
- Respect des standards environnementaux et écologiques lors de l'évènement comme la mise en place d'un système de collecte des matières résiduelles et compostables (majoritairement des déchets alimentaires) afin de réduire la quantité de déchets sur le site.
- Mise en place d'une stratégie de promotion axée sur les médias électroniques pour minimiser le nombre d'imprimés promotionnels. L'équipe du festival tente d'optimiser l'utilisation du site internet du festival et des médias sociaux. Ces actions contribuent à la fois à minimiser le nombre d'imprimés promotionnels du festival et à réduire le coût de la promotion.
- Les bannières, les oriflammes, ainsi que les éléments de signalisation affichés, sont réutilisés à chaque édition et sont imprimés à partir de fibres recyclées.
- La tenue d'Orientalys sur le site du Vieux-Port accessible par différents moyens de transports publics encourage l'usage des transports en commun (bus, métro, bixi et navette fluviale). Une sensibilisation au covoiturage est aussi mise en place.
- La réduction de l'usage de gobelets en plastique en proposant des gobelets consignés.

I.2. Volet social

- À son échelle, Orientalys participe au combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers la gratuité de toutes ses activités et en proposant des prix de vente ainsi que des services de restauration à des tarifs modérés.
  Notre équipe veille à ce que les kiosques alimentaires proposent des produits sains, équilibrés et variés, tout en proposant aux visiteurs une éducation au goût à travers la proposition de menus de différents pays. Cet effort sera reconduit pour les prochaines éditions.
- La participation des membres de l'équipe dans la gestion de l'entreprise et la mise en place les outils nécessaires pour favoriser de saines relations et de bonnes conditions de travail (formations, programme d'accueil, réunions de bilan régulières). Ils deviennent ensuite des porte-paroles de l'organisme dans leur vie quotidienne hors travail.
- La mise en place de mesures pour garantir la sécurité des personnes : ententes avec des corps ambulanciers pour la sécurité des individus, formation du personnel aux services de premiers soins et recrutement d'employés déjà formés, mise en place d'un plan de mesures d'urgence.
- Intégration de l'équité et la solidarité sociales dans les énoncés de mission et de valeurs de l'organisation. Ainsi, l'existence même d'Alchimies, Créations et Cultures et sa nature d'OBNL en font une organisation dédiée au développement social et culturel de Montréal et de l'extérieur.
- Inscription de l'évènement dans une logique de préparation de l'avenir et de formation en offrant la possibilité à des stagiaires de joindre l'équipe afin de se former sur le terrain au cœur de l'évènement. L'accueil des stagiaires se fait dans une logique d'échanges entre les générations de professionnels de l'évènementiel, et de partage et transmission des compétences de chacun.
- Porter une attention particulière à recruter des employés et des bénévoles de différentes origines culturelles et sociales.
- Notre organisme s'implique dans la communauté en soutenant des associations locales. Ainsi, il a entrepris des partenariats et accordé de la visibilité à des associations comme Tollab (Fédération des Étudiants Libanais à Montréal) ou encore l'Association des femmes iraniennes de Montréal ou Concertation femmes. Certaines de ces associations ont également eu l'opportunité de participer à la programmation en proposant des projets originaux. Il en a résulté le développement de nouvelles compétences professionnelles au sein de ces organisations et la mise en place d'une tribune leur permettant d'être actifs auprès de leurs communautés. De plus, les évènements que nous présentons se présentent comme un débouché pour des artistes locaux issus de la diversité culturelle. Le festival met un point d'honneur à donner sa chance à ces artistes et à leur assurer la meilleure promotion.
- De par sa nature, Orientalys participe à l'enrichissement de la société québécoise et de la vie culturelle des diverses communautés montréalaises.

I.3. Volet économique

- Notre équipe déploie d'immenses efforts d'investissement dans la relève, comme en témoigne les précédentes éditions d'Orientalys. Cet investissement prend autant la forme de formation de futurs professionnels et de bénévoles, d'offre d'opportunités à des artistes de la relève, que de mise en contact des différents acteurs dans une optique autant personnelle que professionnelle.
- Rationalisation des coûts liés aux équipements en organisant la mise en commun avec les autres organisations œuvrant et en recherchant des commanditaires et des partenaires pour nos différents évènements.

J. Visibilité offerte à l'arrondissement Ville-Marie

- Insertion, à titre de partenaire financier, de la signature de l'arrondissement Ville-Marie sur les supports de communication d'Orientalys : dépliants, affiches, site web, bandeaux internet, inflolettres, dossier de presse.
- Insertion d'un message de la mairesse sur le site web d'Orientalys
- Insérer un hyperlien vers le site de l'arrondissement Ville-Marie sur le site internet d'Orientalys
- Inviter les responsables de l'arrondissement Ville-Marie aux événements d'Orientalys

ALCHIMIES, CRÉATIONS ET CULTURES

Présente

Orientalys

Programmation provisoire de la 9e édition

22 - 25 août 2019

Quai Jacques Cartier - Vieux-Port de Montréal



LA SCÈNE TD

Célébrant l'Orient et sa diversité artistique en grand, la scène TD voit défiler des grandes stars de renom international, qui attirent des milliers de festivaliers par soir. Merveilleuse fenêtre sur les différentes cultures de l'Orient, le public assiste à prestations uniques d'artistes de grand talent.

LISTE DES ARTISTES :

- Fnair (hip-hop-arabe – Maroc)
- Koum Tara (Pop-fusion – France-Algérie)
- HanHan & Datu (Hip-hop-Filipino/ Ontario-Philippine)
- Vandana Vishwas (Pop-indienne – Toronto)
- Asmaa Lnmawar (Pop -Maroc)
- Vidya Vox (Pop-indienne – États-Unis-Inde)
- Reda Taliani (Pop - Algérie)
- Noyz (Hip-hop-Punjabi – Toronto)
- Kathak Toronto (Danse traditionnelle – Toronto)
- Master-D (Bengla-pop – Montréal)
- Clay and Friends (Jazz-Pop-Fusion – Montréal)
- Nabil Bali (Musique bédouine – France, Maroc)
- Orange Blossom (Électronique fusion – France)
- Nidhal Yahyaoui (Chaab – Tunisie)

LA SCÈNE DE LA MÉDINA

Animée à longueur de journée, la Scène Médina propose une programmation variée tant par les styles de performances qui y sont organisées, que par les cultures qui y sont présentées. La scène médina se métamorphose au gré de la journée, de la classe familiale de kung-fu, en soirée dansante sur des rythmes afghans; un espace dynamique où le temps se perd et qui donne une aisance hors de l'ordinaire au métissage culturel.

LISTE DES ARTISTES :

- Arashi Daiko (Taiko, danse instrumentale japonaise– Montréal)
- Ensemble Matsu Také (Musique classique japonaise – Montréal)
- Troupe Matsu Také (Danse traditionnelle japonaise – Montréal)
- Kathak Toronto (Danse traditionnelle indienne – Toronto)
- Folklorico Filipino Canada (Danse traditionnelle Filipino – Toronto)
- Deepali (Danse Bollywood – Montréal)
- DJ Sam (soirée électro, hits perses – Montréal)
- Collectifs Passeurs de Voix (Théâtre engagée – Montréal)
- DJ Murad (Soirée électro, hits maghrébins – Montréal)
- Sakuramai Montreal (Arts martiaux – Montréal)
- Troupe Layalina (Danse traditionnelle libanaise – Montréal)

- Troupe MCCCA (Troupe de danse traditionnelle chinoise – Montréal)
- Yiké (Danse folklorique du Cambodge – Montréal)
- One World Music (Soirée dansante, musique afghane – Montréal)
- Valeska Danse (Danse traditionnelle afghane – Montréal)
- Sandhill (Électro fusion – Montréal)
- Idurar (Musique kabyle – Montréal)
- Fencioglu et Cie (Musique traditionnelle turque – Montréal)
- Ali Omar el Farouk et Isaon Milan Ghkadis (Musique arabo-grecque – Montréal)
- Troupe artistique Phoenix (Danse traditionnelle chinoise – Montréal)
- Idurar (Musique kabyle – Montréal)
- Cie Accrorap (Danse lyrique – France)
- Ensemble Astân (Musique persano-arabo-turque – Montréal)
- Ethereal Tribal (Danse orientale– Montréal)
- Mi Young Kim Dance Company (Dance coréenne– Ontario)
- Série de recréation de cérémonies traditionnelles (Mariage thaïlandais; mariage libanais; défilé marocain; cérémonie du thé japonais)

LA MÉDINA

Pendant quatre jours et quatre soirées, la Médina d'Orientalys vibre au rythme de la pluralité orientale. Ce lieu central du festival, est celui qui regroupe la cuisine, les artistes et les artisans, pour faire voyager le public de kiosque en kiosque, de Damas à Delhi, en passant par Hanoï.

En collaboration avec des organismes québécois dédiés à valoriser et faire vivre la diversité culturelle plusieurs kiosques sont installés afin de permettre aux festivaliers de découvrir et célébrer des arts anciens et/ou contemporains, appartenant à plusieurs pratiques ou disciplines, reflétant la richesse, la vitalité et la diversité du Québec.

Que ce soit à travers l'artisanat, la maroquinerie, la peinture sur verre, des ateliers de calligraphie ou de méditations, plusieurs activités sont au menu afin de vivre une expérience chaleureuse et vivante, aux couleurs d'ici et d'ailleurs.

Ateliers :

- Contes traditionnels (chinois, iranien, indien, kabyle, et autres)
- Initiation aux percussions arabes
- Initiation aux instruments iraniens
- Confection de lanterne
- Dégustation de fruits d'Asie-du-sud
- Cuisine 101 de l'Orient
- Calligraphie perse
- Calligraphie bengalaise
- Initiations aux produits de beauté naturels
- Origami pour tous

- Atelier d'encre sur soie
- Atelier de broderie traditionnelle
- Atelier de jeux d'ombres
- Atelier de confection de bijoux
- Atelier de confection de lanterne
- Atelier d'initiation aux instruments du Maghreb
- Atelier de percussions-dansées
- Initiation à la méditation indienne
- Séance de Kung Fu - M. Chen
- Séance de vinyasa traditionnel
- Initiation à la danse azerbaidjanaise
- Initiation de danse baladi
- Atelier de pâtisserie orientale
- Séance de découverte des épices et parfums d'Orient

Volet création :

- Séance de jam entre artistes invités, ouvertes au public

Nous désirons, cette année, augmenter notre offre d'activités liées aux arts visuels qui seraient disponibles tout au long de la journée pour les visiteurs. Nous voulons varier le type d'expressions artistes offertes sur le site, pour réussir à toucher un plus grand tyoe de public et compléter l'expérience des festivaliers.

Volets arts visuels :

- Arwa Abouon (échantillon d'exposition)
- Sundus Abdul Hadi (livre interactif)
- Projection plein air (à déterminer)

LA SCÈNE D'ENTRÉE

La scène d'entrée c'est l'occasion de s'immiscer en douceur dans l'espace imaginaire de l'Orient. Grâce aux talents en émergence qui vont vibrer cette scène, cette première étape qui marque littéralement l'entrée du festival, est une chance unique pour nous mettre aux parfums de l'ambiance festive qui s'ouvre à nous. Que ce soit à travers la musique, le chant ou la danse, les artistes de scène d'entrée animent cet espace de mille et une couleurs en nous annonçant une suite des plus festives.

DANSE :

- Spectacle de danse baladi-flamenco
- Spectacle de danse traditionnelle japonaise
- Spectacle de danse folklorique égyptienne
- Spectacle de danse indienne
- Spectacle de danse chinoise

MUSIQUE :

- Spectacle de musique électro-gnaoua
- Spectacle de musique folk fusion balkano-arabo-turque
- Spectacle de sitar indien
- Spectacle de derbouka
- Spectacle de percussion thaïe

CHANT :

- Spectacle de chants traditionnels gnaoua
- Spectacle de chants tziganes
- Spectacle de chants traditionnels kabyles
- Spectacle de chants azerbaidjanais

N° de dossier : 1194673001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Convention internationale pour la culture urbaine (CICU)	320107
2.	Alchimies, créations et cultures	112974
3.	Artch - Art contemporain émergent	526690

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget : 306124 - 07289 - 061900 : 002579

Convention internationale pour la culture urbaine (CICU) : 7 000 $;
Alchimies, créations et cultures : 10 000 $;
Artch - Art contemporain émergent : 25 000 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		42 000,00 $						**42 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Ybet Zamalloa
Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 11:51:54

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE
Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

Section réservée à l'administration

Date de réception de la demande: _____ Numéro de dossier: _____

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Artch - Art contemporain émergent

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 24 mai 2018

Adresse du siège social 666, rue Sherbrooke Ouest Code postal : H3A1E7

Téléphone : 438 385 1955 Télécopieur : _____

Site Internet : www.artch.org

Nom du mandataire désigné : Frédéric Loury Titre : Directeur général

Téléphone (bureau) : 438 385 1955 Cellulaire : 514 241 3632

Adresse courriel : floury@artsouterrain.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Le profil de l'organisme détaillé est en annexe: Artch_Profil de l'organisme.

Information sur le projet

Titre du projet : Artch - art contemporain émergent

Date(s) de réalisation : du 11 au 15 septembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage 1 semaine avant, démontage 1 semaine après l'événement

Lieu(x) de réalisation : Square Dorchester - Arrondissement Ville Marie

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 388 800 $

Montant du soutien financier demandé : 40 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Pendant le festival, 30 artistes émergents québécois en arts visuels sélectionnés par un jury de pairs, à l'issue d'un appel aux artistes, vont offrir leur travail au regard des passants. Les mois précédant l'exposition, ils apprendront à parler de leur démarche, à découvrir le droit d'auteur, les outils de promotion, la mise en marché et bien d'autres sujets à travers une formation de 50 heures (du 27 mai au 13 juin 2019). Cette préparation leur permettra également d'interagir plus facilement avec le public.

Du 11 au 15/09, de 11 à 19h, chaque artiste exposera ses œuvres au square Dorchester, au sein de modules individuels. L'espace public deviendra une plateforme de diffusion pour les artistes émergents et un moyen de les faire connaître auprès des professionnels et du grand public. Une expérience immersive à laquelle tous les citoyens sont invités.

Après la soirée d'inauguration du 11/09, Artch offrira aux visiteurs différents ateliers gratuits:
- Conciergerie et médiation en continu: 5 concierges accueillent les passants et leur expliquent le concept et 30 médiateurs sensibilisent et échangent avec le public en binôme avec chaque artiste.
- Conférences: l'acquisition d'œuvres d'art, animée par Hugues Charbonneau (galeriste), jeudi, vendredi et samedi à 18h; sensibilisation à l'art contemporain, animée par Eric Devlin (galeriste), jeudi, vendredi et samedi à 16h
- Atelier du petit regardeur : éveil ludique à la création, en partenariat avec des écoles du quartier, jeudi et vendredi à 9h30 et 11h
- Atelier famille: espace de création et d'échanges pour petits et grands, en continu samedi et dimanche
- Visites guidées, tous les jours à 14h et 16h
- Visites de collectionneurs émergents, animées par le fondateur d'Art Souterrain Frédéric Loury, tous les soirs à 18h.

Par cet événement, Artch cherche aussi à enrichir l'écosystème artistique montréalais et à créer un maillage entre plusieurs partenaires du territoire : organismes culturels (le Regroupement en arts visuels au Québec, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Diversité Artistique Montréal, Conseils des Arts de Montréal, Elan, l'Association des Galeries d'Art Contemporain), milieu corporatif (la banque RBC), fondations privées (Fondation Bombardier), entités de formation (Concordia, UQAM) afin de produire une synergie importante pour Montréal.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Le plan de communication de Artch est essentiellement axé sur une communication digitale, notamment via les réseaux sociaux et les relations presse. Nous allons reprendre ce qui a fait le succès de l'événement en 2018 en développant encore plus les réseaux sociaux et le site internet.
La conférence de presse aura lieu en août, l'affichage sauvage commencera sensiblement au même moment.
Nous voulons aussi accentuer notre visibilité autour du square Dorchester et dans le quartier via des fanions et des oriflammes, mais également avec des affiches dans les commerces aux alentours et dans les lobbys des entreprises situées à proximité de l'exposition.

En 2019, nous souhaitons également développer un marketing produit Artch pour assurer un minimum de revenus autonomes et développer la visibilité de Artch.
Le plan de développement et de visibilité est détaillé en annexe.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☑ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Artch - Art contemporain émergent (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Frédéric Loury Directeur général

Date : 05 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » et « FINAL » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Artch - Art contemporain émergent

Nom du projet : Artch - Art contemporain émergent

Date de réalisation : du 11 au 15 septembre 2019

REVENUS	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Patrimoine canadien (festivals locaux)	15 000 $		
Provincial (précisez les programmes)			
FIRM (fonds du ministère des affaires r	20 000 $		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal	7 000 $	7 000 $	
Arrondissement – Fonds de soutien aux organismes culturels	40 000 $		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	82 000 $		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	131 000 $		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent	136 300 $		
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	8 500 $		
Vente de boisson	2 500 $		
Vente de nourriture	2 500 $		
Autre (précisez)	26 000 $		
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS	388 800 $		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	3600		
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique	5920		
Cachets	640		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	350		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	200		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	104730		34000
Matériel	1200		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	2950		
Assurances	6000		6000
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	400		
Achat de nourriture	5500		
Achat de produits dérivés	2500		
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	1162		
Autre (précisez)	2000		
Autre (précisez)	5000		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	142152		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	24600		
Frais de représentation	20000		
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage	1500		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	13900		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie	8700		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes	29500		
Autre (précisez)	39600		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	137800		

ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux	58848		
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)	50000		
TOTAL ADMINISTRATION	108848		
TOTAL DES DÉPENSES	388800		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

artch

art contemporain emergent

Description détaillée

I. Pertinence du projet par rapport aux objectifs du programme p. 2

II. Nature du projet et composantes p. 3

a. Appel aux artistes – du 31 janvier au 14 mars
b. Sélection des artistes – le 16 avril
c. Formation – du 27 mai au 13 juin
d. Exposition – du 11 au 15 septembre

III. Objectifs généraux et spécifiques p. 8

IV. Lieux de réalisation p. 12

V. Programmation p. 12

VI. Formes de partenariats développés p. 12

VII. Calendrier de réalisation p. 14

I. Pertinence du projet par rapport aux objectifs du programme

Grâce à sa portée culturelle, Artch est en lien à plusieurs niveaux avec les priorités de développement culturel de l'arrondissement Ville-Marie.

Tout d'abord, c'est un projet que l'on souhaite inscrire dans la durée. Artch va vivre cette année sa deuxième édition. Nous observons déjà une nette augmentation dans le nombre de candidatures suite à notre appel aux artistes (+77% vs 2018), signe que notre projet a un **fort potentiel de croissance**. Nous souhaitons que ce projet soit récurrent et nous le développons dans un **souci de pérennité**. En effet, à terme, nous voulons qu'Artch devienne le nouveau rassemblement en arts visuels destiné au grand public (avec un **rayonnement dans un premier temps métropolitain**, puis régional).

Le nombre de candidatures reçues est aussi signe que la **qualité artistique** du projet est au rendez-vous.

Les retours d'expérience des 21 artistes de la cohorte 2018 nous prouvent également qu'Artch a eu un fort impact sur leur activité et sur leur reconnaissance dans le milieu artistique montréalais. Artch a un **effet mobilisateur, multiplicateur et durable**, que ce soit pour les artistes sélectionnés, pour les acteurs du milieu ou pour les visiteurs.

Ensuite, Artch s'est développé grâce à la **concertation de plusieurs acteurs de la communauté** (Art Souterrain, Jack Marketing et le Carrefour Jeunesse Emploi) et sur un **modèle favorisant le partenariat**. L'engagement des différents acteurs est l'essence même d'Artch et en fait sa force. Nous développons plus en détails cette partie page 12.

Suite au succès de l'édition 2018, plusieurs lieux d'exposition ont également souhaité développer des partenariats avec Artch pour prolonger l'expérience et pour **générer d'autres projets** avec les artistes de la cohorte. Ainsi nous sommes entre autres en discussion avec le centre artistique Livart, le centre culturel Georges Vanier, le Conseil des Arts de Montréal et la galerie AVE pour créer une continuité suite à la formation et à l'exposition Artch. Une sélection de 5 artistes de la cohorte se verra donc offrir la possibilité d'effectuer une tournée d'exposition de leurs œuvres. Ces lieux d'exposition fonctionnent tous sur des modèles différents et complémentaires, ce qui permettra également aux artistes de pouvoir accroître leurs connaissances du milieu.
Nous sommes également en discussion avec la Fondation Bombardier pour voir comment aller plus loin dans notre partenariat.

Artch tend, de manière générale, à développer l'entrepreneuriat créatif en arts visuels à Montréal c'est-à-dire à offrir à ses participants les outils nécessaires pour se lancer dans leurs carrières. En formant chaque année une trentaine de participants, nous aspirons à développer le milieu artistique et à l'aider à s'adapter à la réalité d'un marché en mutation où les représentants traditionnels font face à des difficultés financières et organisationnelles. En faisant entrer un modèle économique différent au sein du milieu artistique, nous souhaitons qu'il rebondisse, profite à toute la communauté des arts et la fasse rayonner auprès du grand public et des citoyens. Artch participe donc à la **dynamique et au développement culturels de l'arrondissement**. Artch a clairement un **caractère novateur** et une **dimension créative** tant dans sa démarche que dans la globalité de son action. Chacune des activités développées est également gratuite et conçue pour **favoriser la participation des résidents de l'arrondissement et du public montréalais.**

Dès la 1ère édition, Artch a réussi **à mobiliser des acteurs locaux et à obtenir l'appui du milieu, que ce soit en amont, en continu ou en aval de sa réalisation**. Par exemple, le milieu universitaire, que nous avons consulté dès le début, a tout de suite adhéré à notre démarche et nous soutient avec ardeur. Le milieu des arts s'est également largement mobilisé pour accompagner les artistes émergents, que ce soit des galeries, des amateurs d'art ou des centres d'artistes. Grâce au soutien de plusieurs fondations privées et de la SDC Destination Centre-Ville, **nos sources de financement sont diversifiées** entre public et privé et le soutien des trois piliers fondateurs permet d'assurer une **situation financière stable**.

Artch est donc un projet rassembleur, qui suscite de l'enthousiasme et crée de l'émulation auprès des différents acteurs qui évoluent autour des arts visuels, de l'insertion professionnelle et des artistes émergents.
Le fait que Artch se déroule en plein air, en plein centre-ville de Montréal contribue aussi au **caractère distinctif de l'expérience urbaine**.

II. Nature du projet et composantes

a. Appel aux artistes – du 31 janvier au 14 mars

Artch tend, de manière générale, à développer l'entrepreneuriat créatif en arts visuels à Montréal c'est-à-dire à offrir à ses participants les outils nécessaires pour se lancer dans leurs carrières. En formant chaque année une trentaine de participants, nous aspirons à développer le milieu artistique, à l'aider à s'adapter à la réalité d'un marché en mutation où les

représentants traditionnels font face à des difficultés financières et organisationnelles. En faisant entrer un modèle économique différent au sein du milieu artistique, nous souhaitons qu'il rebondisse et profite à toute la communauté des arts.

L'appel aux artistes est une étape clef du projet. Élaboré en partenariat avec le Conseil des Arts de Montréal et Diversité Artistique Montréal, nous y avons intégré cette année une meilleure compréhension des objectifs de carrière de l'artiste ainsi qu'une plus grande connaissance de son profil.

Les indicateurs de diversité et d'autochtonie ont été précisés, tout comme les indicateurs d'accessibilité. Bien conscient que la présence autochtone représente un atout incomparable qui contribue à enrichir le paysage culturel et permet au Québec de se démarquer sur la scène internationale, nous avons aussi créé un partenariat avec le Regroupement des Centres d'Amitié Autochtones du Québec pour inciter un plus grand nombre d'artistes autochtones à répondre à notre appel à candidatures.

Notre appel aux artistes se voulait donc beaucoup plus ouvert pour attirer un maximum de candidatures d'artistes autodidactes, autochtones ou issus de minorités. Nous espérons donc avoir une sélection qui reflète cette ouverture, et qui soit paritaire hommes / femmes, comme en 2018.
Nous avions l'an dernier ouvert l'appel aux artistes émergents, peu importe leur formation. Nous avons renforcé cet aspect en communiquant plus largement sur le fait que les autodidactes sont admissibles au projet. Cette année, les projets de performance sont également admissibles.

En outre, un important travail de diffusion a été effectué afin d'atteindre plus de personnes. Les universités Concordia et UQAM ont à nouveau relayé notre appel, tout comme le Regroupement en arts visuels au Québec, Le Regroupement des Centres d'Artistes Autogérés du Québec, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Diversité Artistique Montréal, le Conseil des Arts de Montréal, Art Matters, Elan, l'Udem et la Fondation Bombardier.

L'inclusion, l'équité et la pertinence de la sélection est primordiale pour assurer le succès mais aussi la pérennité de l'événement. Plus notre sélection sera diverse, rigoureuse et de valeur et plus nous pourrons hausser la qualité de l'exposition et l'attractivité des visiteurs et ainsi contribuer à notre pleine mesure au développement culturel de l'arrondissement.

L'appel aux artistes a été lancé le 31 janvier et s'est clôturé le 14 mars. Nous avions obtenu 82

candidatures en 2018, 145 en 2019, signe d'un potentiel de croissance et de pérennité.

b. Sélection des artistes – le 16 avril

Nous avons fait le choix d'un comité de sélection ouvert et complémentaire : il intégrera cette année le galeriste Hugues Charbonneau, Eunice Bélidor (responsable de programmation chez Articule), Anne-Marie Ninacs (professeur en arts visuels à l'UQAM), Christine Barnabe (directrice de l'Espace Projet) et le fondateur d'Art Souterrain, Frédéric Loury. Nous souhaitons aussi que ce comité s'ouvre vers tous les représentants du milieu artistique, qu'ils soient dans le sans but lucratif ou dans le corporatif. Sachant que Artch cherche à faire le lien entre le milieu artistique et le milieu des affaires, il nous semble primordial que ce credo s'adapte à toutes les étapes du projet.
La sélection aura lieu dans les locaux du Conseil des Arts de Montréal le 16 avril 2019.

c. Formation – du 27 mai au 13 juin

L'année dernière, plusieurs partenaires ont émis le souhait de participer aux séances de formation, en animant un module par exemple. Ce sera donc le cas cette année, avec notamment un module animé par RBC.
Chaque jour, un partenaire culturel sera également convié à se présenter et à expliquer son rôle dans la communauté, ses démarches et surtout ses attentes vis-à-vis des artistes.
Fort de notre expérience de la première édition, il a été décidé de mettre plus l'accent sur l'entreprenariat artistique pendant les formations, et une séance sera aussi réservée pour que les artistes réfléchissent à leur plan d'affaires, avec une visibilité sur leurs ambitions à plus ou moins long terme.

Voici une première ébauche des formations qui seront dispensées en 2019 :

- Artist = Entrepreneur- Linda Rutenberg, consultante artistique, atelier en anglais
- Artiste = Entrepreneur - Caroline Houde, consultante en gestion artistique, atelier en français
- Atelier d'écriture - Eric Dufresne-Arbique, formateur au RAAV, atelier bilingue
- Monter un projet d'exposition - Joani Tremblay, artiste visuelle, atelier bilingue
- Le réseautage - Hugues Charbonneau, directeur galerie Hugues Charbonneau, atelier en français
- Networking - Kakim Goh, artiste et commissaire, atelier en anglais
- Financer ses projets - Pierre Beaudoin, consultant et commissaire, atelier bilingue

- Les marchés de l'art : stratégies et outils pour mettre en marché sa production artistique - Gabrielle Bouchard, formatrice au RAAV
- Pitch et plan d'affaires - Marie-Lou Bariteau, conseillère en entrepreneuriat CJE, atelier bilingue
- Droits d'auteur et contrats - Bernard Guérin, directeur du RAAV et avocat de carrière spécialiste en droits d'auteur
- Formation sur le RAAV et le statut de l'artiste - Maryse Dupuy, artiste
- Scénographie et exposition ARTCH - Frédéric Loury, fondateur de Art Souterrain
- Centres d'artistes autogérés; leur histoire, leur structure, leur fonctionnement et les possibilités - Catherine Bodmer, coordinatrice artistique

Dans un souci de continuité, nous inviterons également un artiste de la cohorte 2018 à venir s'exprimer sur son retour d'expérience. Et cette année, chaque artiste sera aussi jumelé à un artiste expérimenté (plus de 10 ans d'expérience) qui pourra le guider dans ses choix et répondre à ses questions plus techniques. Diversité Artistique Montréal a accepté de nous aider sur ce volet et nous proposera une sélection d'artistes qui pourront servir de mentors à nos jeunes talents. Ce mentorat sera officialisé pendant la formation et se renforcera pendant toute la durée du projet.

Suite à la formation qui aura lieu du 27 mai au 13 juin, Artch accompagnera les artistes sélectionnés dans la production de nouvelles œuvres lors de la période estivale : mentorat artistique en juillet et août, suivi des productions et conseil sur les supports, les démarches et les prix que les artistes établissent.

En plus des bourses de 1 000 $ chacun que l'on offrait déjà en 2018, tous les artistes se verront aussi offrir une carte de membre du RAAV et auront donc accès à une trousse d'outils professionnels mise à disposition par le RAAV (modèle de facture, de devis, de contrats, …).

d. Exposition – du 11 au 15 septembre

Enfin Artch est surtout un événement phare, qui fait le lien entre le grand public et les artistes de la relève : une exposition de 30 artistes du 11 au 15 septembre, au Square Dorchester, à Montréal. Cet événement, concentré dans un lieu extérieur, crée une occasion de rencontres intimistes et favorise les échanges en misant sur l'humain, sur la vulgarisation, sur l'accompagnement du visiteur. Nous cherchons à casser les codes de l'art contemporain en changeant son image d'inaccessibilité où seule une catégorie de personne est capable de l'apprécier. Artch est un moment unique, ouvert à tous, où tout est mis en œuvre pour que le

néophyte et l'amateur puissent apprécier la visite.

Le visiteur est orienté, dès son arrivée sur site, par des concierges formés par le Carrefour Jeunesse Emploi qui expliquent l'événement, évaluent le niveau de connaissance du public puis l'orientent vers son domaine de prédilection ou vers une médiatrice qui lui fera découvrir un nouvel univers. Nous souhaitons que 30 médiateurs et 5 concierges soient présents en 2019 pour améliorer l'expérience du visiteur sur site et renforcer l'aspect humain du projet.

Une quarantaine d'activités sera proposée pendant Artch, soit une dizaine de plus que l'an dernier. Nous allons prévoir plus d'ateliers en partenariat avec les écoles et organismes communautaires du centre-ville suite au succès de l'atelier du Petit regardeur en 2018. De plus, les activités familles seront revisitées : un lieu d'accueil / rassemblement sera construit pour que des ateliers créatifs puissent se mettre en place avec une médiatrice.

Enfin, nous approchons des associations diverses pour mettre en place des parcours de visite dédiés pour les personnes âgées ou les nouveaux arrivants. L'idée est de leur offrir une expérience de visite ainsi qu'une médiation de qualité pour qu'ils découvrent les créateurs locaux et s'initient à cette pratique. Cette démarche aura un réel impact sur l'expérience du visiteur lors de l'événement, misant une fois de plus sur l'humain et la qualité de la relation. Il est important pour nous de s'adresser à tous les publics, puisque l'un des objectifs premiers de Artch est de démocratiser et de vulgariser afin de créer des liens. Faire entrer le grand public est primordial pour que l'art contemporain sorte de son schéma traditionnel et s'ouvre vers l'extérieur. L'objectif est qu'en moyenne 250 personnes par jour assistent à nos activités de médiation.

De plus, Artch cherchant à former un marché de primo acheteurs en art contemporain, nous renforcerons nos initiatives d'accompagnement à l'achat en 2019. Deux conférences, animées par Eric Devlin et Hugues Charbonneau, seront proposées sur l'acquisition d'œuvres d'art et sur la sensibilisation à l'art contemporain. Ces conférences intimistes étaient complètes l'an dernier, nous souhaitons donc y inclure plus de créneaux pour les visiteurs. Cela sera couplé à nos activités de médiation, également gratuites, qui accompagneront le visiteur dans sa visite des univers de chaque artiste.

S'adressant au grand public, Artch souhaite rassembler tout autant les amateurs et professionnels d'art que les curieux et les familles. Grâce à une communication de plus grande portée, nous souhaitons augmenter l'achalandage sur site (18.000 personnes en 2018, 30.000 visé en 2019).

L'an dernier, nous avons misé sur les relations presse et sur les réseaux sociaux afin d'offrir une plateforme de diffusion aux artistes sélectionnés. Avec une soixantaine d'apparitions médias, nous avons réussi à faire parler du projet, à offrir de belles occasions aux participants, avec des entrevues radio ou TV. Pour la 2e édition, nous allons continuer notre travail avec les ambassadeurs et les portes paroles. De la même manière notre présence sur les réseaux sociaux sera plus forte et plus continue au cours de l'année (relais des posts des artistes, portraits et témoignages). Nous souhaitons atteindre une centaine d'apparitions média cette année.

Grâce à l'agence Jack Marketing, co-fondatrice du projet, Artch bénéficiera d'une belle visibilité qui sera couplée à une présence dans l'espace public avec notre partenaire, la SDC Destination centre-ville pour que la ville, et notamment l'arrondissement Ville-Marie, se mette aux couleurs de Artch (fanions dans les rues par exemple). Nous souhaitons aussi développer l'affichage public avec Publicité Sauvage.

Le dernier point d'amélioration concerne l'aménagement du Square Dorchester. 21 modules ont été construits pour accueillir la première cohorte, 10 supplémentaires le seront en 2019 pour accueillir 30 artistes et une zone de rassemblement / atelier. Ces modules en forme d'arches reproduisent des cubicules blancs d'exposition ouverts au passage et à la déambulation, transformant ainsi le rapport normé qui existe avec la contemplation et l'œuvre. De plus, le Square sera habillé aux couleurs de Artch. 4 points d'entrée existent déjà, mais leur design sera revu pour être plus visible de l'extérieur mais aussi pour être reconnaissable de loin et permettant aussi une meilleure visibilité de nos partenaires.

Artch tend à devenir un lieu de rassemblement, qui réunit de manière naturelle l'achalandage du centre-ville et s'inscrit comme un rendez-vous incontournable de la scène culturelle montréalaise.

III. Objectifs généraux et spécifiques

Artch comporte deux volets ; d'une part, il s'agit d'un organisme de services, de l'autre il se définit comme organisme de production.

Organisme de services

- Location des œuvres
  Ce service sera offert en partenariat avec Art souterrain dans le cadre de son programme Art en entreprise. Voir annexe pour plan d'opération de la location d'œuvres.

- Vente en ligne
  Dès le lendemain de l'évènement, les toiles seront disponibles pour achat en ligne. Toutefois, un pourcentage sera remis à Artch (ce qui n'est pas le cas pendant la durée de l'exposition). Les artistes sont libres d'exposer ou non.

- Location des structures
  Les structures seront mises à disposition de tout organisme, festival ou évènement qui désire les louer.

Organisme de production

- Œuvres dérivées
  - Choix des supports créatifs
  - Sélection des œuvres et acceptation des artistes (commission, choix des œuvres, cession des droits)
  - Entente avec le fournisseur pour optimiser les coûts de production (détails techniques de production des tirages, conditions de livraison, gestion de l'inventaire)
  - Fixation des prix
  - Photographie, montage graphique et mise en ligne
  - Livraison au client
  - Conditions de service après-vente

Voici notre stratégie de commercialisation :

Pour le grand public

- Site Internet
  - Vitrine pour appel aux artistes, la formation et l'exposition
  - Galerie virtuelle des artistes Artch pendant et après l'exposition
  - Transactionnel après l'exposition.
- Médias sociaux
  - Stratégie Médias sociaux (FB, Instagram, LI)
- Relations publiques
  - Porte-parole - Première édition : Geneviève Borne
  - Relations de presse pour l'exposition
  - Ambassadeurs : Personnalités publiques appuyant les artistes Artch – Première édition : Marie-France Bazzo, Francisco Randez, Isabelle Ménard, Claudine Prévost, Marie-Hélène Proulx, Élyse Marquis, Anaïs Favron, Myriam Côté, et Joël Legendre
  - Conférence de presse de lancement
- Publicité
  - Publicité numérique

    - Affichage dans les métros du centre-ville de Montréal
    - Affichage sauvage dans différents quartier de Montréal
- Communications ciblés
    - Infolettre
    - Retargeting
    - Dépliants et autres outils

Pour la Communauté d'affaires

- Mise en place du Club Atch – soutien de la communauté d'affaires auprès des artistes

Pour le Public collectionneurs

- Présence à la Foire Papier
- Partenariats avec des galeries
- Partenariats avec des musées

Par ce projet, nous visons des retombées économiques non seulement pour les artistes, mais aussi pour l'ensemble du centre-ville.

Concernant les artistes, Artch leur offre une bourse de 1000 $ pour soutenir les coûts de création. Par la suite, une plateforme de vente leur est offerte lors de l'exposition et après en ligne, ce qui leur permettra de vendre leurs œuvres. Nous leur offrons également une visibilité exceptionnelle et un réseau riche et proactif.

Nous anticipons aussi des retombées économiques pour l'ensemble du quartier, soit pour les commerces à proximité. En attirant 30 000 personnes au Square Dorchester, nous créons un achalandage de commerçants potentiels. La première année, nous n'avons pas offert de nourriture ni de boissons sur les lieux, les Artcheurs se sont donc tournés naturellement vers les commerçants près du Square pour manger et boire.

Dès 2019, nous offrirons la possibilité de consommer sur place, toutefois, nous établirons des partenariats avec des commerçants locaux pour que ce soit eux qui offrent leurs services sur le site.

Les retombées sociales sont multiples. Nous visons à :

- Démocratiser l'art contemporain
- Initier de nouveaux acheteurs (retombées sociales + économiques)
- Tisser des liens entre les artistes et les diverses cibles (acheteurs, néophytes, grand public, universités, partenaires, organismes artistiques, etc.)

- Former les artistes afin de les ouvrir sur l'entrepreneuriat artistique
- Faire découvrir l'art contemporain et les artistes, grâce à notre porte-parole et nos ambassadeurs
- Contribuer à sortir les artistes de situations souvent précaires

Voici les indicateurs de performance que nous nous sommes donnés :

Quantitatifs :

- Le nombre d'artistes ayant déposé un dossier suite à notre appel aux artistes
- Le nombre d'artistes autodidactes, autochtones ou issus de minorité ayant postulé
- Le nombre de performeurs ayant postulé
- Le nombre de personnes qui se sont rendues aux activités de médiation
- Le nombre de personnes qui sont venues à l'exposition
- Le nombre de retours médiatiques (articles de presse, citations radio, etc.)
- Les statistiques de nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram et Twitter)
- Le nombre d'œuvres d'art vendues pendant l'exposition
- Le nombre d'artistes sélectionnés
- Une parité hommes / femmes dans les artistes sélectionnés
- Le nombre de personnes que nous aurons réussi à sensibiliser à l'art contemporain lors des ateliers

Les indicateurs liés à l'achalandage seront récoltés par le travail de nos médiateurs sur site qui seront allés à la rencontre du public pour expliquer les œuvres, mais aussi pour questionner les personnes sur leurs motivations et parcours.

Qualitatifs :

- Les retombées médiatiques
- La qualité des œuvres exposées
- La qualité des artistes ayant postulé
- La qualité des artistes sélectionnés
- La qualité des formations données
- Les retours d'expérience des artistes sélectionnés 1 mois, 6 mois et 1 an après la fin de Artch (insertion dans la vie professionnelle, expositions programmées, demandes de subventions d'artistes, …)

IV. Lieux de réalisation

Le comité de sélection se réunira le 16 avril au Conseil des Arts de Montréal. La formation aura lieu, quant à elle, dans les locaux du Carrefour Jeunesse Emploi du centre-ville.

Comme pour la première édition, l'exposition aura lieu au Square Dorchester, en plein centre-ville de Montréal. Ce lieu nous permet de drainer un vaste public, aussi bien des gens d'affaires qui travaillent aux alentours, que des touristes ou des résidents, et d'offrir une visibilité de premier ordre aux artistes sélectionnés.

V. Programmation

L'appel aux artistes vient de se clôturer. 145 candidats ont déposé leur dossier (contre 82 en 2018). Le comité de sélection se réunira le 16 avril prochain pour désigner les 30 artistes émergents qui formeront la 2ème cohorte de Artch.

C'est donc le 16 avril que la programmation sera décidée.

Vous trouverez en annexe une description des 21 artistes retenus en 2018.

VI. Formes de partenariat développées

Pour mener à bien cet objectif ambitieux, Artch s'est développé sur un modèle innovant, mettant en avant la mutualisation des ressources et l'établissement de partenariats stratégiques.

Souhaitant faire le lien entre les jeunes diplômés et le milieu professionnel, notre première démarche a été de nous rapprocher des universités de Montréal afin d'identifier les problématiques d'insertion professionnelle de leurs étudiants et de proposer une solution adaptée. Le milieu universitaire développe les compétences artistiques de ses élèves mais occulte l'aspect commercial lié à la vente des œuvres et les particularités du statut d'entrepreneur. Nous avons donc établi des partenariats avec l'UQAM, Concordia, McGill et l'UdeM afin de permettre à leurs étudiants et finissants d'intégrer le monde du travail

montréalais.

A ces partenariats avec le milieu universitaire s'ajoute une volonté de rassembler les différentes initiatives qui existent en entrepreneuriat créatif. Suite à une étude de notre écosystème, nous sommes allés à la rencontre de plusieurs acteurs (universités, conseils des arts, organismes œuvrant dans le milieu artistique ou culturel) afin de leur présenter notre démarche et de les intégrer au projet; chacun possédant une expérience et une expertise clef.

Le Conseil des arts de Montréal, partenaire de la première heure, a fait du développement créatif son cheval de bataille qui passe notamment par un soutien accru auprès de la relève artistique. Familier du terrain, leur présence à nos côtés nous a permis de confirmer les besoins que nous avions identifiés et a souligné la pertinence de notre démarche. Le Conseil des arts de Montréal gère toute la partie relative aux candidatures d'artistes et au comité de sélection. Nous avons déjà reçu la confirmation d'une aide financière de 7 000$ pour l'édition 2019.

Avec Diversité Artistique Montréal, ils ont veillé à l'accessibilité du projet via notamment nos modalités de candidature et de sélection, en incluant les minorités.

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), le Regroupement en arts visuels au Québec (RAAV) et Elan ont quant à eux mis en commun leurs compétences afin de nous orienter sur le contenu pédagogique des formations en entrepreneuriat dispensées aux artistes sélectionnés. En tant qu'intervenant, conseiller ou partenaire, ces 3 organismes participent à l'élaboration du programme d'accompagnement.

Plusieurs autres parties prenantes seront intégrées dans le projet afin de dispenser leur expérience, telles que l'Association des Galeries d'Art Contemporain (AGAC), le Bureau des Arts Publics, Yes Montréal ou encore les galeries Never Apart, AVE et Espace Sud Est qui sont très impliquées dans la mise en lumière des artistes émergents.

Artch fédère plusieurs acteurs du milieu artistique et entrepreneurial de Montréal, mettant en commun des ressources et initiatives qui, ensemble, donnent naissance à un projet ambitieux. Mutualisation, maillage territorial, fédération d'acteurs et accompagnement de long terme constituent le cadre de réponse au nécessaire essor d'une professionnalisation artistique.

Cette année, nous cherchons aussi à développer notre maillage avec les partenaires communautaires du quartier pour permettre une meilleure synergie entre les différentes populations et pour faire découvrir et apprécier les arts visuels auprès de tous les groupes représentatif de la diversité montréalaise.

Nous approchons également des commerces situés à proximité du square Dorchester pour leur permettre de participer à l'événement en faisant découvrir et en vendant leurs produits pendant l'exposition.

VII. Calendrier de réalisation

NOVEMBRE 2018 :
- Production du budget prévisionnel de Artch 2019
- Lancement appel à projet Artch 2019

DÉCEMBRE 2018 :
-Promotion de l'appel à projet dans les universités

JANVIER 2019 :
- Diffusion appel à projet Artch 2019
- Rencontres partenaires culturels
- Annonce des dates du projet
- Réalisation d'un plan de commandites : Définir la visibilité des commanditaires: Or-Argent-Bronze et par projet
- Validation du planning de formation avec le Carrefour Jeunesse Emploi
- Premières demandes de subvention

FEVRIER 2019 :
- Définition des besoins RH pour l'évènement
- Production des ententes avec les partenaires culturels
- Organisation du comité de sélection
- Prospection partenaires privés
- Réflexions sur l'aménagement du site

MARS 2019 :
- Demande de permis à la ville
- Création du guide des formations
- Préparation des dossiers pour les jurys
- Clôture de l'appel aux artistes de Artch 2019
- Admissibilité des dossiers d'appel
- Classement des dossiers d'appel
- Production lettres officielles résultats comité de sélection

AVRIL 2019 :
- Comité de sélection Artch 2019 et annonce des 30 artistes retenus
- Mise en place des ateliers pratiques de production à destination des artistes
- Rédaction d'un communiqué de presse pour le lancement de la formation art entrepreneurial

MAI 2019 :
- Formations Artch 2019 du 27 mai au 13 juin
- Préparation des ateliers de production

JUIN 2019 :
-Suite Formations
- Production contrats 30 artistes
- Bilan des formations

JUILLET 2019 :
- Recrutement de l'équipe technique
- Aménagement du site (conteneur, tentes, ...)
- Suivi production artiste
- Médias sociaux: Gestions de communauté, présentation ambassadeur et filleul un par un et mention du site
- Coordination générale (médias, affichage, activités, …)
- Stratégie de communication pour soirée préouverture

AOUT 2019 :
- Aménagement du site - placement des artistes sur site et signalétique
- Organisation de la zone d'emballage - commande matériel
- Lancement des invitations - cocktail et évènement
- Embauche des médiateurs culturels
- Validation des cartels par les artistes
- Envoi des cartels à l'impression
- Relations de presse exposition Artch

SEPTEMBRE 2019 :
- Semaine d'évènement Artch du 11 au 15 septembre 2019

OCTOBRE 2019 :
- Rédaction des bilans
- Remerciements
- Réflexions et mise en place de stratégies pour l'année suivante

NOVEMBRE 2019 :
- Promotion de l'appel à projet dans les universités
- Production du budget prévisionnel de Artch 2020
- Lancement appel à projet Artch 2020

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Convention internationale de la culture urbaine (CICU)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 994, rue Saint-Ferdinand Montréal (QC) H4C 2T6, agissant et représentée par Madame Henda Ben Salah, directrice de programmation, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 19 décembre 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169651909
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Festival Under Pressure;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de **sept mille dollars** (7 000$) non récurrente pour couvrir les coûts additionnels engendrés par les fermetures de rue, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de cinq mille six cents dollars (5 600 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille quatre cents dollars (1 400 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

Initiales : _____

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 ne pas afficher, publier, exposer ou diffuser des images, écriteaux, avis, symboles, signes, insignes, emblèmes ou toute autre forme d'expression artistique qui soient offensants ou fassent appel à la haine nationale, raciale, religieuse ou incitant à l'hostilité, à la violence ou à la discrimination qui soient fondées sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique, la condition sociale ou physique d'un individu ou d'un groupe de personnes;

4.9 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.10 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.11 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.12 remettre le site de l'événement en état, dès la fin de ce dernier, notamment en ce qui concerne l'aménagement, l'effacement des graffitis et la propreté en général. Si des dommages sont causés pendant l'occupation des lieux, l'organisme devra assumer les réparations, à ses frais;

4.13 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.14 a demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.15 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.16 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Melissa Proietti
Présidente
Convention internationale de culture urbaine
994, rue Mazurette
Montréal (QC) H4C 2T6

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^e^ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Madame Melissa Proietti, présidente

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1194673001**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 5 juin 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Convention internationale de culture urbaine (CICU)**
Nom du projet Festival Under Pressure
Date de réalisation 7 au 11 août 2019

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Convention internationale de la culture urbaine (CICU)**
Nom du projet Festival Under Pressure
Date de réalisation 7 au 11 août 2019

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	DÉPENSES GLOBALES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES GLOBALES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				

Initiales : _____

Location de bureaux				
Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Alchimies, créations et cultures**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1305, rue Mazurette, bureau 200 Montréal (QC) H4N 1G8, agissant et représentée par Madame Henda Ben Salah, directrice de programmation, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 19 décembre 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142166124
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *9e édition du Festival Orientalys;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix-mille dollars (10 000$), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit mille dollars (8 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille dollars (2 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

Initiales : _____

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Henda Ben Salah
Directrice de programmation
Alchimies, Créations et Cultures
200 – 1305 rue Mazurette
Montréal (QC) H4N 1G8

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Henda Ben Salah, directrice de programmation

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1194673001**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 5 juin 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Alchimies, Créations et Cultures**
Nom du projet 8ème édition du festival Orientalys
Date de réalisation 22 au 25 août 2019

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Alchimies, Créations et Cultures**
Nom du projet 8ème édition du festival Orientalys
Date de réalisation 22 au 25 août 2019

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	DÉPENSES GLOBALES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES GLOBALES	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				

Initiales : _____

Location de bureaux				
Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **Arch – Art contemporaire émergent**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 308, rue Sherbrooke Ouest Montréal (QC) H3A 1E7, agissant et représentée par Monsieur Frédéric Loury, administrateur, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 15 mars 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) :1173704520
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Artch – Art contemporain émergent;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de trente mille dollars (25 000$), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de cinq mille dollars (5 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Initiales : _____

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Monsier Frédéric Loury
Administrateur
Artch – Art contemporain émergent
666, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (QC) H3A 1E7

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Monsieur Fréderic Loury, administrateur

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1194673001**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 5 juin 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Artch – Art contemporain émergent**
Nom du projet Artch – Art contemporain émergent
Date de réalisation 11 au 15 septembre 2019

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme **Artch – Art contemporain émergent**
Nom du projet Artch – Art contemporain émergent
Date de réalisation 11 au 15 septembre 2019

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES GLOBALES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				

Initiales : _____

Frais de déplacement et de représentation				
Location de bureaux				
Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194673001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense au montant maximal de 42 000 $ à titre de soutien financier dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;

Approuver la convention avec le Centre international pour la culture urbaine (CICU);
Accorder à cet effet une contribution au montant de 7 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

Approuver la convention avec Alchimies, créations et cultures;
Accorder à cet effet une contribution au montant de 10 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

Approuver la convention avec Archt - Art contemporain émergent;
Accorder à cet effet une contribution au montant de 25 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 42 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		42 000,00 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 42 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM94673001.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-24**

Date et heure système : 24 mai 2019 12:09:35

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.12

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

D'autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc. d'un montant de 12 072,38 $, taxes incluses, pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses;
D'affecter 12 072,38 $ pour financer cette dépense supplémentaire conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-29 09:40

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.12

2019/06/05 18:30

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

D'augmenter le contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc. d'un montant de 14 923,75 $ $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $ taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 14 923,75 $ taxes incluses pour financer cette dépense supplémentaire conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-09-28 15:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.12

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433.35 $ taxes incluses

Autoriser une dépense additionnelle de 46 288.93 $ pour les services professionnel dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433.35 $ taxes incluses;
D'autoriser une dépense additionnelle 42 080.85 $ taxes incluses au contrat de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) ;
D'autoriser un montant de 4 208.08 $ supplémentaire de budget prévisionnel de contingences ;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 15:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 14 juin 2017	Résolution: CA17 240315

Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 48,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire);

D'approuver la convention de services professionnels avec le Groupe Marchand Architecture & Design inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design inc., seul soumissionnaire conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1166486006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 avril 2018	Résolution: CA18 240175

Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240315 adoptée à sa séance du 14 juin 2017, approuvé la convention et accordé un contrat de services professionnels de 77 48,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);

Attendu que des services supplémentaires doivent être rendus suite aux nouveaux besoins exprimés par l'arrondissement de Ville-Marie :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II, majorant ainsi le montant total du contrat à 89 220,67 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.22 1166486006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 avril 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 octobre 2018	Résolution: CA18 240535

Autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240315 adoptée à sa séance du 14 juin 2017, approuvé la convention et accordé un contrat de services professionnels de 77 48,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autorisé une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);

Attendu qu'une dépense additionnelle de 12 072,38 $ a déjà été autorisée;

Attendu que des heures de surveillance supplémentaires ainsi qu'un suivi constant du sous-traitant sont requis pour l'intégration d'une toilette autonettoyante encastrée :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense additionnelle de 14 923,75 $ afin de majorer le montant du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart Phase II;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05
1166486006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 octobre 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166486006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda vise à autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) d'un montant de 12 072,38 $ taxes incluses pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses. La ventilation des honoraires supplémentaires est jointe au dossier.
Le montant total des frais incidents demeure inchangé, la dépense totale autorisée par le dossier sera donc de 96 234,09 $.

En juin 2017, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc. obtenait le mandat de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, phase II. Ce mandat fut octroyé à la suite d'un appel d'offres public en avril de la même année (VMP-17-029).

En cour de projet, la Direction Culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie a soulevé l'intérêt d'aménager une toiture végétalisée en vue d'agrandir le plateau de travail du Quartier nourricier. Les plans furent adaptés en conséquence et la surveillance sera revue via le budget de contingence.

La Direction des Travaux publics a également confirmé la volonté d'intégrer une toilette autonettoyante encastrée dans le futur chalet du parc Walter-Stewart. Compte tenu de l'état d'avancement des plans et devis, ceux-ci devront être modifiés et diverses vérifications techniques s'en suivent. Ce travail supplémentaire ne peut être couvert par les honoraires rattachés au contrat approuvé. En effet, dans le cadre du contrat VMP-17 -029, le montant voté de 70 134,75 $, taxes incluses, ainsi que ses contingences de 7 013, 48 $, approuvés par la résolution du CA17 240538, ont été engagés dans leur totalité, conformément au vote de crédit.

Groupe Marchand Architecture & Design Inc. a déposé une demande d'honoraires supplémentaires de 12 072,38 $, taxes incluses, (jointe au présent sommaire addenda) que nous jugeons acceptable eu égard aux services supplémentaires qui doivent être rendus.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
conseiller(ere) en amenagement

514 872-3975
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Le présent addenda vise à autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) d'un montant de 12 980,00 $ avant taxes soit un montant de 14 923,75 $ taxes incluses pour l'établir à 104 144,42 $ taxes incluses. La ventilation des honoraires supplémentaires est jointe au dossier.

Le 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement a autorisé une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (CA18 240175).

Le montant total des frais incidents demeure inchangé, la dépense totale autorisée par le dossier sera donc de 111 157,84 $.

En juin 2017, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc. obtenait le mandat de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, phase II. Ce mandat fut octroyé à la suite d'un appel d'offres public public en avril de la même année (VMP-17-029).

L'intégration d'une toilette autonettoyante encastrée dans le futur chalet du parc Walter -Stewart a entraînée une prolongation de calendrier des travaux. Par conséquent des heures de surveillance supplémentaires ainsi qu'un suivi constant du sous-traitant des travaux du chalet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
ingenieur(e)

514.868.4347
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166486006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433.35 $ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda vise à autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II, majorant ainsi la dépense totale à 150 433,35 $.
Le 10 avril 2018, le conseil d'arrondissement a autorisé une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (CA18 240175).

Le 08 octobre 2018, le conseil d'arrondissemen a autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

En juin 2017, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc. obtenait le mandat de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, phase II. Ce mandat fut octroyé à la suite d'un appel d'offres public public en avril de la même année (VMP-17-029).

L'augmentation du contrat de GMAD est dû au retard du contrat d'exécution VMP-17-038 et que la surveillance et le support de la firme doivent avoir lieu.
Depuis le 01 octobre 2018, La firme Groupe Marchand (GMAD) a poursuivi son travail dans ce dossier afin de rencontrer ses obligations contractuelles, malgré que le montant alloué à son contrat était atteint. En conséquence, la nature de de leur mandat a été modifié en raison de la durée anormalement augmentée de la surveillance de chantier et le suivi exceptionnel que GMAD devra continuer à assumer. Depuis le 21 juin 2018, date de la réception provisoire partielle, GMAD a poursuivi ses efforts auprès du sous-traitant Thinking Habitat afin d'assurer la bonne réalisation du chalet. Les négociations longues, répétées et laborieuses avec cet intervenant ont été excessivement exigeantes en terme d'heures de services. GMAD a continué à faire des visites au chantier jusqu'en décembre 2018, en raison du prolongement du projet.
GMAD devra également prévoir poursuivre son engagement jusqu'à la réalisation

complète et définitive de ce projet.

Aspect financier de cet addenda:

Augmenter le contrat Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (VMP-17-029) :42 080,85 $ taxes incluses
Augmenter le budget prévisionnel de contingences de 10 % : 4 208,08 $ taxes incluses
Montant total de la dépense: 46 288,93 $ taxes incluses

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Madjid IMINE
Ingénieur

514-872-6492
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);
D'approuver la convention de services professionnels avec Groupe Marchand Architecture & Design Inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu la note de passage, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-06-01 16:40

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166486006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, l'arrondissement de Ville-Marie a entamé et réalisé la première phase des travaux d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart dans le district de Sainte-Marie. Ce projet, inscrit dans le plan d'action 2016 du programme Quartier intégré de l'arrondissement, vise à répondre à la problématique de l'insécurité alimentaire dans le Centre-Sud.
Ces travaux comprennent l'agrandissement du parc Walter-Stewart d'une superficie de 780 m2 par la création d'une propriété superficiaire de 25 ans, la démolition en conditions d'amiante d'un édifice vétuste, la traitement environnemental des sols, la relocalisation d'un jardin communautaire, l'aménagement de la toute première serre communautaire multi-fonctionnelle dans un quartier central, l'aménagement du terrain de balle, l'aménagement d'un nouveau tronçon cyclable ainsi que l'ajout d'un éclairage sécuritaire. La gestion et l'entretien de la serre communautaire sont assurés via un collectif d'organismes communautaires locaux composé de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, du Carrefour alimentaire Centre-Sud, de Sentier urbain et de la Société Éco-citoyenne de Montréal.

Le projet s'est vu décerner le premier prix du gala annuel des GRAMiE's de l'environnement pour la catégorie "projets à l'échelle de la Ville de Montréal" puis, fut sélectionné parmi les finalistes de la 29e édition (2017) du concours des prix ESTim de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, qui contribue à souligner le travail exceptionnel des entreprises de l'Est de l'île.

En 2017, l'arrondissement souhaite entamer la seconde et dernière phase du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, inscrite dans son plan d'action 2017 du programme Quartier intégré. En raison de la dégradation du chalet du parc et pour répondre aux nouveaux besoins exprimés, la réhabilitation complète de l'édifice est requise. De plus, les modules de jeu pour enfants furent retirés en raison de leur désuétude. Finalement, l'absence d'éclairage et d'équipements de qualité rend cet espace non sécuritaire et propice au vandalisme.

La Ville souhaite réaménager cette portion du parc pour en faire un véritable pôle sportif et

culturel. L'élaboration d'un plan d'aménagement pour la seconde phase du parc constitue un pas vers l'avant dans la mise en oeuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier Ste-Marie. Le PPU met de l'avant le renouvellement des équipements du parc Walter-Stewart. Pour répondre aux nombreux besoins en termes de sécurité et d'animation du parc, l'arrondissement entreprendra une réhabilitation complète ainsi qu'un agrandissement du chalet du parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240036 du 9 février 2016 - Résolu d'accorder un contrat de 1 250 596,53 $ à Les Entreprises C.Dubois inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement d'un jardin et d'une serre communautaire, d'un terrain de balle, d'une piste cyclable et travaux d'éclairage dans le cadre du projet de réaménagement du terrain April, formé du lot 1 425 280, subdivision 002 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 304 970,23 $ (appel d'offres public VMP-15¸-024 - 13 soumissionnaires)
CM15 0828 du 16 juin 2015 - Résolu d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 900 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements concernés dans les quartiers Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie, dans le cadre du programme pilote Quartiers intégrés (QI) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à retenir les services de la firme Groupe Marchand Architecture & Design Inc. en vue d'élaborer les plans et devis, effectuer l'estimé du coût des travaux ainsi que la surveillance dans le cadre de la seconde phase des travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart, dans l'arrondissement de Ville-Marie, conformément au devis de services professionnels et addenda joints au présent sommaire.
La Ville de Montréal vise à entamer dès le mois de juin 2017 une analyse environnementale des sols parallèlement au présent mandat. Ce volet de surveillance environnementale fera parti d'un mandat distinct.

JUSTIFICATION

Le 25 avril 2017, l'appel d'offres public du mandat de services professionnels VMP-17-029 été annoncé sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le quotidien Le Devoir, avec une date d'ouverture des soumissions prévue le 25 mai 2017. Durant la période d'appel d'offres, **cinq (5) entreprises se sont procuré le cahier des charges, une (1) a déposé une soumission, la liste des commandes est jointe au dossier. Cela correspond à un taux de réponse de 20 %.** L'ouverture des offres a eu lieu le 30 mai 2017. **La soumission déposée est conforme.**
Deux (2) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres, soit le 27 avril et le 4 mai 2017. Les addenda présentés ont pour objet *la clarification concernant l'échéancier du projet ainsi que des réponses et clarifications aux questions soulevées par les soumissionnaires au sujet des garanties* .

Le délai prévu pour la validité des soumissions **est de quatre-vingt dix (90) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions, ce qui porte la validité au 24 juin 2017.**

Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Cinq (5) firmes ont commandé les documents de soumission sur le système SEAO. Des cinq (5) firmes, une (1) offre de services a été reçue puis analysée en première étape (Évaluation de la conformité et

qualification de la proposition technique sans les honoraires - enveloppe no 1). La seule firme soumissionnaire, soit Groupe Marchand Architecture et Design Inc. a obtenu le pointage minimal requis, afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services incluant les honoraires - enveloppe no 2).

Nous avons pris contact avec l'ensemble des preneurs de cahier de charge. Sur les quatre contactés, un seul retour d'appel confirmant ne pas avoir eu les ressources nécessaires pour répondre adéquatement au mandat.

Soumissions conformes (un soumissionnaire)	**Note finale**	**Montant forfaitaire incluant taxes**	**Contingence (10%) incluant taxes**	**Total**
Groupe Marchand Architecture & Design Inc.	76,83 %	70 134,75 $	7 013,48 $	77 148, 23 $
Dernière estimation réalisée	n/a	n/a	n/a	119 650, 00 $
Moyenne des prix reçus				77 148, 23 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*				N/A
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				N/A
Écart entre la soumission et l'estimé de 119 650 $ *((Estimé - Prix de la soumission taxes et contingences incluses) / Estimé) x 100*				35,52 %

L'estimé de l'arrondissement a été effectué de manière détaillée en évaluant les ressources requises, les taux horaire basés sur les prix du marché ainsi que les heures prévisionnelles. Cet estimé a été contre vérifié avec d'autres méthodes reconnues. Ceci mène l'estimé à un montant de 119 650 $, contingences incluses. Il est à noter que cet estimé ne tient pas compte de la surveillance environnementale ainsi que du laboratoire, tous deux traités dans des mandats distincts.

Étant donné l'écart entre l'estimé et la soumission de plus de 30 %, le soumissionnaire unique et conforme a été contacté afin de valider le respect de l'intégralité de ses engagements. Ce dernier confirme son grand intérêt pour le projet, d'où l'offre agressive. D'autre part, le soumissionnaire partage son désir de prendre part à un projet novateur impliquant des conteneurs maritimes recyclés. Malgré l'intérêt marqué par le soumissionnaire, afin de parer à toute éventualité, l'arrondissement effectuera une surveillance interne rigoureuse lors de l'exécution des travaux.

Il est proposé d'approuver une contingence de 10 % en raison des courts délais de production des plans et devis ainsi que des ajustements à prévoir en fonction de l'état et la disposition des infrastructures en place. La contingence a été fixée pour refléter ce risque.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de Groupe Marchand Architecture & Design Inc., puisqu'il s'agit de la seule firme ayant soumissionné et ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis et connus de tous les soumissionnaires.

Le soumissionnaire Groupe Marchand Architecture & Design Inc. n'est pas inscrit sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette entreprise n'est pas non plus inscrite au RENA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal prévu au contrat est de 77 148,23 $ (taxes incluses). Ce montant comprend le prix de 70 134,75 $ (taxes incluses) et un budget de contingence de 7 013,48 (taxes incluses). Un budget de dépenses incidentes de 7 013,48 (taxes incluses) est demandé pour des dépenses générales et pour permettre l'engagement de divers consultants qui seront requis en parallèle du contrat principal. Le montant de la dépense à autoriser est de 84 161,71 $ (taxes incluses).

Les coûts assumés par l'arrondissement de Ville-Marie sont définis dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat doit être octroyé en vue d'assurer la livraison du projet à temps pour l'été 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA : 13 juin 2017 Début du mandat plans et devis: 14 juin 2017 Fin du mandat plans et devis : 22 août 2017
Début du mandat de surveillance: 20 septembre 2017 Fin du mandat de surveillance et bilan: Été 2018

Mandat global s'échelonne du 13 juin 2017 à l'été 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3975
Télécop. : 514 868-3650

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-31

Louis-François MONET
Chef de division

Tél : 514 868-4395
Télécop. : 514 868-3650

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-06-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II



Demande Honotaires Supplémentaires_GMAD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3975
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

6653 Walter-Stewart - 2018-09-24 - Hon suppl.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
ingenieur(e)

Tél : 514.868.4347
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433.35 $ taxes incluses

Honoraires supplémentaires du GMAD

6653 Walter-Stewart - 2019-05-23 - Hon suppl.pdf

Aspect financier

Aspect financier relatif au dossier décisionnel _ 1166486006.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Madjid IMINE
Ingénieur

Tél : 514-872-6492
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

VMP-17-029-Addenda #1.pdf
VMP-17-029-Addenda 2.pdf
DEVIS-VMP-17-029_25 avril 2017.pdf
Liste des commandes - VMP-17-029.pdf
Engagement solennel et Attestation des membres.pdf
Tableaux - Évaluation des soumissionnaires.pdf
Autorisation - AMF.pdf
Copie Certifiée Offre de services.pdf
Bordereau de soumission.pdf
Aspect financier_GDD 1166486006.pdf
Convention de services professionnels - VMP-17-029-2.pdf
VMP-17-029 - Résultats d'ouverture avec prix.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3975
Télécop. : 514 868-3650

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 072,38 $ afin de majorer la dépense à 89 220, 67 $ dans le cadre du contrat accordé à Groupe G Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser l'augmentation du contrat accordé à Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD), d'un montant de 14 923,75 $, taxes incluses, pour l'établir à 104 144,42 $, taxes incluses, dans le cadre de l'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-28

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II majorant ainsi la dépense totale à 150 433.35 $ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166486006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ au Groupe Marchand Architecture & Design inc. pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166486006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Bureau de projets du centre-ville
Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage

Le 27 avril 2017

ADDENDA no. 1

Soumission : VMP-17-029

Travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte trois (3) pages incluant celle-ci.

Le paragraphe 2.4 « Échéancier » du devis technique, page 8 de 32 […]

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 12 avril 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 24 mai 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. **En raison de l'échéancier restreint, l'adjudicataire devra prévoir deux (2) équipes de travail, soit une œuvrant sur le chalet du parc et une sur les aménagements extérieurs. Les dates énoncées ci-dessous devront impérativement être respectées.**

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le mercredi 12 avril 2017.

Il s'agit d'un projet simple et novateur, dont les plans et devis sont à produire dans un délai restreint, soit du 12 avril au 24 mai 2017. **Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).**

A titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

Production des plans et devis :	12 avril 2017 – 24 mai 2017
Appel d'offres, octroi du contrat des travaux :	29 mai 2017 – 5 juillet 2017
Début des travaux:	semaine du 10 juillet 2017
Acceptation provisoire des travaux :	30 novembre 2017
Assistance durant la période de garantie	

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jours de calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

[…] est remplacé par le paragraphe suivant :

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 15 juin 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 22 août 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. Les dates énoncées ci-dessus devront impérativement être respectées.

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le jeudi 15 juin 2017.

Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).

À titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

- Production des plans et devis : 15 juin 2017 – 22 août 2017
- Appel d'offres, octroi du contrat des travaux : 24 août 2017 – 19 sept. 2017
- Début des travaux : semaine du 25 septembre 2017
- Assistance durant la période de garantie : Juin 2018

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jour calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de la réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

Bureau de projets du centre-ville
Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage

Le 4 mai 2017

ADDENDA no. 2

Soumission : VMP-17-029

Travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte trois (3) pages incluant celle-ci.

1. MODIFICATIONS DANS LES CLAUSES ADMINISTRTIVES PARTICULIÈRES

Le point 9. de la SECTION III des Clauses administratives particulières, sous le titre « Garanties » est à retirer du présent cahier de charges. La garantie ou le cautionnement de soumission n'est pas requis dans le cadre de l'appel d'offres VMP-17-029;

2. MODIFICATIONS DANS LES FORMULAIRES DE SOUMISSION

Le complètement des formulaires concernant les cautionnements de soumission et d'exécution ainsi que la lettre d'engagement n'est pas requis dans le cadre de l'appel d'offres VMP-17-029.

3. QUESTIONS / RÉPONSES

Question 1 : Pouvons-nous soumissionner sur cet appel d'offres l'ayant acheté sur SEAO? La clause 2.1 du document de soumission mentionne : « Pour être admissible à soumissionner, le soumissionnaire doit avoir reçu le cahier des charges de la Ville de Montréal. »

Réponse 1 : Puisque la Ville de Montréal a déposé les documents sur SEAO, le soumissionnaire peut effectivement soumissionner sur cet appel d'offres suite à un achat sur SEAO.

Question 2 : Quel est le nombre de pages limite par section ou total de la soumission?

Réponse 2 : Une première section devra comprendre (le nombre de page pour cette section ne sera pas comptabilisé):

- La résolution pour autoriser la signature de la soumission
- La page de présentation de l'offre de services professionnels signée
- L'ensemble des formulaires et documents exigés dûment remplis
- Les réponses au "questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise" (1-2 pages)
- L'organigramme corporatif (1 page)
- Tout autre certification et/ou autorisation demandée (AMF, Revenu Québec, etc.)

L'offre de services incluant les éléments demandés au devis technique devra être présenté dans un document de **quatorze (14) pages au total (excluant la première section mentionnée plus haut ainsi que les CV)**. Cette offre de services devra clairement identifier les quatre (4) onglets suivants:

- Compréhension du mandat et de la problématique;
- Capacité de production et échéancier;
- Expérience et expertise de la firme dans les projets similaires;
- Expérience et expertise de l'équipe de projet.

Question 3 : Pourriez-vous fournir les documents de la **SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION** en format éditable pour que nous puissions y insérer nos réponses.

Réponse 3 : Malheureusement, ces formulaires ne sont pas disponibles en version éditable.

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8		

Acquisition de services professionnels

Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart

Appel d'offres public n° VMP-17-029

Le 25 avril 2017

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	Lettre de présentation	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Le 25 avril 2017

Objet : Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé du coût des travaux, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II du parc Walter-Stewart.

Madame,
Monsieur,

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé du coût des travaux, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II du parc Walter-Stewart, conformément aux documents du présent appel d'offres public.

À cette fin, nous avons le plaisir de vous soumettre les documents d'appel d'offres suivants :
- les instructions au soumissionnaire;
- les clauses administratives générales;
- la politique de gestion contractuelle (annexe des clauses administratives générales);
- les clauses administratives particulières;
- les instructions supplémentaires et données générales de la mission (devis technique);
- annexe 1 – Dimension des modules préfabriqués et exemple d'aménagement
- annexe 2 – Plans des conditions existantes (pièce détachée);

- formulaire – avis de désistement
- formulaire – page sommaire
- formulaire – bordereau de soumission
- formulaire – renseignements complémentaires;
- formulaire – avenant de responsabilité civile;
- formulaire – curriculum vitae
- formulaire – donnée sur le salaire
- les étiquettes de retour

Instructions pour remise de soumission :
- Date: le 25 mai 2017
- Heure : avant 11 h 00
- Lieu : Au comptoir de réception Accès Montréal
  Monsieur Domenico Zambito
  Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
  800 Maisonneuve Est, 17e étage
  Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour toute question ou information concernant cet appel d'offres, vous devez vous adresser à l'adresse suivante : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Par ailleurs, nous vous invitons à prendre connaissance de notre politique d'approvisionnement sur le site Internet de la Ville de Montréal à : ville.montreal.qc.ca, ainsi que de la politique de gestion contractuelle jointe à la présente.

Nous espérons vous compter parmi nos soumissionnaires et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie

Montréal

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE 9

1. Définitions 11
2. Obtention des documents d'appels d'offres 11
3. Propriété des documents 12
4. Vérification des documents d'appel d'offres 12
5. Communications relatives à l'appel d'offres 12
6. Interprétation du contrat 13
7. Addenda 13
8. Préparation de la soumission 13
9. Prix des services 13
10. Prix forfaitaire 14
11. Taux horaire 14
12. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents 14
13. Évaluation des besoins 15
14. Consortium 15
15. Sous-traitance 15
16. Protection de l'environnement 16
17. Présentation de la soumission 16
18. Signature de la soumission 17
19. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions 17
20. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture 17
21. Confidentialité des soumissions 17
22. Vice de forme ou défaut mineur 18
23. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle 18
24. Adjudication du contrat 19
25. Règles d'adjudication de contrats de services professionnels 20
26. Échelle d'attribution 21
27. Langue du commerce et des affaires 21
28. Non-exclusivité 21

CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 22

1. Octroi du contrat 24
2. Rencontre technique 24
3. Assurances 24
4. Propriété intellectuelle 24
5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville 24
6. Conditions de paiement 25
7. Paiement 25
8. Prérogatives de la Ville 26
9. Cession du contrat 26
10. Défaut 27
11. Résiliation 27
12. Application des lois du Québec 27
13. Pénalités pour retard de livraison 27
14. Inspection 28
15. Force majeure 28
16. Évaluation de l'adjudicataire 28

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE 30

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 44

1. Objet 46
2. Consortium 46
3. Validité de la soumission 46

4. Nombre d'exemplaires requis de la soumission 46
5. Durée du contrat 46
6. Prolongation du contrat 46
7. Visite des lieux 47
8. Formule de prix 47
9. Garanties 47
10. Modalités de paiement 47
11. Facturation 48
12. Pourcentage de pénalités applicable pour retard de livraison 49
13. Assurance - responsabilité civile 49
14. Cession des droits d'auteur 50
15. Gestion de contrat 50
16. Grille d'évaluation de l'adjudicataire 50
17. Obligation du consultant responsable de la surveillance de chantier 50
18. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle 50

FORMULAIRES DE SOUMISSION 54

Avis de désistement à soumissionner 56
Page sommaire 58
Bordereau de soumission 60
Renseignements complémentaires 62
Cautionnement de soumission 66
Lettre d'engagement 68
Cautionnement d'exécution 70
Avenant de responsabilité civile 72
Gabarit d'enveloppe nº1 77
Gabarit d'enveloppe nº2 81

DEVIS TECHNIQUE 85

SECTION I
INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

Section à NE PAS retourner

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION I** INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

1. Définitions

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 Adjudicataire : le soumissionnaire à qui a été octroyé le contrat;

1.2 Appel d'offres : processus tenu par la Ville pour manifester son intention d'acquérir ou de louer des biens ou de retenir des services et pour recevoir des offres quant à ces biens ou services;

1.3 Cahier des charges : l'ensemble des documents de l'appel d'offres fournis par la Ville. Ces documents comprennent notamment les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales, les clauses administratives particulières, la page sommaire, le bordereau de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique, les addenda, les plans, les schémas et les dessins;

1.4 Contrat : l'appel d'offres, la soumission et la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'adjudicataire ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette soumission, ainsi que le document de la convention sensiblement conforme à celle jointe en annexe;

1.5 Directeur : le Directeur du Service de la Ville ou de l'arrondissement concerné ou son représentant autorisé;

1.6 Entente-cadre : entente par laquelle chacun des services ou arrondissement de la Ville de Montréal pourra émettre des commandes d'achats;

1.7 Soumission : les documents dans lesquels les services ou biens demandés par la Ville, dans un appel d'offres, lui sont offerts aux prix indiqués; selon les conditions de la Ville;

1.8 Soumissionnaire : la personne, physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose une soumission;

1.9 Sous-traitant : toute personne, physique ou morale, ou toute société dont les services sont retenus par l'adjudicataire pour fournir la totalité ou une partie des biens ou services demandés dans l'appel d'offres;

1.10 Ville : la Ville de Montréal.

2. Obtention des documents d'appels d'offres

2.1 Pour être admissible à soumissionner, le soumissionnaire doit avoir reçu le cahier des charges de la Ville de Montréal.

3. Propriété des documents

3.1 Tous les documents du présent appel d'offres, la soumission présentée par le soumissionnaire ainsi que les documents qui accompagnent ladite soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au soumissionnaire, à moins que la loi le prévoie. Ces documents ne devront pas être utilisés à d'autres fins que celles visées par l'appel d'offres, ni être publiés, reproduits ou copiés, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit du Directeur.

3.2 Quiconque se procure un exemplaire du cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ces documents à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la soumission.

4. Vérification des documents d'appel d'offres

4.1 Le soumissionnaire doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les documents requis aux fins de la préparation de sa soumission. À moins d'avis contraire de sa part avant l'ouverture des offres, il sera présumé que tous ces documents lui sont parvenus.

4.2 Le soumissionnaire doit aviser le Directeur de toute contradiction ou imprécision dans les documents, le plus tôt possible, après la réception desdits documents d'appel d'offres.

4.3 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles le soumissionnaire s'engage dans le contrat et des risques inhérents à la fourniture des biens ou la prestation des services demandés, le soumissionnaire doit étudier soigneusement les documents, ainsi que tous autres écrits ou normes auxquels la Ville réfère dans le cahier des charges.

4.4 Le soumissionnaire s'assure de recueillir toutes les informations dont il peut avoir besoin pour préparer sa soumission.

5. Communications relatives à l'appel d'offres

5.1 Toute demande d'information relative à l'appel d'offres doit être faite en temps utile de manière à ce que la Ville dispose d'un délai raisonnable pour y répondre avant la date d'ouverture.

5.2 Toute demande d'information doit être adressée à l'adresse suivante :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

5.3 Pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée aux documents d'appel d'offres. Si une communication, visant l'appel d'offres, a lieu pendant cette période avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par une telle communication.

5.4 Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

6. Interprétation du contrat

6.1 En cas de difficultés d'interprétation, l'ordre de préséance des documents émis constituant le contrat est le suivant :

- les addenda, du plus récent au plus ancien;
- les clauses administratives particulières;
- les clauses administratives générales;
- les instructions aux soumissionnaires;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- le devis technique :
  - les plans, dessins et schémas;
  - le devis technique (texte);
  - les annexes;
- la soumission de l'adjudicataire.

6.2 La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

6.3 Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter toutes et chacune des exigences de l'appel d'offres.

6.4 À moins d'indication contraire, les normes auxquelles réfèrent les documents d'appel d'offres sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des soumissions et elles en font partie intégrante.

7. Addenda

7.1 S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter l'appel d'offres, un addenda est émis et transmis à chacune des personnes ou sociétés s'étant procuré un exemplaire de l'appel d'offres. Tout addenda fait partie intégrante de l'appel d'offres, et le défaut d'accuser réception dudit addenda à la section IV – Renseignements complémentaires, pourra entraîner le rejet de la soumission.

7.2 Aucun renseignement obtenu autrement que par un tel addenda n'engage la responsabilité de la Ville.

8. Préparation de la soumission

8.1 Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour la préparation et la présentation de sa soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Directeur.

8.2 Le prix figurant au bordereau de soumission ne doit pas inclure la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute autre taxe pouvant les remplacer.

9. Prix des services

9.1 Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat, à moins d'indication contraire dans les clauses administratives particulières.

9.2 Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau, le taux horaire pour chaque service ainsi que le prix requis pour la quantité totale requise à chaque service.

9.3 En cas d'ambiguïté ou de divergence, le taux horaire prévaudra et la soumission sera corrigée en conséquence.

9.4 La Ville peut corriger toute erreur de calcul dans une soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, **le taux horaire soumis ne peut jamais être corrigé**, mais peut être reconstitué, lorsqu'aucun taux horaire n'est indiqué en regard d'un item, en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. Dans une telle éventualité, les soumissionnaires renoncent à exercer tout recours contre celle-ci.

9.5 Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait de la renonciation à invoquer la non proportionnalité d'un taux horaire, de la reconstitution d'un prix unitaire, de la correction d'une erreur de calcul et des ajustements à la soumission en découlant, même si le rang des soumissionnaires est changé.

9.6 La Ville peut, s'il en va de son intérêt, rejeter une soumission dont le taux unitaire n'est pas proportionné. Est considéré proportionné le taux unitaire qui n'est pas inférieur ou supérieur de 20 % à la moyenne des taux unitaires présentés par tous les soumissionnaires. Si tous les soumissionnaires présentent un ou des taux unitaires non proportionnés, la Ville peut, à sa discrétion, augmenter par tranche de 5 % la limite de 20 % jusqu'à ce qu'un ou plusieurs soumissionnaires se qualifient.

9.7 Le soumissionnaire n'a aucun recours contre la Ville du fait du rejet de la soumission dont le taux unitaire n'est pas proportionné.

9.8 Dans l'éventualité où l'adjudicataire fournirait des biens ou des services identiques à ceux visés par le présent appel d'offres à un autre service ou arrondissement de la Ville à un prix moindre que celui indiqué dans sa soumission aux fins du présent contrat, cet adjudicataire devra réduire le prix des biens ou services fournis en vertu du présent contrat d'un montant équivalant à la différence des prix, et ce, à partir de la date où ces biens et services ont été offerts à un prix moindre.

10. Prix forfaitaire

10.1 Si un prix forfaitaire est demandé, le montant soumis doit être global et doit se traduire par l'engagement du soumissionnaire à la réalisation complète du service ou du mandat pour ce montant. Tout ajout ou modification susceptible de restreindre la portée de cet engagement pourrait entrainer le rejet de la soumission. Ce prix est ferme pour toute la durée du contrat.

10.2 Le soumissionnaire évalue le prix sur la base des informations fournies par la Ville dans les documents d'appels d'offres notamment au chapitre de la nature du mandat, de son ampleur, des services requis et des résultats escomptés.

11. Taux horaire

11.1 Le taux horaire des services identifiés doit comprendre tous les coûts nécessaires à l'exécution des services, notamment les frais d'administration générale, la marge de profit et les taxes autres que la TPS et la TVQ, tel qu'en fait état le formulaire prévu à cette fin, ainsi que tous les frais à encourir pour la réalisation complète du service ou du mandat. Tous les prix doivent tenir compte des spécifications techniques exigées par le cahier des charges.

12. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents

12.1 Le soumissionnaire devra obtenir à ses frais tous les permis, certificats, droits de douane et autres se rattachant à son contrat. Dans tous les cas, le soumissionnaire doit se conformer, à ses frais, aux

exigences rattachées à ces permis et certificats. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de voir à inclure ces frais dans le prix de soumission.

13. Évaluation des besoins

13.1 Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit.

14. Consortium

14.1 La formation de consortium est interdite.

15. Sous-traitance

15.1 La Ville accepte l'utilisation de sous-traitants par les soumissionnaires. Toutefois, les offres déposées doivent respecter les conditions suivantes :

a) dans le cas de soumissions sur invitation, la firme invitée doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville;

b) dans le cas d'appels d'offres publics, la firme ayant pris possession du cahier des charges doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville.

15.2 Le soumissionnaire doit inscrire dans sa soumission, au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires, les noms des sous-traitants qui participeront à l'exécution du contrat ainsi que leur contribution.

15.3 Après l'adjudication du contrat, le soumissionnaire doit aviser le Directeur et avoir l'approbation de celui-ci, de toute modification apportée à l'information inscrite au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires de sa soumission.

15.4 La modification de cette information n'a pas pour effet de modifier le contrat, ni de créer aucun lien contractuel entre la Ville et les sous-traitants, ni de relever le soumissionnaire des obligations découlant du contrat.

15.5 L'adjudicataire est responsable de la compétence et de la solvabilité de chacun de ses sous-traitants.

15.6 L'adjudicataire est entièrement responsable envers la Ville de l'exécution du contrat et assume l'entière coordination des tâches que les sous-traitants exécutent. À cet effet, il est de la responsabilité du soumissionnaire de communiquer le contenu du contrat aux sous-traitants concernés en vue de faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du contrat qui les concernent.

15.7 Le Directeur peut, en tout temps, exiger de l'adjudicataire qu'il remplace un sous-traitant qui ne respecte pas les exigences du présent appel d'offres; un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du contrat.

15.8 L'adjudicataire doit fournir, en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces sous-traitants.

15.9 La soumission doit être signée par le seul soumissionnaire.

16. Protection de l'environnement

16.1 Pour ses achats en biens et services, la Ville tient compte des considérations environnementales selon les trois grands principes, soit de réduire, de réutiliser et de recycler. Les soumissionnaires sont invités à mettre en place des mesures pour la protection de l'environnement et à suggérer à la Ville d'autres moyens pour atteindre son objectif.

16.2 Tout projet doit démontrer la volonté du fournisseur à collaborer pour trouver des solutions ayant un impact minimal sur l'environnement, et ce, dans un esprit de partenariat avec la Ville.

16.3 La Ville de Montréal s'est dotée d'un plan stratégique de développement durable. Dans le respect de ces orientations, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission le questionnaire sur la gestion environnementale se trouvant aux renseignements complémentaires, expliquant les actions mises en place dans son entreprise afin de favoriser la protection de l'environnement.

16.4 La présente clause de protection de l'environnement n'est pas discriminatoire. Elle se veut une mesure incitative pour renforcer notre démarche en matière de protection de l'environnement. La Ville se réserve le droit de valider les renseignements reçus des fournisseurs et sous-traitants.

17. Présentation de la soumission

17.1 Le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formulaires de soumission fournis par la Ville, compléter des documents soutenant sa proposition et retourner les documents comme suit :

17.1.1 Enveloppe nº1 – La proposition « technique »

- La proposition technique devra être soumise en cinq (5) exemplaires, recto verso **sans mention du prix et du calcul du prix,** ni aucun indice à cet effet, **sous peine de rejet,** dont un (1) sera un original **et un sera une (1) copie annotée « copie certifiée » de l'original**. L'original et la copie certifiée doivent être signés à la page sommaire, non relié et versé dans l'enveloppe nº1, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville. De plus, un (1) exemplaire de la **proposition technique** devra être soumis en version électronique (copie conforme à l'originale) en format PDF sur CD ou sur une clé USB et versé dans l'enveloppe n° 1. **Aucun fichier ou document contenant une information sur le prix et du calcul de prix, ni aucun indice à cette effet, ne doit être versé sur le CD-ROM ou sur la clé USB, sous peine de rejet.**

17.1.2 Enveloppe nº2 – La proposition de prix

- Un (1) original ainsi qu'une copie annotée **« copie certifiée » de l'original** dûment signé et non relié du bordereau de soumission et des documents établissant les prix, versés dans l'enveloppe nº2 sous pli cacheté, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville.

- Cette enveloppe nº2 doit aussi contenir deux (2) exemplaires de copies reliées (ou agrafées), du bordereau de soumission, et/ou des documents établissant les prix.

17.2 Les soumissions et les enveloppes qui ne respectent pas les exigences de présentation pourront être rejetées.

17.3 Au moment de compléter la section « Identification du soumissionnaire » du formulaire « Page sommaire », le soumissionnaire doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ).

17.4 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec son contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

17.5 Dans une première étape, seule l'enveloppe nº1 contenant la proposition technique sera ouverte.

18. Signature de la soumission

18.1 **Le défaut de signer la PAGE SOMMAIRE de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.**

18.2 Toute rature faite sur les formulaires de soumission doit être paraphée par le signataire de la soumission.

18.3 Si le soumissionnaire est une personne faisant affaire seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporée en vertu de la loi, il peut signer la soumission lui-même.

18.4 Si le soumissionnaire est une société non incorporée en vertu de la loi, l'associé qui signe la soumission est réputé dûment autorisé.

18.5 Si le soumissionnaire est une personne morale, le représentant qui signe la soumission est réputé être dûment autorisé.

19. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions

19.1 Le soumissionnaire peut modifier sa soumission jusqu'à l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, pourvu que telle modification soit accompagnée d'une lettre signée par le représentant autorisé du soumissionnaire. Cette modification doit être insérée dans une enveloppe clairement identifiée « Enveloppe no 1 » ou « Enveloppe no 2 » selon le cas, de manière à être conforme à l'article 17. Dans tous les cas, l'enveloppe doit clairement indiquer le numéro de l'appel d'offres.

20. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture

20.1 Quel que soit le mode d'expédition choisi par le soumissionnaire, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement, sous pli cacheté, à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués à l'appel d'offres pour son ouverture en public tel que prévu.

21. Confidentialité des soumissions

21.1 Seuls les renseignements consignés à la page sommaire des soumissions seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des soumissions.

21.2 La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions. Toutefois, en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), elle pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au Greffe de la Ville de Montréal, certaines informations relatives à cet appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

Direction du greffe
Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information
275, rue Notre-Dame est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Télécopieur : 514 872-5655

22. Vice de forme ou défaut mineur

22.1 S'il y va de l'intérêt de la Ville, elle pourra passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que peut contenir la soumission.

23. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle

23.1 En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes, et prend les engagements prévus à cette Politique (jointe en Annexe).

23.2 En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

- ni le soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du soumissionnaire dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants;

- ni une entreprise qui lui est liée ou un des ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les 6 mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants,

n'ont accompagné la Ville dans l'élaboration du présent appel d'offres.

« Participation à l'élaboration de l'appel d'offres » doit être compris ici comme l'action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger le cahier des charges ou à y être intégré.

23.3 Malgré l'article 22, si l'une ou l'autre des personnes mentionnées à 23.2 d'avoir préparé ou produit pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent cahier des charges dans le délai prévu, constitue une participation à l'élaboration du présent appel d'offres, et la soumission peut être rejetée.

Cependant, ne constitue pas une participation prohibée, le fait pour toute personne d'Avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ayant servi à rédiger le présent cahier des charges mais explicitement mis à la disposition de tout soumissionnaire éventuel.

23.4 La Ville peut résilier le contrat conclu avec l'adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci que son affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte ou bien qu'il ne

respecte pas les engagements prévus à la section 23.2 ou au paragraphe 6 de la Politique de gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la soumission qu'il a présentée et le montant du contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le contrat, y compris tous les dommages résultants d'une telle résiliation.

23.5 Nonobstant l'interdiction pour une entreprise de soumissionner si elle a participé à l'élaboration du cahier des charges dans les six (6) mois le précédant, une dérogation à la clause 23.3 peut être consentie, par écrit, par le Directeur général de la Ville ou, s'il s'agit d'un contrat relevant de la compétence d'un arrondissement, par le Directeur d'arrondissement.

23.6 Le directeur peut, après l'ouverture des soumissions, requérir du soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite soumission. Le défaut du soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans le délai imparti peut entraîner le rejet de la soumission. Le directeur peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le bordereau de soumission, lequel prévaut en tout temps.

23.7 En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger l'adjudicataire et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

24. Adjudication du contrat

24.1 Le contrat sera adjugé si la Ville donne suite à l'appel d'offres, au soumissionnaire qui a présenté l'offre ayant obtenu le plus haut pointage final suivant l'évaluation effectuée conformément à l'article 25 du présent document. Les parties devront alors signer une convention substantiellement conforme au modèle joint au cahier des charges.

24.2 Le Directeur avise par écrit l'adjudicataire de l'octroi du contrat, soit par l'émission d'un bon de commande, soit par une lettre à cet effet et lui demande de compléter tous les documents afférents. Toutes les firmes non retenues seront avisées par écrit.

24.3 La Ville ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires. Elle se réserve le droit de mettre fin au mandat si la firme ne rencontre pas les obligations qui lui incombent de par le contrat ou pour toute autre raison.

25. Règles d'adjudication de contrats de services professionnels

Un système de pondération et d'évaluation des offres, à deux enveloppes, est obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels sur invitation pour les montants de 25 000,00 $ à 99 999,00 $, et publics pour les montants de 100 000,00 $ et plus.

En voici les grandes lignes :

1. La Ville détermine un minimum de quatre critères de sélection, outre le prix.

2. Un nombre maximal de 30 points sur un total de 100 est attribué à chaque critère, autre que le prix. **Le bordereau de soumission et les documents relatifs à l'établissement des prix doivent être insérés dans l'enveloppe de prix identifiée selon le gabarit fourni par la Ville (enveloppe nº2).**

3. Le document d'appel d'offres mentionne les exigences, les critères, leur pondération, et le mode d'évaluation auxquels les offres seront soumises.

4. Un comité de sélection comprenant au moins trois membres sera formé pour évaluer la proposition.

5. L'évaluation s'effectue par chaque membre du comité, sans connaissance des prix, ceux ci étant contenus dans une enveloppe séparée (enveloppe nº2).

6. Seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final.

7. L'enveloppe nº2 contenant le prix est retournée non décachetée au soumissionnaire n'ayant pas obtenu le pointage intérimaire minimal de 70.

8. L'établissement du pointage final de chaque soumission ayant obtenu le pointage intérimaire d'au moins 70 est calculé selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{Pointage intérimaire} + 50) \times 10\,000}{\text{Prix}} = \text{pointage final}$$

9. Une recommandation d'octroi du contrat à la firme ayant obtenu le plus haut pointage final est acheminée aux instances pour autorisation.

26. Échelle d'attribution

Lors de l'évaluation des offres, la pondération est attribuée selon le tableau « échelle d'attribution des notes selon la valeur du critère» suivant.

Échelle d'attribution des notes selon la valeur du critère

APPRÉCIATION	5	10	15	20	25	30
Excellente (90 % à 100 %) Dépasse substantiellement sur tous les aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	5	10	15	20	25	30
Plus que satisfaisante (71 % à 89 %) Dépasse pour plusieurs éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	4	8 ou 9	11 à 14	15 à 19	18 à 24	22 à 29
Satisfaisante (= 70 %) Répond en tout point au niveau de qualité recherchée pour ce critère	3,5	7	10,5	14	17,5	21
Insatisfaisante 40 % à 69 % N'atteint pas pour quelques éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	2 ou 3	4 à 6	7 à 10	8 à 13	10 à 17	12 à 20
Médiocre < 40 % N'atteint pas sur plusieurs aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	1	1 à 3	1 à 6	1 à 7	1 à 9	1 à 11
Nulle = 0 % Aucune information dans l'offre permettant d'évaluer ce critère	0	0	0	0	0	0

27. Langue du commerce et des affaires

27.1 Le soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements. À cet égard, toute communication écrite et verbale doit se faire en français.

28. Non-exclusivité

28.1 Si cet appel d'offres consiste à établir une entente de services professionnels à long terme avec un fournisseur, cette entente ne constitue pas un contrat d'exclusivité auprès de l'adjudicataire.

28.2 La Ville se réserve le droit de requérir de services identiques auprès d'autres fournisseurs. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville advenant telle occurrence

SECTION II
CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner

1. Octroi du contrat

1.1 La Ville n'est pas tenue de donner suite à l'appel d'offres.

1.2 L'adjudicataire ne doit pas entreprendre l'exécution du contrat avant d'avoir reçu une confirmation écrite du Directeur à cet effet.

1.3 Un bon de commande transmis par la Ville peut n'avoir pour objet qu'une partie des biens ou des services visés par le contrat.

1.4 Si le présent appel d'offres vise la conclusion d'une entente-cadre et que le contrat est adjugé, les bons de commande pourraient être émis par les différents services ou arrondissements de la Ville et l'adjudicataire est tenu de respecter le prix et les taux de remise inscrits au bordereau de soumission pour chaque commande.

2. Rencontre technique

2.1 Si la Ville le juge nécessaire, l'adjudicataire doit déléguer un représentant possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution du contrat décrit au présent cahier des charges afin de rencontrer le Directeur, au bureau de la Ville, préalablement à l'exécution du contrat.

3. Assurances

3.1 L'adjudicataire doit détenir toutes les polices d'assurance requises en vertu des documents d'appel d'offres.

3.2 L'adjudicataire devra fournir, à la demande du Directeur, les copies de ces polices d'assurance.

4. Propriété intellectuelle

4.1 L'adjudicataire déclare être l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle requis aux fins de l'exécution du présent contrat. L'adjudicataire garantit et tient la Ville indemne de toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de ce qui précède, et notamment de toute poursuite ou réclamation pour violation de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce, de dessins, de secrets industriels, et à l'indemniser de tout jugement rendu contre elle, en capital, intérêts et frais.

5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville

5.1 L'adjudicataire s'engage formellement, sauf dans la mesure où l'exécution du contrat l'exige, à ne pas divulguer ni publier à des tiers les renseignements ou la documentation que lui communique la Ville.

5.2 Tous les plans, devis et leurs copies, rapports, photocopies, modèles ou échantillons fournis par la Ville ou produits par l'adjudicataire, au cours de l'exécution du contrat, sont la propriété de la Ville et ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. À cet effet, lorsque le présent contrat prend fin, ils doivent être intégralement remis à la Ville.

6. Conditions de paiement

6.1 Les conditions de paiement sont « net trente (30) jours » de la date de la réception de la facture ou de la fourniture des services ou livraison des biens au point de destination prévu par la Ville, selon la plus tardive des deux dates. En conséquence, toute autre condition de paiement ne sera pas opposable à la Ville.

6.2 Malgré le paragraphe 7.1, les soumissionnaires ont la possibilité d'offrir des escomptes de paiement en fonction de délais très précis indiqués à la section A des renseignements complémentaires, point 1. Ces escomptes ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des soumissions, mais lieront l'adjudicataire, le cas échéant.

7. Paiement

7.1 Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés ou services fournis et acceptés par la Ville. En tout temps, l'adjudicataire doit fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement.

7.2 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables, afin de compenser pour les travaux non exécutés ou non conformes aux exigences du cahier des charges.

7.3 Tout compte non conforme sera refusé et retourné à l'adjudicataire pour correction.

7.4 Aucuns frais pour retard de paiement ne pourront être facturés à la Ville.

7.5 L'adjudicataire doit indiquer clairement et séparément sur ses factures les montants et le taux des taxes payables en regard des biens ou services fournis ainsi que les numéros d'inscription qui lui ont été attribués par Revenu Canada aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS) et par le ministre des Finances du Québec aux fins de la taxe de vente du Québec (TVQ).

7.6 Le remplacement des taxes à la consommation existantes (TPS, TVQ) par d'autres taxes ou toute variation du taux de ces taxes sera traité conformément aux dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

7.7 Lorsqu'il y a contre le fournisseur ou l'un de ses sous-traitants une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, cette dernière a le droit de se tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de tout telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.

7.8 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville pour acquitter la réclamation ou créance d'un tiers, la Ville peut exiger du fournisseur qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle.

7.9 Si l'adjudicataire doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque raison que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due au fournisseur, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, intérêts et frais.

8. Prérogatives de la Ville

8.1 La Ville décide de toute question relative à l'interprétation ou à l'exécution du contrat, y compris celle se rapportant aux garanties et à la valeur des commandes. Cette décision est finale et l'adjudicataire doit s'y conformer.

Toute difficulté doit être portée à l'attention de la Ville, par écrit, par l'adjudicataire au plus tard dans les 10 jours de sa survenance. À défaut, l'adjudicataire sera présumé avoir renoncé à faire valoir ses droits à cet égard. L'adjudicataire doit préciser dans son avis écrit les motifs de la contestation, les dispositions contractuelles visées, la solution proposée, le tout accompagné des pièces justificatives.

La présente procédure ne peut avoir pour effet de justifier une interruption ou un ralentissement de l'exécution du contrat. L'adjudicataire est en défaut s'il ne poursuit pas l'exécution du contrat avec la célérité et la diligence requises.

8.2 L'adjudicataire qui poursuit l'exécution du contrat après une décision de la Ville ne renonce pas de ce fait à ses droits et recours pourvu que, dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de cette décision, il signifie à la Ville par écrit sa contestation motivée de telle décision.

8.3 L'adjudicataire doit transmettre à la Ville, sur demande, tout document ou toute information nécessaire.

8.4 Si, pendant l'exécution du contrat et jusqu'à la réception définitive de biens ou services visés par ledit contrat, le Directeur déclare que certaines parties des biens livrés ou services rendus ne sont pas conformes aux exigences du contrat, l'adjudicataire doit apporter les modifications nécessaires à ses frais afin de se conformer aux dites exigences, selon la demande du Directeur.

9. Cession du contrat

9.1 L'adjudicataire ne peut, sans l'autorisation préalable écrite de l'instance compétente de la Ville, céder ses droits et obligations dans le contrat.

9.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que le fournisseur respecte intégralement les conditions présentes à l'appel d'offres, notamment d'assumer l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

10. Défaut

10.1 L'adjudicataire est en défaut :

10.1.1 s'il ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent appel d'offres;

10.1.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

11. Résiliation

11.1 Dans le cas mentionné à l'article 11.1.1, la Ville avise l'adjudicataire de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, l'adjudicataire n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier le contrat.

11.2 Dans le cas mentionné à l'article 11.1.2, le contrat est résilié de plein droit dès que survient l'événement et les garanties fournies par l'adjudicataire deviennent exécutoires nonobstant la résiliation.

11.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

12. Application des lois du Québec

12.1 Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13. Pénalités pour retard de livraison

13.1 Au cas où il surviendrait, avant ou au cours de l'exécution du contrat, des circonstances imprévues qui peuvent causer des retards ou entraîner une modification à l'échéancier dudit contrat, le fournisseur est tenu d'en aviser immédiatement le Directeur qui, s'il le juge à propos, peut alors autoriser par écrit une modification du calendrier du contrat et, le cas échéant, reporter la date prévue de fin dudit contrat.

13.2 Sous réserve du paragraphe 14.1, et sans préjudice quant à ses autres droits et recours, le Directeur pourra appliquer une pénalité à compter de la date prévue de livraison en vertu des « clauses administratives particulières » des documents d'appel d'offres.

13.3 Cette pénalité est calculée sur la valeur des biens non livrés et la Ville ne tient pas compte des taxes applicables dans ce calcul.

13.4 Le cas échéant, la Ville déduira des paiements dus, la pénalité prévue au paragraphe 14.2.

13.5 Cette pénalité est applicable sans que la Ville soit tenue de mettre en demeure le fournisseur d'exécuter son obligation de livrer.

14. Inspection

14.1 La Ville se réserve le droit de procéder à des inspections en cours d'exécution et l'adjudicataire du contrat doit l'aider à accomplir ce rôle.

15. Force majeure

15.1 Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente entente, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés des parties.

16. Évaluation de l'adjudicataire

16.1 S'il le juge opportun, le comité exécutif peut demander qu'un adjudicataire sur un appel d'offres sur invitation soit évalué en fin de contrat. Si c'est le cas pour le présent appel d'offres, la mention en sera faite à la section « Clauses administratives particulières ».

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE
Ville de Montréal

ADOPTÉE LE 23 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
ADOPTÉE LE 25 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Section à NE PAS retourner

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes,* RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;

- ait admis avoir participé à un tel acte;

- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Service institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : Appel d'offres VMP-17-029 Services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart

---

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____ , le _____

_____

SECTION III
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Section à NE PAS retourner

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet de retenir des services professionnels pour élaborer les plans, les cahiers de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance des travaux pour l'aménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

2. Consortium

Nonobstant la clause 14 « Consortium » des instructions au soumissionnaire, afin de compter sur la meilleure expertise possible, la Ville accepte la formation de consortiums dans le cadre de cet appel d'offres. Toutefois, les offres déposées doivent respecter la condition suivante :

- La firme invitée doit agir en tant que chef de file de ce consortium auprès de la Ville.

La soumission doit être signée par le représentant dûment autorisé par résolution de la part de chacun des membres qui le constituent.

3. Validité de la soumission

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer son offre pendant **les quatre-vingt-dix (90)** jours calendriers suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné.

4. Nombre d'exemplaires requis de la soumission

Contrairement à ce qui est stipulé à l'article 17.1 des instructions au soumissionnaire, la proposition technique devra être soumise en **cinq (5)** exemplaires, recto verso dont un (1) sera un original **sans mention du prix et du calcul du prix**, ni aucun indice à cet effet, **sous peine de rejet, et une (1) copie certifiée de l'original**. L'original doit être signé à la page sommaire, non relié et versé dans l'enveloppe n° 1, identifiée selon le gabarit fourni par la Ville.

5. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents des instructions au soumissionnaire et clauses générales de l'appel d'offres, le contrat convenu avec le fournisseur est effectif pour une période de **quinze (15)** mois à partir de la date de l'autorisation d'octroi.

6. Prolongation du contrat

Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins **quatre-vingt-dix (90)** jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de six (6) mois, pour un maximum de deux (2) prolongations.

Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes.

7. Visite des lieux

Aucune visite des lieux n'est prévue avec la Ville. Les soumissionnaires qui désirent visiter les lieux, pourront le faire de façon indépendante.

8. Formule de prix

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de méthode à pourcentage. Le pourcentage des honoraires professionnels est établi selon le coût des travaux estimé et accepté par le client et l'adjudicataire, toutes taxes incluses.

9. Garanties

Si requis à l'appel d'offres, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les garanties requises selon les dispositions ci-après :

9.1 Garantie de soumission

9.1.1 Le soumissionnaire doit présenter, avec sa soumission, une garantie de soumission au montant indiqué à la page sommaire des formulaires de soumission. Une soumission ne contenant pas de garantie de soumission conforme pourra être rejetée.

9.1.2 Cette garantie doit être fournie sous l'une ou l'autre des formes décrites ci après :

9.1.2.1 par chèque **visé**, mandat poste, mandat ou traite bancaire, tiré à l'ordre de la Ville de Montréal, sur une institution financière faisant affaire au Québec, et encaissable dans la Ville de Montréal, ou par lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande, nonobstant tout litige, émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

ou

9.1.2.2 par un cautionnement de soumission, selon le modèle joint aux documents d'appel d'offres, émis par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada, ayant un établissement au Québec et acceptable à la Ville, accompagné d'une lettre d'engagement de cette compagnie à émettre un cautionnement d'exécution au soumissionnaire s'il devient adjudicataire. Cet engagement doit obligatoirement être inséré dans l'enveloppe de prix cachetée (enveloppe nº2). Le cautionnement de soumission doit demeurer en vigueur durant une période égale à celle de la validité de soumission indiquée au cahier des instructions au soumissionnaire, sauf s'il est remplacé par un cautionnement d'exécution, à l'intérieur de ce délai, après l'adjudication du contrat.

9.1.3 Ladite garantie de soumission sera confisquée par la Ville de Montréal, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du soumissionnaire, si :

9.1.3.1 La soumission est retirée après l'ouverture des soumissions ; ou si

9.1.3.2 le soumissionnaire refuse d'exécuter le contrat ou est incapable de fournir, dans les délais requis, les documents ou les renseignements demandés dans les documents d'appel d'offres ou par le Directeur.

10. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

- 30% à la remise des plans et devis préliminaires avec estimation des coûts ;
- 35% à la remise des plans et devis finaux pour appel d'offres ;
- 30% à l'acceptation provisoire des travaux (des factures mensuelles selon l'avancement des travaux pourront être autorisées);
- 5% à la remise des plans tels que construits

10.1 Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, a à chacune des étapes définies ci-dessous, sans dépasser le pourcentage spécifié.

10.2 Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

10.3 Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

10.4 Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »

11. Facturation

11.1 Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Bureau de projet du centre-ville
Direction des travaux publics
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage
Montréal (Québec) H2L 4S8

11.2 Renseignements

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- la date de facturation;
- la période facturée (s'il y a lieu);
- la dénomination sociale de l'adjudicataire;
- le nom d'emprunt ou autre nom en vigueur applicable (s'il y a lieu);

- le numéro de la facture;
- le numéro du bon de commande;
- le numéro du certificat d'avancement ou de terminaison / livraison définitive;
- le nom de l'acheteur;
- le taux horaire par catégorie d'employé/ ou de membre de l'équipe;
- les heures travaillées par catégorie d'employé/ ou de membre de l'équipe;
- le pourcentage d'avancement dans le cas d'un prix forfaitaire (s'il y a lieu);
- les numéros de TPS et TVQ;

Le soumissionnaire doit joindre, lors du dépôt de sa soumission, un spécimen de facture présentant les renseignements énumérés ci-dessus.

12. Pourcentage de pénalités applicable pour retard de livraison

En accord avec la clause 14 « Pénalité pour retard de livraison » des « Clauses administratives générales », le Directeur pourra appliquer une pénalité équivalente à un pour cent (1%) du montant total du contrat, par jour, à compter des dates prévues de livraison qui seront décidées à la réunion de démarrage.

13. Assurance - responsabilité civile

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) la protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

   - à une personne;
   - à plus d'une personne;
   - à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les travaux exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » inclus au cahier des charges dûment et originalement complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat.

Si l'adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur la police d'assurance selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

- d'annuler le présent contrat en tout temps, et ce, sans préavis; ou
- de constater son défaut, d'en aviser la caution et exécuter les travaux à leurs frais. Dans un tel cas, le fournisseur et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

14. Cession des droits d'auteur

L'adjudicataire cède à la Ville l'intégralité de ses droits d'auteur, à titre exclusif, sur les documents et l'œuvre réalisés, y compris tous les livrables produits par l'adjudicataire, en vertu du présent contrat et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci.

L'œuvre cédée pourra être reproduite et exploitée directement ou indirectement, par la Ville, sur quelque support que ce soit.

L'œuvre cédée pourra être reproduite, adaptée en tout ou en partie, publiée, communiquée au public par quelque moyen que ce soit, traduite, exécutée ou représentée en public pour toutes fins jugées utiles par la Ville.

Cette cession des droits d'auteur est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

Toute considération pour la cession de droits d'auteur consentie en vertu du présent contrat doit être incluse dans la rémunération prévue au bordereau de soumission.

15. Gestion de contrat

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles dudit contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions portant sur les aspects contractuels du contrat.

16. Grille d'évaluation de l'adjudicataire

Dans le cadre de l'application de la clause 17 « Évaluation de l'adjudicataire » de la section « Clauses administratives générales », l'évaluation de l'adjudicataire, en fin de contrat, sera effectuée selon la grille de thèmes ci-dessous. La note de passage étant de 70%, est considérée comme un rendement insatisfaisant une note de moins de 70%.

Thèmes et critères	**Pondération**
Aspect de la conformité technique Le respect des données techniques du devis La clarté et fidélité des dessins et devis La clarté et fidélité des rapports La qualité des formats de la documentation Le niveau de détail Qualité des concepts présentés Compréhension des objectifs du mandat	**35%**
Respect des délais et des échéanciers et aspects financiers Respect des échéances pour la remise des plans et devis. Respect des échéanciers pour la remise des rapports de progression Délai de réponse (téléphone et courrier) Précision des estimés (fin) Respect du budget (fin) Optimisation des coûts (fin)	**35%**
Fourniture et utilisation des ressources Compétence et disponibilité du chargé de projet (rh) Compétence et disponibilité de l'équipe de projet (rh) Quantité adéquate de ressource sur le projet (rh) Personnel affecté à la vérification des extrants (rh) Équipe de relève (rh) Respect de l'équipe proposée (rh) Identité du chargé de projet (rh) État, efficacité et disponibilité des équipements (eq)	**10%**
Organisation et gestion La planification des travaux La répartition des travaux entre les intervenants La supervision du chargé de projet Respect des directives administratives du devis Les pratiques d'assurance qualité en fonction	**10%**
Communication et documentation Qualité des communications Qualité des rapports et de toute la documentation transmise La disponibilité de la documentation La présence aux rencontres de chantier	**10%**

17. Obligations du consultant responsable de la surveillance de chantier

L'adjudicataire doit fournir à la Ville toutes les pièces justificatives supportant la recommandation de paiement de chaque quantité apparaissant au bordereau du décompte final.

Sans s'y limiter, la pièce justificative est, selon l'unité de paiement de la quantité au bordereau : un relevé de quantités réalisé au chantier par le surveillant des travaux ; chacun des billets de livraison ou de pesée originaux amassés au chantier par le surveillant des travaux et compilés sur une feuille de calcul. Tous les relevés et feuilles de calcul doivent comprendre une date, une localisation des quantités et une signature du surveillant des travaux.

De plus, les pièces justificatives devront être disponibles sur demande en tout temps.

L'adjudicataire doit fournir à la Ville toutes les pièces justificatives supportant la recommandation de paiement de chaque quantité apparaissant au bordereau du décompte final.

18. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle

« En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).»

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avis de désistement à soumissionner	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Le 25 avril 2017

Acquisition de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart – VMP-17-029

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner à l'adresse suivante, le plus tôt possible :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants.		
La période de soumission ne convient pas à la compagnie.		
Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert.		
Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte.		
Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.		
Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de la firme)

(Signature du fournisseur)

(Date)

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Émission :	**Fermeture :**	**À :**
25 avril 2017	**25 mai 2017**	**11 h 00**

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Cette soumission devra être reçue au comptoir de réception Accès Montréal situé au 800 Maisonneuve Est, 17e étage, **avant 11 h 00 le 25 mai 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de l'arrondissement de Ville-Marie.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de plans, d'un cahier de charges, d'un estimé des coûts, pour le suivi ainsi que la surveillance de chantier en vue du réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____ Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés……
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

……
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE NUMÉRO 1

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Description	
Montant de la proposition 400, 000 $ X _____ %	_____$
Allocation pour services supplémentaires	5 000 $
Contingences (10%)	_____ $
SOUS-TOTAL	_____ $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	_____ $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	_____ $
	TOTAL :

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ». Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

Adresse

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur

Nom de la personne responsable (en majuscules)

Signature du responsable

Date

Jour	Mois	Année

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ANNEXE A

Section A – Rémunération à taux horaire :

Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire ($), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total ($) (A x B)
Sous-total des honoraires - Section A				
Section B – Dépenses admissibles				
Dépenses admissibles (1 % du total de la section A)				
Autres dépenses :				
Sous-total des dépenses admissibles – Section B				
Sous-total des honoraires et dépenses admissibles – Section A et B				
Total				

Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement.

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2».

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes et **les retourner avec votre soumission dans l'enveloppe numéro 1**.

SECTION A

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : _____

N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 7 des clauses administratives générales.

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1: _____ Addenda n° 3: _____

Addenda n° 2: _____ Addenda n° 4: _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Sous-traitants (si applicable) :

1. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

2. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement concernant la TPS / TVQ:

Numéro d'enregistrement TPS : _____

Numéro d'enregistrement TVQ : _____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous encourageons à le faire dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* :

ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

SECTION B *(optionnel)*

6. Si l'offre de services est présentée par un consortium, identifier chacune des firmes :

a) Nom de la firme (chef de file) :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

b) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

c) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :
_____
Code postal : Téléphone : Télécopieur :

7. Protection de l'environnement :
OPTION 1 – produits électriques et électroniques

Afin de soutenir l'engagement de la Ville de Montréal à préserver l'environnement et œuvrer dans le sens de la gestion environnementale, le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à supporter celle-ci à tous les stades de vie des produits dont elle fait l'acquisition auprès de lui, et s'assurer du respect des normes ci-après mentionnées :

(S.V.P., cochez les cases appropriées)

☐ **Energy Star** : respect des niveaux de rendement de haute efficacité énergétique;

☐ **RoHS** : restriction d'utilisation de substances dangereuses (plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent) pour l'environnement;

☐ **EPEAT :** évaluation des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables et des écrans en fonction de certains critères environnementaux qui permettent de les évaluer selon 3 catégories :

- ☐ **Or**
- ☐ **Argent**
- ☐ **Bronze**

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Politique environnementale:

- Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?
- Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique?
- Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?
- Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

ET, s'il y a lieu

Emballage:

Est-ce que l'emballage de votre produit:

- Est respectueux de l'environnement? Décrivez le type de matériel utilisé et votre façon de faire.
- Est fait à partir d'un matériau recyclé? Lequel et dans quelle proportion?
- Est recyclable? Dans quelle proportion?
- Est réutilisable? Pour quel usage?

ET, s'il y a lieu

Transport:

Tenez-vous compte des gaz à effet de serre (GES) lors du transport de la marchandise jusqu'à votre client? Quelles mesures prenez-vous pour réduire vos émissions de GES (utilisation de GPS, véhicules hybrides, etc.)?

9. Autre.

N^{o} _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

_____
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu des documents d'appels d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à

_____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

N^o^

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à _____, le _____ 20____.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Date d'émission : _____ N^{o} _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
Nom du signataire

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

N^{o}

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance des documents d'appels d'offres, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « l'**adjudicataire** »)

pour _____
(description du contrat)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 _____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____dollars (_____ $).

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

N^{o}

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

L'adjudicataire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Acquisition de services professionnels pour élaborer les plans, le cahier de charges, l'estimé des coûts, le suivi et la surveillance de chantier pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart – VMP-17-029
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100			Tous dommages confondus _____ $ par sinistre _____$ par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			_____ $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par_____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	**PRÉNOM**

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE				
COLLÉGIALE				
UNIVERSITAIRE				
AUTRE				

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ, OUQ)	DEPUIS:

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE D'EMPLOI
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			

EMPLOYEUR PRÉCÉDENTS	DU	AU	TITRE D'EMPLOI
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			
NOM:			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE:			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE	RÔLE

SIGNATURES

EMPLOYEUR……DATE …….

EMPLOYÉ……..DATE……..

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	**PRÉNOM**

TITRE ACTUEL (Arch., Ing., tech., ar., Int., Jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS PAR SEMAINE	SALAIRE ANNUEL

SIGNATURES

EMPLOYEUR……DATE ……

EMPLOYÉ……..DATE……..

Note: Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

GABARIT D'ENVELOPPE Nº1

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

Montréal

ENVELOPPE Nº1

Nom du soumissionnaire : _____

Adresse : _____

_____

SOUMISSION : VMP-17-029

OUVERTURE : **11 heures, le 25 mai 2017**
OBJET : **Services professionnels pour le réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart**

Ville de Montréal

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

GABARIT D'ENVELOPPE Nº2

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

ENVELOPPE DE PRIX
(Nº2)

(Aucun document relatif au prix ne doit se retrouver ailleurs que dans cette enveloppe)

Appel d'offres nº : VMP-17-029 **SEQ :**

ACQUISITION DE SERVICS PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DES CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Nom du soumissionnaire : _____

Adresse : _____

_____

_____

À L'ATTENTION DE:

Ville de Montréal
Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

NE PAS OUVRIR CETTE ENVELOPPE

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

1. CONTEXTE……1

1.1. Localisation
1.2. Portrait actuel du parc Walter-Stewart
1.3. Démarches entreprises par l'arrondissement de Ville-Marie
1.4. Approches proposées par le PPU Sainte-Marie
1.5. Critères d'aménagement

2. DÉFINITION DU MANDAT……6

2.1. But et objectifs
2.2. Documents fournis par la Ville de Montréal
2.3. Enveloppe budgétaire des travaux de réalisation
2.4. Échéancier
2.5. Rencontres
2.6. Coordination générale

3. DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR……9

3.1. Définition des services et produits livrables
3.2. Listes et détails techniques des livrables

4. ENGAGEMENTS DU DIRECTEUR……18

5. ÉVALUATION DE L'OFFRE DE SERVICES……19

5.1. ÉTAPE 1 : Évaluation initiale de l'offre de services professionnels sans les honoraires (enveloppe # 1)
5.2. ÉTAPE 2 : Évaluation finale de l'offre de services professionnels avec les honoraires (Enveloppe # 2)

6. CONTENU DE L'OFFRE……20

6.1. Présentation de l'offre (5%)
6.2. Compréhension du mandat et de la problématique (15%)
6.3. Capacité de production de la firme et échéancier (20%)
6.4. Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires (30%)
6.5. Expertise et expérience du chargé de projet et de son équipe affectée au mandat (30%)
6.6. Curriculum vitae

ANNEXE I – Dimensions des modules préfabriquées……23
ANNEXE II – Plan des conditions existantes……26
ANNEXE III – Compte rendu de la consultation jeunesse……29

1. CONTEXTE

L'arrondissement Ville-Marie a prévu de réaménager et mettre à niveau certains équipements et installations de ses parcs et places publiques. Le présent mandat vise la démolition et reconstruction du chalet du parc Walter-Stewart (modules préusinées) ainsi que l'aménagement de son pourtour. La zone sujette au présent devis possède une superficie approximative de 3 000 m.ca. Sur cette portion du parc est aménagé un petit terrain de basketball muni de deux (2) paniers, un ancien chalet de parc ne répondant plus aux besoins actuels ainsi qu'une aire de jeux pour enfant dont les modules furent retirés en raison de leur désuétude. Les aménagements vétustes seront à démolir.

Le parc est composé de deux sections communiquant entre elles en arrière lot, une section fait face à la rue Dufresne (celle-ci fut réaménagée en 2016) et l'autre à la rue d'Iberville. Le parc possède plusieurs arbres matures qui devront être conservés. Les sentiers proposés devront respecter les racines dans un esprit d'accessibilité universelle et de passage piétonnier en continu.

1.1 Localisation

Le parc Walter-Stewart, situé au cœur du district de Sainte-Marie, fait partie du quadrilatère borné au nord par la rue de Rouen, au sud par la rue Larivière, à l'est par la rue Dufresne et à l'ouest parla rue d'Iberville.



Plan de localisation du parc Walter-Stewart

Le parc est localisé à moins de 400 mètres de la station de Métro Frontenac, sur un terrain appartenant à l'industrie JTI-Macdonald Corp. Le quartier est caractérisé par la présence de certaines institutions scolaires (Écoles des métiers de l'horticulture de Montréal, École Pierre-Dupuy, École Jean-Baptiste-Meilleur, Centre Gédéon-Ouimet), plusieurs centres de petite enfance (CPE) ainsi que des maisons de jeunes. On retrouve également, sur le plan culturel, la

maison de la culture Frontenac, deux bibliothèques (Frontenac et Père-Ambroise), un bain public (Quintal), un centre sportif et de loisirs (centre Jean-Claude-Malépart) ainsi que deux salles de théâtre (L'Espace libre et Jean-Pierre Perrault).

En plus du parc Walter-Stewart, le secteur est desservi par les parcs des Royaux (à l'Ouest) et Médéric-Martin (à l'Est).

Parc des Royaux :

- Aire de jeux pour enfants de 2 à 5 ans et de 6 à 12 ans ;
- Terrain de basketball et de planche à roulettes ;
- Jeux d'eau ;
- Aires pour les chiens.

Parc Médéric-Martin :

- Aire de jeux pour enfants de 2 à 5 ans et de 6 à 12 ans ;
- Exerciseurs ;
- Terrains de pétanque et tennis ;
- Pataugeoires.

Parc Walter-Stewart :

- Terrain de baseball (réaménagé en 2016);
- Jardin et serre communautaire (nouvellement aménagés en 2016);
- Piste cyclable (nouvellement aménagé en 2016).

Parmi les grandes voies de circulation qui traversent ce territoire, mentionnons :

- dans l'axe est-ouest, la rue Ontario;
- dans l'axe nord-sud, la rue d'Iberville.

1.2 Le portrait actuel du parc Walter-Stewart

En 2015, une expérience de programme pilote Quartier Intégré (QI) a été mise en place afin de permettre une planification concertée des interventions menées par les organismes, les services corporatifs et les arrondissements dans le cadre de cinq (5) programmes en développement durable (Quartiers 21, Quartiers culturels, Quartiers verts, Promenades urbaines, Revitalisation urbaine intégrée).

Suite à cette expérience pilote, le programme se poursuit pour trois ans (plan d'action 2016 à 2018).Ce dernier prévoit des interventions dans trois (3) quartiers identifiés comme triplement vulnérables aux plans économique, social et environnemental : Hochelaga, Montréal-Nord et Sainte-Marie. Chaque année, les arrondissements doivent déposer un plan d'action.

Les projets présentés dans le plan d'action doivent couvrir un minimum de trois (3) des cinq (5) volets suivants :

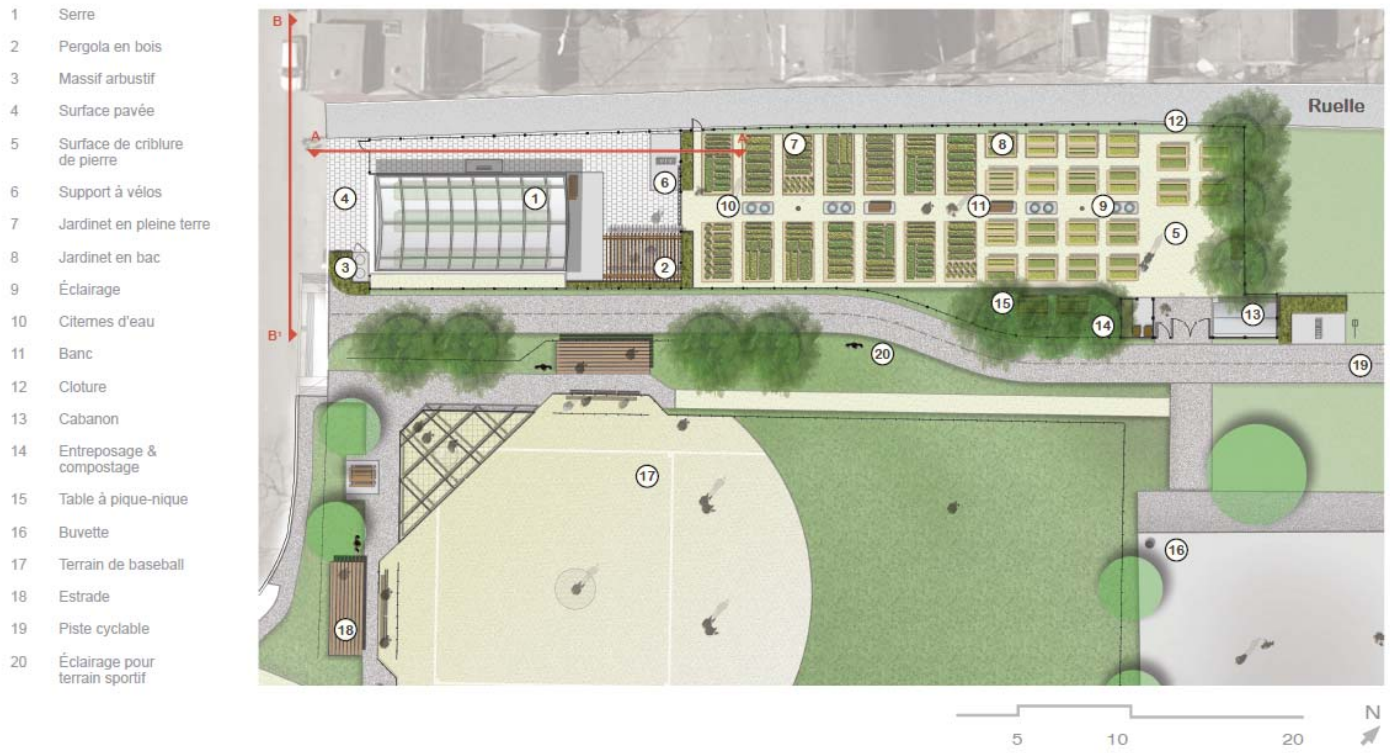
1) La mobilité sécuritaire sur des pôles et des secteurs identifiés ;
2) La consolidation d'un réseau structurant de mobilité active liant les milieux de vie des arrondissements, incluant du verdissement ;
3) L'alimentation saine pour tous, agriculture urbaine, activités physiques et sportives ;
4) Innovation sociale (sensibilisation, mobilisation et communication) ;
5) L'accès à la culture.

Situé dans le quartier de Sainte-Marie, le projet d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart fait partie du plan d'action « 2016-2018 QI » de l'arrondissement de Ville-Marie. La première phase des travaux, initiée en 2016, répond majoritairement au volet *« alimentation saine et agriculture urbaine »* (aménagement d'un jardin et d'une serre communautaire). La

seconde phase prévue pour 2017 couvrira en grande partie la portion « activités physiques et sportives » du 3e volet.

En 2015, l'arrondissement a entrepris la première phase des travaux d'agrandissement et d'aménagement du parc Walter-Stewart. Ceux-ci comprenaient sans s'y limiter :

- l'agrandissement du parc d'une superficie de 780 m² par la création d'une propriété superficiaire de 25 ans ;
- la démolition d'un ancien édifice de deux (2) étages, propriété de l'industrie JTI-Macdonald Corp. ;
- la décontamination des sols dans la portion agrandie du parc ;
- la relocalisation du jardin communautaire St-Eusèbe ;
- l'aménagement de la toute première serre communautaire multifonctionnelle à Montréal
- l'implantation d'un nouvel éclairage sécuritaire ;
- l'aménagement d'un tronçon cyclable ;
- l'aménagement de nouveaux sentiers piétons ;
- la réorientation et le nivelage du terrain de baseball.



Plan d'aménagement du projet d'agrandissement du parc Walter-Stewart Phase I

La portion du parc visée par le présent devis est aux prises avec une problématique de vandalisme systématique. L'absence d'animation combinée à un manque d'éclairage et d'équipements de qualité fait de cet espace un lieu propice au vandalisme. L'arrondissement de Ville-Marie souhaite redynamiser cette portion du parc par la création d'un véritable pôle sportif et culturel.

Pour ce faire, l'arrondissement prévoit la reconstruction du chalet actuel, son agrandissement de près de 300 pi² (soit de +/- 1 000 pi² à 1 280 pi²) et la proposition d'une offre diversifiée d'équipements sportifs destinée aux adolescents et moins jeunes du quartier.

1.3 Démarches entreprises par l'arrondissement de Ville-Marie

L'arrondissement de Ville-Marie a entrepris une consultation jeunesse auprès des maisons de jeunes du quartier dans le but de sonder les besoins en termes d'équipements, d'animation et d'aménagement concernant la seconde phase du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart. Le compte rendu de cette démarche est annexé au présent devis. Ce dernier a permis d'établir les balises du programme d'aménagement ainsi que les équipements sportifs privilégiés. À l'aide des services de l'adjudicataire, l'arrondissement confirmera le programme définitif des besoins en fonction du budget prévu.

Le programme général d'aménagement du chalet et du parc a été établi par l'Arrondissement. Ce dernier sera transmis à l'adjudicataire dès les premiers jours du mandat. Le programme d'aménagement spécifique sera quant-à lui élaboré avec l'adjudicataire dans le cadre de ce mandat.

1.4 Approche proposée par le PPU quartier Sainte-Marie

Le PPU du Quartier Sainte-Marie propose en tout premier lieu d'assurer la conservation du parc Walter-Stewart, ce que l'arrondissement effectuera via la création d'une propriété superficiaire d'une durée de 25 ans.

Finalement, les balises d'aménagement du secteur JTI-Macdonald indiquent un renforcement nécessaire du caractère structurant du parc Walter-Stewart par le renouvellement de ses équipements.

Le réaménagement à prévoir vise notamment à conférer au parc une offre en équipements sportifs de qualité permettant d'inciter et d'initier les adolescents et jeunes adultes du quartier à la pratique d'activités physiques et sportives.

1.5 Critères de d'aménagement

Les principaux critères d'aménagement sont:

- la sécurisation des abords de la rue d'Iberville ;
- la transparence et l'ouverture des aménagements ;
- l'ajout de plantations et vivaces ;
- la fourniture d'équipements sportifs de qualité ;
- la facilité d'entretien ;
- la durabilité des installations et du chalet ;
- un éclairage adéquat et non intrusif;
- l'arrimage avec les usages adjacents (terrain de baseball / accès pour entretien) ;
- le respect des contraintes techniques existantes dont les infrastructures souterraines, l'état du chalet du parc et de ses équipements électromécaniques ;

Tous les documents, rapports et dessins disponibles pour la réalisation des plans et devis seront remis à l'adjudicataire au démarrage de son mandat (voir les détails au point **4.**).

2. DÉFINITION DU MANDAT

2.1 But et objectifs

Dans le cadre de la seconde phase des travaux de réaménagement du parc Walter-Stewart, l'arrondissement de Ville-Marie désire retenir les services professionnels d'une équipe multidisciplinaire composée d'un architecte OU d'un architecte paysagiste pour la préparation de plans et devis et de surveillance complète du projet. En ce qui a trait à l'implantation du nouveau

chalet de parc, les services d'un architecte sont requis. De plus, ces professionnels doivent être appuyés par une firme de génie-conseil ou par toute autre expertise nécessaire à la réalisation du mandat.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

La conception préliminaire

- évaluer les conditions existantes (état du chalet, du parc et des équipements);
- préparer les esquisses préliminaire concernant l'implantation et la volumétrie du chalet;
- préparer le programme fonctionnel du chalet en fonction des besoins exprimés par le Directeur;
- réaliser le concept d'aménagement du pourtour du chalet du parc (aires sportives et aménagements) en fonction des besoins exprimés par le Directeur;

Les plans et devis

- préparer les plans et devis;
- préparer les documents d'appel d'offres selon les normes et les documents standardisés de la Ville;
- effectuer le suivi technique lors de la période d'appel d'offres et produire les addenda au besoin;
- préparer les plans et devis pour construction;

Suivi et clôture des travaux

- effectuer la surveillance en résidence des travaux de construction;
- réaliser les plans tels que construits;
- préparer un manuel d'entretien du parc et du chalet (ce livrable peut être effectué après la remise des documents pour soumission);
- assister le Directeur durant la période de garantie;
- effectuer toute autre tâche connexe requise dans le cadre du suivi des travaux (voir tableau – Listes des détails techniques des livrables).

La portée physique du mandat inclut la portion du parc Walter-Stewart comprise entre le nouveau tracé cyclable au nord, la rue Larivière au sud, rue d'Iberville à l'est, le terrain de baseball à l'ouest.

2.2 Documents fournis

La Ville a déjà en sa possession, diverses informations qu'elle mettra à la disposition de l'adjudicataire dans la mesure où ceux-ci sont disponibles, afin de le guider dans l'exécution de son mandat (voir section **4.** du Devis technique). Ces informations sont :

- Bases des plans de l'actuel parc en format dwg;
- Plan du réseau d'aqueduc et du réseau d'égout;
- Plan des réseaux d'utilité publique (CSEM, Gaz Métro, Hydro-Québec et Bell);
- Plan du chalet du parc;
- Évaluation environnementale des sols;

2.3 Enveloppe budgétaire des travaux de réalisation

L'enveloppe budgétaire de classe C pour l'ensemble des travaux comprenant […] :

- la démolition et reconstruction du chalet;
- l'aménagement du pourtour du chalet (mobiliers, plantations, murets d'expression artistique, éclairage et équipements sportifs);
- les travaux de raccordements électriques;
- les travaux de raccordements aux utilités publiques.

[…] est de **900 000 $, taxes incluses et avant contingences.** Cependant, il importe de souligner qu'un budget additionnel de 700 000 $, taxes incluses et avant contingences, devra être considéré pour les fins de décontamination. Il est entendu que les montants additionnels pour les contingences pourront être disponibles au besoin.

Les propositions d'aménagement et du choix d'équipements, de mobiliers et de matériaux de l'adjudicataire doivent être élaborés de façon à ce que le tout soit réalisable dans les limites de cette enveloppe.

2.4 Échéancier

Le début du mandat est prévu le 12 avril 2017. Les plans et devis devront être complétés au plus tard le 24 mai 2017 en prévision de l'appel d'offres public pour les travaux de construction. L'équipe de l'adjudicataire devra être disponible pour la réalisation du mandat dans le respect de l'échéancier prévu. **En raison de l'échéancier restreint, l'adjudicataire devra prévoir deux (2) équipes de travail, soit une œuvrant sur le chalet du parc et une sur les aménagements extérieurs. Les dates énoncées ci-dessous devront impérativement être respectées.**

L'adjudicataire devra être disponible pour une réunion de démarrage dès le lendemain de l'octroi du contrat, soit le mercredi 12 avril 2017.

Il s'agit d'un projet simple et novateur, dont les plans et devis sont à produire dans un délai restreint, soit du 12 avril au 24 mai 2017. **Afin de faciliter le déroulement du mandat, le Directeur met de l'avant certains engagements (énoncés à la section 4 du Devis technique).**

A titre d'information, les principales étapes de réalisation du présent mandat sont les suivantes :

Production des plans et devis :	12 avril 2017 – 24 mai 2017
Appel d'offres, octroi du contrat des travaux :	29 mai 2017 – 5 juillet 2017
Début des travaux:	semaine du 10 juillet 2017
Acceptation provisoire des travaux :	30 novembre 2017
Assistance durant la période de garantie	

Il est de la responsabilité de l'adjudicataire d'établir l'échéancier de réalisation en fonction de la période prescrite. Il revient de plus à l'adjudicataire de déterminer la période requise (nombre de jours de calendrier) pour la réalisation des travaux selon la nature du projet.

L'adjudicataire devra soumettre à la Ville, pour approbation, dans les dix (10) jours suivants l'ordre de débuter le présent mandat, un échéancier détaillé de la préparation des plans et devis. Cet échéancier doit être soumis pour approbation par le Directeur au début du mandat de ce dernier. En cours de mandat, l'adjudicataire devra fournir l'échéancier préliminaire de réalisation des travaux.

L'échéancier du projet et du mandat peut être modifié en tout temps à la demande de la Ville.

2.5 Rencontres

Pendant la phase de conception et des plans et devis, l'adjudicataire doit prévoir cinq (5) rencontres, soit la rencontre de démarrage ainsi que les quatre (4) rencontres de validation et d'approbation aux étapes clés du projet (voir tableau « *Listes des détails techniques des livrables* » à la page 15).

Pour les besoins du projet, l'adjudicataire travaillera en collaboration avec l'équipe de suivi affectée au projet. La surveillance inclura une présence à la réunion de démarrage des travaux ainsi qu'une présence bimensuelle aux réunions de suivi de chantier. Avant chacune des rencontres, l'adjudicataire doit établir et distribuer un ordre du jour à l'ensemble des participants.

À la suite de chacune des rencontres, l'adjudicataire est responsable de la rédaction, de la correction et de la distribution des comptes-rendus de réunion. La distribution doit être effectuée dans les cinq (5) jours suivant chaque réunion. Les frais d'honoraires et les coûts de déplacement pour ces réunions doivent être pris en compte dans le montant forfaitaire soumissionné.

2.6 Coordination générale

Le mandat est octroyé et coordonné par le Directeur. Ainsi, tous les échanges entre le consultant et le comité de suivi seront coordonnés par le représentant du Directeur.

Toutes les communications techniques des consultants avec des représentants de la Ville devront au préalable être approuvées par le Directeur. Celui-ci sera en copie conforme de toutes les correspondances.

La Ville demande le dépôt de réponses écrites, sauf si instruction contraire, à tous les commentaires émis par la Ville en regard des documents déposés (rapports et plans). Les réponses devront référer spécifiquement à chacun des commentaires. Tous les documents produits devront porter la signature des professionnels concernés.

La Ville remettra à la firme son approbation écrite afin de confirmer l'achèvement de chaque grande étape du projet et ainsi autoriser le passage à la prochaine étape du mandat.

3. DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR

Les services professionnels recherchés visent tous les services d'ingénierie, d'architecture, d'aménagement, de paysage et d'arboriculture en vue des travaux de construction du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart et de tous autres travaux connexes s'y rapportant. Le contrat du consultant couvrira donc toutes les phases de développement et de réalisation du projet.

3.1 Définition des services et produits livrables

L'adjudicataire doit fournir tous les services et produits livrables conformément au tableau 1 ci-dessous. Les besoins spécifiques concernant les services et produits livrables sont décrits dans les sections suivant le tableau.

1. CONCEPTION
1.1 Conception préliminaire
1.1.1 Programme et concept d'aménagement du chalet, équipements et aménagements extérieurs - Estimation classe D
1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C
1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C
1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble
1.2 Production des plans et devis
1.2.1 Plans et devis préliminaires et estimation Classe B
Plans et devis **75%**, estimation des coûts Classe B
Plans et devis **95%**, estimation des coûts Classe A
1.2.2 Plans et devis finaux **100 %** et estimation Classe A
1.2.3 Documents de soumission (Plans et devis « émis pour soumission», bordereau de soumission)
1.2.4 Exigences particulières
1.3 Appel d'offres
1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres (réponse aux questions et production d'addenda)
1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »
2. EXÉCUTION DES TRAVAUX
2.1 Suivi et surveillance des travaux
2.2 Plans « tels que construits »
3. ASSISTANCE PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

1. CONCEPTION

1.1 Conception préliminaire

1.1.1 Programme et concept d'aménagement du chalet, équipements et aménagements extérieurs - Estimation classe D

Dans un premier temps, le consultant devra visiter les lieux et prendre connaissance du programme général d'aménagement ainsi que de la documentation fournie par le Directeur. À partir des observations terrain ainsi que des données recueillies, l'adjudicataire devra élaborer un programme ainsi qu'un concept d'aménagement pour les éléments suivants :

- Le chalet du parc;
- Les équipements sportifs (choix d'équipements fourni par le Directeur);
- Les aménagements extérieurs (aménagement paysager, mobilier et éclairage).

Ce livrable devra être accompagné d'une estimation générale de classe D.

1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C

L'adjudicataire proposera un concept d'aménagement préliminaire dont un plan d'ensemble ainsi qu'un descriptif des équipements à faire approuver par le Directeur (dimensions, modèles, fiches techniques, etc.) à partir du programme général d'aménagement (fourni au préalable par le Directeur). Il devra également remettre une estimation de classe C (± 15%) du concept d'aménagement préliminaire.

Avant d'entamer les plans et devis. L'adjudicataire devra notamment réaliser les validations et les études suivantes :

- Plan d'aménagement détaillé incluant :
  - les types de matériaux;
  - les types de plantation;
  - le choix et la disposition des équipements et mobiliers.

- Étude géotechnique sommaire (*caractérisation environnementale des sols fournie par la Ville*)

Toutes ces études devront se réaliser conformément aux standards de la Ville de Montréal.

1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C

L'adjudicataire devra effectuer une visite des lieux, accompagnée de l'expertise appropriée, en vue d'en évaluer, sans s'y limiter, l'ampleur des travaux de démolitions à effectuer ainsi que l'état des infrastructures et équipements électromécaniques en place. De plus, lors de cette visite l'adjudicataire devra effectuer toutes les prises de mesure nécessaires aux livrables. La visite devra être coordonnée auprès du Directeur en raison de l'accès requis.

La reconstruction devra utiliser des conteneurs maritimes recyclés et transformés tel qu'effectué par la firme Québécoise *Thinking Habitat*. Ce projet pilote requiert de l'audace et de la créativité. À travers ce projet novateur, la Ville vise l'obtention de la certification LEED Argent tout en respectant sa *Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal*. À cet effet, l'adjudicataire devra prévoir au sein de son équipe de conception un spécialise en certification / construction LEED ainsi qu'une surveillance spécialisée en vue de l'obtention du certificat LEED Argent.

Ce projet pilote vise notamment à minimiser le coût des travaux tout en maximisant la qualité architecturale ainsi que la pérennité des aménagements à travers un choix judicieux des matériaux, du type de fondation, de l'implantation, etc. Il s'agit d'un projet novateur à grand potentiel de rayonnement, d'où l'accent mis sur l'ingéniosité de la proposition.

Sous toutes réserves, le coût pour ce type de construction (de durabilité industrielle) est évalué à 200 $ / pi² (équipement électromécaniques, services auxiliaires, ameublement et fondation exclus). La Ville prévoit remplacer le chalet actuel (+/- 1 000 pi²) par un nouveau chalet agrandi, soit d'une superficie totale évaluée à 1 280 pi². La superficie d'un conteneur est de (8' x 40'). Pour couvrir la superficie projetée, la Ville prévoit l'utilisation de quatre (4) conteneurs, pour une superficie totale approximative de 1 280 pi².

Les structures d'acier de conteneurs maritimes représentent des structures solides, étanches et modulaires qui peuvent être alignées, empilées ou structurées selon les exigences, les besoins architecturaux ou les designs souhaités. L'adjudicataire devra s'adjoindre des services d'architectes et spécialistes en modules préusinés à base de conteneurs maritimes.

La proposition de reconstruction du chalet doit répondre à l'ensemble des besoins exprimés dans le programme général d'aménagement (fourni au préalable par le Directeur), doit se démarquer par sa qualité architecturale ainsi que le choix des matériaux (durabilité et qualité des revêtements extérieurs et finitions intérieures).

L'adjudicataire proposera un programme fonctionnel technique, plans préliminaires et estimation

classe C (± 15%). Le scénario retenu devra pouvoir respecter les exigences fixées en termes de qualité (design, durabilité et certification LEED Argent), budget et d'échéancier.

1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble

L'adjudicataire devra effectuer un rendu photo-réaliste par la production de trois (3) perspectives d'ambiance 3D ainsi que la production d'un plan d'ensemble représenté par une vue aérienne en couleur à partir d'une orthophoto (fournie par la Ville).

Les perspectives doivent représenter trois (3) angles de vue différents permettant d'obtenir un aperçu proche du réel des aménagements proposés. Ces trois (3) angles de vue devront être représentés par trois (3) photos prises au sol en vue d'exprimer un montage avant / après. Les angles de vue devront être approuvés au préalable par le Directeur.

Une attention particulière devra être portée sur la lumière, les textures, la couleur du ciel, la végétation, le paysage avoisinant, l'animation des lieux par l'ajout de personnages en vue d'assurer un rendu de qualité. La vue aérienne devra être produite en deux (2) exemplaires, soit une comprenant un descriptif des aménagements et une seconde, sans descriptif. En résumé, l'adjudicataire devra produire :

- trois (3) photos HD de trois (3) angles de vue différents (approuvés par le Directeur);
- trois (3) rendus photo-réalistes / perspectives d'ambiance 3D de qualité (haute résolution);
- deux (2) plans d'ensembles en couleur (un avec descriptif et un sans).

1.2 Production des plans et devis

1.2.1 Plans et devis préliminaires et estimation Classe B

Les plans et devis devront être réalisés en fonction des standards de la Ville. Les documents à produire se classent selon les disciplines suivantes :

- plans et devis d'architecture (démolition, plans, détails et devis)
  - Les plans et devis d'architectures du chalet devront être traités comme un tout distinct. En d'autres termes, ces plans devront inclure les détails d'architecture, structure, électricité, plomberie, ventilation, chauffage, design intérieur, système de sécurité, services électriques auxiliaires, etc.

- plans et devis d'architecture de paysage (plans, détails et devis)
  - Les plans et devis d'architecture de paysage doivent couvrir les travaux de plantation, les aménagements extérieurs, le choix de matériaux, l'installation du mobilier ainsi que l'aménagement des équipements sportifs et connexes.

- plans et devis des infrastructures souterraines (démolition, plans, détails et devis)

- plans et devis électrique (plans, détails et devis)
  - Les plans et devis électrique doivent couvrir tous les éléments liés aux branchements, conduits électriques, au filage, aux équipements d'éclairage, etc. du parc, jusqu'aux branchements et jonctions avec le chalet. Les détails du chalet devront être abordés dans les plans et devis d'architecture.

- circulation (devis)
  - Le devis de circulation devra inclure, sans s'y limiter, certaines dates clés (inauguration de la Phase I, fêtes de quartier, etc.) durant lesquelles les travaux

doivent cesser, les accès à préserver pour les équipes d'entretien ainsi que les installations temporaires (vestiaires et toilettes sèches) à prévoir en hiver en vue d'assurer les activités de patinage.

Le consultant doit faire les études et valider toutes les informations recueillies par lui-même, ou celles qui lui seront transmises par les autres intervenants afin de réaliser la conception précise des ouvrages et pouvoir en déterminer le coût détaillé avant soumission.

Les services que doit fournir l'adjudicataire incluent :

1) la préparation de tous les plans préliminaires incluant les détails et coupes types et des devis sommaires;
2) la préparation du devis 75%, 95% et des clauses particulières techniques du projet;
3) la préparation du bordereau des prix de soumissions (bordereau détaillé avec quantités estimées et prix);
4) la préparation d'un échéancier de réalisation prévisionnel;
5) l'estimation des coûts avec prix unitaires estimatifs, suivant le modèle du bordereau de soumission (précise à ± 10%)

L'estimation (Classe B) doit comprendre l'élaboration de tous les items au bordereau avec description détaillée pour chacun d'eux.

En cours d'élaboration de cette étape, l'adjudicataire doit prévoir le dépôt des documents et des présentations à **75 % et 95%** d'avancement, ou selon ses besoins, afin de valider avec le Directeur les plans et devis en fonction des attentes de la Ville.

Les plans et devis devront refléter tous les règlements et normes du BNQ, de la Ville de Montréal, de l'arrondissement et des compagnies d'utilités publiques. L'analyse des soumissions et les recommandations seront faites par la Ville.

1.2.2 Plans et devis finaux (100%) et estimation Classe A

Les plans et devis doivent être complétés avant d'être remis au Directeur.

L'adjudicataire, à la demande des représentants de la Ville, devra valider les concepts présentés aux plans par des calculs détaillés et signés par un ingénieur et par des plans munis d'un sceau d'architecte, le cas échéant.

L'adjudicataire devra tenir le responsable du requérant informé de la progression de la préparation des plans et devis. À cet effet, il doit prévoir un nombre adéquat de rencontres de coordination avec le responsable ainsi que les parties prenantes au besoin. L'adjudicataire doit prévoir des délais d'approbation d'une semaine par la Ville et les autres instances concernées à chaque étape d'avancement.

L'adjudicataire devra remettre à la Ville les résultats de son analyse des commentaires, ceci afin d'expliquer à la Ville, pour chacun des commentaires, si une modification ou non sera apportée aux documents pour tenir compte ou non du commentaire.

1.2.3 Documents de soumission

Suite à l'examen des commentaires de la Ville et des autres organismes impliqués dans le dossier, l'adjudicataire doit faire la préparation des documents de soumission à partir des plans et devis finaux et des commentaires de la Ville et des autres organismes impliqués dans le dossier.

Les plans et devis devront couvrir l'ensemble des travaux incluant les ouvrages de réfection et autres ouvrages connexes requis. Ils devront aussi traiter de tous les travaux ou dispositions nécessaires pour diriger l'entrepreneur de façon complète et précise compte tenu de la responsabilité déléguée à l'entrepreneur en ce qui a trait au profilage des chaussées.

Le cahier des charges, le devis technique, les plans, la formule de soumission, le bordereau des prix et l'estimation des coûts doivent être réalisés selon les modèles de la Ville.

1.2.4 Exigences particulières

L'adjudicataire devra tenir compte des exigences énumérées ci-après (liste non exhaustive) lors de la réalisation des plans et devis.

Éclairage et électricité

Le choix des appareils d'éclairages d'ambiance et fonctionnel se fera en conformité avec la politique d'éclairage de la Ville (privilégier un éclairage Blanc Chaud, soit un éclairage < ou = 3000 ° K). L'orientation des luminaires doit minimiser l'éblouissement des résidents situés au nord du parc.

Le positionnement des fûts d'éclairage, l'orientation des lumières ainsi que la hauteur de montage réel devront être validés par une étude photométrique.

Mobilier urbain

Le mobilier urbain devra être sélectionné en fonction du mobilier standard de l'arrondissement de Ville-Marie lorsque disponible. Une attention particulière devra être portée sur l'implantation de celui-ci.

Plantation

Les sections du devis et les détails de plantations spécifiques au projet doivent être préparés par l'adjudicataire. Il est à noter que les prescriptions normalisées et spéciales de la Ville ne comprennent pas de section concernant les travaux de plantation. L'adjudicataire doit donc en faire la rédaction complète.

L'adjudicataire assurera un accompagnement technique lors de la fourniture et de la plantation par l'entrepreneur.

Réseau technique urbain (RTU)

L'adjudicataire devra identifier tous les services dans le secteur du projet, contacter les tierces parties responsables de ces services, établir des bases d'entente afin de compléter les ouvrages requis et en estimer le coût. L'adjudicataire ne doit pas présumer qu'un service ne sera pas affecté par les travaux. Il doit valider en communiquant avec les compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il devra aussi consulter les services de la Ville concernés.

L'adjudicataire est responsable de toutes les coordinations avec les RTU et de l'intégration des travaux des RTU aux plans, devis et bordereau, le cas échéant. L'ampleur des mises à niveaux des RTU n'est pas connue à ce jour et devra être établie par l'adjudicataire avec les autorités concernées. Toutefois, la surveillance des travaux liés aux RTU est exclue de la portée du présent mandat puisqu'elle sera assurée par les RTU partenaires du projet intégré.

1.3 Appel d'offres

1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres

Les demandes d'appels d'offres publiques (SEAO), l'analyse des soumissions, ainsi que les recommandations d'octroi, seront réalisées par la Ville. Par contre, l'adjudicataire doit fournir à la Ville le support technique pendant la période d'appel d'offres notamment en répondant aux questions formulées et préparer, si requis, les documents pour l'émission des addenda y incluant, le cas échéant, les corrections et modifications aux plans.

1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »

L'adjudicataire doit ajuster les documents de soumission suivant les addenda émis durant la période d'appel d'offres et remettre à la Ville des originaux reproductibles de tous les plans et des devis émis pour construction.

2. EXECUTION DES TRAVAUX

2.1 Suivi et surveillance des travaux

Le consultant fournira tous les services professionnels requis durant les travaux de construction. Ces services touchent autant les services rendus au bureau que les services rendus au chantier, avec résident.

L'adjudicataire doit noter que les analyses du Laboratoire seront sous la responsabilité de la Ville de Montréal. Mais l'adjudicataire sera responsable de la préparation des listes de points nécessaires à l'implantation des travaux sur le site.

L'adjudicataire aura aussi les responsabilités suivantes, sans s'y limiter :

- préparer les dessins à grande échelle des détails non prévisibles lors de la préparation des plans et devis mais requis pour fins de construction;
- préparer les avis de changement et leur négociation;
- fournir à l'arrondissement, les renseignements relatifs à l'interprétation des plans et devis qu'il aura préparés;
- conseiller l'arrondissement sur les problèmes techniques survenant durant la construction;
- pour fins de recommandation à l'arrondissement, vérifier les fiches techniques et les dessins d'atelier pour s'assurer qu'ils respectent les plans et devis;
- préparer la correspondance relative aux travaux de construction;
- pour fins de recommandation à l'arrondissement, faire les études et analyses de vérification des substituts de matériaux s'il y a lieu;
- affecter en résidence au chantier, le personnel technique qualifié ayant les compétences et l'expérience nécessaires pour effectuer une surveillance constante et efficace des travaux exécutés par l'entrepreneur, pour dispenser les conseils techniques nécessaires à l'exécution des travaux et à leur inspection, pour contrôler les essais, pour rédiger les rapports d'avancement des travaux et pour consigner tous les changements résultant de conditions particulières d'exécution des travaux;
- selon la fréquence que commande l'évolution du chantier, effectuer en compagnie du chargé de projet de l'arrondissement, les visites périodiques au chantier afin de s'assurer d'une façon générale que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'œuvre respectent les exigences des documents d'appel d'offres et les échéanciers;
- à partir des observations faites au chantier, informer l'arrondissement sur la

progression des travaux et les défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur et, commander la reprise des travaux jugés non conformes aux documents contractuels;
- fournir les avis à l'entrepreneur sur l'interprétation des plans et devis;
- rédiger les comptes-rendus des réunions de chantier ainsi que de celles tenues avec l'arrondissement;
- mesurer les quantités, vérifier les demandes de paiement de l'entrepreneur et émettre les certificats pour la recommandation des paiements progressifs et final;
- faire la coordination des essais et contrôles qualitatifs;
- faire la recommandation écrite à l'arrondissement quant à l'émission des avis de réception provisoire et définitive des travaux.

Le contrôle des matériaux est sous la surveillance de la Division de l'expertise et de soutien technique de la Ville de Montréal et n'est donc pas inclus dans le présent mandat. L'adjudicataire devra toutefois assurer la coordination ce le surveillant de la Division de l'expertise.

Les décomptes progressifs seront validés et approuvés par le représentant de l'arrondissement.

La durée des travaux pourrait s'étendre du 13 juillet au 30 novembre 2017. Pour les fins de la surveillance en résidence, il est entendu que la présence du surveillant n'est pas requise lorsque le chantier est inactif pour une journée ou une partie de celle-ci.

2.2 Plans « tels que construits »

Une fois les travaux complétés, l'adjudicataire devra effectuer l'acceptation provisoire des travaux, le suivi des correctifs requis et fournir à la Ville les plans « tels que construits » des aménagements.

3. ASSISTANCE PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

L'adjudicataire devra fournir à la Ville une assistance pendant toute la durée de la période de garantie (deux ans). Il est entendu que la réception finale se fera à la fin de cette période.

3.2 Listes des détails techniques des livrables

Le tableau suivant résume les livrables requis pour les différentes étapes du projet.

ÉTAPE	LIVRABLES	RENCONTRE REQUISE	A*	B*	FORMATS	REMARQUES
1. CONCEPTION						
1.1 Conception préliminaire						
1.1.1 Programme et concept d'aménagement chalet du parc, équipements et aménagements extérieurs - Estiimation classe D	Présentation powerpoint Compte rendu de réunion	X	0 0	0 3	ppt doc, pdf	-
1.1.2 Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C	Concept préliminaire et coupes Plan d'ensemble préliminaire Liste des équipements proposés Présentation powerpoint	X	3 3 3 3	3 3 3 3	dwg, pdf dwg, pdf doc, pdf ppt	-
1.1.3 Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C	PFT Plans préliminaires Élévations et coupes Estimation classe C Présentation powerpoint	X	3 3 3 3 3	3 3 3 3 3	doc, pdf dwg, pdf dwg, pdf xls, pdf ppt	-
1.1.4 Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble	Photos de la situation existante Perspective 3D Avant / Après Plans d'ensemble couleur		 3 3	 3 3	 pdf, jpeg pdf, jpeg	trois (3) photos HD de trois (3) angles de vue différents (approuvés par le Directeur) trois (3) rendus photo-réalistes / perspectives d'ambiance 3D de qualité (haute résolution) les perspectives 3D doivent représenter les mêmes prises de vue avant et après (photos) deux (2) plans d'ensembles en couleur (un avec descriptif et un sans)
1.2 Production des plans et devis						
1.2.1 Plans et devis et estimation Classe B						
Plans et devis **75%**, estimation des coûts Classe B	Plans et devis (75%) Estimation classe B	X	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	-
Plans et devis **95%**, estimation des coûts Classe A	Plans et devis (95%) Estimation classe A	n/a	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	-
1.2.2 Plans et devis finaux **100%** et estimation Classe A	Plans et devis pour soumission Estimation classe A	n/a	3 3	0 0	dwg, pdf xls, pdf	L'adjudicataire doit transmettre tous les fichiers au Directeur, y compris les fichiers attachés, les ctb d'impression, ainsi que les fichiers d'impressions.
1.2.3 Documents de soumission (Plans et devis « émis pour soumission», bordereau de soumission)	Documents de soumission: - Plans et devis pour soumission - Bordereau de soumission	n/a	 3 3	 3 3	 doc, dwg, pdf doc, xls, pdf	Le consultant devra fournir au bureau de l'arrondissement, au moins 24 heures avant le début de la mise en disponibilité des documents, trois (3) copies complètes de tous les documents requis (plans plués et devis reliés)
1.2.4 Exigences particulières	N.A.	n/a				
1.3 Appel d'offres						
1.3.1 Assistance pendant la période d'appel d'offres (réponse aux questions et production d'addenda)	N.A.	n/a				
1.3.2 Plans et devis « émis pour construction »	Plans et devis pour construction	n/a	3	3	dwg, pdf	-
2. EXÉCUTION DES TRAVAUX						
2.1 Suivi et surveillance des travaux	Rapports hebdomadaires d'avancement des travaux Certificats de paiement Copie de toute correspondance adressée à l'entrepreneur Copie de tous les dessins d'atelier vérifiés Avis des ordres de changements Résultats des analyses de demandes de substitution des matériaux Recommandations d'émission des avis de réception Provisoire et définitive (listes des déficiences et travaux incomplets) Comptes-rendus des réunions	n/a	0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0	pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf pdf	-
2.2 Plans « tels que construits »	Plans « tels que construits »	n/a	3	3	dgn, dwg, pdf	-
AUTRE						
AUTRE	Compte rendus de réunions Manuel d'entretien du parc et du chalet Réponse écrite aux commentaires de la Ville	n/a	0 1 0	0 1 0	 pdf, doc pdf	-

* A - Copies papier pour commentaires
B - Copies papier, panneaux, powerpoint et autres

L'adjudicataire doit fournir à la Ville, sans frais, le nombre de copies papier des documents requis à chaque étape du projet.

La transmission des documents électroniques au Directeur se fera au moyen d'un CD inscriptible.

Les documents électroniques remis à la Ville doivent être dans un format compatible avec les logiciels de bureautique et de dessin assisté par ordinateur en usage à la Ville (Microsoft Office 2003, AUTOCAD, Micro Station version 8, Adobe Reader). Les fichiers et les plans deviendront la propriété de la Ville.

Tous les documents signés et scellés doivent être fournis sur un support papier. Aucune signature de type « *Notarius* » ne sera accepté.

Les produits livrables devront respecter les normes de présentation et CDAO des différents services de la Ville de Montréal.

L'adjudicataire doit présenter les documents de conception selon la structure, la forme et l'échelle la plus appropriée pour en assurer la bonne compréhension.

4. ENGAGEMENTS DU DIRECTEUR

Étant donné le délai restreint pour la production des plans et devis, le Directeur s'engage à :

- Fournir à l'adjudicataire les bases de plans (modèle Ville) en début de mandat;
- Fournir à l'adjudicataire un document type pour la production du cahier des charges en début de mandat;
- Fournir à l'adjudicataire toutes les fascicules et les documents nécessaires à l'élaboration du cahier des charges en début de mandat;
- Assurer un délai de réponse de 24 h pour toute question en lien avec les aménagements;
- Assurer un délai de réponse de 48 h pour toute question technique autre;
- Fournir un support lors de la production des devis;
- Limiter les réunions dans le cadre de l'élaboration des plans et devis à cinq (5) incluant la réunion de démarrage.
    - Pour toute rencontre additionnelle, le Directeur s'engage à la tenir aux bureaux de l'adjudicataire.

En ce qui concerne les aménagements extérieurs, le Directeur s'engage à fournir à l'adjudicataire un programme général d'aménagement établissant les principaux équipements sportifs et aménagements requis. La majorité des équipements requis sont disponibles sur le marché et accompagnés de plans et devis d'installation.

En ce qui concerne la reconstruction du chalet à partir de modules préusinés (conteneurs maritimes), les entreprises sur le marché offrent un service clé en main et sont en mesure d'offrir un support technique quant au choix et détails de fondation, choix de revêtement et techniques d'installation. De plus, le Directeur s'engage à fournir à l'adjudicataire un programme fonctionnel préliminaire du chalet établissant les principaux usages à intégrer.

5. ÉVALUATION DE L'OFFRE DE SERVICES

Le comité de sélection évalue et étudie les offres de services professionnels reçues et recommande l'octroi du contrat au soumissionnaire conforme s'étant le mieux classé (**pointage le plus élevé**) selon le processus en deux étapes suivant :

- **Étape 1** – établissement du pointage intérimaire;
- **Étape 2** – établissement du pointage final, pour chacune des soumissions.

Pour que sa soumission soit considérée conforme, la firme devra inclure les informations relatives à ses honoraires dans une enveloppe séparée cachetée (enveloppe #2). Si la première enveloppe contient des informations sur les honoraires, la soumission est rejetée.

Après l'évaluation du comité, toute soumission n'ayant pas obtenu un pointage intérimaire minimal de 70% est déclarée non-conforme et également rejetée. L'enveloppe scellée, contenant les informations concernant les honoraires est alors retournée au soumissionnaire.

Lorsqu'une soumission obtient un pointage intérimaire égal ou supérieur à 70%, la seconde enveloppe « *Prix du soumissionnaire* » est ouverte (enveloppe #2). Les documents intitulés *Données sur le salaire*, remplis complètement (obligatoire) et signés par l'employeur ainsi que par l'employé, doivent être inclus dans la seconde enveloppe. Après ouverture, le pointage final est calculé tel que décrit ci-après.

5.1 Étape 1 : Évaluation initiale de l'offre de services professionnels sans les honoraires (enveloppe #1)

Les offres de services professionnels seront évaluées selon les critères de pondération suivants :

Présentation de l'offre	5 %
Compréhension du mandat et de la problématique	15 %
Capacité de production des firmes et échéancier	20 %
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	30 %
Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	30 %

5.2 Étape 2 : Évaluation finale de l'offre de services professionnels avec les honoraires (enveloppe #2)

Le pointage final de l'évaluation des offres de services ayant obtenu précédemment le pointage intérimaire minimal de 70 (sur cent) est calculé dans un deuxième temps en appliquant la formule suivante :

$$\text{Pointage final d'un soumissionnaire} = \frac{(\text{pointage intérimaire} + 50) \times 10\,000}{\text{Le } \textbf{prix du soumissionnaire}}$$

Le prix du soumissionnaire correspond au total des montants indiqués dans les tableaux 1 et 2.

6. CONTENU DE L'OFFRE

DOCUMENTS ET INFORMATIONS À FOURNIR DANS L'ENVELOPPE #1

L'OFFRE DE SERVICES DEVRA DÉTAILLER ET INCLURE TOUS ÉLÉMENTS TEL QUE DEMANDÉ AU DEVIS TECHNIQUE, ET CELA, À L'INTÉRIEUR D'UN MAXIMUM DE QUATORZE (14) PAGES (SANS COMPTER LES CV) :

6.1 Présentation de l'offre (5%)

Chaque firme sera évaluée sur la qualité générale de l'offre de services, c'est-à-dire sur la structure, la présentation et la clarté du document.

6.2 Compréhension du mandat et de la problématique (15%)

Chaque firme doit fournir une description de la compréhension du mandat et de la problématique telle qu'elle a été comprise. Expliquer comment les services professionnels seront rendus en fonction du mandat. Montrer clairement la relation entre la vision du mandat et le projet, tel que décrit dans les documents faisant partie du présent appel d'offres. Les soumissionnaires devront faire ressortir les éléments qui leur semblent les plus importants et/ou qui présentent des caractéristiques particulières en indiquant lesquelles.

6.3 Capacité de production de la firme et échéancier (20%)

Les firmes doivent être en mesure de produire dans des délais d'exécution rapides les esquisses, rapports, présentations, plans et devis requis. Elles doivent se baser sur leur capacité réelle et les ressources qui seront dédiées au projet pour établir un échéancier général de réalisation des différentes étapes de chacun d'entre eux. De plus, les firmes doivent démontrer qu'elles ont les ressources, la capacité et tout autre moyen nécessaire pour mettre en œuvre les différents projets simultanément, en respectant l'ordre de priorité établi par la Ville. L'échéancier qui sera produit par les firmes soumissionnaires doit montrer la durée de chacune des étapes :

- le début du mandat des professionnels (date sujette à révision);
- les délais d'approbation des documents (une (1) semaine à moins d'un avis contraire) par la Ville ou une autre instance aux différentes étapes;
- il faut compter au moins cinq (5) semaines entre le début de l'appel d'offres public et l'octroi du contrat de construction;
- les travaux seront réalisés selon la méthode du marché à forfait et selon le calendrier préliminaire et donné à titre indicatif seulement.

Dans ce contexte, énumérer et décrire les ressources pertinentes dont disposent les firmes, ainsi que la disponibilité de l'ingénieur (Chargé de projet) et des membres de l'équipe proposés pour la réalisation du mandat.

De plus, fournir une description sommaire de l'ampleur du carnet de commandes et toute information permettant d'évaluer les capacités de production des firmes.

Ex. : - nombre de personnes actuellement à l'emploi des firmes;
- stratégie de sous-traitance (pigiste);
- description des ressources physiques à la disposition de la firme.

Décrire la structure organisationnelle de l'équipe proposée pour rendre les services professionnels et l'illustrer (organigramme ou autre). Inclure une liste des services additionnels offerts et disponibles au sein de la firme pour la réalisation spécifique de ce mandat (ex. expertise technique, programmation).

Finalement, il faudra démontrer comment la firme pourra respecter l'échéancier présenté.

6.4 Expérience et expertise des firmes dans des projets similaires (30%)

Énumérer un nombre minimal de trois (3) projets réalisés par la firme agissant en tant que chef de file auprès de la Ville dans les dix (10) dernières années, comparables en nature et en envergure au mandat. Démontrer l'expertise de l'équipe du projet pour ce genre de mandat.

Indiquer pour chaque mandat cité :

- l'année de réalisation;
- le coût approximatif du mandat;
- une brève description du mandat, incluant des informations sur le déroulement, le calendrier et le respect du budget alloué;
- une description détaillée de l'implication des membres de l'équipe;
- le nom et les coordonnées de la référence (client) ayant travaillé étroitement avec la firme sur ce mandat.

Inclure des photos et/ou illustrations disponibles.

6.5 Expertise et expérience du chargé de projet et de son équipe affectée au mandat (30%)

a) Expérience et expertise du chargé de projet et coordonnateur de l'équipe.

Le chargé de projet doit <u>également</u> être le coordonateur de l'équipe du projet. Dans un texte succinct, faire état de :

- ses qualifications professionnelles;
- son expérience professionnelle (minimum de dix (10) années dans des projets similaires);
- ses habiletés interpersonnelles en matière de communication, de résolution de conflit, de négociation, de leadership, de service à la clientèle, d'approche pour mobiliser l'équipe, établir des liens et faciliter le déroulement du mandat;
- l'effort consacré au mandat (**en termes de pourcentage d'implication seulement, aucun nombre d'heures ne doit être mentionné à l'offre de services sous peine de rejet**).

b) Expérience et expertise de l'équipe dédiée au projet

Dans un texte succinct, faire l'état de :

- la composition de l'équipe affectée au mandat en précisant, pour chacun des membres, en plus des renseignements fournis dans les CV, les informations suivantes :
  a) le rôle prévu au sein de l'équipe;
  b) le nombre d'années d'expérience dans des projets de nature semblable au mandat, eu égard à sa fonction dans l'équipe;
  c) l'effort consacré au mandat (**en termes de pourcentage d'implication seulement, aucun nombre d'heures ne doit être mentionné à l'offre de services sous peine de rejet**).

- la disponibilité des membres de l'équipe proposée pour la réalisation du mandat en fonction de l'échéancier envisagé;

- la polyvalence et la pluridisciplinarité des autres membres de la firme afin de démontrer leur aptitude à fournir des services non encore identifiés, mais qui pourraient s'avérer nécessaires;
- inclure toutes ces informations dans un organigramme détaillé pour l'équipe proposée pour le mandat.

Toutes personnes qui seront proposées dans l'offre de services, en particulier le chargé de projet, doivent être les ressources qui seront réellement affectées à la réalisation du mandat. Toute substitution éventuelle devra être justifiée et préalablement approuvée par la Ville; elle devra se faire avec du personnel de formation et d'expérience jugées équivalentes ou supérieures par la Ville. Dans tous les cas, les curriculum vitae des nouvelles personnes ne faisant pas partie de l'équipe identifiée dans la soumission devront être soumis pour approbation à la Ville.

c) Équipe de travail

L'équipe décrite au présent article représente un minimum. Il est de la responsabilité de l'adjudicataire de juger de la pertinence d'y adjoindre d'autres membres selon la nature du projet. Les prescriptions suivantes sont complémentaires à celles décrites dans les critères de sélection.

- Chargé de projet : Un **architecte OU un architecte paysagiste** ayant au moins 15 ans d'expérience, membre de l'Ordre des architectes du Québec ou de l'Association des architectes paysagistes du Québec;
- Un **ingénieur civil** ayant au moins 10 ans d'expérience en assistance au chargé de projet, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec;
- Lors de la surveillance des travaux, la personne désignée devra avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience en suivi de chantiers de nature similaire.

Si le chargé de projet retenu est un architecte paysagiste :

- Pour les fins de production des plans et devis du chalet de parc, l'équipe devra obligatoirement comprendre les services d'un **architecte** ayant au moins 10 ans d'expérience, membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec;

6.6 Curriculum vitae

Chaque firme doit fournir en annexe de l'offre de services le formulaire « Curriculum vitae » ci-joint, et indiquer les informations requises pour chaque personne affectée à un moment ou un autre au projet (lors de la soumission ou durant les différentes étapes du projet).

ANNEXE I – Dimensions des modules préfabriqués

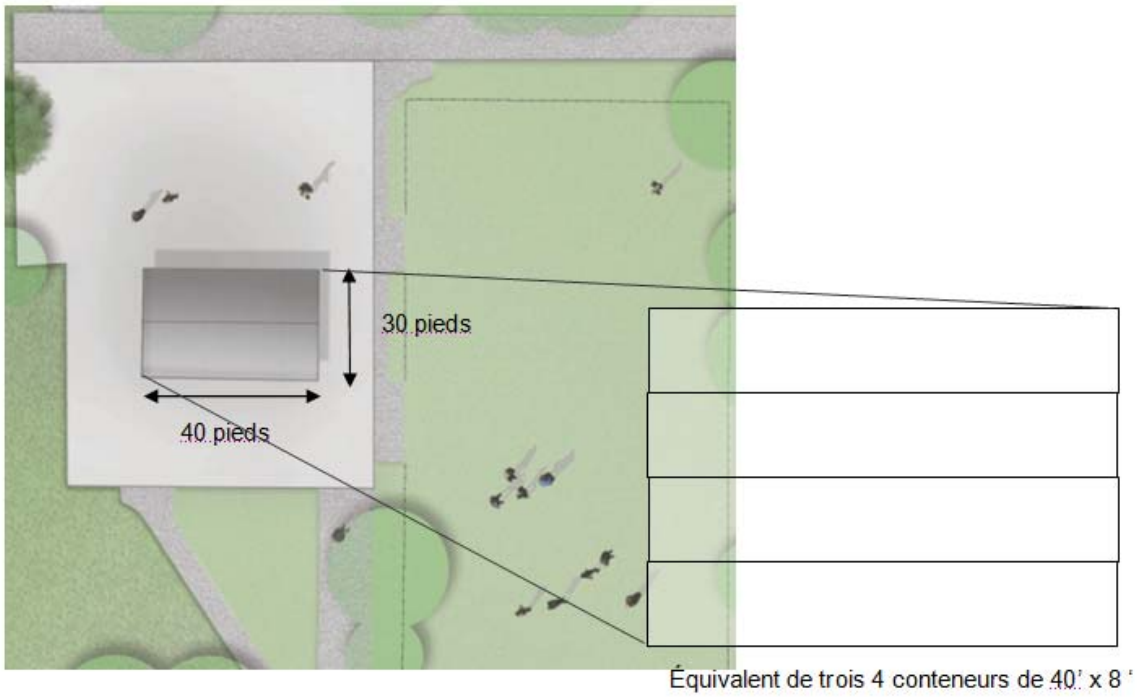
SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

Dimensions approximatives d’un conteneur maritime :



Dimensions approximatives du chalet du parc à reconstruire :



Équivalent de trois 4 conteneurs de 40’ x 8 ‘

Exemple d’un modèle préfabriqué (2 modules de 8’ x 40’) avec finition extérieure / intérieure et toit vert :



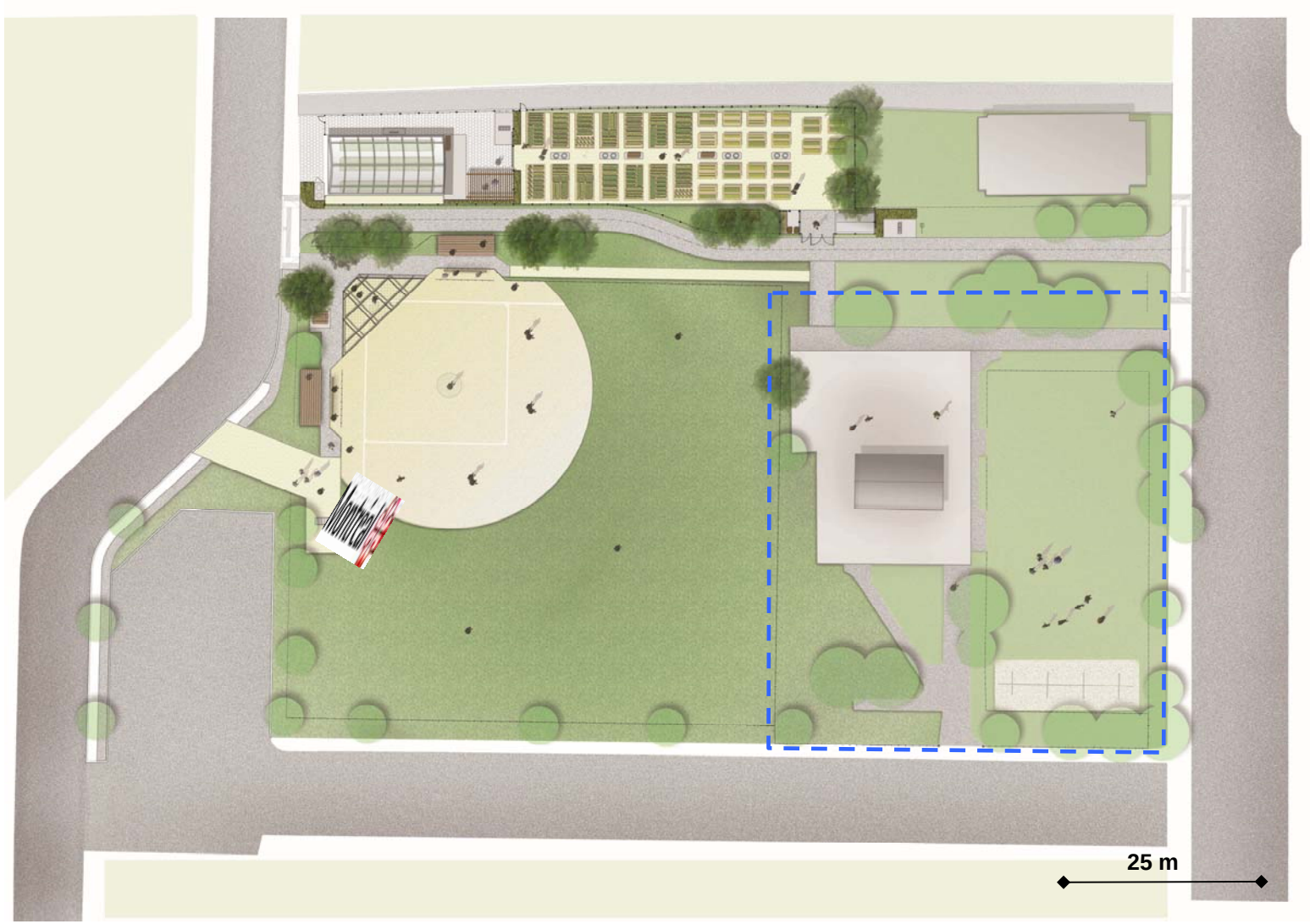


ANNEXE II – Plans des conditions existantes

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

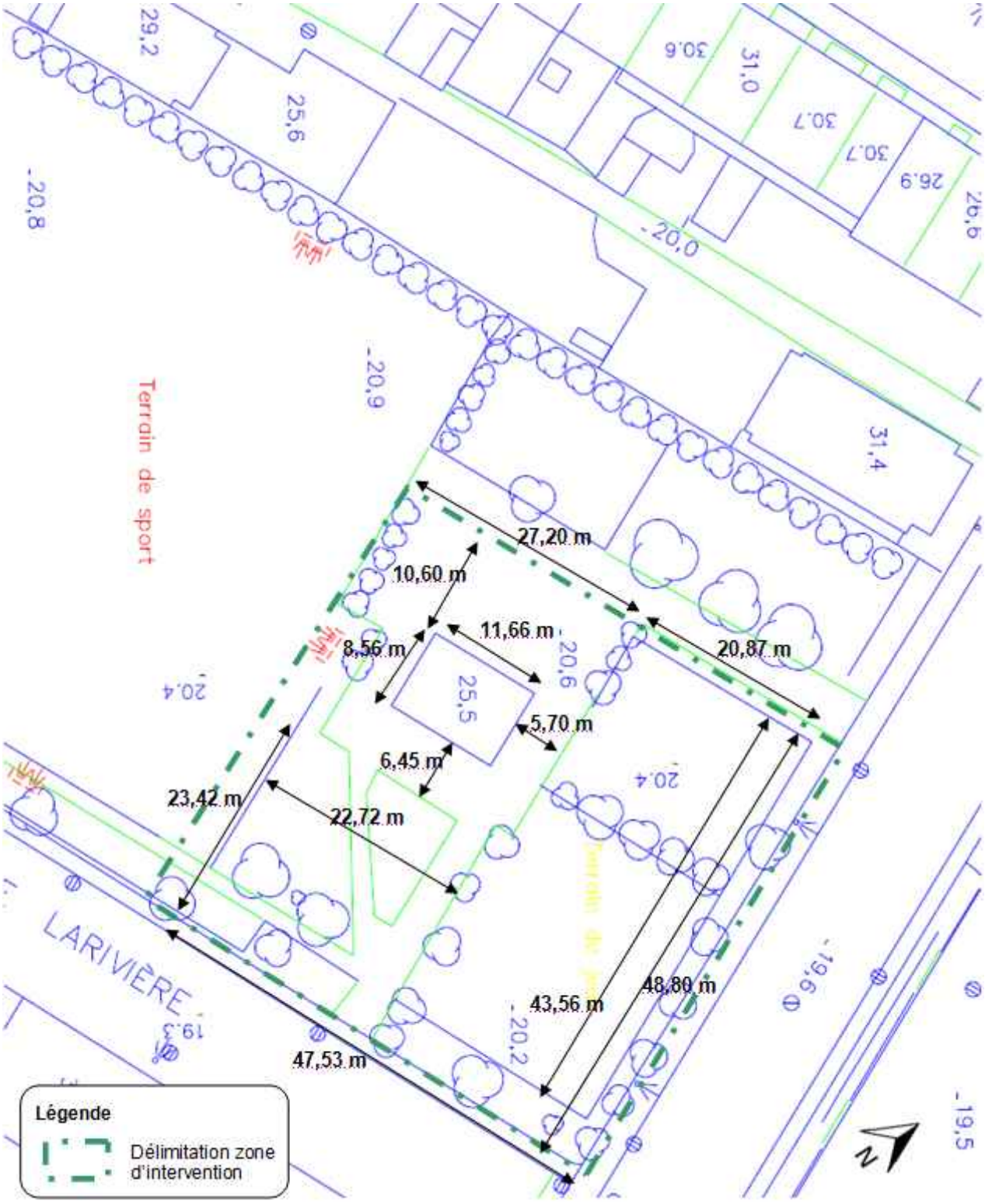
Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

N.B. Le Directeur remettra les plans *dwg.* des conditions existantes à l'adjudicataire dès la réunion de démarrage.



Représentation des conditions existantes – parc Walter-Stewart

N.B. Les distances fournies sont données à titre indicatif. L'adjudicataire devra reprendre les mesures sur place.



Plan des conditions existantes – parc Walter-Stewart – Phase II (mesures approximatives incluses)

ANNEXE III – Consultation jeunesse
Compte-rendu

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner ou Documents à retourner

Compte-rendu de la consultation jeunesse
Réaménagement du parc Walter-Stewart
Maison des jeunes Quinka-buzz
28 février 2017

Étaient présents

- 25 participantEs (17G et 8F) âgés de 12 et 16 ans, invitéEs et accompagnéEs par la maison des jeunes Quinka-buzz et Les Loisirs Saint-Jacques
- Des intervenants représentant le Projet TRIP, le Centre-Jean-Claude Malépart et de l'Association Les Chemins du soleil
- Arrondissement de Ville-Marie (AVM)

Contexte de la rencontre

En 2017, AVM procèdera à la phase 2 du réaménagement du parc Walter-Stewart (réaménagement du chalet de parc, mobilier/équipement sportif)

Divers jeunes ont été mobilisés pour participer au Forum social Centre-Sud, organisé par la CDC C-S en novembre 2016 pour exprimer leurs besoins.

AVM souhaite profiter cette mobilisation et faire participer les jeunes à la réflexion quant au réaménagement. Il s'agit de la première consultation jeunesse tenue par l'arrondissement.

Objectif de la rencontre

L'arrondissement souhaite consulter les adolescents et jeunes adultes du secteur pour obtenir leurs commentaires sur le projet d'aménagement et obtenir les idées et besoins quant aux équipements sportifs ou culturels qui pourraient être installés.

Déroulement

Après la présentation du contexte du réaménagement, du projet, des balises orientant la décision des idées qui pourraient être retenues et de l'échéancier, les participantEs sont invitéEs à discuter de leurs idées en sous-groupe et à voter pour leurs coups de cœur (Nb).

Équipement sportif

- Terrain de hockey cosom (8)
- Terrain de soccer joueur 7*7 (5)
- Trampolines (4)
- Skate Park (3)
- Terrain de parkours (3)
- Structure de corde-araignée (3)
- Mur d'escalade
- Table de ping-pong extérieur (1)
- Mini-soccer dans le chalet (1)
- Volleyball de plage (1)
- 2 à 3 balançoires
- Ballon poire
- Refaire le sol du terrain de basketball
- Maintenir les 3 patinoires l'hiver (conserver les bandes l'été pour hockey cosom?)
- Trekfit

Équipement culturel

- Mur de graffiti légal (2)
- Salle multifonctionnelle dans le chalet (salle d'exposition ou autre)
- Piano public

Aménagement

- WiFi sans mot de passe dans le parc (8)
- Bornes de recharge atteignables (5)
- Ajouter des lumières/parc mieux éclairé (notamment pour les patinoires) (3)
- Table de pique-nique (1)
- Jeux d'eau (1)
- Ajouter des bancs, chaises longues, hamacs
- Vélo-chargeur de batterie (…de téléphone)
- Abreuvoirs
- Toilettes déverrouillées en tout temps
- Gros haut-parleurs extérieurs pour que les jeunes puissent connecter leur musique

Chalet/animation

- Café communautaire/coopératif dans le chalet (smoothies ou autre) tenu par un organisme communautaire (4)
- Chalet accueillant (tapis, accessible, vitré) (2)
- Service d'animation du parc et du chalet (service de prêt ou de location de matériel) par un organisme ou l'arrondissement

Un des intervenants a aussi référé au parc Morgan dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comme étant un aménagement intéressant pour les adolescents.

Les suites

À la fin de la rencontre, les jeunes ont été informés que l'arrondissement procèdera à l'évaluation des propositions soumises en regard de :

- la faisabilité technique, financière, entreposage, entretien et nuisances possibles engendrées;
- l'offre existante dans le secteur, de manière à éviter de dédoubler des équipements sportifs déjà disponibles et maximiser l'utilisation des installations existantes;
- la bonification de l'offre existante.

Afin de maintenir l'intérêt des jeunes quant à la démarche et à la participation citoyenne, il a été demandé par les organismes de continuer à informer les participantEs de l'avancée des projets.

À cet effet, diverses idées ont été nommées. L'arrondissement verra ce qui peut être fait.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-17-029
Numéro de référence : 1069614
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1278067)** 2017-04-26 10 h 35 **Transmission :** 2017-04-26 10 h 35	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 339-0602 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1279783)** 2017-04-28 11 h 24 **Transmission :** 2017-04-28 11 h 24	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-28 11 h 24 - Téléchargement 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Marchand Design + Architecture 606 Cathcart, bur. 600 Montréal, QC, H3B 1K9 NEQ : 2264651110	Monsieur Francois Le May Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1278206)** 2017-04-26 11 h 47 **Transmission :** 2017-04-26 11 h 47	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1277349)** 2017-04-25 12 h 54 **Transmission :** 2017-04-25 12 h 54	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h - Courriel 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1277789)** 2017-04-26 7 h 45 **Transmission :** 2017-04-26 7 h 45	2750680 - VMP-17-029 - Addenda 1 2017-04-27 12 h 31 - Télécopie 2754609 - VMP-17-029 - Addenda 2 2017-05-04 8 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART

Engagement solennel et attestation des membres

Nous soussignés(es) nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenus(es), quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Enfin, nous attestons avoir procédé individuellement, et sans aucune connaissance des prix, à l'évaluation des soumissions techniques déposées dans le cadre du présent appel d'offres.

	Nom des membres	Provenance (sigle)	Signature
1	Adriana Melendez	DTP - Ville Marie.	
2	Guillaume Larmor	SMVT - Dir. Urbanisme	
3	Josée Poirier	CSLDS Ville-Marie	
4			
5			

Secrétaire du comité	Patrick Chlaouhi	Signature

Signé à: MONTRÉAL Le 30 MAI 2017

Date

Direction de l'approvisionnement

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée

Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART
Firme soumissionnaire:					

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	4	
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	7	Aucune mention du PPT ou des conteneurs maritimes
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	17	L'échéancier présenté respecte le nombre de professionnels et plan de travail
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	22	4 fiches de mandataires 609.?
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	Peu d'expérience au niveau de l'architecture est-ce nécessaire pour intégrer les conteneurs? Le président est architecte mais gère l'équipe
	Pointage intérimaire / 100%	75	

Membre du jury José Poirier **Signature:** José P **Date:** 30/05/17

Direction de l'approvisionnement

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée

Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART

Firme soumissionnaire:

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	3,5/4	Bcp texte / dense Belles images / illustrent bien
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	11	⊖ exigences particulières (modules préfabriqués) + lumières ⊖ limites du secteur ⊖ LEED
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	15	
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	21	⊖ 2 projets municipaux ⊕ projets semblables
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	⊕ chargé de projet ⊖ LEED <-> design intérieure ?
	Pointage intérimaire / 100%	75,5	

Membre du jury Guillaume Larmey **Signature:** **Date:** 30/05/17

Direction de l'approvisionnement

Date du comité	30-05-2017	10 h 15	Lieu du comité	800 De Maisonneuve est, salle Quartier du Musée
Agent d'approvisionnement	Patrick Chlaouhi	No de l'appel d'offres	VMP-17-029	Titre de l'appel d'offres: SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE - PHASE II WALTER-STEWART
Firme soumissionnaire:	GMAD			

%	Critères de sélection	Note	Remarques
5%	Présentation de l'offre	4	Complete, claire, continuité et fluidité dans le texte, les fiches et la documentation
15%	Compréhension du mandat et de la problématique	13	Integration des nouveaux equipements, cohesion dans son ensemble. Respect des equipements existants / Mention de la capacité à gérer le mandat
20%	Capacité de production des firmes et échéancier	18	Mention ressources pertinentes, carnet de commandes Equipe complet, nombre considerable d'années d'experience chargé projet et ingenieur
30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	20	Pas de projets avec containeurs. Projet de paysage, pas manés avec architecture
30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	25	Beaucoup d'experience chargé projet, architect et ingenieur. Bon. équipe de travail, très competent. Chargé projet pas exp.
	Pointage intérimaire / 100%	80	

Membre du jury: Adriana Melendez Signature: Date: 30-Mai-2017.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS LEMAY
606, CATHCART
600
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

N° de décision : 2017-CPSM-1016189
N° de client : 3000971734

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous A + SM ARCHITECTURE & DESIGN, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



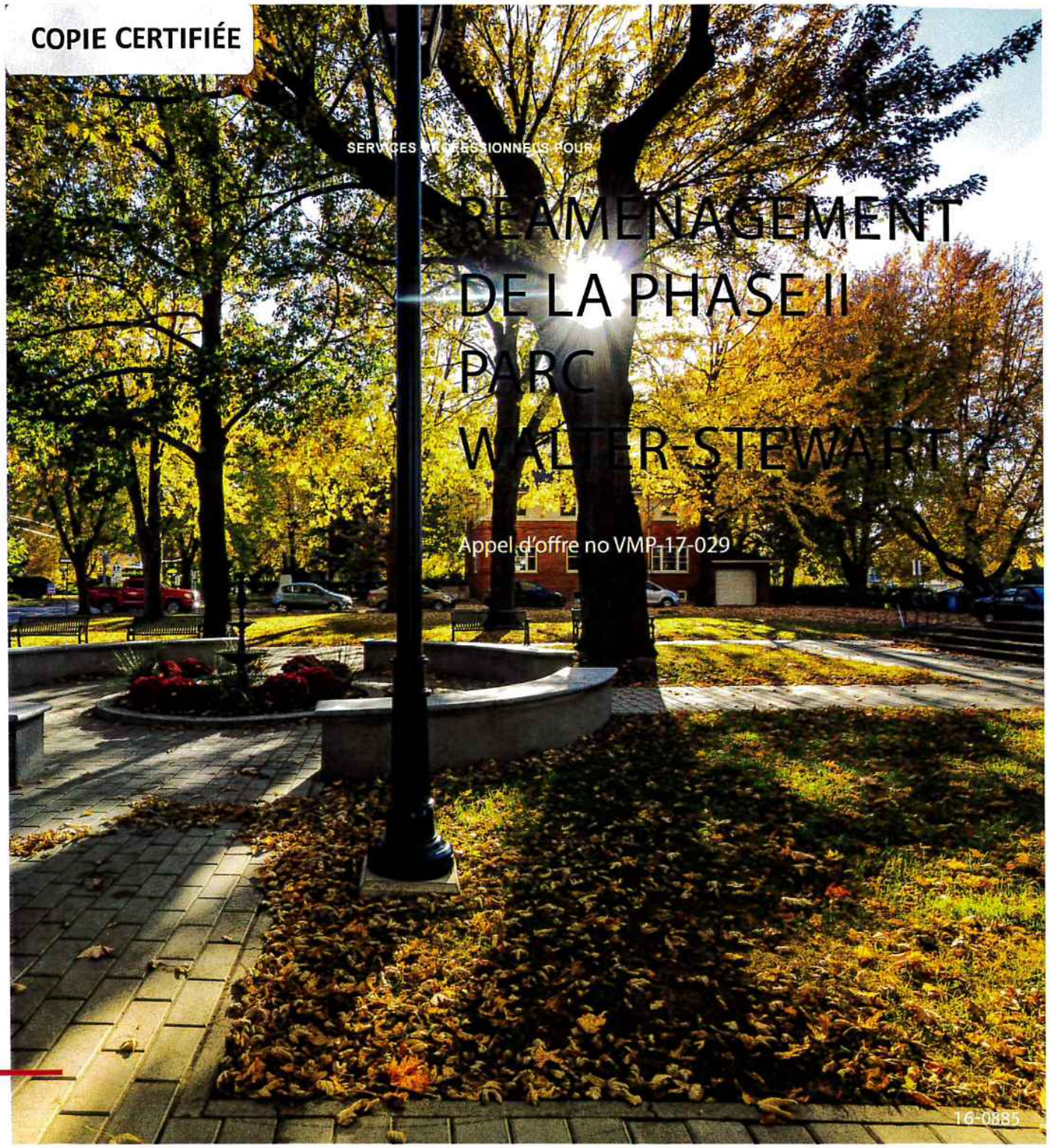
Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

COPIE CERTIFIÉE



ÉGLISE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

gmad

25.05.2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606 CATHCART # 600 | MONTRÉAL, QC H3B 1K9

T : (514) 904-2878
F : (514) 906-0806

gmad

25 mai 2017

Monsieur Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800 Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Projet : Ville de Montréal | Réaménagement de la phase II – Parc Walter-Stewart
Objet : Offre de services professionnels | appel d'offres : VMP-17-029

Monsieur,

En réponse à votre appel d'offres, Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad) a le plaisir de vous remettre en deux (5) exemplaires, dont un (1) original et une (1) copie certifiée de l'original, notre soumission pour les services professionnels requis dans le cadre du projet mentionné en rubrique. L'évaluation de notre proposition vous confirmera que notre équipe possède toute l'expertise nécessaire à la réussite de ce mandat.

Ayant participé, dans les dernières années, à plusieurs projets similaires, nous sommes assurés d'être l'équipe tout indiquée pour mener à terme le présent projet. Nous vous proposons des professionnels ayant la capacité organisationnelle, l'expertise spécifique ainsi que la réputation pour appliquer la qualité de services essentielle afin de réaliser avec maîtrise ce projet.

Parmi les raisons qui militent en faveur de notre candidature, nous pouvons souligner les suivantes :

- Une expertise spécialisée en architecture et en architecture de paysage incluant plusieurs parcs de la ville de Montréal, dont deux récents le parc Lucie-Bruneau et la place publique de l'hôtel de ville d'Anjou.

- Une équipe intégrée en architecture, architecture de paysage, en design d'intérieur, en maintien d'actifs, en développement durable, en gestion de projet, en estimation de coûts ainsi qu'en aménagement urbain possédant toutes les compétences requises dans ce type d'infrastructures;

- Une parfaite application des principes menant à une certification LEED. Plusieurs projets entrepris avec succès par notre équipe ont obtenu divers niveaux de certification LEED;

- L'intégrité de notre firme confirmée par notre inscription au registre de l'Autorité des marchés financiers (AMF) nous donnant l'autorisation de conclure des contrats publics au Québec.

- La disponibilité immédiate de l'équipe proposée pour réaliser ce projet. Notre personnel attend avec enthousiasme la possibilité de collaborer à la réalisation d'un projet dont le client sera fier, à l'intérieur des budgets et de l'échéancier prévus.

L'équipe Groupe Marchand architecture & design Inc. conçoit, dans un environnement de travail stimulant et agréable, des espaces qui expriment le besoin de sa clientèle. L'effectif de notre personnel est assez grand pour atteindre l'équilibre entre la diversité et la profondeur de compétences, mais assez petit pour offrir une attention individuelle aux besoins spécifiques de chaque client et à maintenir un niveau d'excellence de conception.

Nous espérons avoir le privilège de travailler en collaboration avec votre équipe sur ce projet. Si vous désirez de plus amples renseignements sur cette proposition, n'hésitez pas à communiquer avec le président, Alain-Serge Marchand, par téléphone au 514-904-2878 poste 227 ou par courriel à asm@gmad.ca.

En espérant le tout à votre satisfaction, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Alain-Serge Marchand
Président

gmad

Montréal, le 8 mai 2017

Confirmation d'autorisation de signature

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de Groupe Marchand Architecture & Design Inc., tenue au 606 Cathcart, bureau 600, Montréal, le 8 mai 2017.

Alain-Serge Marchand de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. est autorisé à faire et à signer pour et au nom de la compagnie, toutes soumissions et/ou contrat de services professionnels au nom de Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

Alain-Serge Marchand, Président Architecte
Groupe Marchand
Architecture & Design Inc.

18 mai 2017
Date:

Thomas Dvorsky, Architecte Associé
Groupe Marchand
Architecture & Design Inc.

18 mai 2017
Date:

Groupe Marchand Architecture & Design Inc
606 rue Cathcart, bur. 600
Montréal, QC H3B 1K9

Tel : 514-904-2879
Telec : 514-904-0808

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

Émission :	Fermeture :	À :
25 avril 2017	25 mai 2017	11 h 00

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Cette soumission devra être reçue au comptoir de réception Accès Montréal situé au 800 Maisonneuve Est, 17e étage, **avant 11 h 00 le 25 mai 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de l'arrondissement de Ville-Marie.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de plans, d'un cahier de charges, d'un estimé des coûts, pour le suivi ainsi que la surveillance de chantier en vue du réaménagement de la seconde phase du parc Walter-Stewart.

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 164690340 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad)
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

600-606 rue Cathcart, Montréal (Québec) H3B 1K9
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : Alain-Serge Marchand, architecte, président	Téléphone : 514-904-2878 Télécopieur : 514-906-0608 Courriel : asm@gmad.ca		
Signature:	Jour 25	Mois 05	Année 2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE NUMÉRO 1

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes et **les retourner avec votre soumission dans l'enveloppe numéro 1**.

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** 30 jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 7 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1: 27 avril 2017__ Addenda n° 3: _____

   Addenda n° 2: 4 mai 2017 ___ Addenda n° 4: _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

   1. EFEL Experts-conseils inc. M Steven Frenza, ing., président Canada

      Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

      Vincent Lauzon, Ingénieur Directeur – Infrastructures urbaines (Ingénierie)

      Contribution

      _____

      Contribution

2. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement concernant la TPS / TVQ:

Numéro d'enregistrement TPS : 841627359 RT0001

Numéro d'enregistrement TVQ : 1213500712 TQ0001

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous encourageons à le faire dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* :

ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

SECTION B *(optionnel)*

6. Si l'offre de services est présentée par un consortium, identifier chacune des firmes :

a) Nom de la firme (chef de file) :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

b) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

c) Nom de la firme :
Pourcentage de participation de la firme : %
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :
Adresse du bureau à partir duquel les travaux seront réalisés :

Code postal : Téléphone : Télécopieur :

7. Protection de l'environnement :
OPTION 1 – produits électriques et électroniques

Afin de soutenir l'engagement de la Ville de Montréal à préserver l'environnement et œuvrer dans le sens de la gestion environnementale, le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à supporter celle-ci à tous les stades de vie des produits dont elle fait l'acquisition auprès de lui, et s'assurer du respect des normes ci-après mentionnées :

(S.V.P., cochez les cases appropriées)

☒ **Energy Star** : respect des niveaux de rendement de haute efficacité énergétique;

☒ **RoHS** : restriction d'utilisation de substances dangereuses (plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent) pour l'environnement;

☐ **EPEAT :** évaluation des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables et des écrans en fonction de certains critères environnementaux qui permettent de les évaluer selon 3 catégories :

- ☐ **Or**
- ☐ **Argent**
- ☐ **Bronze**

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Politique environnementale:

- Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?
- Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique? Le
- Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?
- Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

Voir réponse de la question 8 dans les 2 pages suivantes.

ET, s'il y a lieu

Emballage: N/A

Est-ce que l'emballage de votre produit:

- Est respectueux de l'environnement? Décrivez le type de matériel utilisé et votre façon de faire.
- Est fait à partir d'un matériau recyclé? Lequel et dans quelle proportion?
- Est recyclable? Dans quelle proportion?
- Est réutilisable? Pour quel usage?

ET, s'il y a lieu

Transport: N/A

Tenez-vous compte des gaz à effet de serre (GES) lors du transport de la marchandise jusqu'à votre client? Quelles mesures prenez-vous pour réduire vos émissions de GES (utilisation de GPS, véhicules hybrides, etc.)?

9. Autre.

8. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.

Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?

Les activités commerciales ont un impact sur la société et il est de plus en plus évident que le secteur privé peut contribuer à sa propre croissance et à celle de la société en tenant compte de comment ces gestes affectent l'environnement et la société en général. Les consommateurs exigent des comportements d'affaires socialement et environnementalement responsables, ainsi que des prix concurrentiels.
Il existe plusieurs éléments moteurs motivant gmad à modifier son comportement d'affaires puisqu'une approche socialement et environnementalement responsable peut mener à des rendements supérieurs, à la rétention des employés, des clients ainsi qu'à une réputation et une image de marque améliorée.

En poursuivant sa mission et ses objectifs d'affaires, gmad s'engage à minimiser les gestes ayant un impact nocif sur l'environnement par le biais de sa politique environnementale. gmad s'engage à implanter cette politique dans un esprit d'amélioration continue. Nous exercons nos activités de manière à préserver les ressources et à minimiser notre empreinte écologique. Nous cherchons à améliorer sans cesse notre performance environnementale en fixant, révisant et mettant à jour nos objectifs environnementaux.

Nous nous engageons à :

- Gérer nos exploitations dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que des autres exigences auxquelles nous souscrivons, en veillant, plus particulièrement, à prévenir la pollution et à minimiser les impacts nuisibles sur l'environnement;
- Identifier et évaluer les risques possibles à l'égard de l'environnement et mettre en œuvre les mesures permettant d'éliminer ou de contrôler ces risques;
- Développer et mettre en œuvre des mesures permettant d'utiliser le matériel, les ressources et l'énergie de façon durable;
- Sensibiliser les employés et toutes les personnes qui travaillent pour nous à la question de la protection environnementale, et les inciter à faire preuve de leadership et de responsabilité en cette matière;
- Communiquer avec nos employés, nos clients, nos fournisseurs, les communautés où nous exerçons nos activités afin de mieux nous comprendre mutuellement dans les questions qui relèvent de l'environnement;
- Procéder à des vérifications indépendantes en vue de confirmer que nos pratiques de gestion respectent les objectifs de la présente politique, les lois et règlements en vigueur ainsi que les principes d'une saine gestion;

Afin d'assurer la réalisation de projets écologiques, gmad a désigné un gestionnaire qui est dédié à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique environnementale gmad. Il est responsable de la définition et de la mise en application de la politique environnementale de l'entreprise, en plus de la prise de décisions, de la révision et de la sélection de projets.

Le gestionnaire responsable est chargé de mettre en application les processus et procédures du programme de gestion environnementale en optant pour des concepts, des produits et des processus qui minimisent les déchets. Il est également responsable d'assurer la conception et le suivi des projets réalisés pour nos clients

Chez gmad tous nos employés partagent et assument la responsabilité de la mise en œuvre fructueuse de cette politique.

Quelle est la liste des impacts et aspects environnementaux spécialement visés par votre politique?

La politique environnemental de gmad vise à réduire l'impact global de l'environnement bâti, sur la santé humaine et l'environnement naturel. Elle consiste à construire en respectant notre environnement et celui des générations futures, tout en offrant un maximum de confort aux occupants

Voici comment gmad applique les trois (3) R au bureau:

RÉDUIRE :
La réduction de la consommation contribue à la protection de l'environnement :

- Imprimer que lorsque nécessaire, et ce, en recto-verso;
- Imprimer en noir et blanc sauf si requis;
- Éteindre son ordinateur et sa lampe le soir et les fins de semaine;
- Incorporer des éléments de réduction de l'empreinte écologique dans tous les projets;
- Promouvoir le transport en commun; nottament en localisant l'entreprise à proximité de commodités.

RÉUTILISER :
Lorsque possible, les produits ou équipements sont réparés et réutilisés; en faisant appel à la créativité, nous pouvons donner une nouvelle vie aux vieux objets :

- Utiliser des stylos rechargeables;
- Utiliser des tasses à café en céramique;
- Encourager les employés d'apporter leur repas dans des contenants réutilisables;

RECYCLER :
Une procédure de recyclage a été élaborée par gmad. Un programme de sensibilisation des employés a été développé. Une liste des matières recyclables est affichée à proximité de tous les bacs de recyclage à titre d'aide-mémoire. Quelques idées pour favoriser le recyclage :

- Assurer que chaque employé ait un bac de recyclage;
- Recycler les documents imprimés recto seulement pour en faire des blocs-notes;
- Placer des bacs de recyclage dans des lieux stratégiques.

Votre système de gestion de l'environnement comprend-il l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants du point de vue de leur comportement face aux questions environnementales?

Chez gmad, nous priorisons certains types d'achat et s'assurons que les fournisseurs choisi ont la même vision environnementale que nous. Voici quelques points que nous vérifions lors d'achat de matériaux et de fournitures :

- l'achat local, qui permet de réduire les coûts environnementaux reliés au transport des produits, tout en encourageant l'économie d'une région ;
- la réduction, la réutilisation, le recyclage et la valorisation (3RV) des matières résiduelles, qui amoindrissent la quantité de déchets générés ;
- l'utilisation de produits naturels au lieu de produits chimiques (par exemple dans le cas des teintures), ce qui limite la pollution de l'eau et des sols, tout en étant plus sain pour les travailleuses et les travailleurs ;
- la mise en place d'analyse de cycle de vie environnemental ou social, ce qui permet de faire des choix plus judicieux à l'achat.

Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

Puisqu'il est plus facile d'engager la participation des employés dans un projet écologique lorsqu'ils sont conscients des enjeux environnementaux, gmad partage ses connaissances et s'assure que les employés ont une compréhension élémentaire de comment protéger l'environnement. Les employés sont sensibilisés au rôle qu'ils ont à jouer dans la protection de l'environnement. En menant un sondage auprès de l'ensemble des employés, gmad découvre ce que les employés savent, ou pensent qu'ils savent, sur les défis environnementaux auxquels l'entreprise fait face. Par la suite gmad est en mesure de déterminer quelles leçons sont requises afin de réaliser sa mission environnementale. Afin d'assurer que le message provient de la haute direction, les gestionnaires reçoivent une formation spécifique pour garantir qu'ils sont bien renseignés et qu'ils servent de ressource pour leurs équipes respectives. Les employés remarquent ainsi que gmad s'engage et ils sont conscients que la réduction des déchets et la protection de l'environnement a un impact sur tous les niveaux de l'entreprise. Les employés reçoivent une formation générale et des lignes directrices propres à leurs fonctions. Ils sont encouragés à proposer des méthodes pour effectuer des changements qui sont respectueux de l'environnement.

CLAUDE BARRY
R.C. PROFESSIONNELLE INC.
MEMBRE DU GROUPE VESTAS

1434, rue Ste-Catherine ouest, No. 203
Montréal, (Québec), H3G 1R4

T 514 940 1414
F 514 875 1980
www.vestasassurance.com

PREUVE D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette **Preuve d'Assurance** atteste que la couverture d'assurance décrite ci-dessous est en vigueur selon les termes et conditions de la police DPX 9447732 et couvre la responsabilité civile professionnelle de l'**Assuré** contre négligence professionnelle, erreur et omission.

Assuré • **LE GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.**
606, rue Cathcart - Bureau 600
Montréal (Québec) H3B 1K9

Assureur • La Compagnie d'Assurance XL Spécialité

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE DES ARCHITECTES
DESCRIPTION DE LA COUVERTURE

Assurance de responsabilité professionnelle et complémentaire à la garantie de base du **FOAQ**, le **Fonds d'Assurance de l'Ordre des Architectes du Québec.**

Limites de garantie excédentaire • 3,000,000 $ ▫ par sinistre
3,000,000 $ ▫ par période de garantie

Assurance de **Première Ligne** pour les risques non couverts par le FOAQ, tel les services professionnels rendus par l'entité ou l'architecte membre en règle d'une association, corporation ou d'un ordre professionnel régissant la profession d'architecte à l'extérieur de la province de Québec.

Limites de garantie de Première ligne • 3,000,000 $ ▫ par sinistre
3,000,000 $ ▫ par période de garantie

Période de garantie • 1er janvier 2017 - 2018

Date • Le 29 janvier 2017

Émise à • Saint-Sauveur (Québec)

Signature •

Pour et au nom de Philippe Monette BAA PAA
Courtier en assurance de dommages

CLAUDE BARRY R.C. PROFESSIONNELLE INC.
Cabinet en assurance de dommages
10, rue Léonard, Saint-Sauveur | Québec J0R 1R0
450 | 227-8418 ▪ 800 | 665-3742 ▪ Fax: 450 | 227-7125 ▪ Courriel: info@cbrcp.com

Folio ▪ **PREUVE D'ASSURANCE POUR LIMITES EXCÉDENTAIRES**

Assuré ▪ **GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.**
606, rue Cathcart - Bureau 600
Montréal (Québec) H3B 1K9

Cette **Preuve d'Assurance** atteste qu'une couverture d'assurance est en vigueur selon les termes et conditions de la police décrite ci-dessous et couvre la responsabilité civile professionnelle contre négligence professionnelle, erreur et omission des services professionnels rendus par l'**Assuré.**

Assurance Erreur & Omission	▪	Responsabilité civile professionnelle des **architectes**
Assureur	▪	La Compagnie d'Assurance XL Spécialité
Nº de Police	▪	DPX 9446666
Période de Couverture	▪	Du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2017
Limites de garantie ★	Par réclamation ▪ 3 000 000 $ Total des montants payables ▪ 3 000 000 $	

★ *Cette couverture d'assurance est en sus de la limite de base souscrite par l'entremise du* **Fonds d'Assurance des Architectes du Québec.**

Le total des montants payables est le montant total d'assurance disponible pour toutes les réclamations couvertes par cette police qui seront présentées pendant la période le couverture et n'est pas limité aux réclamations présentées par le détenteur de cette ***Preuve d'Assurance.***

Cette **Preuve d'Assurance** est sujette à toutes les restrictions, exclusions et conditions de la police du **Fonds d'Assurance des Architectes du Québec** comme elle existe présentement ou ultérieurement modifiée par avenant.

Le 18 février 2016 ▪

Date

Représentant autorisé
Pour et au nom de Claude Barry, F.I.A.C., C. d'A. Ass.

FONDS DES ARCHITECTES

FONDS D'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DE L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

420 rue McGill
Bureau 300
Montréal QC H2Y 2G1

514 842-4979
1 800 842-4979
514 842-1499

fondsarchitectes.qc.ca

L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC
PAR L'ENTREMISE DE SON
FONDS D'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

N° DE LA POLICE D'ASSURANCE : C2478

CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. **Assuré désigné :** Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

2. **Adresse postale :** 606, Rue Cathcart
Bureau 600
Montreal Québec
Canada H3B 1K9

3. **L'Assuré désigné est une :** Société à responsabilité limitée

4. **Durée de la Police d'assurance :** Date de prise d'effet : 1 janvier 2017
Date d'expiration : 1 janvier 2018
(00 h 01, heure locale à l'adresse postale ci-dessus)

5. **Limites de garantie :**

	Par **Sinistre**	Pour la Durée de la **Police d'assurance**	Prime
Garantie de base lorsque l'assuré désigné n'est pas une S.A.R.L.	1 000 000,00 $	2 000 000,00 $	
Garantie de base lorsque l'assuré désigné est une S.A.R.L.	1 250 000,00 $	2 500 000,00 $	
Garantie pour moisissure applicable sans égard à la désignation de l'assuré	100 000,00 $		

6. **Prime totale :**
(Excluant les frais d'ouverture et les taxes — voir facture.)

7. **Franchise : 7 500,00 $ par sinistre**
(Sous réserve des dispositions de la **Police d'assurance.**)

8. **Déclarations de l'Assuré désigné :**

La **Police d'assurance** est émise sur la foi des déclarations faites par l'**Assuré désigné** dans le formulaire d'adhésion et/ou réinscription ou le formulaire de renouvellement, selon le cas (et leurs annexes respectives).

UNIVESTA
ASSURANCES & SERVICES FINANCIERS

Certificat d'assurance / *Insurance certificate*

Ce document atteste que le détenteur nommé ci-dessous est présentement assuré, tel que décrit ci-après.

This is to certify that the insurance policy listed below, is now in force and covers the insured specified hereto.

Assureur / *Insurer*	RSA
Numéro de police / Policy number	COM 801017597
Date d'entrée en vigueur / *Effective date*	14 mars 2017 au/*to* 14 mars 2018
Assuré désigné / *Named Insured*	Groupe Marchand Architecture et Design inc.
Adresse de l'assuré / *Address of Insured*	606, Rue Cathcart Bureau 600 Montréal (Québec) H3B 1K9
Concernant / *Concerning*	Bureau d'architectes

Montant d'assurance *Limit of insurance*	*Genre d'assurance / Type of insurance*
5 000 000 $	**Limite Globale** / *Global limit*
5 000 000 $	**Responsabilité civile** / *Civil liability*

Nous confirmons que les protections ci-dessus sont assujetties aux conditions de la police émise par l'assureur. / *The above mentioned conditions are subject to the policy issued by the insurer.*

Signé ce 10 ième jour de avril 2017 / **Signed this** 17 th day of april 2017

Corine B

Représentant autorisé / *authorized representative*

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606, RUE CATHCART, PORTE 600
MONTREAL (QUEBEC) H3B 1K9

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164690340

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 112172-HZMZ-0368668
Date et heure de délivrance de l'attestation : 16 mars 2017 à 11 h 33 min 9 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS LEMAY
606, CATHCART
600
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

N° de décision : 2017-CPSM-1016189
N° de client : 3000971734

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous A + SM ARCHITECTURE & DESIGN, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



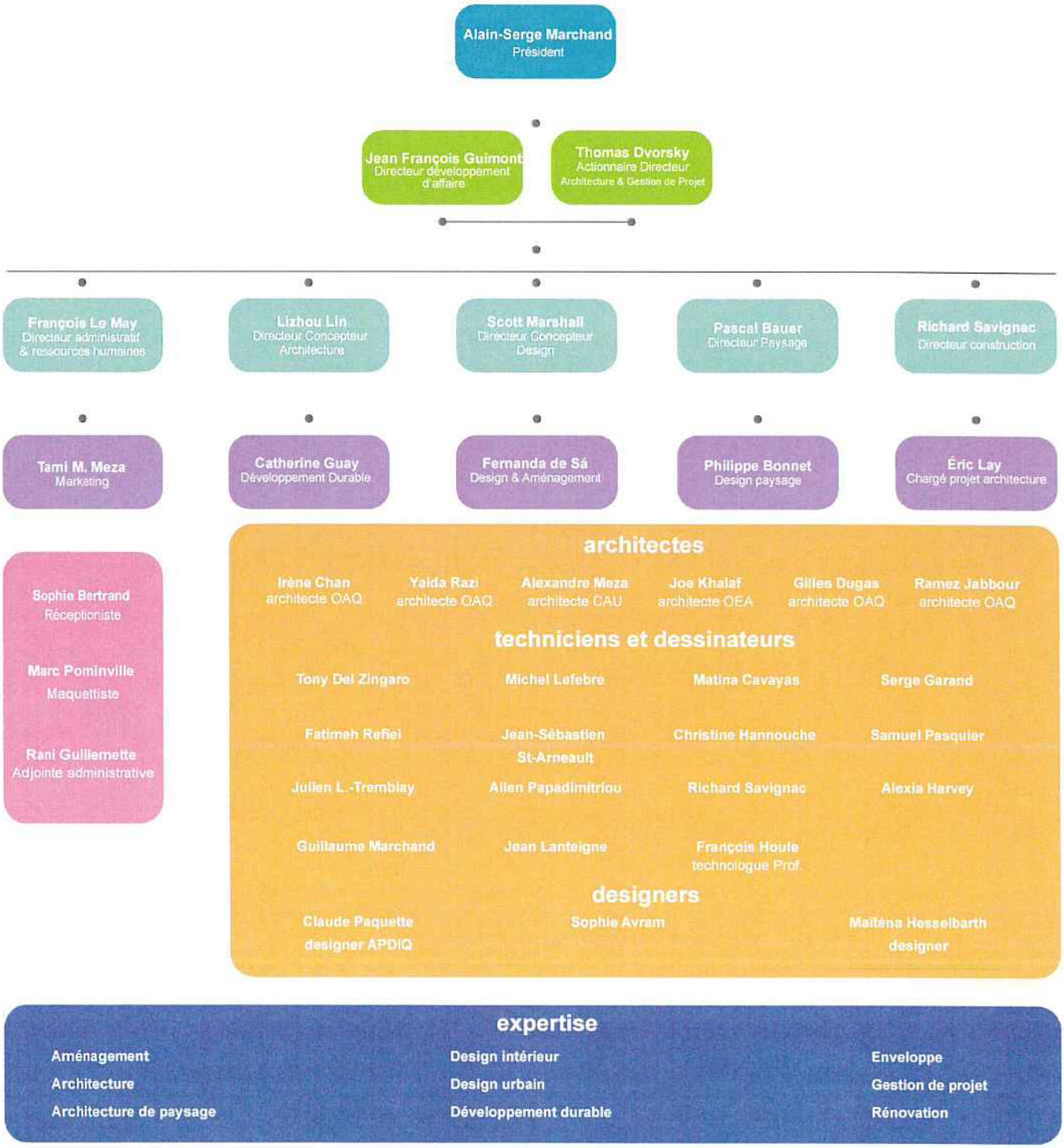
Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

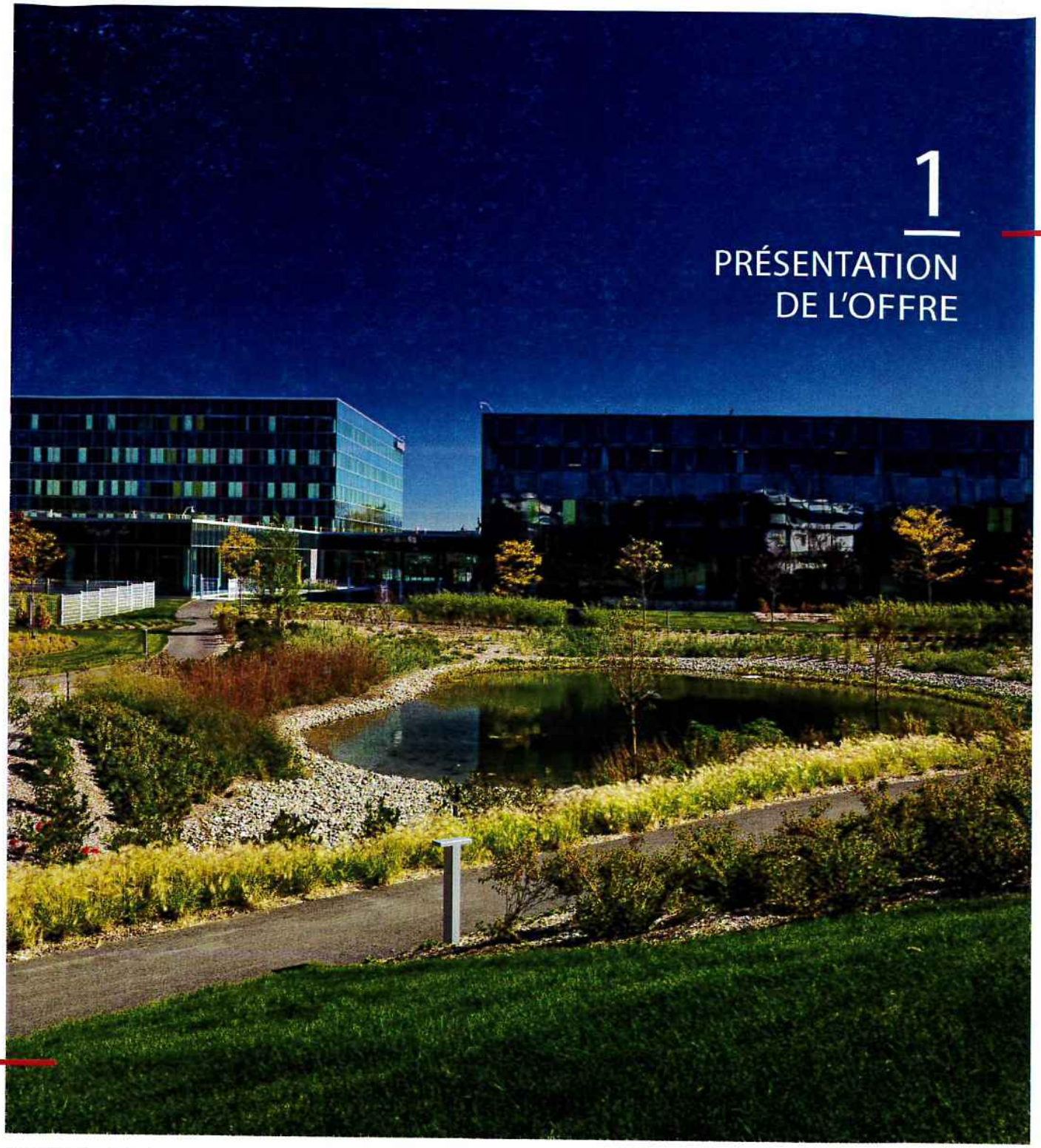
Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

gmad


Alain-Serge Marchand
Président
Jean François Guimont
Directeur développement d'affaire
Thomas Dvorsky
Actionnaire Directeur
Architecture & Gestion de Projet
François Le May
Directeur administratif & ressources humaines
Lizhou Lin
Directeur Concepteur Architecture
Scott Marshall
Directeur Concepteur Design
Pascal Bauer
Directeur Paysage
Richard Savignac
Directeur construction
Tami M. Meza
Marketing
Catherine Guay
Développement Durable
Fernanda de Sá
Design & Aménagement
Philippe Bonnet
Design paysage
Éric Lay
Chargé projet architecture
Sophie Bertrand
Réceptioniste
Marc Pominville
Maquettiste
Rani Guillemette
Adjointe administrative
architectes
Irène Chan
architecte OAQ
Yalda Razi
architecte OAQ
Alexandre Meza
architecte CAU
Joe Khalaf
architecte OEA
Gilles Dugas
architecte OAQ
Ramez Jabbour
architecte OAQ
techniciens et dessinateurs
Tony Del Zingaro
Michel Lefebre
Matina Cavayas
Serge Garand
Fatimeh Refiei
Jean-Sébastien St-Arneault
Christine Hannouche
Samuel Pasquier
Julien L.-Tremblay
Allen Papadimitriou
Richard Savignac
Alexia Harvey
Guillaume Marchand
Jean Lanteigne
François Houle
technologue Prof.
designers
Claude Paquette
designer APDIQ
Sophie Avram
Maïténa Hesselbarth
designer
expertise
Aménagement
Architecture
Architecture de paysage
Design intérieur
Design urbain
Développement durable
Enveloppe
Gestion de projet
Rénovation



1
PRÉSENTATION DE L'OFFRE

ERICSSON MONTRÉAL | gmad

PROFIL DE gmad

Fondée en 2007 par Alain-Serge Marchand et son équipe, le Groupe Marchand Architecture & Design Inc (gmad) offre un service complet personnalisé pluridisciplinaire. Plus tard en 2007, Thomas Dvorsky se joint à l'équipe pour créer l'entreprise que nous connaissons aujourd'hui. Ces fondateurs, professionnels chevronnés cumulent un total de plus de 60 ans d'expérience. gmad peut pratiquer au Québec, en Ontario et en Alberta ayant des permis d'exercice pour chacune de ces provinces. Ses mandats sont, pour la plupart, dans la Grande région métropolitaine de Montréal, dans la région de la Capitale Nationale, en Estrie, dans les Laurentides et en Outaouais avec une base de clientèle internationale.

UNE GAMME VARIÉE DE SERVICES

Grâce à son équipe de professionnels multidisciplinaires hautement qualifiés, gmad offre un large éventail de services créatifs en architecture, en architecture de paysage, en design d'intérieur, en développement durable et en gestion de projet. Le regroupement de ces différentes compétences, jumelée à une structure administrative efficace et une technologie informatique de pointe permet à gmad de se démarquer par des projets distinctifs, originaux et marquants de toutes échelles et complexités. La firme intervient auprès de clients d'envergures variées, qu'il s'agisse d'organismes publics ou privés, d'entreprises ou encore de groupes associatifs. Au cours des années, nos clients nous ont confié des mandats impliquant l'ensemble des outils modernes en matière de planification et d'aménagement du territoire. Au cœur de ces préoccupations, la création de milieux de vie de qualité pour la collectivité, dont le dynamisme tient de la mise en valeur optimale des potentiels du territoire.

APPROCHE CONCEPTUELLE

Notre philosophie consiste à concevoir, dans un environnement de travail stimulant et agréable, des espaces de vie qui valorisent l'identité du client, améliorent la qualité de vie de l'usager et bonifient l'impact sur la collectivité en optimisant l'usage des ressources et minimisant l'empreinte écologique.

APPROCHE PRÉCONISÉE

Nous avons chez gmad une approche du travail en mode participatif, basée sur l'implication du client, la collaboration et la communication suivie avec nos partenaires au sein d'un processus de conception conjoint. Cette manière de procéder en mode cyclique continu plutôt qu'en mode linéaire a été développée et mise à l'épreuve lors de la réalisation de plusieurs projets d'envergures où nos services ont été forts efficaces et appréciés. Nous sommes d'avis que la clé du succès avec cette approche repose sur une définition solide de la culture organisationnelle, des besoins et des objectifs du client, sur la mise en place d'une équipe d'expérience regroupant des forces équilibrées en construction et en design, sur une organisation du travail soigneusement planifiée, sur un suivi rigoureux, sur une communication régulière et finalement sur une connaissance approfondie des divers types constructifs permettant une juste anticipation des risques potentiels inhérents au travail.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE VALEUR gmad

Par son approche, gmad cherche à donner une marque distinctive à chacun de ses projets. gmad est une firme consciente des enjeux environnementaux actuels. Elle vise à créer une valeur ajoutée durable pour ses clients, tout en prônant une utilisation efficace des ressources naturelles et en minimisant l'empreinte écologique des projets, dans toutes ses facettes, de la conception à la mise en service. Notre firme puise ses valeurs dans la préservation des milieux de vie, la santé des occupants, les bénéfices pour la communauté, l'innovation et l'équilibre économique. L'entreprise demeure à l'affût des nouvelles technologies, des méthodes et matériaux de construction, des nouveaux produits et stratégies. Attentive aux pratiques émergentes, notre équipe possède une vaste expertise permettant de développer des approches spécifiques et adaptées à chacun de nos projets.

UNE APPROCHE CLIENT PRIVILÉGIÉE

Partenaire de ses clients, gmad offre une expérience de service mémorable qui mise sur la synergie des expertises, le travail d'équipe et les talents de son bassin multidisciplinaires. Nos clients nous choisissent pour bénéficier de nos projets intégrés où les typologies de gabarit, les rythmes, les matériaux, l'aménagement intérieur et du paysage sont intimement liés offrant un résultat fort et harmonieux qui sait perdurer. La satisfaction du Client et l'établissement de relations d'affaires viables à courts et longs termes, est l'objectif principal de la firme.

UNE SOLIDE EXPÉRIENCE

Au fil des ans, notre réputation s'est bâtie sur l'originalité, la qualité et le caractère novateur de nos réalisations. Quelle que soit la nature et l'ampleur des projets, l'écoute, la collaboration et la réflexion sont privilégiées. Nos clients sont étroitement associés à chaque étape du processus de réalisation de projets. Cette vaste expérience a permis de mettre en place des méthodes de gestion et de planification efficaces et des processus de conception, de production et de contrôle éprouvés (procédures et normes qualité, demande et outils de développement durable, etc.).

Au cœur de la commande, nous nous attarderons à préciser la ligne directrice donnée lors de l'élaboration du concept d'avant projet approuvé par l'arrondissement. A cet effet notre grande expertise reliée à l'aménagement d'espace publics et notre souci de trouver des solutions fonctionnelles seront mis à contribution dans ce mandat.

Ce mandat est pour nous un terrain connu et nous fournirons un effort soutenu durant le projet. Nous prévoyons donc, réaliser un projet qui sera viable et répondra aux attentes élevées des intervenants de la ville, soit:

- Respect du budget et de l'enveloppe budgétaire ;
- Respect de l'échéancier ;
- Respect du concept initial approuvé par la ville ;
- Créer des aménagements de qualité.

Notre mandat ne se résume pas uniquement à des activités d'ordre strictement techniques, mais englobe aussi une approche critique durant le processus de design tant dans le choix des interventions que dans la matérialité des ouvrages et ce, dans un souci d'optimisation du budget disponible. Il s'agit là, à notre avis, d'une contribution essentielle des professionnels de notre équipe et le gage d'un projet réussi.

Le contrôle, la qualité et la durabilité de l'aménagement seront assurés tout au long du projet par :

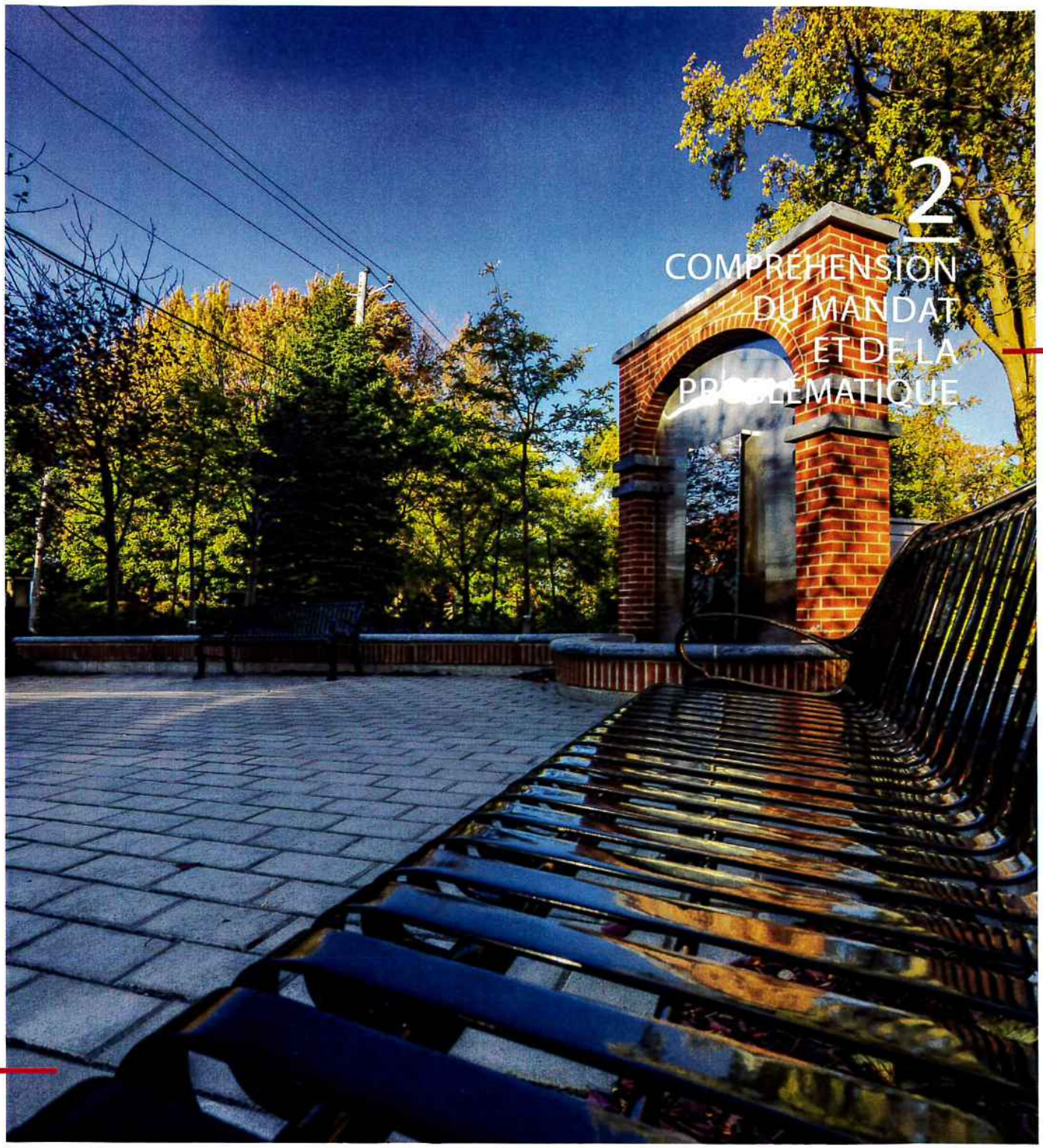
- Un processus continu de rencontres entre les membres de l'équipe, les représentants de la Ville et les autres professionnels ;
- La présentation par étapes graduelles de réalisation et leur approbation par les représentants de la Ville.

PROFIL D'EFEL

EFEL est une nouvelle société d'ingénierie détenue par SOLMATECH et ses partenaires, M. Steven Frenza, ing., président et Vincent Lauzon, ing., directeur Infrastructures. La création de cette nouvelle entité fut l'objet d'une longue réflexion découlant du bouleversement que subit le marché municipal depuis maintenant 4 ans.

Le marché du génie-conseil québécois vit actuellement une transformation sans précédent. Alors que le contexte des années 2000-2010 favorisait la consolidation du marché du génie-conseil par les grandes multinationales, nous croyons aujourd'hui, notamment dans le domaine municipal, que le futur est davantage favorable aux firmes qui sauront intégrer les valeurs « qualité », « efficacité » et « intégrité ».

C'est en voulant répondre à ce nouveau contexte qui exige des firmes de génie-conseil plus d'efficacité qu'EFEL a été créée. L'efficacité d'une firme ne repose évidemment pas sur la taille de celle-ci, mais sur la qualité et la profondeur des membres qui la compose, ainsi que sur la flexibilité de ses structures. Ce sont sur ces bases qu'est née EFEL et ce sont sur celles-ci que nous continuerons de nous développer. EFEL est exclusivement vouée et dédiée au marché des infrastructures urbaines.



2

COMPRÉHENSION DU MANDAT ET DE LA PROBLÉMATIQUE

PLACETTE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

COMPRÉHENSION DU MANDAT ET DE LA PROBLÉMATIQUE

UN PARC BIEN ANCRÉ DANS SON ENVIRONNEMENT

Le parc Walter-Stewart se distingue par son rôle communautaire et son rayonnement urbain : point de convergence en raison de l'ensemble des infrastructures sportives, culturelles et communautaires qui s'y trouvent. Il répond d'emblée à plusieurs besoins de la population, son emplacement représente un lieu identitaire fort pour les citoyens.

Le parc accueille d'ores et déjà une mixité et une densité d'usages dans un espace relativement restreint. Comme il s'inscrit dans un quartier résidentiel sensible, la bonification de son offre récréative et de son attractivité ne peut se faire sans tenir compte de l'impact sur la quiétude des gens du quartier. De plus, il doit répondre aux besoins multiples de la population en termes d'activités et d'infrastructures tout en gardant son caractère propre d'espace vert propice à la promenade et la détente.

L'enjeu principal du projet réside donc dans l'atteinte de l'équilibre entre les attentes des divers usagers, la capacité physique d'accueil du site, la quiétude des riverains, et le respect des balises financières.

Dans ce contexte, le projet de réaménagement vise la création d'un parc ayant une signature forte et identitaire pour l'arrondissement Ville-Marie en misant sur un développement durable, responsable et efficace sur plusieurs fronts.

- Le maintien et la bonification des équipements communautaires et des usages existants;
- L'intégration de nouveaux équipements dans un espace optimisé;
- Le maintien des espaces verts et la consolidation de la coulée verte;
- L'amélioration des accès et de la fluidité des déplacements, notamment la circulation piétonne interne et les liens vers le quartier;
- L'augmentation d'animation et d'éclairage pour contrer le vandalisme;
- Créer un véritable pôle sportif et culturel;
- Le rehaussement de la qualité d'ensemble du parc

Le parc Walter-Stewart est un espace vert unique. Son réaménagement devra apporter une cohésion à l'espace dans son ensemble, de manière à consolider sa fonctionnalité, sa pérennité, et son rôle de pôle d'activités par excellence.

DES ORIENTATIONS VISANT L'ÉQUILIBRE ENTRE LES ATTENTES DES DIVERS USAGERS

Le projet de réaménagement doit se démarquer en soutenant une approche novatrice et intégrée, en fonction des orientations établies par le comité consultatif du parc Walter-Stewart. L'étude réalisée par le comité consultatif (déposée en novembre 2016) trace un portrait de la situation, fait le bilan des besoins exprimés par les parties prenantes et formule les recommandations à suivre.

Ainsi, la démarche à suivre veillera à répondre aux objectifs et recommandations du rapport, en réponse aux besoins de différentes clientèles : familles, adolescents, moins jeunes, résidents du secteur, en valorisant le site dans son contexte, et en respectant le milieu naturel et habité. Le parc a aussi un rôle de support aux équipements existants; terrain de baseball, piste cyclable, jardin et serre communautaire notamment. À cet effet, l'intégration harmonieuse et responsable d'un chalet et d'équipements sportifs dans un ensemble cohérent et convivial sera une des clés du succès pour le projet. De plus, en redéfinissant les accès pour faciliter la cohabitation entre vélos, piétons et automobiles, le rôle d'ouverture et de sociabilité du parc sera bonifié.

DES RECOMMANDATIONS À METTRE EN ŒUVRE

Une série de recommandations découlent du travail effectué par le comité consultatif, un comité animé par le désir manifeste de rehausser la qualité générale des aménagements et de faire du parc Walter-Stewart un véritable parc signature.

Parmi ces recommandations, nous porterons une attention particulière à:

- La sécurisation des abords de la rue d'Iberville ;
- La transparence et l'ouverture des aménagements ;
- L'ajout de plantations ;
- La fourniture d'équipements sportifs de qualité ;
- La facilité d'entretien ;
- La durabilité des installations et du chalet ;
- La conception d'un éclairage adéquat et non intrusif;
- L'arrimage avec les usages adjacents (terrain de baseball / accès pour entretien) ;
- Le respect des contraintes techniques existantes dont les infrastructures souterraines;
- L'état du chalet du parc et de ses équipements électromécaniques.

PORTÉE DU MANDAT

Le projet de réaménagement touche tout le quadrilatère du parc Walter-Stewart incluant la validation de l'avant-projet préliminaire sur la base des recommandations du rapport du comité consultatif, la préparation d'un plan d'aménagement détaillé, la préparation des plans et devis préliminaires et définitifs, la préparation du dossier d'appel d'offres et la surveillance des travaux en résidence. La méthodologie et l'échéancier décrivent au chapitre suivant l'ensemble des services et livrables.

CAPACITÉ À GÉRER LE MANDAT

gmad a une expérience de travail avec les municipalités et dans le contexte de mandats multidisciplinaires qui s'étendent sur plusieurs années. Nos pratiques, qui misent sur une démarche de conception intégrée et l'assignation des ressources d'expérience, nous rendent aptes à transformer une variété de situations complexes en des solutions gagnantes.

gmad a développé au cours des dernières années un processus de contrôle de qualité que l'équipe applique dans la gestion et la production des projets qui lui sont confiés. Les procédures sont inspirées par la norme ISO-9004 de l'Organisation Internationale de Normalisation ainsi que par la norme CASA-Q9004.2-92 qui renferme les instructions relatives à l'assurance qualité dans la prestation de services professionnels.

La réalisation du mandat est fondée sur les principes suivants :

- Compréhension et respect des objectifs et des besoins du client;
- Transmission efficace des informations entre les divers intervenants;
- Mise en application et recherche de solutions correspondant à l'état de la connaissance et aux plus récentes technologies;
- Vérification constante de la satisfaction du client.

Les moyens mis en œuvre afin d'atteindre ces objectifs sont:

- Réunion de démarrage pour informer l'équipe de projet des objectifs et des attentes du client;
- Préparation d'un plan de travail pour approbation par le client;
- Préparation et suivi d'un plan qualité;
- Établissement d'une structure efficace de communication et de transmission de l'information;
- Définition des rôles, des tâches et des responsabilités pour chacun des membres de l'équipe de projet;
- Revue, analyse des besoins et des objectifs exprimés par le client;
- Rencontre de coordination et de travail;
- Connaissances approfondies des normes, des méthodes et des procédures applicables au mandat;
- Définition du cheminement critique de l'échéancier;
- La révision de tous les livrables par le directeur de projet.

MÉTHODOLOGIE

L'élaboration d'un tel projet se doit d'être soigneusement réfléchi afin d'exploiter le maximum des capacités du site. Les aspects de la mobilité piétonne et du développement durable seront au cœur de nos préoccupations lors de l'élaboration des esquisses d'aménagement. Ainsi gmad s'engage tout au long de son mandat, en concertation avec les représentants de la Ville impliqués au dossier :

- À assurer une cohérence entre les choix d'aménagement, les contraintes et potentiels de l'environnement physique du site et les préoccupations et les attentes formulées par la Ville ;
- À être en étroite communication avec les représentants de la Ville impliqués dans le dossier et répondre à leurs préoccupations et atentes par des solutions novatrices et applicables au contexte local.

Dans notre approche, certains éléments sont primordiaux, dont :

- La prise en compte de la thématique et de la polyvalence des aménagements ;
- Le respect des normes d'accessibilité universelle ;
- Les aspects de sécurité des usagers et d'entretien ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- La morphologie de type « parc » de l'espace à aménager.

De manière plus précise, gmad comprend que le mandat devra fournir les services suivants :

RÉUNION DE DÉMARRAGE

Cette activité consiste à :

- Approbation de l'échéancier et du plan de travail ;
- Visite des différents sites en compagnie du chargé de projet et des autres représentants municipaux au besoin.

Intrants :

- Ordre de débuter, normes municipales, modalités contractuelles.

Biens livrables :

- Compte-rendu de la réunion de démarrage, compte rendu des réunions de coordination ou de travail, plan de travail.

CONCEPT DÉFINITIFS

Cette activité consiste à :

- Définition plus précise des critères de design, des aménagements, du concept d'identité, des éléments de pavoisement et de signalisation intégrant les révisions nécessaires suite aux commentaires de la Ville ;
- Évaluation des coûts de classe B. ;
- Élaboration du plan d'aménagement couleur - versions finales.

Biens livrables :

- Concepts définitifs.

PLANS ET DEVIS PRÉLIMINAIRES

Cette activité consiste à :

- Finaliser le choix des matériaux et des équipements ;
- Préparer des plans d'aménagement incluant les feuillets suivants ;
  - Plan des conditions existantes et démolition ;
  - Plan des surfaces ;
  - Plan d'implantation des ouvrages et des équipements ;
  - Plan de nivellement et drainage ;
  - Plan de plantation ;
  - Détails de construction ;
- Rencontre de coordination et présentation ;
- Coordonner avec les autres professionnels ;
- Réviser l'estimation budgétaire.

Intrants :

- Commentaires de la Ville.

Biens livrables :

- Plans et devis préliminaires, estimation du coût des travaux, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS DÉFINITIFS

Cette activité consiste à :

- Prendre connaissance des commentaires formulés par la Ville;
- Réviser les plans d'aménagement ;
- Préparer les documents de soumission (devis et formule de soumission) ;
- Finaliser l'estimation ;
- Coordonner avec les autres professionnels ;
- Rencontre de coordination et présentation ;

Intrants :

- Commentaires de la Ville.

Biens livrables :

- Plans et devis définitifs, estimation du coût des travaux, bordereau des quantités, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS POUR SOUMISSION

Cette activité consiste à :

- Produire les documents d'appel d'offres ;
- Faire le suivi auprès des entrepreneurs durant la période d'appel d'offres;
- Émettre les addenda, si requis ;
- Analyser les soumissions et émettre une recommandation sur le choix de l'entrepreneur.

Biens livrables :

- Plans et devis émis pour soumission, estimation du coût des travaux, bordereau des quantités, compte-rendu de réunion et des rencontres de coordination.

PLANS ET DEVIS POUR CONSTRUCTION

Cette activité consiste à :

- Réaliser les plans et devis pour construction en lien avec la période d'appel d'offres et les addenda.

Biens livrables :

- Plans et devis émis pour construction.



SERVICES DURANT LA CONSTRUCTION
Cette activité consiste à :

- Assurer le suivi et la surveillance des travaux incluant réunions de chantier, rédaction des rapports de visite, mémos, directives, approbation des dessins d'atelier, coordination avec le laboratoire et les firmes d'ingénierie ;
- Valider l'implantation des ouvrages, le nivellement et les stratégies de drainage ainsi qu'approuver les végétaux avant la plantation ;
- S'assurer que chaque étape est complétée selon les règles de l'art avant de passer à l'étape suivante ;
- Faire la gestion des travaux supplémentaires à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire inclus aux imprévus ;
- Faire l'inspection finale des travaux et dresser la liste de déficiences;
- Émettre les recommandations relatives à l'émission des avis de réception provisoire et définitive des ouvrages ;
- Émettre les plans tels que construits.

Biens livrables :

- Directive de changements, croquis, dessins d'atelier, révisions, compte-rendu de réunion, recommandations de paiement, bilan final, acceptation provisoire et finale des travaux, liste de déficiences, plans tel que construit et autre document pertinent relatif au chantier.

MISE EN SERVICE
À cette étape très importante, nous assisterons la Ville au bon fonctionnement et à la livraison des équipements et travaux selon les étapes suivantes :

Mise en marche / formation :

- Les activités de mise en marche seront organisées et planifiées avec l'entrepreneur général, ses fournisseurs et les représentants de la Ville. Ces activités permettront si requis la formation du personnel pour certains équipements.
- De plus, cette étape s'avère très importante puisque nous allons compléter notre accompagnement et notre support à l'agent de mise en service pour tous les systèmes dont notre équipe a fait la conception.

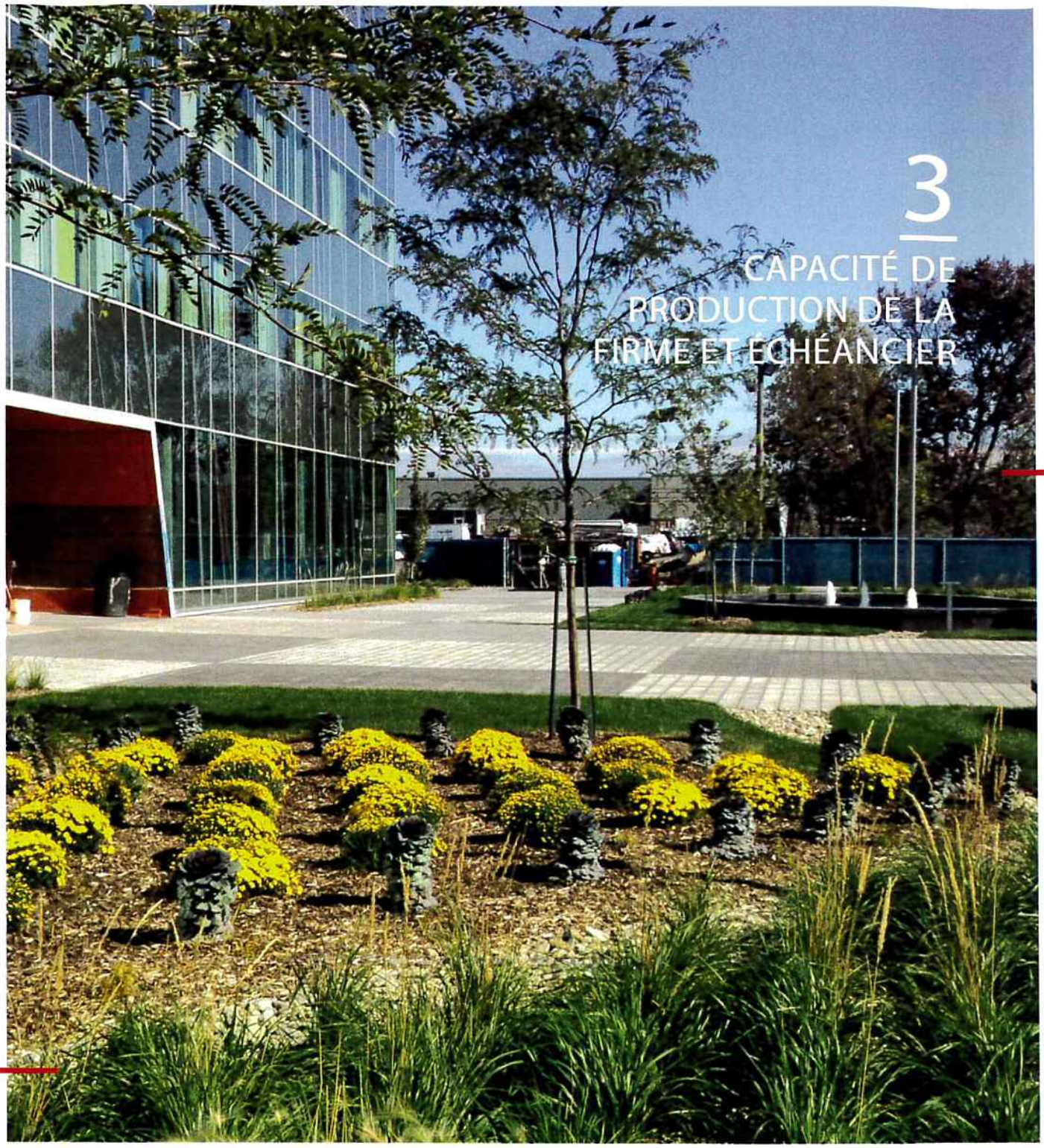
LEED : Suivi du processus de MES pour coordination de la documentation LEED.

PROCESSUS CONTINU D'ACCRÉDITATION LEED
Cette étape est intégrée à l'échéancier puisque le suivi et la préparation du processus LEED en continu selon la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal est primordiale pour assurer son efficacité et l'accélération de la présentation du dossier au Conseil et la certification finale.
LEED : Production d'une grille de suivi LEED avec commentaires, responsables et avancement (mise à jour à chaque étape). La fin du processus arrive à la réception du rapport de certification, terminant le processus d'audit LEED.

Q Aspect novateur demandé?

conteneurs maritimes?





3

CAPACITÉ DE PRODUCTION DE LA FIRME ET ÉCHÉANCIER

ERICSSON MONTRÉAL | gmad

RESSOURCES À VOTRE DISPOSITION

RESSOURCES GMAD	
ADMINISTRATION	3
ARCHITECTES	10
ARCHITECTES PAYSAGISTE	2
BACHELIER EN ARCHITECTURE	3
DESIGNERS D'INTÉRIEUR	4
MAQUETTISTE	1
MARKETING	1
MODÉLISATION 3D ET ANIMATION	1
SPÉCIALISTE LEED	1
STAGIAIRES	3
TECHNOLOGUE	1
TECHNICIENS ET DESSINATEURS	10
TOTAL	**40**

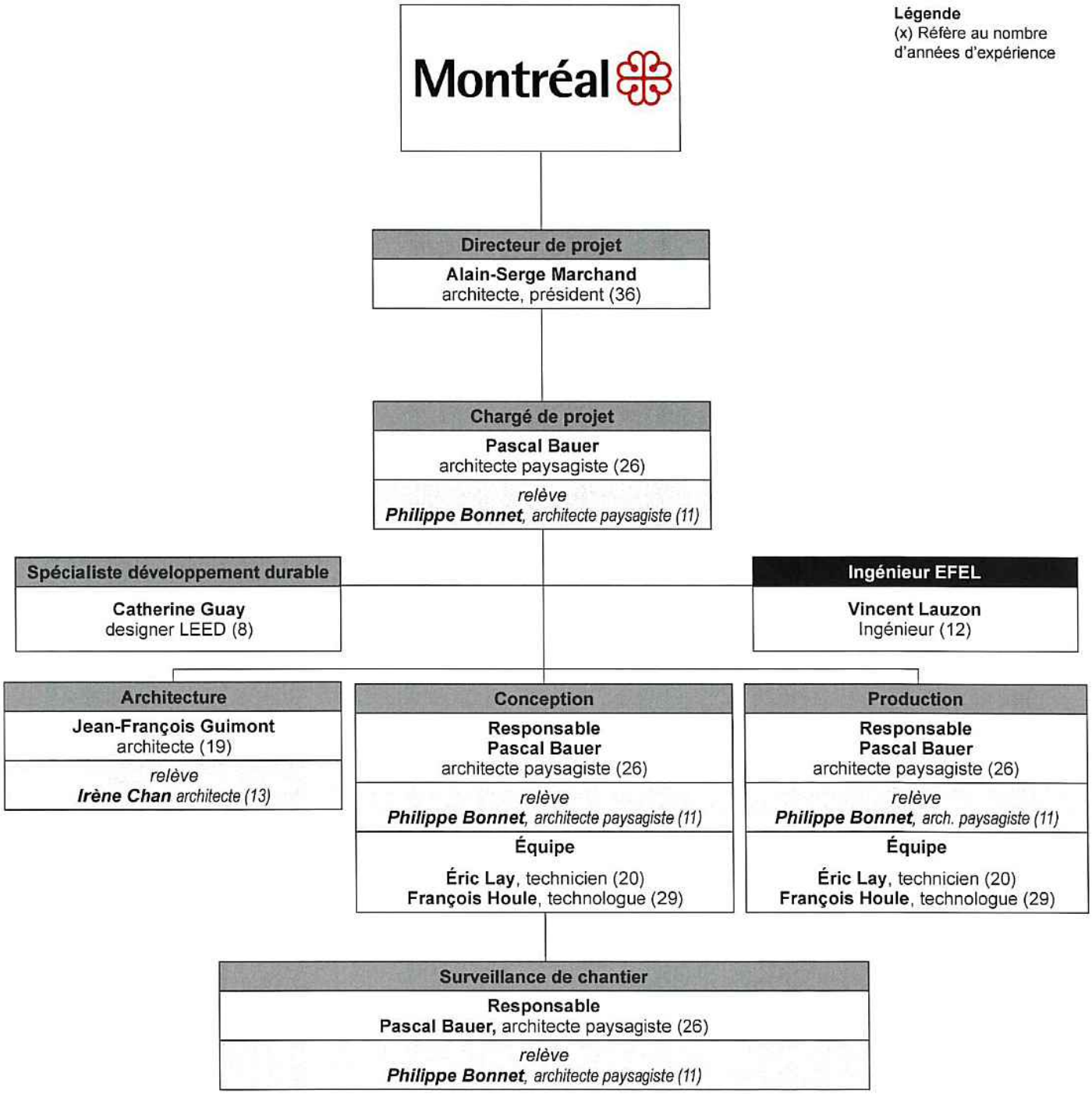


CARNET DE COMMANDES

Le tableau ci-après, démontre les projets de gmad impliquant les ressources présentées dans l'organigramme durant la période de production du projet de réaménagement du Parc Walter-Stewart.

Projets en cours	Portée	Date début-fin	Budget construction	Ressources et Affectation au cour du projet (%)
PLACE PUBLIQUE - ANJOU	Esquisses à surveillance	2016 - mai 2017	1.3 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Pascal Bauer (50%), Philippe Bonnet (40%), François Houle (5%)
PARC LUCIE-BRUNEAU	Esquisses à surveillance	2016 - mai 2017	1.2 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Pascal Bauer (50%), Philippe Bonnet (40%), François Houle (5%)
EVOL	Esquisses à surveillance	2016-2021	52 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), Philippe Bonnet (5%), Éric Lay (10%)
ORA	Esquisses à surveillance	2015-2019	93 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), Irène Chan (5%), Pascal Bauer (5%)
SOLANO	Esquisses à surveillance	2016-2020	57 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (15%), François Houle (5%), Éric Lay (10%)
L'INITIALE	Esquisses à surveillance	2015-2019	35 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (5%), Irène Chan (95%), Éric Lay (10%)
WILDERTON	Esquisses à surveillance	2016-2022	108 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Jean-François Guimont (5%), Irène Chan (75%), François Houle (40%), Philippe Bonnet (10%)
ARENA MARTIN-LAPOINTE	Esquisses à surveillance	2017-2020	6.6 M$	Alain-Serge Marchand (5%), Irène Chan (55%), Catherine Guay (10%), Éric Lay (10%), François Houle (35%)

ORGANIGRAMME



Capacité de relève
La répartition du travail dans l'équipe de projet sera faite de façon à maximiser l'efficacité de la réalisation des services professionnels. Au besoin, d'autres membres de notre personnel permanent participeront à certaines phases critiques du projet, pour faciliter la réalisation du mandat avec efficacité, et ce, selon l'échéancier convenu.

En plus des ressources clés, notre équipe est composée de plusieurs spécialistes afin de compléter l'ensemble des services nécessaires pour réaliser le projet. **gmad** vous propose une excellente capacité de relève et une grande disponibilité de ressources matérielles. L'organigramme de notre équipe illustre bien l'ampleur des ressources qui seront affectées à chacune des étapes du projet.

ÉCHÉANCIER

Le tableau ci-après, montre les étapes critiques du projet et a été établi selon les informations présentées dans des termes de références de l'appel d'offres. Pour chacune des étapes, nous avons illustré une période de réalisation durant laquelle chacun des intervenants collaboreront afin de mener à bien le projet. Si des changements devaient subvenir au moment de la réunion de démarrage, nous pourrons faire les ajustements.

	Description	2017																																		2018												2019						
		JUIN			JUILLET				AOUT				SEPTEMBRE				OCTOBRE				NOVEMBRE				DECEMBRE																															
		11 au 17 juin	18 au 24 juin	25 juin au 1 juil	2 au 8 juillet	9 au 15 juillet	16 au 22 juillet	23 au 29 juillet	30 juil au 5 aout	6 au 12 aout	13 au 19 aout	20 au 26 aout	27 aout au 2 sept	3 au 9 septembre	10 au 16 sept	17 au 23 sept	24 au 30 sept	1 au 7 octobre	8 au 14 octobre	15 au 21 octobre	22 au 28 octobre	29 oct au 4 nov	5 au 11 novembre	12 au 18 nov	19 au 25 nov	26 nov au 2 dec	3 au 9 décembre	10 au 16 dec	17 au 23 dec	24 au 30 dec	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
	Durée totale du mandat de ± 28 semaines																																																		
ÉTAPE 1	DÉMARRAGE DU PROJET																																																	
	Cette étape aura une durée de 1 semaine																																																	
1.1	Octroi du contrat (15 juin 2017)																																																	
1.2	Réunion de démarrage, définition du programme, des budgets, des contraintes du projet et présentation du plan de travail (réunion 1 - 16 juin 2017)																																																	
1.3	Coordination avec les membres de l'équipe et intervenants (ingénieurs et autres professionnels)																																																	
1.4	Présentation des documents requis et du plan de travail pour approbation (délai de 5 jours de calendrier)																																																	
ÉTAPE 2	ETUDES PRÉPARATOIRES																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 2 semaines																																																	
2.1	Cueillette des données et documents pertinents, visite du site et relevé photographique.																																																	
2.2	Visite du site et relevé photographique. Déterminer l'étendue des relevés complémentaires requis.																																																	
2.3	Inventaire des conditions existantes (données cartographiques, topographiques, drainage, services, etc.).																																																	
2.4	Recherche de fournisseurs (matériaux, mobilier, éclairage, etc.)																																																	
2.5	Coordination avec les intervenants (ingénieurs, ville, etc.)																																																	
2.6	Valider les conditions de raccordement aux services publics (aqueduc, égouts pluviaux, réseau électrique, etc.).																																																	
2.7	Mise en plan des conditions existantes (base NTM 83 fuseau 3).																																																	
ÉTAPE 3	CONCEPT																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 3 semaines																																																	
3.1	Programme et concept d'aménagement du chalet, équipements et aménagements extérieurs - Estimation classe D.																																																	
3.2	Plan d'aménagement préliminaire du pourtour du chalet et estimation classe C																																																	
3.3	Programme fonctionnel et technique (PFT) du chalet plans préliminaires et estimation classe C																																																	
3.4	Perspectives d'ambiance et plan d'ensemble																																																	
ÉTAPE 4	PLANS ET DEVIS PRÉLIMINAIRES																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 3 semaines																																																	
4.1	Coordination avec les intervenants (ingénieurs, ville)																																																	
4.2	Préparation des plans, devis et estimation classe B (75%), en tenant compte des commentaires de la Ville																																																	
4.3	Présentation des plans, devis et estimation (75%)																																																	
4.4	Préparation des plans, devis et estimation classe A (95%), en tenant compte des commentaires de la Ville																																																	
4.5	Présentation des plans, devis et estimation (95%)																																																	
ÉTAPE 5	PLANS ET DEVIS DÉFINITIFS																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 3 semaines																																																	
5.1	Préparation des plans et devis finaux incluant estimation classe A (100%), en tenant compte des commentaires de la Ville.																																																	
5.2	Présentation des plans et devis finaux incluant estimation (100%).																																																	
5.3	Préparation des documents de soumission (Plans et devis « émis pour soumission», bordereau de soumission) incluant les exigences particulières.																																																	
ÉTAPE 6	APPEL D'OFFRES																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 6 semaines																																																	
6.1	Dépôt des documents d'appel d'offres (22 août).																																																	
6.2	Période de l'appel d'offres sur le site du SEAO (publication 22 août 2017, ± 3 semaines).																																																	
6.3	Assistance professionnelle à la Ville et préparation d'addenda, si requis.																																																	
6.4	Analyse des demandes d'équivalence, s'il y a lieu.																																																	
6.5	Ouverture des soumissions, analyse des soumissions et recommandation (11 septembre 2017).																																																	
6.6	Octroi du contrat à l'entrepreneur (19 septembre 2017)																																																	
ÉTAPE 7	SERVICES DURANT LA CONSTRUCTION																																																	
	Cette étape aura une durée de ± 14 semaines																																																	
7.1	Émission des plans et devis pour construction																																																		
7.2	Réunion de démarrage avec l'entrepreneur et les principaux intervenants (réunion 6 - semaine du 25 octobre 2017).																																																	
7.3	Revoir les objectifs et la démarche de travail, fixer les modalités de coordination et l'échéancier des travaux.																																																	
7.4	Analyse et approbation des dessins d'atelier, échantillons soumis et équivalences (s'il y a lieu).																																																	
7.5	Surveillance en résidence du chantier, vérification de la conformité des travaux, réunions de chantier, rapports et bilans, suivi administratif et correspondances diverses.																																																	
7.6	Coordination et collaboration avec professionnels et laboratoire (contrôle de la qualité).																																																	
7.7	Coordination et collaboration avec professionnels et le laboratoire (contrôle de la qualité).																																																	
7.8	Fin des travaux (fin juin 2018).																																																	
7.9	Inspection et acceptation provisoire des travaux (début juillett 2018).																																																	
7.10	Relevés des ouvrages construits, annotation des documents originaux et dépôt des plans tel que construit.																																																	
ÉTAPE 8	CLOTURE DU PROJET																																																	
	Cette étape aura une durée de 1 jour																																																	
8.1	Acceptation définitive des travaux (juillet 2019).																																																	

LÉGENDE

- PÉRIODE DE TRAVAIL
- ACTIVITÉ PONCTUELLE
- APPEL D'OFFRES
- RÉALISATION
- REUNION / RENCONTRE DE TRAVAIL
- LIVRABLES
- OCTROI DES MANDATS



4

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DE LA FIRME DANS DES TRAVAUX SIMILAIRES

PARC ILE DEMERS CARIGNAN | gmad

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DES FIRMES DANS DES PROJETS SIMILAIRES

1

PARC LUCIE-BRUNEAU



CLIENT Ville de Montréal

RÉFÉRENCE M Réal Lafleur
directeur
514-493-5111

ANNÉES DE RÉALISATION
2017

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 1.2 M$

SUPERFICIE 10 000 m²

AUTRES CONSULTANTS DWB (ingénieur mécanique)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (50%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (40%)
François Houle, technicien 3D (5%)

DESCRIPTION

Aménagement d'un parc existant par restructuration, marquage et hiérarchisation des grands axes de circulations et des entrées au parc. Aménagement d'une placette d'accueil au pavillon principal et refection des aires de jeux pour enfant. Installation d'équipements d'entraînement extérieur le long de la piste de course et d'un volley-ball de plage.
gmad a procédé à la préparation des plans et devis, documents d'appel d'offres et la surveillance des travaux pendant la construction pour les travaux de réfection des infrastructures du parc Lucie-Bruneau. De façon générale, gmad s'est assurer que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'oeuvre respectaient les exigences des documents contractuels. Nous avons également recommander à la Ville les modifications requises et les actions à prendre pour assurer la bonne marche des travaux.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs et représentants de la Ville.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Plusieurs installations sportives
- Parcs de quartier répondant aux demandes des citoyens.
- Développement de mobilier disctinctif adapté au projet
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Lieu de destination «nature».

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 921 000$
Budget réel : 819 000$

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : été 2017
Échéancier réel : été 2017

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'un parc verdoyant et d'une piste multifonctionnelle
- Aménagements en milieu urbain
- Création d'un lieu « destination » attrayant pour tous
- Mettre en valeur le potentiel récréatif naturel du parc







2

CAMPUS COORPORATIF ERICSSON

CLIENT Groupe Montoni

RÉFÉRENCE M David Paulozza
Vice-président construction
450-978-7501

ANNÉES DE RÉALISATION
2016

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 4 M$

SUPERFICIE 27 000 m²

AUTRES CONSULTANTS GKL (architecture)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (40%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (50%)
Éric Lay, technicien, production plans et devis (5%)



DESCRIPTION

Ce nouveau siège social offre des espaces de bureaux uniques qui répondent aux besoins de ses occupants, tels que des pistes piétonnes et cyclables, un service de garderie ainsi qu'une immense cafétéria. gmad a été mandaté pour la portion de l'architecture du paysage. Le campus tente d'instaurer un dialogue entre l'architecture et la nature. Une pixellisation en dégradé des surfaces dures et vertes qui s'entrecroisent, se mélangent, s'organisent ou se désorganisent et permet de réconcilier les vastes espaces de type naturel (bassin de rétention, talus planté) avec les besoins d'organisation et d'ordre requis par les fonctions de bureau d'un aussi vaste bâtiment (stationnement, terrasse, esplanade sur pavé perméable). Le programme inclus aussi l'aménagement d'une cour de garderie extérieure.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs, les architectes et représentants de Groupe Montoni.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Intégration de mobilier urbain adapté au projet
- Création d'une identité distinctive;
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Esprit d'innovation;
- Certification LEED.

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 1 M$ (paysage)
Budget réel : 1 M$ (paysage)

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : été 2016
Échéancier réel : été 2016

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'un parc verdoyant
- Aménagements en milieu urbain
- Mettre en valeur le site
- Création de plusieurs zone d'activités pour convenir aux usages de tous.







3 PLACE PUBLIQUE DE L'HOTEL DE VILLE D'ANJOU



CLIENTS Ville de Montréal

RÉFÉRENCE M Réal Lafleur
Directeur
514-493-5111

ANNÉES DE RÉALISATION
2017

COÛT APPROXIMATIF DU MANDAT 1.3M$

SUPERFICIE 10 000 m²

AUTRES CONSULTANTS Beaudoin Hurens (ingénieur mécanique)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE ET LEURS RESPONSABILITÉS

Alain-Serge Marchand, architecte, directeur de projet (5%)
Pascal Bauer, architecte paysagiste, chargé de projet, suivi des travaux, contrôle qualité et validation des coûts (50%)
Philippe Bonnet, architecte paysagiste, production plans et devis (40%)
François Houle, technicien 3D (5%)

DESCRIPTION

Le projet vise l'installation d'une place couverte et l'élaboration d'un aménagement paysager pour accueillir des activités culturelles, récréatives ou encore de la danse en ligne. Cet espace récréatif a été spécialement conçu pour permettre, entre autres, la tenue d'activités culturelles diverses et d'événements spéciaux. La configuration actuelle du parc, qui comprend deux buttes, a été mis à profit et offre une perspective naturelle sur la scène construite en contrebas. La place se veut un lieu de rencontres et d'échanges, un carrefour citoyen comme il n'en existait pas dans cet arrondissement. Bancs publics et tables à pique-nique sont ajoutés en certains endroits du parc. Un espace détente, qui prend la forme d'une aire de lecture, a aussi été aménagé près de la bibliothèque et offre une vue sur la place.

PORTÉE DES SERVICES RENDUS

- Mise en valeur de site
- Études et analyses
- Plan d'ensemble et concept
- Plans et devis
- Surveillance des travaux
- Coordination avec les ingénieurs et représentants de la Ville.

SIMILITUDES AVEC LE PRÉSENT MANDAT

- Place de quartier répondant aux demandes des citoyens.
- Développement de mobilier disctinctif adapté au projet
- Partis pris et concept en lien avec le génie du lieu;
- Création d'une identité distinctive;
- Lieu de destination culturel et communautaire.

CONTRÔLE DU BUDGET (AUCUN ÉCART)

Budget prévu : 1 235 840$ (paysage)
Budget réel : 1 195 450$ (paysage)

Dès le début du projet, nous avons mis de l'avant une méthode qui vise à éviter les dérapages conceptuels qui peuvent entrainer des dépassements de coûts. Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle du budget. De plus, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Client. M Bauer a adopté une approche proactive de manière à orienter les décisions de design ayant un impact sur les coûts de projet. Le respect du budget a également été atteint par l'établissement d'un plan de coût détaillé revu à chaque étape. Une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart a été réalisée en coordination avec le client.

CONTRÔLE DE L'ÉCHÉANCIER (AUCUN ÉCART)

Échéancier prévu : mai 2017
Échéancier réel : mai 2017

M. Bauer a utilisé les pratiques et méthodes implantées incluant un système informatisé de gestion des échéanciers et des réunions régulières qui assurent que les balises de production des livrables sont respectées. Il a effectué un suivi de l'évolution des livrables en fonction de l'échéancier et a eu une approche proactive à l'identification et à la correction de tout écart potentiel.

CONTRAINTES ET DÉFIS

- Conception d'une Place Publique
- Aménagements en milieu urbain
- Mettre en valeur le site
- Création de plusieurs zone d'activités pour convenir aux usages de tous.

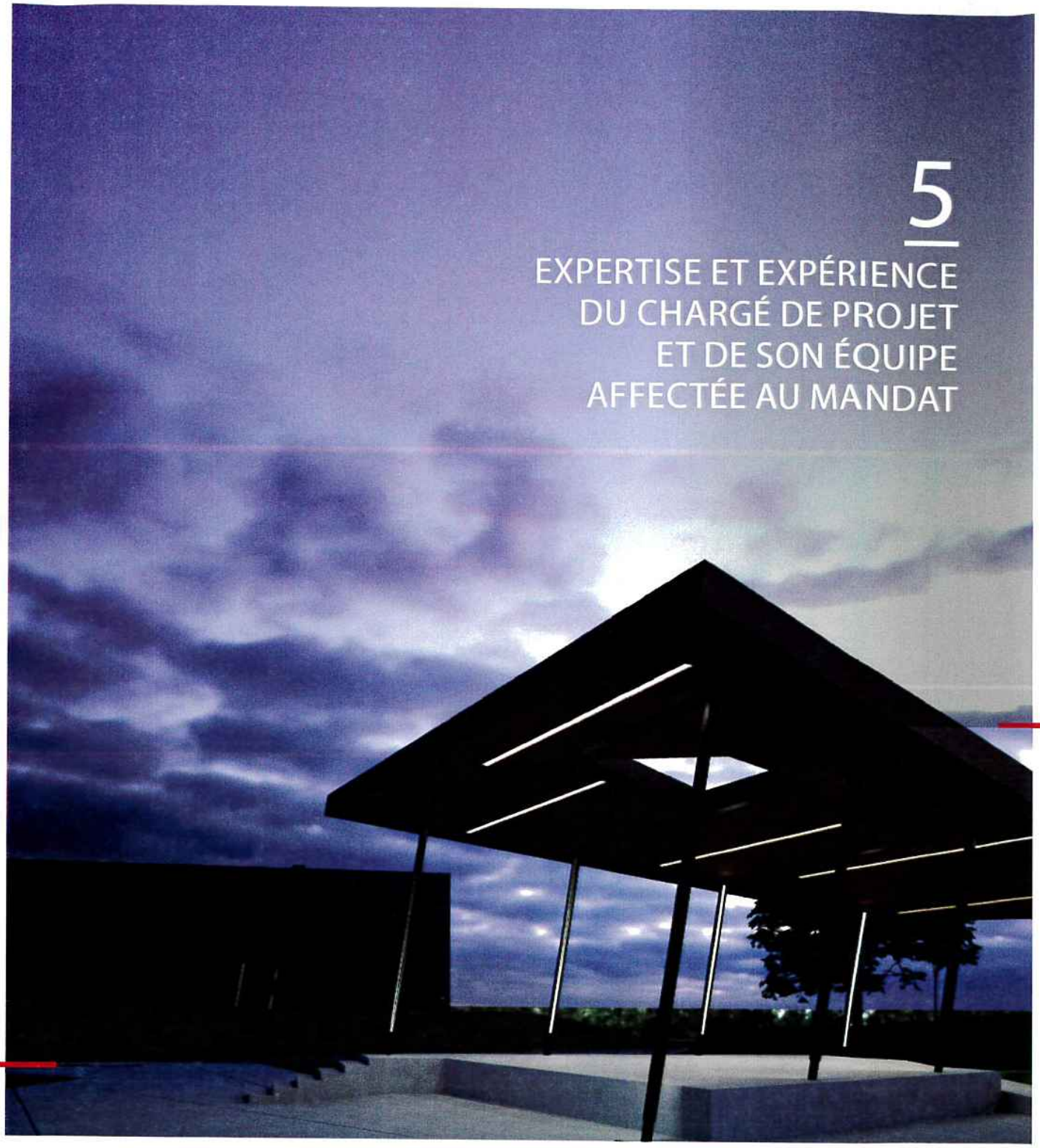






5

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DE SON ÉQUIPE AFFECTÉE AU MANDAT



PLACE PUBLIQUE HOTEL DE VILLE ANJOU | gmad

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET COORDONNATEUR DE L'ÉQUIPE

Pascal Bauer, architecte paysagiste
Temps consacré à la mission : 40 %

FORMATION

Baccalauréat en architecture de paysage Université de Montréal (Québec) 1997

Brevet de fin d'étude en moulage plastique, option création École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1977

Brevet de technicien École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1976

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

Membre de l'Ordre des Architectes Paysagiste du Québec (1997)
Membre de l'Ordre des Architectes Paysagiste du Canada (1997)

Monsieur Pascal Bauer possède 25 années d'expérience en aménagement, dont 16 ans en architecture de paysage et travaille au sein de gmad depuis 2 ans. Son parcours professionnel l'a mené à se spécialiser dans l'aménagement de parcs municipaux et espaces verts récréatifs. Au cours de ces années il a développé une expertise particulière en aménagement écologique et dans l'aménagement et le contrôle des aires et équipements de jeux pour enfants.

M. Bauer a été impliqué dans toutes les phases d'élaboration de projets d'aménagement de parc, de la conception, à la production de plans et devis jusqu'à la surveillance des travaux en chantier. Il est souvent sollicité dans la surveillance et la gestion de chantier d'importance. Sur le plan de la gestion, il est régulièrement appelé à diriger des équipes multidisciplinaires, coordonner les manufacturiers et les entrepreneurs. Il a le souci du travail bien fait et s'applique à ce que les échéanciers, les coûts d'objectif et les intérêts du client soient toujours en contrôle. M. Bauer a également développé une excellente connaissance des végétaux indigènes et horticoles appliqués à l'aménagement d'espaces publics ce qui contribue grandement à la qualité et à la pérennité des projets auxquels il participe.



RESPONSABILITÉ DE GESTION LORS DE PROJETS SIMILAIRES

M. Bauer gère, depuis plusieurs années, des projets de design et de construction présentant des problématiques complexes et des échéanciers serrés. Il a participé à la conception et à la réalisation des documents d'exécution de divers espaces publics dont plusieurs parcs municipaux et de projets à caractère environnementaux. Ayant oeuvré auprès de divers organismes publics, il possède une grande connaissance des enjeux et problématiques reliés à l'aménagement urbain, à la récréation et à l'environnement régional. M. Bauer est également reconnu pour sa grande capacité à communiquer efficacement, tant avec le client, l'entrepreneur, les divers intervenants qu'avec les membres de l'équipe.

HABILETÉ EN COMMUNICATION ET RÉSOLUTION DE CONFLITS

Excellent négociateur et communicateur, orienté vers la qualité, les échéances et la satisfaction du client. M.Bauer est habile à diriger des équipes multidisciplinaires de professionnels. Axé sur la recherche de solutions créatives, la qualité, le respect des échéanciers et des budgets et de la satisfaction du client, il possède une grande capacité à mobiliser les compétences et l'expertise d'une équipe multidisciplinaire, à dégager des consensus et à diriger l'information auprès des intervenants. M.Bauer sera responsable de dresser le plan de communication et de s'assurer que toutes les parties soient informées pleinement du projet.

EXTRAIT DES RÉALISATIONS EN AMÉNAGEMENTS DE PARCS

Parc Roger-Rousseau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement d'aires de jeu et de jardins communautaires - 2017.
Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement de stations d'exercice - 2017.
Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, réfection des infrastructures du parc - 2017.
Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou, aménagement du parc avec une scène extérieure - 2017.





FACILITÉS MISES À LA DISPOSITION DE LA VILLE

La communication avec la ville sera faite par la même personne afin de ne pas donner d'informations divergentes. Il serait également apprécié que la ville désigne aussi de son côté un représentant, et ce afin d'accélérer les discussions et la résolution des problèmes qui peuvent subvenir. Chez gmad, la liaison sera assurée par Pascal Bauer, qui sera également le chef de file de l'équipe. Toute réunion de coordination ou de chantier fera l'objet d'un procès-verbal. Toute décision prise dans le cours du projet fera l'objet d'un écrit transmis à la Ville. La Ville recevra copie de toute correspondance adressée à l'entrepreneur durant la construction et il sera exigé de l'entrepreneur de procéder ainsi pour toute correspondance adressée à l'architecte paysager principal. La présentation de documents par étapes graduelles de réalisation et leur approbation par les différents intervenants seront assurés tout le long du projet afin d'assurer un contrôle de la qualité et de la durabilité des aménagements proposés.

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DE L'ÉQUIPE DÉDIÉE AU PROJET

LA FORCE DE gmad

Chez gmad, il n'y a jamais de défis que nous ne pouvons pas relever. Notre feuille de route en fait foi! Mais derrière toutes ses réussites, se trouve une explication; la créativité et la recherche des meilleures solutions qui sauront répondre à l'ensemble des contraintes. En effet, grâce à l'approche multidisciplinaire et à la grande compétence des employés chevronnés de l'équipe, nous sommes à même de trouver des solutions innovantes qui respectent les désirs du client tout en permettant que le projet se déroule au bon rythme. De plus, les professionnels qui travaillent sur le projet et sur le chantier sont toujours bien orientés et sont régulièrement consultés, permettant une synergie efficace et rentable. Notre clientèle apprécie notre support et la taille de notre bureau. Nous maintenons la taille du bureau pour que nos clients sentent que notre attention personnalisée est portée vers ses besoins tout en ayant suffisamment de ressources pour être capable de relever tous les défis et les envergures de projets qui nous sont proposés. Aussi, une de nos forces est le réinvestissement continu dans la formation de tout notre personnel ainsi que dans la technologie, ce qui nous permet d'être efficaces et d'aller au delà des attentes du client.

CONNAISSANCES DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

Nos interventions antérieures ont permis, entre autres de développer notre connaissance des besoins et des attentes de la Ville et du haut niveau de qualité attendu, tant pour les services professionnels que pour les résultats concrets sur le site. gmad rassemble des professionnels aux horizons les plus divers. Ainsi, designers, architectes paysagistes et architectes se côtoient et ont l'habitude de collaborer en fonction des besoins des différents mandats. Ces professionnels sont appuyés par une solide équipe de techniciens et graphistes/infographistes, maîtrisant les dernières technologies 2D, 3D et animation. Grâce à cette approche valorisant la collaboration, l'interaction et la complémentarité, la firme dépasse les barrières disciplinaires traditionnelles en constituant des équipes de travail intégrées, motivées par la recherche d'une réelle valeur ajoutée. De plus, le développement durable s'intègre naturellement à notre pratique, nourrit toutes réflexions, améliore toutes solutions, amenant les projets ailleurs, vers l'innovation et le mieux-être des usagers.

Toutes les ressources proposées sont prêtes et disponibles pour la réalisation du mandat en fonction de l'échéancier envisagé. Tous les CV sont placés en annexes.

ALAIN-SERGE MARCHAND, ARCHITECTE PRÉSIDENT

RÔLE/MANDAT	Chargée de discipline en architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	36
		O.A.Q.	1987
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	5% des heures globales.		

En tant que directeur de projet, Alain-Serge Marchand aura la responsabilité d'administrer le projet. Il aura la charge de gérer les contrats des sous-experts et de résoudre les enjeux de l'équipe de projet. Il assistera le chargé de projet en architecture dans certaines tâches administratives. Il participe au concept architectural, aux réunions du comité de direction et, lorsque requis, aux réunions du comité de revue de projet. Alain-Serge Marchand, président et architecte senior détient plus de 30 années d'expérience et offre à sa clientèle une expertise variée dans plusieurs secteurs tels que: municipal, commercial, industriel, résidentiel et sportif.

PHILIPPE BONNET, ARCHITECTE PAYSAGISTE

RÔLE/MANDAT	Relève de Pascal Bauer	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	11
		A.A.P.Q	2013
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	15 % des heures globales.		

Philippe Bonnet agis comme chargé de conception et possède une expertise de plus de 11 ans en architecture de paysage. Concepteur né, Philippe possède un baccalauréat en architecture de l'école d'architecture de Paris La Villette ainsi qu'un baccalauréat en architecture de paysage de l'Université de Montréal (2003). Il a eu la chance au cours de ces 8 années d'études en double formation sur 2 continents de développer une approche conceptrice approfondie et personnelle. Philippe s'amuse avec maitrise, professionnalisme et liberté à faire se rencontrer son approche artistique de grands gestes spatiaux avec la réalité fonctionnelle et technique des projets pour en faire des espaces uniques, fonctionnels et forts avec une personnalité clairement définie.

VINCENT LAUZON, INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL (FIRME : EFEL)

RÔLE/MANDAT	Volet génie civil	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	12
		OIQ	2005
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales.		

M. Lauzon a débuté sa carrière pour la firme GENIVAR pour laquelle il a oeuvré pendant douze (12) ans. Il s'est rapidement démarqué par son professionnalisme et il a été pendant longtemps le plus jeune actionnaire de cette firme. Son parcours professionnel est linéaire, puisqu'il a gravi les échelons grâce à son travail acharné. D'abord attitré à la surveillance de chantier, il a ensuite été ingénieur de projet, puis a rapidement été promu comme chargé de projet, où à ce titre, il était responsable de plusieurs clients importants. En plus d'avoir développé ses connaissances techniques sur des projets d'envergure, il a inspiré les gens qui travaillaient autour de lui par son leadership naturel. En 2014, conjointement avec son partenaire de longue date Steven Frenza et le laboratoire Solmatech, il fonde la firme d'ingénierie EFEL Experts-conseils afin de délivrer un meilleur service global aux clients qu'il dessert. À titre de Directeur – Infrastructures urbaines, il s'assure que les projets livrés à la clientèle respectent les plus hauts standards de qualité et répondent aux besoins et exigences de celle-ci.

JEAN-FRANÇOIS GUIMONT, ARCHITECTE

RÔLE/MANDAT	Responsable de l'architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	23
		O.A.Q.	2004
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	3% des heures globales		

En tant que responsable en architecture, Jean-François s'assure que l'approche conceptuelle atteigne les objectifs du client. Il s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture en fonction des normes du Client. Jean-François œuvre dans le domaine de la construction depuis près de vingt-cinq ans. Habile intégrateur, son leadership et son écoute, autant envers le client qu'envers les membres de l'équipe lui a permis de réaliser de nombreux projets architecturaux complexes de grande qualité. Depuis son arrivé chez gmad, il exerce le rôle de directeur de projet sur de nombreux projets d'envergure et est également responsable au niveau corporatif du développement des affaires et du développement des marchés.

IRÈNE CHAN, ARCHITECTE

RÔLE/MANDAT	Relève de l'architecture	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	13
		O.A.Q.	2012
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	2% des heures globales		

Irène Chan possède 13 ans d'expérience dans la réalisation de plus d'une centaine de projets de constructions neuves, de rénovations et d'agrandissements et d'études de faisabilité. Mme Chan maîtrise parfaitement la coordination de la réalisation de plans et devis, d'estimations de coûts et d'échéanciers et de la surveillance des travaux qu'il s'agisse de constructions neuves, d'agrandissements majeurs, de rénovations fonctionnelles, d'intégration d'équipements spécialisés ou de travaux en maintien d'actifs.

ÉRIC LAY, TECHNICIEN

RÔLE/MANDAT	Membre de l'équipe de conception et de production	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	20
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales		

Éric possède 20 ans d'expérience dans le domaine de l'architecture et en paysage et se spécialise en coordination de projet et en élaboration de détails architecturaux. L'exhaustivité de ses connaissances techniques fait de lui un spécialiste en enveloppe du bâtiment de premier choix. En tant que responsable de la production, Éric Lay s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture et d'aménagement présentés, et ce, en fonction des normes du Client. Sa spécialité est le développement et le design. Ses compétences sont multiples et il s'implique à plusieurs niveaux pour les projets, de la phase design jusqu'au suivi de chantier. Son perfectionnisme et son application au travail font de lui un collaborateur fiable et précieux.

FRANÇOIS HOULE, TECHNOLOGUE

RÔLE/MANDAT	Membre de l'équipe de conception et de production	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	29
		O.T.Q.	2014
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	10% des heures globales		

Ayant travaillé comme technologue et designer 3D pendant plus de 18 années aux États-Unis, François apporte à gmad une vision nouvelle et originale de l'imagerie 3D. Sa grande expertise lui permet d'offrir aux clients, une imagerie innovatrice et de grande qualité. François travaillera en collaboration avec l'équipe de conception afin de développer une solution définissant les détails architecturaux. Il travaillera en collaboration avec les équipes de production et d'aménagement du site, pour élaborer un concept répondant à toutes les attentes du client.

CATHERINE GUAY, DESIGNER LEED

RÔLE/MANDAT	Spécialiste en développement durable	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	8
EFFORT CONSACRÉ AU MANDAT	5% des heures globales.		

Catherine possède huit années d'expérience en design d'intérieur. Passionnée dans son travail, sa créativité et sons sens de l'innovation la démarque. Catherine se tient à jour dans son expertise et s'intéresse à d'autres domaines et tâches connexes. La fonction principale de la spécialiste en développement durable sera d'établir les principes en développement durable à mettre en pratique pour le projet et de s'assurer de l'efficacité de ceux-ci. Une fois ces principes établis, elle devra voir à la bonne compréhension de ceux-ci par tous les intervenants et s'assurer de leur intégration dans le PRP. Elle sera aussi responsable du processus d'acréditation LEED.





6
ANNEXES

PARC ILE DEMERS CARIGNAN | gmad

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Marchand	Alain-Serge

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente de Lasalle	DES	1970	1975
COLLÉGIALE	Cégep de Trois-Rivières	DEC sciences pures	1975	1977
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1977	1981
AUTRE	Université Royale	certificat en architecture-design	1981	1981

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 1987 / OAA : 1999 / AAA : 1999	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	1987	aujourd'hui	architecte, président
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Fondateur de la compagnie			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			
NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de projet
Aréna Junior de Montréal	Conception/ exécution	55 M$	2011	chargé de projet
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR  DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bauer	Pascal

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Collège N. D de Bury	BEPC	1968	1972
COLLÉGIALE	École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement	Brevet en moulage plastique	1976	1977
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1993	1997
AUTRE	École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement	Brevet de technicien	1973	1976

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) AAPQ : 1997 / AAPC : 1997	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2015	aujourd'hui	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Karyne Architecte paysagiste Inc.	2012	2015	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			
NOM : Beaupré et associés experts conseils Inc.	2010	2012	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de l'architecture de paysage			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Parc Lucie-Bruneau	aménagement	1.2 M$	2017	chargé de projet
Parc St-Laurent	travaux de réfection	0,9 M$	2015	chargé de projet
Parc Champigny	plan directeur de réaménagement	1.9 M$	2013	chargé de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bonnet	Philippe

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	École Bon-Accueil	Brevet	1986	1991
COLLÉGIALE	Lycee Dumont D'Urville	BAC général	1991	1995
UNIVERSITAIRE	École Nationale supérieure	Diplome 1e & 2e cycle architecture	1995	2000
AUTRE	Université de Montréal	BAP architecture	2000	2003

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) AAPQ : 2013 / AAPC : 2013	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2015	aujourd'hui	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : architecte paysagiste			

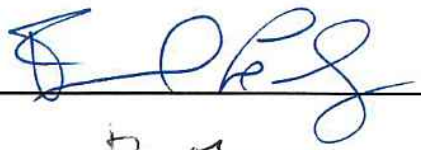
EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Lafrenière architecture de paysage	2014	2015	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : architecte paysagiste			
NOM : Beaupré et associés experts conseils Inc.	2008	2014	architecte paysagiste
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :architecte paysagiste			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Parc Lucie-Bruneau	aménagement	1.2 M$	2017	architecte paysagiste
Place publique Anjou	aménagement	1.3 M$	2017	architecte paysagiste
Ericsson	Conception/ exécution	4 M$	2016	architecte paysagiste

SIGNATURES

EMPLOYEUR  DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ  DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guay	Catherine

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE				
COLLÉGIALE	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	Techniques Design d'intérieur	2006	2009
UNIVERSITAIRE	École Polytechnique Montréal UDM	Certificat en Bâtiment durable	2013	2015
AUTRE	École de technologie supérieure ÉTS	Certificat en Gestion de la construction	2015	2017

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2017	aujourd'hui	designer d'intérieur LEED
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Spécialiste en développement durable			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : SAQ	2011	2017	Technicienne en aménagement,
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Aménagement réseau des succursales et Aménagement corporatif et ingénierie			
NOM : Lemay CO Inc.	2009	2011	designer d'intérieur
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : réalisation du concept d'aménagement intérieur, plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
SAQ Marché central	efficacité énergétique	38 000$	2016	spécialiste LEED
SAQ Cote-Vertu LEED Argent	Conception/ exécution	200 000$	2014	spécialiste LEED
(CCQ) Commission de la construction du Québec	Rénovation/ construction LEED OR	45 M$	2012	designer d'intérieur

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guimont	Jean-François

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente des Sources	DES	1987	1989
COLLÉGIALE	Cégep St-Laurent	Technique en architecture	1989	1996
UNIVERSITAIRE	Université de Montréal	BAC en architecture	1996	2000
AUTRE	Université Concordia	Mineur en gestion	1991	1992

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ) OAQ : 2004 /NCARB : 2004 /IRAC : 2010/ OAA : 2017	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2016	aujourd'hui	architecte
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, responsable du développement d'affaires et de la gestion			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Lemay	2014	2016	architecte, associé
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, associé			
NOM : IBI | MMB	2009	2014	architecte, associé
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Directeur de projets, associé responsable de la gestion du bureau			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
EVOL	Complexe résidentiel	52 M$	2016-2021	chargé et directeur de projet
Ora	Complexe à usage mixte	93 M$	2015-2019	directeur de projet
L'Initiale	Complexe à usage mixte	35 M$	2015-2019	directeur de projet

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Chan	Irène

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Présentation de Marie	DES	1992	1997
COLLÉGIALE	Cégep de Granby Haute-Yamaska	DEC sciences pures	1997	2000
UNIVERSITAIRE	Université Laval	BAC en architecture	2001	2003
AUTRE	Université de Montréal	Maitrise en architecture	2003	2005

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 2012	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2008	aujourd'hui	architecte
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de conception			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Architecte Beauchamp & Bourbeau	2004	2005	emploi étudiant
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : apprentissage			
NOM :			
DESCRIPTION DE LA TÂCHE :			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de concept
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	chargé de concept
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de concept

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Lay	Éric

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Calixa-Lavallée	DES	équivalence	1986
COLLÉGIALE	Cégep St-Laurent	DEC Technique architecture	1991	1994
UNIVERSITAIRE				
AUTRE				

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
OAQ : 1984	

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2001	aujourd'hui	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Responsable de production			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Pierre Collette & Alian Duval	1992	2001	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : conception et production de plans et devis			
NOM : Axor	1991	1992	tecnicien en architecture
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : conception et production de plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	chargé de production
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	chargé de production
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	chargé de production

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Houle	François

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	Polyvalente Lavigne	DES	1975	1980
COLLÉGIALE	Collège Ahuntsic	DEC	1980	1982
UNIVERSITAIRE	California College of Arts and Crafts	BAC architecture	1985	1988
AUTRE	Art Institute of Seattle	Certificat animation 3D	1998	1999

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
Ordre des Technologues professionnels du Québec	2014

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : Groupe Marchand Architecture & Design	2007	aujourd'hui	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Membre de l'équipe de conception			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : The Boeing Company	1996	2005	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : animation 3D, conception et production de plans et devis			
NOM : Entrepreneur	1988	1996	technologue
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : animation 3D, conception et production de plans et devis			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Aréna de Châteauguay	Rénovation/ agrandissement	16 M$	2011	membre de l'équipe de conception
SAQ Cote-Vertu	Conception/ exécution LEED Argent	200 000$	2014	membre de l'équipe de conception
Siège social Technoparc de Montréal	Nouvelle construction LEED Argent	2.2 M$	2013	membre de l'équipe de conception

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ DATE 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ DATE 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

Architecte, président **Alain-Serge marchand**

Alain-Serge Marchand, fort de son expérience, oriente les décisions architecturales et est responsable de la définition et de l'application du plan de travail. Il agit comme contact principal du client pendant toute la durée du mandat et c'est à lui que doivent se rapporter les différents chargés de discipline. Il est responsable de la coordination de l'équipe et de la gestion pour tous les rapports et approbations avec les autorités ayant juridiction. Le chargé de projet se rapporte au gestionnaire de projet du client et met à sa disposition les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du projet. Alain-Serge Marchand, président et architecte senior détient plus de 35 années d'expérience et offre à sa clientèle une expertise variée dans plusieurs secteurs tels que: municipal, commercial, industriel, résidentiel et sportif. Chargé de projets, il s'implique dans toutes les phases de design et d'exécution, s'assurant d'offrir à son client comme résultat final; un produit esthétique, fonctionnel respectant le budget et les échéanciers demandés.

Formation générale

- 1985 Institut de Technologie Dalian, R.P.C., Chine, ancienne architecture chinoise
- 1983 Université d'Alberta, Alberta, Études au niveau de la maîtrise en économie
- 1981 Université Royale, Copenhague, Danemark, Certificat en architecture-design
- 1981 Université de Montréal, Montréal, Québec, Baccalauréat en architecture

Associations et ordres professionnels

- 2009 Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa)
- 1999 Membre de l'Association des Architectes de l'Alberta (AAA)
- 1999 Membre de l'Association des Architectes de l'Ontario (OAA)
- 1987 Membre de l'Ordre des Architectes du Québec (OAQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 1995 à 2007 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, Marchand architectes Montréal, QC
- 1988 à 1995 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, Rogers architectes, Montréal, Québec

Prix, concours, publications et expositions

- 2013 1er Prix, Structura, catégorie résidentielle, Symphonia, l'île-des-Soeurs, Québec
- 2007 1er Prix, Institut de Design Urbain, Les Promenades du Parc, Longueuil, Québec
- 1996 1er Prix, Concours National, Parc des Explorateurs, Aylmer, Québec

Projets pertinents

AMBIANCE - ÎLE-DES-SOEURS

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 257 condos et appartements
Étages 8
Coût 36 M$
Complété 2003

Située à proximité de nombreux services de première ligne, cette résidence offre à ses habitants plusieurs ser-vices propices afin de favoriser la vie communautaire. Le bâtiment de 8 étages compte 209 condominiums destinés aux personnes retraitées et autonomes et 48 studios sont réservés aux personnes nécessitant des soins adaptés. Les résidents peuvent se détendre sur l'une des 3 terrasses, dont l'une, située sur le toit offre une vue imprenable sur le centre-ville de Montréal.



CENTRE COMMUNAUTAIRE DU MONT ST-HILAIRE

Type Institutionnel
Client Groupe Maurice
Superficie 16 000pi² / 1 486 **m²**
Étages 2
Coût 3 M$
Complété 2008

Centre communautaire construit face à l'hôtel de ville fait partie d'un ensemble de bâtiments qui regroupent divers services pour la municipalité. Au rez-de-chaussée se trouve une grande salle multi-fonctionnelle. Au premier étage, nous retrouvons plusieurs petites salles qu'occupent les diverses associations communautaires et sportives de la ville. Un aménagement paysager et une terrasse complète l'extérieur du bâtiment.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.



Architecte, président Alain-Serge marchand (suite)

LES PROMENADES DU PARC - QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 20 000pi²/ 1 858m²
Étages 6
Coût 40 M$
Complété 2007

Les Promenades du Parc sont quatre superbes immeubles résidentiels dotés d'équipements modernes, 456 appartements de qualité supérieure entourés de magnifiques jardins, offrant une multitude d'activités et un service des plus personnalisé.



LE RENOIR II - LAVAL

Type Retraités
Client Desjardins Sécurité Financière
Superficie 325 appartements
Étages 8
Coût 22 M$
Complété 2004

Relié à la résidence le Renoir I, ainsi qu'à un complexe commercial et de bureaux. En plus d'avoir accès à des espaces extérieurs très vastes, grâce aux balcons, terrasses et jardin communautaire, les résidants bénéficient de tous les services intérieurs propres à cette qualité de résidence. Une serre et un aménagement paysagé recherché complètent les aménagements.



LE NOTRE-DAME - REPENTIGNY

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 288 condos
Étage 4
Coût 20 M$
Complété 2001

La volumétrie de ce bâtiment situé près du fleuve en fait un point de repère aisément identifi-able dans la ville. L'implantation de la résidence, son gabarit et l'articulation modulée des façades, recréent une impression de village à l'échelle humaine recherchée par ses résidants.



LE CAMBRIDGE - POINTE-CLAIRE

Type Retraités - Design intérieur
Client Groupe Prével
Superficie 274 appartements
Étages 6
Complété 2003

Le Cambridge est un complexe locatif de luxe comprenant 600 appartements conçus spécifiquement pour les retraités dynamiques, d'une superficie moyenne de 825 pieds carrés. Le rez-de-chaussée offre de nombreux services tels que : bistrot, dépanneur, salon de coiffure, salle à manger, cave à vin, etc.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



VENT DE L'OUEST - ÎLE BIZARD, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 314 condos
Étage 4
Coût 30 M$
Complété 2006

Cette résidence répartie en 3 ailes compte 277 condos pour retraités autonomes ainsi qu'un étage de 37 studios consacrés aux soins pour les personnes en perte d'autonomie. Un stationnement intérieur accommode 120 véhicules. Tout est prévu au niveau des services pour offrir le confort et la sécurité recherchés.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



Architecte paysagiste Pascal Bauer

Pascal Bauer est diplômé de l'école d'architecture de paysage de l'Université de Montréal et cumule plus de 25 années d'expérience en aménagement, dont 16 ans en architecture de paysage. Il participe à toutes les étapes de réalisation des projets, soit de la planification et du design à la préparation de plans et devis d'exécution et la surveillance des chantiers. Il est souvent sollicité dans la surveillance et la gestion de chantier d'importance. Ayant œuvré auprès de divers organismes publics, il possède une grande connaissance des enjeux et problématiques reliés à l'aménagement urbain, à la récréation et à l'environnement régional. Sur le plan de la gestion, il est régulièrement appelé à diriger des équipes multidisciplinaires, coordonner les manufacturiers et les entrepreneurs. Il est membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec et de l'Association des Architectes Paysagistes du Canada.

Projets pertinents

Parcs et espaces publics

Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement de stations d'exercice - 2017.

Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : réfection des infrastructures du parc - 2016.

Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement du parc avec une scène extérieure - 2016.

Parc Boisé du Parchemin, Ville de Carignan (QC) : aménagement de deux parcs urbains et de deux bassins de rétention - 2016.

Espace culturel, Repentigny (QC) : concept d'aménagement du complexe incluant le Centre des arts et la salle de spectacle, des jardins thématiques, un arboretum, une bibliothèque extérieure, des aires de jeu et jeu d'eau, des terrains de tennis et la restauration d'une piscine extérieure - 2014-2015.

Parc Saint-Laurent, Ville de Repentigny (QC) : plans et devis pour l'aménagement d'un parc plage - 2015.

Parc Frédéric-Coiteux, Repentigny (QC) : plans et devis pour le réaménagement de la butte à glisser et la construction d'une école primaire - 2015.

Parc de la Seigneurie-Dumont et des Eaux-Vives, Saint-Jérôme (QC) : aires de jeux - 2014.

Entrée – Ile-des-Moulins, Terrebonne (QC) : plans et devis, placette - 2014.

Divers parcs et projets, Ville de Terrebonne (QC) : 450 K $ - 2014.

- Aménagement du parc du Geai-bleu,
- Aménagement du parc de l'Étincele,
- Aménagement du parc de La Rochelle
- Aménagement du parc J-Cournoyer
- Aménagement du parc Léveillé
- Aménagement du parc Dumont

Parc du Suroît, Châteauguay (QC) : aires de jeux, placettes, sentiers, boisé - 2013.

Aménagement du chemin de la Grande-Côte et de la Maison Garth (Patrominiale), Lorraine (QC) : plans et devis + surveillance - 2010-2013.

Place Lagoa, Sainte-Thérèse (QC) : plans et devis + surveillance - 2013.

Aménagement pour l'intégration d'un monument pour la paix et commémorer le génocide arménien, Laval (QC) : conception, plans et devis - 2013

Aménagement du parc de la Seigneurie, Repentigny (QC) : conception, plans et devis, surveillance - 2013

Aménagement du parc Champigny, Repentigny (QC) : plans et devis, surveillance - 2013

Aménagement de la 1ère avenue, Amos (QC) : projet préliminaire - 2012

Aménagement urbain des boulevards Saint-Martin, de l'Avenir et du Souvenir, Laval (QC) : plans et devis - 2012.

Rampes de mise à l'eau dans différents parcs, Beaconsfield (QC) : plans et devis - 2012-2013

Formation générale

Baccalauréat en architecture de paysage Université de Montréal (Québec) 1997

Brevet de fin d'étude en moulage plastique, option création
École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1977

Brevet de technicien
École Boulle (École supérieure d'art appliqué aux industries du meuble et de l'ameublement), Paris, France 1976

Formations complémentaires

Attestation Santé et Sécurité générale sur les chantiers de construction - ASP Construction 2009

Colloque de la Société Québécoise de Phytotechnologie – Génie végétalure 2007

Inspecteur accrédité
Sécurité dans les aires de jeux
Association canadienne des parcs et loisirs 2005

Associations et ordres professionnels

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec (A.A.P.Q) 1997

Membre de l'Association des architectes paysagistes du Canada (A.A.P.C.) 1997

Architecte paysagiste Pascal Bauer (suite)

Pré-qualification de fournisseurs de modules de jeux pour différents parcs, Ville de Terrebonne (QC) : Comité de sélection - 2010

Divers parcs et projets, Laval (QC) : conception, plans et devis, surveillance - 1999-2012.

Parc Baudet, Montréal, arr St-Laurent (QC) : conception, plans et devis - 2011-2012.

Conception d'un réseau vert dans le quartier Chomedey, Laval (QC) : étude de faisabilité, plan directeur d'aménagement - 2011.

Aménagement du Faubourg Pointe aux Prairie, Montréal (QC) : plans et devis (phase I et II), surveillance (phase I) - 2009-2010.

Place publique, Saint-Jérôme (QC) : surveillance - 2008-2010.

Parc de la Citation, Saint-Jérôme (QC) : surveillance - 2008-2010.

Aménagement de la rue de la Pommeraie, Terrebonne (QC) : surveillance - 2010.

Place commémorative, Lorraine (QC) : surveillance - 2009.

Aires d'interprétation au musée canadien des civilisations, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis - 2008.

Aires d'interprétation au parc Jacques-Cartier, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis - 2007.

Aires d'interprétation aux plaines Le Breton, CCN, Ottawa (ON) : plans et devis - 2007.

Parc Jacques-Cartier, CCN, Gatineau (QC) : plans et devis + surveillance - 2005-2006.

Place du centre-ville, Blainville (QC) : plans et devis + surveillance - 2005.

Parc de la coulés, Sainte-Julie (QC) : plans et devis + surveillance - 2005.

Ville de Montréal – Aménagement du parc des Locomotives, Montréal, (QC) : réaliser les documents techniques (plans d'exécution et devis), suivi de chantier - 2003.

Places publiques et boulevards

Rue Saint-Jovite, Mont-Tremblant (QC) : plan directeur d'aménagement - 2013

Aménagement du chemin de la Grande-Côte et de la Maison Garth (Patrimoniale), Ville de Lorraine (QC) - 2010-2013.

Place Lagoa, Ville de Sainte-Thérése (QC) - 2013.

Ville d'Amos, Aménagement de la 1ere Avenue, Amos (QC) : Chargé de projets. Étudier et analyser les composantes paysagères, élaborer les concepts d'aménagement, évaluer les coûts des travaux et rédiger les recommandations - 2012.

Ville de Laval, Aménagement urbain bd St-Martin, de L'Avenir er du Souvenir, Laval (QC) : 900 k$ Chargé de projets. Élaborer les plans et devis - 2012.

Ville de Saint-Jérôme, Aménagement de la place publique, Saint Jérôme (QC) : 350 k$ Surveillant. Effectuer la surveillance des travaux - 2010.

Ville de Terrebonne, Aménagement de l'avenue de la Pommeraie, Terrebonne (QC) : 75 k$ Surveillant. Effectuer la surveillance des travaux - 2010.

Équipements récréatifs

Parc Jean-Claude Crevier, Repentigny (QC) : aménagement autour de la piscine, chalet de parc et stationnement - 2013.

Parc de Blainville, Ville de Blainville (QC) : aménager un jeu d'eau au parc Blainville. 450 k$ - 2012

Parc Pecaudy, Ville de Contrecœur (QC) : aménager un jeu d'eau. 350 k$ - 2011

Parc Roger-Rousseau, arrondissement d'Anjou, Ville de Montréal (QC) : aménagement d'une piscine extérieure et de jeu d'eau, 2,6 M$ - 2010

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet.

Expériences professionnelles

2015 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2012-2015
Karyne Architecte Paysagiste Inc. (KAP), Montréal, Québec

2010-2012
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Montréal, Québec

2008-2010
Plania inc., Montréal, Québec

2004-2008
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Montréal, Québec

2001-2003
Fauteux et associés, Montréal, Québec

1999-2001
Daniel Arbour et associés, Montréal, Québec

Architecte paysagiste **Philippe Bonnet**

Philippe Bonnet agis comme chargé de conception et possède une expertise de plus de 11 ans en architecture de paysage. Concepteur né, Philippe possède un baccalauréat en architecture de l'école d'architecture de Paris La Villette ainsi qu'un baccalauréat en architecture de paysage de l'Université de Montréal (2003). Il a eu la chance au cours de ces 8 années d'études en double formation sur 2 continents de développer une approche conceptrice approfondie et personnelle. Philippe s'amuse avec maitrise, professionnalisme et liberté à faire se rencontrer son approche artistique de grands gestes spatiaux avec la réalité fonctionnelle et technique des projets pour en faire des espaces uniques, fonctionnels et forts avec une personnalité clairement définie.

Projets pertinents

Aménagement paysager municipal

Parc de Talcy, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement de stations d'exercice - 2017.

Parc Lucie-Bruneau, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : réfection des infrastructures du parc - 2016.

Parc Goncourt, Ville de Montréal arrondissement d'Anjou (QC) : aménagement du parc avec une scène extérieure - 2016.

Parc Boisé du Parchemin, Ville de Carignan (QC) : aménagement de deux parcs urbains et de deux bassins de rétention - 2016.

Placette de la montrée Robert, Ville Saint-Basile-Le-Grand (QC) - 2016

Placette de l'église, Ville Saint-Basile-Le-Grand (QC) - 2015

Pôle centre multifonctionnel, ville de Carignan (QC) - 2015

Parc de l'ile Demres, ville de Carignan (QC) - 2015

Labyrinthe du parc Riverside, Ville de Saint-Lambert (QC) - 2015

Plan directeur et concept d'aménagement du Parc Maurice-Richard, Ville de Repentigny (QC) - 2013

Arèna Ahuntsic, Montréal (QC) - 2012

Plan directeur Phase 3A3, Bois-Franc (lac A et D), Montréal, Arr. St-Laurent (QC) - 2012

Plan directeur des espaces verts du Quartier Dix30, Brossard (QC) - 2010

Parc Conrad-Blain, Farnham (QC) - 2010

Oratoir Saint-Joseph du Mont-Royal, Projet global / escaliers et seuil, Montréal (QC)- 2007

Parc du Mont-Royal, Accès et sentiers du pôle d'accueil du Lac-aux-Castors, Montréal (QC) - 2007

Concours Nathan Philips Square, Toronto (ON) - 2007

Giratoire de l'entrée de l'ile des Sœurs, Montréal, Arrondissement Verdun (QC) - 2006

Chemin Queen-Mary -Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal , Montréal (QC) - 2005

Réaménagement Avenue Docteur-Penfield, Montréal (QC) - 2005

Jardin de la maison Perron, Bois-des-Filion (QC) - 2004

Parc Glen J. Nashen, Côte Saint-Luc (QC) - 2004

Échangeur Av. Du Parc / des Pins, Montréal (QC) - 2004

Parcs Hartenstein, Cousineau, Montréal, Arr. Saint-Laurent (QC) - 2003

Parc Lakeroad, Dollard-des-Ormeaux (QC) - 2003

Waterfront Sandy Beach Park, Hudson (QC) - 2003

Parc Poirier et Marlborough, St-Laurent (QC) - 2003

Formation générale

BAP en architecture de paysage
Université de Montréal - 2003

Diplôme de deuxième cycle des études d'architecture, École Nationale Supérieure d'architecture de Paris la Villette - 2000

Diplôme de premier cycle des études d'architecture, École Nationale Supérieure d'architecture de Marseille Luminy - 1998

Associations et ordres professionnels

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec (A.A.P.Q) 2013

Membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Canada (A.A.P.C.) 2013

Expériences professionnelles

2015 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2014-2015
Lafrenière Architecture de paysage, Montréal, Québec

2008-2014
Beaupré et Associés Experts Conseils inc., Bureau de Montréal, Québec

2005-2007
Vlan Paysages, Montréal, Québec

2003-2005
Parent Latreille et Associés (PLA), Montréal, Québec

1997-1998
Bureau d'architecture Pierre Boyer, Marseille, Québec

Architecte paysagiste Philippe Bonnet (suite)

Aménagement paysager commercial

Hôtel-condos 1175 Mackay, Montréal (QC) - en cours

Hôtel-condos Four points, Gatineau (QC) - en cours

Résidence et club house, Faubourg du Rivage, Gatineau (QC) - en cours

Condo le 323 Victoria, St-lambert (QC) - en cours

Manoir Pierrefonds, Montréal (QC) - en cours

Résidence Place de la Cabinetterie, Saint-jean-sur-Richelieu (QC) - en cours

Résidence CRP Singer, Saint-jean-sur-Richelieu (QC) - en cours

Résidence Élite CRP, St-Césaire (QC) - en cours

Condominiums Urbano, Sherbrooke (QC) - 2016

Résidence Boulevard Crémazie, Groupe Maurice, Montréal (QC) - en cours

Résidence St-Bruno, Groupe Maurice, St-Bruno (QC) - en cours

Les Sentiers de Brossard, Brossard (QC) - en cours

Laboratoire Camwater, Cameroun - en cours

Campus corporatif Éricsson, Montréal (QC) - 2016

Bureaux et manufactures Lamcom, Montréal (QC) - 2016

Bureau Leviton, Pointe-Claire (QC) - 2015

Domaine des érables, Châteauguay (QC) - 2015

Stationnement, Rue Mile End, Montréal (QC) - 2015

Pharmacie Uniprix, Dollard-des-Ormeaux (QC) - 2014

Siège social du Groupe Jean-Coutu, Ville de Varennes (QC) - 2014

Parc aquatique Le Calypso, rivière congo, Limoges, (ON) - 2014

Le Symphonia - Phase I, Ile-des-Sœurs (QC) - 2014

Le Mûv, site de l'ancienne Norampac, Montréal (QC) - 2014

Le Boréa, Groupe Maurice, Balinville (QC) - 2014

Le Vu, Groupe maurice, Sherbrooke (QC) - 2014

Quartier Sud, Groupe Maurice, St-Romuald (QC) - 2014

Le 22, Groupe Maurice, Saint-Léonard (QC) - 2014

Le savignon, Groupe Maurice, Arrondissement Lachine (QC) - 2013

La cité des tours, Groupe Maurice, Saint-Jean-sur-Richelieu (QC) - 2012

Condo Riverside, St-lambert (QC) - 2012

Place de la cité internationale, Montréal (QC) - 2012

Condo Rabastalière, St-Bruno (QC) - 2012

Projet intégré Héritage Roussillon, St-Constant (QC) - 2011

Aquaparc Thermoludique, Ville de Blainville (QC) - 2011

Le Felix, Groupe Maurice, Vaudreuil-Dorion (QC) - 2010

L'Avantage, Groupe Maurice, Brossard (QC) - 2010

Complexe Pierre-Brault, Longueuil (QC) - 2010

Le Sax, Ville Mont-Royal (QC) - 2010

Résidence Ressource de la montagne, Montréal (QC) - 2010

Condos le liguori, Montréal (QC) - 2010

Costco, St-John, Nouveau Brunswick - 2009

Résidence place belvédère, Trois-Rivières (QC) - 2009

Résidence Lofts St-Alexandre, Montréal (QC) - 2009

Manoir les générations, Rimouski (QC) - 2009

Stationnement Park N'Fly, Aéroport Pierre-Élliot-Trudeau, Dorval (QC) - 2004

Aménagement paysager institutionnel

SAQ Centre de distribution de Montréal cour intérieure, Montréal (QC) - 2013

Plan directeur de l'École Mère-Marie-Rose, Ville de Contrecoeur (QC) - 2011

Collège Gérard Godin, St-Geneviève (QC) - 2010

Cimetière Notre-Dame-Des-Neiges, Mont-Royal, Montréal (QC) - 2009-2013

Flora international, Sonarium, Montréal (QC) - 2007

Maison mère des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus-et-de-Marie, Outremont (QC) - 2006

Centre culturel et sportif Régina-Assumpta, Montréal (QC) - 2005

Couvent des Sœurs de l'Assomption, Pavillon Sainte-Marie, L'Assomption (QC) - 2005

Campus Loyola, Montréal (QC)**- 2005**

Boulevard de la Confédération, CCN, Ottawa (ON) - 2004

OMHM, Logements Léger-L'Archevêque et Madeleine-d'Ailleboust, Montréal-Nord (QC) - 2004

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet.

Designer Intérieur LEED Catherine Guay

Catherine possède huit années d'expérience en design d'intérieur. Passionnée dans son travail, sa créativité et sons sens de l'innovation la démarque. Catherine Guay se tient à jour dans son expertise et s'intéresse à d'autres domaines et tâches connexes. Sa fonction principale chez gmad est spécialiste en développement durable. Son rôle est d'établir les principes en développement durable à mettre en pratique pour les projets et de s'assurer des efficacités de ceux-ci. Une fois ces principes établis, elle voit à la bonne compréhension de ceux-ci par tous les intervenants et s'assure de leur intégration dans le PRP. Elle est aussi responsable du processus d'acréditation LEED pour nos projets.

Projets pertinents

mise aux normes de l'aréna Martin-Lapointe, Lachine
Dans le cadre de ce projet, la Ville entend effectuer des travaux de mise aux normes des installations de réfrigération, ainsi que d'autres travaux ayant trait à l'amélioration de la sécurité et de l'accessibilité, tout en optimisant la performance énergétique des systèmes existants et nouveaux pour atteindre un niveau de performance équivalent au LEED-Argent. gmad, 6.6 M$, **2017-2020**

Plusieurs projets de la SAQ

Aménagement réseau des succursales et Aménagement corporatif et ingénierie

Techniques :

- Participer à l'ébauche d'études de faisabilité d'aménagement intérieur : types d'aménagement intérieur de commerce de détail de 1 500 pieds carrés à 10 000 pieds carrés;
- Répondre aux besoins et attentes du client dans le nouvel aménagement;
- Responsable du Comité des plans techniques typiques (devis, plans d'exécutions et détails de construction) et mise à jour;
- Développer le concept de l'ébénisterie;
- Ressource/référence pour le logiciel AutoCAD envers l'équipe (Xrefs, etc.);
- Développer des projets d'aménagement et réaménagement de type aménagement de bureau et réseau des succursales
- Développer les concepts d'ébénisterie;

Coordination :

- Coordonner les déménagements et installations à exécuter lors de projets ou de demandes des clients;
- Planifier les aménagements du début jusqu'à la fin du projet avec le client

Développement durable :

- Assurer l'atteinte de l'objectif fixé pour l'obtention de certification environnementale dans les divers bâtiments;
- Coordonner les éléments techniques avec les professionnels de l'externe, le processus de certification LEED-CI des bâtiments;
- Coordonner les réunions de démarrage avec les professionnels pour la certification LEED- CI des bâtiments;
- Implanter des critères de construction écoresponsable dans les plans types et s'assurer un suivi de ceux-ci pour l'ensemble des projets;
- Choisir les divers des matériaux intérieurs et extérieurs répondant aux critères écoresponsables;
- Fournir la documentation requise pour compléter le dossier de soumission auprès du CBDCa;
- Répondre aux questions techniques des divers professionnels du projet en lien avec la certification;
- Réaliser une étude des coûts comparatifs
- Projets réalisés : 3 projets LEED-CI v1.0 niveau Certifié, 5 projets LEED-CI niveau Argent et 3 projets LEED-CI niveau Or; Participer à 10 projets LEED-CI v1.0 en cours d'obtention 2 projets LEED-CI v4 en cours d'obtention

Formation générale

Certificat en Gestion de la construction, département génie de la construction, École de technologie supérieure ÉTS. 2017

Certificat en Bâtiment durable, École Polytechnique Montréal UDM, 2015

Techniques de Design d'intérieur, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. 2009

Associations et ordres professionnels

LEED GREEN ASSOCIATE (2015)

Expériences professionnelles

2017 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2011-2017
SAQ, Société des alcools du Québec

2014-2016
Catheine Guay - Designer d'intérieur

2014
Les Revêtements Despatis

2009-2011
Lemay

Prix

Millésime d'équipe : 2014
Individuel : Rôle de Technicienne en aménagement et design, réseau des succursales

Millésime d'équipe : 2013
Projet : Gestion par catégorie Cellier

Efficacité énergétique et gestion :

- Coordonner à l'interne et à l'externe, de A à Z, les initiatives en efficacité énergétique en éclairage du réseau des succursales;
- Produire des bons de commande et la documentation requise ainsi que coordonner l'achat des appareils d'éclairage;
- Assurer un suivi et un post-mortem des projets d'efficacité énergétique
- Coordonner les demandes de subvention Hydro-Qc en efficacité énergétique d'éclairage
- Projets réalisés : 2 projets de SAQ Dépôt, 6 projets SAQ Sélection

Warner Bros. Games Montréal – Montréal
Aménagement des locaux des Warner Bros. Games montréal localisés aux 5e et 6e étages de la Place Dupuis. En plus des espaces de travail, le projet hautement technologique comporte un théâtre de 24 sièges, des studios de mixage et d'enregistrement, une cafétéria incluant cuisine des employés et espace traiteur, des espaces lounges, plusieurs salles de conférences et deux imposantes salles de serveurs. Lemay 14 M$, **2011**

Relocalisation du siège social de la Commission de la construction du Québec (CCQ) – Montréal
Travaux de mise à niveau, de réaménagement intérieur et d'améliorations locatives d'un édifice existant d'une superficie de 125 000 pi² et construction d'un immeuble de sept étages de 20 000 pi2 par étage afin d'abriter son nouveau siège social. Le nouveau bâtiment devra être conçu selon les principes de développement durable qui conduiront à une certification LEED Argent. . Lemay 40 M$, **2009-2011**

Borden Ladner Gervais – Montréal
Rénovation et réaménagement des bureaux du cabinet d'avocats Borden Ladner Gervais répartis sur 4 étages du 1000 de la Gauchetière dans le but de rafraîchir et de mettre à jour les locaux. Des bureaux fermés, des postes à aires ouvertes pour le personnel administratif, un centre de conférences et une cafétéria seront réaménagés dans l'espace de 8 500 m2 accueillant 350 employés. Lemay 10 M$, **2009-2011**

Astral Media – Montréal
Relocalisation de la firme a quatre étages de la Place Montréal Trust afin de consolider sous un même toit les quatre unités d'affaires de la firme. Les objectifs de notre mandat comprennent l'actualisation des aménagements, la standardisation des locaux et l'optimisation de l'interconnectivité entre l'ensemble des employés dans un environnement de travail épuré, enjoué et haut en couleur. Lemay 10 M$, **2009-2010**

Caisse de la Culture – Montréal
Transformation de locaux majoritairement fermés en un espace ouvert. Le nombre e salles de rencontre et d'espaces client a été augmenté. Un grand coin-repas a été aménagé pour les employés et peut être converti en salle de réunion ou de formation. Tous les espaces de travail et de rencontre ont été planifiés afin d'assurer l'accès à la lumière naturelle pour tous. Les espaces client et les espaces de travail ont été planifiés avec soin afin de rehausser la sécurité. Lemay, **2010**

Lavery – Montréal
Projet d'aménagement des locaux du cabinet d'avocats Lavery à la Place Ville-Marie. Le projet a impliqué la démolition et le désamiantage des locaux existants d'une superficie de 9 000 m2 et l'aménagement de bureaux, d'un centre de conférences et d'un lounge pour les employés. Lemay 12 M$, **2009-2010**

Richter – Montréal
Réaménagement de six étages accueillant 3 000 m² d'espaces de travail d'un cabinet comptable. Les objectifs du projet comprenaient la création d'un centre de conférences, la centralisation de la réception, l'optimisation de l'utilisation des espaces et le rajeunissement de l'image des locaux. Lemay, **2009**

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet

VINCENT LAUZON, ingénieur
Directeur – Infrastructures urbaines

Domaines d'expertise

- Infrastructures urbaines
- Mécanique de procédés
- Transports
- Génie électrique
- Bâtiment
- Environnement
- Aménagements extérieurs

Spécialités

- Égouts et aqueduc
- Hydraulique & hydrologie
- Gestion des eaux pluviales
- Plan directeur
- Chaussée
- Géométrie routière
- Station de pompage
- Poste de suppression
- Traitement des eaux
- Circulation
- Éclairage
- Feux de circulation
- Stationnement
- Piste cyclable
- Parc et modules de jeux
- Piscine et jeux d'eau
- Demandes d'autorisation
- Expertise légale

PROFIL

M. Lauzon a débuté sa carrière pour la firme GENIVAR pour laquelle il a œuvré pendant douze (12) ans. Il s'est rapidement démarqué par son professionnalisme et il a été pendant longtemps le plus jeune actionnaire de cette firme. Son parcours professionnel est linéaire, puisqu'il a gravi les échelons grâce à son travail acharné. D'abord attitré à la surveillance de chantier, il a ensuite été ingénieur de projet, puis a rapidement été promu comme chargé de projet, où à ce titre, il était responsable de plusieurs clients importants. En plus d'avoir développé ses connaissances techniques sur des projets d'envergure, il a inspiré les gens qui travaillaient autour de lui par son leadership naturel.

En 2014, conjointement avec son partenaire de longue date Steven Frenza et le laboratoire Solmatech, il fonde la firme d'ingénierie EFEL Experts-conseils afin de délivrer un meilleur service global aux clients qu'il dessert. À titre de Directeur – Infrastructures urbaines, il s'assure que les projets livrés à la clientèle respectent les plus hauts standards de qualité et répondent aux besoins et exigences de celle-ci.

FORMATION

Baccalauréat, génie de la construction, École de technologie supérieure (ETS), Montréal	2002
D.E.C., technologie du génie civil, Cégep Montmorency, Laval	1998

PERFECTIONNEMENT

Formation :	Gestion des impacts des travaux routiers sur la circulation (STC-201) – Ministère des Transports	2016
Cours :	Analyse et conception des réseaux d'égouts avec PCSWMM	2015
Formation :	Les espaces clos : n'entrez pas dans l'inconnu	2015
Cours :	Associé écologique LEED	2012
Formation :	Comment réduire les risques de litiges en construction?	2012
Formation :	Microsoft Project 2003	2007
Colloque :	Le retraitement de chaussées en place	2004

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Ordre des ingénieurs du Québec	OIQ

CARRIÈRE

Ingénieur, Directeur – Infrastructures urbaines, EFEL	2014 à ce jour
Ingénieur, Chargé de projets, Infrastructures urbaines, GENIVAR	2005 à 2013
Ingénieur junior, Infrastructures urbaines, GENIVAR	2002 à 2005
Stagiaire (S2 et S3), Sintra inc.	(étés) 2000-2001
Technicien en génie civil, Municipalité de Mont-Tremblant	1997 à 1999

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (CONCEPTION ET SURVEILLANCE)

- **Ville de Montréal, Arrondissement d'Anjou (11 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement de Saint-Laurent (2 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement LaSalle (6 projets)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement Pierrefonds-Roxboro (1 projet)**
- **Ville de Montréal, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (2 projets)**
- **Ville de Montréal, Service des grands parcs (2 projets)**
- **Ville de Montréal (Ville centre) (7 projets)**
- **Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (3 projets)**
- **Ville de Repentigny (9 projets)**
- **Ville de Boisbriand (8 projets)**
- **Municipalité de Saint-Cuthbert (1 projet)**
- **Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (10 projets)**
- **Municipalité de Saint-Félix-de-Valois (2 projets)**
- **Ville de L'Épiphanie (2 projets)**
- **Ville de Saint-Lin-Laurentides (1 projet)**
- **Ville de Saint-Jérôme (2 projets)**
- **Ville de Terrebonne (3 projets)**
- **Ville de Mont-Tremblant (6 projets)**
- **Village de Senneville (3 projets)**
- **Ville de St-Adolphe-d'Howard (1 projet)**
- **Ville de Sainte-Adèle (2 projets)**
- **Municipalité Lac-Supérieur (2 projets)**
- **Municipalité de La Conception (2 projets)**
- **Promoteurs privés (22 projets)**
- **Études diverses (37 études)**

Architecte OAQ OAA IRAC NCARB Jean-François Guimont

Jean-François Guimont œuvre dans le domaine de la construction depuis près de vingt-cinq ans. Habile intégrateur, son leadership et son écoute, autant envers le client qu'envers les membres de l'équipe lui a permis de réaliser de nombreux projets architecturaux complexes de grande qualité.
Après un séjour de 3 ans à l'international, il se joint en 2009 à IBI-MMB, une des branches montréalaises d'IBI pour diriger l'équipe responsable du développement du secteur Griffintown. Il participe activement à la croissance d'IBI-MMB qui passe entre 2009 et 2013 de 24 à 110 employés. Il est nominé au titre d'associé au sein de cette même firme en 2011 où il occupera le poste de Directeur de la gestion d'IBI-MMB. En 2014, Lemay fait l'acquisition des bureaux montréalais d'IBI. Jean-François sera impliqué en tant que directeur de projet et associé, responsable d'une partie du département commercial de cette dernière. M Guimont quittes ses fonctions d'associé chez Lemay au début 2016 pour relevé le défi de la relève chez gmad | Groupe Marchand Architecture Design. Chez gmad, il exerce le rôle de directeur sur de nombreux projets d'envergure et est également responsable au niveau corporatif du développement des affaires et du développement des marchés.

Projets pertinents

Secteur Usage mixte

RPA Groupe Maurice | Ora, Montréal: Complexe à usage mixte composé de trois tours de 10 étages intégrant 395 unités d'habitation au-dessus d'un podium de 110 000 pi2 sur 2 étages, un commercial et l'autre d'espaces commun, unité de soins et terrasse, le tout connecté à une résidence communautaire de 55 unités. Outre les stationnements sous terrains et extérieurs, construction d'un stationnement étagé de 588 places sur lot voisin pour les besoins du bâtiment voisin d'iA. Directeur de projet. 93M$, gmad, **2015-2019.**

RPA Groupe Maurice | L'Initiale, Aylmer: Complexe à usage mixte composé de deux tours de 7 et 8 étages intégrant 320 unités d'habitation au-dessus d'un podium commercial et d'espaces communs de 75 000 pi2. Directeur de projet. 35M$, gmad, **2015-2019.**

District Griffin | Îlot Peel, Montréal: Bâtiment de vingt étages à usage commercial et résidentiel. Directeur de projet. 90M$, IBI-MMB, **2010-2014.**

District Griffin | Îlot 10, Montréal : Complexe à usage mixte composé de deux bâtiments de 21 étages intégrant des espaces de bureaux, des espaces commerciaux, 188 unités d'habitation ainsi qu'un hôtel de 154 chambres. Directeur de projet. 68M$, IBI-MMB, **2009-2013.**

Palm Jebel Ali, Arrondissements 6-7, Dubaï - Émirats arabes unis: Gestion de la conception d'un développement à utilisation mixte. Directeur de la conception. 2 300 M$, Nakheel, **2007-2009.**

Al Waab City, Doha - Qatar : Conception d'un développement multi-usage. Gestionnaire de projet. 1 275M$, AECOM, **2007.**

Secteur Résidentiel

Solano G3, Vieux-Montréal : Tour résidentielle de 141 unités d'habitations. Directeur de projet. 30M$, gmad, **2016-2020.**

EVOL, Saint-Jean-Sur-Richelieu: Complexe résidentiel de 6 étages et 360 unités d'habitations en 3 phases. Chargé de projet et directeur de projet. 52M$, gmad, **2016-2021.**

Solano G2, Vieux-Montréal : Tour résidentielle de vingt étages et 137 unités d'habitations. Directeur de projet. 27M$, gmad, **2016-2017.**

L|L, Laval-sur-le-Lac: Complexe résidentiel haut de gamme de 6 étages et 120 unités d'habitations en 4 phases. Directeur de projet. 35 M$, Lemay, **2014-2020.**

District Griffin | Exalto, Montréal: Tour résidentielle de vingt étages et 185 unités d'habitations. Directeur de projet. 23M$, Lemay, **2015-2016.**

Cité 440, Laval : Complexe résidentiel de 6 étages et 384 unités d'habitations en 4 phases. Directeur de projet. 70M$, Lemay, **2015-2016.**

Formation générale

Certification PMP en cours
Projet Management Institute (juin 2017)

Baccalauréat en Architecture, Université de Montréal, Montréal, Canada. 2000

Diplôme technique en architecture, Cégep St-Laurent, Montréal, Canada. 1996

Mineur en gestion, Université Concordia, Montréal, Canada. 1992

Associations et ordres professionnels

Membre de l'ordre des architectes de l'Ontario (OAA) 2017

Membre de l'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC) 2010

Membre de l'ordre des architectes du Québec (OAQ) 2004

Certification NCARB (National Council of Architectural Registration Boards) 2004

Expériences professionnelles

2016 à ce jour
Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec

2009-2016
Lemay + IBI | MMB

2007-2009
Nakheel

2006-2007
Aecom

2004-2006
MSDL Architectes

2001-2004
Affleck + de la Riva Architectes

2000-2001
Cardin + Ramirez Architectes

1998-2000
Lemay & Michaud Architectes

1994-2000
ST2G inc. | Consultant en acoustique

Prix

Récipiendaire du prix Arcop/Alcan pour un projet démontrant une sensibilité aux traditions architecturales du lieu. 2000

Secteur Résidentiel (suite)

RPA Réseau Sélection, Vaudreuil : Tour résidentielle pour aînés de 12 étages et 228 unités d'habitations. Directeur de projet. 27M$, Lemay, **2015-2016.**

RPA Réseau Sélection, Deux-Montagnes : Tour résidentielle pour aînés de 8 étages et 258 unités d'habitations. Directeur de projet. 30M$, Lemay, **2014-2016.**

District Griffin | Îlot St. Ann Tour B, Montréal : Tour résidentielle de 16 étages et 114 unités d'habitations. Directeur de projet. 15M$, IBI-MMB, **2010-2013.**

District Griffin | Îlot St. Ann Plan d'ensemble, Montréal : Développement du plan d'ensemble de l'îlot St. Ann comprenant 5 tours résidentielles. Directeur de projet. 70M$, IBI-MMB, **2010-2011.**

Les Terrasses Plessis-Panet, Montréal : Étude de développement d'un complexe d'habitations comprenant 72 unités. Architecte de projet. 12M$, Affleck + de la Riva, **2004.**

Plex St-Ambroise, Montréal : Complexe d'habitation émérite de 7 logements. Architecte de projet. 3M$, Affleck + de la Riva, **2003.**

Faubourg des Récollets, Montréal : Étude de développement pour la Société de développement de Montréal (SDM). Architecte de projet. 45M$, Affleck + de la Riva, **2002.**

Les Cours Williams, Vieux-Montréal : Conversion d'entrepôt en plusieurs unités de condos. Membre de l'équipe de conception. 4M$, Lemay & Michaud, **2001.**

Secteur Institutionnel

UQAM | Pavillon V, Montréal : Démolition intérieure, désamiantage et réaménagement des espaces commerciaux et communs pour un pavillon de l'Université du Québec en Montréal (UQAM). Directeur de projet. 1,8M$, IBI-MMB, **2014-2016.**

CNRC | Acoustique du Hall d'Expérimentation, Montréal
Design et suivis de chantier pour les interventions dans le but d'améliorer l'acoustique du hall d'expérimentation et des laboratoires d'intégration du Centre National de recherche canadien situé sur le campus de l'Université de Montréal. Chargé de projet. 1,4M$. MSDL, **2006.**

Université Concordia | Département de recherche, Montréal : Planification, design et suivis de chantier pour le réaménagement partiel des étages GM9 et GM10 abritant le département de la recherche et le vice-provo à la recherche de l'Université Concordia. Chargé de projet. 1,4M$. MSDL, **2006.**

Université Concordia | Bureau du Président, Montréal
Planification, design et suivis de chantier pour le réaménagement de l'étage GM8 abritant le département du bureau du Président, les bureaux du président ainsi que les salles de conférence de l'exécutif de l'Université Concordia. Chargé de projet. 3,3M$. MSDL, **2005.**

Université Concordia | Maintien des actifs, Montréal
Planification, design et suivis de chantier pour une multitude de projets de diverses grandeur et complexité allant de remise aux normes d'un auditorium à l'étanchéité de la salle des archives de la galerie d'art de l'université. Chargé de projet. 7,3M$. MSDL, **2004-2006**

Centre sportif communautaire, Ville de Côte-Saint-Luc
Complexe sportif en bois et en acier. Membre de l'équipe de chantier. 4M$, Affleck + de la Riva, **2001.**

OMHM, de l'Église : Expertise et remplacement des fenêtres des quatre bâtiments du complexe. 1,3M$, Cardin + Ramirez, **2000.**

OMHM, Projets divers : Expertises, remise aux normes, modifications pour accessibilité universelle, relevés, et production de documents de construction pour une multitude de projets du parc immobilier de l'OMHM. 4,0M$, Cardin + Ramirez, **2000.**

Secteur Commercial

Al Waab City Boutique Mall, Doha - Qatar : Conception d'un centre commercial et d'un centre de conditionnement physique et Spa localisé dans un nouveau complexe d'habitation. Chargé de projet et architecte principal. 26,5 M$, AECOM, **2007.**

Nortel Networks - Projets multiples : Entretien et mise à niveau de multiples sections du parc immobilier de Nortel Networks à Ville-Saint-Laurent. Chargé de projet. 4,6M$, MSDL, **2005.**

Hôtel Le Germain, Vieux-Montréal : Transformation d'un édifice en hôtel. Projet récipiendaire de prix. Membre de l'équipe de conception et réalisation. 25M$, Lemay & Michaud, **1998.**

Secteur Bureau

425 Viger, Montréal : Réhabilitation d'un bâtiment centenaire de 11 étages dans le secteur du «Paper Hill» et agrandissement de 12 étages du lot de 55 000 pi2 non construit au Nord-est ainsi qu'un appentis au toit du bâtiment existant. Directeur de projet. 30M$, Lemay, **2014-2017.**

Synergia, Saint-Hyacinthe : Construction d'un nouvel édifice de 6 étages accueillant le nouveau siège social du Groupe Robin ainsi que d'autres locataires dont la Caisse Desjardins. Directeur de projet. 12M$, Lemay, **2014-2017.**

Bureaux IBI, Montréal : Aménagement de 50,000 pi2 de bureaux dans le projet de l'Ilot 10. Suivi des équipes internes de conception et décisionnelles ainsi que des budgets. Directeur de projet. 4,6M$, IBI-MMB, **2013-2014.**

Cette liste non exhaustive présente les projets pertinents. Elle ne constitue pas un CV complet

Architecte, Irène Chan

Mme Chan maîtrise parfaitement la coordination de la réalisation de plans et devis, d'estimations de coûts et d'échéanciers et de la surveillance des travaux qu'il s'agisse de constructions neuves, d'agrandissements majeurs, de rénovations fonctionnelles, d'intégration d'équipements spécialisés ou de travaux en maintien d'actifs. Mme Chan fait preuve d'une grande rigueur quant à l'application des processus de gestion (plan qualité/ PRP). Elle a su développer une approche proactive lui permettant d'entretenir des liens privilégiés avec ses clients. Elle a également acquis une grande compréhension des enjeux administratifs et opérationnels de la commande publique, ayant réalisé au cours des 13 dernières années une grande variété de projets.

Formation générale

- 2005 Université de Montréal, Montréal, Québec, Maîtrise en architecture
- 2003 Université Laval, Laval, Québec, Baccalauréat en architecture
- 2000 Cégep de Granby, Granby, Québec, D.E.C. en sciences pures

Associations et ordres professionnels

- 2012 Membre de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 2006-2007 Desmarais, Pilon, Cousineau, Yaghjian, St-Jean, **Marchand** architectes Montréal, QC
- 2005 Beauchamp & Bourbeau, architectes, Montréal, Québec emploi d'été
- 2004 Beauchamp & Bourbeau, architectes, Montréal, Québec emploi d'été

Projets pertinents

IGA - PROVINCE DU QUÉBEC

Type Commercial
Client Sobeys
Étage 1
Coût 35 M$
Complété 2003 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et construction de plusieurs IGA à travers la province du Québec.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



CONDOS NORAMPARC - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Développement MAP
Superficie 350 condominiums
Étages 10
Coût 57 M$
Complété 2011-2015

Aménagé dans le quadrilatère formé des rues Masson, St-Joseph, Molson et D'Iberville. Le projet Noramparc met l'emphase sur la mixité sociale.



ROUGE CONDOMINIUMS - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Devmont
Superficie 700 unités dans six édifices
Étage 1
Complété 2011-2012

Aménagements des espaces communs design contemporain et haut de gamme : hall d'entrée, piscine intérieure et terrasse. Situé dans le quartier d'avenir Le Triangle, à moins de 15 minutes du centre-ville et à proximité de la station de métro Namur.



CUBE CONDOMINIUMS - QUÉBEC

Type Résidentiel & commercial
Client Belcourt
Superficie 56 800pi² / 5 277m²
Étages 4.5
Coût 8.5 M$
Complété 2010

Ce projet a un total de 73 unités d'une à deux chambres à coucher avec un stationnement intérieur. Copropriété situé sur la rue Sherbrooke près d'un secteur commerçant à la mode dans l'ouest de la ville et maintenant adjacent au nouveau centre universitaire de santé McGill.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain.



Architecte, Irène Chan (suite)

SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$
Complété en cours

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



RÉSIDENCE ST-RAPHAEL - MONTRÉAL, QC

Type Institutionnel
Client Chiovetti Consultants
Superficie 44 000pi² / 4 087 m²
Étage 2
Coût 4.6 M$
Complété en cours

Un nouveau centre de soins palliatifs comprenant 15 lits et un centre de jour et construit à même l'église St-Raphaël.



LES JARDINS MILLEN - MONTRÉAL

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 430 unités
Étages 9
Coût 59 M$
Complété 2012

Résidence à proximité du métro, de commerces et de restaurants. Une galerie commerciale intégrée avec un accès exclusif aux résidents et ces services : cinéma maison, bibliothèque, piscine extérieure, sauna, spa et aires extérieures pour diverses activités. Plusieurs salles de : conditionnement physique, loisirs



ULTRAMAR - QUÉBEC & ONTARIO

Type Commercial
Client Ultramar
Superficie 2 500pi² / 233m²
Étage 1
Coût 1 M$ à 1.5 M$
Complété 2005 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et la construction de plusieurs stations-services Ultramar sur de la province du Québec et de l'Ontario.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



1ELEVEN - OTTAWA

Type Résidences étudiants
Client Henry Morton
Superficie 432 lits
Étages 16
Complété 2015

Rénovation et réaménagement d'un ancient hotel situé au centre-ville. pour le transformer en résidences étudiants. Notre objectif: créer un environnement de vie idéal où les étudiants feront partie d'une communauté positive tout au long de leur séjour.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



Technicien en architecture Éric Lay

Éric possède 20 ans d'expérience dans le domaine de l'architecture et en paysage et se spécialisé en coordination de projet et en élaboration des détails architecturaux. L'exhaustivité de ses connaissances techniques fait de lui un spécialiste en enveloppe du bâtiment de premier choix. En tant que responsable de la production, Éric Lay s'assurera, lors de la réalisation des plans et devis, de l'application des concepts d'architecture et d'aménagement présentés, et ce, en fonction des normes du Client. Sa spécialité est le développement et le design. Ses compétences sont multiples et il s'implique à plusieurs niveaux pour les projets, de la phase design jusqu'au suivi de chantier. Son perfectionnisme et son application au travail font de lui un collaborateur fiable et précieux.

Formation générale

- 1994 Cegep St-Laurent DEC Technique architecture
- 1986 École secondaire Calixa-Lavallée

Formations complémentaires

- 2011 Technorm inc., Montréal, Québec, Formation de la réglementation s'appliquant aux transformations, Partie 10 de la Comission de la Construction du Québec (CCQ)
- 2005 Autodesk, Laval, Québec, Formation sur le logiciel Revit
- 2002 Université de Montréal, Montréal, Québec, Formation sur le Code national du bâtiment (CNB95)

Expériences professionnelles

- 2001 à ce jour Groupe Marchand Architecture & Design inc., Montréal, Québec
- 1992-2001 Pierre Collette & Alian Duval
- 1991-1992 Axor

Projets pertinents

BOMBARDIER HANGAR - DORVAL

Type Industriel
Client **Bombardier**
Superficie 200 000pi² / 18 580m²
Étage 1
Complété 1999

Cet immense hangar est destiné à la préparation, finition et livraison des avions Bombardier. Dix-huit immenses portes montantes rapides permettent les entrées et sortie des avions.



PHARMAPRIX - QUÉBEC

Type Commercial
Client **First Capital**
Superficie 40 000pi² / 3 716m²
Étages 1
Coût 4 M$
Complété 2002 à ce jour

Notre mission était de rajeunir et moderniser les façades des pharmacies pour leur donner une forte identité corporative et facilement reconnaissable.



STARBUCKS - QUÉBEC

Type Restaurant
Client Café Vision Inc.
Étage 1
Complété 1999 - 2003

Depuis l'an 2000, Café Starbucks poursuit son importante percée au Québec en implantant ses établissements dans des lieux stratégiques.



SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



CENTRE DE DÉGIVRAGE - DORVAL

Type Institutionel
Client Groupe Axor et Cogela
Superficie 100 000pi² / 9 290m²
Étages 3
Coût 12 M$
Complété 1997 (Phase I)
2009 (Phase II)

Édifice multifonctionnel, fini en béton architectural préfabriqué, comprend tous les services associés au dégivrage des avions de l'aéroport international YUL, les services administratifs, le centre de formation et un laboratoire. L'immeuble sert aussi de garage pour les véhicules de dégivrage et d'entrepôt pour les réservoirs de glycol.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.



Technicien en architecture Éric Lay (suite)

1200 ST-ALEXANDRE- MONTRÉAL

Type Résidentiel & Design Intérieur
Client Belcourt Properties Management
Superficie 196 condos
Étages 7
Coût 21.2 M$
Complété 2010

Loft avec plafond élevé, plancher en bois dur, éclairage incroyable et espace intérieur confortable. Une terrasse sur le toit avec une piscine salée et chauffée, une aire BBQ et une aire de sauna, un centre d'entraînement et salle de jeux avec cinéma maison.



LE CAMBRIDGE - POINTE-CLAIRE

Type Retraités - Design intérieur
Client Groupe Prével
Superficie 274 appartements
Étages 6
Complété 2003

Le Cambridge est un complexe locatif de luxe comprenant 600 appartements conçus spécifiquement pour les retraités dynamiques, d'une superficie moyenne de 825 pieds carrés. Le rez-de-chaussée offre de nombreux services tels que : bistrot, dépanneur, salon de coiffure, salle à manger, cave à vin, etc.



IGA - PROVINCE DU QUÉBEC

Type Commercial
Client Sobeys
Étage 1
Coût 35 M$
Complété 2003 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et construction de plusieurs IGA à travers la province du Québec.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



AVON - POINTE-CLAIRE

Type Industriel
Client Avon Canada
Superficie 250 000pi² / 23 226m²
Étages 2
Coût 12 M$
Complété 2005

L'agrandissement de 250 000 pieds carrés pour servir de centre de distribution a posé un certain nombre de défis dont principalement celui de joindre ce nouvel immeuble à celui existant et surtout d'y arriver avec le moins d'inconvénients possible aux opérations courantes de l'entreprise. De plus, des interventions architecturales de mise à niveau du bâtiment existant ont été effectuées.



ULTRAMAR - QUÉBEC & ONTARIO

Type Commercial
Client Ultramar
Superficie 2 500pi² / 233m²
Étage 1
Coût 1 M$ à 1.5 M$
Complété 2005 à ce jour

Groupe Marchand a collaboré à la conception et la construction de plusieurs stations-services Ultramar sur de la province du Québec et de l'Ontario.



VESTIAIRE SPORTIF - ST-LAMBERT

Type Institutionnel
Client Ville de St-Lambert
Superficie 22 000pi²/ 2 044m²
Étage 1
Coût 600 000$
Complété 2012

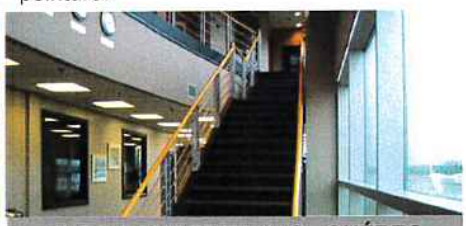
Nouveau vestiaire sportif pour la ville de St-Lambert construit dans le parc de la Voie du Maritime.



USINE BOMBARDIER- MIRABEL

Type Industriel
Client Bombardier Aérospace
Superficie 1 000 000pi² / 93 903m²
Étage 1
Coût 100 M$
Complété 2001

Ce complexe industriel sert à la fabrication et à l'assemblage des avions CRJ-700 et CRJ-900 de la compagnie Bombardier. L'en- semble du complexe regroupe la conception, le design et l'ingénierie des modèles, l'administration générale, une usine d'assemblage, un immeuble pour la finition extérieure, personnalisation et livraison des avions et un atelier de peinture.



CUBE CONDOMINIUMS - QUÉBEC

Type Résidentiel & commercial
Client Belcourt
Superficie 56 800pi² / 5 277m²
Étages 4.5
Coût 8.5 M$
Complété 2010

Ce projet a un total de 73 unités d'une à deux chambres à coucher avec un stationnement intérieur. Copropriété situé sur la rue Sherbrooke près d'un secteur commerçant à la mode dans l'ouest de la ville et maintenant adjacent au nouveau centre universitaire de santé McGill.



Technologue, François Houle

Ayant travaillé comme technologue et designer 3D pendant plus de 18 années aux États-Unis, François apporte au Groupe Marchand une vision nouvelle et originale de l'imagerie 3D. Sa grande expertise lui permet d'offrir aux clients, une imagerie innovatrice et de grande qualité. Il a un penchant très particulier pour le design intérieur et urbain.

Formation générale

- 1999 Seattle The Art Institute of Seattle, Seattle, Washington, États-Unis, Certificat en animation 3D
- 1988 California College of Arts and Crafts, San Franciso, Californie, États-Unis, Baccalauréat en architecture

Associations et ordres professionnels

- 2014 Membre de l'Ordre des technologues du Québec (OTQ)

Expériences professionnelles

- 2007 à ce jour gmad, (anciennement Groupe Marchand Architecture & Design inc.), Montréal, Québec
- 1996-2005 The Boeing Company, Seattle,Washington, États-Unis
- 1996-1988 Travailleur autonome, Seattle,Washington, États-Unis
- 1988-2005 Travailleur autonome, San Francisco, Californie, États-Unis

Projets pertinents

VESTIAIRE SPORTIF - ST-LAMBERT

Type Institutionnel
Client Ville de St-Lambert
Superficie 22 000pi²/ 2 044m²
Étage 1
Coût 600 000$
Complété 2012

Nouveau vestiaire sportif pour la ville de St-Lambert construit dans le parc de la Voie du Maritime.



LES JARDINS HAUTE-RIVE QUÉBEC

Type Retraités
Client Services Immobiliers First
Étages 10
Coût 35 M$
Complété en cours

Nouvelle construction incombustible avec plancher de béton de 9 pouces. On y retrouve une piscine extérieure et intérieure ainsi qu'un sauna.



CONDOS NORAMPARC - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Développement MAP
Superficie 350 condominiums
Étages 10
Coût 57 M$
Complété 2011-2015

Aménagé dans le quadrilatère formé des rues Masson, St-Joseph, Molson et D'Iberville. Le projet Noramparc met l'emphase sur la mixité sociale.



ROUGE CONDOMINIUMS - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Devmont
Superficie 700 unités dans six édifices
Étage 1
Complété 2011-2012

Aménagements des espaces communs design contemporain et haut de gamme : hall d'entrée, piscine intérieure et terrasse. Situé dans le quartier d'avenir Le Triangle, à moins de 15 minutes du centre-ville et à proximité de la station de métro Namur. Conçu et construit avec les meilleurs matériaux, des isolations acoustique et thermique supérieures à la norme, une fenestration exceptionnelle et des unités spacieuses.



CENTRE COMMUNAUTAIRE DU MONT ST-HILAIRE

Type Institutionnel
Client Groupe Maurice
Superficie 16 000pi² / 1 486 m²
Étages 2
Coût 3 M$
Complété 2008

Centre communautaire construit face à l'hôtel de ville fait partie d'un ensemble de bâtiments qui regroupent divers services pour la municipalité. Au rez-de-chaussée se trouve une grande salle multi-fonctionnelle. Au premier étage, nous retrouvons plusieurs petites salles qu'occupent les diverses associations communautaires et sportives de la ville. Un aménagement paysager et une terrasse complète l'extérieur du bâtiment.



LES TOURS SYMPHONIA - QUÉBEC

Type Design d'intérieur
Client Westcliff
Superficie 900 condominiums
Étages 6 bâtiments de 25 à 35 étages
Complété en cours

Le projet comprend 6 tours; 2 qui occupent le centre du lot et sont reliées par des aires communes réparties sur deux étages accessibles par l'entrée principale. 4 qui sont en périphérie avec 2 étages de stationnement souterrain. Le reste du lot est paysagé et comprend une piscine extérieure et des espaces de stationnement au nord et à l'ouest des tours.



Technologue, François Houle (suite)

SOLANO - MONTRÉAL

Type Design d'intérieur - Résidentiel
Client Habitation St-Luc inc.
Superficie 126 unités
Étages 8
Coût 26 M$
Complété en cours

Concept urbain chic et contemporain, Le Solano est composé de deux îlots distincts de quatre immeubles situés en bordure du quai de l'Horloge dans le Vieux-Montréal. Condos, des lofts et des penthouses d'une superficie de 421 à 2489 pi² qui offrent des panoramas exceptionnels sur le fleuve, la ville et la montagne.



NORAMPARC - BUREAU DES VENTES - QC

Type Design d'intérieur - Commercial
Client Développement MAP
Étage 1
Complété 2012

Construction d'un bureau des ventes pour les condominiums Noramparc. L'originalité de ce projet de par ses différentes formes cubiques où seront affichés en grand format des images intérieurs et extérieurs des futurs condominiums.



LES JARDINS MILLEN - MONTRÉAL

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 430 unités
Étages 9
Coût 59 M$
Complété 2012

Résidence à proximité du métro, de commerces et de restaurants. Une galerie commerciale intégrée avec un accès exclusif aux résidents et ces services : cinéma maison, bibliothèque, piscine extérieure, sauna, spa et aires extérieures pour diverses activités. Plusieurs salles de : conditionnement physique, loisirs



VILLAS QATAR - DOHA, QATAR

Type Résidentiel
Client Al GhariyahIndustrial
Superficie 557m² à 929m²
Étage 2 à 3
Complété proposition

Trois options de villas résidentielles à Qatar.



LE FÉLIX - VAUDREUIL-DORION, QC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 295 condos
Étages 5
Coût 32 M$
Complété 2009

D'élégance classique, situé en face du nouveau cœur commercial de la ville de Vaudreuil-Dorion et tout près de la gare. Condominiums spacieux et confortables. Offrant tous les services nécessaires tels que: salle à manger, chapelle, piscine, spa, salle d'entraînement physique et salle de visionnement.



MARQUISE - LAVAL

Type Résidentiel - Design intérieur
Client Groupe Monsap
Superficie 114 735m²
Étage 12-14
Complété en cours

Nouveau développement comprenant 8 bâtiments de condominiums pour un total de 940 condominiums, situés dans le centre-ville de Laval. Trois piscines seront intégrées (2 extérieures et 1 intérieure), une salle d'entrainement ainsi que des stationnements extérieurs et intérieurs.



PLAZA VILLAGIO - DOHA, QATAR

Type Design Urbain
Client Qatar Real Estate Project & Trading Co
Étages 1-20
Coût 134.5 M$
Complété proposition

Le Centre d'affaires Villagio doit inclure une banque, des bureaux, un concessionnaire d'automobiles, les édifices publiques, un café, un restaurant ainsi que l'aménagement paysager.



L'AVANTAGE - BROSSARD

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 55 000pi² / 5 110 m²
Étages 5
Coût 38 M$
Complété 2010

Ce bâtiment offre à ses résidants divers services; une grande salle située au rez-de-chaussée permet d'organiser des réceptions ou autres activités sociales, une terrasse extérieure aménagée permet aux résidants de participer à des activités extérieures.



ELOGIA - MONTRÉAL, QUÉBEC

Type Retraités
Client Groupe Maurice
Superficie 289 condos
Étages 13
Coût 38 M$
Complété 2007

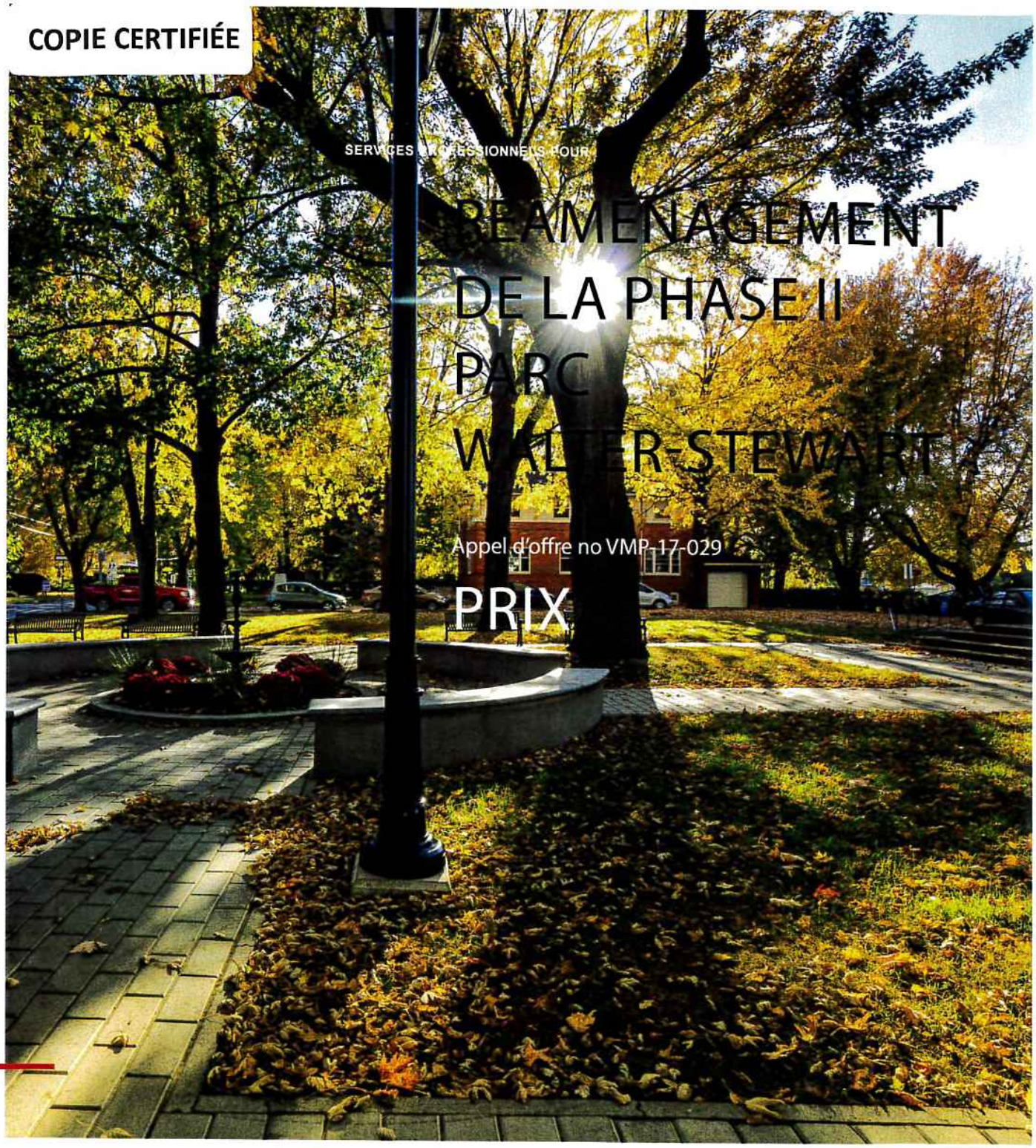
Résidence pour personnes retraitées située à Montréal en construction de béton comprenant 2 étages de sous-sol. Le paysagement et l'aménagement urbain sont de qualité afin de diminuer l'impact sonore de la rue Sherbrooke et créer ainsi un espace privé de qualité.



gmad

gmad.ca

COPIE CERTIFIÉE



SERVICES PROFESSIONNELS POUR

RÉAMÉNAGEMENT DE LA PHASE II PARC WALTER-STEWART

Appel d'offre no VMP-17-029

PRIX

ÉGLISE ST-BASILE-LE-GRAND | gmad

gmad

25.05.2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
606 CATHCART # 600 | MONTRÉAL, QC H3B 1K9

T : (514) 904-2878
F : (514) 906-0806

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public Nº VMP-17-029 services professionnels

ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DE CHARGES, L'ESTIMÉ DES COÛTS, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECONDE PHASE DU PARC WALTER-STEWART

Description	
Montant de la proposition 400, 000 $ X 14 %	56 000 $
Allocation pour services supplémentaires	5 000 $
Contingences (10%)	6100 $
SOUS-TOTAL	67 100 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	3 355 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	6693.23 $
	77 148.23 **TOTAL :**

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ». Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (gmad)

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

600-606 rue Cathcart
Adresse

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H3B 1K9	514-904-2878	514-906-0608

Nom de la personne responsable (en majuscules)
Alain-Serge Marchand, architecte, président

Signature du responsable

Date		
Jour	Mois	Année
25	05	2017

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Montréal

Secrétaire d'arrondissement Division du Greffe – Arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-029 services professionnels

ANNEXE A

Section A – Rémunération à taux horaire :

Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire ($), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total ($) (A x B)
Arch. paysagiste	50	100.00$	120.00$	5 000$
Architecte	15	100.00$	120.00$	1 500$
Ingénieur	25	100.00$	120.00$	2 500$
Techniciens	40	80.00$	95.00$	3 200$
Graphiste	15	80.00$	95.00$	1 200$
Spécialiste LEED	10	70.00$	90.00$	700$
			Sous-total des honoraires - Section A	14 100$
Section B – Dépenses admissibles				
Dépenses admissibles (1 % du total de la section A)				141$
Autres dépenses :				0$
			Sous-total des dépenses admissibles – Section B	141$
			Sous-total des honoraires et dépenses admissibles – Section A et B	14 241$
			Total	14 241$

Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement.

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2».

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Marchand	Alain-Serge

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte, président	36	71.26 $	37,5 hr	138,957.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bauer	Pascal

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte paysagiste	26	40.00 $	37.50 hr	78000.00 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Bonnet	Philippe

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte paysagiste	11	30.00 $	35.00 hr	54,600 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guay	Catherine

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
designer d'intérieur LEED	8	32.00 $	37.5 hr	62400 $

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Guimont	Jean-François

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte, directeur de projet	19	60.41 $	37.5 hr	117,800.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-05-23

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-05-23

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Chan	Irène

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte	13	37.56 $	37.5 hr	73242.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Lay	Éric

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
architecte	23	38.46 $	37.50 hr	75,000.00$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

DONNÉES SUR LE SALAIRE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Houle	François

TITRE ACTUEL (arch., ing., tech., sr., int., jr.)	NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE	TAUX HORAIRE DU SALAIRE RÉELLEMENT VERSÉ	HRS/SEMAINE	SALAIRE ANNUEL
technologue	29	38.26 $	37.50 hr	74,600$

SIGNATURES

EMPLOYEUR _____ **DATE** 2017-04-13

EMPLOYÉ _____ **DATE** 2017-04-13

Note : Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **deuxième enveloppe contenant les honoraires professionnels.**

gmad

gmad.ca

N° de dossier : 1166486006

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Précision: Accorder un contrat de services professionnels de 77 148,23 $ et approuver la convention avec Groupe Marchand Architecture & Design Inc. pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II et autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ (appel d'offres public VMP-17-029 – 1 soumissionnaire)

Fournisseur :

Nom : Groupe Marchand Architecture & Design Inc.

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 396586

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant				57 861,17 $	19 287,06 $			**77 148,23 $**

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

Entre **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie,** personne morale de droit public ayant une adresse au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009).

Ci-après appelée « **Ville »**

ET :

Groupe Marchand Architecture & Design Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 606, rue Cathart, bureau 600, Montréal, H3B 1K9.

Ci après appelé «**Contractant»**

TPS: 841627359 RT0001
TVQ: 1213500712 TQ0001

ATTENDU QUE M. Alain-Serge Marchand, Président Architecte du Groupe Marchand Architecture & Design Inc. est autorisé à faire et à signer pour et au nom de la compagnie, toutes soumissions et/ou contrat de services professionnels au nom de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. en vertu de l'extrait du procès verbal d'une réunion du conseil d'administration tenue au 606, rue Cathart, bureau 600, Montréal, le 8 mai 2017 (annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant (annexe 2);

1. OBJET

Sous la gouverne du chef de division du Bureau de projets, le contractant effectuera l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que le suivi et la surveillance en résidence du chantier dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart – Phase II, conformément à l'offre de services jointe en annexe 3. Le mandat s'effectuera en trois temps, soit avec le dépôt des documents d'appel d'offres en vue des travaux de construction, avec le suivi approprié durant la période d'appel d'offres puis, avec la surveillance complète des travaux durant la réalisation, selon les modalités prévues à l'offre de service ainsi qu'au devis technique VMP-17-029 joint en annexe 4.

2. DURÉE

Cette convention entrera en vigueur à sa signature et se terminera à l'acceptation par le client de l'ensemble des livrables ainsi que de l'ouvrage suite aux travaux, prévu pour l'été 2018.

3. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT :

3.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits;

3.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin;

3.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

3.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention;

3.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

3.6 soumet à la Ville, une facture finale lors du dépôt des livrables décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci.

3.7 autorise la Ville à reproduire et diffuser tout document qu'Il produit dans le cadre du contrant le liant à la Ville. Les documents peuvent servir autant le projet pour lequel ils ont été expressément faits que tout autre étude, enquête ou document de promotion produit par la Ville.

4 OBLIGATIONS DE LA VILLE :

4.1 verse une somme maximale de soixante-dix-sept mille cent quarante-huit virgule trente-trois DOLLARS (77 148,33 $) incluant les taxes, en paiement de tous les services rendus et de toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 3.6; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale;

4.2 acquitte la facture visée à l'article 3.6 dans les trente (30) jours de leur approbation pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 3.5; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes;

4.3 peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant;

5. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE

_____
M^{e} Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Date_____

POUR LE CONTRACTANT

_____
Alain-Serge Marchand, Président Architecte
Contractant

Date_____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-17-029
Numéro de référence : 1069614
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Services Professionnels – Élaboration des plans, du cahier des charges, de l'estimé des coûts, du suivi et de la surveillance en résidence pour le réaménagement de la Phase II du parc Walter-Stewart
Date de fermeture de l'avis :	2017-05-25 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2017-05-30 9 h 13 Révision : 2017-05-30 11 h 13
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Domenico Zambito Courriel : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Groupe Marchand Design + Architecture 606 Cathcart, bur. 600 Montréal, (QC) CAN H3B 1K9	2264651110	Monsieur Francois Le May Téléphone : 514 904-2878	77 148,23 $

Information supplémentaire

S'agissant de soumissions relatives à la fourniture de services professionnels dont le prix soumis doit, à cette étape, demeurer confidentiel selon la loi. Le 30 mai la deuxième enveloppe est ouverte.

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Historique des modifications

Révision des résultats : :	2017-05-30 11 h 13

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166486006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  "D'autoriser une dépense maximale de 84 161,71 $ taxes incluses pour l'élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et la surveillance de chantier dans le cadre du proejt d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II (appel d'offres public VMP-17-029 - 1 soumissionnaire);

  D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Marchand Architecture & Design Inc., ayant obtenu la note de passage, au prix de sa soumission, soit au prix total de 77 148,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1634220200 Serv proh-Parc walter-Stuart-Réam

2017	2018	2019	Total
53,0	24,0		77,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
84 161,71 $	76 850,86 $	77 148,23 $	70 446,62 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

  l'engagement de gestion numéro VM66486006 au montant de 76 850,86 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 76 850,86 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817269	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1634220200	84 161,71 $	76 850,86 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817269	801550	07165	54390	000000	0000	161592	000000	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2017-06-01**

gmad

Montréal, le 26 mars 2018

À l'attention de : Monsieur Patrick Chalouhi
Conseiller en aménagement, bureau de projets de centre-ville
Arrondissement Ville-Marie
800 boulevard de Maisonneuve est, 20e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Sujet : Parc Walter-Stewart
Travaux d'aménagement – phase II
Nº de projet : 6653.00

Monsieur,

Nous avons obtenu un mandat (CE 150-04-03-14) en mars dernier pour la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour le projet nommé en rubrique.

L'ordre de débuter a été établi au 14 novembre 2017 au plus bas soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. (Soumission VMP-17-038).

Au cours du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, l'intégration d'une toilette autonettoyante dans le nouveau chalet a été demandé par la Ville.

Puisqu'il s'agit d'une situation nouvelle, le niveau de certification LEED devra être réévalué et ajusté en conséquence.

En conséquence, la nature de notre mandat est modifiée en raison de la demande d'intégration d'une toilette autonettoyante dans le chalet et des travaux supplémentaires suivants :

- Coordination avec le professionnel responsable du dossier pour la toilette à la ville;
- Coordination avec le fournisseur de la toilette autonettoyante;
- Coordination supplémentaires avec les ingénieurs impliqués au dossier;
- Vérification, validation des requis et de l'acceptabilité de la certification LEED;
- Modification des plans en architecture et en ingénierie;
- Émission de la demande de travaux supplémentaires auprès de l'entrepreneur.

De plus, une demande de raccordement du chalet au réseau de Bell a été formulées au cours du chantier.

Ainsi, pour pallier à ces impondérables, nous vous demandons un ajustement d'honoraires de 10 500,00$.

En espérant le tout conforme à vos politiques, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Pascal Bauer
Architecte paysagiste

c. c. Alain-Serge Marchand- gmad
Jean-François Guimont - gmad

Groupe Marchand Architecture & Design Inc.
1700-555, boulevard René-Lévesque O
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : (514) 904-2878
Télécopieur : (514) 906-0608

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1166486006

- L'intervention ADDENDA de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  "D'autoriser l'augmentation du contrat accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc. d'un montant de 12 072,38 $, taxes incluses, pour l'établir à 89 220,67 $ taxes incluses".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220000 - Arrondissement

2018			Total
11,0			11,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1634220200 Serv prof-Parc walter-Stuart-Réam

2018	2019	2020	Total
11,0	-		11,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
12 072,38 $	11 023,69 $	12 072,38 $	11 023,69 $

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 11 023,69 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3811157	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1634220200	12 072,38 $	11 023,69 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3811157	801550	07165	54301	000000	0000	161592	000000	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-27**

gmad

Montréal, le 24 septembre 2018

À l'attention de : Madame Yasmina Adbelhak, ing.
Division Projets Centre-Ville
Direction gestion du portefeuille de projets
801 rue Brennan est, 10e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Sujet : Parc Walter-Stewart
Travaux d'aménagement – phase II
Nº de projet : 6653.00

Monsieur,

Nous avons obtenu un mandat (CE 150-04-03-14) en mars dernier pour la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour le projet nommé en rubrique.

L'ordre de débuter a été établi au 14 novembre 2017 au plus bas soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. (Soumission VMP-17-038).

Au cours du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, l'intégration d'une toilette autonettoyante dans le nouveau chalet ainsi que l'aménagement d'un toit vert a été demandé par la Ville. Ces modifications ont entraînées une prolongation du calendrier des travaux de plus de mois.

De plus, nous avons du supporter de manière importante et constante, le sous-traitant Thinking Habitat pour la construction du chalet. Ces interventions attentives de notre part ayant pour objectif de livrer un chalet conforme aux attentes de la ville et dans les meilleurs délais.

En conséquence, la nature de notre mandat est modifiée en raison de la durée anormalement augmentée de la surveillance de chantier et le suivi exceptionnel que nous devons continuer à assumer.

Ainsi, pour pallier à ces impondérables, nous vous demandons un ajustement d'honoraires de 12 980,00$.

- surveillance des travaux	8 680,00$
- suivi du bureau par un architecte	2 150,00$
- suivi et gestion du projet incluant réunion de chantier	2 150,00$

En espérant le tout conforme à vos politiques, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Pascal Bauer
Architecte paysagiste

c. c. Alain-Serge Marchand- gmad
François Le May - gmad

Groupe Marchand Architecture & Design Inc.
1700-555, boulevard René-Lévesque O
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : (514) 904-2878
Télécopieur : (514) 906-0608

gmad

Montréal, le 23 mai 2019

À l'attention de : **Monsieur Madjid Imine, ing.**
Division Projets Centre-Ville
Direction gestion du portefeuille de projets
801 rue Brennan est, 10e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Sujet : **Parc Walter-Stewart**
Travaux d'aménagement – phase II
Nº de projet : **6653.00**

Monsieur,

Nous avons obtenu un mandat (CE 150-04-03-14) en mars dernier pour la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour le projet nommé en rubrique.

Le contrat de réalisation a été octroyé lors de la résolution du conseil le 4 octobre 2017, au plus bas soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. (Soumission VMP-17-038).

Au cours du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart, l'intégration d'une toilette autonettoyante dans le nouveau chalet ainsi que l'aménagement d'un toit vert a été demandé par la Ville. Ces modifications ont entraînées une prolongation du calendrier des travaux de plus de 6 mois. La réception provisoire partielle pour le volet parc a été réalisé le 21 juin 2018 soit un mois avant l'échéance précisée au cahier des charges.

De plus, nous avons du supporter de manière importante et constante, le sous-traitant Thinking Habitat pour la construction du chalet. Ces interventions attentives de notre part ayant pour objectif de livrer un chalet conforme aux attentes de la ville et dans les meilleurs délais.

La dernière facturation couvre la période du 1er au 30 septembre 2018 et représentant la totalité des honoraires facturables. Nous avons poursuivi notre travail dans ce dossier afin de rencontrer nos obligations contractuelles, toutefois, pour des raisons pragmatiques et de la natures des interventions épisodiques ou incertaines des interventions du sous-traitant nous avons été contraint de cesser notre présence quotidienne au chantier.

La coordination et la récolte des données et des informations nécessaires à l'obtention de la certification LEED s'avèrent particulièrement ardues et demande des efforts considérables. De plus, pour ces raisons, il nous est difficile d'évaluer la somme de travail que nous devrons encore investir pour mener a terme ce dossier.

En conséquence, la nature de notre mandat est modifiée en raison de la durée anormalement augmentée de la surveillance de chantier et le suivi exceptionnel que nous devons continuer à assumer.

Depuis le 21 juin 2018, date de la réception provisoire partielle, nous avons poursuivi nos efforts auprès du sous-traitant Thinking Habitat afin d'assurer la bonne réalisation du chalet. Les négociations longues, répétées et laborieuses avec cet intervenant ont été excessivement exigeantes en terme d'heures de services. Les visites au chantier ont dues se prolonger jusqu'en décembre 2018.

Groupe Marchand Architecture & Design Inc.
1700-555, boulevard René-Lévesque O
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : (514) 904-2878
Télécopieur : (514) 906-0608

Nous devons également prévoir poursuivre notre engagement jusqu'à la réalisation complète et définitive de ce projet.

Ainsi, pour pallier à ces impondérables, nous vous demandons un ajustement d'honoraires de 36 600,00$.

Suivi au chantier des mois d'octobre, novembre et décembre 2018:	20 000,00$
Suivi au bureau des mois d'octobre, novembre et décembre 2018:	6 300,00$
Suivi et coordination a venir pour l'année 2019:	6 300,00$
Coordination et suivi pour l'obtention des documents visant la certification LEED:	4 000,00$

En espérant le tout conforme à vos politiques, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures.



Pascal Bauer
Architecte paysagiste

c. c. Alain-Serge Marchand- gmad
François Le May - gmad

Groupe Marchand Architecture & Design Inc.
1700-555, boulevard René-Lévesque O
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : (514) 904-2878
Télécopieur : (514) 906-0608

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166486006

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Groupe Marchand Architecture & Design Inc.(GMAD)	396586

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le présent addenda vise à autoriser une dépense additionnelle de 46 288,93 $ pour les services professionnels dans le cadre du projet d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II, majorant ainsi la dépense totale à 150 433,35 $.
Augmenter le contrat Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (VMP-17-029) :42 080.85 $ taxes incluses
Augmenter le budget prévisionnel de contingences de 10 % : 4 208,08 $ taxes incluses
Montant total de la dépense 2019: 46 288.93 $ taxes incluses

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		46 288,93 $						**46 288,93 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 30

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	04	juin	2017	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Madjid Imine

Prénom, nom

Date et heure système : 24 mai 2019 14:47:27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2019/06/05
18:30

Dossier # : 1190173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et d'Éducation des Jeunes et Adultes), se terminant le 30 avril 2020, pour le projet « Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action » et accorder une contribution de 20 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 30 avril 2020, avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et d'Éducation des Jeunes et Adultes) pour la réalisation d'activités aux Habitations Jeanne-Mance;

D'accorder à cette fin une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 15:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190173003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et d'Éducation des Jeunes et Adultes), se terminant le 30 avril 2020, pour le projet « Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action » et accorder une contribution de 20 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Feejad intervient sur le territoire des Habitations Jeanne-Mance depuis plus de 10 ans afin de mobiliser les familles pour qu'elles prennent part aux activités offertes dans le secteur. Ce complexe d'habitations est l'un des plus grands ensembles de logements sociaux du Canada et compte 260 unités de logements destinés aux familles à faible revenu. Plusieurs communautés ethnoculturelles cohabitent sur ce territoire. Certaines de ces familles vivent des enjeux d'intégration. Parmi les organismes qui interviennent sur ce territoire, la Feejad propose un projet qui en favorisant l'inclusion des pères à la vie communautaire et civique, vise à accroître leur participation à la société québécoise. Le présent dossier recommande l'approbation de la convention et une contribution de 20 000 $ pour le projet les pères des Habitations Jeanne-Mance en action se terminant le 30 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le plan d'action relatif au projet de la Feejad est la continuité des activités réalisées précédemment par l'organisme et vise la réalisation d'activités de mobilisation de la communauté, notamment du porte à porte fait par l'intervenante de milieu auprès des familles plus isolées du secteur. L'organisme fera aussi l'embauche d'une personne de la communauté qui agira à titre de facilitateur et permettra de créer des liens plus rapidement. À la fin de la période de mobilisation, l'organisme vise à rejoindre avec ce projet principalement 14 pères et mères, dont 6 ayant déjà suivi le programme en 2018. Les pères étant plus difficiles à joindre par ce type de projet, des efforts de mobilisation constants sont réalisés par l'organisme pour les intéresser aux activités. Le projet de 2019-2020 prévoit entre autre, la tenue de cafés rencontres thématiques, des séances de cuisine collective, des visites d'institutions publiques. Depuis 2017, l'organisme reçoit un financement du programme de soutien aux organismes communautaires du Ministère de la Santé et des Services sociaux et a récemment bénéficié d'une enveloppe du Ministère Immigration, Diversité et Inclusion du Québec. L'organisme poursuit sa recherche de financement auprès de d'autres instances. La Corporation des Habitations Jeanne-Mance

prête gratuitement des locaux à l'organisme. La Feejad est encouragée à travailler avec les organismes du milieu et à référer les citoyens vers les ressources déjà existantes dans le milieu. Une contribution maximale de 20 000 $ de l'arrondissement est recommandée.

JUSTIFICATION

La Feejad entamera sous peu le processus afin d'obtenir la reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. La contribution sera versée à même le fonds de soutien en développement social.
La contribution de 20 000 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties et les sommes requises proviendront du budget de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les pères et leurs familles pourront se rassembler et cuisiner ensemble. Un intervenant de milieu est à la disposition des familles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme fera du porte à porte dans les logements de la Corporation des Habitations Jeanne-Mance.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'organisme réalisera au cours de la période de juillet à avril 2020, les activités incluses à son plan d'action. L'agente de développement responsable du dossier suivra l'évolution des activités. L'organisme déposera un bilan final au 30 janvier 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Des rencontres ont lieu régulièrement entre le personnel de l'organisme et l'agente de développement du secteur.
Une évaluation formelle de l'état d'avancement du plan d'action aura lieu à la mi-étape et au plus tard 30 jours suivant la date de fin du projet.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et d'Éducation des Jeunes et Adultes), se terminant le 30 avril 2020, pour le projet « Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action » et accorder une contribution de 20 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190173003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1190173003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Feejad	240851

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Fonds de soutien aux organismes en développement social
Imputation : 306125-07189-61900-016491-002581

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			18 000,00 $	2 000,00 $				**20 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	06	juin	2019	Date de fin :	30	avril	2020

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 22 mai 2019 10:31:05

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **FEEJAD,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 250, rue Ontario Est, bureau 5014, Montréal (Québec), H2X 1H4, agissant et représentée par madame Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice et intervenante de milieu, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 13 février 2019.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

No d'inscription T.P.S. : N/A
No d'inscription T.V.Q. : N/A
No d'inscription d'organisme de charité : 83115 0552 RR0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des services adaptés aux citoyens de l'arrondissement et principalement ceux des Habitations Jeanne-Mance.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en développement social pour le financement du projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 août, automne du 1er septembre au 31 décembre 2019, hiver : 1er janvier au 6 mai

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou

document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 avril 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque

pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 250, rue Ontario Est, bureau 5014, Montréal, Québec, H2X 1H4, et tout avis doit être adressé à l'attention de Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice et intervenante. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

FEEJAD

Par : _____
Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice et intervenante

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER en développement

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

pour le projet : Les pères des Habitations Jeanne-Mance en action

Ville-Marie Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme			
Nom légal de l'organisme : FEEJAD			
Nº d'enregistrement : 1163143432		**Date d'incorporation :1er août 2005**	
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande			
Nom : Perpétue Mukarugwiza		**Titre : Coordonnatrice et intervenante de milieu**	
Adresse de l'organisme			
Nº civique :250	**Local** : 5014	**Rue :** Ontario Est	
Ville : Montréal		**Province** :QC.	**Code postal :** H2X 1H4
Téléphone : 514-840-9261	**Poste nº**	**Télécopieur :**	
TPS :	**TVQ :**		**# Charité : 83115 0552 RR0001**
Courriel : feejad@hotmail.com		**Site Web** : http://www.feejad.com/	
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) : FEEJAD est un OSBL qui accompagne les familles immigrantes des HJM dans leur processus d'autonomisation et d'intégration à leur nouvelle société d'accueil en privilégiant l'intervention de milieu. L'organisme promeut l'éducation, soutient la famille dans le développement des compétences personnelles et professionnelles.			

Calendrier de réalisation du projet

Date prévue de début du projet : 2019-06-06

Date de remise du rapport d'étape : 2019-11-01

Date prévue de la fin du projet : 2020-04-30

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet : 2020-05-30

Description du projet

Un pas de plus vers l'intégration sociale et communautaire des familles des HJM.

Le projet précédent soutenu par l'Arrondissement Ville-Marie, mené en concordance avec un projet de francisation soutenu par le ministère de l'immigration, de la Diversité et de l'Inclusion a été initialement conçu pour les pères. L'année précédente, il avait été conçu pour les mères. L'expérience nous démontre que les projets doivent être pensés en fonction des familles. Nos activités et interventions interpellent l'un et l'autre alternativement ou simultanément. Le projet de cette année s'adresse donc autant aux mères, aux pères aux enfants qu'à toute la famille vu comme un ensemble.

Le travail effectué dans le cadre du projet de l'an dernier a porté ses fruits. Grâce à une mobilisation et un encouragement constants (et à un professeur compétent), le nombre de participants aux ateliers de francisation de même que leur assiduité dépasse toute attente. La collaboration ave d'autres organismes du milieu pour l'organisation d'activités communautaires et de sorties a porté fruit. Encore là, on remarque une participation de plus en plus grande autant des hommes que des femmes, ensemble ou séparément, et ce dans une communauté où les femmes sont historiquement isolées ou maintenues à l'écart et où les hommes montrent peu d'intérêt à la vie sociale et communautaire de leur pays d'accueil.

La Corporation des Habitation-Jeanne-Mance nous a aussi fait part de son souhait de se rapprocher davantage de ses locataires et de faire appel à la FEEJAD pour ce faire.

En plus de leurs souhaits d'avoir davantage d'activités qui permettraient de mieux connaître Montréal, les résidents nous ont aussi fait part de leurs besoins d'avoir un soutien de son personnel et de ses bénévoles pour faciliter leurs rapports avec les différents paliers de gouvernement, notamment en ce qui a trait aux déclarations d'impôts ou d'autres exigences administratives difficiles à assumer pour nombre de résidents.

Toutes ces activités communautaires ne sont possibles que si les résidents bénéficient d'un soutien individuel qui

leur permet d'affronter et de dépasser les difficultés relationnelles qu'ils rencontrent dans leur quotidien.

L'actuel projet vise à pousser encore plus loin l'engagement social et communautaire déjà amorcé et à poursuivre le soutien individualisé qu'il a toujours offert.

Le projet sera donc constitué d'activités qui vont favoriser l'ouverture sur la société ambiante, favoriser le vivre ensemble au sein même de ce milieu de vie que sont les Habitations Jeanne-Mance et soutenir individuellement les personnes concernées dans leur cheminement.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

OBJECTIFS VISÉS PAR LA CONTRIBUTION DE L'ARRONDISSEMENT	PRINCIPAUX OBJECTIF DE L'ORGANISME DANS LE CADRE DU PROJET	ACTIONS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DANS LE CADRE DU PROJET
MOBILISATION DES FAMILLES DES HJM EN VUE D'UNE PARTICIPATION PLUS ACTIVE DANS LA VIE COMMUNAUTAIRE ET CIVIQUE	Élargissement du groupe des familles des HJM	Visite des familles pour solliciter les pères et mères.
		Rencontre de groupe mixte (les pères anciens et nouveaux participants, mères).
	Élaboration de la programmation des activités par trimestre	Choix des sujets et des personnes-ressources (facilitateur) avec les participants du projet
		Identification des lieux de sorties et cuisines collectives avec les familles
	Retour sur les activités réalisées pour identifier les bons coups et les points d'amélioration	Évaluation individuelle et de groupe compilée et analysée au rapport d'étape et au rapport final
		Voir les activités au point 2.2
	Rédaction du rapport d'étape (septembre 2019) et du rapport final (mars 2020)	Mise à contribution des animateurs et participants pour évaluer les résultats et apprentissages

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
50	Visites dans les familles ou rencontre au bureau de FEEJAD pour solliciter les hommes et femmes en vue de leur participation aux différentes activités	50 x 2 heures	01 mai au 31 janvier 2020	Visite de 15 familles
1	Séance de présentation du projet (activités, objectifs, résultats attendus)	1 x 3 heures	mi-mai 2019	5 hommes et 5 femmes
4	Séances de cuisines collectives (dont barbecue)	4 x 10 h	Juin 2019 à février 2020 BBQ en juillet 2019	10 familles pour chacune des séances
4	Sorties en famille	4 x 10 h	Juin à septembre 2019	15 familles
1	Identification des autres activités avec les familles	1 x 4 heures	Février 2020	5 familles

4	Activités au YMCA Guy-Favreau (piscine,	4 x 3 h	Mai à septembre 2019	10 personnes
2	Évaluation individuelle et de groupe compilée et analysée au rapport d'étape et rapport final	2 x 2 heures	Octobre 2019 et mars 2020	10 familles
2	Activités spéciales à réaliser: Sortie au zoo de Granby et visite à l'Assemblée Nationale pour rencontrer notre députée Manon Massé lors de la rentrée parlementaire	2x12 heures	Dépendamment des coûts de l'activité et de la saison (été et automne) Viste au Parlement de Québec en collaboration avec Manon Massé,députée de Québec Solidaire	
	Rencontres échanges entre les pères offertes au Cégep du Vieux Montréal les lundis et les mardis de 16 h à 18 h		Durant la saison estivale	5 hommes
	Activités familiales: Fête de fin d'année scolaire (juin 2019) Fête de partage: décembre 2019			

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au projet		
Fonctions (animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnatrice et agente de milieu	Visites des familles pour solliciter la mobilisation des pères; coordination des activités	Connaissance du milieu et de la méthode de mobilisation
Animateurs(2)	Animation des rencontres de groupe	Connaissance d'une des langues parlées par les résidents
Adjoint administratif	Soutien administratif et financier au projet	Compétences en administration, suivi des projets, reddition de compte, rapport
Collaborateurs spécialisés	Intervention selon les sujets demandés par les résidents et suivi dans leurs organismes et institutions respectifs, le cas échéant	Qualifications professionnelles spécialisées en gestion des communautés immigrantes
Policière communautaire	Intervention soutenue tout au long du projet pour prévenir tout acte de criminalité dans le quartier	Disponibilité pour rencontrer les résidents lors des activités ou sur une base personnelle, au besoin

Élus locaux	Participation et interaction des élus avec les résidents lors des activités, conseil d'arrondissement ou dans les activités politiques	Intérêt à soutenir l'implication des familles dans leur vie communautaire et civique

3 – Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommer chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet

Partenaires	Implications
Poste de police de quartier	Participation de l'agente communautaire de façon continue et des autres policiers : prévention et répression, selon les circonstances. Les policiers participaient à l'aide aux devoirs.
Ressources institutionnelles du milieu : Corporation des Habitations Jeanne-Mance	Octroi de locaux Co-organisation d'activités
Action Centre-Ville / YMCA	Collaboration pour l'organisation des cuisines collectives / Salle de sport
Université de Montréal	Préparation cuisine collective; intervention psychosociale, accompagnement lors des sorties par des stagiaires

PSOC, MIDI, Arrondissement de ville-Marie, Députée de Québec Solidaire (Manon Massé), Caisse Desjardins du quartier Latin	Contribution financière
Cégep du Vieux-Montréal	Accueil dans leurs salles de classe et visite du CÉGEP Collaboration des étudiants lors des ateliers d'aide aux devoirs en présence des parents et ateliers de transfert de pratiques

Budget prévisionnel
revenus et dépenses - 11 mois (2019 – 2020)

REVENUS PRÉVISIONNELS

Arrondissement Ville-Marie		20 000 $
Corporation des HJM	Prêt de locaux	10 000 $
	aide financière	3 000 $
PSOC		20 000 $
Ministère de l'Immigration, Diversité et Intégration		15 048 $
Total des contributions		**68 048 $**
Revenus autonomes		
Bénévolat : 2 personnes x 20 h x 44 sem. x 15 $/h		26 400 $
Prêt d'équipements		500 $
Total revenus autonomes		**26 900 $**
TOTAL DES REVENUS		**94 948 $**

DÉPENSES PRÉVUES

Salaires et cotisations de l'employeur	Intervenante de milieu : 24 h x 44 semaines x 25 $/h	26 400 $
	Intervenant social : 10 h x 44 semaines x 18 $/h	7 920 $

	Facilitateur : 10 h x 44 semaines x 15 $/h	6 600 $
	Bénévolat : 2 x 20 h x 44 semaines x 15 $/h	26 400 $
Total ressources humaines		**67 320 $**
Frais d'activités	Ateliers de cuisine collective (4 x 500 $)	2 000 $
	Sorties socioculturelles (4 x 1500 $)	6 000 $
	Cafés-rencontres (2 x 300 $)	600 $
	Prêt de locaux par la Corporation HJM	
	Valeur de l'équipement	10 000 $
	Divers frais	500 $
		4 528 $
Total des frais d'opération		**21 100 $**
Frais d'administration (10 % x 40 000 $)	Communications, assurances, papeterie, tenue de livres, etc.	4 000 $
TOTAL DES DÉPENSES		**94 948 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Famille pour l'entraide et l'Éducation des jeunes et des adultes

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet

Signature : Perpétue Mukarugwiza

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Coordonnatrice et intervenante de milieu

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Veuillez noter que :

– Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

AU BESOIN

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi -rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	À la remise du bilan final janvier 2020
2019	**18 000 $**	18 000 $	
2020	**2 000 $**		2 000 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190173003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Accorder une contribution de 20 000 $ à la Feejad pour la réalisation d'activités aux Habitations Jeanne-Mance."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 $

	Années antérieures	**2019**	**2020**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **20 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **600706**
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-23**

Date et heure système : 23 mai 2019 16:51:47

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.14

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1180141012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Modifier la résolution CA18 240643 afin de modifier la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) dans le cadre de la gestion du Programme des éco-quartiers du district de Ville-Marie et augmenter la contribution de 9 649,20 $ pour un montant total accordé de 174 519,20 $

D'approuver la convention modifiée entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion du programme Éco-quartier dans le district de Sainte-Marie et la réalisation du plan d'action de 2019.
D'accorder, à cette fin, une contribution financière additionnelle de 9 650 $ pour un total maximal de 174 520 $

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 09:06

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1180141012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Modifier la résolution CA18 240643 afin de modifier la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) dans le cadre de la gestion du Programme des éco-quartiers du district de Ville-Marie et augmenter la contribution de 9 649,20 $ pour un montant total accordé de 174 519,20 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour effet de modifier la résolution CA18 240643.

La convention initiale prévoyait le versement d'une contribution financière de 164 870 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie. Cette contribution doit être revue et augmentée de 9 650 $ pour un total de 174 520 $ $ afin de répondre aux nouveaux besoins de l 'arrondissement.

En effet, dans le cadre du Programme éco-quartier, la division de l'aménagement des parcs et des effectifs immobiliers souhaite avoir recours à la SEM pour planifier un exercice de mobilisation des citoyens de même que participer , en mode collaboratif, à la planification de deux projets qui n'étaient pas prévus à la convention initiale. Il s'agit de l'aménagement du nouveau réseau de ruelles aux abords des parcs Olivier-Robert et Sainte-Marie (5 368 $) et de la nouvelle ruelle verte formée par le quadrilatère des rues de Lorimier, de Bordeaux, Sherbrooke et de Rouen (4 282 $).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée KENNY, Ville-Marie
Nathalie DERET, Ville-Marie

Lecture :

Nathalie DERET, 23 mai 2019
Josée KENNY, 22 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
conseillère en planification - développement durable

514.868.8725
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018	Résolution: CA18 240643

Approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie et accorder une contribution de 164 870 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion du programme « Éco-quartier » dans le district de Sainte-Marie et la réalisation du plan d'action de 2019;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 164 870 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02
1180141012

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1180141012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Modifier la résolution CA18 240643 afin de modifier la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) dans le cadre de la gestion du Programme des éco-quartiers du district de Ville-Marie et augmenter la contribution de 9 649,20 $ pour un montant total accordé de 174 519,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180141012_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180141012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention modifiée entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion du programme Éco-quartier dans le district de Sainte-Marie et la réalisation du plan d'action de 2019.

Accorder, à cette fin, une contribution financière additionnelle de 9 650 $ pour un total maximal de 174 520 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 9 650,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		9 650,00 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 9 650,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306100	04601	61900	016491	0000	000000	028061	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont disponibles dans la clé comptable ci-dessus.
- Le bon de commande 1318783 sera mis à jour en conséquence.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-24**

Date et heure système : 24 mai 2019 10:11:17

N° de dossier : 1180141012

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société écocitoyenne de Montréal	380164

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Ajout de 9 650 $ au BC 1318783

IMPUTATION : 2438-0010000-306100-04601-61900-016491 = 9 650$

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		9 650.00 $						**9 650.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	janvier	2019	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Catherine Philibert

Prénom, nom

Date et heure système : 28 May 2019 10:13:38

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1180141012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco -quartier de Sainte-Marie et accorder une contribution de 164 870 $

D'approuver la convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion du programme Éco-quartier dans le district de Sainte-Marie et la réalisation du plan d'action de 2019.
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 164 870 $

D'imputer cette dépense totale de 164 870 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 11:31

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180141012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco -quartier de Sainte-Marie et accorder une contribution de 164 870 $

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 1995 par la Ville de Montréal, le programme éco-quartier a comme mission de promouvoir l'écocitoyenneté et d'améliorer le milieu de vie par le biais d'actions réalisées par et pour les citoyens. Il vise également la promotion et l'adoption de comportements plus sains, respectueux de l'environnement et des principes du développement durable. L'arrondissement confie la gestion du programme éco-quartier à 3 organismes à buts non lucratifs issus des milieux communautaires qui assurent la promotion du programme dans leur district électoral respectif et agissent en tant qu'éco-quartier de Sainte-Marie, de Saint-Jacques ou de Peter-McGill.

La contribution financière appuie les activités de mobilisation, de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation mises en œuvre par chacun des éco-quartiers. Les activités ainsi financées se retrouvent dans le Plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie. Ces activités doivent contribuer aux grandes orientations et objectifs de l'arrondissement en matière d'environnement et de développement durable. Elles doivent ainsi s'inspirer des plans et politiques de la Ville de Montréal et de l'arrondissement dont le Plan Montréal durable 2016-2020, le Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie et le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

Il est à noter que la contribution financière de l'éco-quartier de Sainte-Marie s'élevait à 150 000 $ en 2018. En 2019, elle s'élèvera à 164 870 $ parce qu'elle finance de nouvelles activités liées au contrôle de l'herbe à poux (2 200 $) de même que la poursuite du projet de carrés d'arbre et de « mange-trottoirs » (12 670 $) initié par une convention qui venait à échéance en octobre 2018.

Dans le cadre du renouvellement de la contribution financière, les plans d'action ont été bonifiés pour mieux refléter le rôle et les responsabilités des éco-quartiers. Leur contenu a

été harmonisé et pour chacune des actions, les clientèles ciblées ont été identifiées et les indicateurs précisés. Pour plus de transparence, les bailleurs de fonds qui participent à la mise en œuvre des actions aux côtés de l'arrondissement de Ville-Marie ont été spécifiés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240652 (1173200005) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour la poursuite du programme « éco-quartier » dans le district dans le district de Sainte-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 150 000 $.
CA18 240093 (1161903001) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder, à cette fin, une contribution de 30 000 $.

CA18 240264 (1185876005) Approuver la convention, se terminant le 26 octobre 2018, avec les éco-quartiers de Saint-Jacques, de Sainte-Marie et de Peter-McGill dans le cadre des projets « carrés d'arbres » et de « mange-Trottoir » dans l'arrondissement de Ville Mari et accorder les les contributions suivantes : 12 387,25 $ à l'Association sportive et communautaire du centre sud - éco-quartier de Saint-Jacques; 10 653,25 $ à la Société écocitoyenne de Montréal - éco-quartier de Sainte-Marie et 1 734,25 $ à la Société pour l'action, l'éducation, la sensibilisation environnementale - éco-quartier de Peter-McGill.

CA16 240615 (1163200006) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour la poursuite du programme éco-quartier dans le district de Sainte-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 150 000 $.

CA15 240661 (11532000001) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2016, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour la poursuite du programme éco-quartier dans le district de Sainte-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 150 000 $.

CA14 240704 (1143200006) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2015, avec la Société Écocitoyenne de Montréal pour la poursuite du programme éco-quartier dans le district de Sainte-Marie inc. et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 150 000 $

CA14240156 (1144206013) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2014, avec l'éco-quartier de Sainte-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 100 000 $.

CA13 240683 (1134206008) Approuver, pour les six premiers mois de l'année 2014, la convention avec l'éco-quartier de Sainte-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 100 000 $.

CA11 240721 (1110345004) Approuver le renouvellement des conventions avec l'éco-quartier de Sainte-Marie, l'Association sportive et communautaire du centre-sud inc. (éco-quartier de Saint-Jacques) et l'éco-quartier de Peter McGill, d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2012 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution totale de 600 000 $ pour l'année 2012.

DESCRIPTION

Accorder une contribution financière de 164 870 $ pour l'année 2019 pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie tel que présenté en pièce jointe et

conformément au protocole d'entente entre l'arrondissement et la Société écocitoyenne de Montréal (SEM).

JUSTIFICATION

Les activités prévues au plan d'action soutiennent les priorités de l'arrondissement en matière d'environnement et de développement durable. Elles s'inscrivent dans le Plan Montréal durable 2016-2020, le Plan local de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020 et le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal. Elles s'inscrivent également dans la Stratégie alimentaire de l'arrondissement et témoignent de la volonté de participer à la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et autres pollens allergènes (SQPRA).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la contribution requise pour la gestion du programme éco-quartier est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement et les sommes nécessaires à la mise en oeuvre des autres volets proviennent de la réserve dédiée au développement durable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités prévues au protocole d'entente s'inscrivent dans la mise en oeuvre des actions identifiées au plan local de développement durable 2016-2020 et plus largement au plan de développement durable de la collectivité montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En 2019, des efforts supplémentaires seront consentis afin d'optimiser l'apport des éco-quartiers sur le territoire, d'harmoniser la prestation de service et de bonifier le processus de reddition de compte.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le responsable du dossier est en relation avec les représentants des éco-quartiers et il effectue le suivi concernant le processus de reddition de comptes, la remise des rapports d'étape et du rapport annuel de même que des états financiers. Il accompagne les éco-quartiers dans l'élaboration et la mise en oeuvre du plan d'action.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
José PIERRE, Ville-Marie
Driss EZZAHER, Ville-Marie
Marc FLEURY, Ville-Marie
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Josée POIRIER, Ville-Marie
Patrick-J. POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Juan Carlos RESTREPO, 21 novembre 2018
Marie-Ève BOIVIN, 21 novembre 2018
Alain DUFRESNE, 21 novembre 2018
Josée POIRIER, 21 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
conseiller(ere) en planification

Tél : 514.868.8725
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe et responsable des services administratifs

Tél : 514-872-9052
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180141012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie et accorder une contribution de 164 870 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1180141012.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal (Arrondissement de Ville-Marie) et la Société écocitoyenne de Montréal, approuvée par la résolution CA18 240643

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL (SEM),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2187, rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5, agissant et représentée par madame Roxanne L'Écuyer, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution de son conseil d'administration du 17 octobre 2018;

Numéro d'inscription TPS : 841 320518 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ. : 1217116852TQ 0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et l'Arrondissement sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme gestionnaire du Programme Éco-quartier dans le district de Sainte-Marie;

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière de l'Arrondissement pour la réalisation du Plan d'action 2019 lié au Programme Éco-quartier de Sainte-Marie;

ATTENDU QUE l'Arrondissement souhaite ajouter des actions au Plan d'action 2019 qui apparaît à l'annexe 2 de la convention approuvée par la résolution CA18 240643 afin de répondre à de nouveaux besoins et que la mise en œuvre de ses nouvelles actions supposent des dépenses additionnelles pour l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA18 240643, du 5 décembre 2018 :

1. Modifier l'article 5.1 et 5.2 afin d'inclure une contribution financière additionnelle de 9 650 $ pour une somme maximal de 174 520 $. Ainsi, les articles 5.1 et 5.2 se liront dorénavant comme suit :

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, l'Arrondissement convient de lui verser la somme maximale de cent soixante-quatorze mille cinq cent vingt dollars (174 520 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Plan d'action.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-deux mille quatre cent trente-cinq dollars (82 435 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de soixante-quinze mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit dollars et vingt cents (75 598 $), après approbation de la reddition de compte et des documents que l'Organisme est tenu de produire, au plus tard le 31 juillet 2019.

- Un troisième versement au montant de seize mille quatre centre quatre-vingt-sept dollars (16 487 $) après l'approbation de la reddition de comptes et des document que l'Organisme est tenu de produire, au plus tard le 15 février 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

2. Ajouter deux nouvelles actions au Plan d'action 2019 du Programme Éco-quartier de Sainte-Marie. L'ajout au Plan d'action 2019 se lit comme suit :

Actions	Responsables	Clientèle ciblée	Bailleurs de fonds	Collaborateurs	Indicateurs
Collaborer à la démarche d'aménagement du réseau de ruelles des parcs Olivier-Robert et Sainte-Marie notamment en mobilisant les gens du milieu et en brossant un portrait des usages actuels	Chargé de projet Animateur environnemental	Riverains des ruelles Groupes de citoyens Groupes communautaires Groupes scolaires, institutionnels et autres	Arrondissement de Ville-Marie Emplois verts de l'Association canadiennes des parcs et des loisirs Pour mon quartier, pour mon milieu de vie (RUI Sainte-Marie)	Riverains des ruelles vertes Comités citoyens Bénévoles	Nombre de citoyens rencontrés Nombre de citoyens mobilisés
Collaborer à la démarche d'aménagement et à la mobilisation des riverains de la ruelle située dans le quadrilatère de Lorimier, de Bordeaux, Sherbrooke et de Rouen	Chargé de projet Horticulteur	Riverains de la ruelle Comité de citoyens	Arrondissement de Ville-Marie	Riverains des ruelles vertes Comités citoyens Bénévoles	Nombre de citoyens mobilisés

3. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL (SEM)

Par : _____
Roxanne L'Écuyer, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2019 (Résolution …….).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190173002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes), pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement et accorder une contribution de 20 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec l'organisme Direction Chrétienne (Innovation Jeunes);

D'accorder, à cette fin, une contribution non récurrente de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 09:06

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190173002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes), pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement et accorder une contribution de 20 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Quartier en mouvement est un événement à caractère local, se déroulant sur plusieurs semaines dans le quartier de Peter-McGill. Depuis 2010, cet événement propose aux citoyens une programmation d'activités culturelles et de loisirs. Le comité d'organisation de cet événement est composé de plusieurs organismes locaux. L'arrondissement de Ville-Marie a contribué à cet événement depuis ses débuts. L'organisme a déposé une demande de soutien financier à l'arrondissement de Ville-Marie pour l'édition 2019 de l'événement. Un montant de 20 000 $ est recommandé et fait l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'événement qui aura lieu du 2 au 20 juillet 2019 est piloté par l'organisme Innovation jeunes, issu de la Direction Chrétienne, en collaboration avec l'Éco-quartier Peter-McGill, un comité composé de parents du quartier, le Y des Femmes de Montréal, Mon Peter-McGill et la Table de quartier Peter-McGill. Quartier en Mouvement propose aux citoyens de Peter-McGill une gamme d'expériences en pratique artistique amateur et en prestations culturelles variées sur la rue Pierce qui est entravée pour la durée de l'événement. L'événement attire en moyenne entre 100 et 500 visiteurs par jour et environ le tiers des participants habitent le territoire de Peter-McGill, entre 20 et 100 personnes participent à chacun des ateliers offerts. Le promoteur de l'événement, soit l'organisme Direction Chrétienne (Innovation jeunes), dispose d'un budget provenant de divers bailleurs de fonds pour la réalisation de ce projet. La DCSLDS recommande une contribution de 20 000 $ pour la réalisation de celui-ci.

JUSTIFICATION

Événement offrant une programmation diversifiée durant la saison estivale destinée aux résidents du district de Peter-McGill. Cet événement rejoint les familles et résidents du secteur et est complémentaire avec la programmation estivale du square Cabot portée par la DCSLDS.
L'organisme a reçu la reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. La contribution de l'arrondissement complète un montage financier permettant la tenue du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien de la programmation de l'événement Quartier en Mouvement en 2019, la 10e édition, pour le bénéfice de la population du secteur de Peter-McGill.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation. L'organisme s'engage à fournir le rapport final à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-05-21

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190173002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes), pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement et accorder une contribution de 20 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190173002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190173002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Accorder une contribution non récurrente de 20 000 $ à l'organisme Direction Chrétienne (Innovation Jeunes) pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **20 000,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		20 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **20 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07167	61900	016491	0000	000000	028069	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **600697**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-23**

Date et heure système : 23 mai 2019 16:46:55

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190173002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Direction Chrétienne	176033

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Imputation : 306125-07167-61900-016491-02069

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		20 000,00 $						**20 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		juin	2019	Date de fin :	30	août	2019

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 10:24:48

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET :

DIRECTION CHRÉTIENNE INC., personne morale, constituée sous l'autorité de la Loi sur les Corporation canadiennes, (S.R.C. 1970, c. C-32), dont l'adresse principale est le 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 12 novembre 2018;

Ci-après appelé appelée « l'organisme »

N° d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : n/a
N° d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la

disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la

somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 août 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original,

sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1647, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, et tout avis doit être adressé à l'attention de Jenna Smith, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

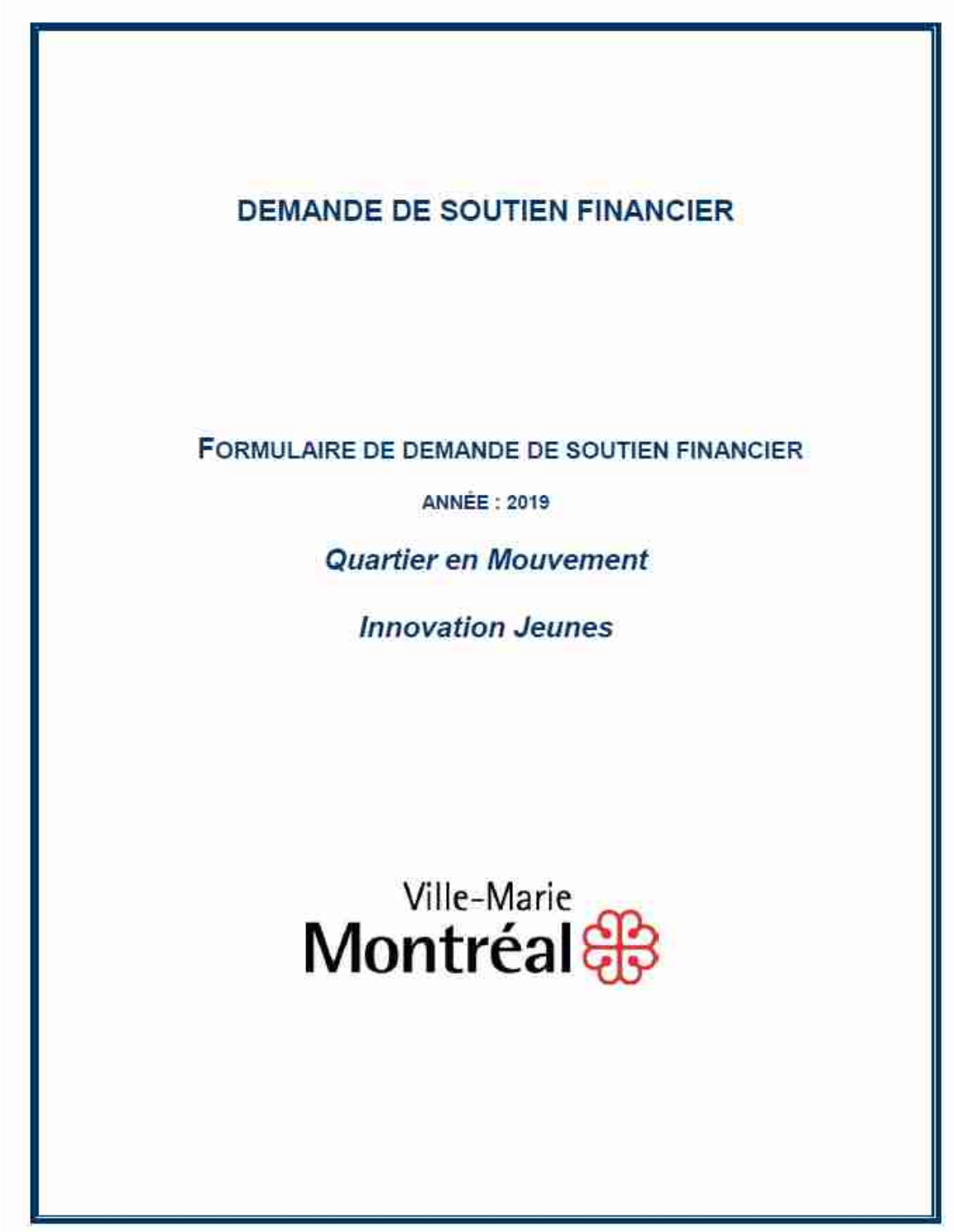
Direction Chrétienne (Innovation jeunes)

Par : _____
Jenna Smith, directrice

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET



DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2019

Quartier en Mouvement

Innovation Jeunes

Ville-Marie Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Innovation Jeunes (sous Direction Chrétienne inc.)		
N° d'enregistrement : 13032 6424 RR0001		Date d'incorporation : 25 novembre 1967
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Vaillancourt, Jacynthe		Titre : Coordinatrice du développement communautaire
Adresse de l'organisme		
N° civique : 1647	Local : 150	Rue : Sainte-Catherine Ouest
Ville : Montréal		Province : Québec Code postal : H3H 1L9
Téléphone : 514 843-3996	Poste n°	Télécopieur :
Courriel : jvaillancourt@direction.ca		Site Web : http://www.innovationjeunes.ca

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale.

Mission Quartier en Mouvement

Offrir un espace sécuritaire et festif qui vise à favoriser le voisinage, à offrir une panoplie d'activités gratuites à tous et à permettre aux résidents de nouer des liens entre eux et avec les services du quartier.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 1er février 2019 et le 31 juillet 2019)
Date prévue de début du projet 1er février 2019
Date de remise du rapport d'étape
Date prévue de la fin du projet 31 juillet 2019
Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet 30 août 2019

2

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du programme

Note : Il peut y avoir plus d'un objectif de l'organisme et plus d'une action pour atteindre les objectifs pour chacun des objectifs du programme.

OBJECTIFS VISÉS DU PROGRAMME	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ORGANISME DANS LE CADRE DU PROJET	ACTIONS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DANS LE CADRE DU PROJET
Avoir une animation/programmation diversifiées et gratuites qui comblent les besoins du quartier	S'assurer que la programmation est en complémentarité avec les autres activités offertes dans le quartier	• Questionnaire auprès des participants et des artistes engagés dans la programmation pour récolter leurs commentaires, leur niveau de satisfaction et leurs recommandations • Avoir des artistes et artisans diversifiés afin de ne pas avoir plus de deux activités similaires tout au long du festival • Travailler de concert avec les organismes communautaires du quartier et la ville de Montréal pour ne pas dédoubler des activités similaires au même moment
Promouvoir l'engagement communautaire	Faire le lien avec la concertation du quartier (Table Peter-McGill, Familles Centre-ville et Mon Peter-McGill) qui souhaite voir les résidents et familles engagées dans le quartier	• Avoir des bénévoles au festival qui sont des résidents du quartier (au moins 3) • Avoir des activités collectives organisées et animées par la Table Peter-McGill et/ou Mon Peter McGill • Permettre aux organismes du quartier de promouvoir leurs besoins en terme de bénévolat.

Promouvoir le festival ainsi que les différentes activités estivales du quartier	S'assurer de mettre à disposition un espace où les participants du festival peuvent voir les différentes programmations estivales de l'arrondissement et des organismes communautaires du quartier	• Promouvoir les activités estivales des organismes du quartier. • Avoir un espace dédié aux annonces du quartier accessible aux participants • Distribuer les programmes des organismes du quartier et de l'arrondissement. • Être actif sur les réseaux sociaux • Partager les activités des partenaires sur les réseaux sociaux
Le festival sert de pont entre les résidents et les services du quartier	S'assurer que les ressources du quartier sont représentées soit en donnant un atelier, en animant une activité ou en ayant leur dépliant informatif à disposition des participants du festival	• Avoir six organismes différents qui participent à la programmation. • Les organismes sont présents au festival et en font la promotion. • Les organismes communautaires rencontrent les résidents et présentent leur services et programmes. • Les organismes recrutent des nouveaux participants. • Questionnaire à la suite du festival pourra être envoyé aux organismes afin de récolter l'information

Note : La description du plan projet et des objectifs mesurables est une demande du vérificateur général de la ville de Montréal

4

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens				
Nombre d'activités	Type d'activités	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants
2	Activité « Bibliothèque humaine » sur différents sujets	2h	8 et 15 juillet	20
1	Activité de bulle géante	2h	15 juillet	30
3	Activité interactive de musique parent/enfant	1h	3,10,17 juillet	60
14	Heure du conte	2h	2 au 19 juillet	100
14	Bibliothèque mobile	2h	2 au 19 juillet	100
3	Atelier d'initiation au macramé	2h	4,12,18 juillet	30
3	Atelier d'agriculture urbaine	2h	4,11,18 juillet	50
3	Atelier d'initiation aux arts visuels pour enfants	2h	8 et 15 juillet	30
3	Atelier éco-responsable	2h	6, 9, 16 juillet	30

5

3	Atelier d'initiation au tricot	2h	5, 12,19 juillet	30
3	Animation sur la faune et la flore du Québec	2h	2,9,16 juillet	60
2	Animation par la bibliothèque Père Ambroise	2h	8 et 15 juillet	50
1	Animation ambulante	1h	20 juillet	50
1	Spectacle de magie	1h	9 juillet	50
1	Spectacle de marionnettes	1h	16 juillet	50
4	Spectacle de musique	1h	3,10,17,20 juillet	200

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au projet		
Fonctions (animateur, moniteur, autre)	Tâche effectuée	Formation demandée et expérience recherchée
Coordinatrice	Rédaction des demandes de subventions, mise sur pied du comité de travail, recherche d'artiste, rédaction des contrats, gestion du budget, ressources humaines et matériel	Expérience en coordination et gestion
Partenaires	Recherche d'artistes et/ou d'activités, promotion sur les réseaux sociaux, recrutement de bénévoles	Expérience en coordination et gestion
Animateurs	Animation d'activités et jeux libres Promotion des activités de la journée Accueil	Expérience en animation
Bénévoles	Être à l'accueil, répondre aux questions des passants, promouvoir les activités, faire remplir les sondages	Expérience avec le public, bilinguisme, idéalement résidents du quartier

7

3 – Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommer chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet

Partenaires	Implications
Arrondissement Ville-Marie	Prêt de matériel, financement, assistance pour questions logistiques
Mon Peter-McGill	Co-gestion du projet, promotion des activités, recherche de bénévoles, animation d'activités collectives
Table Peter-McGill	Promotion des activités, organisation du repas communautaire, recherche de bénévoles
Familles Centre-ville	Promotion des activités pour enfants Agente de milieu sur place pour rencontrer les familles
Éco-Quartier Peter-McGill	Animation d'ateliers, promotion, logistique des matières résiduelles et bénévoles
Carrefour Jeunesse Emploi	Co-gestion de l'espace (rue Pierce), promotion des activités et promotion de leurs activités

8

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Innovation Jeunes
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des critères **du programme passeport jeunesse**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet

Signature : Jacynthe Vaillancourt
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Jacynthe Vaillancourt – Coordinatrice du développement communautaire — 17 avril 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ La charte de l'organisme

☐ Le certificat d'attestation de l'inspecteur général

☐ Les plus récents états-financiers

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

7

Estimation Budget		Patrimoine Canada	Ville-Marie	Dci	Service Canada
Programmation					
Spectacles	3 850,00 $	2 000,00 $	1 850,00 $		
Ateliers	7 000,00 $	2 000,00 $	5 000,00 $		
Cinéma	300,00 $		300,00 $		
Coins des enfants	450,00 $	200,00 $	250,00 $		
Repas communautaire	60,00 $		60,00 $		
Matériaux d'art	80,00 $		80,00 $		
Sous total	11 740,00 $				
Soutien aux bénévoles					
Bénévoles	350,00 $	250,00 $	100,00 $		
Sous total	350,00 $				
Site					
Scène et mobilier urbain	1 000,00 $		1 000,00 $		
Système de son	500,00 $		500,00 $		
Pietonisation de la rue	3 000,00 $	200,00 $	2 800,00 $		
Materiaux logistique	300,00 $		300,00 $		
Cube entreposage	250,00 $		250,00 $		
Entreposage intérieur	100,00 $		100,00 $		
Sous total	5 150,00 $				
Promotion					
Impression (dépliants + affichage)	1 300,00 $	300,00 $	1 000,00 $		
Graphisme	1 200,00 $		1 200,00 $		
Affiche grand format (promotionel et informative)	500,00 $		500,00 $		
Sous-total	3 000,00 $				
Administration du projet					
Rémunération - Coordination	7 000,00 $		3 000,00 $	4 000,00 $	
Rémunération - Assistant(e)	3 710,00 $		210,00 $		3 500,00 $
Administration	1 500,00 $		1 500,00 $		
Assurances	50,00 $	50,00 $			
Sous total	12 260,00 $				

TOTAL:	32 500,00 $	5 000,00 $	20 000,00 $	4 000,00 $	3 500,00 $
Revenus					
Patrimone Canada	5 000,00 $				
Division Sports et Loisirs	20 000,00 $				
Service Canada	3 500,00 $				
Direction Chrétienne inc.	4 000,00 $				
Total revenus:	**32 500,00 $**				

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Au besoin

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	**Le 1er août**
2019	**20 000 $**	18 000 $	2 000 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194951005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le contrat de services, se terminant le 31 juillet 2020, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 66 623 $

Il est proposé :
D'approuver le contrat se services se terminant au 31 juillet 2020 avec le YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs, pour un maximum de 66 623 $, incluant toutes les taxes applicables;

D'autoriser à cette fin pour 2019, à même le budget de fonctionnement, une dépense maximale de 44 415,33 $ $ taxes incluses;

De prévoir les sommes requises aux budgets, soit 22 207,67 $ taxes incluses pour l'année 2020;

D'imputer cette dépense totale de 66 623 $, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 10:56

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194951005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le contrat de services, se terminant le 31 juillet 2020, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 66 623 $

CONTENU

CONTEXTE

Le YMCA Guy-Favreau est né de la volonté du Gouvernement fédéral de l'époque de confier à une organisation reconnue la gestion d'un complexe sportif dans le nouveau Complexe Guy-Favreau, sachant que cette organisation serait éventuellement aux prises avec un certain nombre d'enjeux sociaux principalement liés à l'expropriation de centaines de personnes habitant cette zone centrale du quartier chinois afin de permettre la construction du Complexe Guy-Favreau.
Desservant plusieurs quartiers (Vieux-Montréal, quartier chinois, le Village, etc.), le YMCA Guy-Favreau, en vertu de son programme d'aide financière, a mis en place plusieurs partenariats avec des organismes et institutions du quartier en leur donnant accès à ses plateaux : le Service à la Famille chinoise du Grand Montréal, le CPE du Complexe Desjardins et le CPE du Complexe Guy- Favreau, pour ne nommer que ceux-là.

Le 28 juin 2018, une entente de principe est intervenue avec le ministère des Services publics et Approvisionnement Canada, propriétaire de l'édifice, qui a confirmé les conditions d'un bail de 10 ans pour le YMCA assurant la pérennité du centre au cœur du Complexe Guy -Favreau.

Suite à une première année de partenariat réussie avec le YMCA Guy-Favreau, l'arrondissement de Ville-Marie désire donc reconduire ce projet afin de maintenir plus d'espaces pour bouger dans le district de Saint-Jacques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240 254 Approuver le contrat de services, se terminant au plus tard le 30 avril 2019, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 69 600 $

DESCRIPTION

L'arrondissement loue les plateaux sportifs du YMCA Guy-Favreau afin de mettre à la disposition des citoyens et de l'organisme à but non lucratif Action Centre-Ville des plages horaires d'utilisation de la piscine, du gymnase et de la salle multifonctionnelle. Un horaire type d'utilisation sera annexé au contrat de services et pourra être adapté selon les besoins du milieu en respectant le nombre total d'utilisation des plateaux pour la durée du contrat.

Nombre d'heures de location pour la durée du contrat	
Piscine	442
Gym	210
Salle multifonctionnelle	45

JUSTIFICATION

Les fréquentations recueillies tout au long de l'entente précédente ont démontré une augmentation de la participation des utilisateurs tant au niveau des bains libres familiaux que pendant les activités de l'organisme Action Centre-Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention.
Le coût total du projet est de **66 623** $ incluant toutes les taxes applicables. L'entente a fait l'objet d'une négociation entre l'arrondissement et le YMCA Guy-Favreau et est basée sur les besoins de l'arrondissement et ceux des organismes utilisateurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement fait la promotion et diffuse les activités de bains libres pour les familles qu'elle a mis en place ainsi que celle des organismes partenaires sur le site internet de Loisirs Montréal.ca, sur le site internet de l'arrondissement ainsi que dans le Bulletin de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce dernier est distribué dans tous les foyers de l'arrondissement et est disponible en ligne sur son site Internet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194951005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver le contrat de services, se terminant le 31 juillet 2020, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 66 623 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194951005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194951005

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	YMCA du Québec	102404

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Toutes taxes applicables incluses.

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		44 415,33 $	22 207,67 $					**66 623,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 15

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	mai	2019		31	juillet	2020

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 23 mai 2019 10:19:29

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194951005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Approuver le contrat se services se terminant au 31 juillet 2020 avec le YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs, pour un maximum de 66 623 $, incluant toutes les taxes applicables, dont la répartition est la suivante :

Une dépense maximale de 44 415,33 $ $ taxes incluses pour 2019;

De prévoir les sommes requises aux budgets, soit 22 207,67 $ taxes incluses pour l'année 2020."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier **(Toutes taxes applicables incluses.) :** **66 623,00 $**

	Années antérieures	**2019**	**2020**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		44 415,33 $	22 207,67 $					**66 623,00 $**

Informations comptables:

Imputation **(Montants toutes taxes applicables incluses.)**

Montant: **66 623,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306193	07153	55201	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no **VM94951005**
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-27**

Date et heure système : 27 mai 2019 15:37:56

CONTRAT DE SERVICES

ENTRE :

LES YMCA DU QUÉBEC, centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau, personne morale constituée sous la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 200 boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1X4, représentée aux présentes par Stéphane Vaillancourt, président-directeur général et Christine Lapointe-Lagueux, vice-présidente, ressources humaines, dûment autorisés à cet effet, tel qu'ils le déclarent.

ci-après désigné(e) « YMCA ».

ET

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800 boulevard De Maisonneuve Est, 17ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement.

ci-après désigné(e) la « Ville ».

Attendu que le YMCA opère un centre communautaire sportif dans l'arrondissement Ville-Marie (le « YMCA Guy-Favreau »), en vertu d'un bail avec Sa Majesté la Reine Chef du Canada;

Attendu que le YMCA est actuellement en processus de négociation avec le gouvernement fédéral pour le renouvellement du bail pour l'année 2020;

Attendu que l'arrondissement Ville-Marie et le YMCA souhaite à l'égard du YMCA Guy-Favreau conclure un partenariat, dont les principes directeurs seront :

- Un équipement collectif, présent, accessible et disponible pour les résidents de l'arrondissement Ville-Marie;

- Un pôle de saines habitudes de vie et de rassemblement pour tous;
- La polyvalence de l'offre de service – une plus grande variété d'usages auprès d'un plus grand nombre et d'une plus grande variété d'usagers;
- Une infrastructure sociocommunautaire et sportive de qualité;
- Un laboratoire d'excellence pour introduire et tester la nouveauté en sports, activité physique de mission sociale auprès des populations vulnérables.

Attendu que la Ville désire se procurer les services du YMCA pour permettre à la population de l'arrondissement d'avoir accès à certaines activités dans les installations du YMCA Guy-Favreau;

Attendu que le YMCA accepte de fournir de tels services à la Ville selon les modalités et conditions ci-après énoncées;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 La Ville retient les services du YMCA afin de mettre à disposition de la population de l'arrondissement de Ville-Marie ses installations au complexe Guy-Favreau pour un montant maximum de 697 heures. À titre d'exemple, l'annexe 1 présente un scénario d'utilisation des plateaux du YMCA.

3. DURÉE

3.1 La présente convention débute le 1er mai 2019 et prendra fin au 31 juillet 2020.

4. OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 En considération de l'exécution par le YMCA des obligations prévues au présent contrat, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SOIXANTE-SIX MILLE SIX CENT VINGT-TROIS dollars (66 623$)**, dont :

CINQUANTE-DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT dollars (52 598$) pour l'utilisation de 442 heures de la piscine par la population de l'arrondissement;

- **QUATORZE MILLE VINGT-CINQ dollars (14 025$)** pour l'utilisation de 255 heures du gymnase et/ou de la salle multifonctionnelle par la population de l'arrondissement.

4.2 La somme sera remise au YMCA en trois (3) versements sous présentation de trois (3) factures provenant du YMCA :

- un premier versement au montant de **VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT SEPT dollars ET SOIXANTE-SEPT cents (22 207,67$)** dans les trente (30) jours suivant la signature du présent contrat, prévue au mois de mai 2019;

- un deuxième versement au montant de **VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT SEPT dollars ET SOIXANTE-SIX cents (22 207,66$)** au 30 novembre 2019.

- un troisième versement au montant de **VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT SEPT dollars ET SOIXANTE-SEPT cents (22 207,67$)**, en plus de tout ajustement nécessaire, au 31 juillet 2020.

4.3 Chaque versement est conditionnel à ce que le YMCA ait respecté les termes et conditions du présent contrat.

4.4 La Ville peut suspendre tout paiement si le YMCA refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

4.5 La Ville s'engage à remettre au YMCA toute information ou donnée pertinente et/ou disponible nécessaires à l'exécution des services.

4.6 La Ville s'engage à exiger de tous les partenaires qui utiliseront les installations du YMCA, une couverture d'assurance contre les risques découlant de leur responsabilité civile pour une somme minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par année et par événement pour les activités de sports et loisirs et une couverture de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les activités aquatiques.

5. OBLIGATIONS DU YMCA

5.1 Le YMCA s'engage à fournir à la Ville toute information utile relative aux services rendus en vertu des présentes.

5.2 Le YMCA s'engage à obtenir et à conserver en cours de validité pendant la durée des présentes tous les permis, licences et autres autorisations requis dans le cadre de la réalisation des services.

5.3 Le YMCA s'engage à souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée du présent contrat, une police d'assurance-responsabilité civile d'un montant minimal de deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement pour les activités de sports et loisirs et de cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement pour les activités aquatiques, pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, est désignée comme co-assurée. Cette police d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police.

6. RÉSILIATION

6.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente entente, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par le YMCA, sur préavis écrit de soixante (60) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre des présentes.

6.2 Le YMCA peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente entente, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par la Ville, sur préavis écrit de soixante (60) jours, en remettant à la Ville la portion des sommes non utilisée qui ont été versées.

6.3 Si le bail intervenu entre le YMCA et Sa Majesté la Reine pour l'immeuble du YMCA Guy-Favreau n'est pas renouvelé pour l'année 2020, le présent contrat aura comme échéance le 31 décembre 2019, sans indemnité pour les parties.

6.4 Si le bail intervenu entre le YMCA et Sa Majesté la Reine pour l'immeuble du YMCA était résilié par les parties, le présent contrat sera également résilié en date de la résiliation du bail, sans indemnité pour les parties.

6.5 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée des sommes.

7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1 Toute modification des dispositions du présent contrat ou toute renonciation à celle-ci doit être effectuée par écrit et être signée par les parties pour être exécutoire. Aucune renonciation à une modalité de la présente entente ne sera interprétée comme une renonciation à ladite entente.

7.2 Les visiteurs des installations du YMCA en vertu de la présente convention devront respecter les règlements et le code de conduite en vigueur au YMCA.

7.3 Aucune des parties ne peut céder la présente entente de services à un tiers sans le consentement écrit de l'autre partie.

7.4 Si une disposition de la présente entente est déclarée nulle ou inapplicable, la présente entente sera interprétée comme si cette disposition n'existait pas et demeurera en vigueur telle que modifiée.

7.5 La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8. ÉLECTION DE DOMICILE

8.1 Pour les fins des présentes, chacune des parties fait élection de domicile à l'adresse mentionnée ci-dessous en regard de son nom.

8.2 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

8.3 Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ouà un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

8.4 Toute communication qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente doit être expédiée par courrier recommandé comme suit :

POUR LA VILLE

VILLE DE MONTRÉAL – Arrondissement de Ville-Marie
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
À l'attention de la Direction

POUR LE YMCA

YMCA Guy-Favreau
200 boulevard René-Lévesque Ouest,
Montréal (Québec) H2Z 1X4
À l'attention de la Direction

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

LES YMCA DU QUÉBEC

_____
Stéphane Vaillancourt
Président – Directeur général

_____
Christine Lapointe-Lagueux
Vice-présidente, Ressources humaines

Le ____e jour de _____ 20____.

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

_____
Par : Maître Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le ____e jour de _____ 20____.

Cette entente a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1194951005 ; elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le _____.

Annexe 1
Utilisation des plateaux 2019-2020

Piscine							
Qui	**Activité**	**Horaire**	**Printemps 2019**	**Été 2019**	**Automne 2019**	**Hiver 2020**	**Printemps 2020**
Arrondissement Ville-Marie	Bain libre famille	Dimanche : 9h-12h 15h-17h	5 mai au 23 juin	30 juin au 1er septembre	8 septembre au 22 décembre	26 janvier au 26 avril	3mai au 21 juin
Action Centre-Ville	Bain libre aînés 65 ans +	Mardi 13h00-16h00			17 septembre au 19 novembre	21 janvier au 24 mars	14 avril au 16 juin
Action Centre-Ville	Aquaforme	Lundi et mercredi 14h-15h			16 septembre au 9 décembre Annulé : 14 oct.	20 janvier au 8 avril	13 avril au 22 juillet
Gymnase							
Qui	**Activité**	**Horaire**	**Printemps 2019**	**Été 2019**	**Automne 2019**	**Hiver 2020**	**Printemps 2020**
Action Centre-Ville	Entraînement Cardio-Libre	Mercredi 10h à 11h			18 septembre au 27 novembre	22 janvier au 25 mars	15 avril au 8 juillet
Action Centre-Ville	Badminton	Mardi 13h30-15h00			17 septembre au 19 novembre	21 janvier au 24 mars	13 avril au 16 juin
Action Centre-Ville	Tennis de Table	Lundi & Jeudi 13h30-15h00			16 septembre au 25 novembre	20 janvier au 26 mars	13 avril au 18 juin
Action Centre-Ville	Pickelball	Mercredi 13h30-15h			18 septembre au 20 novembre	22 janvier au 25 mars	15 avril au 8 juillet
Salle multifonctionnelle (mirroir)							
Qui	**Activité**	**Horaire**	**Printemps 2019**	**Été 2019**	**Automne 2019**	**Hiver 2020**	**Printemps 2020**
Action Centre-Ville	Taï Chi	Vendredi 13h30-14h30			19 sept au 21 nov.	24 janvier au 27 mars	17 avril au 19 juin

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.17

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA18 240239 et modifier la convention avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue afin de diminuer la contribution accordée à 180 070,38 $

Modifier la résolution CA18 240239 afin de diminuer à 180 070,38 $ la contribution octroyée à la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue;
D'approuver la convention modifiée;

D'imputer le non versement conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 10:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240239

Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver les conventions, pour des activités se déroulant en 2018-2019, avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 106 726 $ à l'Accueil Bonneau inc.;
- 21 525,52 $ à Action-Réinsertion (Sac à dos);
- 115 966 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal;
- 197 997,68 $ à la Société de développement social;

D'imputer cette dépense totale 442 215,20 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1185179003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA18 240239 et modifier la convention avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue afin de diminuer la contribution accordée à 180 070,38 $

CONTENU

CONTEXTE

Identification			
Dossier : 1175179003	Date de création : 18/01/10	Statut : Ficelé	Date de ficelage : 18/02/05
Unité administrative responsable	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social		
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement		
Charte montréalaise des droits et responsabilités / Sommet	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale		
Compétence d'agglomération / Contrat de ville	Ne s'applique pas		
Projet	-		
Objet	Modifier la résolution CA17 240242 afin de prolonger la durée de la convention et augmenter de 20 505,58 $ la contribution accordée à la Société de développement social pour une contribution totale de 131 738,47 $		
Responsable : Martin CRÉPEAU	Signataire : Alain DUFORT		
Inscription au CA :	Inscription au CE :	Inscription au CM :	

Contenu

Contenu	

Modifier la résolution CA18 240239 afin de diminuer à 180 070,38 $ la contribution octroyée à la Société de développement social.

La résolution CA18 240239, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 8 mai 2018, approuvait les conventions pour des activités se déroulant en 2018-2019, avec l'Accueil Bonneau, Action-réinsertion (Sac à dos), le Foyer pour femmes autochtones de Montréal et la Société de développement social dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement. Une contribution de 197 997,68$ était accordée à la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue. Sa convention se terminait le 31 mars 2019.

À la suite d'un délai d'embauche, un montant de 17 927,30$ n'a pas été dépensé. La contribution totale doit donc être réduite de cette somme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

514 868-4180
Tél :
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

D'approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019;
D'accorder une contribution totale de 442 215,20$ ainsi répartie :

- Accueil Bonneau inc (106 726 $)
- Action-Réinsertion (Sac à dos) (21 525,52 $)
- Foyer pour femmes autochtones de Montréal (115 966 $)
- Société de développement social (197 997,68 $)

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-04-30 11:30

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185179003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

CONTENU

CONTEXTE

L'itinérance est une problématique qui mobilise la Ville et ses partenaires gouvernementaux, privés et communautaires depuis plus de 25 ans. Plusieurs actions ont été mises en place dans les dernières années, afin d'enrayer ce phénomène, éliminer les obstacles qui freinent la sortie de l'itinérance de nos concitoyens et promouvoir la cohabitation des différentes populations sur le domaine public. En mars 2018, le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Parce que la rue a différents visages* a été présenté. Un appel de projet a été lancé par le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) invitant les organismes à déposer un projet dans un des quatre volets du plan afin de réaliser des interventions répondant de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0340 du 7 mars 2018 : Adopter le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Parce que la rue a différents visages* .
CA17 240020 du 14 février 2017 : Approuver les sept conventions, pour l'année 2017, avec divers organismes en itinérance dans le cadre de la mesure d'aide financière de lutte à l'itinérance et du fonds de soutien financier aux organismes en développement social de l'arrondissement et accorder une contribution totale de 346 344 $

CA16 240631 du 13 décembre 2016 : Approuver la création du « Fonds de soutien financier aux organismes en développement social » et affecter un montant total de 1 951 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021.

CA16 240301 du 14 juin 2016 : Approuver les conventions, pour l'année 2016, avec deux organismes en itinérance dans le cadre de la mesure d'aide financière de lutte à l'itinérance et du budget de fonctionnement de l'arrondissement et accorder une contribution totale de 12 404 $

CA16 240023 du 9 février 2016 : Approuver les 5 conventions, pour l'année 2016, avec divers organismes en itinérance dans le cadre de la mesure d'aide financière à l'itinérance et du budget de fonctionnement de l'arrondissement et accorder une contribution totale de 283 341 $

CE14 1646 du 29 octobre 2014 : Adopter le *Plan d'action montréalais en itinérance 2014 -2017. Parce que la rue est une impasse* / Autoriser un virement budgétaire de 1 M$ en provenance du budget des priorités de l'administration - agglo dédié à l'itinérance vers le budget du Service de la diversité sociale et des sports

DESCRIPTION

Parmi les projets retenus par le SDSS, quatre touchent des secteurs importants de l'arrondissement et touchent l'axe "Accompagner et cohabiter dans l'espace public" du *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* . L'arrondissement souhaite également soutenir ces projets.
1. **Accueil Bonneau** – Projet : Intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau – 106 726 $
Financement d'une équipe annuelle d'intervenants de milieu afin de patrouiller le secteur en périphérie de l'Accueil Bonneau, incluant les îlots du square Viger et le dessus de l'édicule du Champ-de-Mars, sensibiliser les usagers aux impacts de leurs comportements dans l'espace public, les référer aux bonnes ressources et offrir des services de médiation entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains.

2. **Action-réinsertion (Sac à dos)** - Projet : Propreté autour du square Viger et à l'édicule du Champ-de-Mars – 21 525,52$
L'organisme se rend dans les lieux ciblés trois fois par semaine, soit les lundis, mercredis et vendredis matins avec la Brigade verte pour y faire le ménage lorsqu'il y a un besoin. Le superviseur est aussi habileté à intervenir auprès de la population itinérante. La Brigade verte travaille en collaboration avec les travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et l'équipe d'intervention de milieu de l'Accueil Bonneau de façon à ce que les actions soient coordonnées.

3. **Foyer pour femmes autochtones de Montréal** - Projet : Zone d'intervention au square-Cabot – 115 966 $
Deux intervenants de milieu sont embauchés à l'année (dont un par le Programme Dialogue du YMCA Centre-Ville), pour assurer l'accompagnement et le suivi de la clientèle vulnérable au square-Cabot et en périphérie. Ils assurent aussi une cohabitation avec les riverains, entre autres en étant présents aux événements organisés par l'arrondissement et les organismes du milieu et en occupant une partie de la vespasienne.

4. **Société de développement social (SDS)** - Projet : Médiation et intervention de rue à la place Émilie-Gamelin et ses alentours – 197 997,68 $
Une équipe d'intervenants est embauchée à l'année pour intervenir auprès de la population en situation d'itinérance, particulièrement en les référant aux bonnes ressources. Le projet vise aussi à favoriser et optimiser la cohabitation sociale entre les différents groupes de population visés par le projet et en particulier avec les commerçants du secteur membres des SDC du Village et du Quartier Latin. La SDS réalise ce mandat en étroite collaboration avec Cactus Montréal.

JUSTIFICATION

Le SSDS a mis en place un comité d'analyse pour sélectionner les projets à financer dans le cadre du plan d'action. Ce dernier a évalué les projets de manière uniforme en utilisant une grille d'évaluation tenant compte de plusieurs aspects dont la problématique visée, la qualité générale des projets, la portée des activités proposées, la nature des partenariats et les aspects financiers. La Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) de l'arrondissement a été consultée pour valider et prioriser les projets provenant des organismes de son territoire. Les projets retenus étaient également financés en 2016 pour ces mêmes actions.
Les soutiens financiers recommandés permettront d'offrir des services diversifiés aux citoyens en situation d'itinérance, en cohérence avec les engagements du *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* . Plus particulièrement, ces projets auront pour effet de sensibiliser et partager les connaissances, de favoriser la défense des droits et l'exercice de citoyenneté, d'offrir des alternatives à l'itinérance et de réduire les problèmes de partage de l'espace public. Dans ce contexte, le SDSS et la DSLDS recommandent d'accorder un soutien financier conjoint à la réalisation de ces projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses sont imputées, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. Une partie est financée à même le budget du Service de la diversité sociale et des sports lié au Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . La seconde partie des contributions provient du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement.

2018-2019 FINAL	SDSS		AVM		Total
Accueil Bonneau	20 000,00 $	19%	86 726,00 $	81%	**106 726,00 $**
Foyer des femmes autochtones	75 000,00 $	65%	40 966,00 $	35%	**115 966,00 $**
Sac à dos	- $	0%	21 525,52 $	100%	**21 525,52 $**
Société de développement social	95 000,00 $	48%	102 997,68 $	52%	**197 997,68 $**
Total	**190 000,00 $**	**43%**	**252 215,20 $**	**57%**	**442 215,20 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services et activités réalisés par les 4 organismes contribueront à l'atteinte des objectifs de l'action 9 « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » inscrits dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation d'itinérance, à leur réinsertion sociale et à une cohabitation sociale plus harmonieuse.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2018 Présentation pour approbation par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie et réalisation des projets rétroactivement au 1er avril 2018.
31 mars 2019 Fin des projets

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie L LEPAGE, Service de la diversité sociale et des sports
Pierre-Luc LORTIE, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Pierre-Luc LORTIE, 27 avril 2018
Sylvie L LEPAGE, 26 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Frédéric BEAUDRY
Chef de section

Tél : 514 872-9631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667

Approuvé le : 2018-04-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA18 240239 et modifier la convention avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue afin de diminuer la contribution accordée à 180 070,38 $



Aspect financier_GDD 1185179003_addenda_SDS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

Les documents suivants ont été déposés au bureau de la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie :
- Lettres patentes
- IGIF
- Preuves d'assurance de l'organisme
- Rapports annuels et budgétaires
- Résolution du conseil d'administration

Aspect financier_GDD 1185179003_itinérance.pdf

Demande de soutien financier 2018-19 Accueil Bonneau.xls

Foyer - Demande de soutien financier 2018-19.xls Demande Sac à dos Viger 18-19.xls

Demande de soutien financier 2018-19_SDS.xlsx

plan_d'action_Accueil Bonneau2018-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA18 240239 et modifier la convention avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue afin de diminuer la contribution accordée à 180 070,38 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185179003_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1185179003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposé(e) au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire

Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185179003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe



Convention SDS_Addenda.doc



Convention Accueil Bonneau.doc



Convention Foyer pour femmes autochtone.doc



Convention Sac à dos.doc



Convention SdS.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2018

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACCUEIL BONNEAU INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 427, rue de la Commune Est, Montréal Québec, H2Y 1J4, agissant et représentée par Aubin Boudreau, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 11877 6897 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006275903
N° d'inscription d'organisme de charité : 118776897RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui a pour mission d'accueillir la personne en situation ou à risque d'itinérance en l'accompagnant au quotidien dans la réponse à ses besoins essentiels et la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un mieux-être;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 30 avril 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent six mille sept cent vingt-six dollars (106 726 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de cinquante-trois mille trois cent soixante-trois dollars (53 363 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quarante-deux mille six cent quatre-vingt-dix dollars et quarante sous (42 690,40 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 octobre 2018,

- un troisième versement au montant de dix mille six cent soixante-douze dollars et soixante sous (10 672,60 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 31 mai 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 427, rue de la Commune Est, Montréal Québec, H2Y 1J4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ACCUEIL BONNEAU INC.

Par : _____
Aubin Boudreau, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2018

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1377 Saint-Jacques, Montréal Québec, H3C 1H2, agissant et représentée par Marci Shapiro (Nakuset), directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 131684656 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006477247 DQ001
N° d'inscription d'organisme de charité : 131684656 RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui d'assurer un milieu sécuritaire et de soutien qui renforce l'identité culturelle, le respect de soi et l'indépendance des femmes autochtones et de leurs enfants. L'organisme offre des services en réinsertions sociale aux femmes, incluant des programme de santé holistique, de toxicomanie, de soutien culturel, d'intervention communautaire, d'appui au logement et de soin familial;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent-quinze mille neuf cent soixante et six dollars (115 966$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de cinquante-sept mille neuf cent quatre-vingt-trois-dollars (57 983 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quarante-six mille trois cent quatre-vingt-six dollars et quarante sous (46 386,40 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 septembre 2018,

- un troisième versement au montant de onze mille cinq cent quatre-vingt-seize dollars et soixante sous (11 596,60 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1377 Saint-Jacques, Montréal Québec, H3C 1H2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL

Par : _____
Marci Shapiro (Nakuset), directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2018

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 110 rue Sainte-Catherine Est, Montréal Québec, H2X 1K7, agissant et représentée par Richard Chrétien, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 869394007RR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1205997624DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 869390007RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui vise la réinsertion sociale et économique des personnes en situation d'itinérance et de celles qui risquent de le devenir. Situé au cœur du Quartier des spectacles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt et un mille cinq cent vingt-cinq dollars et cinquante-deux sous (21 525,52 $),

incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-neuf mille trois cent soixante-douze dollars et quatre-vingt-dix-sept sous (19 372,97 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un dernier versement au montant de deux mille cent cinquante-deux dollars et cinquante-cinq sous (2 152,55 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 110 rue Sainte-Catherine Est, Montréal Québec, H2X 1K7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)

Par : _____
Richard Chrétien, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2018

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Société de développement social**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1097 rue Saint-Alexandre, bureau 207, Montréal Québec, H2Z 1P8, agissant et représentée par Emile Roux, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 83429 0694 RR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1214478079 DQ 0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 83429 0694 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui agit comme intermédiaire entre des organisations privées, publiques et des partenaires sociaux afin de créer des projets d'inclusion sociale à fort potentiel d'impact pour des populations vulnérables (à risque ou en situation d'itinérance);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2019, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de

cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept dollars et soixante-huit sous (197 997,68 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quatre vingt dix huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars et quatre-vingt-quatre sous (98 998,84 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante dix neuf mille cent quatre-vingt dix-neuf dollars et sept sous (79 199,07 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 septembre 2018,

- un troisième versement au montant de dix neuf mille sept cent quatre-vingt-dix neuf dollars et soixante-dix-sept sous (19 799,77 $), $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1097 rue Saint-Alexandre, bureau 207, Montréal Québec, H2Z 1P8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Par : _____
Emile Roux, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 4

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	ACCUEIL BONNEAU INC.	129377
2.	Action-réinsertion (LE SAC A DOS)	152310
3.	FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	255693
4.	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	402599

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 Autre

Source 3

► Préciser la source "Autre":

Fonds de soutien financier en développement social (FSFDS) : #imputation : 306125-05803-61900-016491

Accueil Bonneau : Budget corpo 2018 : 20 000$ et Budget FSFDS : (76 053,40 $ pour 2018) et (10 672,60$ pour 2019) pour un total de 86 726$ pour l'arrondissement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Action-réinsertion (LE SAC A DOS) : Budget FSFDS : (19 372,97 $ pour 2018) et (2 152,55$ pour 2019) pour un total de 21 525,52$ pour l'arrondissement
Foyer pour femmes autochtones de Montréal : Budget corpo 2018 : 75 000$ et Budget FSFDS (29 369,40$ pour 2018) et (11 596,60$ pour 2019) pour un total pour l'arrondissement de 40 966$
Société de développement social : Budget corpo 2018 : 95 000$ et Budget FSFDS : (83 197,91$ pour 2018) et (19 799,77$ pour 2019) pour un total de 102 997,68$ pour l'arrondissement

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		190 000,00 $						**190 000,00 $**
Montant-Source 2		207 993,68 $	44 221,52 $					**252 215,20 $**
Total	**0,00 $**	**397 993,68 $**	**44 221,52 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**442 215,20 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début : jour (si connu) / mois / 2018 (année)

Date de fin : jour (si connu) / mois / 2019 (année)

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 27 avril 2018 15:03:52

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Accueil Bonneau inc.**
Titre du projet	**Projet estival d'intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Accueil Bonneau inc.**			
Adresse	**427, rue de la Commune Est**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H2Y 1J4**
Numéro d'inscription TPS	**11877 6897 RT001**		Numéro d'inscription TVQ	**1006275903**
Numéro de charité	**118776897RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**			
District électoral municipal	**Saint-Jacques (VMA)**			
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**			
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**			
Responsable de l'organisme	**Monsieur**		**Aubin Boudreau**	
Fonction	**Directeur général**			
Téléphone	**514-845-3906**		Télécopieur	**514-845-7019**
Courriel	boudreaua@accueilbonneau.com		Site web	www.accueilbonneau.com
Votre organisme est-il à but non lucratif			**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus			**Non**	
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

"Accueillir la personne en situation ou à risque d'itinérance en l'accompagnant au quotidien dans la réponse à ses besoins essentiels et la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un mieux-être." Les services offerts sont les suivants : Dépannage de base (repas quotidiens 2 fois par jour, vestiaire, salon de coiffure, clinique de soins de pieds, service de douches) / Centre de Jour (activités, loisirs et accompagnement psychosocial) / Service social avec fiducie / Hébergement avec soutien communautaire et animation / Intervention de milieu/ programme d'accès au logement/ programmme de pré-employabilité/ ...

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Projet estival d'intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau**			
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Nicolas Pagot		
Fonction	**Directeur**			
Téléphone	514-845-3906 poste 250		Télécopieur	514-845-7019
Courriel	pagotn@accueilbonneau,com			
Nouvelle initiative	**Non**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Pour que le projet continue à atteindre des résultats satisfaisants, il est nécessaire qu'un deuxième poste d'intervenant soit financé pendant la saison estivale, tel que démontré depuis 2012.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

L'offre de services de l'Accueil Bonneau amène quelque 700 personnes à fréquenter l'organisme quotidiennement. Conséquemment, il se crée des files d'attente et des attroupements dans les espaces publics avoisinants tels le parc Fleury-Mesplet, les rues de la Friponne, St-Paul et Bonsecours, etc. De même, ces constats se confirment au niveau du square Viger et sur l'édicule du Chanmps de Mars. Les attroupements ainsi que les comportements illégaux et incivils de certaines personnes (gestes d'intimidation, violence verbale ou physique, consommation et vente d'alcool, de drogues ou de médicaments, etc.) créent un sentiment d'insécurité chez les riverains...

.... et génèrent des plaintes auprès de la Ville de Montréal, l'Arrondissement de Ville-Marie, le SPVM et l'Accueil Bonneau. La cohabitation sociale entre la clientèle de l'Accueil Bonneau, les riverains résidentiels et commerciaux, ainsi que les personnes de passage reste parfois difficile et le projet vise à continuer à rétablir les voies de communication en vue d'une plus grande harmonie.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Un projet pilote d'intervention de milieu a été mis en place en mai 2011 et se résumait à un poste à temps plein. À partir de 2012, le projet s'est bonifié avec l'ajout d'un deuxième poste estival à temps plein (de mai à octobre) et l'équivalent d'un troisième poste à temps partiel pour assurer une présence le week-end. Un concept de préposés de milieux a aussi été expérimenté avec succès. Le comité des partenaires (voir section 4) a permis de cibler les actions prioritaires à réaliser et se doter d'un plan de travail à court et moyen terme. L'expérience acquise depuis 4 ans confirme, par ses impacts et ses retombées, la pertinence d'une telle approche. Ainsi, il apparaît essentiel pour le comité de partenaires et pour les riverains/ commercants d'augmenter le nombre d'interventions et le temps de présence sur le terrain pendant les mois les plus chauds. Voir section 7.

Un(e) intervenant(e) en tandem avec l'intervenant de milieu permanent :
1. Circulent dans les rues du territoire pour y rencontrer les personnes en situation d'itinérance et établir une relation de confiance.
2. Sensibilisent les personnes en situation d'itinérance à l'impact de leurs comportements qui peuvent être dérangeants.
3. Réfèrent les personnes aux ressources appropriées (organismes communautaires, logements, thérapies, services sociaux, UPS, SPVM, etc.)
4. Offrent un service de médiation entre les personnes en situation d'itinérance et/ou les riverains/commercants/touristes
5. Sensibilisent les riverains à la problématique de l'itinérance et à la mission de réinsertion sociale de l'Accueil Bonneau.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Personnes à faible revenu	25	600
		Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**25**	**600**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Vieux Montréal et abords de l'AB + Sq. Viger+ édicule sur Champs de mars
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	1
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	2
3	**Sécurité urbaine**	3

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser une cohabitation sociale, respectueuse, sécuritaire et harmonieuse entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains, les commercants et les personnes de passage.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Sensibiliser les personnes en situation d'itinérance au défi de la cohabitation et favoriser l'adoption de gestes et de comportements adéquats.
B	Contribuer à l'instauration d'un sentiment de sécurité au sein de la population riveraine, des personnes de passage ainsi que la clientèle générale de l'Accueil Bonneau.
C	Permettre aux trois personnes en démarche de réinsertion sociale (préposés de milieu) d'assumer un rôle de citoyen responsable en devenant "leader positif" auprès de leurs pairs.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Interventions (prévention, application du code de vie extérieur, …) dans le secteur 2.5. Médiations. Interventions de concert avec le SPVM/CIUSSS/ ... lors de situations de non-collaboration.
B	Assistance téléphonique et en personne aux riverains. Médiations. Présence visible sur le terrain, sept jours /semaine (de 8h à 16h en semaine + en matinée pour les fins de semaine)
C	Les préposés sont responsables de l'accueil, l'entretien et l' information touristique. Formation offerte par AB, les partenaires et le CREP de la Commission scolaire de Montréal. Réunions d'équipe. "Coaching" individuel et de groupe.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Avec l'application du code de vie, une réduction graduelle du nombre d'interventions requises liées aux comportements illégaux et gestes d'incivilités.	**Cahier de bord**	**Nombre d'interventions, de soutiens**
B	Réduction du nombre d'interventions requises auprès des riverains au fil du projet et satisfaction des riverains quand à la prise en charge de la situation. Réduction du nombre de plaintes des riverains.	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Nombre d'interventions, de soutiens**
		Cahier de bord et diminution des plaintes	
C	Participation active aux activités prévues pour les personnes en démarche de réinsertion sociale.	**Auto-évaluation**	**Nombre d'interventions, de soutiens**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Arrondissement Ville-Marie			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Intervenant(e)**					**24 426.00 $**				**24 426.00 $**
		saison estivale									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	22.45	35	139.5	26.4	1	**24 426.60 $**					
2	Titre	**Intervenant(e)**						50 000.00 $			**50 000.00 $**
		prinicipal (annuel)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
3	Titre	**Intervenant(e)**						20 000.00 $			**20 000.00 $**
		week-end pendant la saison estivale									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
4	Titre	**Assistant(e) coordonnateur(trice)**						12 300.00 $			**12 300.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
Sous-Total Section A							**24 426.00 $**	**82 300.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**106 726.00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*											
Équipement: achat ou location											**0.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation											**0.00 $**
Photocopies, publicité											**0.00 $**
Déplacements											**0.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0.00 $**
Sous-Total Section B							**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*											
Frais administratifs du projet											**0.00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**24 426.00 $**	**82 300.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**106 726.00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Christine Caron, présidente Association des résidents du Vieux-Montréal (ARVM), courriel : chcaron@videotron.ca, tél.: 514-990-1361.	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Support logistique
2	Mohamed Bouhdid, inspecteur Giuseppe Dignazio et Sophie Bellemare, agents socio-communautaire Service police Ville Montréal (SPVM) Tél.: 514-280-0121	Participation au comité aviseur,concertation Support logistique Expertise-conseil
3	Mario Lafrance, directeur général, Société de développement commercial du Vieux-Montréal (SDC), Courriel : mlafrance@sdcvieuxmontreal.com - Tél.: 514-732-8685.	Participation au comité aviseur,concertation Support logistique Promotion, sensibilisation
4	Annie Gauthier, Conseillère en développement communautaire à Arrondissement Ville-Marie, courriel: agauthier@ville.montreal.qc.ca - tél.: 514-868-4211.	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Support logistique
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	01
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Octobre	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	2018	Novembre	FAUX

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CREP	Centre de ressources éducatives et de pédagogie

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Section 2.3 : Cette demande de subvention permet de financer le poste d'intervenant estival (6 mois) à temps complet . Nous tenons à préciser que l'embauche du 2ème intervenant(e) permet d'atteindre les objectifs attendus de manière encourageante. Depuis l'ajout de ce poste en 2012, les résultats sont très encourageants autant pour les intervenants que les résidants, les commerçants, la ville et les personnes itinérantes ou à risque.
Sections 2.4: les groupes d'âges et les caractéristiques doivent être lus de façon linéaire globale : clients hommes et femmes entre 18 et 80, itinérants ou à risque, ayant aussi pour certains des problèmes de santé mentale et/ou de toxicomanie; certains ayant des démêlés avec la justice; vivant sur la sécurité de revenu.
Section 2.5: Précisez le quartier: Vieux-Montréal, abords de l'AB: de la Commune, Place St-Jacques, Notre-Dame, Berri, Faubourg-Québec, square Viger et dessus de l'édicule du Champ-de-Mars.

Section 2.9: D. Offrir des services à la clientèle de références, d'accompagnements psychosociaux, de réinsertion, ... Section 2.10 : accompagnementdes clients à leurs rendez-vous ou lors de démarches importantes auprès de différentes instances qu'elles soient juridiques, publiques, médicales ou autres. Rencontre avec l'infirmière de proximité du CIUSSS présente à l'Accueil Bonneau, démarche téléphonique, ... section D à 2.11. Augmentation du nombre d'accompagnement et de références, Outils qualitatifs : Journal de Bord. Outils quantitatifs: nombre d'interventions, de références et de soutien.

Section 3 - Budget. L'arrondissement de Ville-Marie finance tout le reste du projet d'intervention de milieu, c'est-à-dire le poste d'intervenant annuel à temps plein, le poste de week-end pendant la saison estivale et la partie de la coordination reliée à ce projet

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Aubin Boudreau	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Mars	29	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Ville-Marie**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Foyer pour femmes autochtones de Montréal (partenariat avec YMCA Centre-Ville)**
Titre du projet	**Zone d'intervention au square Cabot**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Foyer pour femmes autochtones de Montréal (partenariat avec YMCA Centre-Ville)**			
Adresse	**1377 Saint-Jacques**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H3C 1H2**
Numéro d'inscription TPS	**131684656 RT001**		Numéro d'inscription TVQ	**1006477247 DQ001**
Numéro de charité	**131684656 RR001**			
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**			
District électoral municipal	**Peter-McGill (VMA)**			
Circonscription électorale provinciale	**Westmount–Saint-Louis**			
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**			
Responsable de l'organisme	**Madame**		**Marci Shapiro (Nakuset)**	
Fonction	**Directrice exécutive**			
Téléphone	**514-933-4688**		Télécopieur	**514-933-5747**
Courriel			Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

Foyer pour femmes autochtones de Montréal: La mission du Foyer est d'assurer un milieu sécuritaire et de soutien qui renforce l'identité culturelle, le respect de soi et l'indépendance des femmes autochtones et de leurs enfants. L'organisme offre des services en réinsertions sociale aux femmes, incluant des programme de santé holistique, de toxicomanie, de soutien culturel, d'intervention communautaire, d'appui au logement et de soin familial. Dans le cadre de ce projet, l'organisme a élargi son mandat et travaille aussi avec les hommes et les personnes non-autochtones qui gravitent au square Cabot et ses alentours, incluant les individus en état de consommation. Pour la mission du YMCA Centre-Ville (programme Dialogue), voir la section 7.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Zone d'intervention au square Cabot**			
Personne responsable du projet		Marci Shapiro (Nakuset)		
Fonction	**Directrice exécutive**			
Téléphone	514-933-4688		Télécopieur	514-933-5747
Courriel	nakuset@gmail.com			
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**	
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'intervention de milieu au Square Cabot est un projet essentiel pour améliorer le sentiment de sécurité et de bien-être au Square Cabot et dans les environs. De plus, avec le déménagement d'Open Door à l,été 2018, ce service sera d'autant plus nécessaire.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Après une période de fermeture pour cause de réaménagement, l'accès au Square Cabot a été réouvert en juillet 2015. Les personnes marginalisées et vulnérables, qui occupaient presque exclusivement le lieu avant la fermeture et engendrait un sentiment d'insécurité auprès de tous types d'usagers, a été invitée à revenir sur les lieux dans un contexte de cohabitation sociale. Plusieurs partenaires, dont la plupart sont membres du Comité d'action sur la sécurité urbaine autour du Square Cabot, se sont impliqués pour réaliser cet objectif.

L'animation estivale, le Café de la Maison ronde géré par l'Itinéraire, l'intervention de milieu et l'adaptation des instances policières en lien avec la population cible ont permis d'améliorer le sentiment de sécurité depuis la réouverture du Square. Cependant, étant donné la fréquentation par les populations itinérantes et marginalisées dans le secteur et l'arrivée de nouveaux visages, il est primordial que les initiatives mises en place puissent continuer en 2018 afin de maintenir une saine cohabitation sociale.

Suite à la réouverture de l'édicule du metro Atwater et au futur déménagement d'Open Door, des déplacements et une augmentation de la clientèle sont à prévoir. Il est donc important de prendre le pouls pour orienter les actions futures et bien répondre aux besoins.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Depuis 2014, une équipe d'intervenants du Foyer pour femmes autochtones de Montréal et du programme Dialogue au YMCA Centre-Ville travaille au Square et en périphérie en assurant l'accompagnement et le suivi de la population vulnérable. L'équipe réfère aux ressources adaptées aux besoins des personnes et aux points de services appropriés (santé, toxicomanie, hébergement, employabilité, services juridiques, etc.). Le périmètre de la zone d'intervention est balisé par les rues Guy, Sherbrooke, l'autoroute Ville-Marie et Atwater. Les intervenants effectuent de la prévention et de l'intervention auprès de la population dans une approche de réduction des méfaits et sont présents pour assurer une cohabitation avec les riverains, entre autres par la réception de signalements de la communauté. Ils ont accès à un bureau d'intervention dans la vespasienne située au coeur du square Cabot.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes sans-abris	Cliquer pour menu déroulant	35	100
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Cliquer pour menu déroulant	15	15
Population en général	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	50	50
		TOTAL	**100**	**165**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Square Cabot et ses environs (quadrilatère Guy, Atwater, Sherbrooke, aut. Ville-Marie)
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Itinérance**	
2	**Autochtones**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Améliorer le sentiment de sécurité, le bien-être et la cohabitation dans le square Cabot et ses environs par l'entremise d'une équipe d'intervenants de milieu utilisant divers outils pour soutenir la population vulnérable et les riverains.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Offrir et/ou faciliter l'accès à la population vulnérable du square Cabot et ses environs des services d'intervention et de réinsertion sociale ainsi qu'un accompagnement vers les ressources (santé, parajudiciaires, hébergement, employabilité, etc.).
B	Faciliter la cohabitation entre les différentes clientèles fréquentant le square et prévenir les situations pouvant être problématiques dans une approche de réduction des méfaits.
C	Permettre à au moins trois clients d'améliorer leur situation par un projet de réinsertion sociale en lien avec leur implication dans la communauté.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	*Patrouilles et visites quotidiennes au square Cabot et dans les rues, ruelles et organismes (tel Open Door et Chez Doris) compris dans le quadrilatère. Références, accompagnements, outreach, suivis avec les participants. *Suite au déménagement d'Open Door, porter attention au déplacement de la clientèle pour s'assurer d'un arrimage de services et de l'identification de nouveaux besoins. *Les moments couverts par l'équipe d'intervention seront généralement du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.
B	Présence quotidienne dans la vespasienne du square Cabot et intervention lors de situations problématiques dans le secteur d'intervention. (conflits, incivilités et comportements répréhensibles). Pendant la période estivale, de mai à octobre, l'horaire sera plus flexible permettant de couvrir certains soirs de semaine et certains week-ends, particulièrement lorsqu'il y aura des activités.
C	Renforcer le développement de trois leaders positifs de la communauté, notamment par le biais de démarches d'employabilité, d'implication volotaire lors d'activités ou de régulation de leur situation judiciaire (ex.: travaux compensatoires).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Augmentation du nombre d'actions et de services réalisés auprès de la population vulnérable (itinérance, toxicomanie, violence, santé mentale et physique, hébergement, judiciarisation, employabilité, etc.)	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		cahier de bord et suivi des participants	nombre d'interventions et de soutiens et statistiques
B	Maintien du sentiment de sécurité dans un contexte de cohabitation sociale avec les personnes marginalisées.	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		témoignages, questionnaire, mobilisation	nb de plaintes, nb de participants
C	Implication d'au moins trois participants dans des démarches de réinsertion sociale et/ou d'implication positive dans la communauté	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		assiduité, mobilisation et suivi des participants	Nombre de participants et nombre de réalisations

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Arrond. Ville-Marie			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**					**32 050.00 $**	13 866.00 $			**45 916.00 $**
		Intervenant à temps plein (Foyer pour femmes autochtones de Montréal)									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	35	148	52	1	**45 916.00 $**					
2	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**					**28 819.00 $**	12 843.00 $			**41 662.00 $**
		Intervenant à temps plein (YMCA)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18.73	35	145.65	52	1	**41 662.40 $**					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**					**2 508.00 $**	742.00 $			**3 250.00 $**
		Superviseur (euse) (Foyer pour femmes autochtones de Montreal)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	2		52	1	**3 250.00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**					**5 575.00 $**	2 921.00 $			**8 496.00 $**
		Superviseur (euse) (YMCA)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25.82	5	34.28	52	1	**8 495.76 $**					
Sous-Total Section A							**68 952.00 $**	**30 372.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**99 324.00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location							**960.00 $**	960.00 $			**1 920.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**100.00 $**	100.00 $			**200.00 $**
Photocopies, publicité							**100.00 $**	100.00 $			**200.00 $**
Déplacements							**1 890.00 $**	1 890.00 $			**3 780.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**0.00 $**				**0.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**0.00 $**				**0.00 $**
Sous-Total Section B							**3 050.00 $**	**3 050.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**6 100.00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet							**6 958.00 $**	**3 584.00 $**			**10 542.00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**78 960.00 $**	**37 006.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**115 966.00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Autres (précisez ci-dessous) soutien logistique, technique et administratif
2	Comité d'action sur la sécurité urbaine et l'amélioration de la qualité de vie au square Cabot et ses environs comprenant une vingtaine de partenaires provenant des réseaux suivants: SPVM, santé, organismes communautaires, institutions, etc.	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Expertise-conseil
3	SPVM (PDQ 12, 20, 50 et Brigade des espaces publics)	Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
4	L'Itinéraire, par le biais du Café de la maison Ronde, qui occupe l'autre partie de la vespasienne	Fournitures Support logistique Promotion, sensibilisation
5	Arrondissement de Ville-Marie	Prêt de local Participation au comité aviseur,concertation Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Mission du programme Dialogue du YMCA Centre-Ville: par le travail de rue et la sensibilisation, Dialogue vise à repérer, approcher et aider les individus sans ressource, isolés et sans domicile fixe du quartier Peter McGill afin de leur permettre de reprendre le contrôle de leur vie. Il vise aussi à établir des liens de collaboration avec les ressources du milieu afin d'améliorer l'accès aux services et en faire la diffusion, sensibiliser le public à la réalité des itinérants et sensibiliser ces derniers à la réalité des autres acteurs de la communité et finalement, favoriser un processus de concertation au sein de la communauté de façon à s'impliquer dans des actions et solutions constructives face au phénomène.

Section 4: contribution des partenaires. Ajout des partenaires suivants: CLSC Métro (ressources humaines et références des participants) et Open Door (références des participants, concertation, partage d'expertise).

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Marci Shapiro (Nakuset)	**Fonction**	**Directrice exécutive**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Mars	29	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)**
Titre du projet	**Propreté à Viger, édicule du Champ-de-Mars et alentours avec la Brigade verte Sac à Dos**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)**			
Adresse	**110 RUE SAINTE-CATHERINE EST**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H2X 1K7**
Numéro d'inscription TPS	**869394007RR0001**		Numéro d'inscription TVQ	**1205997624DQ0001**
Numéro de charité	**869390007RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**			
District électoral municipal	**Saint-Jacques (VMA)**			
Circonscription électorale provinciale	**Sainte-Marie–Saint-Jacques**			
Circonscription électorale fédérale	**Laurier–Sainte-Marie**			
Responsable de l'organisme	**Monsieur**		**Richard Chrétien**	
Fonction	**Directeur général**			
Téléphone	**514-507-7015**		Télécopieur	**514-393-9848**
Courriel	richard.chretien@lesacados.org		Site web	www.le-sac-a-dos.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif			**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus			**Non**	
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

Le Sac à Dos vise la réinsertion sociale et économique des personnes en situation d'itinérance et de celles qui risquent de le devenir. Situé au cœur du Quartier des spectacles, le Sac à Dos opère un centre de jour où l'on trouve : une buanderie, une douche, un coiffeur, une équipe d'intervenants, un service postal qui fournit une adresse à 2000 personnes, un service d'aide à l'emploi, un service d'entreposage (150 casiers et 40 tiroirs). Il propose des activités, de la référence vers d'autres ressources et un programme de réinsertion sociale et économique - la Brigade verte du Sac à Dos qui offre différents ateliers et la participation à des plateaux d'expérimentation du travail soit à l'intérieur du Sac à Dos, soit à l'extérieur en entretien – propreté dans le quartier. Le Sac à Dos offre aussi 41 unités de logement social sur deux sites.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Propreté à Viger, édicule du Champ-de-Mars et alentours avec la Brigade verte Sac à Dos**			
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Richard Chrétien		
Fonction	**Directeur général**			
Téléphone	514 507-7015		Télécopieur	514-393-9848
Courriel				
Nouvelle initiative	**Non**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Compte tenu du bilan positif et des résultats obtenus en 2017, poursuivre l'implication de la Brigade verte au square Viger et à l'édicule du Champ-de-Mars			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Parmi les enjeux identifiés par le Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020, par l'arrondissement de Ville-Marie et la Table de concertation du faubourg St-Laurent, on remarque la sécurité, la propreté et la cohabitation dans l'espace urbain entre les personnes marginalisées, les résidents, les travailleurs et les commerçants. Ces enjeux sont très présents dans le voisinage du Sac à Dos avec le Quartier des spectacles, le Quartier latin, le CHUM et le parc Viger, qui est situé au sud-est du Sac à Dos. Le parc Viger est reconnu pour ses dynamiques et pour l'insécurité qu'elles engendrent. L'édicule du Champ-de-Mars est situé dans un secteur de grande affluence et dans un secteur touristique.

Ce projet s'inscrit donc dans l'axe 1 du Plan d'action montréalais qui vise à accompagner et à cohabiter dans l'espace public. Il répond à l'objectif 2 qui veur accompagner les personnes et faciliter la cohabitation sociale dans l'espace public et dans le métro. Les résultats attendus veulent que "les personnes en situation d'itinérance qui se retrouvent dans l'espace public (...) sont accompagnées dans leur cheminement personnel et au besoin vers les services d'aide; les relations entre les personnes en situation d'itinérance et le reste de la population sont améliorés; les personnes en situation d'itinérance sont impliquées, sur une base volontaire, dans la résolution de conflits." (P.26 du Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020)

Ce projet s'appuie sur une concertation et une collaboration étroite établies entre l'arrondissement de Ville-Marie (travaux publics et développement social), deux organismes communautaires - l'Accueil Bonneau et le Sac à Dos ainsi qu'avec le service de police de Montréal - le poste de quartier 21.

Le rapport présenté par le Sac à Dos en 2017 a illustré que ce projet a permis : 1) de contribuer à la démarche de réinsertion de personnes ayant connu l'itinérance, 2) d'améliorer la situation des personnes en situation d'itinérance vivant dans l'édicule du Champ-de-Mars, 3) d'améliorer la propreté du square Viger et de l'édicule du Champ-de-Mars, 4) d'améliorer la cohabitation entre les personnes itinérantes et la population.

Deux grandes forces émanent de ce projet : la concertation qui amène une action rapide des acteurs dans la recherche de solutions ainsi que l'action de personnes ayant connu l'itinérance en processus de réinsertion envers d'autres pairs.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Fort de son expérience des 10 dernières années en réinsertion avec ses équipes d'entretien-propreté dans le quartier, le Sac à Dos a bonifié l'action de la Brigade verte (BV) en y ajoutant le nettoyage, la propreté et l'intervention dans le parc Viger et à l'édicule du Champ-de-Mars depuis l'été 2015. La BV du Sac à Dos, cette escouade spéciale d'intervention en propreté composée de personnes ayant connu l'itinérance en processus de réinsertion sociale et économique, assure le nettoyage des incivilités commises par les utilisateurs de nuit du parc (verres brisés, déchets et détritus laissés par les personnes sans abri, seringues, etc.).

La Brigade est présente à Viger/Champ-de-Mars le matin, à raison de 3 jours/semaine. Des vêtements aux couleurs distinctives permettent aux participants d'être vus et reconnus. Les personnes en processus de réinsertion deviennent ainsi des acteurs visibles qui contribuent à l'amélioration de la propreté et de la vie du quartier.

De plus, les membres de la Brigade tentent d'établir un contact direct avec les personnes qui fréquentent ou qui dorment dans le parc ou à l'édicule du Champ-de-Mars. La présence de la Brigade et le nettoyage constituent un moyen pour créer un contact direct et régulier avec les personnes en situation d'itinérance fréquentant ce lieu. On veut ouvrir un dialogue et tisser des liens de confiance.

Le fait que ce soit des pairs ayant déjà vécu la situation qui parlent à des pairs et qui agissent pour améliorer la situation constitue un des éléments de valeur ajoutée du projet. En plus d'améliorer la propreté et le sentiment de sécurité par sa présence bénéfique, la BV, en complémentarité avec les autres intervenants, peut aussi informer les personnes itinérantes fréquentant le parc des services offerts et des ressources pouvant les aider qui sont présentes à proximité. Elle peut tenter de les influencer et de les convaincre des bonnes façons d'utiliser les lieux publics tout en facilitant le travail des équipes des travaux publics de l'arrondissement.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Prestataires d'assistance emploi		10
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Toxicomanes	7	16
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Personnes ayant un problème de santé mentale	4	8
		TOTAL	**11**	**34**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Square Viger, édicule du Champ-de-Mars et alentours
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	Améliorer la propreté du secteur Viger, édicule du Champ-de-Mars et alentours
2	**Itinérance**	Accompagner et cohabiter dans l'espace public
3	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Favoriser l'implication des personnes en démarche de réinsertion dans l'action auprès de personnes itinérantes

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

* Favoriser la réinsertion sociale et économique et culturelle des personnes en situation d'itinérance et celles qui sont à risque de le devenir;

* Favoriser une cohabitation harmonieuse dans l'espace public entre les résidents, les commerçants, les travailleurs, les institutions et les personnes en situation d'itinérance ainsi que celles qui ont quitté la rue en processus de réinsertion;

* Réduire les préjugés et favoriser le partage de l'espace public.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	• Permettre à 20 participants de la Brigade verte (BV) du Sac à Dos de contribuer à la propreté du square Viger, de l'édicule du Champ-de-Mars et des alentours en nettoyant les incivilités commises et favoriser leur engagement comme citoyen en participant à l'amélioration de la qualité de vie dans leur quartier
B	• Permettre aux 20 participants à la BV d'acquérir de nouvelles capacités (communication avec le public, travail en équipe, gestion de conflits, etc.), d'améliorer leur autonomie financière et favoriser la stabilité résidentielle de celles et ceux qui sont en logement.
C	• Permettre aux gens qui fréquentent le parc et les environs du Champ-de-Mars (personnes itinérantes, résidents, travailleurs et travailleuses, touristes, etc.)de se sentir plus en sécurité, de faire connaître leurs besoins en matière de propreté, de communiquer et d'entrer en contact avec les participants de la Brigade verte.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Visite et nettoyage des lieux par la BV (1 équipe de 2 personnes accompagné d'un superviseur) trois fois par semaine, le matin des lundis, mercredis et vendredis à raison de 4 heures par jour du 1er avril au 30 septembre et de 2 heures par jour du 1er octobre au 31 mars..
B	Ateliers permettant de renforcer ou d'acquérir de nouvelles capacités (communication, expression, gestion de conflits, gestion des émotions, travail en équipe, etc.); rencontres individuelles; supervision, suivi et encadrement; versement d'une compensation de participation.
C	Cueillette des besoins, de témoignages et des commentaires auprès des personnes qui fréquentent les lieux (personnes itinérantes, résidents, travailleurs et travailleuses, touristes, etc.); documentation du projet et de ses résultats (photos, témoignages, etc.)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	• Amélioration de la propreté au Parc Viger, à l'édicule du Champ-de-Mars et aux alentours	**Cahier de bord**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Nombre de sorties
B	• Amélioration de la capacité à interagir et à communiquer positivement des participants à la Brigade verte entre eux et avec les personnes qui fréquentent les lieux visés (personnes itinérantes, résidents, travailleurs et travailleuses, touristes, etc.) et le public en général	**Cahier de bord**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
			Nombre de personnes rencontrées
C	• Amélioration de la cohabitation sociale • Diminution de la stigmatisation envers les personnes itinérantes ou marginalisées	**Cahier de bord**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		Témoignages	Nombres de situations problématiques résolues

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Arrondissement de Ville-Marie			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Superviseur(seuse)**						6 205.68 $			**6 205.68 $**
	Avril à septembre										
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17	12	34.68	26	1	**6 205.68 $**					
2	Titre	**Superviseur(seuse)**						3 102.84 $			**3 102.84 $**
	Octobre à mars										
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17	6	17.34	26	1	**3 102.84 $**					
3	Titre	**Préposé(e) à l'entretien**						6 240.00 $			**6 240.00 $**
	Avril à septembre										
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
		12		26	2	**0.00 $**					
4	Titre	**Préposé(e) à l'entretien**						3 120.00 $			**3 120.00 $**
	Octobre à mars										
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
		6		26	2	**0.00 $**					
Sous-Total Section A							**0.00 $**	**18 668.52 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**18 668.52 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location								900.00 $			**900.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation											**0.00 $**
Photocopies, publicité											**0.00 $**
Déplacements											**0.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0.00 $**
Sous-Total Section B							**0.00 $**	**900.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**900.00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet								**1 957.00 $**			**1 957.00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**0.00 $**	**21 525.52 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**21 525.52 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Accueil Bonneau (intervention)	Expertise-conseil
		Soutien technique
		Cliquer pour menu déroulant
2	SPVM (poste 21) et EMRII	Expertise-conseil
		Soutien technique
		Cliquer pour menu déroulant
3	Arrondissement de Ville-Marie (travaux publics et développement social)	Expertise-conseil
		Soutien technique
		Cliquer pour menu déroulant
4	Organismes communautaires du milieu	Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Septembre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

2.4 Population ciblée

1) Compte tenu de la nature du travail à effectuer, on vise à former une équipe stable avec des participants réguliers à la BV d'où les 10 hommes participant (les personnes ayant été sans-abris maintenant dans un démarche de réinsertion et prestataires d'assistance emploi)
2) On a ensuite estimé le nombre de personnes utilisatrices du Parc Viger et de l'édicule du Champ-de-Mars (personnes sans abris toxicomandes et personnes ayant un problème de santé mentale)

Budget
Préposés à l'entretien sont des participants au programme de réinsertion sociale et économique, la Brigade verte qui recoivent une compensation financière pour leur participation au programme. Un déjeuner, un dîner et une collation sont servis chaque jour aux participants du programme.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Richard Chrétien		**Fonction**	**Directeur général**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Avril	05
Signature						

Montréal

Travail et Sol

Demande de soutien financier 201

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initia
dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2(

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de co

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Itinérance**
	Ville-Marie
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**
Titre du projet	**ACTION MÉDIATION : PROGRAMME DE MÉDIATION URBA**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute d
reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémen
ou joignez un document complémentaire, à cette demai

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que ce
ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une conventic
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux m et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**		
Adresse	**1097 rue Saint-Alexandre, bureau 207**		
Ville	**Montréal**	Code postal	
Numéro d'inscription TPS	**83429 0694 RR0001**	Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**83429 0694 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Ville-Marie**		
District électoral municipal	**Saint-Jacques (V**		
Circonscription électorale provinciale	**Westmount–Saint-**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**		
Fonction	**Directeur géné**		
Téléphone	**514-312-7344 #201**	Télécopieur	
Courriel	emile.roux@courtier.social	Site web	www.courtier.so
Votre organisme est-il à but non lucratif	(		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus			

Si oui, laquelle/lesquelles	

1.2 — Mission de l'organisme

La Société de développement social est le premier courtier social en Amérique du Nord.
Un courtier social est un organisme à but non lucratif qui agit comme intermédiaire entre des organisations privée
créer des projets d'inclusion sociale à fort potentiel d'impact pour des populations vulnérables (à risque ou en situ

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**ACTION MÉDIATION : PROGRAMME DE MÉDIATION URBAINE**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Emil	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514-312 7344 #201	Télécopieur	514-312-7366
Courriel	emile.roux@courtier.social		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	

Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Prolongation d'un projet pilote réalisé entre mai 2017 et mars 2018

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le pr

Le dénombrement réalisé à Montréal en 2015 démontre que près de la moitié des personnes sans-abri sondées s
dans l'arrondissement Ville-Marie, et fréquentent régulièrement des espaces publics : parc, artère commerciale, s
marchandes.

Cependant, le nombre de travailleur(euse)s de rue n'est pas suffisant pour rejoindre et aider toutes les personnes
retrouvent rapidement seules, livrées à elle-même avec des problématiques nombreuses et complexes : itinéranc
etc.

Cette situation peut amener à avoir un impact négatif sur la cohabitation avec le reste de la population (commerça
agents de sécurité) qui n'est pas ou mal outillé pour interagir et aider ces personnes et dans certains cas, le déca
groupes, peut aboutir à des conséquences plus graves : violence verbale ou physique, crise, appel au 911, interv

Les problématiques adressées rejoignent donc plusieurs notions :
- la cohabitation harmonieuse entre citoyens/usagers,
- l'occupation des espaces publics par des personnes sans-abri,
- le sentiment de sécurité en général,
- le respect des conditions de vie de chacun.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Action Médiation est un programme d'intervention psychosociale déployé dans les espaces publics du centre-ville personnes marginalisées ou sans-abri qui les fréquentent.
Ce programme repose sur le déploiement d'une équipe d'intervenants avec des spécialités différentes qui intervie vulnérables (en situation ou à risque d'itinérance, toxicomane, judiciarisée) qu'avec le reste de la population (citoy gestionnaire d'espaces publics).
Afin d'optimiser les réponses à offrir aux différents enjeux rencontrés dans le secteur visé par le projet, la Société avec CACTUS Montréal (expertise notamment en toxicomanie) pour répondre à cet appel de projets.

Les principaux objectifs du programme sont donc :

- Aider et accompagner les personnes marginalisées ou sans-abri rencontrées dans leur démarche de réinsertion adaptés, incluant une approche de réduction des méfaits pour les personnes utilisatrices de drogue.

- Assurer une cohabitation optimale entre les différents usagers des espaces publics et privés (commerçants, age personnes marginalisées ou sans-abri et servir d'intermédiaire avec le service de police afin de rationnaliser leurs

Action Médiation est conçu sur un principe de médiation au cœur duquel la cohabitation sociale et le respect des prédominante.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes sans-abris	Toxicomanes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes sans-abris	Personnes ayant un problème de santé mentale
Population en général	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant
		TOTAL

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obliga

Un seul arrondissement ou ville liée	**Ville-Marie**
Précisez le quartier ou le secteur	Place Émilie Gamelin, rue Sainte-Catherine, rue Saint-Denis et les sec
	Cliquer pour menu dérou
	Cliquer pour menu dérou
	Cliquer pour menu dérou
	Cliquer pour menu dérou
	Cliquer pour menu dérou

Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déro**
	Cliquer pour menu déro
	Cliquer pour menu déro
	Cliquer pour menu déro
	Cliquer pour menu déro
	Cliquer pour menu déro

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (I

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer**
NON	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'ir

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
2	**Itinérance**	
3	**Autres : (préciser à droite)**	Toxicomanie

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif principal du programme à long terme est est de venir en aide à des personnes vulnérables ayant des be
peut être mesuré de façon précise avec des indicateurs mis à la disposition de l'arrondissement et de la Ville : no
rencontrées, démarches et référence réalisées.
L'autre objectif important du programme est d'améliorer et d'optimiser la cohabitation sociale entre les différents g

et en particulier avec les commerçants du secteur membres des 2 SDC (Village et Quartier Latin). Ce deuxième c
sondages réalisés auprès des rédidents et commerçants du quartier ainsi qu'à travers l'analyse du nombre d'appe

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du pro

A	**Assurer la présence sur le terrain de 2 équipes disctinctes ayant des expertises complémentaires** selon un planning prenant du 1er avril 2018 au 31 mars 2019 (voir la section Activités prévues) : - 1 équipe de médiation urbaine (opérée par la SDS), orientée vers les relations avec les commerçants, résidents et employés d'un c d'itinérance et marginalisées de l'autre. Les enjeux de cohabitation et de médiation sont donc au coeur de leur processus d'intervention. - 1 équipe clinique (opérée par Cactus), orientée vers l'aide et le soutien aux personnes utilisatrices de drogue, sous l'égide de la réc préjugés, la marginalisation, l'exclusion et toutes les formes de harcèlement.
B	**Réaliser des interventions** en lien avec notre mandat : c'est la donnée principale du programme Action Médiation. Une interventior des lieux visés par le programme que ce soit lors d'une tournée ou sur appel et réalise l'une des démarches suivantes avec un client réduction des méfaits, référence vers une ressource, ramassage de matériel d'injection.
C	**Référer des personnes rencontrées vers les ressources et services à leur disposition** : la référence est la démarche la plus im Une référence consiste, en fonction du besoin identifié, à référer (ou accompagner le cas échéant) un client vers une ressource disp meilleur moyen de ré-affilier une personne marginalisée ou itinérante au réseau communautaire ou au réseau de la santé. Objectif 2018 = 500 références

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteint

(incluant la durée et fréquence)

Présence des 2 équipes sur le terrain selon un calendrier prenant en compte l'achalandage des lieux visités :
- Du 13 mai au 13 octobre : SDC Village, SDC Quartier Latin et Jardins Gamelin
Équipe médiation urbaine : 4 intervenants et 1 pair-aidant du lundi au vendredi de 09h à 17h, samedi et dimanche de 12h à 19h

A	Équipe médiation urbaine : 4 intervenants et 1 pair aidant du lundi au vendredi de 09h à 17h, samedi et dimanche de 12h à 19h Équipe clinique : 1 intervenant et 1 pair aidant du lundi au vendredi, horaire variable en fonction des besoins de jour ou de soir. - Du 1er avril au 12 mai 2018 et du 14 octobre au 1er décembre 2018 : SDC Village et SDC Quartier Latin Équipe médiation urbaine : 4 intervenants du lundi au vendredi de 09h à 17h Équipe clinique : 1 intervenant et 1 pair aidant du lundi au vendredi de 09h à 17h - Du 02 décembre 2018 au 31 mars 2019: SDC Village et SDC Quartier Latin
B	**Collaboration et concertation avec les principaux acteurs du milieu :** - Visite hebdomadaire aux commerçants des 2 SDC présentes dans le secteur (Village et Quartier Latin) : distribution de carte de m - Réunion hebdomadaire entre les 2 équipes (SDS et Cactus) pour faire le point et les suivis nécessaires : 2 heures chaque mercred - Réunion mensuelle du comité de suivi des Jardins Gamelin avec l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet : 2 heures / m - Rencontre hebdomadaire de la coordonnatrice de programme avec le SPVM (PDQ 22/21 et section Métro) : 30 minutes par semai - Au besoin présence lors de différentes concertations avec les principaux partenaires du quartier (table de concertation, etc.) : 5 à 1
C	**Collecte de données et rédition de compte :** **Tous les intervenant(e)s engagé(e)s dans le programme Action Médiation doivent compléter un rappo l'ensemble des données qualitatives et quantitatives récoltées sur le terrain. Le rapport d'activité se p en ligne dans lequel les informations sont rentrées individuellement à chaque fin de journée. La table des principaux partenaires engagés dans le programme (arrondissements, SDC, Quartier des spectac et d'interagir plus facilement avec les équipes d'interventions.** **www.actionmediation.courtier.social**

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs
A	Rejoindre des personnes vulnérables et intervenir pour les aider dans leurs démarches de réinsertion	**Suivi des participants**
		500 profils SISA créés
B	Assurer une cohabitation optimale entre les différents usagers des zones couvertes par le programme (en particulier auprès des 2 SDC)	**Diminution du vandalisme, des plaintes**
		Réduction du nombre d'appel au 911 entre 2017 et 2018

		Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)
C	Collecte de données et reddition de compte	Compilation quotidienne des données d'interventions dans un tableau de bord mis à la disposition des partenaires

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres	
								SPLI	SECTEUR PRIVÉ
A — Personnel lié au projet									
1	Titre	**Intervenant(e)**					**78 569.36 $**	39 087.44 $	17 500.00 $
		Équipe Médiation urbaine							
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total			
	21	35	107.1	52	4	**175 156.80 $**			
2	Titre	**Intervenant(e)**					**19 885.64 $**	0.00 $	0.00 $
		Équipe clinique							
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total			
	18.78	35	222.6	52	1	**45 754.80 $**			
	Titre	**Pair-aidant**							

3	Titre	Équipe Clinique					**0.00 $**	0.00 $	0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total			
	14.66	35	138.95	52	1	**33 906.60 $**			
4	Titre	**Directeur(trice) des programmes**					**0.00 $**	25 475.36 $	12 000.00 $
		Équipe médiation							
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total			
	40	20	114	52	1	**47 528.00 $**			
5	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**0.00 $**	0.00 $	0.00 $
		Équipe clinique							
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/	# sem	# Poste	Total			
	35	5	35.35	52	1	**10 938.20 $**			
						Sous-Total Section A	**98 455.00 $**	**64 562.80 $**	**29 500.00 $**
						B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)			
						Équipement: achat ou location	**0.00 $**	0.00 $	0.00 $
						Fournitures de bureau, matériel d'animation	**0.00 $**	0.00 $	0.00 $
						Téléphones + per diem (50$ par mois + 10$ par jour)	**2 985.00 $**	0.00 $	0.00 $
						Déplacements (4 cartes opus + titres transport usagers)	**2 335.00 $**	0.00 $	0.00 $
						Formation (OMEGA + Univ.Sherb.)	**0.00 $**	0.00 $	1 500.00 $
						Assurances & responsabilité civile + locaux, conciergerie	**0.00 $**	1 500.00 $	0.00 $
						Sous-Total Section B	**5 320.00 $**	**1 500.00 $**	**1 500.00 $**

C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)			
Frais administratifs du projet	285.00 $	1 365.00 $	0.00 $
Sous-Total Section C			
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**104 060.00 $**	**67 427.80 $**	**31 000.00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Ty
1	EXEKO Dorothée De Collasson Chargée de projet Ville inclusive | Exeko	 Autre Cliqu Animation d'ateliers de médiatio
2	PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES Pierre Lapointe Directeur des opérations et de la production	 Cliqu Cliqu

		Mobilier pour l'aménagement d'u qui fréquentent le parc Émilie Ga
3		Cliqu Cliqu Cliqu
4		Cliqu Cliqu Cliqu
5		Cliqu Cliqu Cliqu

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018
Date de remise du rapport d'étape	2018
Date de fin de projet	2019
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
SPLI	Contribution du gouvernement fédéral : Stratégie des Partenariats Lutte à l'Itinérance
PRIVÉ	Contribution des partenaires du programme Action Médiation : gestionnaires d'immeuble,
CACTUS / GIAP	Contribution de notre partenaire CACTUS Montréal, programme Groupe d'Intervention Alt
VM	Contribution de l'arrondissement Ville-Marie

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENT

En 2017, la Société de développement social a déjà eu la charge d'un mandat similaire dans le secteur visé par le pilote, nous avions émis un certain nombre de recommandations, en voici un bref résumé accompagné des actior
- La collaboration entre les 2 organismes est très pertinente et devra être bonifiée dans l'optique d'un renouvellem intervenants des 2 équipes auraient pu collaborer davantage pour des accompagnements ou des interventions. L notamment en organisant des rencontres d'équipe plus fréquentes.
Rencontres d'équipe hebdomadaire pour faire des mises à jour terrain.
- Le secteur Est pourrait être défini en fonction de la clientèle qui l'occupe et des organismes présents sur le territoire plutôt qu'en fonctior pourrait ainsi découper le secteur par rapport à des priorités d'intervention plutôt qu'à des zones commerciales ou des lieux d'animation. marginalisée.
Redécoupage du secteur selon des priorités d'intervention basé sur les statistiques collectées en 2017.

- En plus de la médiation dite urbaine (équipe médiation) et des interventions cliniques (équipe clinique), qui deme opportun d'intégrer un volet de médiation culturelle et sociale afin de diversifier les approches et d'offrir des altern apporterait une véritable plus-value complémentaire au travail des intervenants sur le terrain.
Intégration de l'organisme Exeko au projet afin d'animer des ateliers de médiation culturelle 2 fois par semaine aux Jardins Gamelin dans
- Finalement, il serait important de prévoir un plan d'intervention annuel, prenant en compte chaque saison et pas seulement l'été, afin d'e maintenir un lien avec les personnes rencontrées. En assurant un service continu, nous parviendrons à faire une médiation plus efficace l'exclusion.
Prolongation de nos interventions en dehors de la période estivale pour assurer une présence annuelle mais avec des intensités variable

---

Contribution au plan montréalais en itinérance :
2.1 Soutenir financièrement l'intervention dans l'espace public ou l'aide aux personnes et la cohabitation sociale demandent des efforts a

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'O

Nom	Emile Roux	**Fonction**	D
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018
Signature			

il, Emploi
idarité sociale
Québec

Conseils généraux
Pour passer à la ligne suivante dans une zone de texte, utilisez les touche
Les zones de texte ont une taille limitée; un message sera affiché si vous
Afin de faciliter l'entrée des données, veuillez utiliser les **menus déroula**
apparaîtra au coin inférieur droit, placez votre curseur dessus et vous aur
Les chiffres situés à la droite du formulaire (en jaune fluo) vous indic
de caractères que vous avez inscrit par rapport au nombre de caractères p
formulaire.

8-2019

tives sociales
013-2019)

E COMPLÉTÉES

uleur BLEUE

	31/150
AINE	49/150

Oui

DDS

le place appropriée,
taires » pour la consigner
nde.

rtains lecteurs

on avec la Ville.
illions de dollars pour les blessures corporelles

H2Z 1P8
1214478079 DQ 0001
/MA)
-Louis
-Marie
Emile Roux
ral
514-312-7366
cial
Oui
Non

	0/300
s, publiques et des partenaires sociaux afin de ation d'itinérance).	387/1375

le Roux
Oui

	67/300

ojet

se trouvent au centre-ville, plus précisément tation de métro, immeubles et galeries	
s qui fréquentent ces espaces et elles se e, toxicomanie, santé mentale, judiciarisation,	1178/1375
ants, résidents, gestionnaires d'immeubles, lage entre les modes de vie de ces différents ention policière	
	269/1375
	0/1375

	0/1375
e de Montréal et visant à venir en aide aux ennent aussi bien auprès des personnes yens, commerçants, police, agents de sécurité, de développement social a décidé de collaborer	823/1375
en les référant vers des ressources et services ents d'accueil et de sécurité, citoyens) et les interventions. droits de chacun occupe une place	762/1375
	0/1375

e projet

N. B. Femmes		N. B. Hommes
45		180
105		420
125		125
275		**725**

atoire)

teurs alentours
ulant
ulant
ulant
ulant
ulant

ulant
ulant
ulant
ulant
ulant
ulant

RUI)

r pour menu déroulant

nportance)

esoins spécifiques (logement, soins, etc.). Cela mbre de personnes, problématiques groupes de populations visés par le programme

objectif pourra être mesuré par l'intermédiaire de el au 911 reçu dans les différents secteurs.	832/1375

jet)

en compte les périodes d'achalandage de chaque secteur côté et l'aide aux personnes à risque ou en situation duction des méfaits, elles contribuent à combattre les	472/1000
n est réalisée à chaque fois qu'un(e) intervenant(e) visite un t ou un résident : médiation/information, gestion de crise,	#REF!
nportante entreprise dans le programme Action Médiation. onible. Pour nos intervenant(e)s, la référence est le	518/1000

e des résultats

	938/1000
édiation, information et mise à jour. li matin nois ne 0 rencontres par an	791/1000
rt d'activité quotidien afin de compiler résente sous la forme d'un tableau de bord au de bord est ensuite mis à la disposition les) afin de suivre les interventions réalisées	720/1000

Outils quantitatifs	
Nombre d'interventions, de soutiens	100/450
1000	
Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)	133/450
300	

Cliquer pour menu déroulant	42/450

partenaires financiers		Budget total
CACTUS / GIAP	VM	
0.00 $	40 000.00 $	**175 156.80 $**
0.00 $	25 869.16 $	**45 754.80 $**

33 906.60 $	0.00 $	**33 906.60 $**
0.00 $	10 052.64 $	**47 528.00 $**
4 922.32 $	6 015.88 $	**10 938.20 $**
33 906.60 $	**81 937.68 $**	**302 346.20 $**

0.00 $	700.00 $	**700.00 $**
0.00 $	945.00 $	**945.00 $**
0.00 $	2 000.00 $	**4 985.00 $**
0.00 $	2 000.00 $	**4 335.00 $**
0.00 $	1 500.00 $	**3 000.00 $**
0.00 $	1 500.00 $	**3 000.00 $**
0.00 $	**8 645.00 $**	**16 965.00 $**

1 365.00 $	3 355.00 $	6 370.00 $
35 271.60 $	93 937.68 $	325 681.20 $
32%		

QUE FINANCIÈRE

ype (s) de soutien
Expertise-conseil
s (précisez ci-dessous)
er pour menu déroulant
n culturelle
Prêt d'équipement
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant

ın espace dédié aux personnes marginalisées amelin
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant
er pour menu déroulant

Avril		Jour
Septembre		30
Mars		31
Avril		**30**

	86/150
Tourisme Montréal	104/50
ternative par les Pairs	107/50
	44/50

AIRES

e présent projet. À l'issu de ce premier projet ns prévues pour améliorer nos interventions : nent. Pendant la durée du mandat, les La communication devra être optimisée n des partenaires (SDCs et Quartier des spectacles) . On Ceci aurait un plus grand impact sur la clientèle	1255/1800
eurent indispensables, nous pensons qu'il serait atives positives à la clientèle marginalisée. Ceci s un espace dédié. éviter les coupures dans les services et surtout pour et à réellement venir en aide aux personnes qui vivent s selon la période.	1139/1800
ccrus.	194/1230

)RGANISME

)irecteur général		
Mars		27

s **[Alt]+[Entrée]**.
dépassez les limites prévues.
ants, lorsqu'indiqué. Une flèche
ez accès au menu déroulant.
quent, à titre informatif, le nombre
permis dans le champ texte du

Année	Mois	Jour	Ville	Arrondissements - Villes liées	nbr		*District électoral de Mtl*	*ordre dans la matrice*	nbr
2017	Janvier	01	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	0	Ahuntsic - Cartierville - 1	Ahuntsic (AHU)	1	2
2018	Février	02	Montréal	Ahuntsic - Cartierville	4	Ahuntsic - Cartierville - 2	Bordeaux – Cartierville (AHU)	2	2
2019	Mars	03	Baie-d'Urfé (ville liée)	Anjou	3	Ahuntsic - Cartierville - 3	Saint-Sulpice (AHU)	3	2
2020	Avril	04	Beaconsfield (ville liée)	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	5	Ahuntsic - Cartierville - 4	Sault-au-Récollet (AHU)	4	1

2021	Mai	05	Côte-Saint-Luc (ville liée)	Lachine	3	Anjou - 1	Centre (ANJ)	5	1
2022	Juin	06	Dollard-des-Ormeaux (ville liée)	LaSalle	2	Anjou - 2	Est (ANJ)	6	1
2023	Juillet	07	Dorval (ville liée)	Le Plateau - Mont-Royal	3	Anjou - 3	Ouest (ANJ)	7	1
2024	Août	08	Hampstead (ville liée)	Le Sud-Ouest	2	Baie-d'Urfé (ville liée) - 1	Baie-d'Urfé (ville liée)	59	1
2025	Septembre	09	Kirkland (ville liée)	L'île-Bizard - Ste-Geneviève	4	Beaconsfield (ville liée) - 1	Beaconsfield (ville liée)	60	1
	Octobre	10	L'île Dorval (ville liée)	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	4	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - 1	Côte-des-Neiges (CDN-NDG)	8	1

Novembre	11	Montréal-Est (ville liée)	Montréal-Nord	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - 2	Darlington (CDN-NDG)	9	1
Décembre	12	Montréal-Ouest (ville liée)	Outremont	4	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - 3	Loyola (CDN-NDG)	10	2
	13	Mont-Royal (ville liée)	Pierrefonds - Roxboro	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - 4	Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)	11	2
	14	Pointe-Claire (ville liée)	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	3	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - 5	Snowdon (CDN-NDG)	12	3

15	Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée)	Rosemont - La Petite-Patrie	4	Côte-Saint-Luc (ville liée) - 1	Côte-Saint-Luc (ville liée)	61	1
16	Senneville (ville liée)	Saint-Laurent	2	Dollard-des-Ormeaux (ville liée) - 1	Dollard-des-Ormeaux (ville liée)	62	1
17	Westmount (ville liée)	Saint-Léonard	2	Dorval (ville liée) - 1	Dorval (ville liée)	63	1
18		Verdun	2	Échelle métropolitaine - 1	Échelle métropolitaine	74	1

19	Ville-Marie	3	Hampstead (ville liée) - 1	Hampstead (ville liée)	64	1
20	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	4	Kirkland (ville liée) - 1	Kirkland (ville liée)	65	1
21	Baie-d'Urfé (ville liée)	1	Lachine - 1	Canal (LAC)	13	1
22	Beaconsfield (ville liée)	1	Lachine - 2	Fort-Rolland (LAC)	14	1

23	Côte-Saint-Luc (ville liée)	1	Lachine - 3	J-Émery-Provost (LAC)	15	1
24	Dollard-des-Ormeaux (ville liée)	1	LaSalle - 1	Cecil-P.-Newman (LAS)	16	1
25	Dorval (ville liée)	1	LaSalle - 2	Sault-Saint-Louis (LAS)	17	1
26	Hampstead (ville liée)	1	Le Plateau - Mont-Royal - 1	DeLorimier (PMR)	34	2

27	Kirkland (ville liée)	1	Le Plateau - Mont-Royal - 2	Jeanne-Mance (PMR)	35	3
28	Montréal-Est (ville liée)	1	Le Plateau - Mont-Royal - 3	Mile End (PMR)	36	2
29	Montréal-Ouest (ville liée)	1	Le Sud-Ouest - 1	Saint-Paul – Émard (SUD)	48	1
30	Mont-Royal (ville liée)	1	Le Sud-Ouest - 2	St-Henri – Petite-Bourgogne – Pointe-St-Charles (SUD)	49	1
31	Pointe-Claire (ville liée)	1	L'île Dorval (ville liée) - 1	L'île Dorval (ville liée)	66	1

Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée)	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - 1	Denis-Benjamin-Viger (ILE)	18	1
Senneville (ville liée)	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - 2	Jacques-Bizard (ILE)	19	1
Westmount (ville liée)	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - 3	Pierre-Foretier (ILE)	20	1
Échelle métropolitaine	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - 4	Sainte-Geneviève (ILE)	21	1
		Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Hochelaga (MHM)	22	1
		Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - 2	Louis-Riel (MHM)	23	3

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - 3	Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM)	24	2
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - 4	Tétreaultville (MHM)	25	1
Montréal-Est (ville liée) - 1	Montréal-Est (ville liée)	67	1
Montréal-Nord - 1	Marie-Clarac (MTN)	26	2
Montréal-Nord - 2	Ovide-Clermont (MTN)	27	1

Montréal-Ouest (ville liée) - 1	Montréal-Ouest (ville liée)	68	1
Mont-Royal (ville liée) - 1	Mont-Royal (ville liée)	69	1
Outremont - 1	Claude-Ryan (OUT)	28	1
Outremont - 2	Jeanne-Sauvé (OUT)	29	1
Outremont - 3	Joseph-Beaubien (OUT)	30	1

Outremont - 4	Robert-Bourassa (OUT)	31	1
Pierrefonds - Roxboro - 1	Bois-de-Liesse (PIR)	32	2
Pierrefonds - Roxboro - 2	Cap-Saint-Jacques (PIR)	33	2
Pointe-Claire (ville liée) - 1	Pointe-Claire (ville liée)	70	1
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - 1	La Pointe-aux-Prairies (RDP-PAT)	37	2

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - 2	Pointe-aux-Trembles (RDP-PAT)	38	1
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - 3	Rivière-des-Prairies (RDP-PAT)	39	1
Rosemont - La Petite-Patrie - 1	Étienne-Desmarteaux (RPP)	40	2
Rosemont - La Petite-Patrie - 2	Marie-Victorin (RPP)	41	1

Rosemont - La Petite-Patrie - 3	Saint-Édouard (RPP)	42	1
Rosemont - La Petite-Patrie - 4	Vieux-Rosemont (RPP)	43	3
Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée) - 1	Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée)	71	1
Saint-Laurent - 1	Côte-de-Liesse (SLT)	44	1
Saint-Laurent - 2	Normand-McLaren (SLT)	45	2

Saint-Léonard - 1	Saint-Léonard-Est (SLD)	46	1
Saint-Léonard - 2	Saint-Léonard-Ouest (SLD)	47	1
Senneville (ville liée) - 1	Senneville (ville liée)	72	1
Verdun - 1	Champlain – L'Ile-des-Sœurs (VER)	50	1
Verdun - 2	Desmarchais-Crawford (VER)	51	1

Ville-Marie - 1	Peter-McGill (VMA)	52	2
Ville-Marie - 2	Saint-Jacques (VMA)	53	3
Ville-Marie - 3	Sainte-Marie (VMA)	54	2
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - 1	François-Perrault (VSP)	55	2

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - 2	Parc-Extension (VSP)	56	1
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - 3	Saint-Michel (VSP)	57	1
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - 4	Villeray (VSP)	58	1
Westmount (ville liée) - 1	Westmount (ville liée)	73	1

Signature

	Circonscriptions Qc	*ordre dans la matrice*	nbr		*Circonscriptions Fédérale*
Ahuntsic - Cartierville - Ahuntsic (AHU) - 1	Acadie	1	1	Ahuntsic - Cartierville - Ahuntsic (AHU) - Acadie - 1	Ahuntsic
Ahuntsic - Cartierville - Ahuntsic (AHU) - 2	Crémazie	2	1	Ahuntsic - Cartierville - Ahuntsic (AHU) - Crémazie - 1	Ahuntsic
Ahuntsic - Cartierville - Bordeaux – Cartierville (AHU) - 1	Acadie	3	1	Ahuntsic - Cartierville - Bordeaux – Cartierville (AHU) - Acadie - 1	Ahuntsic
Ahuntsic - Cartierville - Bordeaux – Cartierville (AHU) - 2	Saint-Laurent	4	1	Ahuntsic - Cartierville - Bordeaux – Cartierville (AHU) - Saint-Laurent - 1	Saint-Laurent–Cartierville

Série	District électoral de Mtl	Circonscriptions Qc	Circonscriptions Fédérale	
1	Ville-Marie	Saint-Jacques (VMA)	Westmount–Saint-Louis	***1***
#	0	53	78	***2***
nbr correpondant	3	3	2	***3***

Ahuntsic - Cartierville - Saint-Sulpice (AHU) - 1	Acadie	5	1	Ahuntsic - Cartierville - Saint-Sulpice (AHU) - Acadie - 1	Ahuntsic				***4***
Ahuntsic - Cartierville - Saint-Sulpice (AHU) - 2	Crémazie	6	1	Ahuntsic - Cartierville - Saint-Sulpice (AHU) - Crémazie - 1	Ahuntsic				***5***
Ahuntsic - Cartierville - Sault-au-Récollet (AHU) - 1	Crémazie	7	2	Ahuntsic - Cartierville - Sault-au-Récollet (AHU) - Crémazie - 1	Ahuntsic	***Série***	**District électoral de Mtl**	**Circonscriptions Qc**	**Circonscriptions Fédérale**		
Anjou - Centre (ANJ) - 1	Anjou–Louis-Riel	8	1	Ahuntsic - Cartierville - Sault-au-Récollet (AHU) - Crémazie - 2	Bourassa	***2***	#REF!	#REF!	#REF!		***1***
Anjou - Est (ANJ) - 1	Anjou–Louis-Riel	9	1	Anjou - Centre (ANJ) - Anjou–Louis-Riel - 1	Honoré-Mercier	***#***	0	0	0		***2***
Anjou - Ouest (ANJ) - 1	Anjou–Louis-Riel	10	1	Anjou - Est (ANJ) - Anjou–Louis-Riel - 1	Honoré-Mercier	***nbr correpondant***	0	0	0		***3***

Baie-d'Urfé (ville liée) - Baie-d'Urfé (ville liée) - 1	Jacques-Cartier	86	1	Anjou - Ouest (ANJ) - Anjou–Louis-Riel - 1	Honoré-Mercier	***4***
Beaconsfield (ville liée) - Beaconsfield (ville liée) - 1	Jacques-Cartier	87	1	Baie-d'Urfé (ville liée) - Baie-d'Urfé (ville liée) - Jacques-Cartier - 1	Lac-Saint-Louis	***5***
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Côte-des-Neiges (CDN-NDG) - 1	Outremont	11	1	Beaconsfield (ville liée) - Beaconsfield (ville liée) - Jacques-Cartier - 1	Lac-Saint-Louis	
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Darlington (CDN-NDG) - 1	Mont-Royal	12	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Côte-des-Neiges (CDN-NDG) - Outremont - 1	Outremont	

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Loyola (CDN-NDG) - 1	D'Arcy-McGee	13	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Darlington (CDN-NDG) - Mont-Royal - 1	Mont-Royal
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Loyola (CDN-NDG) - 2	Notre-Dame-de-Grâce	14	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Darlington (CDN-NDG) - Mont-Royal - 2	Outremont
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - 1	D'Arcy-McGee	15	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Loyola (CDN-NDG) - D'Arcy-McGee - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - 2	Notre-Dame-de-Grâce	16	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Loyola (CDN-NDG) - Notre-Dame-de-Grâce - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - 1	Outremont	17	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - D'Arcy-McGee - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - 2	D'Arcy-McGee	18	2	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - D'Arcy-McGee - 2	Westmount–Ville-Marie
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - 3	Mont-Royal	19	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - Notre-Dame-de-Grâce - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Côte-Saint-Luc (ville liée) - Côte-Saint-Luc (ville liée) - 1	D'Arcy-McGee	88	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) - Notre-Dame-de-Grâce - 2	Westmount–Ville-Marie

Dollard-des-Ormeaux (ville liée) - Dollard-des-Ormeaux (ville liée) - 1	Robert-Baldwin	89	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - D'Arcy-McGee - 1	Mont-Royal
Dorval (ville liée) - Dorval (ville liée) - 1	Marquette	90	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - D'Arcy-McGee - 2	Westmount–Ville-Marie
Échelle métropolitaine - Échelle métropolitaine - 1	Échelle métropolitaine	101	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - Mont-Royal - 1	Mont-Royal
Hampstead (ville liée) - Hampstead (ville liée) - 1	D'Arcy-McGee	91	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - Outremont - 1	Mont-Royal

Kirkland (ville liée) - Kirkland (ville liée) - 1	Nelligan	92	1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Snowdon (CDN-NDG) - Outremont - 2	Westmount–Ville-Marie
Lachine - Canal (LAC) - 1	Marquette	20	1	Côte-Saint-Luc (ville liée) - Côte-Saint-Luc (ville liée) - D'Arcy-McGee - 1	Mont-Royal
Lachine - Fort-Rolland (LAC) - 1	Marquette	21	1	Dollard-des-Ormeaux (ville liée) - Dollard-des-Ormeaux (ville liée) - Robert-Baldwin - 1	Pierrefonds–Dollard
Lachine - J-Émery-Provost (LAC) - 1	Marquette	22	1	Dorval (ville liée) - Dorval (ville liée) - Marquette - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
LaSalle - Cecil-P.-Newman (LAS) - 1	Marguerite-Bourgeoys	23	1	Échelle métropolitaine - Échelle métropolitaine - Échelle métropolitaine - 1	Échelle métropolitaine

LaSalle - Sault-Saint-Louis (LAS) - 1	Marguerite-Bourgeoys	24	1	Hampstead (ville liée) - Hampstead (ville liée) - D'Arcy-McGee - 1	Mont-Royal
Le Plateau - Mont-Royal - DeLorimier (PMR) - 1	Mercier	47	1	Kirkland (ville liée) - Kirkland (ville liée) - Nelligan - 1	Lac-Saint-Louis
Le Plateau - Mont-Royal - DeLorimier (PMR) - 2	Sainte-Marie–Saint-Jacques	48	1	Lachine - Canal (LAC) - Marquette - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - 1	Sainte-Marie–Saint-Jacques	49	1	Lachine - Fort-Rolland (LAC) - Marquette - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - 2	Mercier	50	2	Lachine - J-Émery-Provost (LAC) - Marquette - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - 3	Westmount–Saint-Louis	51	2	LaSalle - Cecil-P.-Newman (LAS) - Marguerite-Bourgeoys - 1	LaSalle–Émard

Le Plateau - Mont-Royal - Mile End (PMR) - 1	Mercier	52	2	LaSalle - Sault-Saint-Louis (LAS) - Marguerite-Bourgeoys - 1	LaSalle–Émard
Le Plateau - Mont-Royal - Mile End (PMR) - 2	Outremont	53	1	Le Plateau - Mont-Royal - DeLorimier (PMR) - Mercier - 1	Laurier–Sainte-Marie
Le Sud-Ouest - Saint-Paul – Émard (SUD) - 1	Saint-Henri–Sainte-Anne	70	4	Le Plateau - Mont-Royal - DeLorimier (PMR) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 1	Laurier–Sainte-Marie
Le Sud-Ouest - St-Henri – Petite-Bourgogne – Pointe-St-Charles (SUD) - 1	Saint-Henri–Sainte-Anne	71	2	Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - Mercier - 1	Laurier–Sainte-Marie
L'île Dorval (ville liée) - L'île Dorval (ville liée) - 1	Marquette	93	1	Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - Mercier - 2	Outremont

L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Denis-Benjamin-Viger (ILE) - 1	Nelligan	25	1	Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 1	Laurier–Sainte-Marie
L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Jacques-Bizard (ILE) - 1	Nelligan	26	1	Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - Westmount–Saint-Louis - 1	Outremont
L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Pierre-Foretier (ILE) - 1	Nelligan	27	1	Le Plateau - Mont-Royal - Jeanne-Mance (PMR) - Westmount–Saint-Louis - 2	Westmount–Ville-Marie
L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Sainte-Geneviève (ILE) - 1	Nelligan	28	2	Le Plateau - Mont-Royal - Mile End (PMR) - Mercier - 1	Laurier–Sainte-Marie
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Hochelaga (MHM) - 1	Hochelaga-Maisonneuve	29	1	Le Plateau - Mont-Royal - Mile End (PMR) - Mercier - 2	Outremont

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - 1	Anjou–Louis-Riel	30	2	Le Plateau - Mont-Royal - Mile End (PMR) - Outremont - 1	Outremont
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - 2	Bourget	31	1	Le Sud-Ouest - Saint-Paul – Émard (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 1	Jeanne-Le Ber
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - 3	Hochelaga-Maisonneuve	32	1	Le Sud-Ouest - Saint-Paul – Émard (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 2	LaSalle–Émard
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - 1	Bourget	33	3	Le Sud-Ouest - Saint-Paul – Émard (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 3	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - 2	Hochelaga-Maisonneuve	34	1	Le Sud-Ouest - Saint-Paul – Émard (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 4	Westmount–Ville-Marie

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Tétreaultville (MHM) - 1	Bourget	35	2	Le Sud-Ouest - St-Henri – Petite-Bourgogne – Pointe-St-Charles (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 1	Jeanne-Le Ber
Montréal-Est (ville liée) - Montréal-Est (ville liée) - 1	Pointe-aux-Trembles	94	1	Le Sud-Ouest - St-Henri – Petite-Bourgogne – Pointe-St-Charles (SUD) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 2	Westmount–Ville-Marie
Montréal-Nord - Marie-Clarac (MTN) - 1	Bourassa-Sauvé	36	1	L'île Dorval (ville liée) - L'île Dorval (ville liée) - Marquette - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Montréal-Nord - Marie-Clarac (MTN) - 2	Crémazie	37	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Denis-Benjamin-Viger (ILE) - Nelligan - 1	Pierrefonds–Dollard

Montréal-Nord - Ovide-Clermont (MTN) - 1	Bourassa-Sauvé	38	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Jacques-Bizard (ILE) - Nelligan - 1	Pierrefonds–Dollard
Montréal-Ouest (ville liée) - Montréal-Ouest (ville liée) - 1	Notre-Dame-de-Grâce	95	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Pierre-Foretier (ILE) - Nelligan - 1	Pierrefonds–Dollard
Mont-Royal (ville liée) - Mont-Royal (ville liée) - 1	Mont-Royal	96	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Sainte-Geneviève (ILE) - Nelligan - 1	Pierrefonds–Dollard
Outremont - Claude-Ryan (OUT) - 1	Outremont	39	1	L'île-Bizard - Ste-Geneviève - Sainte-Geneviève (ILE) - Nelligan - 2	Lac-Saint-Louis
Outremont - Jeanne-Sauvé (OUT) - 1	Outremont	40	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Hochelaga (MHM) - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Hochelaga

Outremont - Joseph-Beaubien (OUT) - 1	Outremont	41	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - Anjou–Louis-Riel - 1	Hochelaga
Outremont - Robert-Bourassa (OUT) - 1	Outremont	42	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - Anjou–Louis-Riel - 2	Honoré-Mercier
Pierrefonds - Roxboro - Est (PIR) - 1	Nelligan	43	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - Bourget - 1	La Pointe-de-l'Île
Pierrefonds - Roxboro - Est (PIR) - 2	Robert-Baldwin	44	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Louis-Riel (MHM) - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Hochelaga
Pierrefonds - Roxboro - Ouest (PIR) - 1	Nelligan	45	2	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - Bourget - 1	Hochelaga

Pierrefonds - Roxboro - Ouest (PIR) - 2	Robert-Baldwin	46	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - Bourget - 2	Honoré-Mercier
Pointe-Claire (ville liée) - Pointe-Claire (ville liée) - 1	Jacques-Cartier	97	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - Bourget - 3	La Pointe-de-l'Île
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - La Pointe-aux-Prairies (RDP-PAT) - 1	LaFontaine	54	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Maisonneuve - Longue-Pointe (MHM) - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Hochelaga
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - La Pointe-aux-Prairies (RDP-PAT) - 2	Pointe-aux-Trembles	55	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Tétreaultville (MHM) - Bourget - 1	Honoré-Mercier

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Pointe-aux-Trembles (RDP-PAT) - 1	Pointe-aux-Trembles	56	1	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve - Tétreaultville (MHM) - Bourget - 2	La Pointe-de-l'Île
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Rivière-des-Prairies (RDP-PAT) - 1	LaFontaine	57	1	Montréal-Est (ville liée) - Montréal-Est (ville liée) - Pointe-aux-Trembles - 1	La Pointe-de-l'Île
Rosemont - La Petite-Patrie - Étienne-Desmarteaux (RPP) - 1	Gouin	58	1	Montréal-Nord - Marie-Clarac (MTN) - Bourassa-Sauvé - 1	Bourassa
Rosemont - La Petite-Patrie - Étienne-Desmarteaux (RPP) - 2	Rosemont	59	1	Montréal-Nord - Marie-Clarac (MTN) - Crémazie - 1	Bourassa
Rosemont - La Petite-Patrie - Marie-Victorin (RPP) - 1	Rosemont	60	2	Montréal-Nord - Ovide-Clermont (MTN) - Bourassa-Sauvé - 1	Bourassa

Rosemont - La Petite-Patrie - Saint-Édouard (RPP) - 1	Gouin	61	2	Montréal-Ouest (ville liée) - Montréal-Ouest (ville liée) - Notre-Dame-de-Grâce - 1	Notre-Dame-de-Grâce–Lachine
Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - 1	Gouin	62	1	Mont-Royal (ville liée) - Mont-Royal (ville liée) - Mont-Royal - 1	Mont-Royal
Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - 2	Hochelaga-Maisonneuve	63	1	Outremont - Claude-Ryan (OUT) - Outremont - 1	Outremont
Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - 3	Rosemont	64	1	Outremont - Jeanne-Sauvé (OUT) - Outremont - 1	Outremont
Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée) - Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée) - 1	Jacques-Cartier	98	1	Outremont - Joseph-Beaubien (OUT) - Outremont - 1	Outremont
Saint-Laurent - Côte-de-Liesse (SLT) - 1	Saint-Laurent	65	1	Outremont - Robert-Bourassa (OUT) - Outremont - 1	Outremont

Saint-Laurent - Normand-McLaren (SLT) - 1	Acadie	66	1	Pierrefonds - Roxboro - Est (PIR) - Nelligan - 1	Pierrefonds–Dollard
Saint-Laurent - Normand-McLaren (SLT) - 2	Saint-Laurent	67	1	Pierrefonds - Roxboro - Est (PIR) - Robert-Baldwin - 1	Pierrefonds–Dollard
Saint-Léonard - Saint-Léonard-Est (SLD) - 1	Jeanne-Mance–Viger	68	1	Pierrefonds - Roxboro - Ouest (PIR) - Nelligan - 1	Lac-Saint-Louis
Saint-Léonard - Saint-Léonard-Ouest (SLD) - 1	Jeanne-Mance–Viger	69	1	Pierrefonds - Roxboro - Ouest (PIR) - Nelligan - 2	Pierrefonds–Dollard
Senneville (ville liée) - Senneville (ville liée) - 1	Jacques-Cartier	99	1	Pierrefonds - Roxboro - Ouest (PIR) - Robert-Baldwin - 1	Pierrefonds–Dollard
Verdun - Champlain – L'Ile-des-Sœurs (VER) - 1	Verdun	72	1	Pointe-Claire (ville liée) - Pointe-Claire (ville liée) - Jacques-Cartier - 1	Lac-Saint-Louis

Verdun - Desmarchais-Crawford (VER) - 1	Verdun	73	1	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - La Pointe-aux-Prairies (RDP-PAT) - LaFontaine - 1	Honoré-Mercier
Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - 1	Westmount–Saint-Louis	74	2	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - La Pointe-aux-Prairies (RDP-PAT) - Pointe-aux-Trembles - 1	La Pointe-de-l'Île
Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - 2	Saint-Henri–Sainte-Anne	75	2	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Pointe-aux-Trembles (RDP-PAT) - Pointe-aux-Trembles - 1	La Pointe-de-l'Île
Ville-Marie - Sainte-Marie (VMA) - 1	Hochelaga-Maisonneuve	79	1	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Rivière-des-Prairies (RDP-PAT) - LaFontaine - 1	Honoré-Mercier

Ville-Marie - Sainte-Marie (VMA) - 2	Sainte-Marie–Saint-Jacques	80	2	Rosemont - La Petite-Patrie - Étienne-Desmarteaux (RPP) - Gouin - 1	Rosemont–La Petite-Patrie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 1	Sainte-Marie–Saint-Jacques	76	2	Rosemont - La Petite-Patrie - Étienne-Desmarteaux (RPP) - Rosemont - 1	Rosemont–La Petite-Patrie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 2	Saint-Henri–Sainte-Anne	77	1	Rosemont - La Petite-Patrie - Marie-Victorin (RPP) - Rosemont - 1	Hochelaga
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 3	Westmount–Saint-Louis	78	2	Rosemont - La Petite-Patrie - Marie-Victorin (RPP) - Rosemont - 2	Rosemont–La Petite-Patrie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - François-Perrault (VSP) - 1	Laurier-Dorion	81	1	Rosemont - La Petite-Patrie - Saint-Édouard (RPP) - Gouin - 1	Outremont

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - François-Perrault (VSP) - 2	Viau	82	2	Rosemont - La Petite-Patrie - Saint-Édouard (RPP) - Gouin - 2	Rosemont–La Petite-Patrie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Parc-Extension (VSP) - 1	Laurier-Dorion	83	2	Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - Gouin - 1	Rosemont–La Petite-Patrie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Saint-Michel (VSP) - 1	Viau	84	3	Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Rosemont–La Petite-Patrie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Villeray (VSP) - 1	Laurier-Dorion	85	1	Rosemont - La Petite-Patrie - Vieux-Rosemont (RPP) - Rosemont - 1	Rosemont–La Petite-Patrie
Westmount (ville liée) - Westmount (ville liée) - 1	Westmount–Saint-Louis	100	1	Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée) - Sainte-Anne-de-Bellevue (ville liée) - Jacques-Cartier - 1	Lac-Saint-Louis

Saint-Laurent - Côte-de-Liesse (SLT) - Saint-Laurent - 1	Saint-Laurent–Cartierville
Saint-Laurent - Normand-McLaren (SLT) - Acadie - 1	Saint-Laurent–Cartierville
Saint-Laurent - Normand-McLaren (SLT) - Saint-Laurent - 1	Saint-Laurent–Cartierville
Saint-Léonard - Saint-Léonard-Est (SLD) - Jeanne-Mance–Viger - 1	Saint-Léonard–Saint-Michel
Saint-Léonard - Saint-Léonard-Ouest (SLD) - Jeanne-Mance–Viger - 1	Saint-Léonard–Saint-Michel

Senneville (ville liée) - Senneville (ville liée) - Jacques-Cartier - 1	Lac-Saint-Louis
Verdun - Champlain – L'Ile-des-Sœurs (VER) - Verdun - 1	Jeanne-Le Ber
Verdun - Desmarchais-Crawford (VER) - Verdun - 1	Jeanne-Le Ber
Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 1	Jeanne-Le Ber
Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 2	Westmount–Ville-Marie
Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 1	Outremont

Ville-Marie - Peter-McGill (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 2	Westmount–Ville-Marie
Ville-Marie - Sainte-Marie (VMA) - Hochelaga-Maisonneuve - 1	Hochelaga
Ville-Marie - Sainte-Marie (VMA) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 1	Hochelaga
Ville-Marie - Sainte-Marie (VMA) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 2	Laurier–Sainte-Marie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 1	Laurier–Sainte-Marie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Sainte-Marie–Saint-Jacques - 2	Westmount–Ville-Marie

Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Saint-Henri–Sainte-Anne - 1	Westmount–Ville-Marie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 1	Laurier–Sainte-Marie
Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 2	Westmount–Ville-Marie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - François-Perrault (VSP) - Laurier-Dorion - 1	Papineau
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - François-Perrault (VSP) - Viau - 1	Papineau

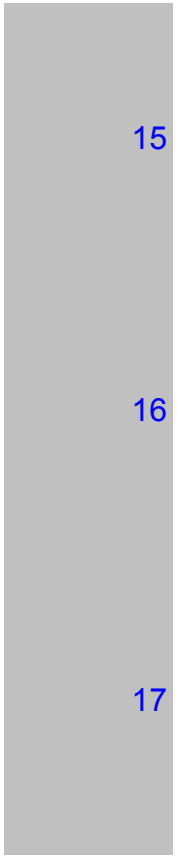
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - François-Perrault (VSP) - Viau - 2	Saint-Léonard–Saint-Michel
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Parc-Extension (VSP) - Laurier-Dorion - 1	Outremont
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Parc-Extension (VSP) - Laurier-Dorion - 2	Papineau
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Saint-Michel (VSP) - Viau - 1	Ahuntsic

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Saint-Michel (VSP) - Viau - 2	Papineau
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Saint-Michel (VSP) - Viau - 3	Saint-Léonard–Saint-Michel
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension - Villeray (VSP) - Laurier-Dorion - 1	Papineau
Westmount (ville liée) - Westmount (ville liée) - Westmount–Saint-Louis - 1	Westmount–Ville-Marie

DE_Mtl	District électoral de Mtl	C_QC	Circonscriptions Qc	C_Fed	Circonscriptions Fédérale	Types de clientèles		Spécification 1
	Cliquer pour menu déroulant		Cliquer pour menu déroulant		Cliquer pour menu déroulant	Age	1	
Ville-Marie - 1	Peter-McGill (VMA)	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 1	Sainte-Marie–Saint-Jacques	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 1	Laurier–Sainte-Marie	Langue	2	
Ville-Marie - 2	Saint-Jacques (VMA)	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 2	Saint-Henri–Sainte-Anne	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 2	Westmount–Ville-Marie	Composition familiale	3	
Ville-Marie - 3	Sainte-Marie (VMA)	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 3	Westmount–Saint-Louis	Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 3		Origine ethnique	4	

Ville-Marie - 4		Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 4		Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 4		**Revenus**	5
Ville-Marie - 5		Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - 5		Ville-Marie - Saint-Jacques (VMA) - Westmount–Saint-Louis - 5		**Clientèles particulières**	6
	Cliquer pour menu déroulant		Cliquer pour menu déroulant		Cliquer pour menu déroulant		7
#REF!		#REF!		#REF!			8
#REF!		#REF!		#REF!			9
#REF!		#REF!		#REF!			10

#REF!	#REF!	#REF!	11
#REF!	#REF!	#REF!	12
			13
			14


15
16
17

Spécification 2	Spécification 3	Spécification 4	Spécification 5	Spécification 6
		#REF!	#REF!	#REF!
		#REF!	#REF!	#REF!
		#REF!	#REF!	#REF!
		#REF!	#REF!	#REF!

Spécification 1	Personnes sans-abris	0	0
Spécification 2	Personnes sans-abris	0	0
Spécification 3	Cliquer pour menu déroulant		0
Spécification 4	#REF!	#REF!	#REF!
Spécification 5	#REF!	#REF!	#REF!

#REF!	#REF!	#REF!		**Spécification 6**	#REF!	#REF!	#REF!	
#REF!	#REF!	#REF!	1	**Age**	6	**11**	Petite-enfance (0 - 5 ans)	
#REF!	#REF!	#REF!	2	**Langue**	3	**12**	Enfants (6 - 12 ans)	
#REF!	#REF!	#REF!	3	**Composition familiale**	5	**13**	Adolescents (12 - 17 ans)	
#REF!	#REF!	#REF!	4	**Origine ethnique**	5	**14**	Jeunes adultes (18 - 35 ans)	
#REF!	#REF!	#REF!	5	**Revenus**	9	**15**	Adultes (36 - 64 ans)	

#REF!	#REF!	#REF!	6	**Clientèles particulières**	17	**16**	Personnes âgées (65 ans et +)
#REF!	#REF!	#REF!				**21**	Langue maternelle autre que le français et l'anglais
#REF!	#REF!	#REF!				**22**	Langue maternelle l'ANGLAIS
#REF!	#REF!	#REF!				**23**	Langue maternelle le FRANÇAIS

#REF!	#REF!	#REF!	31	Familles
#REF!	#REF!	#REF!	32	Familles monoparentales
#REF!	#REF!	#REF!	33	Parents
			34	Personnes seules


35 Population en général
41 Autochtones
42 Immigrants (+ de 5 ans au pays)
43 Minorités ethniques

44 Minorités visibles

45 Nouveaux arrivants (-de 5 ans au pays)

51 Bénévoles

52 Commerçants

53 Étudiants

54 Personnes à faible revenu

55 Personnes sans-emploi

56 Prestataires d'assistance emploi

57 Prestataires d'assurance-emploi (chômage)

58 Travailleurs à faible revenu

59 Travailleurs autonomes

61 Analphabète

610 Personnes vivant avec un TED

611 Personnes vivant de la prostitution

612 Raccrocheurs scolaires

613 Résidents du secteur

614 Résidents HLM

615 Toxicomanes

616 Usagers

617 Victimes de violence conjugale

62 Décrocheurs scolaires

63 Personnes ayant des démêlés avec la justice

64 Personnes ayant un problème de santé mentale

65 Personnes ayant un problème de santé physique

66 Personnes en perte d'autonomie

67 Personnes marginalisées

68 Personnes sans-abris

69 Personnes sous-scolarisées

Sexe	Réponses	Priorité d'intervention	Fonctions des responsables	Indicateurs de suivi	Types Postes	Type de soutien		Année	Mois
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		Année	Mois
Femme	Oui	Accessibilité universelle	Administrateur	Assiduité	Accompagnateur(trice)	Don d'équipement		2009	Août
Homme	Non	Accompagnement en loisir	Administratrice	Auto-évaluation	Agent(e) d'accueil	Expertise-conseil		2010	Avril
Mixte		Aînés	Agent de développement	Cahier de bord	Agent(e) de développement communautaire	Fournitures		2011	Décembre

Autochtones	Agente de développement	Compte-rendu	Agent(e) de liaison	Participation au comité aviseur,concertation	2012	Février
Égalité entre les hommes et les femmes	Animateur	couverture médiatique	Agent(e) de prévention	Prêt de local	2013	Janvier
Fonds de solidarité : Itinérance	Animatrice	Diminution du vandalisme, des plaintes	Agent(e) de terrain	Prêt de terrain	2014	Juillet
Fonds de solidarité : Sécurité alimentaire	Chargé de projet	Durée des interventions	Aide-animateur(trice)	Prêt d'équipement	2015	Juin
Insertion sociale des clientèles à risque	Chargée de projet	Évaluation	Aide-cuisinier(ère)	Promotion, sensibilisation		Mai
Intervention sur les problématiques socio-urbaines	Coordonnateur	Focus groupe	Animateur(trice)	Référence/recrutement des participants		Mars

Itinérance	Coordonnatrice	Grille d'observation	Animateur(trice) spécialisé(e)	Ressources humaines	Novembre
Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans	Directeur	Liste des présences	Apprenti(e) horticulteur(trice)	Ressources matérielles	Octobre
Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes	Directeur exécutif	Mobilisation	Apprenti(e) médiateur(trice)	Soutien administratif	Septembre
Sécurité alimentaire	Directeur général	Nombre d'abonnements	Artiste	Soutien technique	

Sécurité urbaine	Directeur adjoint	Nombre d'actes de vandalisme	Assistant(e) coordonnateur(trice)	Support logistique
Soutien à la famille et à la petite enfance	Directrice	Nombre d'activités	Chargé(e) de communication	Autres (précisez ci-dessous)
Soutien à la vie communautaire	Directrice adjointe	Nombre d'appels au poste de police	Chargé(e) de projet	
Tables de quartier	Directrice exécutive	Nombre d'ateliers / de cours	Chauffeur(e)	

Autres : (préciser à droite)	Directrice générale	Nombre de bénévoles	Commis
	Organisateur communautaire	Nombre de dépliants distribués	Commis-comptable
	Organisatrice) communautaire	Nombre de familles rejointes	Conférencier(ère)
	Président	Nombre de groupes d'achat	Conseiller(ère)

Présidente	Nombre de jardins	Coordonnateur(trice)
Responsable	Nombre de jardins, bacs	Coordonnateur(trice) adjoint(e)
Secrétaire bénévole	Nombre de nouveaux groupes	Cuisinier(ère)
Secrétaire trésorier	Nombre de nouveaux participants	Diététiste

Secrétaire trésorière	Nombre de partenaires	Directeur(trice)
Trésorier	Nombre de participants	Directeur(trice) des programmes
Trésorière	Nombre de personnes rejointes	Éducateur(trice)
Vice-président	Nombre de personnes sur des listes d'attente	Entraîneur(neuse) sportif(ive)
Vice-présidente	Nombre de plaintes	Formateur(trice)

Nombre de plats cuisinés	Gardien(ne) d'enfants
Nombre de réalisations	Graphiste
Nombre de recettes	Horticulteur(trice)
Nombre de références	Intervenant(e)
Nombre de rencontres (individuels/groupe/équipe)	Médiateur(trice)
Nombre d'heures d'accompagnement	Mère-visiteuse

Nombre d'heures de services	Moniteur(trice)
Nombre d'interventions, soutien	Nutritionniste
Origine culturelle des participants	Organisateur(trice)
Production	Organisateur(trice) communautaire
Questionnaire aux participants	Pair-aidant

Rapport (quotidien/ hebdomadaire/mensuel/trimestriel)	Patrouilleur(euse)
Réalisation de cafés rencontres	Père-visiteur
Réalisation de formations	Préposé(e) à l'entretien
Réalisation de kiosques	Préposé(e) à l'information
Réalisation de l'aménagement d'une salle communautaire, d'un local	Producteur (trice) délégué(e)

Réalisation de partenariats	Professeur(e)
Réalisation d'expositions	Responsable
Réalisation du projet	Secrétaire
Réalisation d'un comité de parents	Spécialiste en éducation
Réalisation d'un site Web	Spécialiste en science

Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/outil de promotion)	Superviseur(seuse)
Résultat scolaire	Technicien (enne)
Retour aux études	Travailleur (euse) de milieu
Retour aux études ou marché du travail	Travailleur (euse) de rue

Sondage	Travailleur (euse) social(e)
Statistiques	Trésorier(ère)
Suivi des participants	Tuteur(trice)
Taux de participation	Autres (précisez ci-dessous)
Taux de placement	

Témoignage (verbal/écrit)

Autres (précisez ci-dessous)

			Jour	Outils qualitatifs	Outils quantitatifs	Titre de civilité	Population ciblée	Spécificités-caractéristiques POPULATION	RUI
			Jour	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Madame	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant
8	1	Février	01	Assiduité	Liste des présences	Monsieur	Petite-enfance (0 - 5 ans)	Analphabètes	Airlie-Bayne - LaSalle
4	2	Mars	02	Auto-évaluation	Nombre d'abonnements		Enfants (6 - 11 ans)	Bénévoles	Chameran-Lebeau - St-Laurent
12	3	Avril	03	Cahier de bord	Nombre d'actes de vandalisme		Adolescents (12 - 17 ans)	Décrocheurs scolaires	Opération Galt - Sud-Ouest

2	4	Mai	04	Compte-rendu	Nombre d'activités	Jeunes adultes (18 - 35)	Étudiants	Quartier Mercier-Est - MHM
1	5	Juin	05	Diminution du vandalisme, des plaintes	Nombre de plaintes	Adultes (36 - 64 ans)	Familles monoparentales	Quartier Ste-Marie - Ville-Marie
7	6	Juillet	06	Durée des interventions	Nombre d'ateliers / de cours	Aînés (65 ans et +)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Quartier St-Michel - VSMPE
6	7	Août	07	Évaluation	Nombre de bénévoles	Familles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Secteur Hodge-Place Benoît - St-Laurent
5	8	Septembre	08	Focus groupe	Nombre de dépliants distribués	Population en général	Langue maternelle l'ANGLAIS	Secteur Laurentien-Grenet - AHU
3	9	Octobre	09	Grille d'observation	Nombre de familles rejointes	Résidents du secteur	Langue maternelle le FRANÇAIS	Secteur St-Pierre - Lachine

11	10	Novembre	10	Mobilisation	Nombre de groupes d'achat	Résidents d'un HLM	Minorités ethniques	Secteur Sud-Ouest d'Hochelaga - MHM
10	11	Décembre	11	Questionnaire	Nombre de jardins, bacs		Minorités visibles	Territoire Nord-Est - Montréal-Nord
9	12	Janvier	12	Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)	Nombre de nouveaux participants		Nouveaux arrivants (-de 5 ans au pays)	Viau-Robert - St-Léonard
			13	Réalisation de cafés-rencontres	Nombre de partenaires		Parents	Autre, précisez ci-dessous

14	Réalisation de formation	Nombre de participants	Personnes à faible revenu	NON
15	Réalisation de kiosques	Nombre de plats cuisinés	Personnes ayant des démêlés avec la justice	
16	Réalisation de l'aménagement d'une salle communautaire, d'un local	Nombre de réalisations	Personnes ayant des limitations fonctionnelles	
17	Réalisation de partenariat	Nombre de références	Personnes ayant un problème de santé mentale	

18	Réalisation d'exposition	Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)	Personnes en perte d'autonomie	
19	Réalisation d'un comité de parents	Nombre d'heures d'accompagnement	Personnes sans-abris	
20	Réalisation d'un site Web	Nombre d'interventions, de soutiens	Personnes seules	
21	Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/outil de promotion)	Statistiques	Personnes sous-scolarisées	

22	Résultat scolaire	Autres : (préciser ci-dessous)	Personnes vivant avec un trouble envahissant du développement (TED)
23	Retour aux études ou marché du travail		Personnes vivant de la prostitution
24	Sondage		Prestataires d'assistance emploi
25	Suivi des participants		Prestataires d'assurance-emploi (chômage)

26	Témoignage (verbal/écrit)	Raccrocheurs scolaires
27	Autres : (préciser ci-dessous)	Toxicomanes
28		Travailleurs à faible revenu
29		Travailleurs autonomes
30		Victimes de violence conjugale

31

Provenance du financement

Cliquer pour menu déroulant

Ahuntsic - Cartierville
Anjou
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lachine
LaSalle
Le Plateau - Mont-Royal
Le Sud-Ouest
L'île-Bizard - Ste-Geneviève
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Montréal-Nord
Outremont
Pierrefonds - Roxboro
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Rosemont - La Petite-Patrie

Saint-Laurent

Saint-Léonard

Verdun

Ville-Marie
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Côte-Saint-Luc (ville liée)
Dollard-des-Ormeaux (ville liée)

Dorval (ville liée)
Montréal-Est (ville liée)
Pointe-Claire (ville liée)
Accessibilité universelle

Accompagnement en loisir

Aînés

Autochtones

Égalité entre les hommes et les femmes

Famille et petite enfance

Fonds de solidarité : Itinérance

Fonds de solidarité: Sécurité alimentaire
Insertion sociale et économique des jeunes et des immigrants
Itinérance

Problématiques socio-urbaines

Projets jeunesse

RUI

Sécurité
urbaine

Tables de
quartier

Accueil Bonneau

Plan d'action du projet d'intervention de milieu et de cohabitation sociale

Accueil Bonneau et le comité des partenaires en action

Plan annuel 1er mai 2018 au 30 avril 2019

Objectif général : Par l'entremise de l'équipe d'intervention de milieu, en collaboration avec les principaux acteurs de Ville-Marie, favoriser une cohabitation sociale, respectueuse, sécuritaire et harmonieuse entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains, les commerçants et les personnes de passage.

Objectif 1 : Bonifier les solutions actuelles de gestion des incivilités commises par les personnes gravitant aux environs de l'Accueil Bonneau		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
• En période estivale, maintenir l'approche de l'équipe d'intervention de milieu composée de l'intervenante permanente, en alternance avec les intervenants-relais de la première ligne de AB, de l'intervenant « fin de semaine » (pour la période de mai à septembre), des trois préposés de milieu (clients en réinsertion sociale) et au besoin de l'infirmière de proximité • En période hivernale, d'octobre à mars, l'équipe d'intervention de milieu est composée de l'intervenante permanente, en alternance avec les intervenants-relais de la première ligne de AB, d'un préposé de milieu et au besoin de l'infirmière de proximité	Accueil Bonneau	En continu
• Gérer les incivilités aux environs de l'Accueil Bonneau (AB) : application du code de vie, rondes et présence à l'extérieur. - Période estivale (mai à octobre) : entre 8h00 et 16h00 sur semaine et le weekend entre 8h00 et 12h00. - Période hivernale : rondes entre 8h00 et 15h00 sur semaine seulement	Accueil Bonneau SPVM Sac à Dos	En continu
• Faire connaître le code de vie à l'extérieur de l'AB aux nouveaux usagers. • Sensibiliser les personnes en situation d'itinérance à l'impact de leurs comportements qui peuvent être dérangeants.	Accueil Bonneau Spvm	En continu

• Maintenir la ligne téléphonique dédiée aux riverains (commerçants, résidents, partenaires, ...) pour signaler les situations problématiques avec les personnes en situation d'itinérance. • Offrir un service de médiation entre les personnes en situation d'itinérance et/ou les riverains/commerçants/touristes	Accueil Bonneau	En continu
• Repérer des personnes vulnérables ou de situations problématiques dans les environs (mandat des préposés de milieu)	Accueil Bonneau	En continu
• Développer un service minimum de renseignements auprès des touristes, offert par les préposés de milieu	Centre d'histoire de Montréal L'Autre Montréal	Printemps
• Consolider le volet de «sécurité urbaine» afin que les préposés de milieu fassent de la sensibilisation auprès des touristes concernant, entre autres, l'importance de barrer leur véhicule et de ne rien laisser sur les sièges	Accueil Bonneau Spvm	Printemps
• Faire connaître l'équipe d'intervention de milieu ainsi que la liste des numéros d'urgence et de références auprès des riverains résidentiels et commerciaux. Insister sur l'importance d'interpeller l'équipe ainsi que le SPVM pour les cas plus récalcitrants• Période estivale: territoire étendu à la rue Saint Paul jusqu'au boulevard Saint-Laurent (rue piétonnière)	ARVM SDC-VM Accueil Bonneau	Printemps
• Consolider le partenariat avec le SPVM, le réseau de la santé et le milieu communautaire pour les personnes très problématiques (approche individualisée)	SPVM Accueil Bonneau CIUSSS	En continu
• Travailler de concert avec l'infirmière de proximité pour les personnes nécessitant des soins physiques	Accueil Bonneau CIUSSS	En continu
• Organiser une rencontre annuelle de l'ensemble du comité des Partenaires en action pour travailler à la réalisation du plan d'action	SPVM Accueil Bonneau CIUSSS Arrondissement ARVM SDC-VM	Printemps
Objectif 2 : Prévenir et participer au maintien de la sécurité urbaine auprès des personnes en situation d'itinérance présentes au Square Viger (îlots centre et est) et sur l'édicule du Champs-de-Mars		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
• Consolider notre engagement auprès des personnes en situation d'itinérance et des riverains qui fréquentent les différents îlots du square Viger , et cela dans l'otique de favoriser une mixité sociale et une cohabitation harmonieuse • Prévenir l'installation de campements sur les sites de Viger	Accueil Bonneau SPVM Sac à Dos Arrondissement	En continu

• Maintenir et développer les liens de confiance et d'intervention instaurés avec les personnes en situation d'itinérance chronique présentes sur l'édicule Champs-de-Mars • Maintenir des conditions de salubrité nécessaires à tous dans une optique d'inclusion et de responsabilisation des personnes en situation d'itinérance présentes sur l'édicule Champs de Mars	Accueil Bonneau SPVM Sac à Dos Arrondissement	En continu
• Contribuer à des actions de références et d'accompagnement des personnes vulnérables aux ressources pertinentes	Accueil Bonneau	En continu
• Contribuer à l'instauration d'un sentiment de sécurité au sein de la population riveraine, des travailleurs et des personnes de passage	Accueil Bonneau SPVM Sac à Dos Arrondissement	En continu
• Sensibiliser les personnes en situation d'itinérance au défi de la cohabitation et favoriser l'adoption de gestes et comportements adéquats.	Accueil Bonneau Sac à dos	En continu
• Etablir une rencontre trimestrielle des intervenants de l'AB, de Sac à dos, du SPVM et de l'arrondissement avec les personnes en situation d'itinérance présentes sur l'édicule Champs-de-Mars	Accueil Bonneau Arrondissement Spvm Sac à dos	3 fois dans l'année
Objectif 3: Consolider les actions de références et d'accompagnement des personnes vulnérables		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
• Participer à des rencontres avec les partenaires et poursuivre les références au SPVM,UPS-Justice, EMRII, refuges, centres de jour, services de santé, sac à dos, etc.	Accueil Bonneau	En continu
• Développer de nouveaux partenariats (ex : Dialogue, YMCA, Projet Autochtone du Québec,spectre de rue, ...)	Accueil Bonneau	En continu
• cf moyens définis dans l'objectif 1 et 2	Accueil Bonneau et partenaires	En continu
Objectif 4: Développer une approche en réinsertion sociale pour certains clients de l'AB		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
• Consolider l'approche en pré-employabilité avec le Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP) en proposant à chaque préposé de milieu une approche individualisée	Accueil Bonneau	En continu

• Consolider le partenariat avec la Société de développement social pour mettre en place un mécanisme de soutien et d'accompagnement de clients en pré-employabilité	Accueil Bonneau Société de Développement social	En continu
• Consolider le partenariat avec la Société de développement commercial du Vieux Montréal pour offrir des plateaux de travail en entretien ménager avec les commerçants du quartier	Accueil Bonneau Société de développement commercial du Vieux-Montréal	En continu
• Permettre aux trois personnes en démarche de réinsertion sociale (préposés de milieu) d'assumer un rôle de citoyen responsable en devenant "leader positif" auprès de leurs pairs.	Accueil Bonneau	En continu
Objectif 5: Améliorer le niveau de connaissances et de compréhension des riverains à la problèmatique de l'itinérance		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
• Faire connaître le projet sur le site internet et les réseaux sociaux de l'Accueil Bonneau	Accueil Bonneau	En continu
• Communiquer les résultats du projet à l'interne et à l'externe de l'arrondissement	Accueil Bonneau Arrondissement	En continu
• Maintenir l'identification physique de l'équipe de travail de milieu (chandails rouge pour les touristes pour les préposés de milieu, distribution de cartes d'affaires, ...)	Accueil Bonneau	En continu
• Diffuser les documents pertinents (rapports, carte d'affaires, ...) lors des tournées régulières des commerçants	Accueil Bonneau	Printemps
• Offrir une formation appropriée aux intervenants(es) de milieu (ex: guide de la Chapelle de Bonsecours, personnel de la grande bilbiothéque, ...) portant sur une sensibilisation à la problèmatiques de l'itinérance. • Permettre une communication plus efficace avec les personnes en situation d'itinérance.	Accueil Bonneau partenaires à cibler	En continu
• Offrir une formation appropriée dans le cadre du DEC en technique policière portant sur une sensibilisation à la problèmatiques de l'itinérance.	Accueil Bonneau SPVM CEGEP Maisonneuve	Printemps
Objectif 5: Intervenir en périphérie du territoire dans une logique de prévention		
Moyens	**Partenaires**	**Échéancier**
- Intervention ponctuelle (maximum 2 fois par semaine) au parc La presse et/ou selon les demandes des acteurs du milieu	Accueil Bonneau Arrondissement	En continu
- Intervention ponctuelle (maximum 2 fois par semaine) au tunnel sous l'édicule du Champs de Mars et à la Place des Montréalais/Montréalaises et/ou selon les demandes des acteurs du milieu	Accueil Bonneau partenaires à cibler	En continu

NO GDD : 1185179003

NO RÉF. BUDGÉTAIRE (RH): N/A

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement de gestion: QV85179003

Imputation de la dépense :	**2018**	**Total**
1001.0010000.101421.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 AF - Général - Agglomération / Budget régulier / Plan d'action en itinérance 2018- 2020/ Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes.	190 000.00 $	190 000.00 $
Total de la dépense :	**190 000.00 $**	**190 000.00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019;

D'accorder une contribution totale de 442 215,20$ ainsi répartie :

Accueil Bonneau inc (106 726 $)
Action-Réinsertion (Sac à dos) (21 525,52 $)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (115 966 $)
Société de développement social (197 997,68 $)."

Cette dépense est assumée, en partie, par l'arrondissement de Ville-Marie à hauteur de 252 215,20 $. L'autre partie, soit un montant de 190 000 $, est financée à même le budget du Service de la diversité sociale et des sports lié au Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020.

- Dépense totale assumée par Ville-Marie : (taxes non applicables) 252 215,20 $

	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
ACCUEIL BONNEAU INC.	76 053,40 $	10 672,60 $					**86 726,00 $**
Action-réinsertion (LE SAC A DOS)	19 372,97 $	2 152,55 $					**21 525,52 $**
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	29 369,40 $	11 596,60 $					**40 966,00 $**
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	83 197,91 $	19 799,77 $					**102 997,68 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 252 215,20 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM85179003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- La partie de la contribution assumée par la ville centre fera l'objet d'une intervention distincte et un BC distinct sera émis après l'approbation du dossier par les instances appropriées.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-04-26**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	402599

Financement : Sources multiples

Source 1: Financement corporatif

Source 2: Autre

Source 3:

► Préciser la source "Autre":

Fonds de soutien financier en développement social (FSFDS)
#imputation : 306125-05803-61900-016491

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Société de développement social : Budget corpo 2018 : 95 000$ et Budget FSFDS : (83 197,91$ pour 2018) et (803,75$ pour 2019) pour un total de 84 001,66$ pour l'arrondissement

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1	95 000,00 $							**95 000,00 $**
Montant-Source 2	83 197,91 $	1 872,47 $						**85 070,38 $**
Total	**178 197,91 $**	**1 872,47 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**180 070,38 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	1	avril	2018	Date de fin :	31	mars	2019

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 21 mai 2019 11:41:58

Addenda

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
MESURE D'AIDE FINANCIÈRE DE LUTTE À L'ITINÉRANCE 2018

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Société de développement social**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 235 Boulevard René-Lévesque Est, Montréal, Québec H2X 1N8, agissant et représentée par Martin Petrarca, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 83429 0694 RR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1214478079 DQ 0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 83429 0694 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « **les Parties** ».

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution **CA18 240239** du 8 mai 2018, comme suit:

   1.1 en modifiant l'article 5. OBLIGATIONS DE LA VILLE pour qu'il se lise :

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt mille soixante-dix dollars et trente-huit sous (180 070,38 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars et quatre-vingt-quatre sous (98 998,84 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et sept sous (79 199,07 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 septembre 2018,

- un troisième versement au montant de mille huit cent soixante-douze dollars et quarante-sept sous (1 872,47 $) lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE PAR :

_____

Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le ième jour de 2019

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL PAR :

_____

Martin Pétrarca, directeur général

Le ième jour de 2019

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2019. (Résolution _____)

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

" Modifier la résolution CA18 240239 afin de diminuer à 180 070,38 $ la contribution octroyée à la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue;

La contribution totale sera réduite de la somme de 17 927,30 $."

- Diminution totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **17 927,30 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		17 927,30 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **17 927,30 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont disponibles dans la clé comptable ci-dessus.
- Le bon de commande # 1274184 sera mis à jour en conséquence.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Kemly Destin

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-27**

Date et heure système : 27 mai 2019 10:26:19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.18

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1193405004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Y des femmes de Montréal et accorder une contribution de 5 975 $ pour le projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Y des femmes de Montréal pour la réalisation d'un projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes;
D'accorder à cette fin une contribution de 5 975 $;

D'imputer cette dépense totale conformément aux interventions financières inscrites au dossier.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 10:54

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193405004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Y des femmes de Montréal et accorder une contribution de 5 975 $ pour le projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes

CONTENU

CONTEXTE

Malgré les différents programmes du Y des femmes s'adressant aux femmes et familles de Peter McGill, il reste particulièrement difficile de rejoindre les familles isolées provenant de différentes communautés culturelles. Ces familles connaissent peu les ressources et services à leur disposition et ne peuvent donc pas profiter du maximum qu'elles ont à leur offrir. Un nouveau projet de femmes-relais a débuté en septembre 2018, ce qui a permis au Y des femmes de rejoindre 21 familles isolées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240473 en date du 11 septembre 2018: Approuver la convention, se terminant le 22 mars 2019, avec le Y des femmes de Montréal et accorder une contribution de 5 975 $ pour un projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes;

DESCRIPTION

Inspiré par les projets "Parents agents multiplicateurs (PAM)" à Parc-Extension et "Femmes-relais" à St-Michel et dans Centre-Sud, ce projet-pilote visait à tester le concept de former de 3 à 5 femmes en tant que personnes-relais dans le quartier Peter McGill, afin que celles-ci puissent rejoindre des femmes nouvellement arrivées et/ou provenant de communautés culturelles. Finalement, se sont 6 femmes qui ont pu bénéficier d'une formation de 11 ateliers sur des sujets tels le fonctionnement de la société québécoise et de ses institutions, les droits des femmes au Canada et des notions sur le développement des enfants. Des stages d'observation dans les organismes du quartier et de l'accompagnement personnalisé par la chargée de projet ont aussi été offerts aux femmes participantes pour compléter leur formation. Finalement, une fête familiale pour 40 familles visant à tisser les liens entre celles-ci et un repas communautaire organisé spécialement pour les 6 femmes et leurs familles ont eut lieu.

JUSTIFICATION

Il s'agit de reconduire ce projet jusqu'en décembre 2019, de façon à former 6 à 10 autres femmes-relais, en mettant davantage l'emphase sur leur rôle de femmes-relais pour la

communauté (compréhension, engagement, responsabilité). Comme pour la première phase du projet, les femmes-relais feront le démarchage des familles isolées à travers les lieux de culte, la sortie de l'école ou lors des activités du quartier, car elles partagent la langue et les référents culturels. Ce projet permettra donc à des femmes isolées du quartier et leur famille de mieux connaître et profiter des ressources qui leur sont offertes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. Le financement provient du Fonds de soutien financier en développement social.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettra à des femmes de communautés culturelles différentes de développer un leadership et supporter certaines familles nouvellement arrivées dans le quartier en leur faisant connaître les ressources mais aussi en brisant leur isolement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation. L'organisme s'engage à fournir le rapport final à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie GAUTHIER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 868-4211
Télécop. : 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1193405004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Y des femmes de Montréal et accorder une contribution de 5 975 $ pour le projet de femmes relais auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1193405004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1193405004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Y des femmes de Montréal	129114
2.		
3.		
4.		
5.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Fonds de développement social

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			5 975,00 $					**5 975,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	05	juin	2019	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Annie, Gauthier

Prénom, nom

Date et heure système : 22 mai 2019 10:10:41

Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

2019

Attention ! Les zones blanches doivent être ÊTRE COMPLÉTÉES. Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné.

Section 1 - Présentation

Nom de l'organisme	Y des femmes de Montréal				
Adresse complète	1355, boul. René-Lévesque ouest, Montréal, H3G 1T3				
Nom du répondant désigné pour la demande	Lilia Goldfarb	**Titre**	Directrice de programmes		
Adresse courriel	lgoldfarb@ydesfemmesmtl.org				
Numéro de téléphone	514-866-9941 x 295				
District où se déroulent les activités	**Peter McGill**	**Numéro TVQ**	**1006243564 TQ0001**		
Numéro de charité	**119045250RR0001**	**Numéro TPS**	**11904 5250 RT0001**		
Titre du projet	Parents Multiplicateurs				
Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée selon les sexes?	**Oui**	x	**Non**		
Reconduction du projet	**Oui**	x	**Non**		

Section 2 - Reconnaissance et documents administratifs obligatoires à soumettre avec cette demande

x	**Je suis reconnu par l'arrondissement dans le cadre de la politique de reconnaissance et de soutien des OBNL.**
x	**Résolution du C.A. autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande**
x	**Copie de la police d'assurance responsabilité civile indiquant la Ville comme co-assurée**

Faire parvenir votre demande à
Annie Gauthier, conseillère en développement communautaire [pour les organismes du secteur Ouest (entre Berri et Atwater)] au agauthier@ville.montreal.qc.ca
ou
Martin Crépeau, conseiller en développement communautaire [pour les organismes du secteur Est (entre L'Espérance et Berri)] au martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca

Section 3 - Mission de l'organisme

La mission de l'organisme est de bâtir ensemble un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles. Étant un organisme multiservices, notre mission s'articule autour de quatre grandes familles d'action: les programmes enfance, jeunesse et familles; les programmes résidentiels; les programmes d'employabilité ; et les services à la collectivité. Notre schéma de transformation sociale vise comme enjeux sociaux: l'exclusion sociale des femmes et des filles; les inégalités sociales et de genre et l'ensemble des violences. Deux secteurs prioritaires d'intervention ont été identifiés: la sécurité et le développement optimal des femmes et de leurs enfants.

Section 4 - Description du projet

→ ***Exposer la situation problématique constatée dans le milieu qui justifie la pertinence de l'intervention***
→ ***Situer le projet dans son environnement***
→ ***Cerner le problème de pauvreté et d'inclusion sociale que vit la population***
→ ***Préciser les besoins exprimés par le milieu***
→ ***Établir le lien entre ce projet et le plan d'action de l'arrondissement, de la Ville de Montréal ou de votre Table de quartier***
→ ***Présenter la nature des actions et des services offerts pour agir sur la problématique***

Inspiré par les projects Parents agents multiplicateurs (PAM) à Parc extension et Femmes-relais à St. Michel, le projet vise à former des femmes en tant que personnes-relais dans le quartier Peter McGill, afin de rejoindre les femmes nouvellement arrivées et/ou appartenant à des communautés culturelles. Le projet identifiera entre 3 et 5 femmes par session, pour 2 sessions, démontrant des capacités de leadership et leur offrira une formation afin qu'elles soient en mesure de faire le relais entre les femmes isolées et les ressources du quartier. Nous pensons que les femmes-relais pourront faire le démarchage des familles isolées plus facilement, à travers les lieux de culte, la sortie de l'école ou des activités du quartier, car elles partagent la langue et des référents culturels. Suite au projet pilote, nous avons constaté que les formations les plus appréciées portent sur les garderies, la nourriture et la nutrition, ainsi que les droits des femmes au Québec; d'autres formations seront développées selon les intérêts des participantes. Afin de mieux les équiper pour faire le relais des informations présentées, nous allons également développer un volet de leadership et mentorat, avec un accompagnement plus direct et une entente détaillant les objectifs de chaque participante. Les participantes recevront un certificat de participation et un cadeau de remerciement d'une valeur de 100$ chacun pour leur participation. Finalement, suite à l'évaluation du projet pilote, chaque session se terminera avec un repas de clôture et un échange de recettes entre les participantes afin d'aider à tisser les liens entre les familles.

Section 5 - Objectifs mesurables du projet pour répondre aux objectifs du Fonds de soutien financier

Objectifs du Fonds	Objectifs spécifiques de l'organisme dans le cadre du projet	Actions proposées pour atteindre les objectifs du projet
Contribuer à la mise en place de projets novateurs permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Mettre sur pied un projet pour contrer l'exclusion sociale des familles du quartier	Offrir 10-12 formations pratiques à 3-5 femmes-relais par session, pour 2 sessions
Soutenir les efforts pour intégrer les clientèles particulières suivantes : **familles / personnes avec des problématiques en santé mentale / communautés culturelles, immigrants ou nouveaux arrivants / personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion.**	Soutenir l'intégration des femmes isolées, particulièrement les nouvelles arrivantes et/ou des femmes issues des communautés culturelles	Soutenir les femmes-relais pour qu'elles puissent faire le démarchage, accompagner les femmes isolées vers les organismes du quartier, partager avec elles des informations pratiques et aider à la compréhension des codes culturels
S'assurer d'une offre de service variée pour réponre au développement global des citoyens.	Favoriser le développement social du quartier en soutenant le développement global des familles	Organiser 1 repas de clôture/échange des recettes par session, pour 2 sessions

Section 6 Populations visées et domaine d'intervention prioritaires

Population prioritaire visée par le projet		Domaine d'intervention prioritaire	
Intégration et inclusion sociale		Autres	
Autres : précisez		Autres : précisez	Parents du quartier

Section 7 - Activités offertes

Type d'activités ou de services	Nombre d'activités	Fréquence	Nb de participants rejoints
formations de 2h	10 à 12 par sessions, 2 sessions	1 fois par semaine	3 à 5 par session, 2 sessions
accompagnement et coordination	12 semaines par session, 2 sessions	14h par semaine	3 à 5 par session, 2 sessions
repas de clôture/échange des recettes	1 par session, 2 sessions	1 fois par session	3 à 5 par session, 2 sessions

Section 8 - Résultats attendus

Identifiez les résultats visés du projet	Moyens d'évaluation de l'atteinte des résultats
Les femmes relais apprécient leur rôle ainsi que les formations et l'appui reçu par l'agente de projet	Formulaires d'évaluation anonymes; conversations informelles ponctuelles
6 familles référées aux ressources du quartier par femme relais	Formulaires de référencement

Section 9 - Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet.	Décrire leur implication.
Familles Centre-Ville	*Références, concertation, activités*
Partenaires du milieu	*Références, concertation, activités*

Section 10 - Informations supplémentaires

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée dans les autres sections, veuillez la consigner ici ou joignez un document complémentaire à cette demande.

La Table Familles Centre-Ville va contribuer au financement du projet cette année afin de pouvoir offrir deux jours par semaine de service.

Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Arrond. Ville-Marie	Identification des autres partenaires financiers			Budget total
		Familles CV	YWCA		
A - Personnel lié au projet (intervenants, superviseurs, etc.)					
1 Titre: Agente de projet — $/h: 21,61 — hrs/sem: 14 — $ Avant. soc/sem: 39,33 — NB sem: 33 — NB poste: 1 — TOTAL: 11 281,71	4 403,00	6 878,71			11 281,71
2 Titre: Coordonnatrice — $/h: 23,15 — hrs/sem: 1 — $ Avant. soc/sem: 4,17 — NB sem: 33 — NB poste: 1 — TOTAL: 901,56 $	500,00	401,56			901,56
3 Titre: — $/h: — hrs/sem: — $ Avant. soc/sem: — NB sem: — NB poste: — TOTAL: 0,00 $					0,00
4 Titre: — $/h: — hrs/sem: — $ Avant. soc/sem: — NB sem: — NB poste: — TOTAL: 0,00 $					0,00
Sous-total section A	4 903,00	7 280,27	0,00	0,00	12 183,27
B - Frais d'activités générés par le projet (maximum 20% de la contribution demandée)					
Équipement: achat ou location					0,00
Fournitures de bureau, matériel d'animation	475,00	1 500,00			1 975,00
Photocopies, publicité, graphisme, etc.					0,00
Déplacements					0,00
Locaux, conciergerie ou surveillance			1 200,00		1 200,00
Assurances (frais supplémentaire)					0,00
Sous-total section B	475,00	1 500,00	1 200,00	0,00	3 175,00
C - Frais d'administration générés par le projet (maximum 10% de la contribution demandée)					
Frais administratifs du projet (téléphonie, papeterie, tenue de livres, supervision, etc.)	597,00		1 360,00		1 957,00
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	5 975,00	8 780,27	2 560,00	0,00	17 315,27

Section 11 - Échéancier

Début du projet	10-5-2019
Date de remise du rapport d'étape (si nécessaire)	
Fin du projet	31-12-2019
Date de remise du rapport final (max 30 jour après la date de fin du projet)	31-01-2020

Section 12 - Engagement de l'organisme et signature de la personne autorisée

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné	
	Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier en développement social, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Nom du représentant désigné pour déposer la demande de soutien financier	Mélanie Thivierge	Titre du représentant désigné	Présidente - Directrice générale
Signature (électronique ou manuscrite)			
Date	18 août 2020.		

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193405004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

  " Accorder une contribution de 5 975 $ au Y des femmes de Montréal pour la réalisation d'un projet de femmes relais, auprès des familles nouvellement arrivées et/ou immigrantes."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **5 975,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		5 975,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **5 975,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **600713**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-23**

Date et heure système : 23 mai 2019 16:57:20

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

No d'inscription TPS: 121364749
No d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Y DES FEMMES DE MONTRÉAL,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1 355 René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3, agissant et représentée par Mélanie Thivierge, présidente directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 119045250RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006243564TQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 119045250RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme vise à bâtir un avenir meilleur pour les femmes et les filles et qu'il intervient maintenant depuis quatre ans auprès des familles ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'annexe 1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant autorisé.

2.7 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (31 décembre 2019), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CINQ-MILLE-NEUF-CENT-SOIXANTE-QUINZE dollars (5 975 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement de 90% de la contribution, au montant de CINQ-MILLE-TROIS-CENT-SOIXANTE-DIX-HUIT (5 378 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

- un versement final de 10% de la contribution au montant de CINQ-CENT-QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (597 $), au plus tard 30 jours après la remise du rapport final, prévue au 30 janvier 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10

ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'ORGANISME

L'ORGANISME fait élection de domicile au 1355 René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3 et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'ORGANISME fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le ____ e jour de _____20__

Le Y des femmes de Montréal

Par : _____
Mélanie Thivierge, présidente directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 5 juin 2019 (Résolution _____).

ANNEXE 1

Formulaire de demande de soutien financier déposé par l'Organisme

ANNEXE 2

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.19

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) pour la gestion du calendrier de la cuisine de rue, accorder une contribution de 22 500$ et édicter les ordonnances permettant sa mise en oeuvre

D'approuver la convention et accorder un financement de 22 500 $ avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec, pour la mise en oeuvre du calendrier été - automne de la cuisine de rue ;
D'édicter l'ordonnance P-1, o. xxx, autorisant les rassemblements de camions-cuisine sur le domaine public tels que présentés au calendrier apparaissant au sommaire décisionnel ;

D'édicter l'ordonnance C-4.1, o. xxx, autorisant la fermeture à la circulation des rues Ottawa, entre les deux voies de la rue Robert-Bourassa (entrée Bonaventure) et Gauvin entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest aux journées et aux heures présentées au sommaire décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 12:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) pour la gestion du calendrier de la cuisine de rue, accorder une contribution de 22 500$ et édicter les ordonnances permettant sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de cuisine de rue a été initié par l'arrondissement de Ville-Marie en 2013. Après deux années de projet pilote et quatre années d'opération en sites dédiés, la Ville de Montréal a, le 14 mars 2019, suspendu l'application du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) et ouvert la voie aux arrondissements intéressés à autoriser la présence de camions-cuisine sur le domaine public à l'extérieur des festivals en recourant aux pouvoirs qui leurs sont délégués. L'annonce de l'administration municipale mandatait du même souffle l'Association des restaurateurs de rue du Québec, l'ARRQ à titre de promoteur de la cuisine sur rue et invitait les arrondissements à lui ouvrir leur territoire par l'adoption d'ordonnances d'occupation temporaire du domaine public.
Conséquemment, l'arrondissement de Ville-Marie a, le 9 avril dernier (CA19 240187), adopté un calendrier où le camion-cuisine participe davantage à l'expérience urbaine et à l'animation du milieu. En conformité à la compétence d'arrondissement déléguée par le *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement* (02-002), l'arrondissement a autorisé l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) à gérer les activités de ses membres sur le domaine public, dans le cadre de ses compétences. Durant cette phase de mise en place, l'ARRQ a accompagné ses membres dans l'obtention des permis d'exploitation, a établi un système de gestion de réservation des espaces autorisés par ordonnance, a évalué la réponse de la clientèle à cette nouvelle formule et a élaboré le calendrier de cuisine de rue pour la période du 1 juin au 31 décembre.

Il s'agit, par la présente, d'approuver le calendrier des événements cuisine de rue pour la saison été-automne, d'approuver la convention à intervenir avec l'ARRQ et d'approuver le soutien financier de 22 500 $ qui lui sera octroyé pour promouvoir et gérer la cuisine de rue sur le territoire de Ville-Marie jusqu'au 31 décembre 2019. En complément de ce soutien de l'arrondissement, le Service du développement économique de Montréal contribuera pour une somme équivalente, soit 22 500 $, afin de permettre à l'ARRQ de bénéficier des services experts de PME Mtl pour élaborer le plan d'affaires et de mise en marché de la cuisine de rue pour la période 2019-2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240187 - 9 avril 2019 - Approuver le calendrier des événements 2019 de la cuisine de rue et édicter les ordonnances nécessaires à sa réalisation, sur les sites identifiés pour la période du 15 avril au 31 mai 2019 ;
CM18 0542 - 24 avril 2018 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039), Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) (18-002) ;

CM17 0352 – 28 mars 2017 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) ;
- Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) ;
- Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002) ;

CM17 0161 – 20 février 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à l'Association des restaurateurs de cuisine de rue du Québec (OBNL) pour la gestion du calendrier de cuisine de rue pour une durée de deux (2) ans, autoriser une dépense d'une valeur approximative minimale de 132 221,25 $ taxes incluses et approuver le projet de convention à cette fin.

CM17 0171- 20 février 2017 - Prolonger l'application des déclarations de compétence suivantes pour une période de deux ans à compter de la date d'échéance de la période d'application initiale conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal quant :
- à l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales (CM15 0186).

DESCRIPTION

Avec comme objectif d'éliminer certaines contraintes de gestion à la cuisine de rue, l'Associatio restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) et la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) ont, dans un premier temps, conjointement identifié les emplacements pr aux événements culinaires proposés par les camions-cuisine et élaboré le calendrier du début c saison en mode événementiel. Les ordonnances qui ont permis l'occupation du domaine public fonction de ce premier calendrier sont arrivées à échéance le 31 mai.
Le présent dossier a pour but d'approuver le calendrier pour la poursuite de la saison 2019, d'é les ordonnances en vertu de l'article 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domair public (R.R.V.M., chapitre P-1) et d'autoriser un soutien financier de 22 500 $ à l'Association de restaurateurs de rue du Québec. L'ARRQ pourra ainsi réserver les sites de ses événements pou saison été - automne, accorder un mandat à une firme de signalisation pour se conformer à la réglementation sur le stationnement (C-4,1) et promouvoir son nouveau calendrier saisonnier. L'adoption des ordonnances permettra aux adeptes de la cuisine de rue et aux passants sans changements autres qu'une présence plus importante qu'auparavant tout en libérant l'arrondissement de l'obligation d'installer une signalisation saisonnière et de gérer cette activit économique sur une base quotidienne.

Tel que le spécifie le projet de convention annexé en pièce jointe, c'est l'ARRQ à qui incombe dorénavant la responsabilité d'assurer la qualité de l'offre de cuisine de rue dans ses rassemblements. Ceux-ci apparaissant au calendrier qui apparaît ci-après.

Emplacement	Portion ou segment	Nombre de camions	Date du début	Date de fin spécifique	Jour(s)	Période	H

Avenue du Parc	Monument Sir G.E. Cartier	4	9 juin	27 octobre	Dimanche	Chaque semaine	1 2
Parc de Dieppe	Chemin d'accès, direction ouest (en bordure du stationnement)	4	29 juin	27 juillet	Mercredi et samedi	Chaque semaine	1 r
Rue de la Cathédrale	Intersection sud-ouest du boulevard René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	1 2
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1 (café exclusivement)	6 juin	25 octobre	Lundi au vendredi	Chaque semaine	7 1
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	1 2
Rue Fullum	Rond point sud - près de Notre-Dame	4	31 juillet	24 août	Mercredi et samedi	Chaque semaine	1 r
Rue Gauvin	Entre Saint-Antoine et Saint-Jacques	5	7 juin	25 octobre	Jeudi et vendredi	Chaque semaine	1 1
Rue Metcalfe	Entre rue du Square-Dorchester et boulevard René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi et vendredi	Chaque semaine	1 2
Rue Ontario Est	Face au CEGEP du Vieux-Montréal	2	27 août	25 octobre	Mardi et vendredi	Chaque semaine	1 1
Rue Ottawa	Entre les voies ouest et est de Robert-Bourassa (entrée Bonaventure)	8	28 juin	25 octobre	Dernier vendredi	Chaque mois	1 1
Rue Queen	Intersection nord-est de la rue Wellington	2	7 juin	24 octobre	Mardi et jeudi	Chaque semaine	1 2

Rue Saint-Jacques	Face à la BMO	4	6 juin	2 septembre	Samedi et dimanche	Chaque semaine	1 2

Le calendrier qui précède requiert l'obtention de deux dérogations réglementaires. Il est donc r d'adopter une ordonnance pour autoriser la vente et la consommation de nourriture et de boiss non alcoolisées sur le domaine public ((P-1, o.) et une ordonnance qui autorise la fermeture de rues Gauvin, entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest et Ottawa à la circulation (C-4 o.) Les projets d'ordonnance sont annexés en pièces jointes. Il est à noter que la portion ouest rue Ottawa fait partie du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Le conseil de cet arrondissement édictera les ordonnances requises pour assurer la présence des camions de cui de rue le dernier vendredi de chaque mois à sa séance du 10 juin 2019.

Un projet de convention à intervenir avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec est en annexe. Celui-ci vise à soutenir financièrement l'ARRQ et définit les modalités qui la rendent responsable d'appliquer les principes sur la provenance des produits, la transformation locale e l'association des exploitants à une cuisine commerciale en sol montréalais, tel que le spécifie le règlement 15-039 régissant la cuisine de rue. En contrepartie, les inspections sur la sécurité alimentaire, sur la sécurité incendie et sur la sécurité routière des camions-cuisine, par la Ville Montréal et par la Société de l'assurance automobile du Québec sont maintenues et les preuves exigibles par l'arrondissement.

Enfin, le Service du développement économique de la Ville s'apprête aussi à s. Cette part de so financier, équivalente à la contribution de Ville-Marie, permettra à l'ARRQ de développer un pla d'affaires et un projet d'offre global de la cuisine sur rue pour ses opérations similaires sur les territoires des autres arrondissements de Montréal. La convention à intervenir avec le SDÉ prév un accompagnement d'affaires de l'ARRQ par PME Mtl.

JUSTIFICATION

Depuis son apparition dans les rues de Montréal en 2013, les camions-cuisine ont bénéficié d'une grande visibilité, ce qui a permis à la cuisine de rue, nouvellement implantée à Montréal, d'être sollicitée pour participer à l'animation de nombreux festivals populaires, d'événements corporatifs et de plus en plus, selon les rapports produits par l'ARRQ, d'être partie prenante de fêtes de quartier, de fêtes de famille et de mariages.
À l'analyse de l'évolution de ce nouveau segment de l'activité économique montréalaise, l'ARRQ et la Ville de Montréal en sont venus à la conclusion que l'offre sur rue devait aussi s'adapter à la demande et sa gestion ne plus incomber qu'à l'administration municipale. Avec comme constat que les rassemblements de plusieurs membres de l'ARRQ attirent davantage la clientèle que les sites quotidiens statiques et créent en soi, un événement attractif, la production d'un calendrier assoupli répondait davantage aux besoins de cette «industrie».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique en usage, les modalités du soutien financier sont précisées dans le projet de convention joint à la présente. Un premier versement constituant 60 % du soutien accordé sera fait à la signature de l'entente, un deuxième, équivalent à 30 % du total accordé sera versé après l'approbation d'outils de promotion développés par l'ARRQ. Le dernier versement, représentant 10% du soutien accordé, sera fait à la réception du bilan final de l'activité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lorsque le soutien financier est en lien avec une activité commerciale sur le domaine public, le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets, des matières recyclables et, si possible, des matières organiques. La saine gestion des matières résiduelles lors d'événements impliquant le public permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du *Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020* qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de soutenir ce nouveau mode de gestionDivision de la culture et des bibliothèques ou Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de la cuisine sur rue aura un impact positif sur l'implication de l'arrondissement dans la gestion de cette activité économique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications et l'ARRQ collaborent de façon assidue à la promotion de la cuisine de rue. Par ailleurs, le projet de convention comprend des obligations de l'organisme envers la visibilité à assurer à l'arrondissement en contrepartie du soutien financier accordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Rachad LAWANI, Le Sud-Ouest
Véronique DOUCET, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) pour la gestion du calendrier de la cuisine de rue, accorder une contribution de 22 500$ et édicter les ordonnances permettant sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318014.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318014

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association des restaurateurs de rue du Québec	275910

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 500,00 $						**22 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	1	juin	2019		31	décembre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 24 mai 2019 13:24:29

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318014

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

  " Accorder un financement de 22 500 $ à l'Association des restaurateurs de rue du Québec, pour la mise en oeuvre du calendrier été - automne de la cuisine de rue."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **22 500,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		22 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **22 500,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **601187**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-27**

Date et heure système : 27 mai 2019 12:09:48

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. xxx	**Ordonnance déterminant la fermeture à la circulation, rue Ottawa, entre les deux voies de la rue Robert-Bourassa (entrée Bonaventure) et Gauvin entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Gauvin à la circulation, entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, chaque jeudi et vendredi, de 11h à 14h ;

2. La fermeture de la rue Ottawa à la circulation, entre les voies direction sud et direction nord de la rue Robert-Bourassa (entrée Bonaventure), le dernier vendredi de chaque mois, entre 10h et 18h ;

3. Cette ordonnance est applicable à tout véhicule routier, exception faite des camions de cuisine de rue, à compter du 6 juin 2019 et jusqu'au 31 octobre 2019.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318014) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le xx juin 2019, date de son entrée en vigueur.*

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ASSOCIATION DES RESTAURATEURS DE RUE DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 117-743 rue Saint-Rémi, Montréal, Québec, H4C 3G9, agissant et représentée par Guy Vincent Melo, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre à promouvoir la restauration de rue dans la grande région de Montréal et dans les différentes régions du Québec ;

ATTENDU QUE l'Organisme est responsable de la coordination du calendrier des événements ponctuels et récurrents de la cuisine de rue sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite un soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention ;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie accepte de contribuer à l'Organisme dans la réalisation de son Projet en y contribuant financièrement ;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** ») ;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal,

Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS (22 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de TREIZE MILLE CINQ CENT DOLLARS (13 500 $) dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (6 750 $), l'approbation, par la Ville, des outils de promotion développés par l'ARRQ

- un troisième et dernier versement au montant de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE DOLLARS (2 250 $), dans les meilleurs délais suivant le dépôt du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de TROIS MILLIONS de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 117-743 rue Saint-Rémi, Montréal, Québec, H4C 3G9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

ASSOCIATION DES RESTAURATEURS DE RUE DU QUÉBEC

Par : _____
Guy Vincent Melo, président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le ___e jour de _____ 2019. (Résolution _____)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Dans le cadre de cette convention, l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) sera responsable d'élaborer le calendrier de la cuisine sur rue pour la saison 2019, lequel est résumé dans le tableau qui suit.

Emplacement	Portion ou segment	Nb de camions	Date du début	Dates de fin spécifiques	Jour(s)	Période	Heure(s)
Avenue du Parc	Monument Sir G.E. Cartier	4	9 juin	23 octobre	Dimanche	Chaque semaine	11h à 22h
Parc de Dieppe	Chemin d'accès, direction ouest (en bordure du stationnement)	4	29 juin	27 juillet	Mercredi et samedi	Chaque semaine	17h à minuit
Rue de la Cathédrale	Intersection sud-ouest du boulevard René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	10h à 22h
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1 (café exclusive-ment)	6 juin	25 octobre	Lundi au vendredi	Chaque semaine	7h à 11h
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	10h à 20h
Rue Fullum	Rond point sud - près de Notre-Dame	4	31 juillet	24 août	Mercredi et samedi	Chaque semaine	17h à minuit
Rue Gauvin	Entre Saint-Antoine et Saint-Jacques	5	7 juin	25 octobre	Jeudi et vendredi	Chaque semaine	11h à 15h
Rue Metcalfe	Entre rue du Sq.Dorchester et boul. René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi et vendredi	Chaque semaine	10h à 22h
Rue Ontario Est	Face au CEGEP du Vieux-Montréal	2	27 août	25 octobre	Mardi et vendredi	Chaque semaine	10h à 15h
Rue Ottawa	Entre les voies De Robert-Bourassa (Bonaventure)	8	28 juin	25 octobre	Dernier vendredi	Chaque mois	10h à 18h
Rue Queen	Intersection nord-est de la rue Wellington	2	7 juin	24 octobre	Mardi et jeudi	Chaque semaine	11h à 20h
Rue Saint-Jacques	Face à la BMO	4	6 juin	2 septembre	Samedi et dimanche	Chaque semaine	11h à 20h

Occupation du domaine public

Pour permettre l'accès à ses membres aux sites identifiés au tableau qui sont sur rue, l'ARRQ procédera dans un premier temps, à la formulation de demandes de permis d'occupation du domaine public, pour l'ensemble des sites, des dates et des heures apparaissant au tableau qui précède.

Lorsque ceux-ci sont sur la voie publique, l'association sera responsable de les réserver, d'installer la signalisation répondants aux critères, aux formats et selon les délais prescrits au Règlement C-4,1 de la

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville de Montréal sur le stationnement de la Ville de Montréal. Conformément à ce même règlement, un avis de réservation des espaces sur la voir publique sera acheminé au SPVM avant l'occupation par les camions cuisine.

L'association déterminera aussi elle-même les tarifs à imposer aux exploitants invités à offrir leurs produits à la clientèle durant les événements qu'elle organise dans le cadre de cette entente.

Promotion des activités de cuisine sur rue

La promotion des activités de cuisine de rue est entièrement sous la responsabilité de l'Association. L'arrondissement de Ville-Marie fera de son côté, la promotion de l'activité de manière générale et référera les utilisateurs au(x) site(s) Internet de l'ARRQ.

Provenance, transformation et qualité alimentaire

L'ARRQ s'engage à assurer la qualité de l'offre de cuisine de rue lorsqu'elle organise les rassemblements dans le cadre de la présente entente. L'ARRQ est responsable de rappeler à ses membres et aux opérateurs invités aux événements qu'elle organise, les principes sur la provenance des camions-cuisine, sur la provenance des produits, sur la composition des menus, sur la transformation alimentaire et sur l'obligation, à un exploitant, d'être associé à une cuisine commerciale reconnue, le tout, tel que prévu et prescrit au Règlement 15-039 régissant la cuisine de rue de la Ville de Montréal.

Rapport d'activité

Achalandage des sites
Satisfaction de la clientèle
Provenance et satisfaction des exploitants
Taux d'occupation des sites
État des ventes
Modifications prévues, éditions subséquentes
Recommandations

Plan et modèle d'affaires

La présente convention prévoit qu'un mandat de gestion et de développement de l'activité de la cuisine sur rue est accordé à l'Association. À cette fin, celle-ci devra, au cours de l'année, élaborer un plan d'affaires sur trois ans de l'activité cuisine de rue à Montréal. L'objectif de la démarche est de définir un modèle de gestion de la cuisine de rue qui réponde aux besoins de la clientèle, qui contribue à offrir un expérience urbaine d'intérêt pour Montréal et qui, en tant qu'activité économique, autonome, vise la rentabilité des exploitants des camions-cuisine et de la cuisine sur rue.

Pour l'aider dans cette démarche, l'ARRQ devra recourir à l'expertise que lui suggérera le Service du développement économique de la Ville de Montréal et de tout mandataire désigné par celui-ci.

À l'échéance de la saison 2019, deux rapports seront attendus de l'ARRQ. Un rapport de fin de saison de l'activité sur rue ainsi qu'un rapport économique faisant état des revenus, des dépenses, des opérations générées par l'activité de cuisine de rue, de la performance des tactiques promotionnelles utilisées, de l'état des perceptions de ses membres, de la performance de la tarification imposée aux exploitants en cours d'année et de tout autre élément de gestion qui sera discuté avec le SDÉ ou son mandataire.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

[ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. xxx **Ordonnance relative à l'événement « Cuisine de rue 2019 sur le domaine public »**

Vu l'article 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À la séance du 5 juin 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Cuisine de rue 2019 sur le domaine public », il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées ainsi que de consommer de la nourriture et des boissons non alcoolisées, selon le tableau suivant :

Emplacement	Portion ou segment	Nb de camions	Date du début	Dates de fin spécifiques	Jour(s)	Période	Heure(s)
Avenue du Parc	Monument Sir G.E. Cartier	4	9 juin	23 octobre	Dimanche	Chaque semaine	11h à 22h
Parc de Dieppe	Chemin d'accès, direction ouest (en bordure du stationnement)	4	29 juin	27 juillet	Mercredi et samedi	Chaque semaine	17h à minuit
Rue de la Cathédrale	Intersection sud-ouest du boulevard René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	10h à 22h
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1 (café exclusive-ment)	6 juin	25 octobre	Lundi au vendredi	Chaque semaine	7h à 11h
Rue de l'Hôtel-de-ville (Place des montréalaises)	Entre Viger et Saint-Antoine	1	6 juin	25 octobre	Mercredi au vendredi	Chaque semaine	10h à 20h
Rue Fullum	Rond point sud - près de Notre-Dame	4	31 juillet	24 août	Mercredi et samedi	Chaque semaine	17h à minuit
Rue Gauvin	Entre Saint-Antoine et Saint-Jacques	5	7 juin	25 octobre	Jeudi et vendredi	Chaque semaine	11h à 15h
Rue Metcalfe	Entre rue du Sq.Dorchester et boul. René-Lévesque	4	6 juin	25 octobre	Mercredi et vendredi	Chaque semaine	10h à 22h
Rue Ontario Est	Face au CEGEP du Vieux-Montréal	2	27 août	25 octobre	Mardi et vendredi	Chaque semaine	10h à 15h
Rue Ottawa	Entre les voies De Robert-Bourassa (Bonaventure)	8	28 juin	25 octobre	Dernier vendredi	Chaque mois	10h à 18h
Rue Queen	Intersection nord-est de la rue Wellington	2	7 juin	24 octobre	Mardi et jeudi	Chaque semaine	11h à 20h
Rue Saint-Jacques	Face à la BMO	4	6 juin	2 septembre	Samedi et dimanche	Chaque semaine	11h à 20h

2. Les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants pouvant être recyclés, autres que le verre, sur ces sites exclusivement.

3. Les articles 1 et 2 ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

4. Seuls les propriétaires de camion détenant un permis relatif à l'autorisation mentionnée à l'article 1, émis par l'arrondissement peuvent occuper ces sites.

5. La demande de permis relative à l'autorisation mentionnée à l'article 1 doit satisfaire aux conditions d'admissibilités de l'annexe A.

6. Les permis seront délivrés à la suite d'un processus de sélection par le comité de sélection conformément à l'annexe B.

7. Le requérant doit acquitter le tarif prévu au Règlement sur les tarifs (CA-24-184) pour un véhicule de cuisine.

8. Le titulaire du permis mentionné à l'article 4 doit assurer en tout temps le maintien de la propreté des lieux occupés.

ANNEXE A
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

ANNEXE B
CRITÈRES DE SÉLECTION

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318014) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Annexe A
Conditions d'admissibilité

Le véhicule-cuisine du demandeur doit respecter les critères suivants :

- Le véhicule-cuisine doit être un camion autopropulsé en état de fonctionnement;
- Le véhicule-cuisine et ses équipements doivent être énergétiquement autonomes;
- Tous les équipements de cuisine doivent être intégrés et opérés à l'intérieur du véhicule-cuisine;
- La longueur maximale du véhicule-cuisine doit être de 8 mètres (26 pieds)
- La largeur maximale du véhicule-cuisine doit être de 2,6 mètres (8,5 pieds)
- La hauteur maximale du véhicule-cuisine doit être de 4 mètres (13,1 pieds)
- Les ouvertures pour les opérations de commande et de service doivent se situer toutes deux du côté du trottoir, lorsque le véhicule-cuisine est sur une voie publique

Les documents remis doivent être les suivants :

- Le formulaire de candidature dûment rempli
- Une présentation du projet de cuisine de rue du demandeur de 300 mots maximum (concept, vision, positionnement)
- Deux documents prouvant que la cuisine de production est située sur le territoire de la Ville de Montréal :
    - une copie du certificat d'occupation

    et

    - une copie du compte de taxes foncières au nom du demandeur OU une copie du bail au nom du demandeur
- Les documents du MAPAQ :
    - permis de restaurant valide – préparation générale (véhicule)
    - permis de restaurant valide – préparation générale (cuisine de production)
    - certificat d'hygiène et de salubrité (manipulation d'aliments)
    - certificat d'hygiène et de salubrité (gestionnaire)
- Un certificat d'assurance responsabilité civile avec avenant au profit de la Ville de Montréal d'une valeur de deux millions de dollars
- Le menu proposé à la clientèle, incluant les prix

- La liste des fournisseurs alimentaires du demandeur
- Un plan montrant l'aspect extérieur des quatre côtés du véhicule-cuisine (respectant son échelle)
- Un plan d'aménagement intérieur (respectant l'échelle du véhicule-cuisine)
- Des photos de l'intérieur et de l'extérieur du véhicule-cuisine

---

Annexe B
Critères de sélection

- Connaissance des enjeux liés à la restauration
- Créativité et originalité de l'offre culinaire
  - composition du menu
  - valeur ajoutée à l'offre gastronomique montréalaise
  - offre distincte de l'offre de restauration rapide déjà offerte au centre-ville
- Qualité de l'offre culinaire
  - goût et appréciation de l'offre
- Provenance des produits
  - approvisionnement en produits locaux
  - exclure la vente d'unités de produits préemballés ou usinés
  - être transformé par l'exploitant du véhicule-cuisine autorisé ou son équipe
  - traçabilité des produits
- Qualité du service
  - procédure de service, de la commande jusqu'au produit fini
  - praticabilité
- Apparence générale du véhicule-cuisine
  - apparence extérieure
  - affichage extérieur
  - aménagement intérieur
- Gestion écoresponsable
  - matières résiduelles (recyclage, déchets)
  - choix des contenants et des couverts
  - source d'énergie
- Disponibilité du véhicule-cuisine durant la période ciblée
- Qualité de la candidature
  - qualité de la présentation du dossier
  - qualité de la présentation du candidat devant le comité de sélection

---

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.20

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec la SDC Destination Centre-Ville pour la tenue de son projet « Le Petit Montréal », accorder une contribution de 75 000 $ et édicter les ordonnances permettant sa tenue

D'approuver la convention se terminant le 30 septembre 2019, à intervenir avec la Société de développement commercial Destination Centre-ville, pour la mise en oeuvre du projet Le Petit Montréal ;
D'accorder un financement de 75 000 $ à l'organisme, à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement ;

D'édicter, en vertu de l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), l'ordonnance B-3, o. xxx relative à la diffusion amplifiée de musique d'ambiance sur le site de l'événement « Le Petit Montréal » ;

D'édicter, le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), l'ordonnance autorisant la distribution d'articles publicitaires ou promotionnels au Square Philips ;

D'édicter, en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'ordonnance autorisant l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire, relative à l'événement « Le Petit Montréal » ;

D'édicter, en vertu de l'article 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), l'ordonnance P-1, o. xxx, relative à l'événement « Le Petit Montréal »

D'édicter, en vertu de l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2), l'ordonnance P-12-2 o. xxx relative au marquage au sol pour l'événement « Le Petit Montréal ».

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-29 14:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318017**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec la SDC Destination Centre-Ville pour la tenue de son projet « Le Petit Montréal », accorder une contribution de 75 000 $ et édicter les ordonnances permettant sa tenue

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux importants menés sur les infrastructures et le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et initiés par le Projet Sainte-Catherine ont un impact majeur sur l'achalandage du secteur. Afin de contrer les irritants auprès de la clientèle régulière de ses membres, la Société de développement commercial Destination Centre-ville a développé un certain nombre de projets dont le but est d'attirer et retenir la clientèle dans la périphérie immédiate du chantier. Un des points névralgiques de la première phase du chantier étant la portion De Bleury à Robert-Bourrassa, la SDC a déposé un projet d'animation du Square Philips. Le Petit Montréal est un projet d'animation étalé sur plusieurs mois, se voulant le reflet du savoir-faire et du savoir-être de Montréal. En ce sens, il constitue une mesure exceptionnelle créée par la SDC en marge du chantier et en marge de XP Centre-ville, destiné lui aussi à animer l'environnement de la rue Sainte-Catherine.
Le Petit Montréal a été jugé admissible au programme Réussir à Montréal (PRAM)-Sainte-Catherine, adopté par le conseil d'agglomération en 2017 pour son aspect mobilisateur permettant de soutenir le maintien de la vitalité commerciale durant les travaux. La décision d'accorder un financement de 100 000 $ au projet Le Petit Montréal via le PRAM-Sainte-Catherine, est inscrit à l'ordre du jour du comité exécutif du 6 juin.

Il s'agit, par le présent dossier, d'accorder un financement complémentaire de 75 000 $ à la SDC Destination Centre-ville pour soutenir une partie de la programmation du Petit Montréal et d'édicter les ordonnances qui lui permettront d'occuper et d'animer le Square Philips entre le 20 juin et le 30 août 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240125 - 12 mars 2019 : Édicter une ordonnance permettant à la Société de développement commercial Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public en marge du Projet Sainte-Catherine Ouest ;
CE18 2006 - 5 décembre 2018 : Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire alloués au PRAM-Sainte-Catherine - Volet réalisation d'activités et de projets mobilisateurs, en 2018, 2021 et 2022 / Autoriser un virement budgétaire de 2,1 M $ à l'arrondissement de Ville-Marie, entre 2018 et 2022, pour le déploiement d'un projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest.

DESCRIPTION

Le Petit Montréal est un projet visant à minimiser les impacts du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest. La Société de développement commercial Destination Centre-Ville propose d'aménager un espace aux usages multiples en plein coeur de la phase 1 du chantier Sainte -Catherine Ouest. Cet espace temporaire, pour lequel une animation serait déployée entre les mois de juin et de septembre 2019, permettrait ainsi d'aider à maintenir l'achalandage dans le secteur et dans les commerces, malgré les travaux majeurs à proximité. Ce projet comprend 4 volets :
1) Halte conviviale, espaces de repos;
2) L'art de vivre à la montréalaise (culture, jeux, etc.);
3) Découverte de la future rue Sainte-Catherine;
4) Accueil et information touristique.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Offrir un lieu de rassemblement et de détente au coeur des travaux;
- Faire découvrir le Centre-ville de Montréal, ses commerces, et le reste de ce que la métropole a à offrir;
- Mettre en valeur l'ADN de Montréal, la nouvelle rue Sainte-Catherine et l'identité du Square Phillips en tant que destination historique;
- Conserver une circulation fluide et agréable durant les travaux.

Ce projet vise quatre clientèles cibles : les touristes, les travailleurs, les résidants et la clientèle les commerces.

JUSTIFICATION

Le Petit Montréal est un projet qui cadre dans les objectifs du programme PRAM-Sainte-Catherine et du soutien historiquement accordé par l'arrondissement en matière d'animation des rues commerciales. L'objectif est de maximiser l'achalandage et la rétention de la clientèle en guide de mesure d'apaisement des travaux conserver l'attractivité du secteur pendant les travaux et de diminuer les irritants liés au chantier. Le projet présente de plus un intérêt marqué en matière d'expérience urbaine et de mise en valeur du savoir-faire montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique en usage, les modalités du soutien financier sont précisées dans le projet convention joint à la présente. Un premier versement constituant 80 % du soutien accordé sera fait à la signature de l'entente, un deuxième paiement, équivalent à 20 % du total accordé sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan de l'activité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lorsque le soutien financier est en lien avec une activité commerciale sur le domaine public, le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets, des matières recyclables et, si possible, des matières organiques. La saine gestion des matières résiduelles lors d'événements impliquant le public permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du *Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020* qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision négative d'accorder ce soutien hypothéquerait le projet selon la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SDC Destination Centre-ville est responsable de mettre en place le protocole de visibilité prévu dans l'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec la SDC Destination Centre-Ville pour la tenue de son projet « Le Petit Montréal », accorder une contribution de 75 000 $ et édicter les ordonnances permettant sa tenue

Aspect financier_GDD 1190318017.pdf
Le Petit Montréal_présentation_light.pdf
Convention_DCV_Petit_Montreal_2019.docx
B-3, o.xxx, Petit Montreal_2019.doc
CA-24-085 o xx distribution echantillons.doc
Ordonnance_01-282_Enseignes_2019.doc
P-1, o. xxx, Vente et consommation alcool.doc
P-12-2 o.xxx, marquage au sol_2019.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec la SDC Destination Centre-Ville pour la tenue de son projet « Le Petit Montréal », accorder une contribution de 75 000 $ et édicter les ordonnances permettant sa tenue

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318017

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE	119868

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		75 000,00 $						**75 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juillet	2019		30	septembre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 24 mai 2019 17:38:21


LE PETIT MONTRÉAL
Projet présenté par
DESTINATION CENTRE-VILLE MONTRÉAL

LE PETIT MONTRÉAL

Un vent de fraîcheur sur le centre-ville

Situé au Square Phillips, Le Petit Montréal sera un espace éphémère estival inspirant pour les touristes, résidents et travailleurs du centre-ville de Montréal. Par son caractère convivial et innovant, Le Petit Montréal compte transformer le chantier de la rue Ste-Catherine en une expérience rafraîchissante 100% montréalaise.



LE CONCEPT

1. Halte conviviale

- Espace verdoyant inspiré des beergardens de Berlin
- Grandes tables avec beaucoup d'assises
- Lumières de type «string lights»
- Musique d'ambiance et programmation collaborative avec les événements spéciaux qui animent déjà le secteur
- Halte ouverte tous les jours de début juillet à la fin septembre 2019





LE CONCEPT

2. Saveurs et créativité 100% Montréal

- Kiosque de nourriture opéré par différents restaurateurs montréalais
- Kiosque des produits de l'érable et kiosque de vente de fleurs coupées, en partenariat avec les Marchés Publics de Montréal (en cours de négociation)
- Kiosque de vente de bières exclusives brassées à Montréal et de jus frais préparés avec des fruits du marché
- Goûters emblématiques (bagels variés)
- Kiosque de vêtements et objets à l'effigie du Petit Montréal par des créateurs d'ici

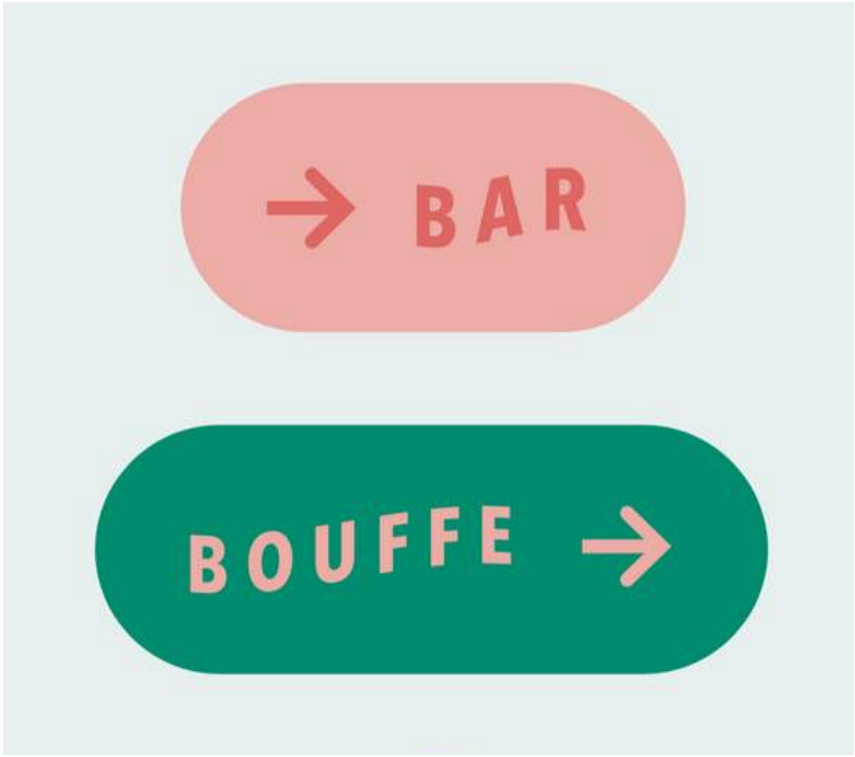




LE CONCEPT

3. Borne informative Rue Sainte-Catherine

- Présentation de la finalité des travaux : maquette 3D en démonstration avec description des travaux, panneaux explicatifs
- Mise en valeur de l'identité du Square Phillips en tant que destination historique de qualité au cœur du centre-ville et vue de la future place Phillips avec des projections murales



4. Station Découverte Ville de Montréal

- Suggestion de parcours dans la ville
- Tableau des activités incontournables à faire à Montréal
- Carte informative en collaboration avec Tourisme Montréa (présence de triporteurs et d'une équipe de 6 agents d'accueil à proximité)

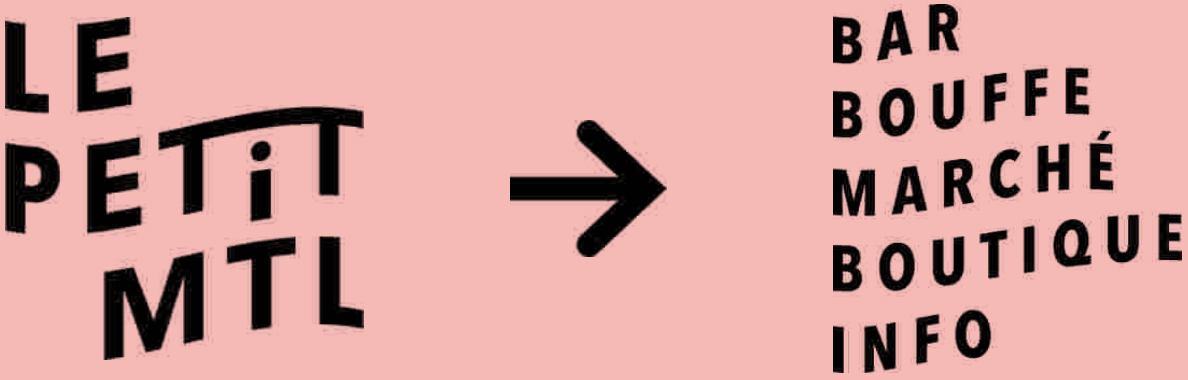
OBJECTIFS

- Offrir un lieu de rassemblement et de détente au coeur des travaux
- Faire découvrir le centre-ville de Montréal, ses commerces, et le reste de ce que la métropole a à offrir.
- Mettre en valeur l'ADN de Montréal, la nouvelle rue Ste-Catherine et l'identité du Square Phillips en tant que destination historique
- Conserver une circulation fluide et agréable pendant les travaux

RETOMBÉES

- Attractivité des commerces de la SDC conservée pendant les travaux
- Augmentation de la qualité de vie pour les résidents et travailleurs du secteur
- Maillage entre les différents publics du secteur
- Augmentation du sentiment d'appartenance des Montréalais
- Diminution des frustrations liées au chantier et augmentation de la compréhension des travaux
- Retombées économiques pour les commerces entourant Le Petit Montréal
- Retombées médiatiques médiatiques positives





Éléments clés de l'activation de la marque

- Nomination d'une mairesse du Petit Montréal
- Ligne rose guidant les visiteurs dans l'espace et signalisation dans le secteur
- Carte de citoyens(ennes) du Petit Montréal accordant des prix avantageux aux kiosques et chez les commerçants participants à proximité ainsi que des événements exclusifs
- Identité visuelle distinctive et rafraîchissante

Clientèle visée

- Touristes à la recherche d'une expérience montréalaise non conventionnelle
- Clientèle des commerces de la rue Ste-Catherine qui profitent d'une halte de repos sur leur chemin
- Résidents du centre-ville
- Travailleurs du secteur pour l'heure du lunch, les meetings hors normes et le 5 à 7

Plan d’actions en communications

- Une campagne de relations de presse solide débutant 1 à 2 mois avant l’ouverture
- Création du site web www.lepetitmontreal.ca
- Page Facebook Le Petit Montréal avec informations et événements
- Compte Instagram inspirant
- Création d’un hashtag officiel et d’une station à photo “selfie”
- Une Mairesse porte-parole qui fait rayonner l’ADN du Petit Montréal
- Infolettre grand public et infolettre spécifique aux Citoyens(ennes) du Petit Montréal
- Création d’une rubrique "Vu dans le petit Montréal" dans le magazine Montréal Centre-Ville





IDENTITÉ DE MARQUE

Une identité visuelle qui s'inspire directement du caractère éclectique et stimulant du centre-ville tout en jouant sur une simplicité pleine de subtilités, jusque dans le choix des couleurs et les détails. Typographie tout en mouvement qui rappelle à la fois le courant du fleuve St-Laurent et les reliefs du Mont-Royal.

Une identité:

Rafraîchissante.
Vivante.
Rétro.

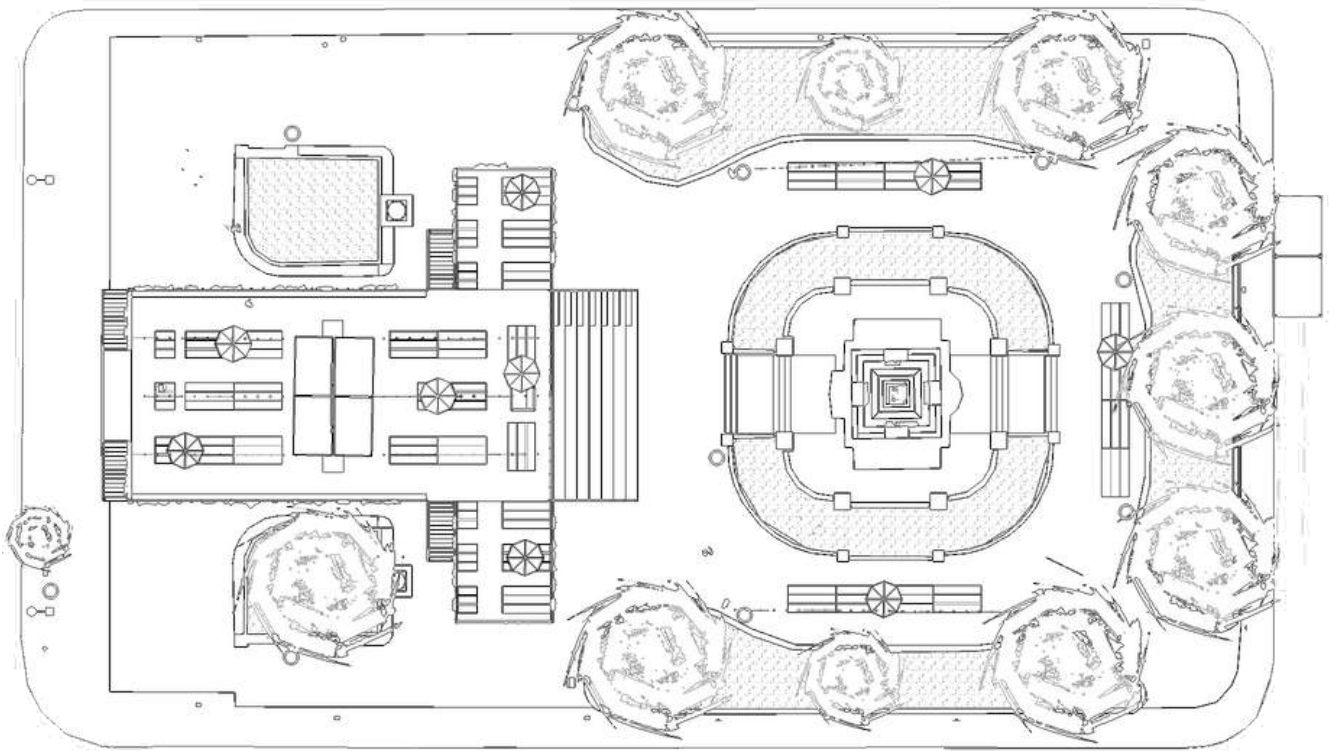


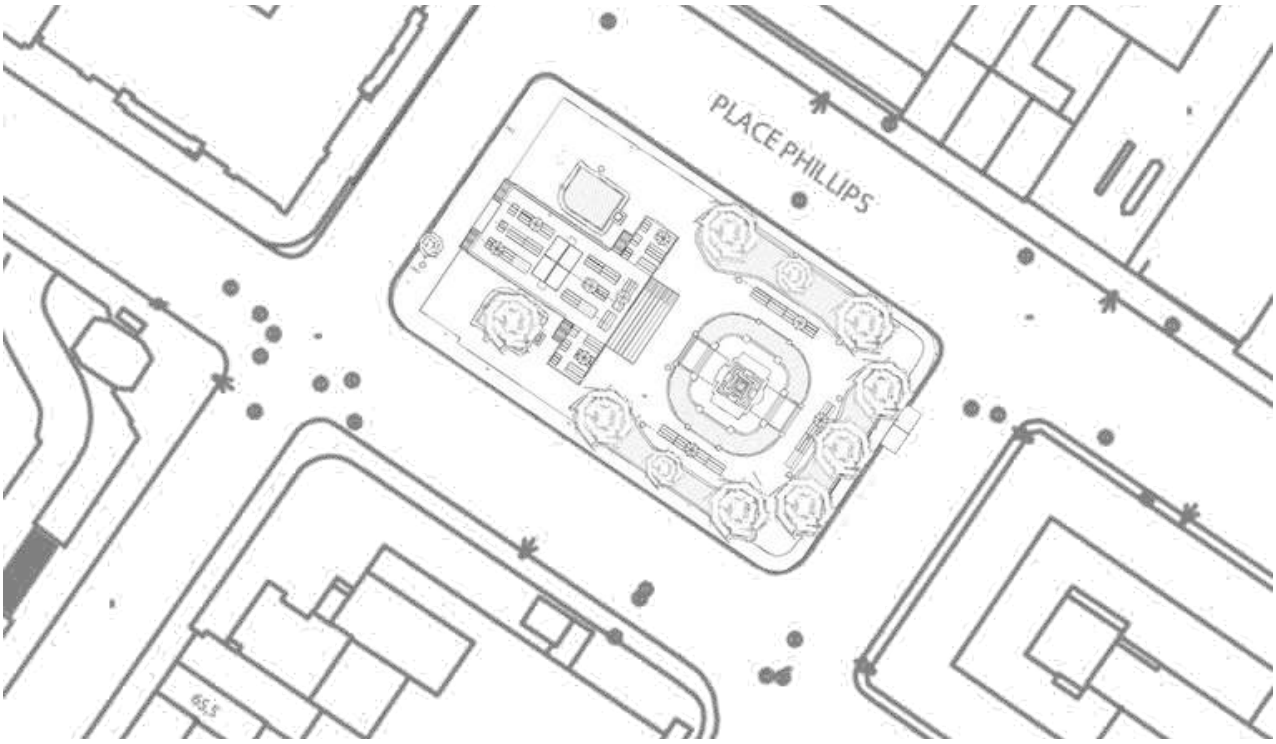
VUE D'ENSEMBLE





VUE D'ENSEMBLE





LES CERVEAUX DERRIÈRE LE PROJET

DESTINATION CENTRE-VILLE

La société de développement commercial (SDC) Destination centre-ville est organisme à but non lucratif. Elle regroupe plus de 8 000 entreprises situées entre l'avenue Atwater et la rue Saint-Urbain et entre la rue Sherbrooke et la rue Saint-Antoine. Fondée en 1999, elle constitue la plus grande société de développement commercial du genre au Canada. Sa mission est de contribuer à faire du centre-ville de Montréal un endroit propre, sécuritaire et dynamique de classe mondiale et où il est agréable d'y magasiner, d'y travailler et d'y vivre.

CONTACT :
Emile Roux
Directeur général
eroux@destinationcentreville.com

ÎLOT 84

ÎLOT 84 a pour mission de revitaliser des espaces urbains par le biais de projets culturels, professionnels et artistiques. Composée de cinq entrepreneurs chevronnés du domaine de l'événementiel, l'équipe d'ÎLOT 84 porte une vision d'une ville effervescente et dynamisée par des lieux communs qui sortent de l'ordinaire. Idéation, production, développement : toutes les phases d'un projet sont réalisées par l'équipe polyvalente et ambitieuse du projet.

CONTACT :
Marie-Pier Tessier De L'Étoile
Directrice générale
mp@ilot84.co

Philippe Pelletier
Directeur programmation & relations publiques
philippe@ilot84.co

L'ÉQUIPE



Marie-Pier Tessier De L'Étoile

Directrice Générale



Vincent Paquette

Directeur - Projets spéciaux



Emilie Wake

Directrice - Marketing & partenariats



Philippe Pelletier

Directeur - Programmation & Relations publiques



Laurent Lussier

Directeur - Production



Philippe Richard

Directeur - Commercialisation



Alexandra St-Germain

Coordonnatrice - Ventes et commandites



Kalthoum Sitta

Coordonnatrice - Programmation

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE,** personne morale légalement régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19), dont l'adresse principale est 2000, rue Peel, bureau 580, Montréal, Québec, H3A 2W5 agissant et représentée par monsieur Émile Roux, directeur général, , autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 8 février 2019.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande de soutien financier exceptionnel en appui au projet *Le Petit Montréal,* élaboré pour contrer les effets du chantier de la rue Sainte-Catherine sur sa fréquentation (ci-après appelé le « Projet »);

ATTENDU que l'Arrondissement accepte de soutenir financièrement le projet développé par la SDC et présenté en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande ») en tant que soutien Hors programme.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet *Le Petit Montréal*.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités établies dans la présente entente, et ce, toute la durée de la présente convention;

3.4 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles du programme, pour les quelles la contribution financière est accordée, présentées à l'**Annexe D**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande;

4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine le 30 septembre 2019, sous réserve des dispositions prévues aux présentes.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de SOIXANTE QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de SOIXANTE MILLE DOLLARS (60 000 $) dans les plus brefs délais après la

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.11 de la présente convention;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 20 % de la contribution, soit un montant de QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Émile Roux
Directeur général
Société de développement commercial Destination centre-ville
2000, rue Peel, bureau 580
Montréal (Québec) H3A 2W5

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de_____2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____2019

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE

Par : _____
Émile Roux, directeur général

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 240___ du conseil, lors de la séance du 5 juin 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Le Petit Montréal est un projet visant à minimiser les impacts du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest.

La Société de développement commercial Destination Centre-Ville propose d'aménager un espace aux usages multiples en plein cœur de la phase 1 du chantier Sainte-Catherine Ouest. Cet espace temporaire, pour lequel une animation serait déployée entre les mois de juin et de septembre 2019, permettrait ainsi d'aider à maintenir l'achalandage dans le secteur et dans les commerces, malgré les travaux majeurs à proximité.

Un projet en 4 volets :

1) Halte conviviale, espaces de repos;
2) L'art de vivre à la montréalaise (culture, jeux, etc.);
3) Découverte de la future rue Sainte-Catherine;
4) Accueil et information touristique.

Ses objectifs :

- Offrir un lieu de rassemblement et de détente au coeur des travaux;
- Faire découvrir le Centre-ville de Montréal, ses commerces, et le reste de ce que la métropole a à offrir;
- Mettre en valeur l'ADN de Montréal, la nouvelle rue Sainte-Catherine et l'identité du Square Phillips en tant que destination historique;
- Conserver une circulation fluide et agréable durant les travaux.
- Ce projet vise quatre clientèles cibles : les touristes, les travailleurs, les résidants et la clientèle les commerces.

Le concept :

Situé au milieu du Square Phillips, Le Petit Montréal sera une oasis inspirante pour les touristes, résidents et travailleurs du centre-ville de Montréal.

Il proposera plusieurs espaces publics aménagés, ouvert à toutes et à tous, avec plusieurs vocations :

1) **Un jardin public** : Directement inspirés des Beergarden de Berlin, Le Petit Montréal se veut un espace verdoyant au coeur d'un centre-ville dynamique et offrant d'innombrables possibilités aux visiteurs de s'y arrêter pour se détendre entre deux sessions de magasinage, ou simplement se retrouver entre collègues et amis après le travail.
2) **Marché 100% Montréal** : L'un des principaux objectifs du projet est d'être une vitrine de ce qui se fait de mieux à Montréal et qui constitue son ADN. Tous les produits offerts au kiosque seront 100% montréalais. L'espace comprendra aussi une section «marché», avec des kiosques qui pourraient être occupés par certains marchands en lien avec les Marchés Publics de

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Montréal ou encore de jeunes designers montréalais qui souhaiteraient présenter et promouvoir leurs créations.

3) **Kiosque Sainte-Catherine** : un autre objectif important du projet est de transformer les nuisances des travaux en opportunité pour faire découvrir le centre-ville de Montréal, ses commerces, et le reste de ce que la métropole a à offrir! On propose donc d'aménager un kiosque d'information dans lequel on retrouverait plusieurs informations sur l'histoire de la rue Sainte-Catherine, la transformation qu'elle subit et les maquettes 3D de ce dont elle aura l'air une fois les travaux terminées. Montrer le chantier plutôt que de le cacher pour faire découvrir la future Sainte-Catherine !

4) **Kiosque J'aime Montréal !** : En plus de faire la promotion de la rue Sainte et des secrets qu'elle recèle, Le Petit Montréal se veut une vitrine de ce qui se fait de mieux dans la métropole. Les installations comprendront ainsi des espaces ludiques afin de faire découvrir la ville de Montréal, cartes géantes interactives avec des parcours touristique suggérés (parcours gourmand, parcours historique, parcours café, parcours aventure), mur de partage : J'aime Montréal parce-que …, mur interactif avec des expressions typiques Montréalaises.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

RÉSUMÉ BUDGET INITIAL - LE PETIT MONTRÉAL

REVENUS	Qté	Taux		
FONDS PUBLICS / FONDS PROPRES				**%**
SDC Destination Centre-Ville	1,00	$75 000,00	$75 000,00	
Ville de Montréal - PRAM Ste-Catherine	1,00	$100 000,00	$100 000,00	
Arrondissement Ville-Marie	1,00	$75 000,00	$75 000,00	
MAMOT - FIRM	1,00	$75 000,00	$75 000,00	
Tourisme Montréal - EPRT	1,00	$75 000,00	$75 000,00	
Sous-total FONDS PUBLICS			**$400 000,00**	**47%**
COMMANDITES				
Commandites globales	1,00	$50 000,00	$50 000,00	
Sous-total COMMANDITES			**$50 000,00**	**6%**
REVENUS AUTONOMES				
Ventes au bar	3,00	$125 000,00	$375 000,00	
Loyer Café	3,00	$2 000,00	$6 000,00	
Loyer Restaurateur	6,00	$2 000,00	$12 000,00	
Sous-total REVENUS AUTONOMES			**$393 000,00**	**47%**
TOTAL REVENUS			**$843 000,00**	

COÛTS				
Ressources humaines et administration			$260 000,00	32%
Production (aménagement, scénographie, technique)*			$260 000,00	32%
Programmation			$50 000,00	6%
Communications & marketing			$40 000,00	5%
Commercialisation (achats marchandises)		0,5	$187 500,00	23%
Logistique / opérations			$25 000,00	3%
TOTAL COÛTS DE PRODUCTION			**$822 500,00**	
BUDGET DE CONTINGENCE / IMPRÉVUS			$20 500,00	2%
TOTAL REVENUS			**$843 000,00**	

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS
- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS
Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :
- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D

DÉPENSES ADMISSIBLES FAISANT L'OBJET DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Les dépenses directement liées au projet qui sont admissibles :

- Les coûts de main-d'œuvre (salaires) engagés par l'organisme pour la réalisation du projet, ce qui exclut les coûts de main-d'œuvre affectée au fonctionnement de l'organisme (employés permanents);

- Les frais d'honoraires professionnels externes versés à des experts impliqués dans la réalisation du projet ;

- Les frais directement liés à la conception, à la réalisation et à la mise en œuvre du projet, principalement : l'achat ou la production de matériel, la promotion et la mise en marché, la location d'équipement, le déplacement et le séjour, la formation.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la diffusion amplifiée de musique d'ambiance sur le site de l'événement « Le Petit Montréal »**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la diffusion de musique amplifiée à l'extérieur est permise, à des fins d'ambiance, au Square Phillips dans le cadre de l'événement Le Petit Montréal, aux seules dates et heures définies :

2. Cette autorisation est valable du 20 juin au 30 août 2019, de 10 h à 23 h.

3. Que le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 95 dBC, LAeq 1 minute, mesuré à 5 m des appareils sonores en tout temps

4. Que cette dérogation au règlement sur le bruit ne prévaut qu'aux dates pour lesquelles un permis a été émis par l'arrondissement en vertu du Règlement sur les promotions commerciales (P-11) et se limite à la musique d'ambiance. La tenue d'un concert ou d'un spectacle sur scène en est exclue.

5. Que l'utilisation de mégaphones est prohibée à des fins de diffusion de musique.

– –

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318017) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. xx **Ordonnance relative à l'événement « Le Petit Montréal »**

Vu le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085)

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Dans le cadre de l'activité « Le Petit Montréal », les établissements et commanditaires autorisés par le promoteur sont autorisés à distribuer des articles publicitaires ou promotionnels au Square Philips.

Cette autorisation est valable du 20 juin au 30 août 2019, de 10 h à 23 h.

Le directeur désigné de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318017) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. xxx **Ordonnance sur l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire, relative à l'événement « Le Petit Montréal »**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Tout projet d'affichage, de projection ou de pavoisement de nature événementielle, commerciale ou promotionnelle destiné au public et relié à un événement civique, culturel, touristique, commémoratif, communautaire, commercial ou similaire à se tenir au cours de l'année 2019 doit être autorisé par l'arrondissement de Ville-Marie.

2. À l'exception des communications produites par l'arrondissement de Ville-Marie et de l'affichage émanant du Partenariat du Quartier des spectacles, aucune enseigne annonçant une programmation régulière ou des activités d'un organisme ou d'un lieu de diffusion n'est autorisée.

3. Les demandes relatives à un projet d'affichage décrit au paragraphe 1 doivent être déposées, selon leur nature, auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

4. Aucune installation d'enseigne, de bannière ou projection destinée à faire la promotion d'un événement, d'une fête, d'une manifestation ponctuelle ou d'une activité commerciale ne peut se faire sans l'autorisation écrite de l'une ou l'autre des Directions mentionnées précédemment.

4. La demande d'autorisation de réaliser un projet d'affichage de nature promotionnelle doit être faite à partir du formulaire de demande conçu à cette fin. Ce formulaire peut être obtenu auprès des deux Directions responsables. Il doit parvenir, dûment complété et accompagné de toutes les pièces explicatives à joindre au moins vingt (20) jours ouvrables (quatre (4) semaines) avant la date prévue pour l'installation.

5. La présente ordonnance autorise l'affichage événementiel, commercial ou promotionnel relié à un tel événement ponctuel pour un maximum de trente (30) jours. Soit un maximum de dix (10) jours précédant le début de l'événement et à un maximum de deux (2) jours après sa fin.

7. Le nombre maximal d'enseignes pour un même événement est limité à trois (3).

8. Une enseigne doit rencontrer les conditions suivantes :

- lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, sa superficie ne peut excéder douze (12) mètres carrés (129 pieds carrés) par face et sa hauteur maximale ne peut excéder 1,2 mètres (3 pieds 4 pouces);
- lorsqu'elle est installée sur une propriété privée, sa superficie ne peut excéder trente (30) mètres carrés (323 pieds carrés) par face et sa hauteur ne doit pas excéder trois (3) mètres (9 pieds 8 pouces);
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette fin sur les immeubles adjacents;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- lorsqu'elle est située au-dessus de l'emprise d'une voie publique, un dégagement minimal de cinq (5) mètres (16 pieds) est exigé sous l'enseigne.

9. Le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

10. Aucune enseigne ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain ainsi qu'à un balcon, une galerie, un escalier, etc.

11. Le texte ou le message installé sur l'enseigne, la banderole ou la projection doit accorder un espace **prépondérant** à la promotion de l'événement, soit sont logotype, son nom ou un slogan. La visibilité laissée à un ou des commanditaire(s) ne doit pas dépasser le tiers de la superficie du support publicitaire utilisé.

12. Toute structure d'affichage**,** enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilités associées. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur.

13. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

14. Pour des raisons de sécurité ou encore en cas de conflit de dates ou de localisation, la Ville de Montréal se réserve le droit de limiter le nombre d'enseignes qui seront installées ou de refuser l'installation de certaines de celles-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318017*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *, date de son entrée en vigueur*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. xxx **Ordonnance relative à l'événement « Le Petit Montréal »**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non alcooliques, ainsi que de consommer ces boissons, dans l'espace aménagé pour l'activité Le Petit Montréal au Square Philips. La vente et la consommation d'alcool n'est permise que sur la terrasse aménagée à cette fin.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons alcooliques ou non doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique.

Cette autorisation est valide exclusivement dans les zones identifiées du Petit Montréal et selon les horaires et les événements suivants :

Vente d'objets promotionnels, vente et consommation de nourriture
Dans les zones du Square Philips identifiées « Le Petit Montréal ».
Cette autorisation est valable du 20 juin au 30 août 2019, de 10 h à 23 h.

Vente et consommation d'alcool
Dans les zones du Square Philips identifiées « Les apéros gourmands »
Cette autorisation est valable du 20 juin au 30 août 2019, de 15 h à 22 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318017) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12-2 o.xxx **Ordonnance relative au marquage au sol pour l'événement « Le Petit Montréal »**

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la peinture temporaire sur chaussée est exceptionnellement permise sur le site du square Phillips pour l'événement Petit Montréal, de l'ordonnance CA 24-085 édictée en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir ou le passage doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable du 20 juin au 30 août 2019, en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318017) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318017

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention se terminant le 30 septembre 2019, à intervenir avec la Société de développement commercial Destination Centre-ville, pour la mise en oeuvre du projet Le Petit Montréal ;

Accorder un financement de 75 000 $ à l'organisme, à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 75 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		75 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par la demande d'achat numéro 601521
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-28**

Date et heure système : 28 mai 2019 15:36:21

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.21

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'association des marchands de la rue Crescent et la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » une contribution totale de 85 000 $

D'approuver la convention se terminant le 31 juillet 2019, à intervenir avec l'Association des marchands de la rue Crescent en soutien au Festival Grand Prix 2019 et accorder une contribution de 35 000 $;
D'approuver la convention se terminant le 31 octobre 2019, à intervenir avec la Société de développement commercial du Quartier latin Destination Centre-ville en soutien au Festival *OUMF 2019* et accorder une contribution de 50 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 14:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'association des marchands de la rue Crescent et la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » une contribution totale de 85 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Soucieux de poursuivre la mise en place des conditions de dynamisation économique des différents secteurs de son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie a, le 5 décembre 2018, adopté un nouveau Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019 - 2020. En vertu des dispositions prévues au « Volet 2 - Soutien à l'animation, à la promotion, à la mise en valeur ou au développement commercial », les projets soumis par les associations de commerçants, les sociétés de développement commercial et les obnl qui leur sont associés sont admissibles. Comme le prévoit le programme, les demandes de soutien reçues au 15 mai ont été analysées par un comité ad hoc formé de représentants du Service du développement économique de la Ville de Montréal, de PME Mtl et de la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement.
Il s'agit, par la présente, d'approuver deux de ces demandes de soutien, celles-ci s'étant qualifiées aux critères du programme et ayant été évaluées par le comité d'analyse lors d'une rencontre tenue le 22 mai 2019 et d'approuver les projets de convention à intervenir avec les organisations bénéficiaires, soit l'Association des marchands de la rue Crescent, et la Société de développement commercial Quartier latin. La première a formulé une demande de 35 000 $ en appui à l'organisation du Festival Grand Prix sur Crescent alors que la demande du SDC Quartier latin vise l'organisation du festival de la rentrée Oumf.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240156 - 9 avril 2019 : Autoriser une affectation de surplus, approuver les conventions avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, la Société de développement Destination Centre-ville, Art souterrain et la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 » et accorder une contribution totale de 478 000 $
CA18 240639 - 5 décembre 2018 : Approuver le Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 et approuver la grille d'évaluation des demandes de soutien financier économique ;

CA18 240243 - 8 mai 2018 : Approuver, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018, la convention avec la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC), se terminant le 31 décembre 2018, pour la réalisation de l'événement MTL en Arts et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 25 000 $

DESCRIPTION

Un projet est admissible au soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur ou le développement commercial dans la mesure où il s'inscrit dans un des cinq axes du Programme de soutien au développement économique et commercial 2019-2020. Les projets apparaissant au tableau ci-haut remplissent tous cette condition. Le comité d'évaluation, chargé de mesurer la pertinence et de l'impact de ces projets sur la dynamique d'affaires des secteurs commerciaux où ils se tiendront leur a attribué des scores supérieurs à 75 %.
Festival Oumf : Chaque année depuis 9 ans, le Festival OUMF marque la rentrée étudiante. Piétonnisant la rue pour une durée de 4 jours, l'événement propose une programmation musicale et d'animation diversifiée. Humour (depuis 2015), animations ludiques (2016), les sports, l'art de la rue ponctuent les rues Saint-Denis et Emery. En 2019, Oumf réintégrera son espace d'origine, la Place Pasteur, dont les travaux seront terminés au cours de l'été et contribuera à marquer les festivités anniversaires de la création de l'UQAM.

L'achalandage à Oumf est en augmentation constante à chaque édition. En 2018, la foule a été estimée à 130 000 personnes. Le jeudi est toujours consacré à la musique francophone et aux artistes locaux, en collaboration avec l'UQAM. Le vendredi, Oumf accueille les vedettes internationales Old School et le samedi est à saveur rap, très populaire auprès des étudiants. Le festival compte sur l'appui d'un grand nombre de partenaires, tels M pour Montréal, Desjardins, Fido et Jansport. Avec l'aide de ces commanditaires majeurs, l'événement continue de favoriser des investissements privés additionnels.La participation financière et logistique du PQDS constitue aussi une contribution importante pour la SDC. Les commerçants, pour leur part, sont comblés par l'achalandage dont ils bénéficient.

Festival Grand Prix sur Crescent : Le Grand Prix du Canada est l'événement touristique, considéré comme l'un des plus importants en sol montréalais. Les retombées économiques s'élevaient à $42,4 millions de dollars en 2015. La rue Crescent contribue largement à ce phénomène depuis 20 ans avec son Festival du Grand Prix. Ce festival a pour but de promouvoir la rue Crescent à l'échelle mondiale tout en la solidifiant en tant que destination de nightlife Montréalais. En chiffres, la rue Crescent attire plus de 500,000 personnes dont 65.7% entre 19 et 30 ans et 76.5% proviennent du Québec durant ces 3 jours de festivités. La programmation de 2019 comprendra des prestations musicales de type Oktoberfest, des soirées DJ's, un concours Ms Oktoberfest et une compétition de cuisine Allemande. Le budget consacré au Grand Prix sur Crescent atteint 187 458 $ selon l'association.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi un peu plus de 8 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et à la fois centre-ville de classe mondiale. Les projets visés par ce sommaire décisionnel sont jugés propices à retenir la clientèle, à stimuler l'achalandage, à améliorer les pratiques d'affaires et ainsi contribuer à l'activité économique locale. Ils s'inscrivent dans l'un ou l'autre des grands axes du programme et sont financés en grande partie par des contributions de tiers mais ne pourraient se réaliser sans la contribution financière de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique en usage, les modalités du soutien financier sont précisées dans le projet convention joint à la présente. Un premier versement constituant 80 % du soutien accordé sera fait à la signature de l'entente, un deuxième paiement, équivalent à 20 % du total accordé sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan de l'activité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur les promotions commerciales édicte certaines règles en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles lors des promotions commerciales. Lorsque le soutien financier est en lien avec une telle promotion, le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets, des matières recyclables et, si possible, des matières organiques. La saine gestion des matières résiduelles lors des promotions commerciales permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020 qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien financier de l'arrondissement est essentiel à la réalisation de chacun des projets soumis, aucun des demandeurs n'étant en mesure d'en assumer l'ensemble des coûts, seul et l'arrondissement n'ayant pas les compétences pour assurer cette responsabilité sur le domaine public commercial.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Chacune des conventions fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre des projets faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de l'aide financière se fera selon les modalités du programme et de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-05-27
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'association des marchands de la rue Crescent et la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » une contribution totale de 85 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318013.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318013

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Accorder une contribution de 35 000 $ à l'Association des marchands de la rue Crescent en soutien au Festival Grand Prix 2019;
Accorder une contribution de 50 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin Destination Centre-ville en soutien au Festival OUMF 2019."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **85 000,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		85 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: **85 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **85 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par les demandes d'achat numéros **601207 / 601210**
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-27**

Date et heure système : 27 mai 2019 13:31:28

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318013

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association des marchands de la rue Crescent	140204
2.	Société de développement commercial Quartier latin	118994

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		85 000,00 $						**85 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2019		31	octobre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 27 mai 2019 10:17:52

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **ASSOCIATION DES MARCHANDS DE LA RUE CRESCENT,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 1176 rue Bishop, Bureau 206, Montréal, Québec, H3G 2E3, agissant et représentée par monsieur Steve Sozios, président, dûment autorisé à cette fin par une résolution du Conseil d'administration en date du _____;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre à promouvoir la rue Crescent et les activités commerciales de ses membres ;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour le projet **Festival Grand Prix sur Crescent 2019** (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.
LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet **Festival Grand Prix sur Crescent 2019**.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise ;

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles du programme, pour les quelles la contribution financière est accordée, présentées à l'**Annexe D**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine au 31 juillet 2019.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de vingt huit mille dollars (28 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté un plan de communication et de visibilité révisé pour l'Arrondissement, tel qu'exigé au paragraphe 3.11 de la présente convention;
- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement une déclaration confirmant avoir complété le financement total requis à la réalisation du Projet et détaillant les sources de revenus et les montants obtenus.

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de sept mille dollars (7 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Steve Sozios
Président

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ASSOCIATION DES MARCHANDS DE LA RUE CRESCENT
1176 rue Bishop, Bureau 206,
Montréal, Québec, H3G 2E3

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de_____2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____2019

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ASSOCIATION DES MARCHANDS DE LA RUE CRESCENT

Par : _____
Steve Sozios, Président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318013, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 _____ du conseil, lors de la séance du 5 juin 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

RÉSOLUTION

À insérer lorsque obtenue

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Le Grand Prix du Canada est l'événement touristique, considéré comme l'un des plus importants en sol montréalais. Les retombées économiques s'élevaient à $42,4 Millions de dollars en 2015. La rue Crescent contribue largement à ce phénomène depuis 20 ans avec son Festival du Grand Prix.

Ce Festival à pour but de promouvoir la rue Crescent à l'échelle mondiale tout en la solidifiant en tant que destination de nightlife Montréalaise. C'est un événement qui rejoint les Montréalais et les gens des alentours en tant que lancement officiel de l'été; tout en contribuant tellement à la vitalité économique de façon novatrice (de la ville de Montréal) que plusieurs autres rues se sont inspiré de notre événement

Statistiques:

- + de 500,000 personnes sur 3 jours
- 45% femmes / 55% hommes
- 65.7% entre 19 et 30 ans
- 76.5% des visiteurs proviennent du Québec

Couverture médiatique:

1. Facebook:
   - 513,645 impressions des publications au total
   - 2,056 nouveaux abonnés
   - 14% de croissance nette
2. Instagram:
   - 454,357 impressions des campagnes publicitaires
   - 2,007 nouveaux abonnés
   - 801% de croissance d'abonnés
3. Adwords et Bannières IAB:
   Plus de 2.3 Millions d'impressions des bannières et des campagnes d'affichage sur Google (incluant 635,000 impressions des publicités Facebook)
4. Sites Web:
   - Site de l'événement https://crescentgrandprix.com
   - Site de l'Association des Marchands de la rue Crescent www.crescentmontreal.com
5. Radio:
   - 6 stations de radio
   - 15 millions d'auditeurs
   - Campagne sur 2 semaines
   - Mentions radio en direct
   - Diffusions radio en direct
   - Entrevues radio en direct

Valeur estimée de la couverture médiatique **7 416 522 $**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Budget d'opération (estimatif) 2019-05-27

Items	**Coûts**
Coûts d'infrastructure du site	
Barricades	
Signalisation de la rue	
Camion de remorquage pour signalisation	
Affiches jaunes de fermeture de rue	
Poubelles	
Fermture de MP Parking	
Terraces et Chapiteaux	
Décorations	
Assurances	
Lampes Chauffantes	
Location (Chaises, Tables et Blocs de Ciment)	
Location d'un camion pour équipement et rangement	
Sous-Total	**$50,500.00**
Publicité	
Posters évennementiels/Graphics	
Communiqués de presse (Français et Anglais) CNW Newswire	
Publicité Radio	
Bannières de scène	
Sous-Total	**$23,000.00**
Personnel	
Équipe de nettoyage de rue	
Premier soins	
Gardes de sécurité	
Superviseur de sécurité	
Radios pour sécurité	
Photographes	
Vidéographes	
Coordination sur le site / Superviseur	
Équipe de montage	
Équipe de démontage	
Équipe évennementielle	
Sous-Total	**$67,658.00**
Scène, Son & Éclairage	
Scène, Son & Éclairage	
Son	
Lumières	
Génératrices	
Gaz pour génératrices	
Loges	
Sous-Total	**$20,000.00**
Divertissement	
Bands style Oktoberfest	

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

DJ's	
Équipement de DJ's	
Phanfare	
Coûts pour célébrités	
Ms Oktoberfest Concours	
Compétition de cuisine Allemande	
Sous-Total	**$16,300.00**
Total	**$157,458.00**
Frais de gestion	**$10,000.00**
Grand Total	**$187,458.00**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D

DÉPENSES ADMISSIBLES FAISANT L'OBJET DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Les dépenses directement liées au projet qui sont admissibles :

• Les coûts de main-d'œuvre (salaires) engagés par l'organisme pour la réalisation du projet, ce qui exclut les coûts de main-d'œuvre affectée au fonctionnement de l'organisme (employés permanents);

• Les frais d'honoraires professionnels externes versés à des experts impliqués dans la réalisation du projet ;

• Les frais directement liés à la conception, à la réalisation et à la mise en œuvre du projet, principalement : l'achat ou la production de matériel, la promotion et la mise en marché, la location d'équipement, le déplacement et le séjour, la formation.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 350, rue Emery, Montréal, QC, H2X 1J1, agissant et représentée par Madame Angélique Lecesve, directrice générale, dûment autorisée à cette fin par une résolution du Conseil d'administration en date du _____;

No d'inscription TPS : R137954954
No d'inscription TVQ : M1016668423

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour le projet OUMF 2049 (ci-après appelé le « Projet »).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.
LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet OUMF 2019.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise ;

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles du programme, pour les quelles la contribution financière est accordée, présentées à l'**Annexe D**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine au 31 octobre 2019.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de quarante mille dollars (40 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté un plan de communication et de visibilité révisé pour l'Arrondissement, tel qu'exigé au paragraphe 3.11 de la présente convention;
- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement une déclaration confirmant avoir complété le financement total requis à la réalisation du Projet et détaillant les sources de revenus et les montants obtenus.

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de dix mille dollars (10 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Angélique Lecesve
Directrice générale

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Société de développement commerciale Quartier latin
350, rue Emery
Montréal, (Québec), H2X 1J1

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de_____2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____2019

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN

Par : _____

Angélique Lecesve, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318013, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 _____ du conseil, lors de la séance du 5 juin 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

RÉSOLUTION

À insérer lorsque obtenue

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Véritable célébration de la découverte musicale et artistique, OUMF s'affirme comme la fête de la rentrée culturelle et étudiante à Montréal, du 4 au 7 septembre 2019, sur une rue Saint-Denis piétonne de Sherbrooke à Sainte-Catherine. Les participants auront droit à quatre jours denses en offre musicale, artistique, sportive et ludique, transformant le Quartier Latin en un immense block party où les activités seront gratuites et accessibles à tous.

Les objectifs du OUMF sont, entre autre, d'augmenter l'achalandage dans le Quartier tout en faisant découvrir l'art émergent et le Quartier Latin aux nouveaux étudiants de la ville de Montréal. Le tout dans une ambiance festive. Il va de soi que cet événement se veut aussi une possibilité pour les marchands et la SDC de faire connaître leur commerce et pour la SDQL de publiciser les offres culturelles et marchandes disponibles. OUMF est aussi une occasion de créer de nouveaux partenariats avec les associations étudiantes du grand Montréal tout en assurant une vitalité culturelle du quartier ainsi qu'une programmation diversifiée.

De plus, c'est l'occasion de développer des partenariats avec la communauté d'affaire que sont les propriétaires des locaux vacants soit pour offrir une plus grande offre culturelle pendant le festival avec une potentielle occupation des lieux par des artites d'arts contemplatifs. Les ententes avec les commerces ludiques du quartier sont aussi en cours de renouvellement. Un parcours es organisé avec leur collaboration afin d'offrir des activités ludiques aux passants pendant la durée du OUMF.

Les partenariats antérieurs sont aussi en voie d'être reconduits, soit le partenariat avec l'UQAM et potentiellement CHOC, radio étudiantes de l'université. Aussi, les partenariats d'entente de contributions avec des partenaires tel Desjardins 360d et PABST sont en voie d'être renouvelés à divers échelles. Des démarches sont aussi en cours pour arriver à obtenir de nouveaux partenariats et tenter d'impliquer encore plus la communauté d'affaire du grand Montréal dans la réalisation du OUMF 2019.

L'essentiel de la programmation musicale et artistique du OUMF est en cours d'élaboration.

Nombre de personne attendues pour l'édition 2019 : 95 000. Cela devrait avoir des retombées économique directe et observable pendant l'événement sur les marchands, car les participants consomment directement dans le quartier, mais aussi à plus long terme car connaissant l'offre disponible dans le Quartier Latin, les gens sont plus enclins à y revenir quotidiennement.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D

DÉPENSES ADMISSIBLES FAISANT L'OBJET DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Les dépenses directement liées au projet qui sont admissibles :

• Les coûts de main-d'œuvre (salaires) engagés par l'organisme pour la réalisation du projet, ce qui exclut les coûts de main-d'œuvre affectée au fonctionnement de l'organisme (employés permanents);

• Les frais d'honoraires professionnels externes versés à des experts impliqués dans la réalisation du projet ;

• Les frais directement liés à la conception, à la réalisation et à la mise en œuvre du projet, principalement : l'achat ou la production de matériel, la promotion et la mise en marché, la location d'équipement, le déplacement et le séjour, la formation.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Budget OUMF 2019			
DÉPENSE EN ESPÈCES			
Soutien aux bénévoles			
Formation			
Nourriture et boissons		2 050,00 $	
Transport et stationnement		150,00 $	
Vêtements distinctifs		400,00 $	
Reconnaissance		400,00 $	
contingence			
S-total soutien aux bénévoles			3 000,00 $
Artistes, artisants et interprètes			
Locaux		65 600 $	
Externes		20 500 $	
Dépenses		5 000 $	
Transport		2 200 $	
Licence		2 100 $	
Contingence			
S-total artites, artisants et interprètes			95 400 $
Événement et emplacement			
Mise en place de site		26 900 $	
Location de salle		1 000 $	
Exposition		1 000 $	
Location équipement technique		25 500 $	
Location de barrières de sécurité		3 000 $	
Location de toilettes potables		2 150 $	
Gestion des déchets, service de location		2 000 $	
Sécurité		15 000 $	
Contingence			
S-total production			76 550 $
Promotion			
Signalisation	16 600 $		
Signalétique	7 500 $		
Pavoisement	9 500 $		
Site Web	3 000 $		
Publicités	4 000 $		
Contingence			
S-total promotion			40 600 $

Gestion du projet		
Direction technique et artistique	75 000 $	
Frais de fonctionnement	8 750 $	
Assurance responsabilité	1 000 $	
S-total Gestion de projet		84 750 $
TOTAL DES DÉPENSES		**300 300 $**
SOURCE DE FINANCEMENT - En espèce		
Recette gagnée		
Ventes de billets		
Marchandises et autres ventes	15 000 $	
Location de kiosques	5 300 $	
Autre		
S-total recettes		20 300 $
Source de financement - contributions financières		
Contribution du demandeur	50 000 $	
Soutien partenaires et commandites	115 000 $	
Contribution de l'administration municipale	50 000 $	
Contribution financement festivals locaux	55 000 $	
Contribution service de la culture	10 000 $	
Autres contributions		
S-total contributions financières		280 000 $
TOTAL SOUCES DE FINANCEMENT		300 300 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.22

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

D'approuver la convention à intervenir avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2019, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs ;
D'accorder à cette fin une contribution financière de 23 000 $ à la CDC Centre-Sud ;

D'affecter un montant de 23 000 $ à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement pour financer cette dépense ;

D'imputer ce soutien financier en conformité aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-29 15:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190318015**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud est un regroupement d'une soixantaine d'organismes communautaires,d'entreprises d'économie sociale et d'institutions du quartier. Sa mission consiste à favoriser la participation active du mouvement communautaire au développement du milieu et de faire rayonner les activités et l'action de ses organismes membres.
L'organisme, intéressé par l'impact du développement immobilier sur le sud-est de l'arrondissement, particulièrement depuis l'annonce, à l'été 2018, de la mise en oeuvre du Plan particulier d'urbanisme (PPU) du secteur des Faubourgs, a créé le Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud (CAGPCS) avec son partenaire, la firme d'architecture et d'urbanisme Rayside Labossière. Avec ce comité, le CAGPCS, la CDC Centre-Sud a proposé une démarche de concertation pour favoriser le rapprochement entre les développeurs immobiliers et la population cliente de la CDC et de ses organismes membres.

Le présent dossier vise à approuver l'octroi d'un soutien financier de 23 000 $ à la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud pour appuyer les démarches du Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud (CAGPCS) jusqu'au 31 décembre 2019. Les travaux du comité ont commencé en début d'année, des rapports présentant les résultats des rencontres de concertation tenues en janvier 2018 et le 1er mai 2019 ont été publiés et mis en ligne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240287 - 8 juin 2015 : Approuver la convention, pour l'année 2015, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour la réalisation du plan de revitalisation de Sainte-Marie, conformément aux paramètres de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée et accorder une contribution de 112 818 $;
CM15 0801 - 16 juin 2015 : Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 416 600 $, comprenant le versement de 361 600 $ à la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal, faisant aussi affaires sous CDC Centre-Sud, soit 278 340 $ en 2015, 58 660 $ en 2016 et 24 600 $ en 2017, et le virement de 55 000 $ en 2015, au Programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'arrondissement de Ville-Marie

pour réaliser le projet « Quartier nourricier », dans le secteur de la Revitalisation urbaine intégrée (RUi) de Sainte-Marie, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

À la suite d'une démarche de planification stratégique tenue par la Table de développement social Centre-Sud, la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, en association avec Rayside Labossière Architectes, a créé le Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. La démarche du CAGPCS vise à ce que le quartier exprime ses souhaits face aux changements anticipés, qu'il soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population et que les organismes communautaires et les citoyen.ne.s soient impliqués dans le processus de développement des projets d'aménagement. Inspirée par les démarches d'accords au bénéfice à la communauté (Community benefit agreements) qui ont cours aux États-Unis et ailleurs au Canada, la CDC souhaite, par les démarches de son comité de concertation :

- Ouvrir des dialogues entre les parties prenantes (Décideurs publics, entrepreneurs et communauté);
- Animer/organiser des espaces d'influences (rencontres, comités, assemblées publiques, etc.) entre les parties prenantes autour de projets en développement sur le territoire du Centre-Sud;
- Faire émerger des opportunités de développement qui répondent aux besoins et aux aspirations de la communauté.

L'objectif spécifique de la démarche est d'ouvrir des dialogues avec les promoteurs et propriétaires de terrains à fort potentiel de développement afin de trouver des zones de collaborations pour que le redéveloppement du sud-est du quartier ait des retombées positives sur la qualité de vie des populations du Centre-Sud (logement, aménagement, verdissement, emplois locaux, équipement collectif, etc.).

La démarche repose sur les éléments suivants :

- Tenir des rencontres avec les promoteurs afin de déterminer les zones de collaborations, de proposer la tenue de rencontres publiques et d'autres, thématiques;
- Établir des liens étroits avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE);
- Organiser et animer des rencontres, des comités de travail, des assemblées publiques, etc. avec les parties prenantes;
- Identifier des espaces de collaborations, des cibles, des échéanciers et des indicateurs d'avancement;
- Soutenir en continu la communauté dans l'expression de ses priorités;
- La mobiliser autour des opportunités qui émergent des rencontres identifiées aux lignes qui précèdent;
- Développer et maintenir des relations entre les parties prenantes;
- Documenter l'évolution et les effets de la démarche.

La CDC identifie les indicateurs qui suivent pour mesurer l'impact de la démarche :

- Participation active des grands promoteurs et des propriétaires à la démarche de concertation;

- Développement de nouvelles collaborations entre la communauté et les directions de l'arrondissement de Ville-Marie impliquées dans la démarche ainsi que celle du Service de l'Habitation de la Ville de Montréal;
- Documenter les différentes directions de l'arrondissement qui sont impliquées dans l'axe « Habiter » de l'exercice stratégique du Centre-Sud et qui entretiennent un dialogue avec les promoteurs/propriétaires;
- Mieux informer les partenaires de la CDC et du CAGPCS sur l'évolution des projets d'aménagement dans le territoire qu'ils desservent.

Le nombre et la nature des rencontres à tenir sont, pour l'instant, indéterminés, mais deux importantes rencontres se sont déjà tenues et oint fait l'objet de rapports synthèse.

Par ailleurs, le Comité entreprendra aussi un certain nombre de documents pré et post rencontres de concertation, notamment :

- Données d'analyse : une recherche historique, un portrait socio-démographique, une caractérisation, des diagnostics territoriaux et des recherches de données urbaines.
- Relevés terrain: visites, relevés photographiques, analyse physico-spatiale;
- Production documentaire et cartographique: réalisation de documents de vulgarisation et de synthèse des enjeux d'aménagement, création de matériel explicatif accessible et participatif, rendus architecturaux et urbanistiques;
- Validation réglementaire : conformité aux documents de planification, analyse du cadre réglementaire, illustration des possibilités d'aménagement;
- Participation citoyenne: préparation, organisation et animation des exercices de concertation.

L'exercice proposé par la CDC Centre-Sud prévoit nécessiter des frais de 125 598 $. La contribution de Ville-Marie compléterait le montage financier.

JUSTIFICATION

La contribution et l'expérience de la CDC et de ses partenaires dans l'exercice proposé par Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud sont reconnues depuis de nombreuses années par l'arrondissement et le
milieu. De même, parce que la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises reconnaît que la proposition de la CDC Centre-Sud est susceptible de contribuer à l'exercice de planification en cours, dans le cadre du PPU des Faubourgs, il est recommandé d'accorder le soutien financier demandé en contribution hors programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s./o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le soutien financier demandé, l'organisme ne serait pas en mesure de mener l'exercice de concertation proposé avec la qualité attendue par les partenaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité de l'arrondissement fait partie intégrante de la convention à intervenir avec l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément aux pratiques en cours, un premier versement de 80 % du soutien financier est prévu dès la ratification de la convention entre les deux parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-27

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

1190318015 Convention CDC.docAspect financier GDD 1190318015.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318015.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CA : 20.23

2019/06/05 18:30

(1)

Ce dossier vous sera livré ultérieurement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2019

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-21 16:09

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192701040**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2019

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er au 30 avril 2019.

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	D	Dossier	Objet	
Année 2019				6254
Avril 2019				1467
Arrondissement Ville-Marie				97
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines				1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-04-03 12:27:33	M L/	**2197729068**	Approbation des mouvements d'affectation cols bleus de l'arrondissement de Ville-Marie suite à l'obtention d'un numéro de demande collective pour la période du 1er janvier au 31 mars 2019	
Décision déléguée - DA197729068				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme				15
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				9
2019-04-26 14:59:28	S\ Vl	**2197524022**	Approuver la délivrance du permis 3001478131 relativement à l'ajout d'un étage et la construction de 2 terrasses au toit sur l'immeuble situé au 1640, avenue Selkirk, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524022				
2019-04-26 14:59:13	S\ Vl	**2197524023**	Approuver la délivrance du certificat 3001415327 relativement à l'installation de 2 enseignes en saillie sur l'immeuble situé au 1101, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524023				
2019-04-25 12:41:47	Je L'/	**2197524019**	Approuver la délivrance du permis 3001509478 relativement à la construction d'une terrasse au toit sur l'immeuble situé au 525, avenue Viger Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524019				
2019-04-25 09:57:51	S\ Vl	**2197524017**	Approuver la délivrance du permis 3001405207 relativement à l'aménagement de 2 suites commerciales et 203 logements dans 2 bâtiments situés au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524017				
2019-04-25 09:55:26	S\ Vl	**2197524020**	Approuver la délivrance du permis 3001475480 relativement à la construction d'une passerelle au-dessus du domaine privé sur l'immeuble situé au 75, rue Queen, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524020				
2019-04-25 09:54:43	S\ Vl	**2197524021**	Approuver la délivrance du certificat 3001415759 relativement à l'installation d'une enseigne sur auvent sur l'immeuble situé au 1458, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524021				

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-18 07:55:04	SV	**2197524018**	Approuver la délivrance du permis 3001472297 relativement à la construction d'un immeuble résidentiel de 5 étages situé au 1440, rue Saint-Marc, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524018			
2019-04-15 13:08:04	SV	**2197524008**	Approuver la délivrance du permis 3001343553 relativement à la construction bâtiment de service situé au 99999, rue rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524008			
2019-04-12 12:23:27	SV	**2197400003**	Approbation, en vertu du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'une opération cadastrale visant à identifier un lot pour un bail emphytéotique au 2065, rue Sherbrooke Ouest (Grand Séminaire de Montréal)
Décision déléguée - DB197400003			
Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			5
2019-04-29 16:42:38	SV	**2192682011**	Approuver la délivrance du permis 3001501725 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2281-2291, rue Dorion, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682011			
2019-04-29 16:41:28	SV	**2192682010**	Approuver la délivrance du certificat 3001502595 relativement à des enseignes commerciales pour l'immeuble situé au 712, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682010			
2019-04-29 16:40:04	SV	**2192682009**	Approuver la délivrance du permis 3001517314 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2417, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682009			
2019-04-29 16:38:36	SV	**2192682013**	Approuver la délivrance du permis 3001477694 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2190, rue de Bordeaux, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682013			
2019-04-03 07:49:19	SV	**2192682004**	Approuver la délivrance du permis 3001488836 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2120, rue Montgomery, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682004			
Article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-04-18 17:54:35	SV	**2197199006**	Approuver la délivrance du certificat 3001525256 relativement à la réfection du pont d'étagement de l'île Saint-Hélène au parc Jean-Drapeau, sur l'immeuble situé au 99999, rue Île Sainte-Hélène, dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Décision déléguée - DB197199006			

Date Décision	D	Dossier	Objet	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme				16
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				16
2019-04-26 12:26:17	S\ Vl	**2191044029**	Approuver la délivrance du certificat #3001502415 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "Poulet Rouge" au bâtiment situé au 1623, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 22 avril 2019.	
Décision déléguée - DB191044029				
2019-04-18 08:36:39	S\ Vl	**2197176034**	Approuver la délivrance du permis 3001382566 relativement à la réfection de la façade et des balcons, pour le bâtiment situé au 2325, rue Frontenac, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197176034				
2019-04-18 07:57:35	S\ Vl	**2197176033**	Approuver la délivrance du permis 3001489155 relativement à l'agrandissement de l'entrée et au rehaussement d'un étage au-dessus du gymnase, pour le collège Ville-Marie situé au 2850, rue Sherbrooke Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197176033				
2019-04-17 18:07:53	S\ Vl	**2191044028**	Approuver la délivrance du permis #3001506914 visant à autoriser le remplacement d'un matériau de parement au côté ouest de l'emmarchement principal du bâtiment situé au 185, rue Sainte-Catherine Ouest (esplanade de la Place des Arts), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 26 février 2019.	
Décision déléguée - DB191044028				
2019-04-16 19:02:55	S\ Vl	**2197176030**	Approuver la délivrance du permis 3001523245 relativement à l'agrandissement de l'ex-presbytère de la cathédrale Christ Church, situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197176030				
2019-04-16 19:00:57	S\ Vl	**2197176028**	Approuver la délivrance des certificats 3001499020 et 3001499044, et du permis 3001499075 relativement aux travaux de réfection du mur rideau, d'abattage d'arbres et d'aménagement d'un amphithéâtre naturel, pour le pavillon Leacock de l'université McGill situé au 855, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197176028				
2019-04-16 18:49:07	S\ Vl	**2191044027**	Approuver la délivrance du permis #3001519494 visant à autoriser l'agrandissement de deux ouvertures existantes afin d'y installer des portes au bâtiment situé au 1188, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 15 mars 2019.	
Décision déléguée - DB191044027				

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-15 18:31:02	S\ Vl	**2191044025**	Approuver la délivrance du permis #3001476708 visant à autoriser l'opération cadastrale sur le lot 5 133 627 (bâtiment situé au 3678, rue de la Montagne), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de l'article 1.2.1 du règlement sur les opérations cadastrales R.R.V.M. c. 01, selon les plans reçus le 28 novembre 2018.
Décision déléguée - DB191044025			
2019-04-15 18:29:38	S\ Vl	**2191044026**	Approuver la délivrance du certificat #3001478120 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "La Capitale" sur le bâtiment situé au 425, boulevard De Maisonneuve Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 26 mars 2019.
Décision déléguée - DB191044026			
2019-04-15 13:08:44	S\ Vl	**2191044024**	Approuver la délivrance du certificat #3001482247 visant à autoriser l'installation d'une enseigne commerciale "Marché Thémis" au bâtiment situé au 12, rue Saint-Jacques, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 15 avril 2019.
Décision déléguée - DB191044024			
2019-04-15 10:06:55	S\ Vl	**2191044023**	Approuver la délivrance du permis #3001330647 visant à autoriser l'installation d'une porte vitrée dans l'ouverture existante et l'aménagement d'un patio incluant un garde-corps, au bâtiment situé au 3486, rue Simpson, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 9 avril 2019.
Décision déléguée - DB191044023			
2019-04-14 13:58:25	S\ Vl	**2197176029**	Approuver la délivrance du permis 3001510138 relativement au remplacement des portes d'entrée et des balcons, pour l'immeuble situé au 2486, rue Fullum, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197176029			
2019-04-14 13:57:16	S\ Vl	**2197176031**	Approuver la délivrance des certificats 3001419208 et 3001463031 relativement à l'installation des enseignes "Fleuraison" et "Café Shiraz", pour l'immeuble situé au 1970, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197176031			
2019-04-11 06:46:35	S\ Vl	**2197176027**	Approuver la délivrance du certificat 3001474147 relativement à l'installation de l'enseigne "Intelerad", pour la place Dupuis située au 800, boulevard de Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197176027			
2019-04-08 17:59:18	S\ Vl	**2197176026**	Approuver la délivrance du permis 3001479742 relativement aux modifications à l'apparence d'un agrandissement autorisé par le permis 3000739845-18, pour l'immeuble situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

Date Décision	D	Dossier	Objet	
			Décision déléguée - DB197176026	
2019-04-03 07:47:08	S\ Vl	**2197176025**	Approuver la délivrance du permis 3001473815 relativement à l'agrandissement du dernier étage et à l'ajout d'un appareil au toit, pour le pavillon de biologie Stewart de l'université McGill situé au 1205, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
			Décision déléguée - DB197176025	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections				3
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-04-30 17:05:02	S\ Vl	**2196042003**	Imposer un avis de suspension de 3 jours à l'employé portant le matricule 100006406 pour des infractions commises en mars 2019	
			Décision déléguée - DB196042003	
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				2
2019-04-24 11:06:18	S\ Vl	**2185082057**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par François Anglehart, arpenteur-géomètre, le 27 octombre 2017, minute: 20726, pour le remplacement du lot 5 548 614 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-39624.	
			Décision déléguée - D2185082057	
2019-04-14 13:55:53	S\ Vl	**2195082004**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Gilles Dupont, arpenteur-géomètre, le 19 décembre 2018, minute: 37347, pour le remplacement du lot 1 064 788 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 295 149 et 6 295 150.	
			Décision déléguée - D2195082004	
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division				50
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-04-18 14:14:15	M LA	**2197729103**	PROMOTION - TREMBLAY,GINA Matricule: 792279000 A/C du: 2019-05-11 Titre d'emploi: C/D CULTURE ET BIBLIOTHEQUE EN ARRONDISSEMENT No poste: 60768	
			Décision déléguée - DA197729103	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				23
2019-04-30 13:30:39	Jc P(	**2197729115**	EMBAUCHE - CORNEAU,MARIE-JOELLE Matricule: 100067915 A/C du: 2019-05-13 Titre d'emploi: AGENT(E) CULTUREL(LE) No poste: 62564	
			Décision déléguée - DB197729115	
2019-04-29 15:30:44	Al D\	**2194196021**	REEMBAUCHE - FORTIN,REGINE Matricule: 100195222 A/C du: 2019-05-04 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB194196021	

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-29 15:30:31	AI D	**2194196023**	EMBAUCHE - FILHO,ELIAS Matricule: 100223010 A/C du: 2019-05-04 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196023			
2019-04-29 15:30:10	AI D	**2194196024**	REEMBAUCHE - SYEDAH,SHAHIDAH Matricule: 100227265 A/C du: 2019-05-04 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196024			
2019-04-29 13:15:29	AI D	**2194196022**	EMBAUCHE - GAGNON,CHARLES Matricule: 100199782 A/C du: 2019-05-01 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196022			
2019-04-25 14:48:58	AI D	**2194196020**	EMBAUCHE - CHALIFOUX,PIERRE-MARC Matricule: 100057475 A/C du: 2019-05-28 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196020			
2019-04-23 15:03:08	AI D	**2197729107**	PROMOTION - GASCON,MAXIME Matricule: 100052959 A/C du: 2019-03-23 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) PRINCIPAL(E) DU DOMAINE PUBLIC No poste: 79038
Décision déléguée - DB197729107			
2019-04-23 11:51:54	AI D	**2197729098**	PROMOTION - DOIRON,DAVID Matricule: 100170386 A/C du: 2019-03-23 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 79371
Décision déléguée - DB197729098			
2019-04-23 11:49:29	AI D	**2197729095**	PROMOTION - LAUZON-GIROUX,DAVID Matricule: 100111439 A/C du: 2019-03-23 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 79370
Décision déléguée - DB197729095			
2019-04-23 09:36:19	AI D	**2197729092**	DEPLACEMENT - CHOLETTE,ROBERT Matricule: 100216766 A/C du: 2019-03-30 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 34378
Décision déléguée - DB197729092			
2019-04-17 14:25:46	S VI	**2194196019**	EMBAUCHE - PINARD,KARINE BIANCA Matricule: 100247419 A/C du: 2019-05-11 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196019			
2019-04-17 09:46:10	AI D	**2194196016**	EMBAUCHE - UGAN,HAMZA Matricule: 100227731 A/C du: 2019-05-06 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 1 A 59 CREDITS No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196016			

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-16 18:54:53	S\ Vl	**2194196015**	REEMBAUCHE - TOLEDO-GOUIN,PABLO Matricule: 100070739 A/C du: 2019-05-11 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196015			
2019-04-16 18:54:33	S\ Vl	**2194196017**	REEMBAUCHE - BOGDAN,TEODOR Matricule: 100199939 A/C du: 2019-05-11 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196017			
2019-04-16 18:54:12	S\ Vl	**2194196018**	EMBAUCHE - LONGTIN,LEO Matricule: 100246734 A/C du: 2019-05-18 Titre d'emploi: ÉTUDIANT COL BLANCS - DEC GÉNÉRAL No poste: 00000
Décision déléguée - DB194196018			
2019-04-10 09:16:26	M LA	**2192944019**	REEMBAUCHE - LEVESQUE,JEREMIE Matricule: 100006665 A/C du: 2019-04-08 Titre d'emploi: ATTACHE POLITIQUE EN ARRONDISSEMENT No poste: 37022
Décision déléguée - DB192944019			
2019-04-10 09:16:08	M LA	**2192944020**	PROMOTION - MEERT,JULIE Matricule: 100055156 A/C du: 2019-04-06 Titre d'emploi: CHARGE(E) DE COMMUNICATION No poste: 79039
Décision déléguée - DB192944020			
2019-04-09 13:37:06	S\ Vl	**2197729089**	EMBAUCHE - LAPOINTE,JORDAN Matricule: 100215448 A/C du: 2019-04-23 Titre d'emploi: AGENT(E) DU CADRE BÂTI No poste: 03101
Décision déléguée - DB197729089			
2019-04-09 13:36:30	S\ Vl	**2197729091**	EMBAUCHE - RODRIGUES,JOAQUIM Matricule: 100237088 A/C du: 2019-04-23 Titre d'emploi: INSPECTEUR DU CADRE BÂTI No poste: 65590
Décision déléguée - DB197729091			
2019-04-09 10:04:08	Al D	**2192944017**	TITULARISATION - ALLARD,MICHEL Matricule: 005283690 A/C du: 2019-04-13 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944017			
2019-04-09 09:55:52	Al D	**2192944018**	TITULARISATION - MILANA,DAVID Matricule: 100034562 A/C du: 2019-04-13 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944018			
2019-04-08 15:49:42	Al D	**2197729086**	PROMOTION - NAPURI LAGOS,PEDRO ANTONIO Matricule: 100040696 A/C du: 2019-04-06 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN AQUEDUC ET DRAINAGE No poste: 73879
Décision déléguée - DB197729086			
2019-04-02 07:44:57	Al D	**2192944016**	TITULARISATION - MARTIN,ROGER Matricule: 100033554 A/C du: 2019-04-06 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944016			

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-30 10:45:56	AI DI	**2197729083**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - HENRYS,DIMITRY Matricule: 100015634 A/C du: 2019-03-23 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000
Décision déléguée - DB197729083			
2019-04-24 15:28:30	AI DI	**2197729112**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - FOURNIER-TOMMI,JEROME Matricule: 100010044 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203
Décision déléguée - DB197729112			
2019-04-24 15:28:20	AI DI	**2197729113**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - SIGOUIN,MARIE-FRANCE Matricule: 100043998 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203
Décision déléguée - DB197729113			
2019-04-24 15:28:10	AI DI	**2197729114**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - BOUA,IRENEE Matricule: 100072907 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203
Décision déléguée - DB197729114			
Article 14.01.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-04-12 08:47:08	M LA	**2194196009**	Octroi d'une allocation automobile à madame Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule paie établi par la corporation d'origine 108 est le 848673, pour une durée indéterminée à compter du 13 mars 2019.
Décision déléguée - DA194196009			
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			13
2019-04-23 14:11:00	BI G	**2197729105**	PROMOTION - CORIOLAN,CIDGIE Matricule: 100042537 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78575
Décision déléguée - DA197729105			
2019-04-18 13:35:51	G BI	**2197729101**	DEPLACEMENT - SOUSA,PAULO Matricule: 100185489 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 79188
Décision déléguée - DA197729101			
2019-04-18 10:46:33	BI G	**2197729102**	PROMOTION - ENCALADA,BRISA MARINA Matricule: 100186439 A/C du: 2019-04-06 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78345
Décision déléguée - DA197729102			
2019-04-17 14:04:54	BI G	**2197729096**	PROMOTION - BRULOTTE,GUYLAINE Matricule: 100160194 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78346
Décision déléguée - DA197729096			
2019-04-17 14:04:42	BI G	**2197729097**	PROMOTION - MOCA,DANIELA Matricule: 100160308 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78347
Décision déléguée - DA197729097			

Date Décision	D	Dossier	Objet
2019-04-16 11:24:26	G Bl	**2197729094**	EMBAUCHE - BIANKI,KARL Matricule: 100243258 A/C du: 2019-04-07 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA PATROUILLE CANINE No poste: 69272
Décision déléguée - DA197729094			
2019-04-12 09:33:25	G Bl	**2197729093**	EMBAUCHE - DUBOIS,GABRIELLE Matricule: 100249791 A/C du: 2019-04-07 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA PATROUILLE CANINE No poste: 69272
Décision déléguée - DA197729093			
2019-04-04 16:06:52	Bı G	**2197729085**	DEPLACEMENT - LAPOINTE,GABRIEL Matricule: 100157397 A/C du: 2019-05-04 Titre d'emploi: AGENT DE PRÉVENTION - CONTRÔLE ANIMALIER No poste: 76636
Décision déléguée - DA197729085			
2019-04-04 16:06:41	Bı G	**2197729084**	PROMOTION - AUBRY,SANDRA Matricule: 018010460 A/C du: 2019-04-06 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78344
Décision déléguée - DA197729084			
2019-04-03 11:05:08	Aı H/	**2197729079**	EMBAUCHE - MONETTE,BENJAMIN Matricule: 100173886 A/C du: 2019-04-07 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA PATROUILLE CANINE No poste: 69272
Décision déléguée - DA197729079			
2019-04-02 12:59:16	Bı G	**2197729081**	PROMOTION - SIMON CARRION,KATHERINE Matricule: 100134462 A/C du: 2019-03-30 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78343
Décision déléguée - DA197729081			
2019-04-02 12:59:03	Bı G	**2197729082**	PROMOTION - LANCTOT,NATHALIE Matricule: 100146886 A/C du: 2019-03-30 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78340
Décision déléguée - DA197729082			
2019-04-02 11:35:03	Bı G	**2197729080**	PROMOTION - BEKKOUCHA,SOPHIA Matricule: 100077917 A/C du: 2019-04-20 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 76057
Décision déléguée - DA197729080			
Article 14.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-04-10 11:53:06	G Bl	**2197729090**	CESSATION - FITZSIMMONS,RONALD Matricule: 100235995 A/C du: 2019-04-13 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 76254
Décision déléguée - DA197729090			
Article 15.03 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau B			7
2019-04-30 13:22:11	Bı G	**2197729116**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - LEMAY,ANDREE Matricule: 751821000 A/C du: 2018-11-29 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000
Décision déléguée - DB197729116			
2019-04-23 14:06:15	Bı G	**2197729104**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - VERNET,VICK LEO Matricule: 100013177 A/C du: 2019-03-14 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000

Date Décision	D	Dossier	Objet	
			Décision déléguée - DB197729104	
2019-04-23 14:05:43	Bı G	**2197729108**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - EGHO,JOSEPHINE Matricule: 100053878 A/C du: 2019-03-14 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB197729108	
2019-04-23 14:05:36	Bı G	**2197729106**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - GAUTHIER,WILLIAM Matricule: 100046109 A/C du: 2019-03-16 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB197729106	
2019-04-23 14:05:27	Bı G	**2197729110**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - ABOU EL OUAFA EL IDRISSI,MOHAM Matricule: 100066174 A/C du: 2019-03-16 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB197729110	
2019-04-23 14:05:19	Bı G	**2197729109**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - BASTIEN,ALAIN Matricule: 100056344 A/C du: 2019-03-15 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB197729109	
2019-04-23 14:05:07	Bı G	**2197729111**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - SEVERIN,MARC-DANIEL Matricule: 100100294 A/C du: 2019-02-18 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
			Décision déléguée - DB197729111	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction				2
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-04-23 10:55:12	Je L'	**2196290001**	Approuver la convention, d'une durée d'un an, se terminant le 31 mars 2020, avec la société de développement commercial du Vieux-Montréal – Quartier historique et autoriser un contrat de service de 25 000 $ pour la location du terrain « Pigeon Hole » (lot 1 180 792) dans le cadre du projet Espace Vert Éphémère	
			Décision déléguée - DA196290001	
Article 19.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-04-11 12:40:13	Al D	**2188220001**	Accorder un contrat de services professionnels de 22 339,64 $ à Stantec Experts-conseils Ltée afin de préparer les plans et devis pour ajouter des bornes de recharge électrique et autoriser une dépense maximale de 24 573,61 $ (appel d'offres gré à gré - 1 soumissionnaire)	
			Décision déléguée - DB188220001	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public				1
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-04-23 11:07:22	Al D	**2195914003**	Installer 3 zones de livraison dans l'arrondissement Ville-Marie	
			Décision déléguée - DB195914003	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie				8

Date Décision	D	Dossier	Objet	
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				3
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				5
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture				1
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-04-24 21:10:32	J€ L'.	**2196071001**	Accorder un contrat de 30 123,45 $ à Groupe Nicky inc., pour une période de 6 mois, pour des travaux de propreté et d'entretien horticole à la Place des Montréalaises et autoriser une dépense maximale de 30 123,45 $ (contrat de gré à gré - 2 soumissionnaires)	
Décision déléguée - DA196071001				

Date Décision	D	Dossier	Objet	
Arrondissement Ville-Marie				97
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				3
2019-04-04 12:50:04	Al Dl	**2195382004**	Imposer une suspension de six (6) jours à un employé portant le matricule 541041000, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-04-03 15:41:24	Al Dl	**2195382001**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la Voirie, de la Direction des travaux publics	
2019-04-03 15:40:06	Al Dl	**2195382003**	Imposer une suspension de quatre (4) jours à un employé portant le numéro de matricule 541041000, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				5
2019-04-23 08:11:31	M Bl	**2195382008**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100059678, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-04-10 11:33:58	Bé S/	**2195382007**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100031017, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-04-10 08:58:43	Bé S/	**2195382006**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100031017, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-04-05 15:47:03	Él Bl	**2195382005**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 004920310, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-04-03 10:23:14	M Bl	**2195382002**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100059678, de la Division de la Voirie, de la Direction des travaux publics	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
3078701 CANADA INC.	1338892	10-AVR. -2019	BC ouvert - nettoyage nappes Hôtel-de-Ville	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
4528221 CANADA INC.	1337791	03-AVR. -2019	Soumission du 4 avril 2019- Distributrice de savon à mains bouton poussoir 48 oz et distributrice de savon verticale bouton poussoir 40 oz - TP Entretien	2 141,85	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				2 141,85	
9269-1385 QUEBEC INC.	1339292	11-AVR. -2019	Soumission Q-1395 - support mécanique durant les Cyclovia 2019	4 986,91	BEAUDRY, FREDERIC
				4 986,91	
ACIER PICARD INC	1337992	04-AVR. -2019	Achat de pièces diverses, pour équipe des parcs Ville-Marie.	2 353,81	MARTHET, DOMINIQUE
				2 353,81	
ACIER TAG / RIVE-NORD	1339880	15-AVR. -2019	BENOIT SAUVÉ RÉAPPRO DE RODE 0879	4 367,48	SAUVE, BENOIT
				4 367,48	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1339187	11-AVR. -2019	RESTREPO, ALEJANDRO, URGENCE SUR LA RUE GUY 0879	2 914,77	PIGEON, ANNIE
				2 914,77	
ARTILUX INNOVATION INC.	1339888	16-AVR. -2019	Services en ingénierie électrique et éclairage d'ambiance, parc Charles-Mayer. Avant-projet et développement interdisciplinaire du parc. OS-AVM190409	7 139,15	DUFRESNE, ALAIN
				7 139,15	
BAU-VAL CMM	1318458	18-AVR. -2019	2019 BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente cadre 1317468 - Montant 20000$ - TP Aqueduc	2 777,64	DUFRESNE, ALAIN
				2 777,64	
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1330211	11-AVR. -2019	Facture 880432 - 880558 - 880490 - Béton remblais en incluant le temps d'attente et le frais de chauffage. TP aqueduc	4 279,29	BELLEVILLE, ERIC
				4 279,29	
BRAC. BUREAU DE RECHERCHE, D'ANIMATION ET DE CONSULTATION	1310407	03-AVR. -2019	Soumission du 11 octobre 2018 - Offre de services d'animation du groupe de réflexion: Les terrasses e l'arrondissement Ville-Marie. 2018-2019 - TP Circulation	2 435,70	DUFRESNE, ALAIN
				2 435,70	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
CAN-INSPEC INC.	1332913	09-AVR. -2019	Factures 649-651-660-665-677-673- 679. Pour le service d'inspection télévisée de conduites d'égout sur diverses rues. TP aqueduc.	772,71	BELLEVILLE, ERIC
		16-AVR. -2019	Factures 649-651-660-665-677-673- 679. Pour le service d'inspection télévisée de conduites d'égout sur diverses rues. TP aqueduc.	2 124,95	BELLEVILLE, ERIC
				2 897,66	
CAPREA EXPERTS IMMOBILIERS INC.	1339828	15-AVR. -2019	François Guertin - CAPREA- 1450, Ste-Catherine E. (Station Postale C) Mandat donné à l'externe pour une évaluation - Mandat 18-0368	4 724,44	LABELLE, MARC
				4 724,44	
CBRE LIMITEE	1339831	15-AVR. -2019	Andréanne Lavallée - CBRE - 1450, Ste-Catherine E. (Station Postale C) - Mandat donné à l'externe pour une évaluation - Mandat 18-0368	5 196,88	LABELLE, MARC
				5 196,88	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1337684	03-AVR. -2019	ÉRIC BELLEVILLE, ACHATS DE VESTE DE SÉCURITÉ POUR LES TRAVAUX ET AQUEDUC 0879	4 084,02	BELLEVILLE, ERIC
				4 084,02	
CIMA+ S.E.N.C.	1339050	10-AVR. -2019	Effectuer un contrôle du chantier de la réfection du mur de maçonnerie et du chalet du parc Percy-Walters (0227) Incidences 15159 entente 1296662	10 323,42	DUFRESNE, ALAIN
				10 323,42	
CLEAN WATER WORKS INC	1338023	04-AVR. -2019	Facture W77892 - Réparation de parois de conduite d'égout en brique rue Fullum entre Lalonde et Lafontaine (Travaux urgences). Tp aqueduc	21 916,14	DUFRESNE, ALAIN
	1340623	18-AVR. -2019	Soumission - Travaux préparatoires conduites d'égout secondaire	6 692,95	BELLEVILLE, ERIC
				28 609,09	
COMPUGEN INC.	1340552	17-AVR. -2019	Achats sur entente 1163303 - Écrans 24 pouces - Réserve	2 515,13	SIROIS, CELINE
				2 515,13	
CONSTRUCTION DJL INC	1337678	18-AVR. -2019	2019- BC ouvert. Hors d'entente - Asphalte, bitume CH-10, PG 58-28, saison hiver. Montant estimatif.	5 249,37	DUFRESNE, ALAIN
		03-AVR. -2019	2019- BC ouvert. Hors d'entente - Asphalte, bitume CH-10, PG 58-28, saison hiver. Montant estimatif.	7 349,12	DUFRESNE, ALAIN
	1341592	25-AVR. -2019	Entente 1339665 - BC ouvert asphalte CH-10 pour l'arr. Ville-Marie. Tp aqueduc et Tp voirie	20 997,49	DUFRESNE, ALAIN
				33 595,98	
COOPERATIVE DE TRAVAIL L'ENCLUME	1337864	04-AVR. -2019	Offre de service - Étude Enseignes patrimoniales Règle de rotation okay	45 590,82	LABELLE, MARC
				45 590,82	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	1325139	27-AVR. -2019	Soumission - cours été 2019 au parc Médéric-Martin	2 224,00	POIRIER, JOSEE
				2 224,00	
C.P.U. DESIGN INC.	1340457	17-AVR. -2019	Achat sur entente 1164102 - Ordinateur de table HP élite - Réserve	6 258,30	SIROIS, CELINE
				6 258,30	
DASSYLOI	1338547	08-AVR. -2019	JONATHAN LABONTÉ INVENTAIRE DE CONTENANT DE BÉTON FIBRE 0879	4 010,52	BELLEVILLE, ERIC
				4 010,52	
DEMIX BETON	1341662	25-AVR. -2019	2019 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers. TP aqueduc.	10 498,75	DUFRESNE, ALAIN
				10 498,75	
DEVELOTECH INC.	1339175	10-AVR. -2019	Soumission 3227. Balise cyclo-zone pour piste cyclable -couleur verte avec collants réfléchissants blancs avec de transport inclus. TP Voirie	8 608,97	MARTHET, DOMINIQUE
				8 608,97	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1338843	09-AVR. -2019	Location : PICK UP CAB. EQUIPE BOITE LONGUE ESS. 3/4 T, pour une durée du 6 mois, équipe parc du Mt-Royal. Réservation : 066600009523	6 922,88	RESTREPO, JUAN CARLOS
				6 922,88	
ENSEIGNES BARBO INC.	1338064	04-AVR. -2019	Enseignes pour parcs. Tel que les soumissions : 30096 et 30101.	8 215,27	PIERRE, JOSE
				8 215,27	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1339512	12-AVR. -2019	2019 - Contrat gré à gré soumissionnaire plus bas à la suite d'une demande de prix, pour la location d'une rétro caveuse (pépine) avec opérateur au taux de 95$/hr, 452hrs de disponible. TP aqueduc	45 144,62	LABELLE, MARC
				45 144,62	
GAZ METRO PLUS	1324057	08-AVR. -2019	2019- BC Ouvert - Contrat de service pour entretien annuel, inspection mensuelle et main-d'oeuvre des 22 réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - rue Ste-Hélène. Tp aquéduc	2 754,54	BELLEVILLE, ERIC
				2 754,54	
GIRARD-HEBERT INC.	1341134	23-AVR. -2019	Facture 653 : Projet de jeu d'eau au parc Marcel Barthe, surveillance de chantier. (dernière facture)	2 624,69	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				2 624,69	
GRILLAGE BOLAR (CANADA) INC.	1338315	05-AVR. -2019	Achat de 9 grilles de caniveaux pour la place des festival, au QDS. Tel que la soumission révisée #1 du 2 avril 2019.	14 225,81	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				14 225,81	
GROUPE ABS INC.	1341355	24-AVR. -2019	Service de contrôle qualitatif des matériaux, aménagement du parc Sainte-Marie. Estimation/dossier CD-18-0410-19 Entente 1285142	14 113,26	DUFRESNE, ALAIN
				14 113,26	
GROUPE NICKY	1341676	25-AVR. -2019	Travaux de propreté et d'entretien horticole à la Place des Montréalaises. DA196071001 Rotation OK	27 506,72	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				27 506,72	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1337730	03-AVR. -2019	Soumission no. 2019-03-08- Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie.	2 288,73	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1341901	26-AVR. -2019	Soumission no. 2019-04-09- Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie.	8 294,01	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				10 582,74	
INDUSTRIES DESORMEAU INC.	1321882	29-AVR. -2019	PARCS et MT-ROYAL Commande ouverte 2019 - pour diverses pièces de quincaillerie.	2 099,75	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 099,75	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1341983	29-AVR. -2019	saulnier, karl pour le projet cadenassage	2 174,71	BELLEVILLE, ERIC
				2 174,71	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1338702	09-AVR. -2019	Soumission 172909 - Habillage du support à poubelle	2 029,41	ROUGIER, ISABELLE
	1341981	29-AVR. -2019	Soumission 173644 - Campagne propreté 2019 - Ville-Marie	20 036,86	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				22 066,27	
LASHLEY + ASSOCIATES CORPORATION	1338221	05-AVR. -2019	Services professionnels en surveillance des travaux. Dans le cadre du projet du parc Des Joyeux Vikings, VMP-19-003. Rotation OK	34 435,90	LABELLE, MARC
				34 435,90	
L'AUTRE ATELIER	1339478	12-AVR. -2019	Soumission 451 - Meubles ludothèque Frontenac	7 060,41	BOUCHARD, MARYSE
				7 060,41	
LE GROUPE J.S.V. INC	1340724	18-AVR. -2019	FRANÇOIS POCETTI, ÉQUIPEMENT POUR L'ÉQUIPE DE BÉTON 0879	2 632,04	BELLEVILLE, ERIC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 632,04	
LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR.	1338010	04-AVR. -2019	Accessoire et pièce de remplacement pour outil : onglet Freud, etc...(voir détails complets sur la soumission #o3/01/19 en date du 1er mars 2019) + disques à couper, lames circulaires(voir détails complets sur la soumission #1/03/19.	2 490,41	MARTHET, DOMINIQUE
				2 490,41	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1339791	15-AVR. -2019	Renouvellement contrat d¿entretien salle mécanique Place Émilie-Gamelin (édicule et salle mécanique de la fontaine); pour 9 mois du 1er avril au 31 décembre 2019.	3 433,09	PIERRE, JOSE
				3 433,09	
LES FILMS CRITERION PICTURES	1338722	09-AVR. -2019	Soumission - Location divers films du 27 juin au 15 août 2019	2 362,22	BEAUDRY, FREDERIC
				2 362,22	
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1342302	30-AVR. -2019	Achat de végétaux, parc du Mont-Royal. Soumission du 19 avril 2019 Livraison de 95,00$	3 784,80	RESTREPO, JUAN CARLOS
				3 784,80	
LES SERVICES EXP INC.	1341557	25-AVR. -2019	Services professionnels : Dessins de fosses de plantations avec grilles. MTR-000241230-A6 du 18 avril	3 118,13	PIERRE, JOSE
				3 118,13	
LES YMCA DU QUEBEC	1336931	01-AVR. -2019	Entente de service - Cours de Yoga et Tai-Chi à l'Espace Faubourg Québec (Mtl)	2 569,62	POIRIER, JOSEE
	1336996	01-AVR. -2019	Soumission - Surveillance des Cyclovia 2019	7 068,60	POIRIER, JOSEE
				9 638,22	
LIGNES-O-SOL	1341001	23-AVR. -2019	Service de marquage : Terrain de baseball Walter et Terrain de soccer Mont-Ferrant.	4 850,42	MARTHET, DOMINIQUE
				4 850,42	
LOGIKERGO	1339783	15-AVR. -2019	Soumission du 2 avril 2019 - Évaluation des fonctions 599 et 711	4 619,45	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 619,45	
MACHINAGE PEPIN	1337553	03-AVR. -2019	Soumission du 20 mars 2019. L'achat de 150 arceaux à canette. TP Voirie.	17 322,94	MARTHET, DOMINIQUE
				17 322,94	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MANOREX INC.	1337141	02-AVR. -2019	Soumission du 29 mars 2019. Remplacement d'un puisard complet Alexandre-de-Seve/Sainte-Catherine E en urgence. TP aqueduc	11 811,09	MARTHET, DOMINIQUE
				11 811,09	
MANUFACTURIER SHELTEC INC.	1340059	16-AVR. -2019	Installation d'une halte fraîcheur, à la rue de l'hôtel de Ville pour 13 mai 2019. Soumission/bulletin de vente : 275	13 165,43	DUFRESNE, ALAIN
				13 165,43	
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	1340117	16-AVR. -2019	Soumission 117261 - Boyau d'incendie	3 779,55	MARTHET, DOMINIQUE
				3 779,55	
ME AUDREE DUFRESNE	1337438	05-AVR. -2019	Offre de service ADC201935001 - Rôle-conseil aux dossiers CNESST pour 2019	5 625,00	MARTHET, DOMINIQUE
				5 625,00	
METRO COM CANADA	1337734	03-AVR. -2019	Contrats de location 8241 à 8245 - radios mobiles pour Cyclovia	2 570,09	POIRIER, JOSEE
				2 570,09	
MICROMATT CANADA LTEE	1341368	24-AVR. -2019	BC ouvert 2019 pour la numérisation de documents standard et hors-norme, pour la division Circulation et Inspection du domaine public.	4 199,50	MARTHET, DOMINIQUE
				4 199,50	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1340998	23-AVR. -2019	Réparation/Entretien - Machine à pression pour le 2915 (Voir détails complets de la soumission : SWO-3481 en date du 14/03/19) et Réparation/Entretien - Machine à pression pour le 2915 (Voir détails complets de la soumission : SWO-3481.	2 627,56	MARTHET, DOMINIQUE
				2 627,56	
NORTHEX ENVIRONNEMENT	1339087	10-AVR. -2019	Service pour disposition des sols catégorie C-RESC inorganique, pour le parc Des Joyeux Vikings. Incidences VMP 19-003 Soumission 1901-VDM-VL2 Entente 1229305	4 461,97	PIERRE, JOSE
				4 461,97	
OUTIL PAC INC	1341973	29-AVR. -2019	Saulnier, Karl achat d'outil pour le projet de cadenassage.	3 291,56	BELLEVILLE, ERIC
				3 291,56	
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1340107	16-AVR. -2019	Achat de végétaux pour les besoins du parc du Mont-Royal. Soumission 2428	9 415,01	DUFRESNE, ALAIN
				9 415,01	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
PIERRE JEAN LECOURS	1321638	02-AVR. -2019	PARCS Commande ouverte 2019 : Location d'une mini-excavatrice avec opérateur accessoires et entretien voir les détails complets de la soumission (déplacement minimum 4h / taux horaire 85$ / temps de service à déterminer)	5 249,37	DUFRESNE, ALAIN
				5 249,37	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	1339725	15-AVR. -2019	PMEA-Évaluation immobilière - lot 5 665 076 / 1450 Ste-Catherine E (Station Postale C) - Mandat 18-0368	3 674,56	LABELLE, MARC
				3 674,56	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	29-AVR. -2019	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc.	150 132,12	ALI, SAMBA OUMAR
				150 132,12	
ROTOPLAST	1337069	01-AVR. -2019	Soumission du 1 avril 2019. 40 Cylindres de corbeille à déchet plus transport (1er livraison) et 285 Cylindres de corbeille à déchet plus transport (2e livraison) - TP Voirie	22 187,00	DUFRESNE, ALAIN
				22 187,00	
RSR INC. ENVIRONNEMENT (GROUPE SECURITE PRO INC.)	1339165	10-AVR. -2019	Soumission 1762 - Travaux de nettoyage et pompage suite à un déversement le 8 avril 2019 à la chute Fullum. TP Voirie	5 791,93	MARTHET, DOMINIQUE
				5 791,93	
SIGNALISATION 10-10	1338707	09-AVR. -2019	Soumission V-0908-2019 - Barricades et signalisation pour Cyclovia 2019 Vérification règles de rotation	38 897,20	LABELLE, MARC
				38 897,20	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTREAL-QUARTIER HISTORIQUE	1339658	12-AVR. -2019	Contrat de service, location de terrain dans le cadre du projet Espace Vert Éphémère. Montant maximum 25 000$ sans TX DA196290001	25 000,00	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				25 000,00	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1342010	29-AVR. -2019	Soumission 50887 - Location autobus - Cyclovia 19 mai 2019	4 493,64	POIRIER, JOSEE
				4 493,64	
SOCIETE EN COMMANDITE POGGI III	1338694	09-AVR. -2019	Facture 201900000028 - Location terrain piétonnisation 2018	20 997,50	DUFRESNE, ALAIN
				20 997,50	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1342034	29-AVR. -2019	Soumission no. 2019-04-10. Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP Entretien.	2 855,66	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1342046	29-AVR. -2019	Soumission no. 2019-04-11. Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP Entretien.	3 454,09	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				6 309,75	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1339621	12-AVR. -2019	Service de coaching de gestion BPA De avril à décembre 2019	4 619,45	BOUCHARD, MARYSE
				4 619,45	
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1336445	23-AVR. -2019	Services professionnels : préparation des plans et devis pour ajouter des bornes de recharge électrique. DB188220001 Réf.: 690569	11 219,50	DUFRESNE, ALAIN
				11 219,50	
STELEM	1338390	08-AVR. -2019	ÉRIC BELLEVILLE, INVENTAIRE DE CORPS DE BORNE FONTAINE 0879	4 072,47	BELLEVILLE, ERIC
				4 072,47	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1338379	06-AVR. -2019	ÉRIC BELLEVILLE, INVENTAIRE DE CHAMBRE DE VANNE 1200MM ET 900MM + PLANCHERS 0879	2 792,67	BELLEVILLE, ERIC
				2 792,67	
TECH-MIX	1341246	24-AVR. -2019	Achat d'asphalte tiède, pour les besoins de l'équipe de la voirie. Entente 1339751	61 569,91	HEBERT, NATHALIE
				61 569,91	
TENAQUIP LIMITED	1341003	23-AVR. -2019	Achat de bacs plastique de rangement et autres pour les besoins de l'équipe des parcs, VM.	3 135,31	MARTHET, DOMINIQUE
				3 135,31	
TENLEC MULTISERVICES	1341830	26-AVR. -2019	Soumission du date 10 avril 2019. Laveuse Dexter Industrielle, base d'acier de 6po et la livraison et installation. TP aqueduc	9 023,68	MARTHET, DOMINIQUE
				9 023,68	
UPPERKUT	1340279	17-AVR. -2019	Soumission 885-4907_v Outils supplémentaires campagne propreté printemps 2019	5 958,04	ROUGIER, ISABELLE
				5 958,04	
VDC MULTIMEDIA	1340777	18-AVR. -2019	Inspection aérienne de structures du Quartier Chinois. (arches) Soumission du 9 avril 2019.	2 114,19	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 114,19	
VERTIKA INC.	1339172	10-AVR. -2019	Service de nettoyage de la falaise du parc Mont-Royal. Soumission V19GQC038	16 782,25	DUFRESNE, ALAIN
				16 782,25	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
1,2,3... JE CUISINE!	f19006	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	350,00
175784 CANADA INC.	t134714	Camion semi 3 ess. - 6 heures	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	28-Mars -19	755,91
1-800-GOT-JUNK	4853940	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	18-Avr. -19	690,82
3D PRINTING NETWORK	129371	4 true food safe PLA	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	15-Avr. -19	188,77
	129372	Miriwell wireless 3D pen	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	15-Avr. -19	83,94
	129373	4 eco tough PLA filaments	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	15-Avr. -19	125,78
4048873 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON	13191	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Avr. -19	101,26
9340-7989 QUEBEC INC.	r169055		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	29-Mars -19	1 250,00
A.A.P.Q. ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUEBEC	20191096	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	18-Avr. -19	797,90
	20191100	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18-Avr. -19	524,94
ANDRE LAVOIE	04	Animation Pour film, programme ONF le 3 avril 19 Maison Culture Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	08-Avr. -19	262,47
ANGLOCOM INC.	78008	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	188,98
	78294	Traduction angalis questionnaire Centre Peter Mc Gill, Invitation atelier codesign	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	220,47
	78302	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	17-Avr. -19	430,45

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ANNE-LAURE NADIN	23032019	Atelier cup cake le 23 mars à 11 h avec 12 enfants	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	200,00
	31032019	Atelier tableaux culinaires bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	245,00
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	1130	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	11-Avr. -19	225,00
ATEDRA INC.	11007	Publicité en ligne Campagne info-lettre	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Avr. -19	367,46
ATMOSPHARE INC.	928	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	01-Avr. -19	41,99
AUAMQ (L'ASSOCIATION DES URBANISTES ET DES AMENAGISTES MUNICIPAUX DU QUEBEC)	co201913	Cotisation annuelle	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	10-Avr. -19	730,00
AUTOBUS IDEAL INC.	329640	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Avr. -19	309,71
	329641	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Avr. -19	309,71
BENOIST GUESDON	sl19006	Une prestation cirassienne acrobatique avec mât Chinois, linteraction avec le public	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	734,91
BIO-SOLUTIONS CR INC.	15410	Couverts- Aréna Camilien Houde	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	11-Avr. -19	803,31
BOIVIN, MARIE-EVE	rembempl1812	Remboursement frais kilométrage et stationnement le 2 nov.18	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	17-Avr. -19	14,11
	rembempl1904	Remboursement frais kilométrage et stationnement 22 mars et 8 avril 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10-Avr. -19	34,94
BOO! DESIGN INC.	21796	Conception graphique pub urbanité carte interactive mobile	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	89,24
BOUCHARD, MARYSE	rembempl1904	Remboursement frais kilométrage et stationnement mars 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Avr. -19	113,60

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CDTEC CALIBRATION INC.	si1070	Étalonnage et certification biannuelle détecteurs portables 4 gaz au 1455, rue Bercy	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	17-Avr. -19	761,16
CENTRE D'ENTRAIDE ET DE RALLIEMENT FAMILIAL LE C.E.R.F.	20181113cerf1	Alimentation : 275 portions de spaghetti sauce bolognaise (halal) + cupcakes pour l'actvité de jeux Montréal	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Avr. -19	850,00
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	pu063951	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	26-Mars -19	367,09
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	972608	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	26-Mars -19	170,59
	972650	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	28-Mars -19	75,82
	972790	Formation D.Marthet le 9 avril 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	16-Avr. -19	214,75
CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC.	99825	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	01-Avr. -19	217,50
CHAMPIONNAT SWING DU CANADA	sl19008	Cachet d'artiste (spectacle musical :Jazz)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 100,00
CHARLES ALLAIN	00919mtl	Rédaction communiqué de presse du 8 avril 19	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	25-Avr. -19	209,97
CINEMARTIN	fr201905596	Exposition Reminiscence du 1er mai au 9 juin 19 Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Avr. -19	703,42
CLARISSE DELATOUR	190406	Atelier Danse moi une histoire le 6 avril bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Avr. -19	150,00
CLAUDE MILLETTE	20190320	Artistes	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	28-Mars -19	2 137,55
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	54642	1 cabinet de sécurité BAM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Mars -19	5,72
	54813	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	08-Avr. -19	9,92

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE	54893	2 bacs roulants 360L DAUSE	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Mars -19	56,59
	55030	2 bacs roulants 360L - Dause	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	15-Avr. -19	56,59
	55042	3 cabinets de sécurité Greffe	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	16-Avr. -19	17,17
	55043	1 Cabinet de sécurité BAM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	5,72
CONSTRUCTION ENCORE LTEE_2	r169056		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	29-Mars -19	8 404,91
COPIE EXPRESS	in0003020	Impression, coupe et plastification Clos Bercy	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Mars -19	21,00
	in0003059	1000 signets BAM fermé	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -19	251,97
	in0003064	Affiche collation bibliothèque Père Ambroise	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -19	49,34
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	190329	Formation donné par Lyne Lajeunesse	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	03-Avr. -19	250,00
CREPEAU, MARTIN	rembempl1903	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	25-Mars -19	27,01
CYRUS BILIMORIA	19126	Set-up, supervision événement du 30 mars 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Avr. -19	152,23
D'ANGERS MUSIQUE INC.	mm19003	Spectacle Marc Angers et les Fils du Diable le 20 août 19 Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Avr. -19	1 574,81
	sd19002	Spectacle Marc Angers et les Fils du Diable le 21 août Square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Avr. -19	1 574,81

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
DIOP, ISMAILA	rembempl1904	Remboursement frais kilométrage le 28 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	18,13
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	5844057611	Location PickUp Ford du 28 dec 18 au 27 janv.19	Travaux publics	Autres - Transport	03-Avr. -19	912,34
	5844057690	Location PickUp Ford du 27 janv au 26 fevr.19	Travaux publics	Autres - Transport	03-Avr. -19	912,34
	5844057724	Forfait location pick-up Ford du 26 fevr au 28 mars 19	Travaux publics	Autres - Transport	10-Avr. -19	912,34
	6004011109	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	01-Avr. -19	88,25
DOAN, DANIEL HIEU	rembempl1904	Factures pour réunions de travail diverse et pour équipement piyr transport dans un véhicule de la ville	Travaux publics	Autres - Transport	11-Avr. -19	63,19
DOR DOCTEUR	493023	Réparation, ajustement porte garage, changement minuterie	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	24-Avr. -19	618,38
DUBOIS, PIERRE	rembempl1904	Remboursement essence super élagueurs + batterie	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	15-Avr. -19	103,20
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01470686	Location (14 mars au 10 avril 2019)de clôtures et composantes-Marc Fleury	Travaux publics	Autres - Transport	18-Avr. -19	53,63
ECO GAÏA	604	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Avr. -19	167,98
EDITIONS DU ROGNON	fr201905596	Erreur de date voir facture fr201905596a	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	04-Avr. -19	670,00
EUROPEA ESPACE BOUTIQUE	190408	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	25-Avr. -19	93,96
FELICITY HAMER	mm19010	Spectacle Filly and the Flops le 16 juillet 19 Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 200,00
	sd19007	Artistes	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	12-Avr. -19	1 200,00
	sd19008	Spectacle The Slowinks le 24 juillet 19 Square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	900,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
FREDERIQUE BRUNET-DORE	1907	Création concepts et visuels publicitaires Promotion Facebook en direct le 2 avril avec la mairesse	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Mars -19	500,00
GOULET, SYLVIE	rembempl1904	Réparation vitre cellulaire 18 mars	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	04-Avr. -19	62,42
GROUPE CONSEIL T.T. KATZ	190327	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	02-Avr. -19	304,46
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1024	2018-Enlèvement de graffitis en hauteur(1640 de Maisonneuve O)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	18-Avr. -19	314,96
GROUPE SURPRENANT	032216	Service de dératisation15-août-2018-Arr. Ville-Marie	Travaux publics	Autres - Transport	17-Avr. -19	220,47
	032217	Service de dératisation15-août-2018-Arr. Ville-Marie	Travaux publics	Autres - Transport	17-Avr. -19	220,47
	032218	Service de dératisation-20 sept-2018-Arr. Ville-Marie	Travaux publics	Autres - Transport	17-Avr. -19	220,47
	032228	Épreuve de fumée-Arr. Ville-Marie	Travaux publics	Autres - Transport	17-Avr. -19	656,17
HELENE LEVEILLE	201903	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Mars -19	225,00
IMMEUBLES CENTURIAN PEEL/METCALFE INC.	4312	Aménagement salle 1550, Metcalfe pour événement Lac à l'épaule	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	15-Avr. -19	18,37
IMPRESSION MULTI-SOURCES	49904	1000 avis domaine public	Travaux publics	Autres - Transport	10-Avr. -19	287,90
IMPRIMERIE G.G. INC.	74476	1150 feuillets Plaisir d'hiver Parcs W.Stewart, Vétérans et Toussaint-Louverture	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	199,48
	74478	75 affiches Plaisir d'hiver Parcs W.Stewart, Vétérans et Toussaint-Louverture	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	115,49
	74855	15 affiches Cabane à sucre	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	47,24
	74856	250 feuillets cabane à sucre	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	104,99
	74940	50 affiches Répandre une rumeur	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Avr. -19	514,44
	74941	100 cartes tente Répandre une rumeur	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Avr. -19	208,93

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
IMPRIMERIE G.G. INC.	74976	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Avr. -19	272,97
	74977	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Avr. -19	187,93
	75016	70 affichettes Distribution de fleurs	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	96,59
	75017	9 affiches Distribution de fleurs et Fleurs épuisées	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	335,96
	75018	3 affiches Cabane à sucre	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	167,98
INOLEC	5009282100	Filtres, masques poussière TP-Voirie	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	23-Avr. -19	223,17
IRIS DEBAUVE	190319	Animation garderie Kiri et CPE carrefour	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	300,00
	190423	Animation hiver-printemps 2019 dans 2 garderies de Centre-Sud: Kiri et CPE	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Avr. -19	300,00
IRRIGATION DU HAUT-RICHELIEU INC.	ir18424	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26-Avr. -19	251,97
JEAN CLAUDE BEDARD	r169059		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	26-Avr. -19	53,00
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	210983	Réparation pompe PT2A-0009032	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Mars -19	271,40
	210984	Réparation pompe Waker Neuson	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Mars -19	498,22
	210985	Réparation génératrice EZ-5000	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Mars -19	312,64
JEANNE PARE	20190406jp	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	10-Avr. -19	112,50
	20190413jp	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	18-Avr. -19	121,50

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
JEFFREY NEVEU	190314	Service prêt patins et casques les 5 et 7 mars	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	25-Mars -19	500,00
JONATHAN MOORMAN	sd19005	Spectacle The Swindlers le 10 juillet 19 Square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 000,00
JULIE DELISLE	190420	Animation Marionnette de lapin le 20 avril 2019 de 13 h30 à 15h	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Avr. -19	150,00
KANASO INC._3	r169057		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	29-Mars -19	423,00
KATTAM LARAKI-COTE	sl10005	Spectacle interactif le 1er août 19 Parc St Jacques	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	08-Avr. -19	1 049,87
KATY ROY	20190329bf	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	550,00
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00149257	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	08-Avr. -19	647,13
	00150757	4 Impression CMYK parc Médéric Martin	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	130,60
	00150992	28 impressions CMYK Permis calèches et traîneaux	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	272,97
LA MISSION BON ACCUEIL	in00032661	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	23-Mars -19	174,00
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	rembempl1904	Remboursement frais de stationnement oct.2018 à avril 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	16-Avr. -19	105,60
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0023300319	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	25-Avr. -19	36,97
	0038370319	2 coupons le 31 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	16-Avr. -19	26,51

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND D	0147650319	2 coupons le 31 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	19,66
LAZURE, MARTIN	rembempl1904	Café, beignes : rencontre c/m et départ congé maternité	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	10-Avr. -19	75,93
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	189113	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	01-Avr. -19	13,41
	189114	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	01-Avr. -19	13,41
	189308	Cartes d'affaires mars 19 N.Toussaint, P. McCool	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	02-Avr. -19	26,81
	189577	Vignettes, autocollants pour calèches et traîneaux 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	01-Avr. -19	440,95
	189711	250 cartes affaires Maryse Bouchard	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	10-Avr. -19	13,41
	190111	1000 cartes d'affaires DSLDS_VM	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15-Avr. -19	28,93
	190121	Impression-Avril 2019- cartes d'aff-Olivier Martin-	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	17-Avr. -19	13,41
	190213	250 cartes affaires avril 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	24-Avr. -19	13,41
LES AFFAMES	2037	Lac à l'Épaule de Ville-Marie le 22 mars 19	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	11-Avr. -19	805,21
LES AMIS ET MOI INC	1018	Services garderie les 12 février et 12 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	25-Mars -19	440,95
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2734	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	05-Avr. -19	82,97
	2741	Boîtes repas - Audition arbitrage	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	03-Avr. -19	41,94
	2742	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	17-Avr. -19	90,19

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LES MARCHES LOUISE MENARD INC	2744	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	08-Avr. -19	15,93
	2749	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	17-Avr. -19	8,39
	2750	Projet jeux de Montreal	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	04-Avr. -19	929,99
	2751	Rencontre FRA Parcs 266 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	16-Avr. -19	35,82
LES MINIMALICES	005	Heure de conte le 30 mars bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	209,97
LES PRODUCTIONS MARC FORTIN ENR.	sl19014	Déambulation sur rues- spectacle dans le parc Persillier-Lachapelle , 18 juillet 2019 de 17h à 20h	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 574,81
LES SERVICES D'ARBITRAGE BERTHIER INC	180863	Honoraires arbitrage Grief 180863	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	02-Avr. -19	551,18
LETOURNEAU, ALEXANDRE	rembempl1904	Remboursement frais stationnement le 10 avril 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Avr. -19	16,57
LIRE ET FAIRE LIRE	1920026021	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Mars -19	35,00
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1903	Remboursement taxi livraison documents organismes	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	02-Avr. -19	45,00
	rembempl1904	Remboursement copie 4 clés	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	16-Avr. -19	12,70
	rembempl1904	Remboursement frais kilométrage les 11 et 25 mars 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	16-Avr. -19	17,63
MACOVEICIUC, ANDRA PAULA	rembempl1903	Frais requalification sauveteur national le 17 mars 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	27-Mars -19	120,09
MARIE-PAULE KASSIS	1122	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	83,99
MARYLENE MESSIER	sd19004	Spectacle Sunny Jazz Band le 7 août 19 Square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Avr. -19	1 100,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MARY RADERMAKER	190318	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Mars -19	600,00
MATINS KIWI INC.	dceecd00001	Lac à l'Épaule de Ville-Marie le 22 mars 19	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	11-Avr. -19	319,16
MAUDE BLONDIN-BENOIT	20190406mbb	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	10-Avr. -19	126,00
	20190413mbb	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	18-Avr. -19	112,50
MAXIME LABRECQUE	204	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	27-Mars -19	250,00
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	contech23807	Formation Toitures végétalisées de la conception à la construction le 25 avril 19	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	28-Mars -19	572,18
ME JULIE DURANCEAU, AVOCATE ET MEDIATRICE	19003	Frais supplémentaires en lien avec BC 1294039	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	03-Avr. -19	32,05
MICHAEL COTNOIR	sd19001	Spectacle Mondo Tierra le 3 juillet 19 Square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 200,00
MICHAUD, MELISSA	rembempl1903	Affiliation Carte de membre adulte le 1er mars 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	27-Mars -19	105,00
MICHEL GUIMONT ENTREPRENEUR ELECTRICIEN LTEE	75890	Remplacement prise et disjoncteur pour compresseur	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	10-Avr. -19	237,31
MIRON, CHRISTIAN	rembempl1904	Achat cadeau départ retraite Robert Bédard	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	26-Avr. -19	91,04
MOBIDIC	0000607a	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	178,48
	0000618	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	404,20
	0000620	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	89,24

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MOBIDIC	0000622	2 affichettes Consulatation pour les parents de Peter McGill	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	178,48
MOHAMMED RAHMAN	r183136		Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	18-Avr. -19	8,70
OLIVIER PARENT	20190413op	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	18-Avr. -19	121,50
PANACHES S.E.N.C.	sl19002	2 représetations de 45 minutes musique (trad) pour une fête de quartier dans une ruelle, le 11 juillet 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 049,87
	sl19003	Castelet voyageur (cachet d'artise) le 25 juillet 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 359,59
	sl19004	Cachet d'artiste (pour un magicien), le 13 août 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	708,67
PASCALE GALIPEAU	1	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Autres - activités culturelles	28-Mars -19	1 000,00
PATRICK MAGDA CLEMENT	20190413pmc	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	18-Avr. -19	135,00
PIANO ESMONDE WHITE	4262	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	18-Avr. -19	892,39
PRODUCTIONS FRANCIS DEMERS	mm19004	Spectacle Rodeo Drive Country Band le 13 août 19 Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Avr. -19	1 889,77
PROFAQUA INC.	20614	Atelier scientifique Oeuf en parachute le 24 mars bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	301,84
PUROLATOR COURRIER LTEE	440851893	Envoi colis le 11 mars	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	03-Avr. -19	36,46
	440969052	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	10-Avr. -19	110,56
RAYMOND ROBERT LTEE	15834	Lame metal blade Versatix	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	08-Avr. -19	648,30

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
RESONANCES, AGENCE DE SPECTACLES INC.	mm19002	Spectacle Élage Diouf le 2 juillet 19 Parc Médéric-Martin N.	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	2 099,75
RESTREPO, ALEJANDRO	rembempl1903	Remboursement pour Sceau professionnel ingenieur	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	23-Mars -19	105,00
ROSETTE D'ARAGON	20190316	Activité éveil à la lecture le 16 mars 19 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	140,00
ROUGIER, ISABELLE	rembempl1904	Remboursement rencontres équipe 15 janvier et 17 avril, achat départ V. Pichet le 27 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Avr. -19	63,26
	rembempl1904	Remb. frais km et stat. 24 janv, 1-18-19-22 févr, 4-6-29 mars, 2-28 avr.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	25-Avr. -19	93,08
ROULEAUX DE PAPIER & RUBANS J.L. INC.	414623	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	361,16
SA CONSTRUCTION INC.	r169058		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	29-Mars -19	1 396,15
SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	228963	Service courrier le 18 janv. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	15-Avr. -19	104,13
SIX CREATIVELAB	f1528c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Mars -19	123,10
	f1537c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Mars -19	222,57
	f1545c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	805,78
	f1546c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	105,51
	f1558c40	Schéma pour travaux et passage piétons	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	193,44
	f1559c40	Corrections visuel pour habillage des arceaux pour les poubelles participatives	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	70,34

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SIX CREATIVELAB	f1560c40	3 panneaux Sations breuvages et nourriture cabanes à sucre gratuites Parcs J.Drummond, M.Martin et square Cabot	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -19	193,44
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	189913	5 brevets premiers soins général DEA	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15-Avr. -19	57,50
	190044	2 Requalifications brevet premiers soins général	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15-Avr. -19	23,00
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	16197	Enlèvement graffiti 61, rue St Antoine Ouest	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	08-Avr. -19	472,44
SONORISATION GPS	in00122	Sonorisation Genticorum, bal des globetrotters, Jaron Freeman	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Avr. -19	866,15
	in00126	Sonorisation 23 et 30 mars 19 Didem basar, Guitar explosion Kattam	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Avr. -19	866,15
	in00127	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	26-Avr. -19	866,15
STEPHANIE MORISSETTE	fr201905596	Exposition : Réminiscence, image par image du 1e mai au 9 juin	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Avr. -19	670,00
SYLVAIN A. TROTTIER	mac0001	Atelier découverte réalité virtuelle 30 mars bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Avr. -19	341,21
TEL-LOC INC.	84490	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Avr. -19	83,99
TENLEC MULTISERVICES	2555	Dépannage laveuse 1455, Bercy	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	25-Avr. -19	255,12
THIERRY ARSENAULT	mm19005	Spectacle Mariner's Curse le 30 juillet 19 Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 049,87
	sd19003	Spectacle musical Mariner's Curse le 31 juillet 19 Square Dochester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	23-Avr. -19	1 049,87

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	ar3663434	Période lecture du 15 fevr au 14 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	25-Mars -19	15,04
	ar3663435	Période lecture du 15 fevr au 14 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	25-Mars -19	7,53
	ar3663436	Période lecture du 15 fevr au 14 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	25-Mars -19	90,13
	ar3663437	Période lecture du 15 fevr au 14 mars 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	25-Mars -19	63,63
TOXIQUE TROTTOIR	sl19015	Spectacle aquaphonie le 27 juin 19 Parc Pied du Courant	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	08-Avr. -19	1 784,79
	sl19017	Toxique Trottoir (la Famille Botero) le 1er août 2019 à Parc St-Jacques	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 679,80
VERSALYS	154859	Cours MS-Word le 22 mars	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	03-Avr. -19	129,40
ZIGZAG EN FETE INC.	2119	Jeu gonflable, animation, transport	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	27-Mars -19	249,35
ZINC PRODUCTIONS INC.	mm19006	Spectacle Andy St-Louis le 9 juillet Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 259,85
	mm19007	Spectacle Zinc Production le 6 août 19 Parc Médéric-MArtin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 259,85
	mm19008	Spectacle Zinc Production le 23 juillet 19 Parc Médéric-MArtin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Avr. -19	1 259,85
						90 427,12

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1196376003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du Conseil de la Ville d'offrir les services de l'escouade mobilité et l'application du règlement sur l'occupation du domaine public de l'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Accepter l'offre du Conseil de la Ville d'offrir les services de l'escouade mobilité et l'application du règlement sur l'occupation du domaine public de l'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 11:34

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196376003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du Conseil de la Ville d'offrir les services de l'escouade mobilité et l'application du règlement sur l'occupation du domaine public de l'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Depuis juin 2018, l'arrondissement de Ville-Marie a mis en place l'Escouade « Mobilité » afin d'améliorer significativement l'état de la mobilité au sein des corridors de déplacement de l'arrondissement et les axes de mobilité des arrondissements du Plateau Mont-Royal et du Sud-Ouest. Cette équipe composée d'inspecteurs d'arrondissement travaille en étroite collaboration avec le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en assurant une couverture de 5 h à 23 h sur l'ensemble du territoire. L'Escouade mobilité intervient en matière de mobilité et sécurité routière au Centre-Ville en s'assurant de la conformité des occupations du domaine public, du respect de la signalisation routière, du monitoring en continu, des interventions rapides visant à régulariser les situations problématiques, des actions de communications et des opérations de sensibilisation auprès des usagers.
Afin d'augmenter significativement la couverture assurée par l'Escouade mobilité, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la Ville offre les services de l'escouade mobilité quant à l'application de la réglementation sur l'occupation du domaine public, aux arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Rosemont-La-Petite-Patrie et de Ville-Marie. Cette escouade relève du Service de la concertation des arrondissements.

Il a donc été convenu de déplacer l'équipe en place à l'arrondissement de Ville-Marie vers le Service de la concertation des arrondissements. Ce nouveau positionnement de l'équipe permettra l'amélioration du processus de fonctionnement et d'intervention de l'escouade, facilitera l'intégration du pouvoir de compétence centrale relié à l'émission des constats d'infraction (Règlement sur la circulation et le stationnement C-4.1) et assurera un meilleur arrimage inter-arrondissement en garantissant une répartition équilibrée des ressources sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0587 | Offrir, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, aux arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Sud-Ouest, Rosemont–La Petite-Patrie et Ville-Marie, les services de l'escouade mobilité pour l'application de leurs règlements sur l'occupation du domaine public.

CM19 0588 | Autoriser un virement budgétaire au budget de fonctionnement de 166 800 $ pour l'année 2019 en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie vers le Service de la concertation des arrondissements et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2020 pour un montant de 284 700 $ au budget de fonctionnement, ainsi que le déplacement de quatre (4) postes cols blancs permanents d'inspecteurs d'arrondissement (trav.circ.prop) dont le code d'emploi est le 720090.

DESCRIPTION

Le déplacement de quatre (4) postes permanents d'inspecteur d'arrondissement (trav.circ.prop) (groupe salarial 8) dont le code emploi est 720090 vers le Service de la concertation des arrondissements se détaille comme suit:
Poste 34376 et son occupant
Poste 34377 et son occupant
Poste 34379 et son occupant
Poste 75192 et son occupant

Ce transfert a été autorisé par le conseil de la Ville le 14 mai 2019 (CM19 0588).

JUSTIFICATION

Voir contexte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le 14 mai 2019, le conseil de la Ville a autorisé un virement budgétaire au budget de fonctionnement de 166 800 $ pour l'année 2019 en provenance de l'arrondissement de Ville -Marie vers le Service de la concertation des arrondissements et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2020 pour un montant de 284 700 $ au budget de fonctionnement, ainsi que le déplacement de quatre (4) postes cols blancs permanents d'inspecteurs d'arrondissement (trav.circ.prop) dont le code d'emploi est le 720090.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine BRISSON, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Guylaine BRISSON, 22 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Pier GENEST
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5168
Télécop. : 514 868-3548

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la répartition du surplus de gestion 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie établi à 22 384 200 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2018 de la Ville de Montréal

D'approuver la répartition des surplus de gestion 2018 de l'arrondissement Ville-Marie, totalisant 22 384 200 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement
des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2018 de la Ville de Montréal.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 13:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197128002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la répartition du surplus de gestion 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie établi à 22 384 200 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2018 de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le conseil municipal adopte la détermination des surplus de gestion des Arrondissements ainsi qu'une politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement de ces surplus.
Cette politique vise à définir les règles de conduite en matière de détermination, d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice précédent de même que les règles de remboursement des déficits. Seuls les arrondissements qui présentent un surplus de gestion se voient attribuer les sommes ainsi déterminées.

Les résultats finaux approuvés par le conseil municipal établissent un surplus de gestion de 22 384 200 $ pour l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice 2018. La répartition des surplus faisant l'objet du présent dossier respecte la politique d'attribution et de renflouement mentionnée précédemment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0591 – 15 mai 2019 – **Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2018, la détermination des surplus de gestion des arrondissements.**

DESCRIPTION

A- Conformément aux dispositions de la Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier de 2018 de la Ville de Montréal, il est recommandé au Conseil d'Arrondissement d'approuver la répartition du surplus de gestion de l'arrondissement de Ville-Marie de 22 384 200 $ détaillée ci-après:

1. **Le comblement, jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel d'enlèvement de la neige, de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement à partir des surplus dégagés de cette activité:**

Surplus (déficit) dégagé de cette activité en 2018= 101 192 $
Budget annuel 2019 déneigement = 5 264 800 $
50 % (maximum) = 2 632 400 $
Solde à la réserve Neige au 01-01-2019 (après réouverture des dossiers approuvés antérieurement)= 1 386 498 $
Maximum applicable tenant compte du solde = 1 245 902 $

Le surplus dégagé de cette activité en 2018 s'élève à 101 192 $, toutefois, il a été décidé d'affecter 1 245 902 $ au renflouement de cette réserve afin que son solde représente 50 % du budget annuel d'enlèvement de la neige.

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée **à la stabilisation du coût du déneigement**: **1 245 902 $**

2. Le comblement, jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel (estimé des coûts 2018), d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts «santé et sécurité au travail», à partir des surplus dégagés de cette activité:
Surplus (déficit) dégagé de cette activité en 2018= (180 300 $)
Budget annuel 2019 SST= 955 235 $
Solde à la réserve SST au 01-01-2019 (après réouverture des dossiers approuvés antérieurement)= 653 161 $
Maximum applicable tenant compte du solde = 302 074 $

Aucun surplus n'a été dégagé pour cette activité, toutefois, puisque la réserve dédiée à la stabilisation du coût « santé et sécurité du travail » est en deçà du maximum suggéré de **100 % du budget annuel (estimé des coûts 2018)**, il a été décidé de la renflouer à partir des surplus de gestion dégagés de l'Arrondissement pour l'exercice 2018.

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée à la santé et sécurité au travail: **302 074 $**

3. Le comblement, jusqu'à 100 % des surplus dégagés de cette activité, d'une réserve dédiée à l'entretien du Quartier des spectacles:
Surplus dégagés de ce poste budgétaire en 2018 : 141 498 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée à l'entretien du Quartier des spectacles: **141 498 $**

4. Le comblement, jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'Arrondissement, de la réserve pour «imprévus», dans la mesure où il existe un solde disponible:
Budget annuel 2019 de Ville-Marie : 93 580 200 $
1,5 % (maximum) = 1 403 703 $
Solde de la réserve pour imprévus au 01-01-2019 (après réouverture des dossiers approuvés antérieurement)= 1 783 979 $
Maximum applicable tenant compte du solde = 0 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve pour imprévus: **0 $**

6. Tout solde de surplus de gestion de 2018, déterminé pour l'Arrondissement, est considéré comme un surplus «libre» à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manoeuvre ou combler certains besoins.
Surplus de gestion 2018 = 22 384 200 $
Fonds réservés = 1 689 474 $

Surplus de gestion 2018 libres pour autres fins: **20 694 726 $**

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En conformité avec la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, le surplus de gestion de 22 384 200 $ établi pour l'arrondissement de Ville-Marie doit être affecté de la façon suivante :

Stabilisation du coût du déneigement	2438.31005	1 245 902 $
Santé et sécurité	2438.31027	302 074 $
Imprévus	2438.31010	0 $
Quartier des Spectacles	2438.31020	141 498 $
Autres fins (Libres)	2438.31025	20 694 726 $
Total		**22 384 200 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-05-22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 12:51

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

_____

Directeur des relations avec les citoyens des communications
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192701036**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er décembre 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27) (ci-après la « LAMP »). Notamment, la LAMP institue l'Autorité des marchés publics chargée de surveiller l'ensemble des contrats des organismes publics, incluant les organismes municipaux et d'appliquer les dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics concernant l'inadmissibilité aux contrats publics, l'autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public ou d'un sous-contrat public et les rapports de rendement des contractants relativement à l'exécution d'un contrat. Pour la Ville de Montréal, c'est le Bureau de l'Inspecteur général qui exercera la majeure partie des pouvoirs confiés à l'Autorité eu égard à l'examen de la conformité du processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat.
Les contrats visés par la LAMP sont les contrats pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance de matériel, de matériaux ou de services comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande publique de soumissions. À ce jour, ce seuil minimal est établi au montant de 101 100$.

La LAMP vient également introduire de nouveaux articles dans la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) qui impliquent des changements dans les pratiques en matière de sollicitation des marchés. Elle oblige les municipalités à publier un avis d'intention avant de conclure certains contrats de gré à gré et à se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes qui sont formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat. À cet effet, la Ville de Montréal doit se doter d'une telle procédure lui permettant de recevoir et de traiter de façon équitable les plaintes formulées.

La LAMP fait donc référence à deux personnes ayant un rôle-clé: le dirigeant et la personne responsable des plaintes. La personne responsable des plaintes est celle qui sera désignée par la municipalité pour recevoir et traiter les plaintes et adopter la procédure en conséquence. À la Ville de Montréal, il est souhaité qu'il y ait qu'une procédure unique et que le seul responsable soit le contrôleur général. À noter que cette désignation ne fait pas l'objet du présent dossier.

Le présent sommaire décisionnel concerne la deuxième personne clé prévue dans la LAMP, soit le dirigeant, dont le rôle est notamment de recevoir du Bureau de l'Inspecteur général les recommandations de ce dernier concernant le processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, concernant l'exécution d'un contrat ou concernant la gestion contractuelle de l'organisme. Or, en vertu de l'article 33 de la Loi, le dirigeant, lorsqu'il est question d'un organisme municipal, correspond au conseil de celui-ci. Ainsi, à la Ville de Montréal, il y a un dirigeant par instance. Toutefois, il est possible pour chaque conseil de déléguer tout ou partie des fonctions qui lui sont dévolues au comité exécutif ou au directeur général ou, à défaut, à l'employé occupant les plus hautes fonctions de l'organisme.

Ainsi, pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, il est recommandé d'adopter un règlement prévoyant la délégation au directeur d'arrondissement délégué de toutes les fonctions qui, selon la LAMP, sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter un règlement déléguant au directeur d'arrondissement délégué les pouvoirs dévolus au dirigeant par la LAMP, et ce, pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des mécanismes qui y sont prévus.

JUSTIFICATION

Compte tenu du fait qu'il est possible que les nouveaux mécanismes prévus par la LAMP fassent en sorte que les instances municipales soient plus fréquemment interpellées par le Bureau de l'Inspecteur général, l'adoption de ce règlement est nécessaire pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des opérations. Notamment, l'Inspecteur général pourrait avoir à s'adresser au dirigeant pour convenir d'une période plus longue pour lui permettre d'analyser une plainte, comme le prévoit la LAMP. S'il était nécessaire de saisir le conseil d'arrondissement pour obtenir cet accord, le processus contractuel alors en cours serait considérablement retardé.
À cette fin, il est proposé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27). Il est recommandé que ce règlement soit en vigueur au moment où les dispositions concernant le mécanisme de traitement des plaintes entrera en vigueur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les fonctions dévolues par la LAMP au dirigeant de l'organisme municipal devront être exercées par le conseil d'arrondissement pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de sa compétence dans la mesure où aucun règlement de délégation n'est adopté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt
Adoption du règlement
Publication du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 33 de la LAMP

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-12

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Avis de motion: CA19 240232

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27).

40.08
CA-24-304
1192701036

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-304	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 33 de la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par l'insertion, dans la définition « fonctionnaire de niveau A », entre les mots « citoyens, » et « du », des mots « des communications, ».

2. Le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par l'ajout, après l'article 21, de l'article suivant :

« **19.4.** Pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, sont déléguées au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal. ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701036*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197400001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-28 08:56

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197400001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Le site de la cour de voirie satellite de la Commune fait l'objet d'un appel à projets international, *Reinventing Cities* , à l'issue duquel il sera vendu. L'arrondissement exige toutefois l'intégration d'un garage de voirie afin de desservir adéquatement le territoire. Or cette insertion implique de permettre l'usage cour de voirie à cet emplacement et en rez-de -chaussée. De plus, le calcul de la densité doit être le même pour toutes les équipes, peu importe les opérations cadastrales prévues. L'arrondissement souhaite donc autoriser ces dérogations en amont des résultats de l'appel à projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240286 – 8 mai 2012 : Dérogation mineure relativement à la construction d'une dépendance en cour avant du bâtiment pour permettre la construction des entrepôts à abrasifs de la cour de voirie

DESCRIPTION

Le site
Le terrain de 9 910,5 m² est occupé par un bâtiment d'un étage comprenant des garages et salles de repos, et par des entrepôts à sel et gravier. Les activités de la cour de voirie ont été en grande partie déplacées dans la cour de voirie rue de Bercy. On y retrouve des vestiges archéologiques (moulin à vent) qui doivent demeurer *in situ* et être protégés.

Le terrain est situé aux abords du canal de Lachine. Il est bordé par trois voies publiques : la rue de la Commune, la rue Nazareth et l'autoroute Bonaventure en viaduc. Une bande de 10 mètres de large le long du viaduc fait l'objet d'une servitude de passage (piste multifonctionnelle et accès pour l'entretien du mur de soutènement).

Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 mètres avec une surhauteur de 80 mètres. La densité autorisée (COS) est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

Le projet

L'appel à projet Reinventing Cities
En janvier 2018, la Ville de Montréal a proposé le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projet international *Reinventing Cities* , organisé par l'organisme C-40. *Reinventing Cities* vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Dans une première phase d'expression d'intérêt (printemps-été 2018), quatre équipes ont été sélectionnées par un jury composé de professionnels de l'aménagement, de l'environnement et du développement immobilier. Ces équipes devront remettre leurs propositions finales en avril 2019. Par la suite, une présentation publique des projets, devant le jury, aura lieu et se conclura par le choix de l'équipe lauréate (juin 2019). Un comité technique composé de professionnels de différents services de la Ville effectue une première évaluation des projets aux deux étapes. À l'issue de l'appel à projet, la Ville vendra son site au lauréat.

Le garage de voirie
En outre, l'acquéreur doit réserver dans son projet un espace pour un garage de voirie satellite de l'arrondissement, qui sera cédé à la Ville comme lot superficiaire. Cet espace d'environ 1 165 m² comprendra un entrepôt à saumure (chlorure de sodium) et permettra d'accueillir des véhicules de voirie pour des opérations de recharge électrique et de remplissage de saumure. Le programme fonctionnel et technique (PFT) du garage a été remis aux équipes finalistes. Il impose différents éléments :
- le garage est accessible par la rue Nazareth et situé au moins en partie au rez-de-chaussée;
- la configuration doit permettre aux camions de ne pas faire de marche arrière;
- l'ensemble du garage doit être couvert.

Le cadre réglementaire

L'inclusion du garage dans le projet entraîne des dérogations concernant:
- *l'usage « cour de voirie »* : selon l'article 227, l'usage actuel n'est pas permis dans un secteur M.7, il est donc en droits acquis, or il risque de s'interrompre et ne plus être reconnu comme tel après la réalisation du projet.
- *l'occupation commerciale ou institutionnelle du rez-de-chaussée rue Nazareth* : selon l'article 228, dans un secteur M.7, le rez-de-chaussée devrait être occupé par un usage commercial ou un équipement collectif ou institutionnel, or la cour de voirie est un usage industriel et le PFT exige qu'elle se situe au rez-de-chaussée sur la rue Nazareth.

Par ailleurs, une dérogation est à prévoir concernant le calcul de la densité :
- selon l'article 44, le calcul de la densité se fait par terrain. Or un projet pourrait inclure une subdivision du terrain de la cour de voirie, auquel cas, la densité devrait être calculée pour chacun des nouveaux terrains.

JUSTIFICATION

La direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a besoin d'un garage satellite dans l'ouest de l'arrondissement afin de desservir ce secteur pour les opérations de déglaçage. Les opérations de voirie qui se dérouleront sur le site seront ponctuelles

puisqu'elles se concentreront l'hiver, lors des opérations de déglaçage. Le reste de l'année, le site sera utilisé comme stationnement occasionnel.
Les exigences qu'un usage industriel doit respecter dans un secteur mixte selon le Règlement d'urbanisme sont incluses dans les critères généraux de performance du programme fonctionnel et technique (PFT) du garage, à savoir la cohabitation harmonieuse des opérations avec les usages résidentiels et la minimisation des nuisances sonores et visuelles. De plus, les exigences comme la configuration sans manœuvres en marche arrière et l'emplacement dans un espace intérieur contribueront à minimiser les nuisances sonores et les enjeux de sécurité à la sortie du bâtiment.

L'usage est donc jugé compatible avec un projet à usages mixtes.

Par ailleurs, le garage doit être accessible par la rue Nazareth et situé en partie au rez-de-chaussée, ce qui pourrait comprendre des espaces en façade (local pour les employés, réservoir de saumure). L'espace dédié au garage est inclus dans le concept architectural de l'ensemble du site et doit respecter les différents critères d'intégration. De plus, le projet lauréat sera présenté au CCU pour la révision architecturale (surhauteur).

Enfin, en vue de garantir des conditions équivalentes de calcul de densité pour tous les finalistes, ainsi qu'une densité acceptable à l'échelle de cet îlot, la densité maximale (COS 9) devrait s'appliquer au terrain actuel et non aux subdivisions potentielles du site.

À l'issue de la séance du 14 mars 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable pour cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption d'un premier projet de résolution :9 avril 2019
· Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· Assemblée publique de consultation : 24 avril 2019
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 7 mai 2019
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution :5 juin 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 868-8723
Approuvé le : 2019-03-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Résolution: CA19 240184

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 402
1197400001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240227

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 9 avril 2019 et l'a soumis à une consultation publique le 24 avril 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 402
1197400001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 mars 2019
3001513422
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 987, rue de la Commune Ouest

Responsables : Charlotte Horny et Marie-Ève Gravel

Description : La demande concerne le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projets international Reinventing Cities, organisé par l'organisme C-40. Reinventing Cities vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Dans une 1ere phase d'expression d'intérêt (printemps-été 2018), quatre équipes ont été sélectionnées par un jury composé de professionnels de l'aménagement, de l'environnement et du développement immobilier. Ces équipes devront remettre leurs propositions finales en avril 2019. Par la suite, une présentation publique des projets, devant le jury, aura lieu et se conclura par le choix de l'équipe lauréate (juin 2019). Un comité technique composé de professionnels de différents services de la Ville effectue une première évaluation des projets aux deux étapes. À l'issue de l'appel à projets, la Ville vendra son site au lauréat.

En outre, l'acquéreur doit réserver dans son projet un espace pour un garage de voirie satellite de l'arrondissement, qui sera cédé à la Ville comme lot superficiaire. Cet espace d'environ 1 165 m² comprendra un entrepôt à saumure (chlorure de sodium) et permettra d'accueillir des véhicules de voirie pour des opérations de recharge électrique et de remplissage de saumure. Le programme fonctionnel et technique (PFT) du garage a été remis aux équipes finalistes. Il impose que le garage soit accessible par la rue Nazareth et situé au moins en partie au rez-de-chaussée, que la configuration permette aux camions de ne pas faire de marche arrière et que l'ensemble du garage soit couvert.

Le terrain de 9 910,5 m² est occupé par un bâtiment d'un étage comprenant des garages et salles de repos, et par des entrepôts à sel et gravier. Les activités de la cour de voirie ont été en grande partie déplacées dans la cour de voirie rue de Bercy. On y retrouve des vestiges archéologiques (moulin à vent) qui doivent demeurer in situ et être protégés.

Le terrain est situé aux abords du canal de Lachine. Il est bordé par trois voies publiques : la rue de la Commune, la rue Nazareth et l'autoroute Bonaventure en viaduc. Une bande de 10 m de large le long du viaduc fait l'objet d'une servitude de passage (piste multifonctionnelle et accès pour l'entretien du mur de soutènement).

Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 m avec une surhauteur de 80 m. La densité autorisée est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : En janvier 2018, la Ville de Montréal a proposé le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projets international Reinventing Cities, organisé par l'organisme C-40. Reinventing Cities vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Considérant que : La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a besoin d'un garage satellite dans l'ouest de l'arrondissement afin de desservir ce secteur pour les opérations de déglaçage.

Considérant que : Les opérations de voirie qui se dérouleront sur le site seront ponctuelles puisqu'elles se concentreront l'hiver, lors des opérations de déglaçage alors que e reste de l'année, le site sera utilisé comme stationnement occasionnel.

Considérant que : Les exigences qu'un usage industriel doit respecter dans un secteur mixte selon le *Règlement d'urbanisme 01-282* sont incluses dans les critères généraux de performance du programme fonctionnel et technique (PFT) du garage, à savoir la cohabitation harmonieuse des opérations avec les usages résidentiels et la minimisation des nuisances sonores et visuelles.

Considérant que : Les exigences comme la configuration sans manœuvres en marche arrière et l'emplacement dans un espace intérieur contribueront à minimiser les nuisances sonores et les enjeux de sécurité à la sortie du bâtiment.

Considérant que : L'usage est donc jugé compatible avec un projet à usages mixtes.

Considérant que : Le garage doit être accessible par la rue Nazareth et situé en partie au rez-de-chaussée, ce qui pourrait comprendre des espaces en façade (local pour les employés, réservoir de saumure).

Considérant que : L'espace dédié au garage est inclus dans le concept architectural de l'ensemble du site et doit respecter les différents critères d'intégration.

Considérant que : Le projet lauréat sera présenté au CCU pour la révision architecturale (surhauteur).

Considérant que : La densité maximale (COS 9) devrait s'appliquer au terrain actuel et non aux subdivisions potentielles du site afin de garantir des conditions équivalentes pour tous les finalistes, ainsi qu'une densité acceptable à l'échelle de cet îlot.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197199003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:

a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
ii) le pavillon de la Jamaïque;
iii) la tour de Lévis;
iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-27 14:30

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (3001513402) a été déposée afin d'autoriser les usages « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 3 986 721 du cadastre du Québec pour l'île Sainte-Hélène (en excluant La Ronde et l'emprise du pont Jacques-Cartier) et des lots 2 596 862, 2 596 863, 2 596 866 et 3 063 794 du cadastre du Québec pour l'île Notre-Dame (en excluant le Casino de Montréal). L'ensemble forme le territoire du parc Jean-Drapeau, une propriété de la Ville de Montréal gérée par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), une société paramunicipale constituée à cette fin.

L'emplacement est en partie situé dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène et il est compris dans la catégorie E.3(2) « Grands parcs de l'arrondissement – secteur du parc Jean -Drapeau, de l'île Sainte-Hélène et de l'île Notre-Dame » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise à autoriser la possibilité d'occuper certains locaux des bâtiments et pavillons du parc Jean-Drapeau aux fins des usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour permettre la location de salles pour de petits événements, réceptions ou réunions.

Ainsi, ces usages seraient confirmés dans une série d'espaces locatifs déjà formellement offerts par la SPJD, à savoir : au pavillon du Canada (salle « La Toundra »), au pavillon de la Jamaïque et, jusqu'à il y a quelque temps, à la tour de Lévis (temporairement fermée en

attente de travaux de restauration) ainsi que dans les paddocks de l'île Notre-Dame actuellement en construction, comprenant de vastes espaces intérieurs libres hors des événements du Grand Prix, qui s'ajouteront à cette offre de location dès l'été prochain, faisant de cela leur usage principal le reste de l'année.

Par ailleurs, la SPJD offre aussi ponctuellement des salles au Centre aquatique de l'île Sainte-Hélène, au Chalet de la plage Jean-Doré, au Quartier des athlètes du bassin Olympique, etc., ainsi que la possibilité de louer des sites extérieurs comme les jardins des Floralies ou la Terrasse du lac de l'île Notre-Dame, sous un chapiteau. Ces activités, accessoires à l'usage principal du parc Jean-Drapeau, se retrouvent également chez les autres partenaires insulaires, notamment à La Ronde, au Musée Stewart, à la Biosphère ou au Casino de Montréal, qui offrent une variété d'espaces analogues.

Le cadre réglementaire
Les usages « salle de réception » et « salle de réunion » souhaités pour certains pavillons et bâtiments dérogent aux dispositions du Règlement d'urbanisme, à savoir :

· aux usages commerciaux complémentaires autorisés dans un secteur de catégorie E.3(2) (article 296).

Ces usages peuvent actuellement s'exercer comme usages accessoires à un usage principal occupant un bâtiment, lorsqu'ils sont nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'usage principal et qu'ils ne font l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment, par exemple, pour la location de salles ponctuelles dans certains des pavillons de parc servant d'abord à autre chose.

Au Plan d'urbanisme, l'affectation « Grand espace vert ou parc riverain » comprend la composante « Commerce ou bureau complémentaire aux installations de récréation » permettant les usages commerciaux complémentaires envisagés.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet d'occupation satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.
En effet, les usages envisagés sont cohérents avec l'utilisation effectuée des installations du parc Jean-Drapeau au courant des années. Ainsi, tout en régularisant les espaces dédiés existants et l'ajout des nouveaux paddocks de l'île Notre-Dame, celle-ci permettrait l'occupation, l'animation et même la préservation des bâtiments visés.

Ce type d'activité est également présent dans d'autres grands parcs analogues, notamment au chalet du Mont-Royal, au pavillon du Lac-aux-Castors ou dans des équipements municipaux, tels que ceux d'Espace pour la vie, ailleurs sur le territoire montréalais.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable pour un projet particulier avec condition

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 868-8723
Approuvé le : 2019-03-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Résolution: CA19 240181

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
      i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
      ii) le pavillon de la Jamaïque;
      iii) la tour de Lévis;
      iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Adoptée à l'unanimité.

40.11
pp 403
1197199003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240228

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 9 avril 2019 et l'a soumis à une consultation publique le 24 avril 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
      i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
      ii) le pavillon de la Jamaïque;
      iii) la tour de Lévis;
      iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
pp 403
1197199003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 mars 2019
3001513402
4.3.1

Objet : **MODIFICATION DE ZONAGE / PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1, circuit Gilles-Villeneuve

Responsable : Étienne Longtin

Description : La demande vise à autoriser l'occupation de certains locaux des bâtiments et pavillons du parc Jean-Drapeau aux fins des usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour permettre la location de salles pour de petits événements, réceptions ou réunions.

La SPJD offre déjà une série d'espaces locatifs formels (salle « La Toundra » du pavillon du Canada ou le pavillon de la Jamaïque) où ces usages sont exercés en exclusivité, en complémentarité à l'usage principal du parc Jean-Drapeau. Les paddocks de l'île Notre-Dame, comprenant de vastes espaces intérieurs libres hors des événements du Grand Prix, s'ajouteront à cette offre de location dès l'été prochain, faisant de cela leur usage principal le reste de l'année.

Par ailleurs, la SPJD offre aussi ponctuellement des salles au Centre aquatique de l'île Sainte-Hélène, au Chalet de la plage Jean-Doré, au Quartier des athlètes du bassin Olympique, etc., incluant même autrefois la tour de Lévis, ainsi que la possibilité de louer des sites extérieurs comme les jardins des Floralies ou la Terrasse du lac de l'île Notre-Dame, sous un chapiteau. Ces activités, accessoires à l'usage principal du parc Jean-Drapeau, se retrouvent également chez les autres partenaires insulaires, notamment à La Ronde, au Musée Stewart, à la Biosphère ou au Casino, qui offrent une variété d'espaces analogues.

Les usages « salle de réception » et « salle de réunion » souhaités pour certains pavillons et bâtiments dérogent aux dispositions du Règlement d'urbanisme, soit aux usages commerciaux complémentaires autorisés dans un secteur de catégorie E.3(2) (article 296). Ces usages peuvent actuellement s'exercer comme usages accessoires à un usage principal occupant un bâtiment, lorsqu'ils sont nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'usage principal et qu'ils ne font l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment, par exemple, pour la location de salles ponctuelles dans certains des pavillons de parcs servant d'abord à autre chose.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La modification de zonage envisagée est cohérente avec l'utilisation effectuée des installations du parc Jean-Drapeau au courant des années, mais qu'il pourrait être préférable d'autoriser ces usages par projet particulier pour des bâtiments spécifiquement identifiés.

Considérant que : Ce type d'activité est également présent dans d'autres grands parcs analogues, notamment au chalet du Mont-Royal, au pavillon du Lac-aux-Castors ou dans des équipements municipaux, tels que ceux d'Espace pour la vie, ailleurs sur le territoire montréalais.

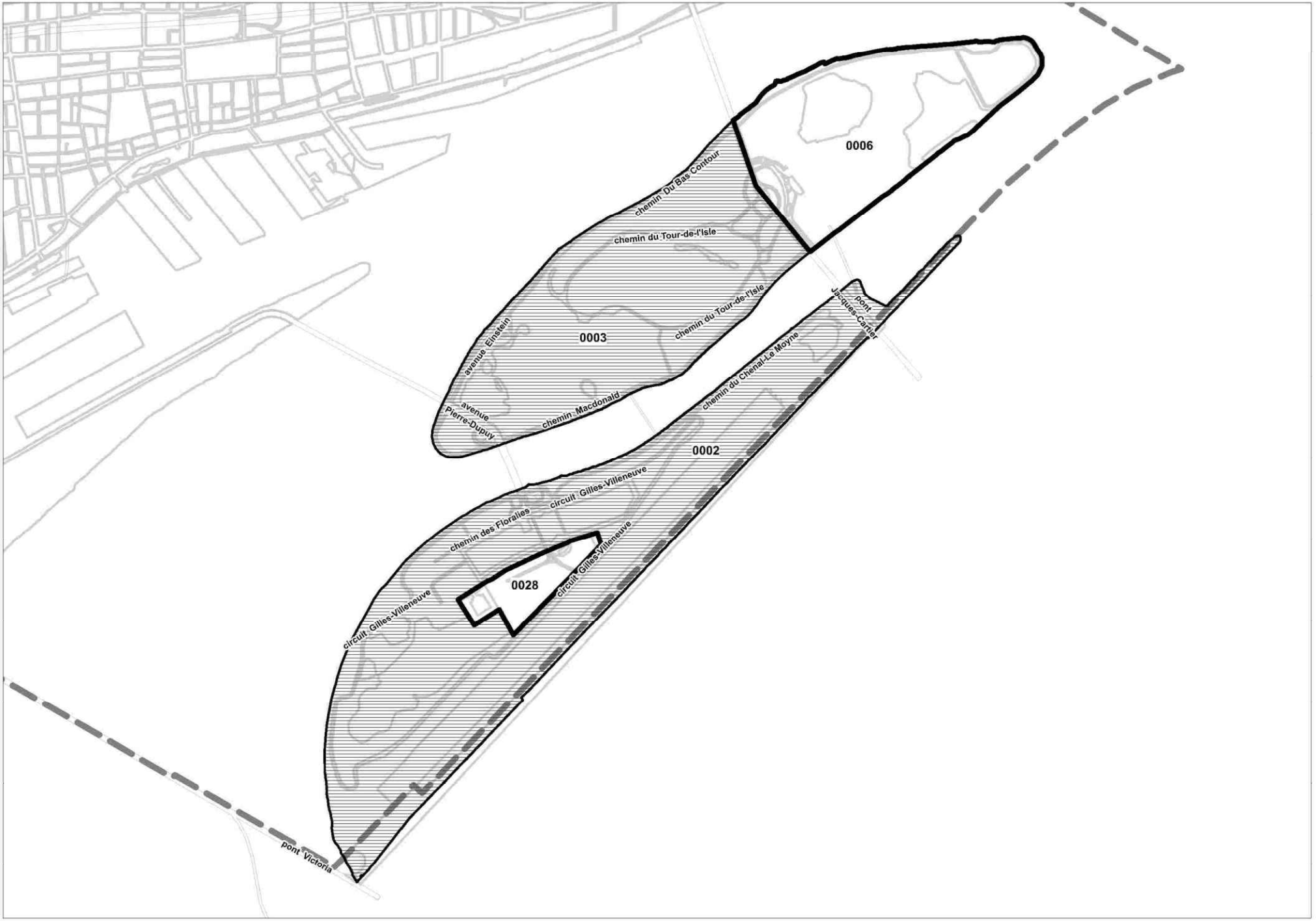
Considérant que : L'identification de la vocation des bâtiments au travers du parc Jean-Drapeau est en cours dans le cadre de la démarche de révision du Plan directeur et qu'au besoin des modifications règlementaires pourront alors être apportées en cohérence de la vision ainsi dégagée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard d'une demande de projet particulier à la condition suivante :

- **Autoriser les usages souhaités uniquement pour les emplacements existants et les nouveaux paddocks de l'île Notre-Dame.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1197199003** | **Date: 27 mars 2019**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197303003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- seuls les usages commerciaux de la catégorie M.7, à l'exception de l'usage restaurant, sont autorisés, selon les conditions de la classe C, dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa aux niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019;
- seul l'usage « restaurant » est autorisé dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa à tous les niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 14:49

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197303003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre l'occupation de l'usage restaurant dans un local situé sur le site de la Cathédrale Christ Church. Un tel usage n'est pas autorisé dans ce secteur en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le projet
Le site du projet est présentement occupé par la Cathédrale Christ Church, un édifice à bureaux de 34 étages (tour KPMG) et un espace commercial en sous-sol, les Promenades Cathédrale. Le bâtiment visé par la demande constitue une reconstitution du presbytère qui a été démantelé lors de la construction des Promenades Cathédrale. Depuis sa reconstruction et jusqu'en 2017, le bâtiment était entièrement occupé par un restaurant. L'interruption des deux dernières années a entraîné la perte des droits acquis de sorte que l'usage commercial n'y est plus autorisé.

Le projet consiste à modifier un projet particulier existant afin de reconnaître le caractère commercial de tous les locaux conçus et utilisés à cette fin dans le complexe Cathédrale Christ Church. Également, il s'agit de modifier le volume bâti de l'ancien presbytère, notamment en y ajoutant un escalier d'issue.

Le cadre réglementaire
Le secteur de catégorie d'usages visé, E.5 – Lieux de culte patrimoniaux, ne comprend aucun usage commercial. Le demandeur souhaiterait qu'y soient autorisés les usages commerciaux de la catégorie M.7C, qui correspond aux commerces et services caractéristiques du centre-ville, et l'usage « restaurant » aux trois niveaux.

JUSTIFICATION

Considérations

· le caractère commercial du site est établi depuis la reconstruction du presbytère et les trois niveaux du bâtiment sont occupé par les usages restaurant et débit de boissons alcooliques depuis plus de 20 ans;
· le plan d'urbanisme reconnaît les usages commerciaux compris dans les sites de lieux de culte dont l'existence précède 2004, soit la date d'entrée en vigueur de la seconde version du plan d'urbanisme;
· l'exploitation de ces usages tels usages, qui sont compatibles avec le milieu environnant, permettrait d'assurer la pérennité d'un bâtiment vacant.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande de projet particulier à la condition suivante:
l'usage débit de boissons alcooliques ne serait pas autorisé à un niveau supérieur au rez-de-chaussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Première lecture du projet de résolution

- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement – Deuxième lecture du projet de résolution
- Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution de projet particulier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-16

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-04-17

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240229

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) seuls les usages commerciaux de la catégorie M.7, à l'exception de l'usage restaurant, sont autorisés, selon les conditions de la classe C, dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa aux niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019;
   b) seul l'usage « restaurant » est autorisé dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa à tous les niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 404
1197303003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.2.4

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1333, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser l'occupation de l'usage restaurant dans un local situé sur le site de la Cathédrale Christ Church. Un tel usage n'est pas autorisé dans ce secteur en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues. Le site du projet est présentement occupé par la Cathédrale Christ Church, un édifice à bureaux de 34 étages (tour KPMG) et un espace commercial en sous-sol, les Promenades Cathédrale. Le bâtiment visé par la demande constitue une reconstitution du presbytère qui a été démantelé lors de la construction des Promenades Cathédrale. Depuis sa reconstruction, le bâtiment est occupé aux trois niveaux par des restaurants, mais le dernier, l'Apollo, a cessé ses activités depuis deux ans. La transformation du bâtiment correspondant à l'ancien presbytère, afin d'y ajouter un nouveau volume contenant un escalier d'issue, fait l'objet d'une demande de permis distincte. La demande à l'étude vise à y autoriser l'exploitation d'un restaurant tel qu'à l'origine. Le secteur de catégorie d'usages visé, E.5 – Lieux de culte patrimoniaux, ne comprend aucun usage commercial. Le demandeur souhaiterait qu'y soient autorisés les usages commerciaux de la catégorie M.7C qui correspond aux commerces et services caractéristiques du centre-ville et l'usage « restaurant » aux trois niveaux.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande de permis de transformation du bâtiment afin d'ajouter une cage d'escalier vitrée.
Considérant que :	Le caractère commercial du site est établi depuis la reconstruction du presbytère et les trois niveaux du bâtiment sont occupés par les usages restaurant et débit de boisson alcoolique depuis plus de 20 ans.

Considérant que : Le plan d'urbanisme reconnaît les usages commerciaux compris dans les sites de lieux de culte dont l'existence précède 2004, soit la date d'entrée en vigueur de la seconde version du plan d'urbanisme.

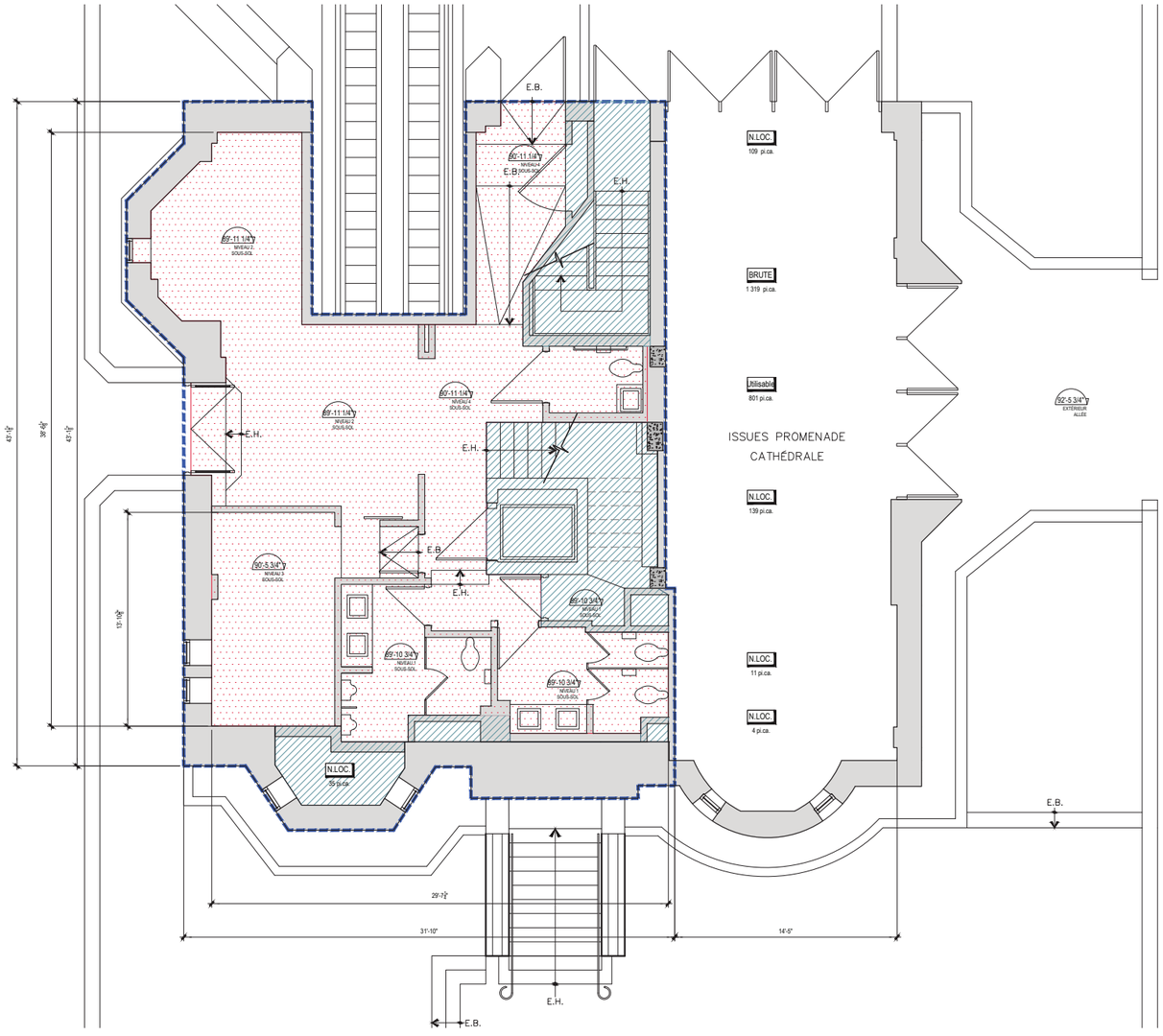
Considérant que : L'exploitation de ces usages tels usages, qui sont compatibles avec le milieu environnant, permettrait d'assurer la pérennité d'un bâtiment vacant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Que l'usage débit de boissons alcooliques ne soit pas autorisé à un niveau supérieur au rez-de-chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



1 A101 PLAN RDC EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS. TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
EGD
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

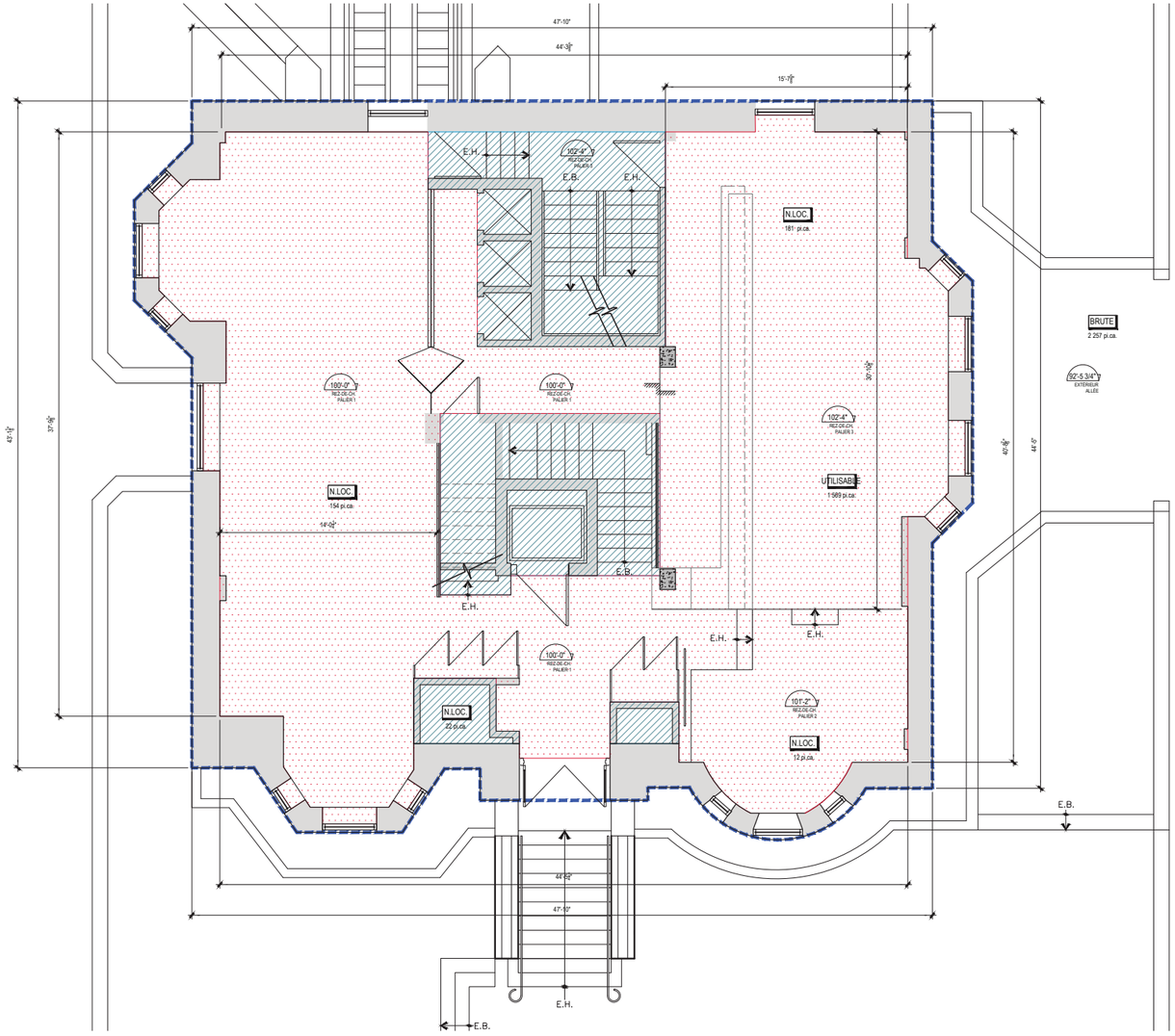
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTRÉAL QUÉBEC

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN RDC
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A101
DESSINÉ PAR	CRNG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 A102 PLAN 1er ÉTAGE EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
RA
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
EGP
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

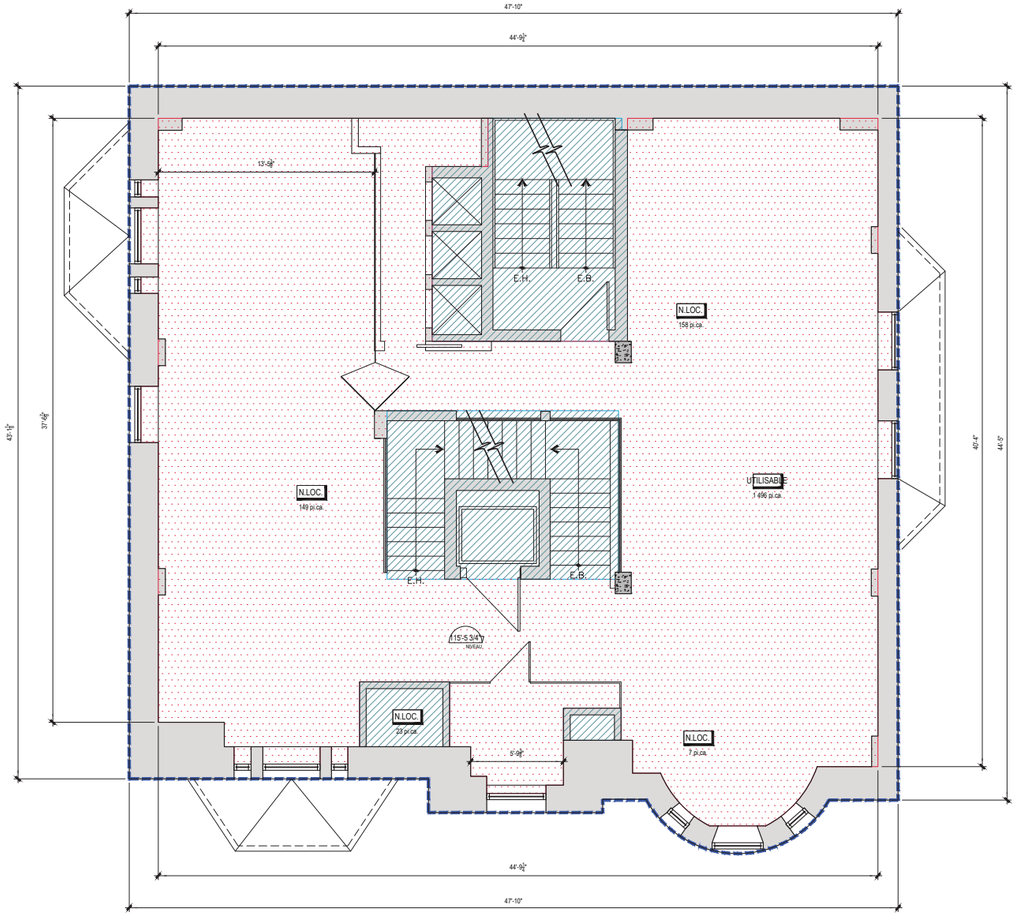
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC
TEL.:(514) 342-2730
FAX.:(514) 342-7389

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 1er ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A102
DESSINÉ PAR	CR/NG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 A103 PLAN 2e ÉTAGE EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1

T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
EGP
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

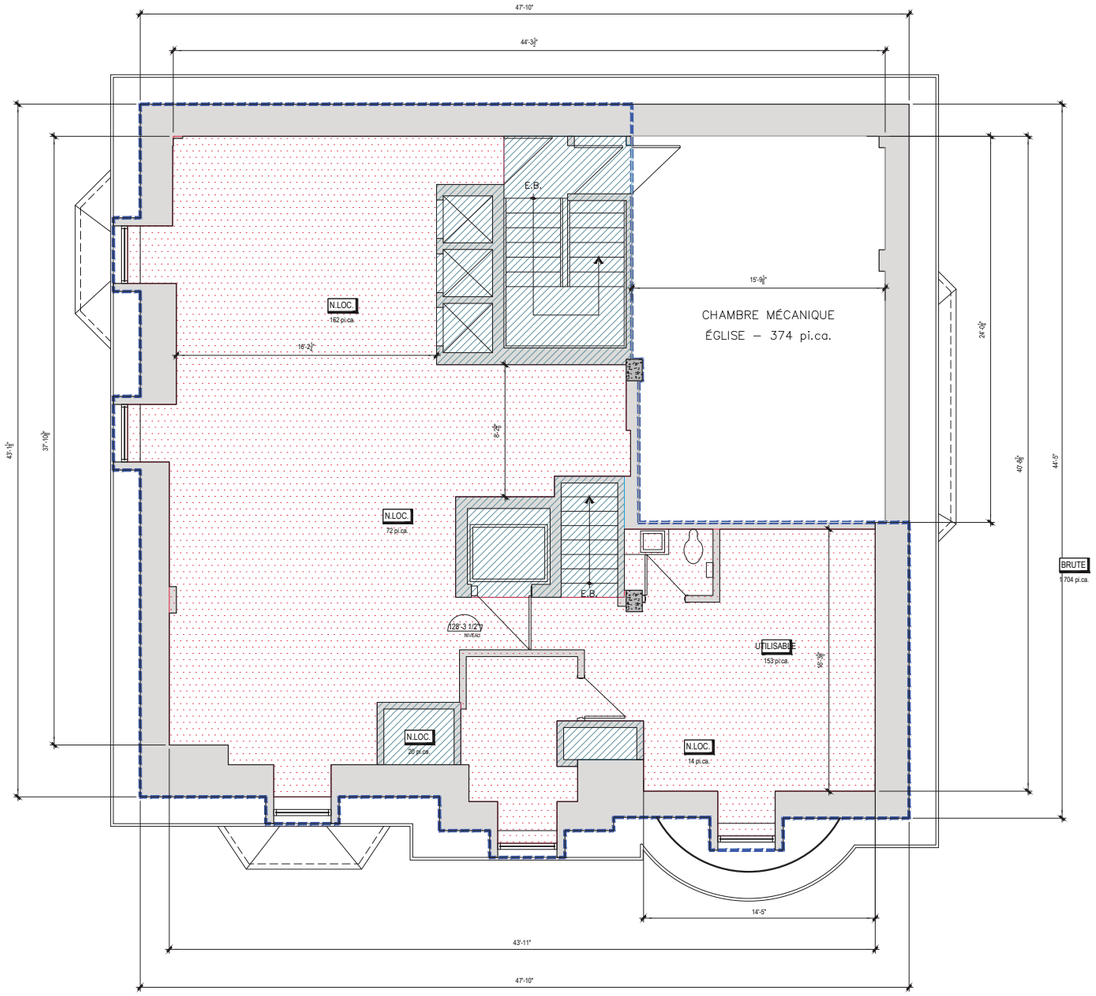
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC
TEL.:(514) 342-2730
FAX.:(514) 342-7389

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 2e ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A103
DESSINÉ PAR	CR/NG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 A104 PLAN 3e ÉTAGE EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 3e ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A104
DESSINÉ PAR	CRNG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1196493001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2019

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la saison estivale 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 13:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196493001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2019

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée à l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur. Les événements tenus sur le territoire du Vieux-Port de Montréal font l'objet d'ordonnance en respect de la réglementation municipale. Un travail de collaboration avec la Société du Vieux-Port de Montréal permet, lors des événements, une diffusion sonore respectueuse des citoyens et en conformité avec les exigences réglementaires de l'arrondissement. Aussi, l'article 20.2 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240372 - 12 juin 2018 - D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance c. B-3, o. 574 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour l'année 2018
CA17 240214 - 11 avril 2017 - D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance c. B-3, o. 529 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour l'année 2017

DESCRIPTION

Il existe une obligation réglementaire afin d'éviter tout excès de bruit de nature à troubler la tranquillité du résidentiel voisin selon les niveaux sonore et l'heure de l'événement. La présente ordonnance vise à autoriser la société du Vieux-Port de Montréal de déroger au règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) et d'autre part à fixer les heures selon l'horaire de chaque événement ainsi que le niveau de pression sonore acoustique maximum. Selon l'ordonnance le technicien chargé de faire respecter la réglementation, se réserve le droit de procéder à des ajustements du niveau de pression sonore durant l'événement, et ce, selon l'emplacement et l'ampleur de l'événement.
Le gestionnaire du site à la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son territoire les limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin et de les obliger à mettre en place un plan de gestion du bruit.

Les événements qui se tiendront sur les site du Vieux-Port de Montréal entre le mois de juin et septembre sont des événements familiaux.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d’arrondissement peut édicter une ordonnance en matière de gestion du bruit en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c.B-3)
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-André VOLCY
Technicien en contôle du bruit

Tél : XXX-XXX-XXXX
Télécop. : 514-872-3567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Stéphanie TURCOTTE
Chef de division permis et inspections

Tél : 514 868-5164
Télécop. : 514 868-4912

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-28

Événement	Lieu(x)	Type d'occupation	Début	Fin
Cirque du soleil	Quai Jacques-Cartier	Evenement	18-Apr-19	21-Jul-19
		Démontage	22-Jul-19	04-Aug-19
Nouvelle Vague	Quai King-Edward	Montage	22-May-19	29-May-19
		Evenement	29-May-19	03-Oct-19
		Démontage	04-Oct-19	08-Oct-19
Lune Rouge / PY1	Quai de l'horloge	Montage	15-Feb-19	30-May-19
		Evenement	31-May-19	29-Sep-19
		Démontage	30-Sep-19	22-Oct-19
Cérémonie du Souvenir	Quai de l'horloge	Montage	01-Jun-19	01-Jun-19
		Evenement	01-Jun-19	01-Jun-19
		Démontage	01-Jun-19	01-Jun-19
Eurêka	Carré-St-Laurent, Carré de l'étang	Montage	31-May-19	06-Jun-19
	Quai des convoyeurs, Promenade de Jacques-Cartier au Quai des convoyeurs	Evenement	07-Jun-19	09-Jun-19
		Démontage	10-Jun-19	12-Jun-19
Événement corporatif - Twist	Plage de l'horloge	Montage	13 ou 14 juin	
		Evenement	13 ou 14 juin	
		Démontage	13 ou 14 juin	
Événement corporatif - Telus	Quai de l'horloge	Montage	11-Jun-19	11-Jun-19
		Evenement	12-Jun-19	12-Jun-19
		Démontage	12-Jun-19	12-Jun-19

Relai pour la vie	Carré St-Pierre	Montage	14-Jun-19	14-Jun-19
		Evenement	14-Jun-19	15-Jun-19
		Démontage	15-Jun-19	15-Jun-19
Soirée Gens du Vieux (SDC Vieux Montréal)	Plage de l'horloge	Montage	20-Jun-19	20-Jun-19
		Evenement	20-Jun-19	20-Jun-19
		Montage	20-Jun-19	20-Jun-19
Solstice	Quai de l'horloge	Montage	21-Jun-19	21-Jun-19
		Evenement	21-Jun-19	21-Jun-19
		Démontage	21-Jun-19	21-Jun-19
Événement corporatif - Cinesite	Plage de l'horloge	Montage	21-Jun-19	21-Jun-19
		Evenement	21-Jun-19	21-Jun-19
		Démontage	21-Jun-19	21-Jun-19
Séances de yoga	Plage de l'horloge	Événements	Mardi 25 juin Mardi 2 juillet Mardi 9 juillet Mardi 16 juillet Mardi 23 juillet Mardi 30 juillet Mardi 6 août Mardi 13 août Mardi 20 août Mardi 27 août	
Triathlon	Entrée McGill Place du génie Promenade de Alexandra à Mills	Montage	TBC	TBC
		Evenement	29-Jun-19	29-Jun-19
		Démontage	TBC	TBC
Soirées DJ - Feux d'artifices	Plage de l'horloge	Événements	29 juin 3 juillet 6 juilllet 10 juilllet 17 juillet 20 juillet 24 juillet 27 juillet	
Fête du Canada	Carrré St-Pierre	Montage	TBC	TBC
		Evenement	1er juillet	1er juillet
		Démontage	TBC	TBC
Un goût des Caraïbes	Carré St-Laurent Promenade de Jacques-Cartier à King- Edward	Montage	09-Jul-19	11-Jul-19
		Evenement	11-Jul-19	14-Jul-19
		Démontage	15-Jul-19	15-Jul-19
Le Grand Poutine Fest	Quai Jacques-Cartier	Montage	05-Aug-19	06-Aug-19

		Evenement	06-Aug-19	11-Aug-19
		Démontage	12-Aug-19	12-Aug-19
Holi, festival des couleurs	Quai de l'horloge	Montage	10-Aug-19	10-Aug-19
		Evenement	10-Aug-19	10-Aug-19
		Démontage	11-Aug-19	11-Aug-19
Le Grand Ribfest	Quai Jacques-Cartier	Montage	13-Aug-19	13-Aug-19
		Evenement	13-Aug-19	18-Aug-19
		Démontage	19-Aug-19	19-Aug-19
Orientalys	Quai Jacques-Cartier	Montage	20-Aug-19	22-Aug-19
		Evenement	22-Aug-19	25-Aug-19
		Démontage	26-Aug-19	26-Aug-19
TacoFest	Quai Jacques-Cartier	Montage	28-Aug-19	31-Aug-19
		Evenement	31-Aug-19	02-Sep-19
		Démontage	03-Sep-19	03-Sep-19
Bateau à flot	Port d'escale	Montage	02-Sep-19	06-Sep-19
		Evenement	06-Sep-19	08-Sep-19
		Démontage	09-Sep-19	10-Sep-19
Nightrace	Carré St-Pierre	Montage	13-Sep-19	13-Sep-19
	Parcours sur le site	Evenement	13-Sep-19	13-Sep-19
		Démontage	13-Sep-19	13-Sep-19
Journée Terry fox	Carré McGill	Montage	15-Sep-19	15-Sep-19
	Parcours sur le site	Evenement	15-Sep-19	15-Sep-19
		Démontage	15-Sep-19	15-Sep-19
Tour des champions	Quai Jacques-Cartier	Montage	05-Sep-19	18-Sep-19
	Quai de l'horloge	Evenement	19-Sep-19	22-Sep-19
		Démontage	23-Sep-19	27-Sep-19
Périple Leucan	À confirmer	Montage	TBC	TBC
		Evenement	28-Sep-19	28-Sep-19
		Démontage	TBC	TBC
Walk4Friendship	À confirmer	Montage	TBC	TBC
		Evenement	TBC	TBC
		Démontage	TBC	TBC

Achalandage prévu	Description - Événement
225000	Mardi : 20 h Mercredi : 20 h Jeudi : 20 h Vendredi : 16 h 30 et 20 h Samedi : 16 h 30 et 20 h (sauf soirs de feux d'artifice) Dimanche : 13 h et 17 h Feux d'artifice: Samedi 29 juin, 2019 Mercredi 3 juillet, 2019 Samedi 6 juillet, 2019 Mercredi 10 juillet 2019 Mercredi 17 juillet 2019 Samedi 20 juillet 2019 Mercredi 24 juillet 2019
50000	Espace inspirant et rassembleur de coworking et d'événements en plein-air ouvert tout l'été. Lundi - 9h à 21h Mardi - 9h à 21h Mercredi - 9h à 22h Jeudi - 9h à 23h Vendredi - 9h à 23h Samedi - 9h 23h Dimanche - 9h à 19h
175000	Spectacle multimedia Mardi au dimanche, 11h à 3h am.
75	Cérémonie commémorative avec musique, allocutions et tirs de canons. 11h à 11h45
100000	Événement scientifique avec spectacles, animations et kiosques. Vendredi 7 juin 2019: 9h30 à 15h30 Samedi 8 juin 2019: 10h30 à 22h Dimanche 9 juin 2019: 10h30 à 18h
50	9h à 21h
350	17h à 21h

300	Occasion de vous réunir avec parents, amis et collègues pour marquer le parcours des survivants du cancer, rendre hommage à vos proches emportés par la maladie et recueillir des fonds pour financer des services de soutien et des projets de recherche qui 14 au 15 juin 2019 de 19h à 7h (fin diffusion sonore à 23h)
300	Soirée de pré-ouverture de la plage avec DJ 17h à 20h
400	Événement culturel et traditionnel avec animation, installation artistiques et cérémonies. 10h à 13h
500	9h à 21h
30 par séance	18h à 19h
8000	Compétition sportive alliant course, vélo et nage 7h à 18h
3125	Soirées DJ de 19h à 22h suivi des feux d'artifice Loto Québec jusqu'à 22h30.
50000	Événement culturel et protocolaire avec spectacle, animation et feu d'artifice 9h à 23h
50000	Événement culinaire avec animation de 12h à 23h
	Événement culinaire avec animation

25000	13 août 2019 : 17h-23h 14 août 2019 : 11h-23h 15 août 2019 : 11h-23h 16 août 2019 : 11h-23h 17 août 2019 : 11h-23h 18 août 2019 : 11h-23h
5000	Événement culturel avec spectacles, animations, yoga et kiosque culinaires. 12h à 23h
25000	Événement culinaire avec animation 11h-23h
40000	Événement culturel avec spectacles, animations, expositions, ateliers et kiosque culinaires jeudi 22 août : 18h à 23h vendredi 23 août : 15h à 23h samedi et dimanche, 24 et 25 août : 12h à 23h
12000	Événement culinaire avec spectcales et animation Samedi 31 août 2019: 11h00 – 23h00 Dimanche 1er septembre 2019: 11h00 à 23h00 Lundi 2 septembre 2019: 11h00 à 20h30
4000	Événement nautique Vendredi : 10h à 18h Samedi : 10h à 18h Dimanche : 10h à 16h
700	Course amicale avec spectacles et animation 17h à 23h
1500	Course amicale 8h30 à 11h15
20000	Compétition équestre de saut d'obstacles de calibre international 8h à 18h
200	TBC
750	Marche amicale avec animation, kiosques culnaires et spectacles 11h à 14h

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la période estival 2019.**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis jusqu'à 23h au Vieux-Port de Montréal aux dates des événements identifiés à l'annexe1 à l'exception de l'événement Luna Rouge et PY1.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements peut atteindre un Leq de 15 minutes de 80 dBA et 100 dBC à 35 mètres de la scène selon l'emplacement et l'ampleur de l'événement.

3. La fête du Canada (1er juillet 2019) est autorisée sans limitation quant au niveau de pression acoustique.

4. Il est de la responsabilité de la société du Vieux-Port de Montréal d'obliger les promoteurs d'événement de mettre en place un système de gestion des plaintes.

5. L'utilisation des mégaphones est prohibée, sauf à des fins de sécurité

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL POUR LA SAISON ESTIVALE 2019

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196493001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le ____ juin 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1196255007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 257, 259, 496 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'installer des enseignes pour le restaurant, le débit de boissons alcooliques et l'hôtel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 5 à 10, 12 et 14, préparés par BC2, Lemay et Sid Lee architecture, datés d'avril 2019, et estampillés par l'arrondissement le 29 avril 2019.

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 11:33

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196255007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre l'installation d'enseignes pour le restaurant de l'hôtel, ainsi qu'un drapeau affichant le nom de l'hôtel à une hauteur de plus de 16 mètres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240513 - 11 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure relativement au nombre d'unités de chargement exigé d'un bâtiment projeté au 1440, rue De la Montagne;
CA14 240102 - 11 mars 2014 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerces et habitation) sur un terrain vacant de la rue de la Montagne constitué des lots portant les numéros 1 341 066, 1 341 077 et 1 341 076 (1440, rue de la Montagne) et abroger la résolution CA12 240356, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA16 240268 - 10 mai 2016 - Adopter une résolution modifiant les résolutions CA14 240102 et CA14 240511 autorisant l'occupation et la construction d'un complexe immobilier mixte aux 1307, rue Sainte-Catherine et 1430 au 1440, rue de la Montagne (magasin Ogilvy, terrain de l'ancien Hôtel de la Montagne et le stationnement de surface adjacent), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment mixte en cours de réalisation est situé sur la rue de la Montagne, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine, aux abords du centre des affaires. Le complexe dont la construction s'achève comprend l'agrandissement du Ogilvy et le développement d'une tour de 65 mètres comprenant l'hôtel Four Seasons et une quinzaine d'appartements. Un restaurant avec débit de boissons alcooliques s'installera au 3^{e} étage.

L'offre commerciale de la rue de la Montagne se caractérise par la présence de restaurants et de bars, ainsi que des boutiques de vêtements dans sa portion au nord du boulevard De

Maisonneuve. Face au site, se trouve un stationnement de surface ainsi que l'hôtel Loews.

Le projet
La chaîne hôtelière a décidé de s'associer à un restaurateur pour l'ouverture de son restaurant au 3e étage du complexe. Le restaurant disposera donc de son propre nom, indépendamment de la signature du Four Seasons. Il souhaite s'afficher et ainsi avoir une certaine visibilité à partir de la rue. Deux enseignes sur boîtier reprenant le même design que celles déjà approuvées sont proposées : l'une à l'entrée de l'hôtel et l'autre au dessus de l'entrée du stationnement intérieur. La première enseigne aura une superficie de moins de 0,25 m² et sera placée tout juste en dessous celle de l'hôtel, perpendiculaire au trottoir. La seconde sera introduite dans le concept d'enseignes regroupées des autres établissements du complexe.

D'autre part, l'hôtel souhaite installer quatre drapeaux représentant le Canada, le Québec, la ville de Montréal ainsi que le Four Seasons. Ils surmonteront le volume de trois étages au nord de l'entrée de l'hôtel, avec une saillie de 1,5 mètres au dessus du domaine public.

Le cadre réglementaire

- La rue de la Montagne est située dans un secteur de la catégorie M.7, autorisant les commerces et les services de moyenne intensité;
- Selon les articles 257 et 259 du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, le restaurant et le débit de boisson alcoolique sont considérés comme des usages complémentaires à l'hôtel, et ne peuvent pas posséder une enseigne visible de l'extérieur;
- Un drapeau présentant le nom d'un établissement est considéré comme une enseigne commerciale (article 454.1);
- Une enseigne en saillie fixée à un bâtiment ne doit pas excéder une hauteur de 16 mètres (article 496);
- Le drapeau correspondant à une enseigne ne peut pas être installé sur un toit (article 501).

JUSTIFICATION

Le projet d'enseignes du complexe de l'hôtel Four Seasons permet de donner une certaine visibilité à un restaurant possédant une identité propre. L'ajout des enseignes s'inscrit en cohérence avec le caractère commercial de la rue de la Montagne. Les enseignes proposées adoptent la même signature graphique et le même gabarit que les autres déjà approuvées, favorisant une certaine simplicité et unité de la signalétique des établissements. Elles assurent aussi une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment. L'ajout du nom du restaurant au dessus de l'entrée du garage permet d'indiquer à la clientèle que le stationnement lui est destiné.
À la séance du 11 avril 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-29

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240241

Adopter une résolution autorisant l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) -1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 257, 259, 496 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'installer des enseignes pour le restaurant, le débit de boissons alcooliques et l'hôtel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 5 à 10, 12 et 14, préparés par BC2, Lemay et Sid Lee architecture, datés d'avril 2019, et estampillés par l'arrondissement le 29 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
pp 406
1196255007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001509604
4.2.3 et 4.6.29

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1440, rue de la Montagne

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier afin de permettre l'installation d'enseignes pour le restaurant de l'hôtel, ainsi qu'un drapeau à une hauteur de plus de 16 m.

Le bâtiment mixte en cours de réalisation est situé sur la rue de la Montagne, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine, aux abords du centre des affaires. Le complexe dont la construction s'achève comprend l'agrandissement du Ogilvy et le développement d'une tour de 65 m comprenant l'hôtel Four Seasons et une quinzaine d'appartements. Un restaurant avec débit de boissons alcooliques s'installera au 3^{e} étage.

L'offre commerciale de la rue de la Montagne se caractérise par la présence de restaurants et de bars, ainsi que des boutiques de vêtements dans sa portion au nord de Sainte-Catherine. Face au site, se trouve un stationnement de surface ainsi que l'hôtel Loews.

La chaîne hôtelière a décidé de s'associer au restaurateur Marcus Samuelsson pour l'ouverture de son restaurant au 3^{e} étage du complexe. Le restaurant disposera donc de son propre nom, indépendamment de la signature du Four Seasons. Il souhaite s'afficher et ainsi avoir une certaine visibilité à partir de la rue. Deux enseignes sur boîtier reprenant le même design que celles déjà approuvées sont proposées : l'une à l'entrée de l'hôtel et l'autre au-dessus de l'entrée du stationnement intérieur. La première enseigne aura une superficie de moins de 0,25 m² et sera placée tout juste en dessous celle de l'hôtel, perpendiculaire au trottoir. La seconde sera introduite dans le concept d'enseignes regroupées du complexe (Nespresso, SAQ, Ogilvy). La superficie du nom affiché représente moins de 0,80 m².

Parallèlement à l'affichage, l'hôtel souhaite installer quatre drapeaux représentant le Canada, le Québec, la Ville de Montréal ainsi que le Four Seasons. Ils surmonteront le volume de trois étages au nord de l'entrée de l'hôtel, avec une saillie de 2,6 m au-dessus du domaine public.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 13 septembre 2018, le comité a émis un avis favorable à l'installation des deux enseignes annonçant le nom d'un immeuble.
CA13 240513 - 11 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure relativement au nombre d'unités de chargement exigé d'un bâtiment projeté au 1440, rue de la Montagne ;

CA14 240102 - 11 mars 2014 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerces et habitation) sur un terrain vacant de la rue de la Montagne constitué des lots portant les numéros 1 341 066, 1 341 077 et 1 341 076 (1440, rue de la Montagne) et abroger la résolution CA12 240356, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA16 240268 - 10 mai 2016 - Adopter une résolution modifiant les résolutions CA14 240102 et CA14 240511 autorisant l'occupation et la construction d'un complexe immobilier mixte aux 1307, rue Sainte-Catherine et 1430 au 1440, rue de la Montagne (magasin Ogilvy, terrain de l'ancien Hôtel de la Montagne et le stationnement de surface adjacent), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Considérant que : Le projet d'enseignes du complexe de l'hôtel Four Seasons permet de donner une certaine visibilité à un restaurant possédant une identité propre.

Considérant que : L'ajout des enseignes s'inscrit en cohérence avec le caractère commercial de la rue de la Montagne.

Considérant que : Les enseignes proposées adoptent la même signature graphique et le même gabarit que les autres déjà approuvées, favorisant une certaine simplicité et unité de la signalétique des établissements.

Considérant qu' : Elles assurent aussi une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment.

Considérant que : L'ajout du nom du restaurant au-dessus de l'entrée du garage permet d'indiquer à la clientèle que le stationnement lui est destiné.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande à la condition suivante :

- **Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 m par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

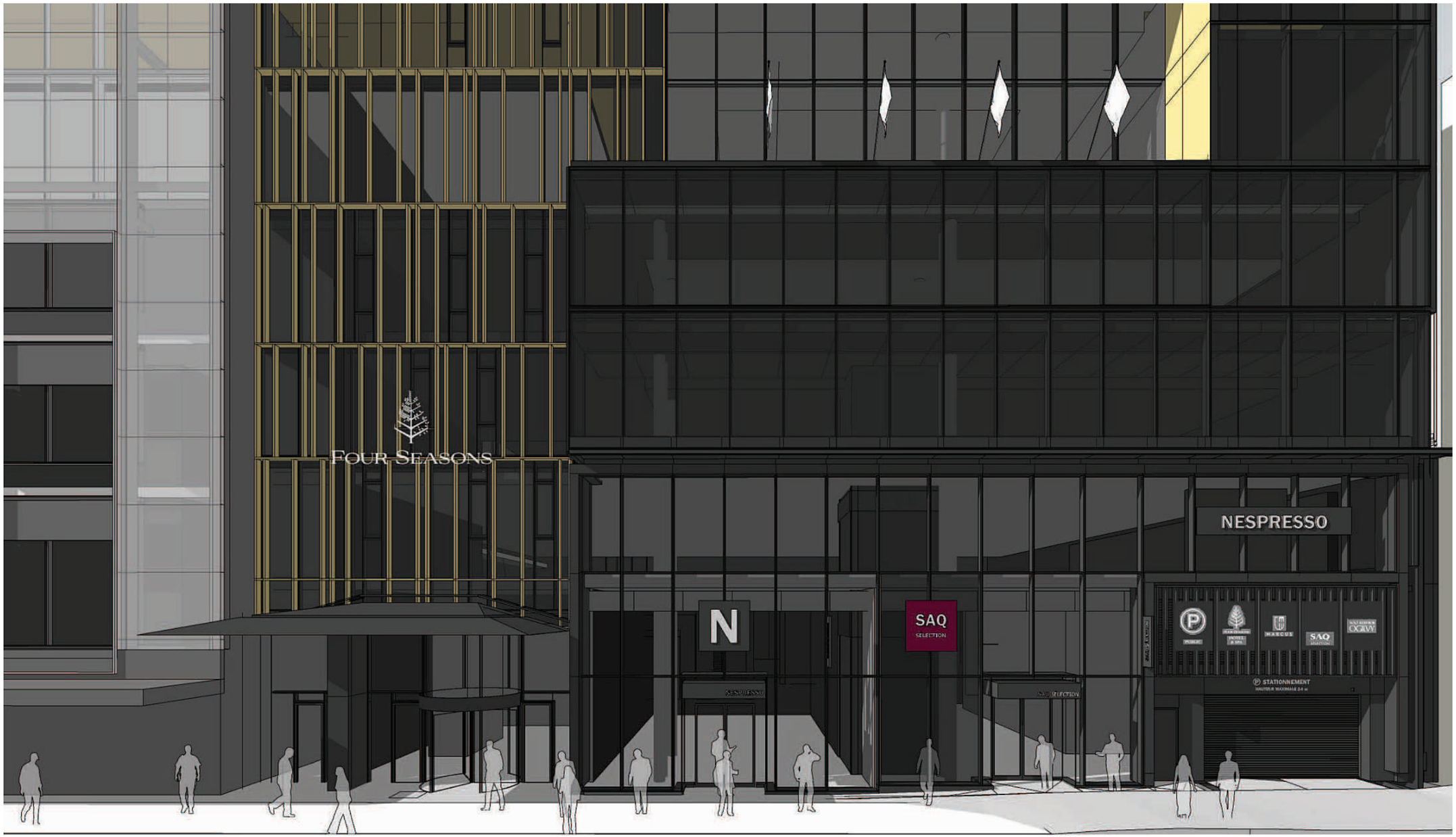
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE



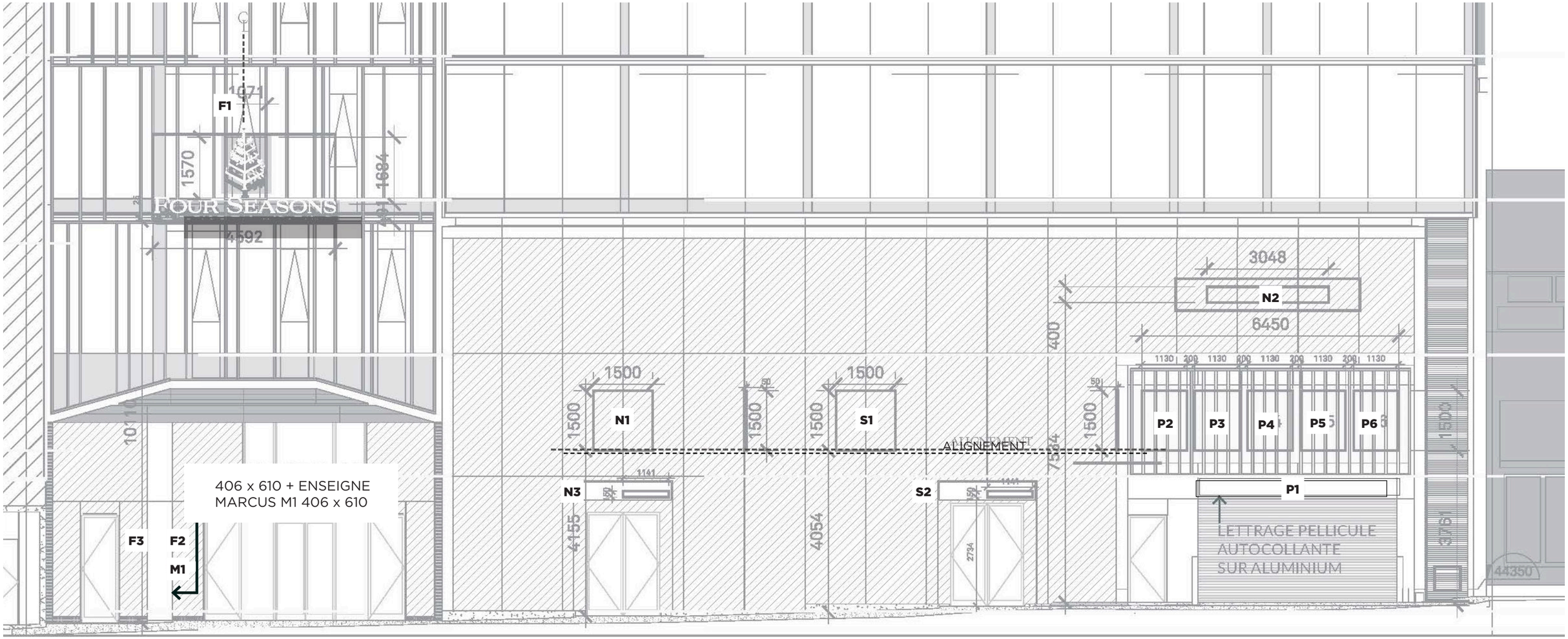
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

DIMENSIONS DES ENSEIGNES



CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

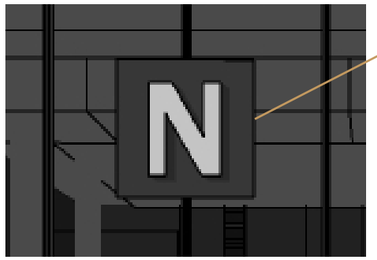
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



F1 | Enseigne « Four Seasons »
en lettres détachées
(approuvée)



N1 | Enseigne « N »
sur boîtier
(approuvée)



P2 | Enseigne directionnelle
« P »
sur boîtier (nouveau)



F2 | Enseigne « Four Seasons »
sur boitier (nouveau)



N2 | Enseigne « Nespresso »
en lettres détachées
(approuvée)



N3 | Enseigne « Nespresso »
en lettres détachées
(approuvée)



P3-4-5-6 | Enseignes commerciales sur boîtier (nouveau)
- « Four Seasons Hôtel et Spa »
- « Marcus »
- « SAQ Sélection »
- « Nespresso »
- « P public »
- « Holt Renfrew Ogilvy »



M1 | Enseigne « Marcus »
sur boîtier (nouveau)



S1 | Enseigne « SAQ Sélection »
sur boîtier
(approuvée)



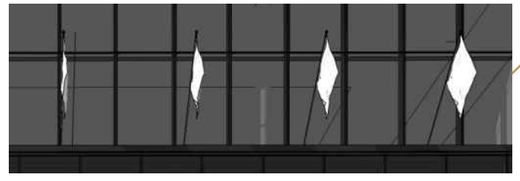
S2 | Enseigne « SAQ Sélection »
en lettres détachées
(approuvée)



P1 | Enseigne directionnelle
« Stationnement »
sur pellicule (nouveau)



F3 | Enseigne « Four Seasons »
Résidences privées
(nouveau)



D1-2-3-4 | Enseignes commerciales et gouvernementales
sur drapeau (nouveau)
- « Four Seasons »
- « Gouv. Canada»
- « Gouv. Québec »
- « Ville d eMontréal »

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE



rue de la Montagne

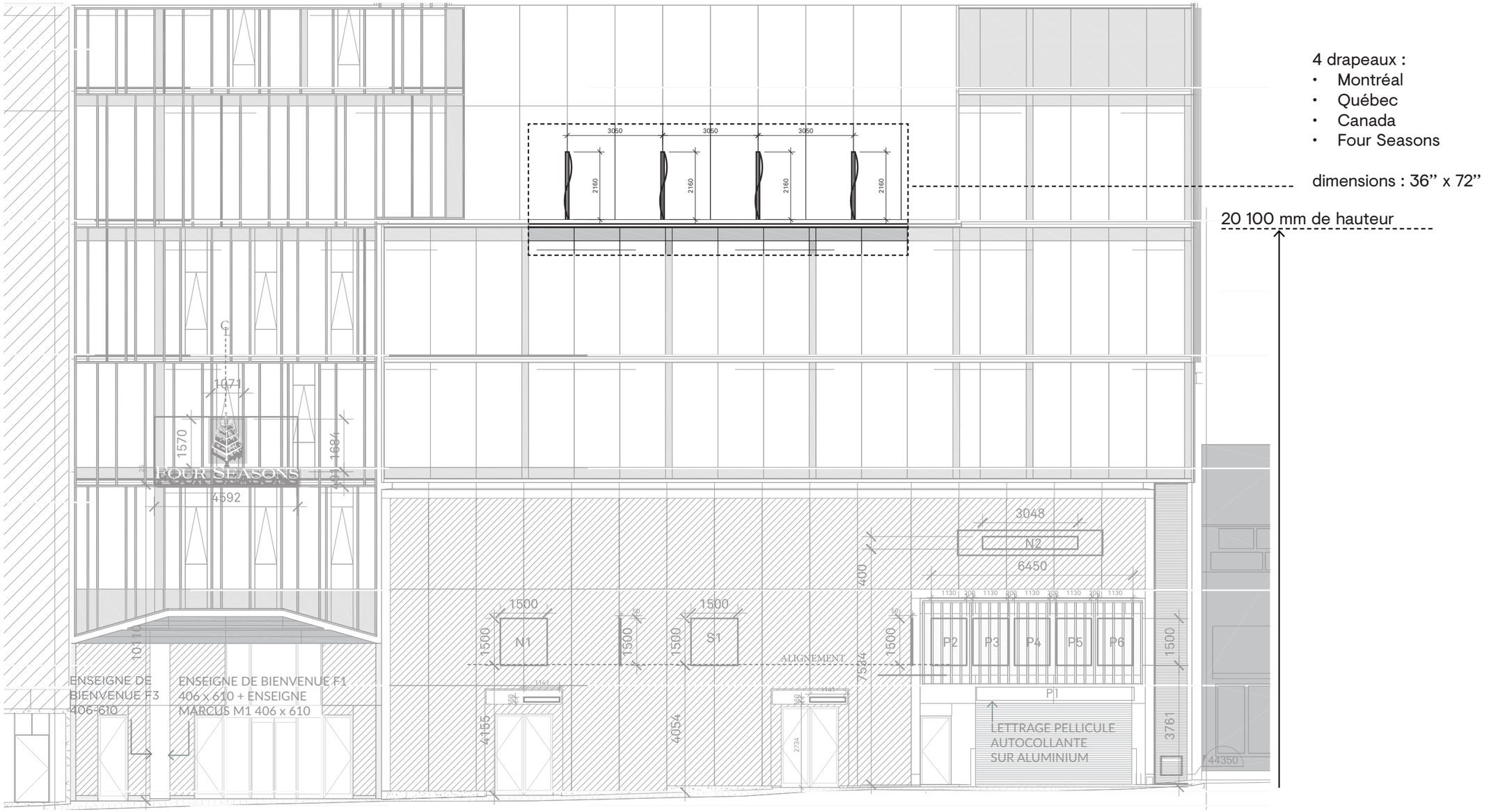
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



rue de la Montagne

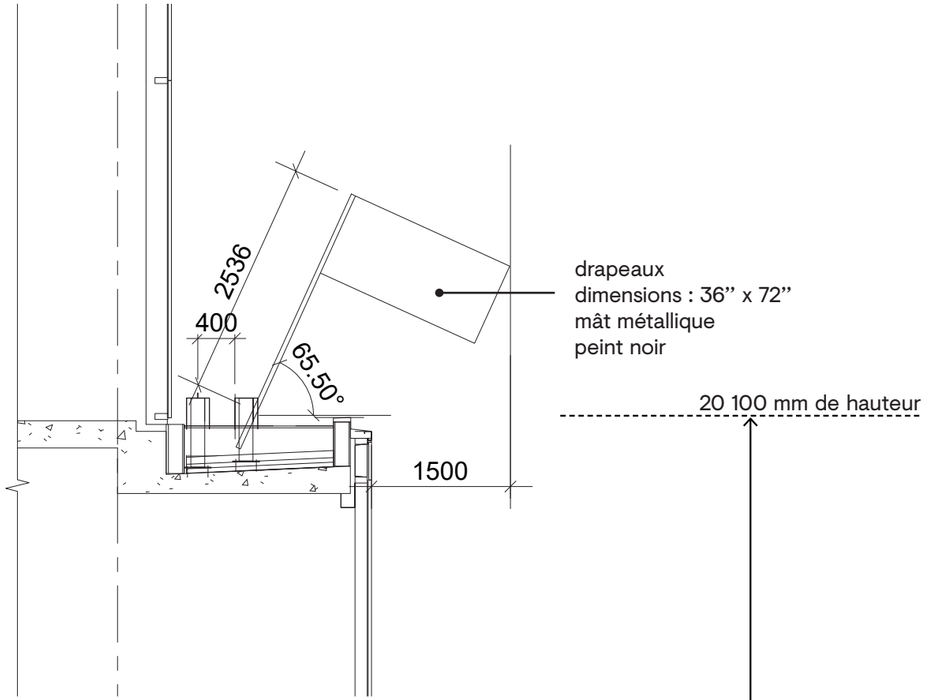
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



drapeaux
dimensions : 36" x 72"
mât métallique
peint noir

20 100 mm de hauteur

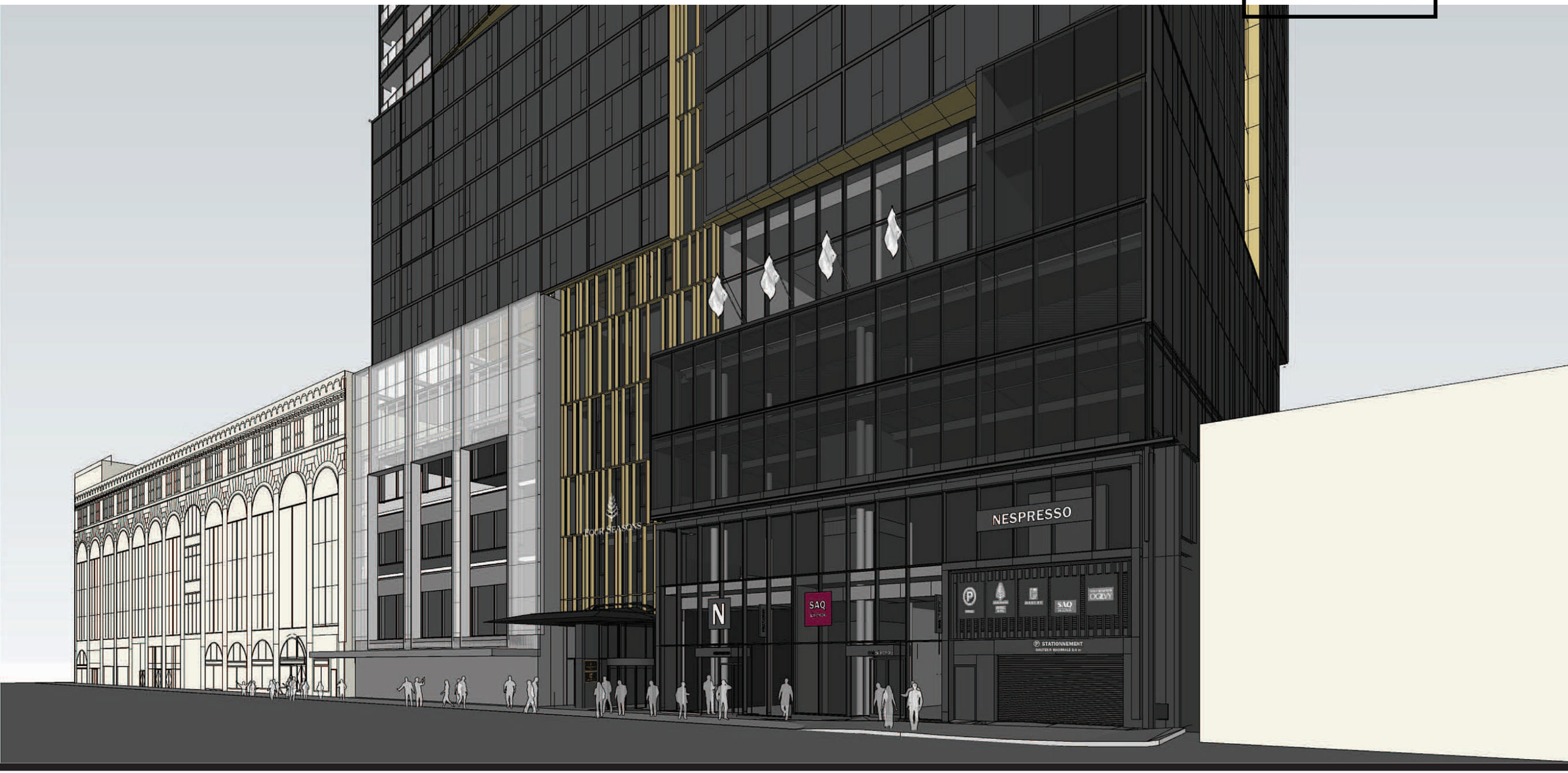
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

PERSPECTIVE AU COIN DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



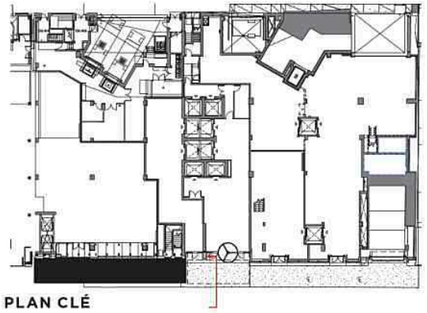
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

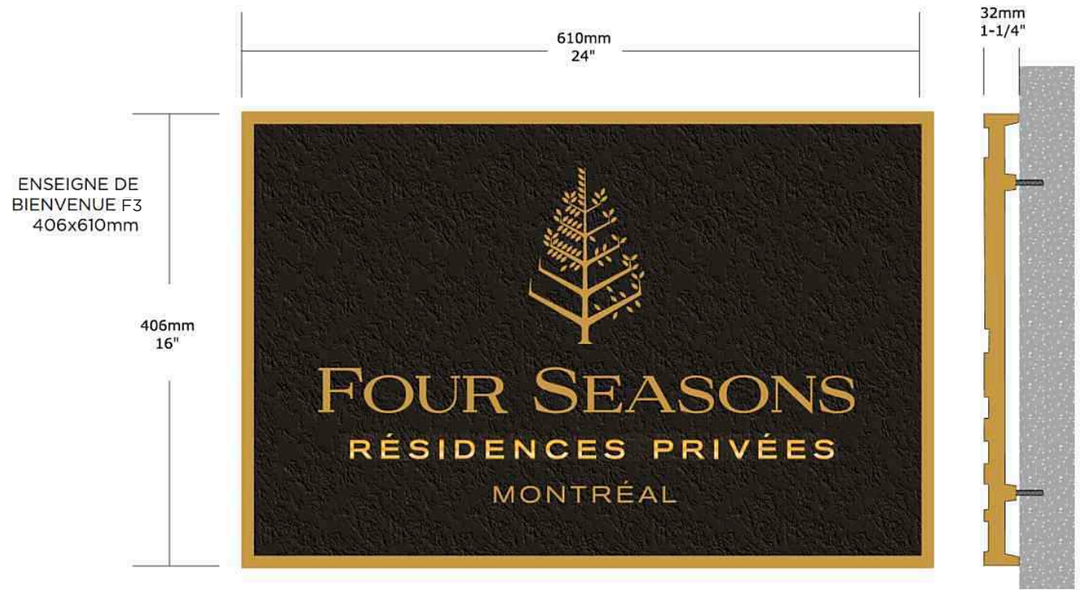
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

DÉTAILS DES TROIS ENSEIGNES



PLAN CLÉ





Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.07

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur une le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation

a) de déroger notamment aux articles 10, 56, 81, 82, 85, 134, 207, 369 8°, 381, 652.6 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de déroger au Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018);
c) de construire, d'occuper temporairement, puis de démolir un bâtiment de deux étages, aux fins de l'usage « université », conformément aux plans numérotés 2 à 20, réalisés par la firme *Lapointe Magne et associés* , estampillés le 8 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'apparence doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) seul l'usage « université » est autorisé dans l'ensemble du bâtiment;
c) fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment lors du dépôt de la demande de permis;
d) fournir un plan d'aménagement paysager temporaire lors de la demande de certificat d'autorisation de démolition;
e) dans les 6 mois suivant l'obtention du certificat d'autorisation de démolition, déposer une demande de permis de construction pour l'érection d'un nouveau bâtiment ou réaliser les travaux d'aménagement paysager temporaire.

3) De fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation pour l'occupation temporaire, puis la démolition complète visés par la présente autorisation.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1194869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée publique de consultation qui s'est tenue le 22 mai 2019, certaines précisions ont été apportées.
Selon l'article 82 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), la marge latérale peut être calculée à partir de l'axe de la ruelle permettant à la marge latérale de varier entre 2,39 m et 2,69 m.

La présence de circulation véhiculaire dans la ruelle qui borde le site, justifie le choix de ne pas construire le bâtiment en contiguïté. Par mesure de protection pour l'enveloppe du bâtiment, en plus d'implanter le bâtiment en mode isolé, il y aura la présence de bollards qui serviront d'obstacle afin de protéger le bâtiment. Pour ces raisons, le projet déroge au mode d'implantation visé par l'article 56 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Les 14 unités de stationnement pour vélo prévus sur le lot voisin répondent au minimum requis selon l'article 652.6.

L'écran végétal considéré comme un élément architectural faisant saillie de 1,8 m déroge à l'article 369 8^{o} puisque selon cet article, un élément architectural ne peut faire saillie de plus de 0,75 m.

Finalement, selon le paragraphe 1^{o} du premier alinéa de l'article 123.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une demande de PPCMOI pour l'occupation d'un équipement collectif n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

514 868-4987
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240238

Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur une le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 10, 34, 81, 85, 207, 381 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de déroger au Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018);
   c) de construire, d'occuper temporairement, puis de démolir un bâtiment de deux étages, aux fins de l'usage « université », conformément aux plans numérotés 2 à 20, réalisés par la firme Lapointe Magne et associés, estampillés le 8 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'apparence doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) seul l'usage « université » est autorisé dans l'ensemble du bâtiment;
   c) fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment lors du dépôt de la demande de permis;
   d) fournir un plan d'aménagement paysager temporaire lors de la demande de certificat d'autorisation de démolition;
   e) dans les 6 mois suivant l'obtention du certificat d'autorisation de démolition, déposer une demande de permis de construction pour l'érection d'un nouveau bâtiment ou réaliser les travaux d'aménagement paysager temporaire;

3) De fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation pour l'occupation temporaire, puis la démolition complète visés par la présente autorisation.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
pp 407
1194869004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur une le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation

a) de déroger notamment aux articles 10, 34, 81, 85, 207, 381 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de déroger au Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018);
c) de construire, d'occuper temporairement, puis de démolir un bâtiment de deux étages, aux fins de l'usage « université », conformément aux plans numérotés 2 à 20, réalisés par la firme *Lapointe Magne et associés* , estampillés le 8 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'apparence doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) seul l'usage « université » est autorisé dans l'ensemble du bâtiment;
c) fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment lors du dépôt de la demande de permis;
d) fournir un plan d'aménagement paysager temporaire lors de la demande de certificat d'autorisation de démolition;
e) dans les 6 mois suivant l'obtention du certificat d'autorisation de démolition, déposer une demande de permis de construction pour l'érection d'un nouveau bâtiment ou réaliser les travaux d'aménagement paysager temporaire.

3) De fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation pour l'occupation temporaire, puis la démolition complète visés par la présente autorisation.

Signé par	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**Le**	2019-04-26 17:07

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194869004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire sur le lot 1 066 120 pour l'aménagement de salles de cours pour répondre aux besoins de l'Université Concordia. Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur minimale sur rue, à l'usage « université », à la marge latérale et arrière, aux équipements mécaniques prescrits par le Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011),* moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé est un terrain vacant d'une superficie de 1 085 m^2, utilisé comme stationnement extérieur depuis 1969. Depuis l'automne dernier, l'Université Concordia a acquis ce lot en vue de l'utiliser pour répondre à leur besoin d'espace à court, moyen et long termes.

Le lot est situé dans un secteur mixte M.4C (commerces et services de faible intensité) et fait partie de l'unité de paysage Centre-ville. Lorsqu'une demande de permis de construction sera déposée, celle-ci fera l'objet d'une approbation conformément au Titre VIII dans une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

Le projet
Afin de pallier au manque d'espace pour maintenir les activités d'enseignements pendant la durée des rénovations majeures de l'édifice Hall, il est proposé d'ériger un bâtiment temporaire de 2 étages soit d'environ 9 m de hauteur pour une durée approximative d'au plus 6 ans. Cette proposition permettrait l'aménagement de 8 ou 10 salles de cours qui pourraient accueillir entre 648 et 816 étudiants.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment:

· Selon l'article 10, la hauteur doit être en tout point égale ou supérieure à 11 m alors que le bâtiment projeté prévoit une hauteur d'environ 9 m;
· Selon l'article 34 et 207, l'usage « université » n'est pas autorisé dans la catégorie d'usage M.4
· Selon l'article 81, un mur latéral doit être à 0 ou 3 m minimum de la limite latérale du terrain alors qu'une marge latérale de 0,4 m est prévue;
· Selon l'article 85, le mur arrière doit être implanté à 4 m minimum de la limite arrière du lot alors qu'une marge arrière de 2,78 m est prévue;
· Selon l'article 381, un équipement mécanique doit être à une distance minimale de 3 m par rapport à toute limite de terrain alors que le projet prévoit l'installation d'équipements mécaniques à 1,16 m de la limite;
· Selon l'article 656, une unité de stationnement pour vélo doit être situé sur le même terrain alors que les unités de vélos sont prévus sur le terrain adjacent au site visé par la présente demande.

Le projet prévoit également déroger à certaines dispositions du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) compte tenu de la particularité du bâtiment.

JUSTIFICATION

Analyse et avis
Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.

L'implantation du volume sur la presque totalité du lot permet l'élimination complète du stationnement de surface qui occupe les lieux depuis 50 ans et ainsi contribuer à la diminution d'îlot de chaleur en plein cœur du centre-ville.

L'occupation temporaire du site se traduit par un volume de 2 étages, disproportionnée par rapport au contexte urbain, mais qui répond entièrement aux besoins immédiats de l'Université Concordia. Le nombre de classes n'étant pas encore déterminé, le projet propose deux options soit, un bâtiment occupant un minimum de 60 % du lot permettant l'aménagement de 8 salles de cours ou une implantation maximale de 85 % du lot permettant l'aménagement de 10 salles de cours.

L'aspect temporaire du bâtiment s'explique également dans le choix de la matérialité et des détails de l'enveloppe. Le volume est habillé d'un revêtement métallique ondulé prépeint de couleur anthracite et la façade principale est surmontée d'un élément architectural en saillie qui sert d'écran végétal par l'aménagement de plantes grimpantes. L'objectif étant de créer un objet qui serait un événement dans la ville, il est proposé d'apposer une membrane autocollante avec l'inscription « Concordia » sur une toiture blanche qui viendrait ajouter un élément signalétique et qui serait vu par les occupants des tours voisines.

Un aménagement paysager serait réalisé en lien avec la place Norman-Bethune qui favorisera une intégration urbaine en continuité avec les aménagements existants. La présence du bâtiment, bien qu'elle soit temporaire, doit assurer une plus-value qui se traduit dans ce cas-ci par l'amélioration du paysage urbain.

La proposition prévoit l'aménagement de 14 unités de stationnement pour vélo situées à l'extérieur près de l'entrée principale sur le lot voisin, propriété appartenant à l'Université Concordia. La volonté d'aménager les unités de vélos à un endroit accessible et sécuritaire en plus de maximiser la végétation en bordure de la future construction justifie son

emplacement sur le lot voisin situé en bordure du boulevard De Maisonneuve directement adjacent à l'entrée principale du bâtiment projeté. Aucune unité de stationnement pour véhicule automobile n'est prévue.

Le projet n'engendrait aucun impact par rapport aux conditions d'ensoleillement puisque le volume est inférieur au bâti environnant.

À plus long terme, selon le zonage en vigueur, le bâtiment temporaire proposé pourrait être remplacé par une construction en surhauteur et ainsi offrir des espaces supplémentaires pour les besoins futurs de l'université. Pour assurer un développement futur qui s'insèrerait dans le contexte du centre-ville, la démolition du bâtiment temporaire est une condition à l'obtention du permis de construction.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment;
- Fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site;
- Présenter une version révisée du projet lors de la révision architecturale à l'étape de l'étude du permis de construction, en prenant compte les éléments suivants:
    - Profiter du caractère temporaire du bâtiment afin d'y réaliser un projet plus dynamique, en optant par exemple pour un traitement des murs et du toit qui serait davantage animé et coloré.
- Fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation, pour la réalisation des travaux de construction, l'occupation et la démolition complète visées par la présente autorisation.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 11 avril 2019, les membres ont émis un avis favorable.

Les membres du comité sont d'avis que l'Université Concordia pourrait mettre à contribution sa faculté des arts pour la réalisation d'un traitement artistique du bâtiment. Une réflexion pourrait être amorcée relativement à la proposition de grillage avec plantes grimpantes pour lequel le comité émet une réserve en raison des résultats souvent non concluants pour ce type d'installation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001508758
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1535, boulevard De Maisonneuve Ouest

Responsables : Catherine Beaulieu et Thomas Fontaine

Description : La demande vise la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire pour l'aménagement de salles de cours afin de répondre aux besoins de l'Université Concordia. Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur minimale sur rue, à l'usage « université », à la marge latérale et arrière, aux équipements mécaniques prescrits par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)*. Le projet prévoit également déroger à certaines dispositions du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)* compte tenu de la particularité du bâtiment.

Le site visé est un terrain vacant d'une superficie de 1 085 m^2, utilisé comme stationnement extérieur depuis 1969. Depuis l'automne dernier, l'Université Concordia a acquis ce lot en vue de l'utiliser pour répondre à leur besoin d'espace à court, moyen et long termes.

Afin de pallier au manque d'espace pour maintenir les activités d'enseignements pendant la durée des rénovations majeures de l'édifice Hall, il est proposé d'ériger un bâtiment temporaire de 2 étages soit d'environ 9 m de hauteur pour une durée approximative d'au plus 6 ans. Cette proposition permettrait l'aménagement de 8 ou 10 salles de cours qui pourraient accueillir entre 648 et 816 étudiants.

Le volume est habillé d'un revêtement métallique ondulé prépeint de couleur anthracite et la façade principale est surmontée d'un élément architectural en saillie qui sert d'écran végétal par l'aménagement de plantes grimpantes. L'objectif étant de créer un objet qui serait un événement dans la ville, il est proposé d'apposer une membrane autocollante avec l'inscription « Concordia » sur une toiture blanche qui viendrait ajouter un élément signalétique et qui serait vu par les occupants des tours voisines.

Un aménagement paysager serait réalisé en lien avec la place Norman Bethune qui favorisera une intégration urbaine en continuité avec les aménagements existants. La proposition prévoit également l'aménagement de 14 unités de stationnement pour vélo situées à l'extérieur près de l'entrée principale sur le lot voisin, propriété appartenant à l'Université Concordia. Aucune unité de stationnement n'est prévue.

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	L'implantation du volume sur la presque totalité du lot permet l'élimination complète du stationnement de surface qui occupe les lieux depuis 50 ans et ainsi contribuer à la diminution d'îlot de chaleur en plein cœur du centre-ville.
Considérant que :	L'occupation temporaire du site se traduit par un volume de 2 étages, disproportionnée par rapport au contexte urbain, mais qui répond entièrement aux besoins immédiats de l'Université Concordia.
Considérant que :	La présence du bâtiment, bien qu'elle soit temporaire, doit assurer une plus-value qui se traduit dans ce cas-ci par l'amélioration du paysage urbain.
Considérant quw :	L'aspect temporaire du bâtiment s'explique également dans le choix de la matérialité et des détails de l'enveloppe.
Considérant que :	La volonté d'aménager les unités de vélos à un endroit accessible et sécuritaire en plus de maximiser la végétation en bordure de la future construction justifie son emplacement sur le lot voisin situé en bordure du boulevard De Maisonneuve directement adjacent à l'entrée principale du bâtiment projeté.
Considérant que :	Le projet n'engendrait aucun impact par rapport aux conditions d'ensoleillement puisque le volume est inférieur au bâti environnant.
Considérant qu' :	À plus long terme, selon le zonage en vigueur, le bâtiment temporaire proposé pourrait être remplacé par une construction en surhauteur et ainsi offrir des espaces supplémentaires pour les besoins futurs de l'université.
Considérant que :	Pour assurer un développement futur qui s'insèrerait dans le contexte du centre-ville, la démolition du bâtiment temporaire est une condition à l'obtention du permis de construction.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment ;**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site ;**
- **Présenter une version révisée du projet lors de la révision architecturale à l'étape de l'étude du permis de construction, en prenant en compte les éléments suivants :**
  - **Profiter du caractère temporaire du bâtiment afin d'y réaliser un projet plus dynamique, en optant par exemple pour un traitement des murs et du toit qui seraient davantage animé et coloré.**
- **Fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation, pour la réalisation des travaux de construction, l'occupation et la démolition complète visées par la présente autorisation.**

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que l'Université Concordia pourrait mettre à contribution sa faculté des arts pour la réalisation d'un traitement artistique du bâtiment. Une réflexion pourrait être amorcée relativement à la proposition de grillage avec plantes grimpantes pour lequel le comité émet une réserve en raison des résultats souvent non concluants pour ce type d'installation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

INSTALLATION MODULAIRE
Université Concordia



Proposition conceptuelle
Lapointe Magne et associés
05 Avril 2019 Rév. 02
Dossier 1255-43

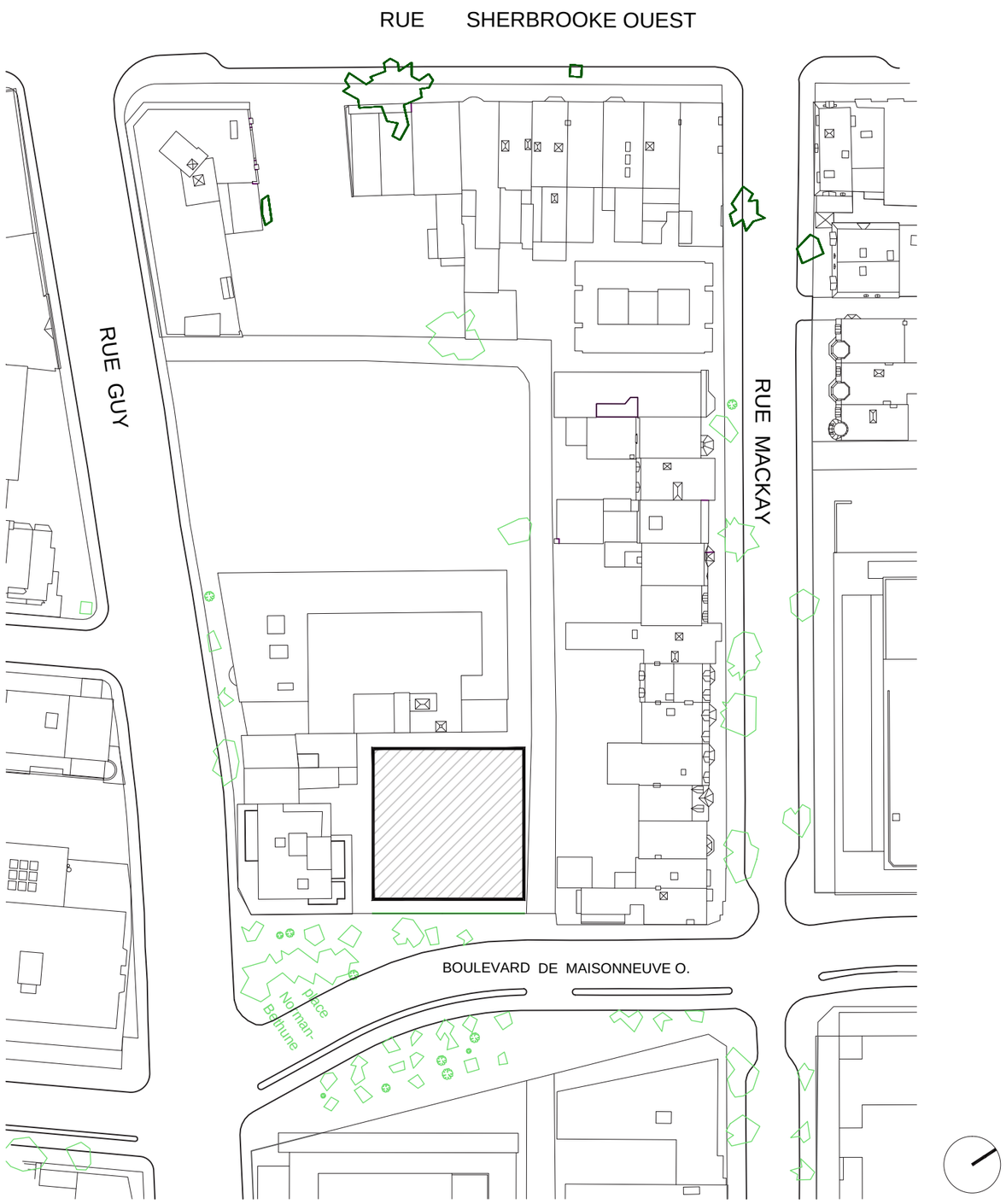
LM&a

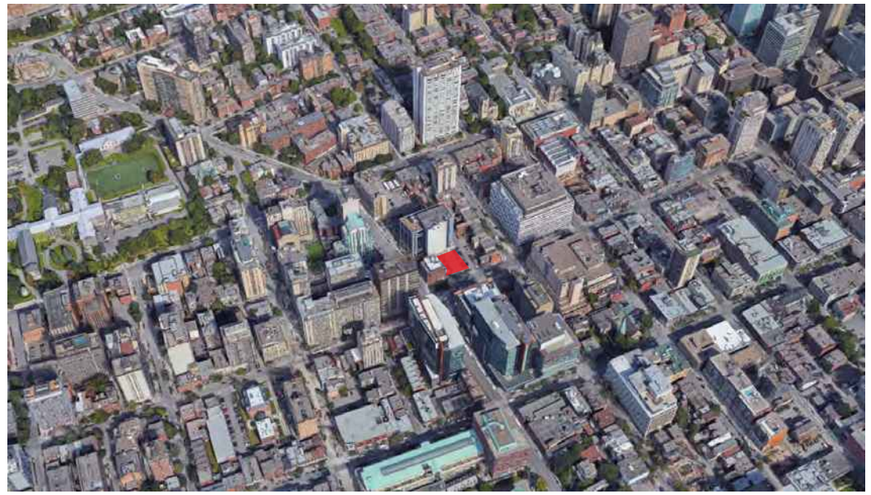
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

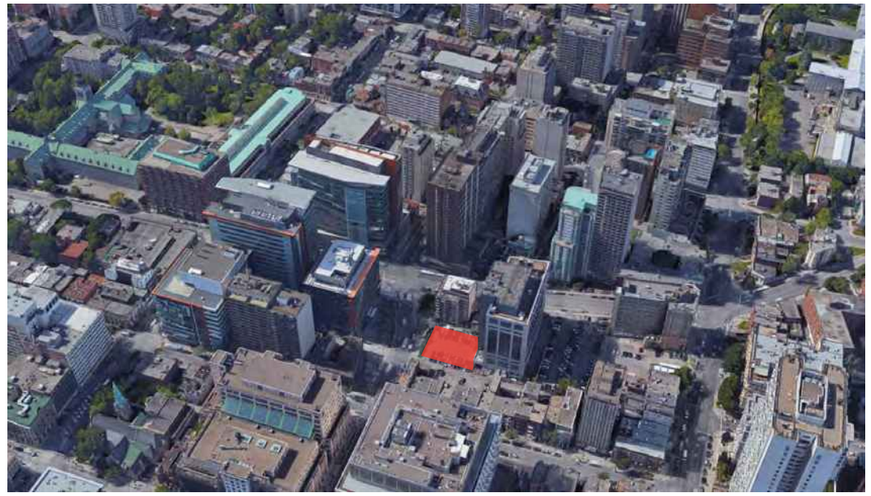
8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN DU SITE









VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

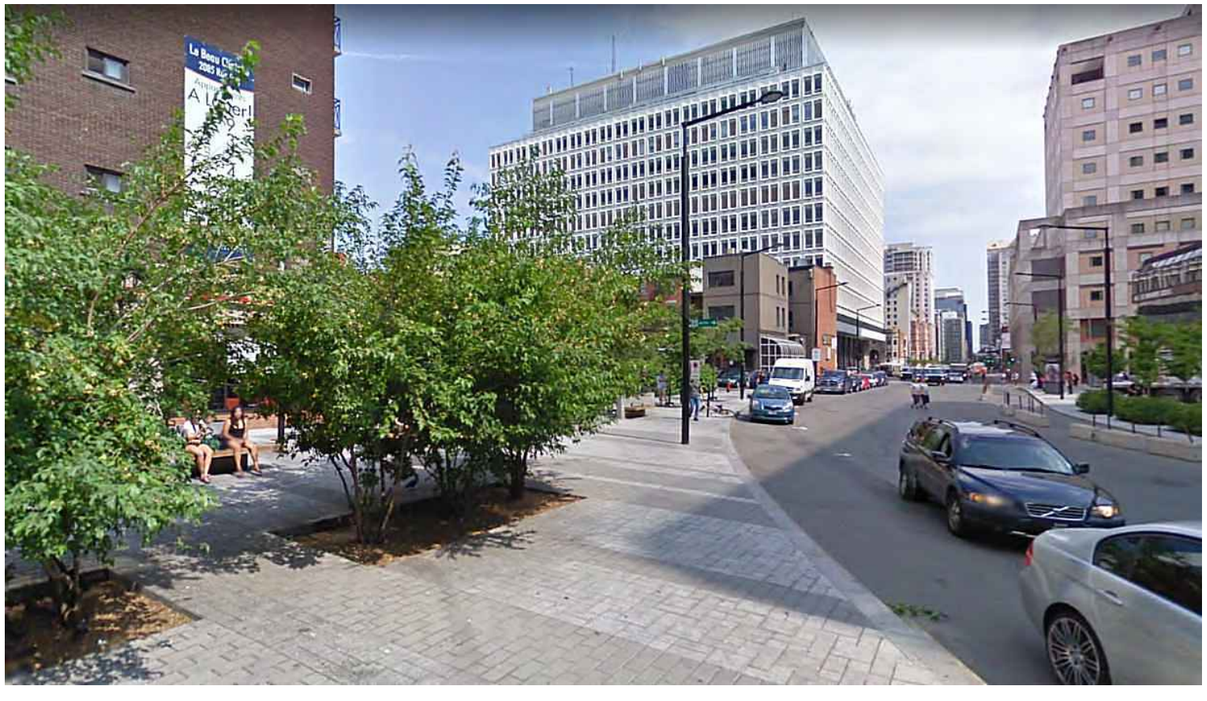
8 avril 2019

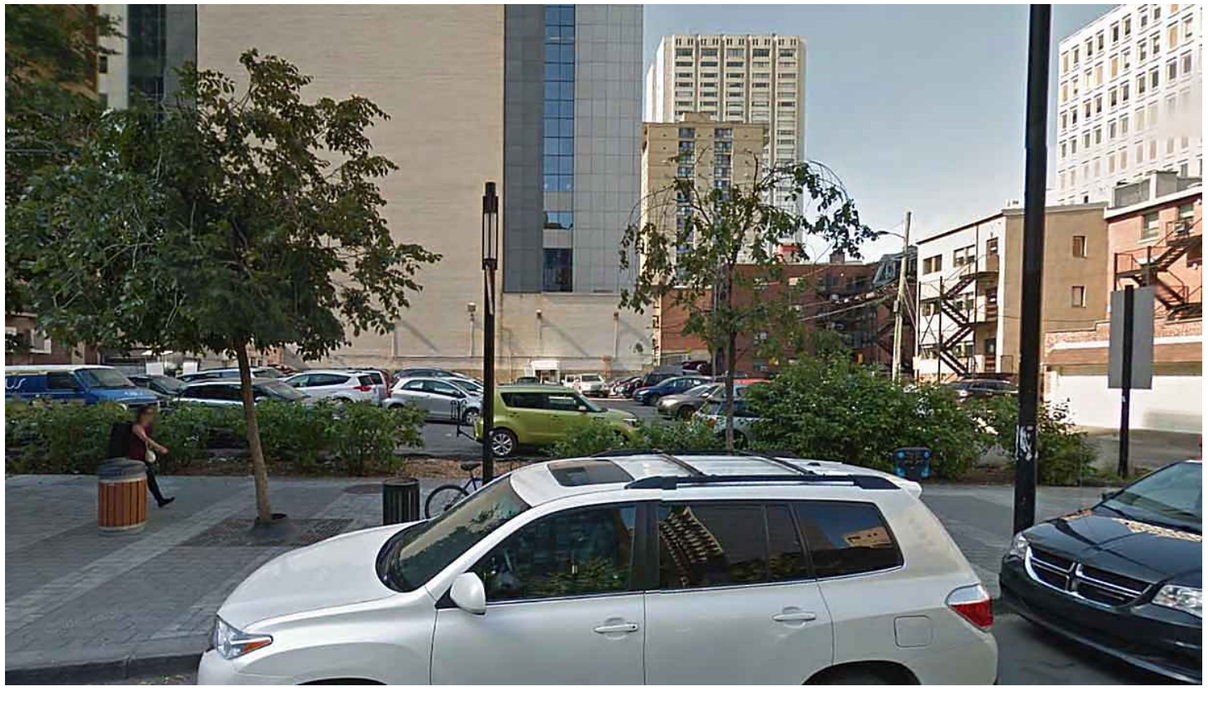
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PHOTOGRAPHIES DU SITE







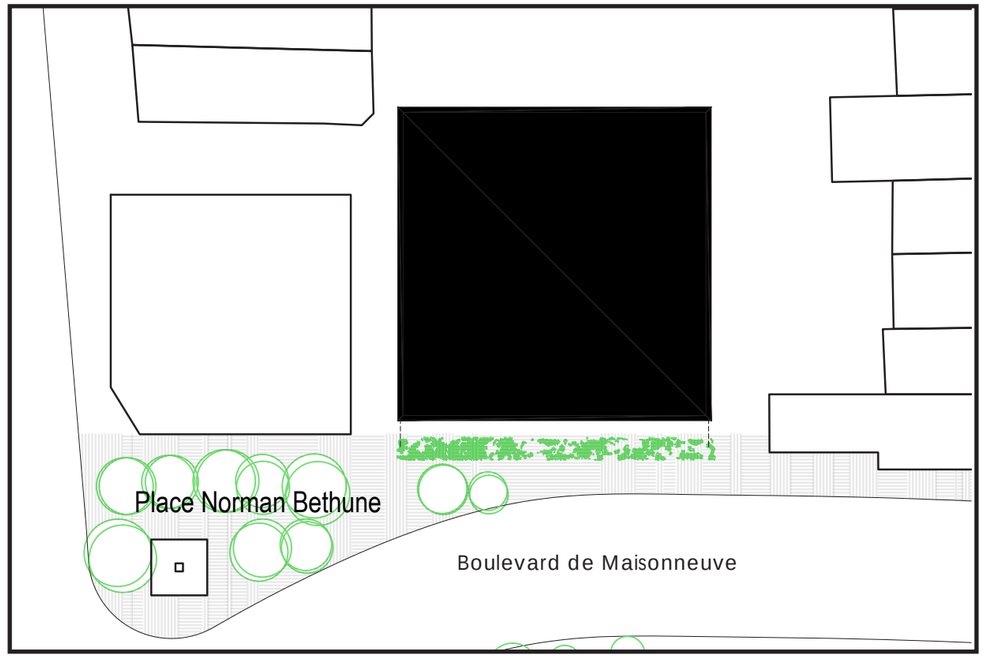


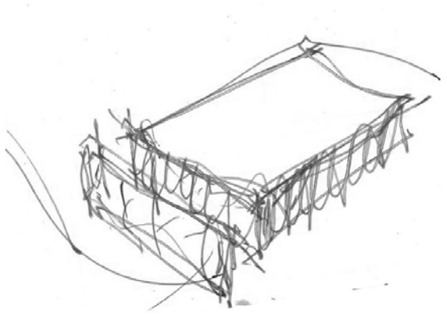
APPROCHE CONCEPTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

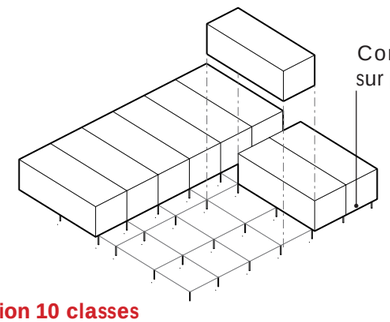




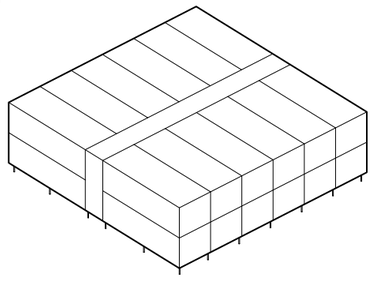
Croquis conceptuel

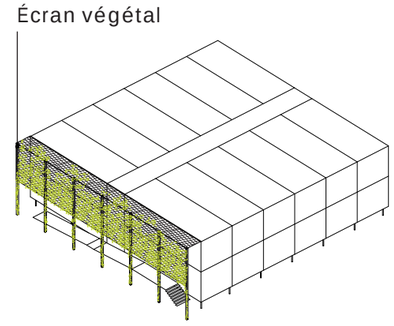


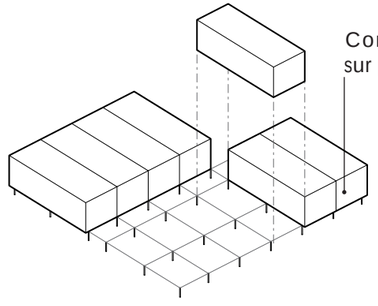
Image conceptuelle



Option 10 classes

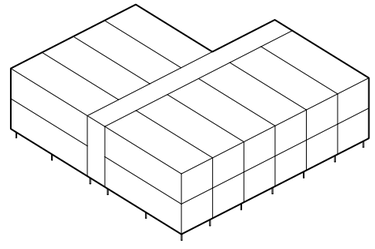




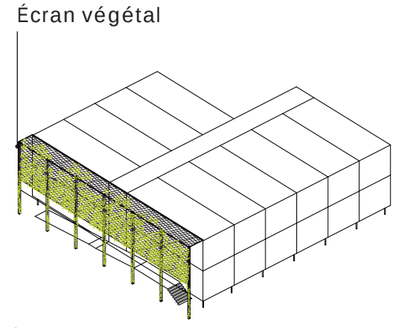


Option 8 classes

Étape 1: Préparation du site et livraison des unités modulaires



Étape 2: Installation rapide et efficace des unités modulaires



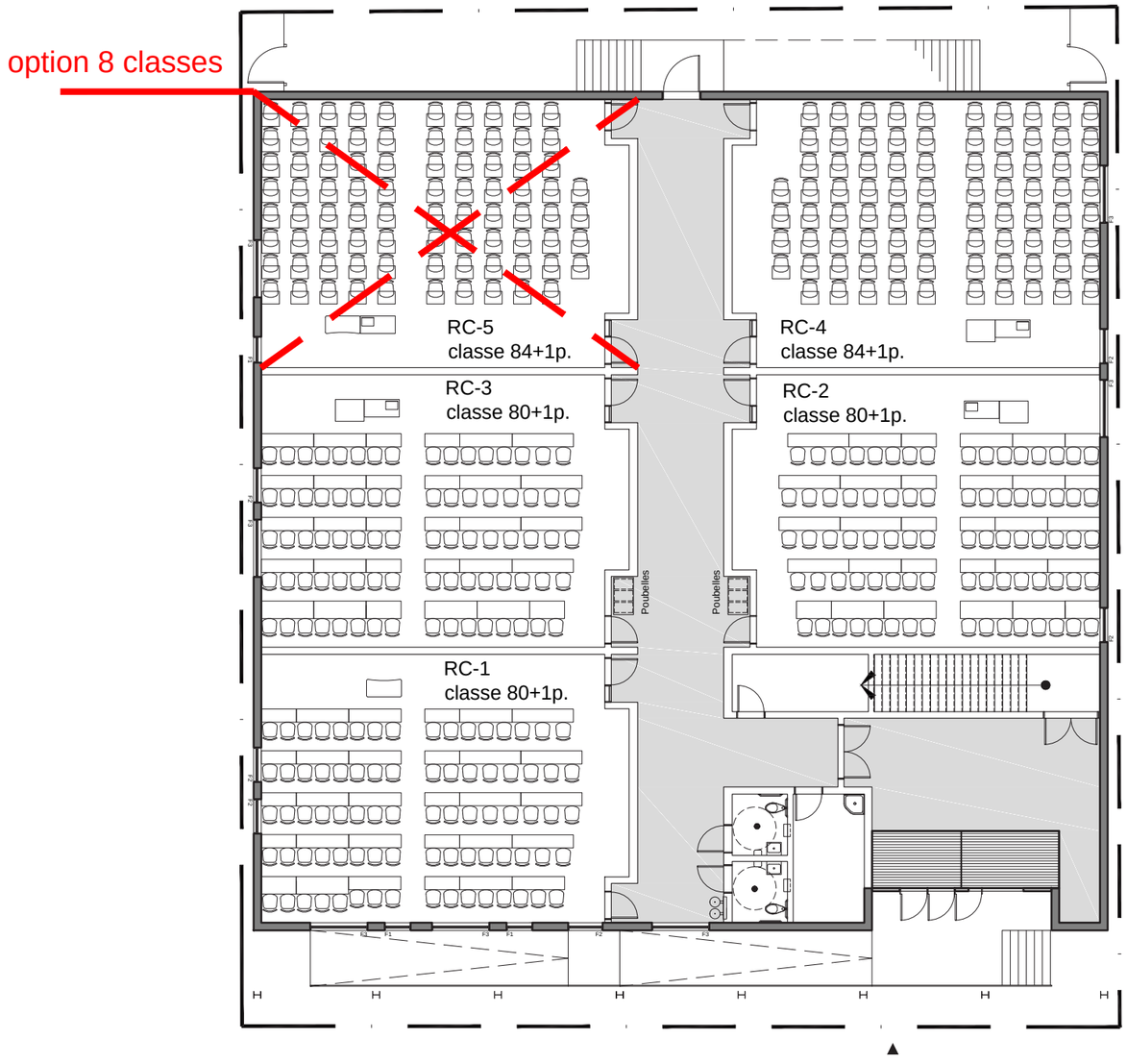
Étape 3: Bonification de l'entrée et élément signalétique par un écran végétal

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Boulevard de Maisonneuve



Projet-pilote de maisons classes à l'école primaire de l'Avenir

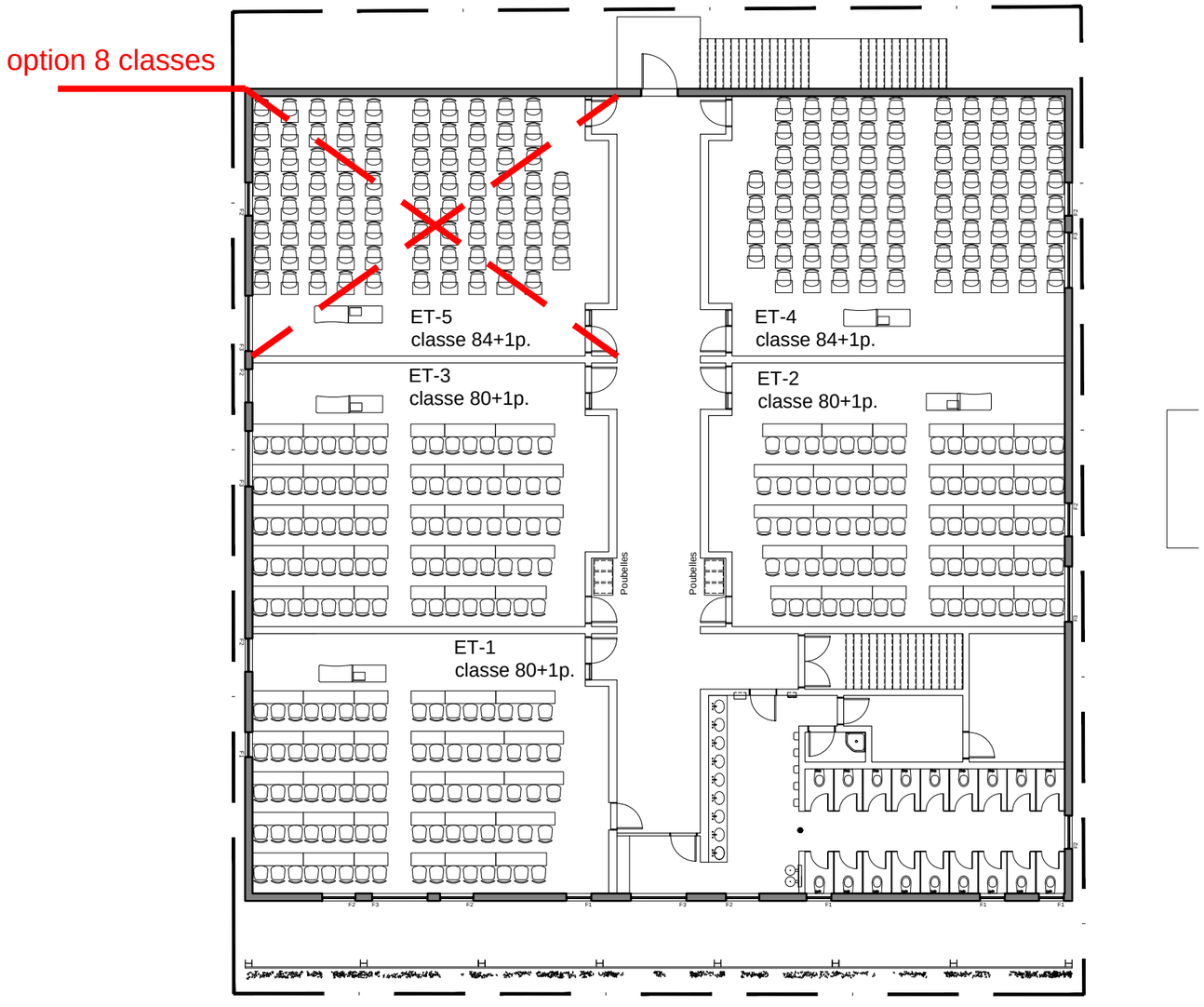
PLAN DU NIVEAU 2

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

option 8 classes





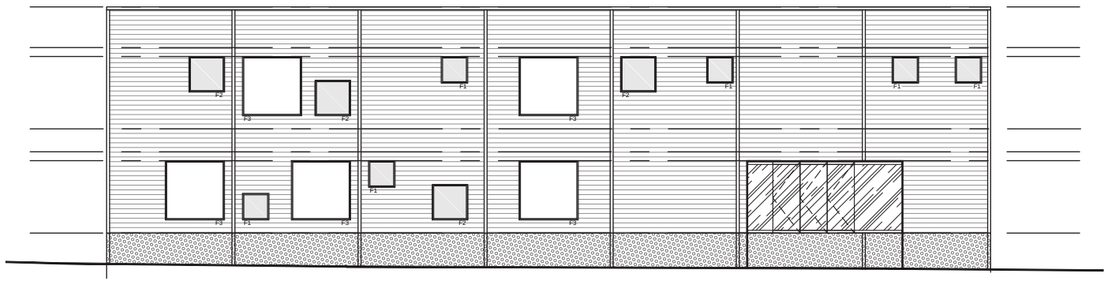
Projet-pilote de maisons classes à l'école primaire de l'Avenir

ÉLÉVATIONS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



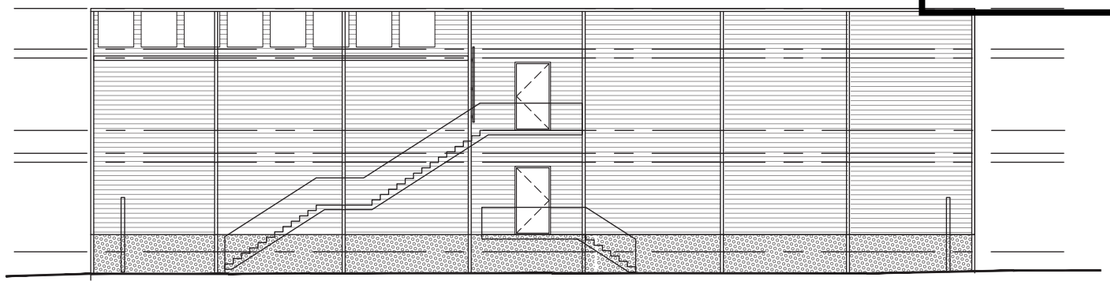
ÉLÉVATION SUD-EST

ACIER ONDULÉ PRÉPEINT - COULEUR ANTHRACITE

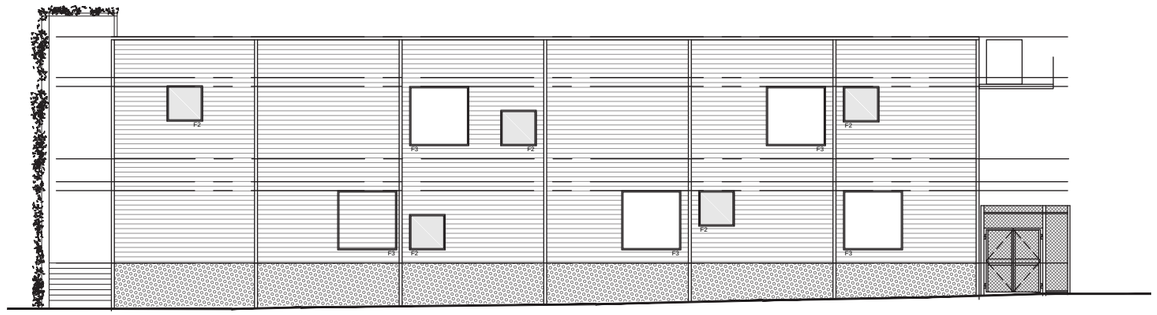
ACIER ONDULÉ PRÉPEINT PERFORÉ - COULEUR ANTHRACITE

FENÊTRE TRANSPARENTE

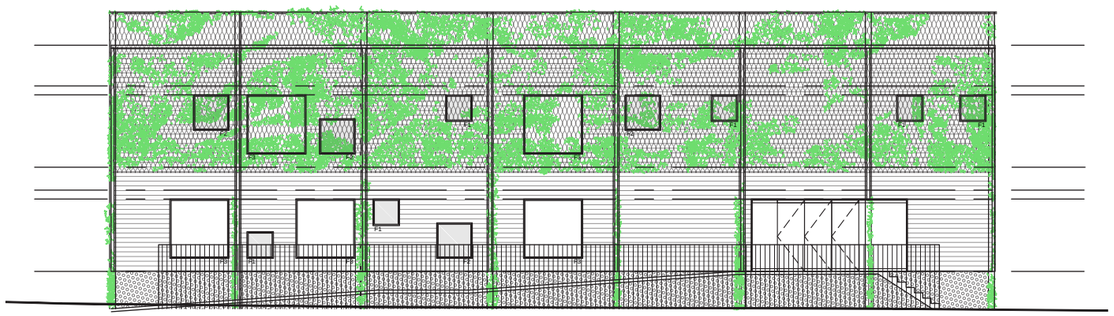
FENÊTRE TRANSLUCIDE ISOLANTE ACOUSTIQUE ET THERMIQUE



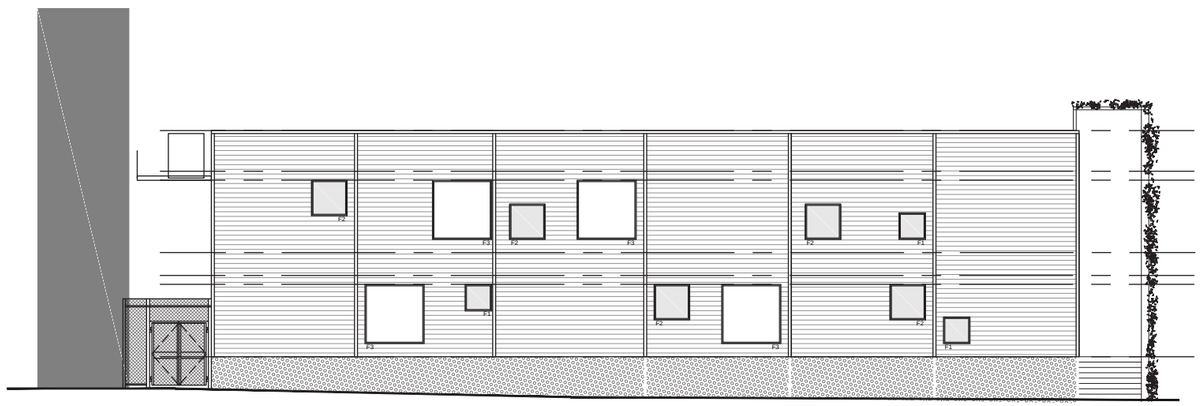
ÉLÉVATION NORD-OUEST



ÉLÉVATION NORD-EST



ÉLÉVATION SUD-EST AVEC ÉCRAN VÉGÉTAL



ÉLÉVATION SUD OUEST

COUPE TRANSVERSALE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

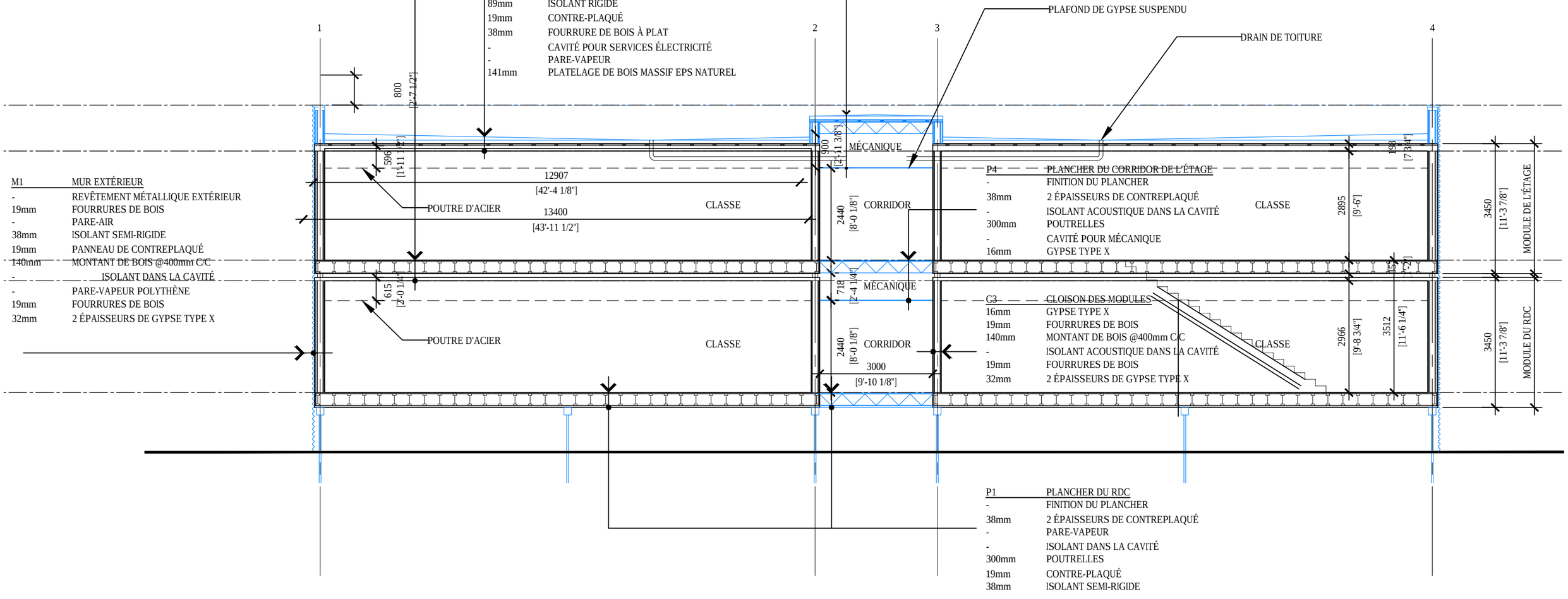
EN BLEU: INSTALLATION AU CHANTIER
PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL OU LE FABRICANT

P2	PLANCHER DES MODULES À L'ÉTAGE
-	FINITION DU PLANCHER
38mm	2 ÉPAISSEURS DE CONTREPLAQUÉ
300mm	POUTRELLES
-	ISOLANT DANS LA CAVITÉ
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
-	ESPACE D'AIR ENTRE LES MODULES
89mm	PLATELAGE DE BOIS MASSIF EPS NATUREL

T1	TOITURE DES MODULES
-	MEMBRANES DE TOITURE
-	ISOLANT DE PENTE
89mm	ISOLANT RIGIDE
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
38mm	FOURRURE DE BOIS À PLAT
-	CAVITÉ POUR SERVICES ÉLECTRICITÉ
-	PARE-VAPEUR
141mm	PLATELAGE DE BOIS MASSIF EPS NATUREL

T2	TOITURE DES CORRIDORS À L'ÉTAGE
-	MEMBRANES DE TOITURE
89mm	ISOLANT RIGIDE
-	PARE-VAPEUR
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
300mm	POUTRELLES
-	CAVITÉ POUR MÉCANIQUE
19mm	FOURRURES DE BOIS
16mm	GYPSE TYPE X

M1	MUR EXTÉRIEUR
-	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR
19mm	FOURRURES DE BOIS
-	PARE-AIR
38mm	ISOLANT SEMI-RIGIDE
19mm	PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ
140mm	MONTANT DE BOIS @400mm C/C
-	ISOLANT DANS LA CAVITÉ
-	PARE-VAPEUR POLYTHÈNE
19mm	FOURRURES DE BOIS
32mm	2 ÉPAISSEURS DE GYPSE TYPE X



P4	PLANCHER DU CORRIDOR DE L'ÉTAGE
-	FINITION DU PLANCHER
38mm	2 ÉPAISSEURS DE CONTREPLAQUÉ
-	ISOLANT ACOUSTIQUE DANS LA CAVITÉ
300mm	POUTRELLES
-	CAVITÉ POUR MÉCANIQUE
16mm	GYPSE TYPE X

C3	CLOISON DES MODULES
16mm	GYPSE TYPE X
19mm	FOURRURES DE BOIS
140mm	MONTANT DE BOIS @400mm C/C
-	ISOLANT ACOUSTIQUE DANS LA CAVITÉ
19mm	FOURRURES DE BOIS
32mm	2 ÉPAISSEURS DE GYPSE TYPE X

P1	PLANCHER DU RDC
-	FINITION DU PLANCHER
38mm	2 ÉPAISSEURS DE CONTREPLAQUÉ
-	PARE-VAPEUR
-	ISOLANT DANS LA CAVITÉ
300mm	POUTRELLES
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
38mm	ISOLANT SEMI-RIGIDE

PERSPECTIVES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PERSPECTIVES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES







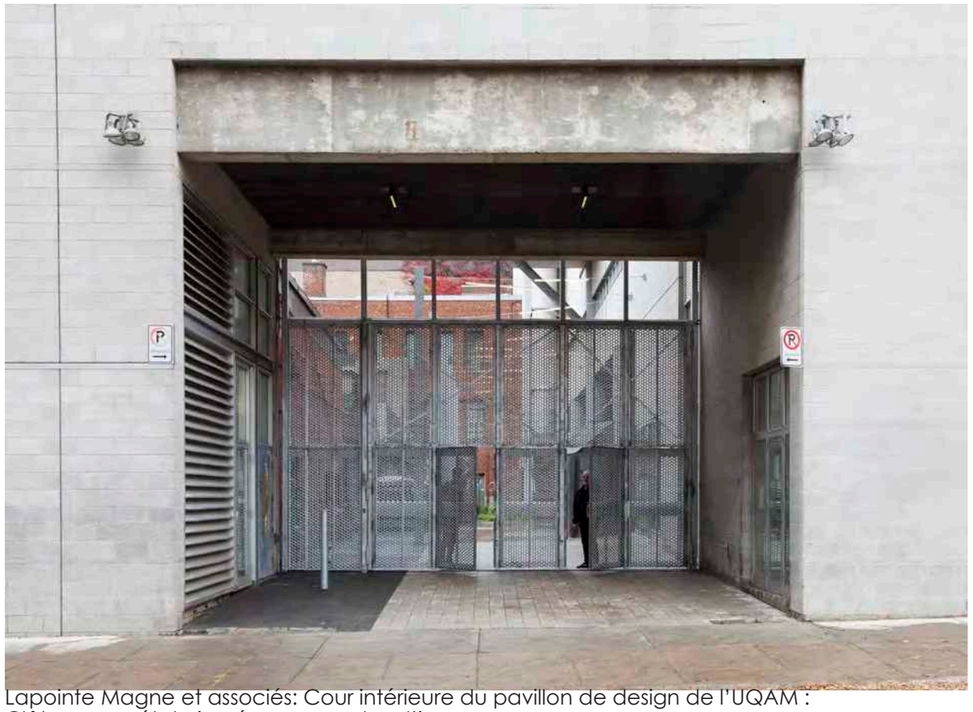


ÉCRAN VÉGÉTAL / CLÔTURE - PRÉCÉDENTS

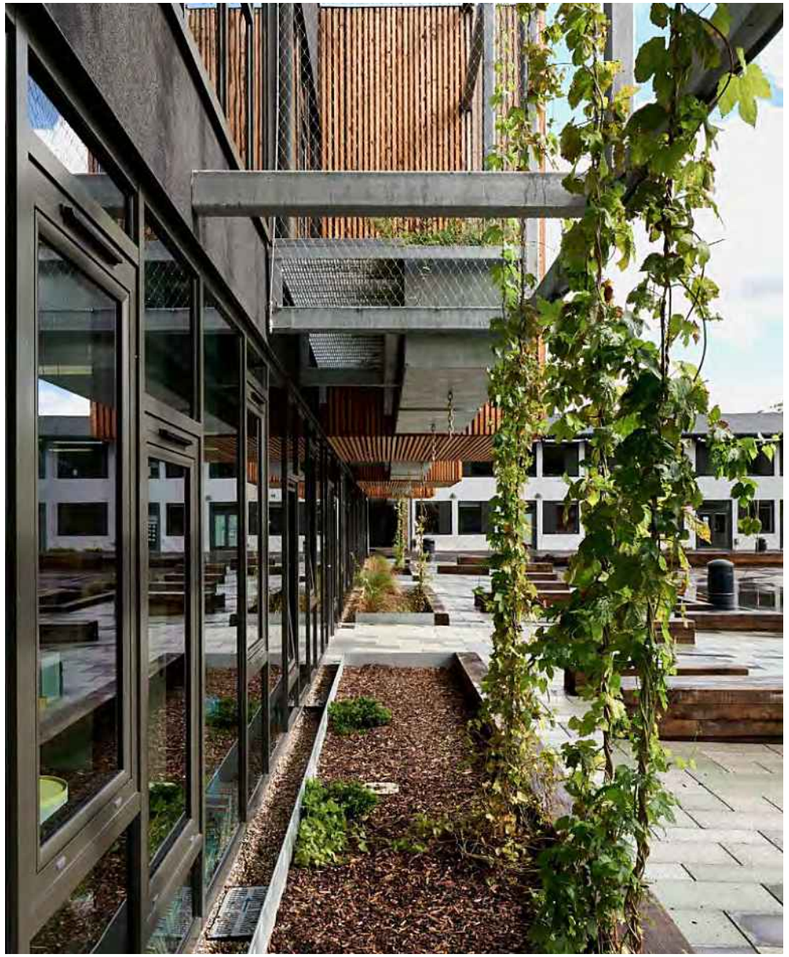
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Lapointe Magne et associés: Cour intérieure du pavillon de design de l'UQAM :
Clôture en métal ajourée avec portes d'issues



Précédent: Végétation grimpante sur câbles d'acier inoxydable





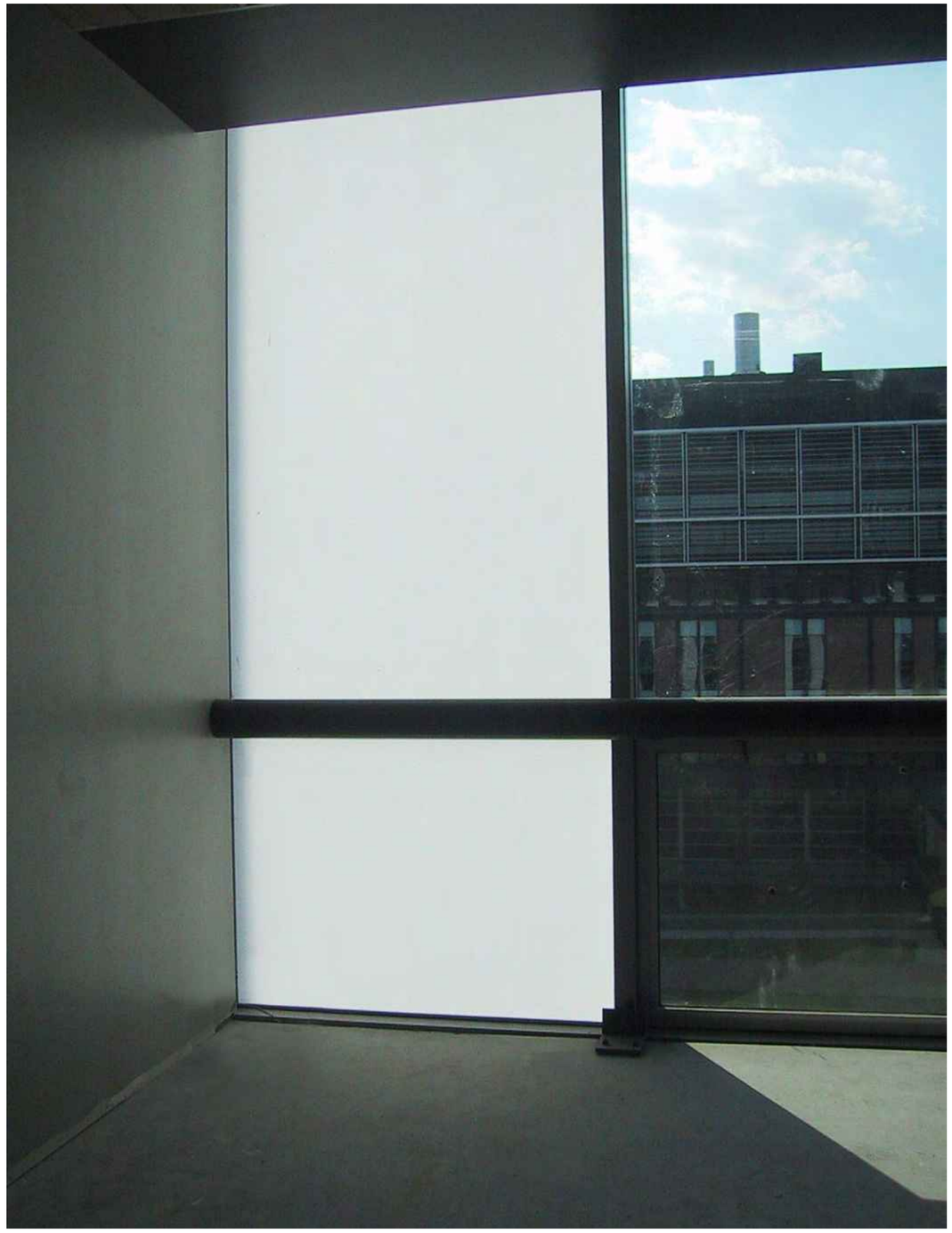
Cour intérieure du pavillon de design de l'UQAM : Écran végétal sur filet en acier inoxydable en hiver



Précédent: Végétation grimpante déployée sur câbles d'acier inoxydable

VERRE TRANSLUCIDE HAUTE PERFORMANCE





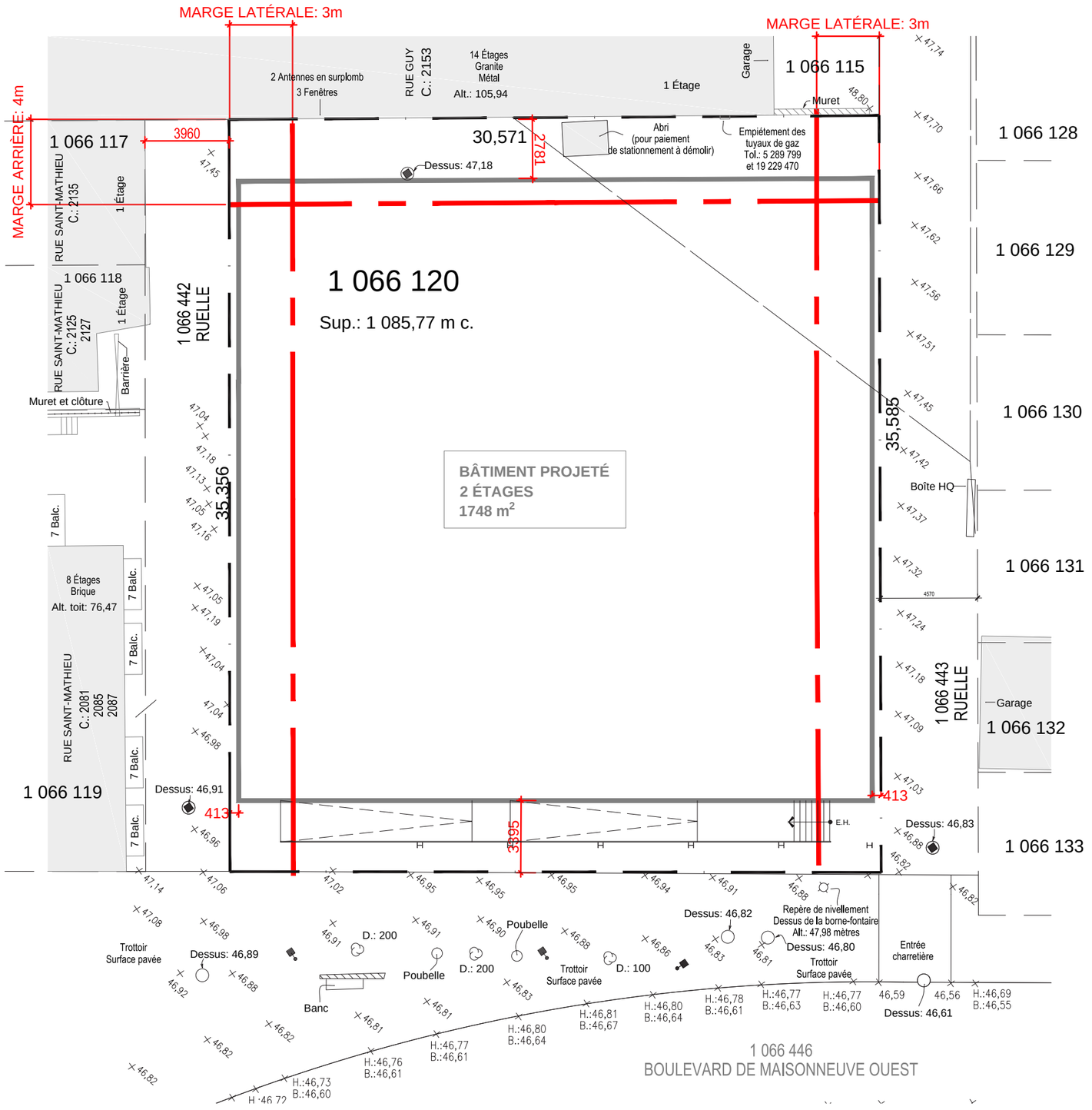
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Lapointe Magne et associés: Département de communication et de journalisme - Université Concordia

ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES - MARGES LATÉRALES ET ARRIÈRE



MARGE ARRIÈRE:
REQUIS: 4m
OBTENU: 2.78m

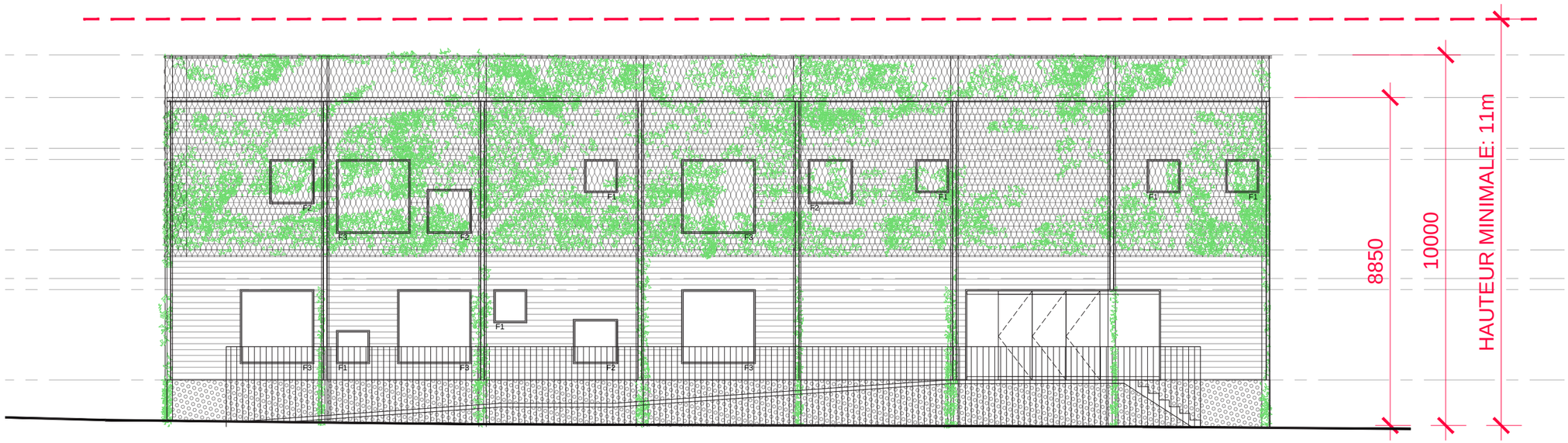
MARGE LATÉRALE:
REQUIS: 3m
OBTENU: 0.4m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES - HAUTEUR MINIMALE



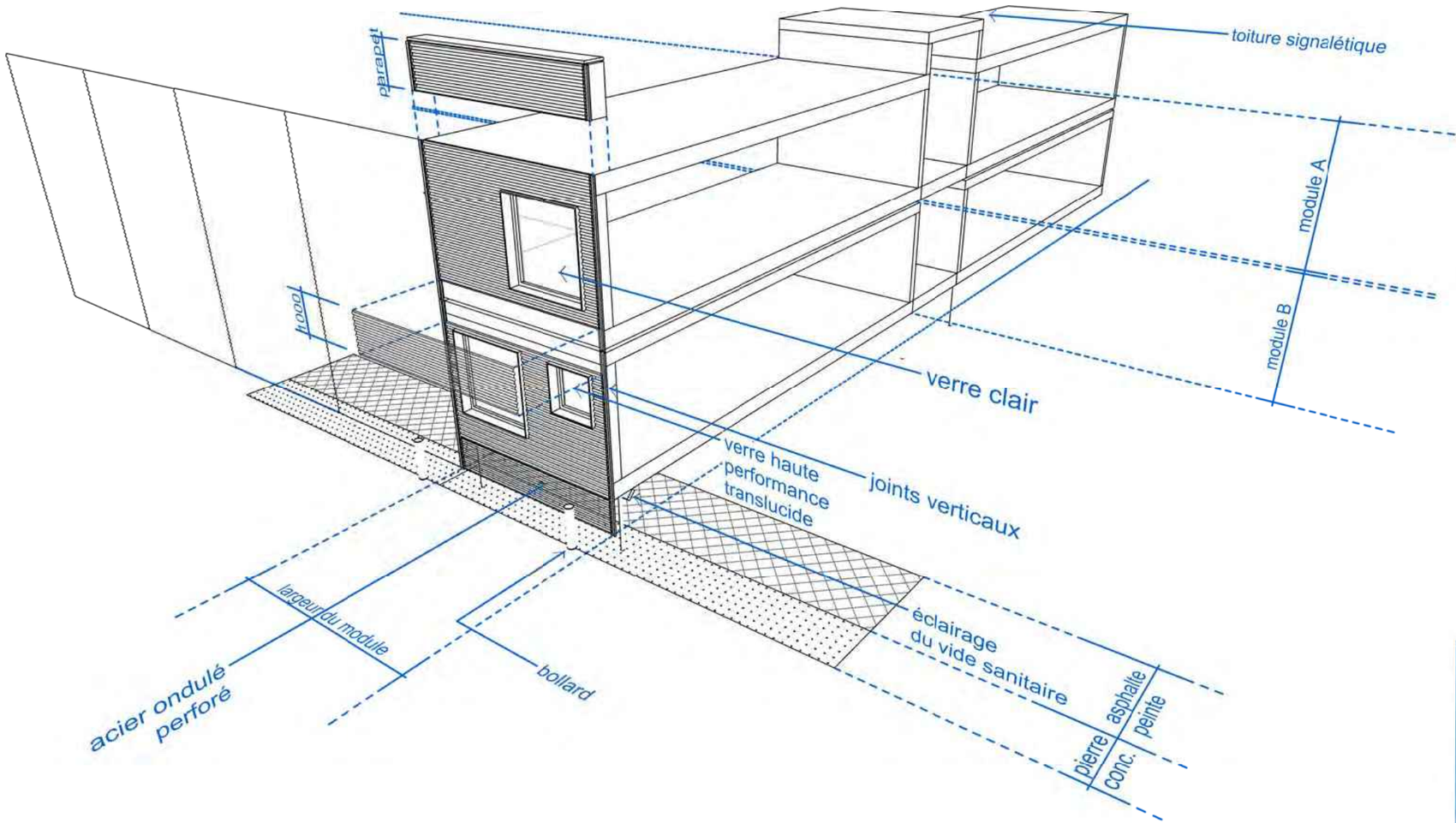
ÉLÉVATION AVEC ÉCRAN VÉGÉTAL
BOUL. DE MAISONNEUVE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

STRATÉGIE MODULAIRE



Les caractéristiques de bâtiments modulaires et de préfabrication furent parties intégrantes de la conception de ce bâtiment à caractère temporaire.

Les modules de classes de 16' (L) par 11'4'' (H) et de 44' (l) seront préfabriqués en usine et assemblés et installés par la suite au chantier. Le bâtiment doit également prévoir d'être désassemblé et réinstallé sur un autre site.

Éléments de conception des façades

1. Un parement de métal ondulé fut prescrit pour être installé en usine ou au chantier.

2. L'installation de parapets au chantier qui pourront facilement s'intégrer en continuité avec le parement de métal ondulé à l'horizontal des façades.

3. Le joint horizontal entre les deux modules superposés sera recouvert au chantier avec une lisière continue de parement métallique assurant la continuité du revêtement.

4. Les joints verticaux, à tous les 16' recouvreront les modules des éléments préfabriqués.

5. Installé au chantier, un parement de métal ondulé identique mais finement perforé permettra l'obstruction et la ventilation naturelle du vide sanitaire d'environ 1,2m sous les modules préfabriqués.

6. Un éclairage nocturne sur gradateurs viendra éclairer ce vide sanitaire à travers le métal perforé ondulé, mettant en valeur le caractère préfabriqué et temporaire de l'installation.

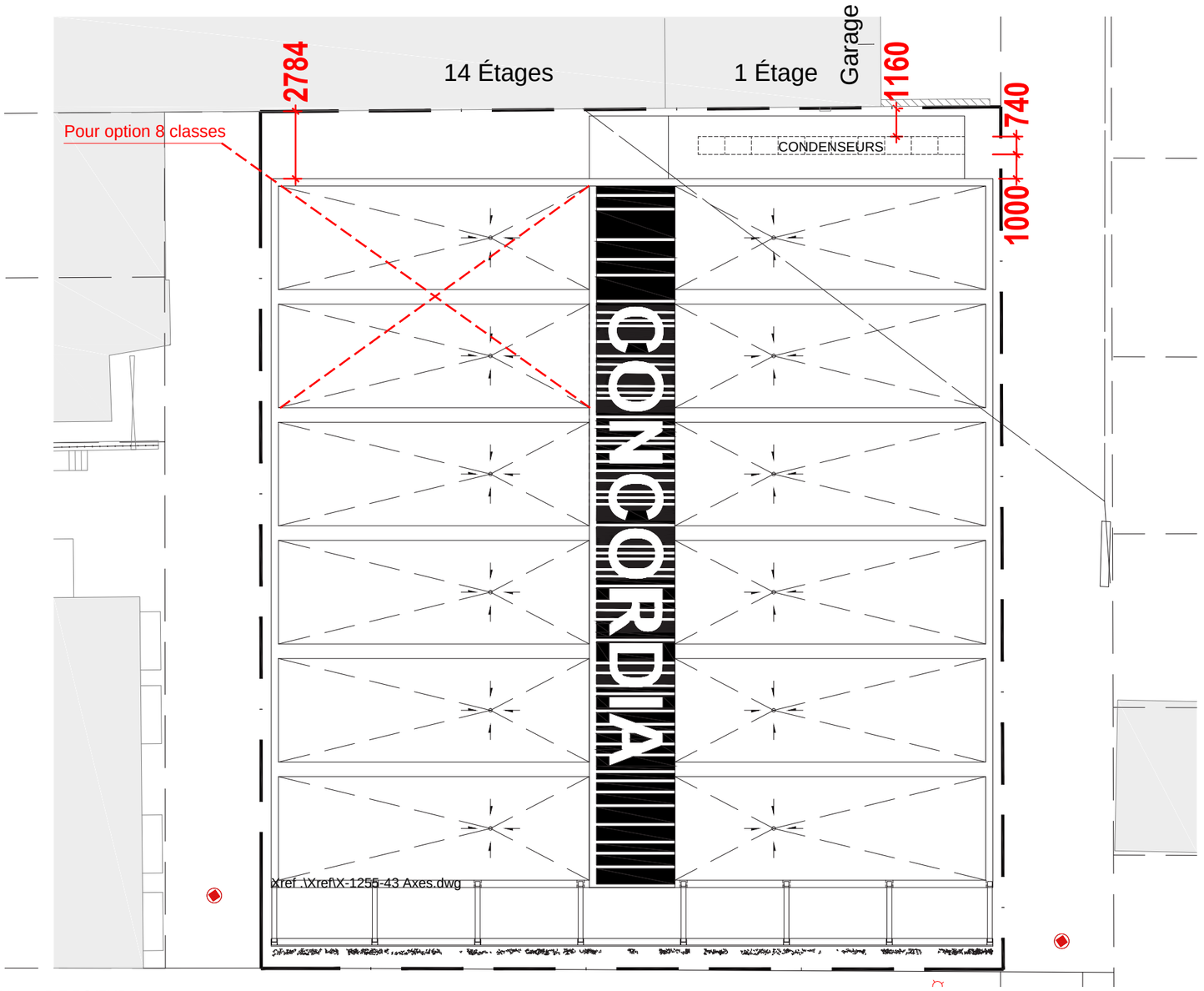


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

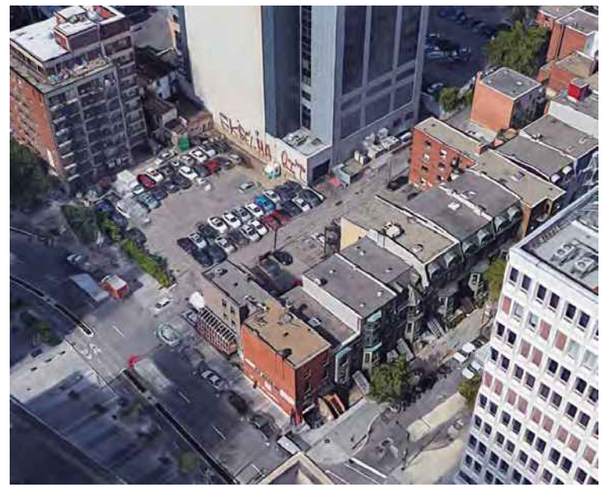
AMÉNAGEMENT DE LA TOITURE



PLAN DE TOITURE
ÉLÉMENT SIGNALÉTIQUE EN MEMBRANE AUTOCOLLANTE
TOITURE BITUME ÉLASTOMÈRE BICOUCHE
FINITION BLANCHE



VUE AÉRIENNE



CONDITIONS EXISTANTES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ACIER ONDULÉ PERFORÉ



PERSPECTIVE
ACIER ONDULÉ PERFORÉ
DE JOUR



PERSPECTIVE
ACIER ONDULÉ PERFORÉ
DE NUIT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

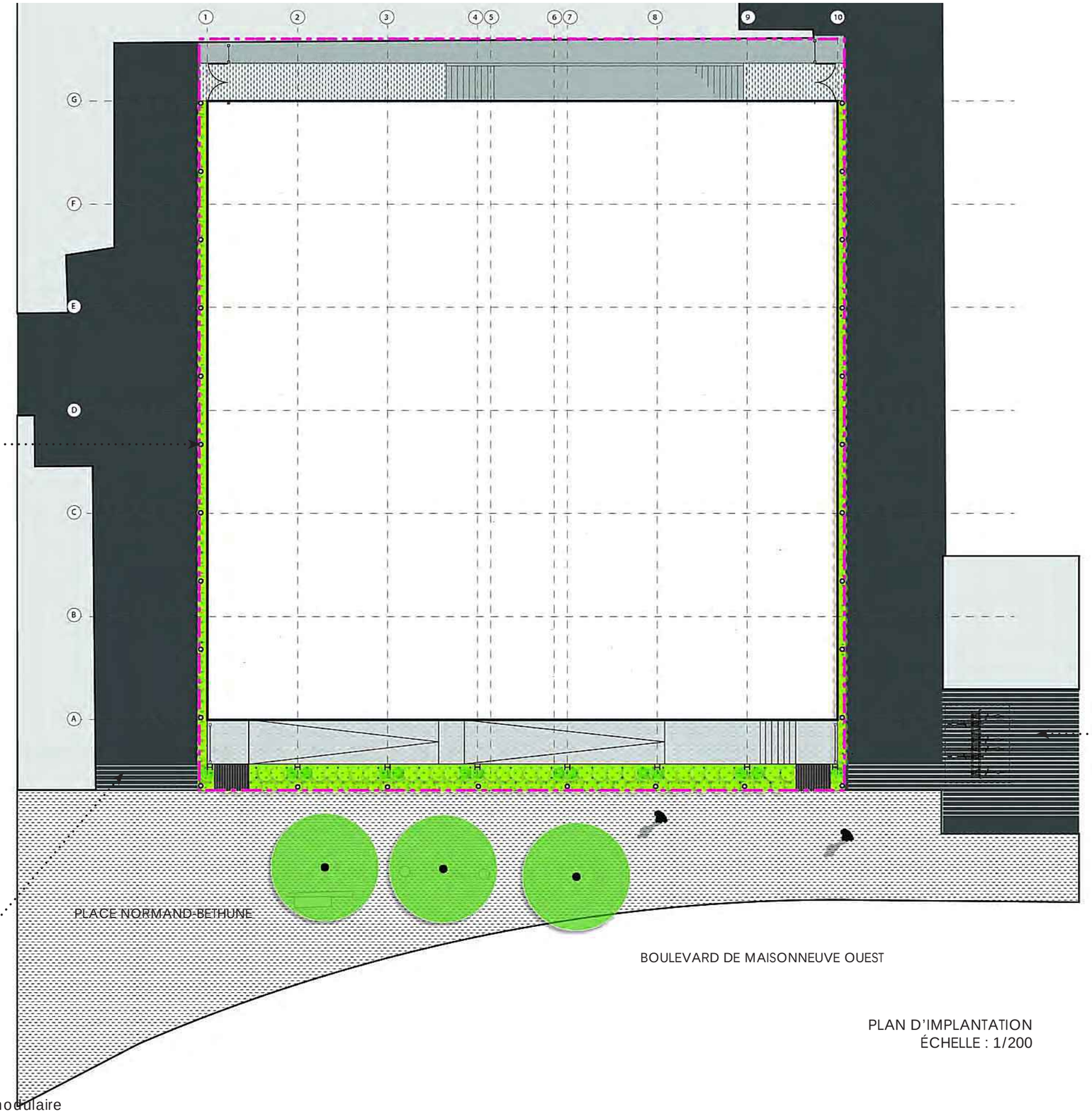
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

AMÉNAGEMENT PAYSAGER

- PAVÉ PERMÉABLE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ ALVÉOLÉ GRIS
- PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ NOIR
- PIERRE CONCASSÉE NOIRE
- ACCÈS EN CAILLEBOTIS
- ASPHALTE
- LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- EMPRISE BÂTIE
- BANDE PLANTÉE

BOLLARDS
En acier galvanisé avec structure de béton au centre





N

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE : 1/200

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

STRATÉGIE SAISONNIÈRE



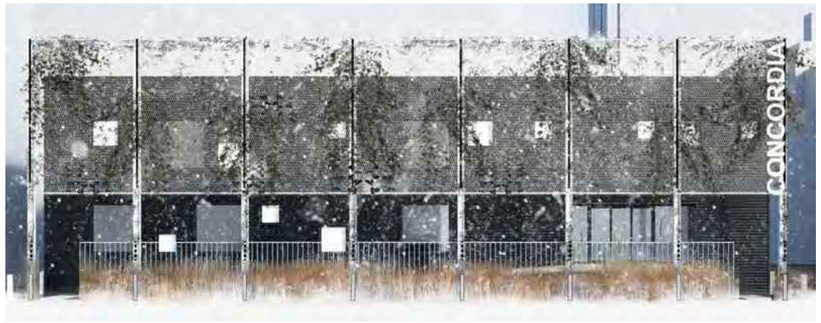
ÉLÉVATION - PRINTEMPS



ÉLÉVATION - ÉTÉ



ÉLÉVATION - AUTOMNE



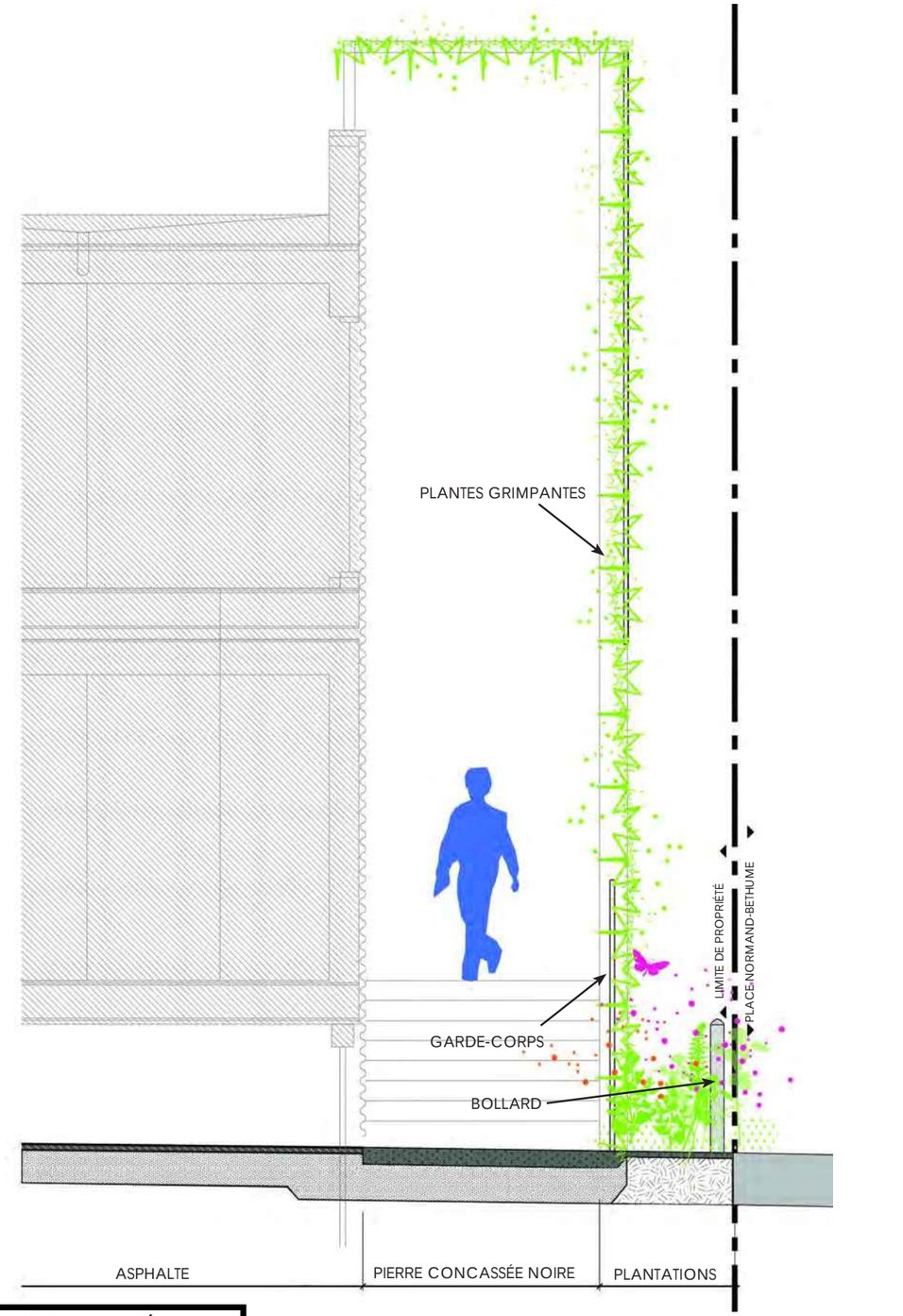
ÉLÉVATION - HIVER

STRATÉGIE D'ÉCLAIRAGE :

ÉCLAIRAGE LED DE 500 MM DE HAUTEUR À PARTIR DU NIVEAU LE PLUS BAS DU FILET DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL (TYPIQUE À TOUTES LES COLONNES DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL)
ÉCLAIRAGE ORIENTÉ VERS LE BOULEVARD MAISONNEUVE

ÉCLAIRAGE LED LINÉAIRE DE 900 MM DE HAUTEUR À PARTIR DU NIVEAU LE PLUS HAUT DE LA RAMPE (TYPIQUE À TOUTES LES COLONNES DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL)
ÉCLAIRAGE ORIENTÉ VERS LE BÂTIMENT

BOLLARD



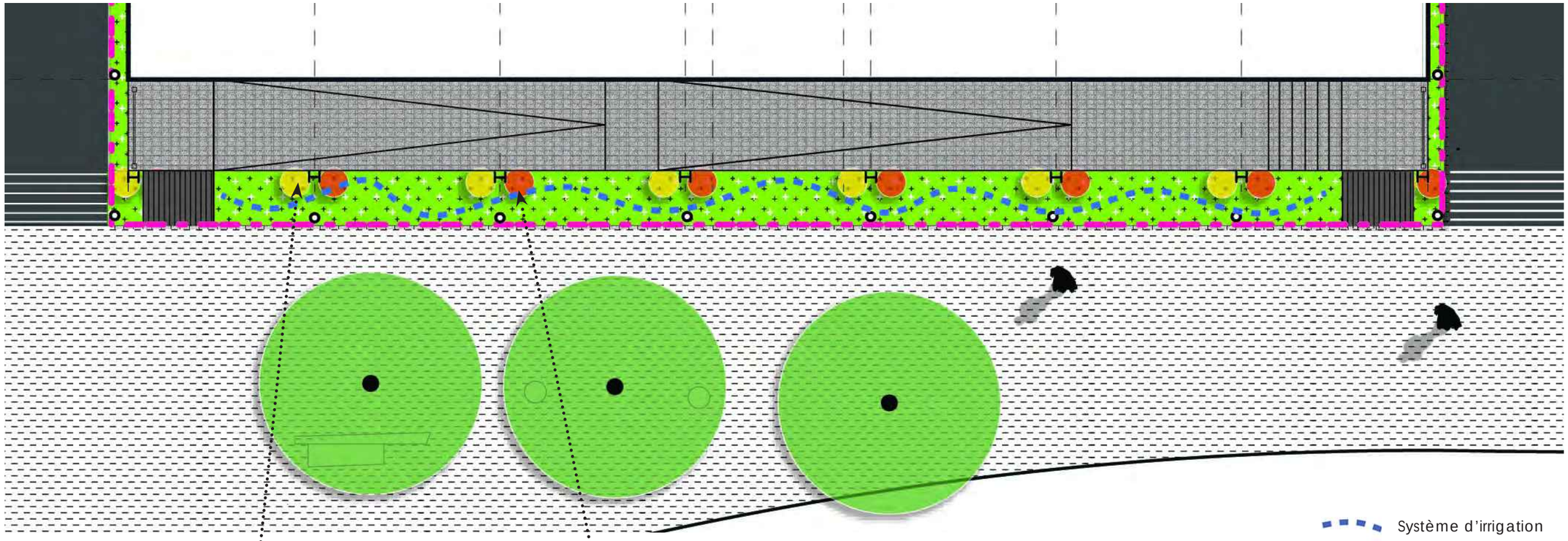
DÉTAIL DE PLANTATION

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VÉGÉTAUX



PLAN DE PLANTATION
ÉCHELLE : 1/100



VITIS RIPARIA
Vigne de rivage sans raisin



PARTHENOCISSUS QUIN. ENGELMANII
Vigne vierge d'Engelman

N

Système d'irrigation

Bande plantée

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1193332001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011)

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), afin d'autoriser les usages, épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur au 3460 rue Peel,

1) D'accorder pour l'immeuble situé au 3640, rue Peel les usages dépanneur, restaurant, traiteur conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) donnant l'autorisation :

a) de déroger notamment à article 1 du Règlement portant sur l'approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.

b) de déroger notamment aux articles 21.4 (construction hors toit), 21.6 (conditions d'aménagement d'une terrasse), 21.8 (construction hors toit) et 21.10 (écran des équipements mécaniques).

c) d'aménager les constructions hors toit substantiellement conforme au plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :

a) les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur doivent être localisés au rez -de-chaussée du bâtiment ;

b) l’aire de plancher au totale pour ces usages ne devra pas dépasser une superficie maximale de 110 m^2;

c) d'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

ANNEXE

Plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 17:09

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193332001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée dans le cadre d'une transformation d'un bâtiment situé au 3460, rue Peel. Le requérant procède actuellement aux travaux intérieurs et voudrait implanter de nouveaux usages commerciaux au rez-de-chaussée. Le plan d'ensemble qui a été adopté pour les trois tours qui longent la rue Peel autorise seulement un restaurant sans spécifier sa localisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM - 21 avril 1987 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.

DESCRIPTION

Le site
Situé dans le Golden Square Mile, il se trouve dans l'aire de protection du Mount Royal Club. Témoin de la densification d'après-guerre du centre-ville de Montréal, ce bâtiment issu du mouvement brutaliste, comprend 20 étages hors sol et deux étages de stationnement en sous-sol.

Le projet
Le projet consiste à la mise à niveau les appartements existants et à la reconfiguration de certains d'entre eux. Le réaménagement du toit-terrasse, la réfection des façades et des aires paysagers, ainsi que l'installation d'équipements mécaniques de meilleures performances énergétiques, sont aussi prévus.

À terme, la tour comprendra un nombre total de 343 logements répartis comme suit :

	Studio	1 chambre	2 chambres	2 chambres sur 2 niveaux	3 chambres
Nombre	188	76	37	1	41
%	55 %	22 %	37 %	0,01%	12%

De plus, le rez-de-chaussée accueillera de nouveaux commerces de proximité avec, entre autres l'ajout d'un traiteur et d'une épicerie d'appoint (dépanneur).

Le cadre réglementaire

· Compte tenu que règlement 7325, à l'article 1, spécifie « (…) y construire et occuper un bâtiment résidentiel et un restaurant. », il doit être modifié par le biais d'un projet particulier afin d'autoriser ces nouveaux usages.

· Des dérogations seront aussi accordées au Règlement d'urbanisme (RCA 01-282) sur les éléments suivants :

- o Construction hors toit (art. 21.4)
- o Les conditions d'aménagement d'une terrasse (art. 21.6)
- o Les construction hors-toit (art. 21.8)
- o L'écran des équipements mécaniques (21.10)

· Le projet sera soumis subséquemment à la révision architecturale (titre VIII);
· Il nécessite aussi une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

JUSTIFICATION

Considérant que :

· Le projet permet de diversifier les services de proximité aux résidants;
· L'aménagement de ces nouveaux commerces n'a pas d'impact sur l'apparence extérieure du bâtiment.
· Les constructions et les aménagements hors toit devront être substantiellement conforme au plan annexé au projet particulier.

Pour ces raisons, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

· De fixer une superficie maximale de l'ensemble de ces espaces commerciaux à 110 m2;
· Ils devront être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment;
· D'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA - Avis de motion et adoption du projet de règlement
Avis public annonçant l'assemblée publique
Assemblée publique sur le projet de règlement
CA - Adoption du deuxième projet de règlement
Avis public décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire
Délai de 8 jours requis pour recevoir une demande signée d'ouverture d'un registre menant à la tenue d'un référendum
CA - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-04-24
Christine RACINE Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 872-5485	**Tél :** 514-872-8692

Télécop. :	872-4912	**Télécop. :**	000-0000

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019	Résolution: CA19 240239

Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel les usages dépanneur, restaurant, traiteur conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) donnant l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 1 du Règlement portant sur l'approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel (7325);
   b) de déroger notamment aux articles 21.4 (construction hors toit), 21.6 (conditions d'aménagement d'une terrasse), 21.8 (construction hors toit) et 21.10 (écran des équipements mécaniques) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) d'aménager les constructions hors toit substantiellement conforme au plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur doivent être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment;
   b) l'aire de plancher au totale pour ces usages ne devra pas dépasser une superficie maximale de 110 m^2;
   c) d'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux;

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 408
1193332001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 mai 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001529800
4.2.5

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	3460, rue Peel
Responsable :	Christine Racine
Description :	La demande vise l'autorisation d'un projet particulier dans le cadre d'une transformation d'un bâtiment situé au 3640, rue Peel. Le requérant procède actuellement aux travaux intérieurs et voudrait implanter de nouveaux usages commerciaux au rez-de-chaussée. Le plan d'ensemble qui a été adopté pour les trois tours qui longent la rue Peel autorise seulement un restaurant sans spécifier sa localisation. Situé dans le Golden Square Mile, il se trouve dans l'aire de protection du Mount Royal Club. Témoin de la densification d'après-guerre du centre-ville de Montréal, ce bâtiment issu du mouvement brutaliste, comprend 20 étages hors sol et deux étages de stationnement en sous-sol. Le projet consiste à la mise à niveau les appartements existants et en reconfigurer certains. Le réaménagement du toit-terrasse, la réfection des façades et des aires paysagères, ainsi que l'installation d'équipements mécaniques de meilleures performances énergétiques sont aussi prévus. À terme, la tour comprendra un nombre total de 343 logements répartis comme suit : 188 studios (55 %), logement d'une chambre (22 %), logements de 2 chambres (37 %), logements de 2 chambres sur 2 étages (0,01 %) et logements 3 chambres (12 %). De plus, rez-de-chaussée accueillera de nouveaux commerces de proximité avec, entre autres l'ajout d'un traiteur et d'une épicerie d'appoint (dépanneur).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CM - 21 avril 1987 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.
Considérant que :	Le projet permet de diversifier les services de proximité aux résidants.
Considérant que :	L'aménagement de ces nouveaux commerces n'a pas d'impact sur l'apparence extérieure du bâtiment.
Considérant que :	Les constructions et les aménagements hors toit devront être substantiellement conformes au plan annexé au projet particulier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fixer une superficie maximale de l'ensemble des espaces commerciaux à 110 m² ;**
- **Les espaces commerciaux devront être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment ;**
- **Optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

—Plans et zones d'intervention Terrasse et Piscine



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197199004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale minimale arrière pour l'implantation de dépendances pour le bâtiment situé au 1501, rue Bercy (Cour de service Bercy de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal)

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1501, rue Bercy, une dérogation permettant et régularisant l'implantation de dépendances de plus de 4 m de hauteur à moins de 4 m de la limite arrière du lot, malgré la marge arrière minimale de 4 m exigée, et ce, notamment en dérogation à l'article 85 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et en conformité au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) (Cour de service Bercy de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-17 13:25

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale minimale arrière pour l'implantation de dépendances pour le bâtiment situé au 1501, rue Bercy (Cour de service Bercy de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure (3001557075) a été déposée afin de régulariser l'implantation de 2 dépendances construites conformément aux permis approuvés en 2001 et 2004 pour la Cour de service Bercy de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, située sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 3 362 038 du cadastre du Québec, comprenant un bâtiment de 3 étages, occupé par l'usage « cour de voirie » aux fins de la Cour de service Bercy de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, construite en 2001 dans l'arrondissement administratif du Plateau-Mont-Royal–Centre-Sud de l'ancienne Ville de Montréal. Une dépendance (garage détaché), d'environ 9 m de hauteur, avait alors été autorisée (permis de construction 1000470001-01) et construite à 1,22 m de la limite arrière dans l'axe du bâtiment principal.

En 2004, une autre dépendance (abri à abrasifs), d'environ 7 m de hauteur, a été autorisée (permis de transformation 1000017304-04) et construite à 1,37 m de la limite arrière, sensiblement dans le prolongement de l'alignement arrière de l'autre dépendance.

Cette cour de voirie s'inscrit dans un secteur industriel hérité du développement et de l'exploitation de l'ancienne cour de triage Hochelaga du Chemin de fer Canadien Pacifique (CP) de 1876 à 1951, dont une partie résiduelle borde toujours le site à l'est, le long des voies ferrées. Au sud, la Cour de services de Ville-Marie a été construite aux fins du même usage à compter de 2016 et inaugurée en 2018.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Frontenac » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise la régularisation de l'implantation des dépendances existantes de plus de 4 m de hauteur, situées à moins de 4 m de la limite arrière du lot, dans le cadre de la reconstruction et du rehaussement de la toiture de l'abri à abrasifs, dont la structure de bois d'origine a été renversée et détachée de sa base en béton par le vent au courant de l'année dernière (demande de permis de transformation 3001521215).

Or, durant l'étude, il a été constaté que l'implantation de ces dépendances n'a jamais respecté les dispositions réglementaires applicables en matière de marge arrière minimale et que conséquemment elle ne bénéficie d'aucun droit acquis, malgré les permis délivrés par l'ancienne Ville de Montréal et subséquemment par l'arrondissement de Ville-Marie pour ces constructions.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

· à la marge arrière minimale de 4 m exigée pour une dépendance excédant 4 m de hauteur (article 85).

À noter que, malgré la marge arrière minimale prescrite, un bâtiment (incluant une dépendance) peut être implanté sur la limite arrière dans un secteur de la catégorie M.11 « Zone de mixité à dominante industrielle autorisant les commerces et les services de forte intensité, l'industrie et l'entreposage extérieur », sans égard à la hauteur de celle-ci (article 86). Autrement, la marge arrière n'est pas applicable aux dépendances de moins de 4 m de hauteur (article 84).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures.
En effet, une dérogation mineure peut notamment être accordée dans le cas où les travaux sont déjà exécutés de bonne foi en conformité avec un permis de construction délivré, ce qui traduit la présente situation.

De plus, la régularisation souhaitée est cohérente avec la réglementation qui aurait pu autoriser les constructions visées en les implantant directement à la limite arrière du lot plutôt qu'en retrait, le tout découlant d'erreurs administratives dans l'approbation des permis d'origine.

Finalement, le projet de rehaussement subséquent de la toiture sera soumis en révision de projet à une séance ultérieure du comité.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-17

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE

Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-17

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001557075
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1501, rue Bercy
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise la régularisation de l'implantation des dépendances existantes de plus de 4 m de hauteur, situées à moins de 4 m de la limite arrière du lot, dans le cadre de la reconstruction et du rehaussement de la toiture de l'abri à abrasifs, dont la structure de bois d'origine a été renversée et détachée de sa base en béton par le vent au courant de l'année dernière (demande de permis de transformation 3001521215). Or, durant l'étude, il a été constaté que l'implantation de ces dépendances n'a jamais respecté les dispositions réglementaires applicables en matière de marge arrière minimale et que conséquemment elle ne bénéficie d'aucun droit acquis, malgré les permis délivrés par l'ancienne Ville de Montréal et subséquemment par l'arrondissement de Ville-Marie pour ces constructions. Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, à savoir à la marge arrière minimale de 4 m exigée pour une dépendance excédant 4 m de hauteur (article 85). À noter que, malgré la marge arrière minimale prescrite, un bâtiment (incluant une dépendance) peut être implanté sur la limite arrière dans un secteur de la catégorie M.11 « zone de mixité à dominante industrielle autorisant les commerces et les services de forte intensité, l'industrie et l'entreposage extérieur » sans égard à la hauteur de celle-ci (article 86). Autrement, la marge arrière n'est pas applicable aux dépendances de moins de 4 m de hauteur (article 84).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures. En effet, une dérogation mineure peut notamment être accordée dans le cas où les travaux sont déjà exécutés de bonne foi en conformité avec un permis de construction délivré, ce qui traduit la présente situation.

Considérant que : La régularisation souhaitée est cohérente avec la réglementation qui aurait pu autoriser les constructions visées en les implantant directement à la limite arrière du lot plutôt qu'en retrait, le tout découlant d'erreurs administratives dans l'approbation des permis d'origine.

Considérant que : Le projet de rehaussement subséquent de la toiture sera soumis en révision de projet à une séance ultérieure du comité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATIONS MINEURES

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 1501, rue Bercy, une dérogation permettant et régularisant l'implantation de dépendances de plus de 4 m de hauteur à moins de 4 m de la limite arrière du lot, malgré la marge arrière minimale de 4 m exigée, et ce, notamment en dérogation à l'article 85 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1197199004];

- pour le bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas la hauteur minimale sur rue de 13,15 m et l'aménagement d'unités de stationnement véhiculaire mesurant 5,0 m de longueur, et ce, en dérogation à l'article 10 et au paragraphe 2o de l'article 617 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1194869007];

- pour le bâtiment situé au 2350, rue Hogan, une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour la hauteur maximale en étage, et ce, en dérogation à l'article 24 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 11962255008].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mercredi 5 juin 2019, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Fait à Montréal, le 18 mai 2019

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194869006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, un usage résidentiel au rez-de-chaussée ouest du bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, situé dans un secteur de la catégorie M.7.

Autoriser, un usage résidentiel au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.7 pour le bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels, au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 13:55

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194869006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, un usage résidentiel au rez-de-chaussée ouest du bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, situé dans un secteur de la catégorie M.7.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser un usage résidentiel au rez-de-chaussée pour le bâtiment projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, situé dans un secteur de catégorie M.7.
Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest et l'approbation d'un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885, sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20e siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes.

Le projet
Le demandeur souhaite aménager des espaces accessoires à l'usage résidentiel sur l'ensemble du rez-de-chaussée alors que le site se trouve dans un secteur mixte M.7 où une obligation commerciale est prévue au rez-de-chaussée.

La demande d'usage conditionnel accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur.

Le cadre réglementaire

· Selon le paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.7 peut être autorisé, en respectant la procédure des usages conditionnels selon les critères prévus à l'article 320.

JUSTIFICATION

Un usage résidentiel est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés dans le nouveau complexe immobilier.
La topographie du site et l'obligation de conserver les façades des maisons victoriennes créent un rez-de-chaussée sur deux niveaux. En bordure du boulevard René-Lévesque, le niveau du plancher est sous le niveau du trottoir alors qu'à la mi-parcours en bordure de la rue Mackay, le rez-de-chaussée est au-dessus du niveau du trottoir.

En bordure du boulevard René-Lévesque, le niveau du rez-de-chaussée étant plus bas que le niveau du trottoir, l'aménagement d'une partie du stationnement souterrain ainsi que la présence d'une salle d'exercice pour les résidents est pleinement justifié. Contrairement à la réglementation en vigueur qui exige une continuité commerciale, l'espace n'est pas propice à participer à une vitalité commerciale notamment en raison du niveau du plancher et également, par le recul de 6 m par rapport au trottoir. Dans le cas de la démolition complète des maisons victoriennes, il aurait été intéressant et naturel d'aménager des espaces commerciaux en bordure du boulevard René-Lévesque.

Le rez-de-chaussée en bordure de la rue Mackay est aménagé sur deux niveaux. La partie sous le niveau du trottoir abrite la salle d'exercice pour les occupants de l'immeuble, alors que la partie plus au nord, situé au même niveau que le trottoir, abrite le lobby des résidents ainsi que les espaces communs de ceux-ci. Bien que l'usage n'est pas considéré comme une fonction commerciale au sens du règlement, l'objectif d'animer les façades ainsi que créer une ambiance sur rue est respecté. D'ailleurs, la mixité de l'occupation des rez-de-chaussée des bâtiments voisins en bordure de la rue Mackay vient confirmer la compatibilité du projet avec le milieu environnant.

En somme, la conservation des façades des anciennes maisons victoriennes ne permet pas d'utiliser raisonnablement le rez-de-chaussée à des fins commerciales, mais permet d'aménager des espaces qui rappellent la fonction d'origine de ces bâtiments.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance qui s'est tenue le 9 mai 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-09

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692

Approuvé le : 2019-05-17

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001509605
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1471, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au rez-de-chaussée. Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest et l'approbation d'un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement. L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885 sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20e siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes. Le demandeur souhaite aménager des espaces accessoires à l'usage résidentiel sur l'ensemble du rez-de-chaussée alors que le site se trouve dans un secteur mixte M.7 où une obligation commerciale est prévue au rez-de-chaussée. La demande d'usage conditionnel accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur. Selon le paragraphe 8° de l'article 136 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*, un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.7 peut être autorisé, en respectant la procédure des usages conditionnels selon les critères prévus à l'article 320.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés dans le nouveau complexe immobilier.

Considérant que : La topographie du site et l'obligation de conserver les façades des maisons victoriennes créent un rez-de-chaussée sur deux niveaux. En bordure du boulevard René-Lévesque, le niveau du plancher est sous le niveau du trottoir alors qu'à la mi-parcours en bordure de la rue Mackay, le rez-de-chaussée est au-dessus du niveau du trottoir.

Considérant que : La conservation des façades des anciennes maisons victoriennes ne permet pas d'utiliser raisonnablement le rez-de-chaussée à des fins commerciales, mais permet d'aménager des espaces qui rappellent la fonction d'origine de ces bâtiments.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

16 mai 2019

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195907003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 5e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons, pour chaque événement identifié au dossier;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), article 45 permettant de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 123 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'urbanisme concernant l'affichage (R.R.V.M., 01-282, article 560), l'ordonnance permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures autoportantes et tentes selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 493;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 08:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195907003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le cinquième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2019 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);
- Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085);
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195907002 / CA19 240234 adopté le 7 mai 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) et édicter les ordonnances
1195607001 / CA19 240190 adopté le 9 avril 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et

d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 872-8862
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et bibliothèques

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 872-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-05-24

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT SUR LE CIVISME, LE RESPECT ET LA PROPRETÉ
CA-24-085

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5E PARTIE)

Vu l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085).

À la séance du 5 juin 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

2. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

4. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5E PARTIE, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1, édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), est autorisée.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5E PARTIE, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-12-2

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5 E PARTIE, A)

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la peinture temporaire sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, aux dates et aux horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance CA 24-085 édictée en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 de l'ordonnance édictée en vertu du 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. **Ordonnance relative à la programmation des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures autoportantes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 493.

Ces bannières doivent être fixées solidement, elles doivent être faites d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5E PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Exposition Métis-sur-Montréal Exposition Champs de mémoire	Musée du Château Ramezay	6 juin au 15 décembre	Place de la Dauversière Rue Le Royer entre St-Claude et Pl. Jacques-Cartier (trottoir nord); Rue St-Claude et entre Le Royer et St-Paul (trottoir ouest)	24 h / 24 h												R-PA
Journée nationale des autochtones	Foyer des femmes autochtones	21-Jun	Square Cabot	9 h à 21		15 h à 19 h	15 h à 19 h			11 h à 20 h						R-A- GA
BBQ jeunesse	Innovation jeunes	06-Jun-19	Rue Pierce	12 h à 20h			12 h à 20h			12 h à 20h						R-A-GA
Différents comme tout le monde	Sans oublier le sourire	06-Jun-19	Parc Émilie-Gamelin	7h à 18h			7h à 18h			7h à 18h						R-A-GA
Squat ton parc	Oxy Jeunes	07-Jun-19	Parc Des Royaux	13h à 21h30			13h à 21h30			13h à 21h30						R-A-MA
Cérémonie des ancêtres	Chinese Association of Montreal	09-Jun-19	Place Sun Yat Sen	11h à 18h						11h à 18h						R-A-MA
Le lancement de notre saison du Roulo-Boulo, le bus de l'emploi	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	12-Jun-18	Square-Cabot	13h à 17h						13h à 17h						N-A-PA
Gala social à ma façon	Loisirs Saint-Jacques	13-Jun-19	Parc Toussaint-Louverture	9h à 20h30			9h à 20h30			9h à 20h30						R-A-MA
Programmation inclusive	People Park	13-Jun-19	Sqaure-Cabot	15h30 à 17h												N-PA
Fin d'année des 6 - 12 ans	Association Les Chemins du Soleil	14-Jun-19	Parc Charles-S.-Campbell	15h30 à 18h30			15h30 à 18h30			15h30 à 18h30						R-A-PA
Animation estivale	Place des Montréalaises	15 juin au 15 septembre	Place des Montréalaises	11 h à 15 h						11 h à 15 h						R-A-PA
Inauguration piétonisation	DSLDS	15-Jun-19	Rue de Rouen (entre Du Havre et Gascon)	11h à 14h			11h à 14h			11h à 14h						N-A-MA
Exposition Musée Pointe-à-Callière	Musée Pointe-à-Callière	17 juin au 1er novembre	Place D'Youville	24 h / 24 h												N-PA
Soupe locale CDC	CDC Centre-Sud	18-Jun-19	Parc Des Royaux	16h à 21h			16h à 21h			16h à 21h						N-A-PA
BBQ de réseautage	Centre d'action bénévole de Montréal	21-Jun-19	Parc Percy-Walters	10h à 15h			10h à 15h			10h à 15h						N-AF-PA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Animations estivales au Square-Cabot	DSLDS	21 juin au 21 septembre 2019	Square-Cabot	11h à 23h			11h à 23h			11h à 23h						R-A-GA
Café suspendu - programmation et animation	La pépinière l'Espaces collectifs	du 22 juin au 3 novembre 2019	Le café suspendu du Belvédère Camillien-Houde (stationnement)	12h à 21h30 du jeudi au samedi 12h à 20h30 dimanche			12h à 21h30 du jeudi au samedi 12h à 20h30 dimanche	12h à 21h30 du jeudi au samedi 12h à 20h30 dimanche	12h à 21h30 du jeudi au samedi 12h à 20h30 dimanche	12h à 21h30 du jeudi au samedi 12h à 20h30 dimanche	En tout temps Affiche de la programmation et signalétique conçues par la Pépinière					R-A-GA
BBQ - Fête nationale	Maison du Père	23-Jun-19	Ruelle Labelle	7h à 23h	7h à 23h		7h à 23h			7h à 23h						R-A-MA
Café suspendu - programmation et animation	La pépinière l'Espaces collectifs	24 juin 2019 1 juillet 2019 2 septembre 14 octobre	Le café suspendu du Belvédère Camillien-Houde (stationnement)	12h à 21h30			12h à 21h30	12h à 21h30	12h à 21h30	12h à 21h30	En tout temps Affiche de la programmation et signalétique conçues par la Pépinière				Dessins de craie (ou produit qui s'efface sur la chaussée)	R-A-GA
Fête Nationale	Comité social Centre-Sud	24-Jun-19	Parc Joyeux-Vicking et rue Beaudry entre Robin et Lafontaine	7h à 23h	7h à 23h		15h à 23h	15h à 23h	15h à 23h	7h à 23h						R-A-MA
Fête nationale	Centre d'études et de religions chinoises	24-Jun-19	Place Sun Yat Sen	7h à 19h	7h à 19h	7h à 19h				7h à 19h						R-A-MA
Yoga	DSLDS	Tous les mercredis du 26 juin au 25 septembre 2019	Espace Faubourg Québec	12h à 13h												R-PA
Les roues sportives	DSLDS	Tous les vendredis du 28 juin au 9 août 2019	Parc Toussaint-Louverture	18h à 20h						18h à 20h						N-A-PA
Marquage au sol	DSLDS	25 juin au 23 août 2019	Trottoirs côtés Nord et Sud de la rue Ste-Catherine Ouest entre Atwater et la rue Pierce												En tout temps	
Fête de quartier festivale	DSLDS	27-Jun-19	Square-Cabot	17h à 19h			17h à 19h			17h à 19h						N-A-MA
Fête familiale	DSLDS	27-Jun-19	Parc du Pied-du-Courant	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						N-A-MA
Danse en ligne	DSLDS	Tous les jeudis du 27 juin au 15 août 2019	Parc Toussaint-Loverture	18h30 à 20h30						18h30 à 20h30						R-A-PA
Tai-chi	DSLDS	28-Jun-19	Espace Faubourg Québec	9h à 10h												R-PA
BBQ Carrefour Saint-Eusèbe	Carrefour St-Eusèbe	28-Jun-19	Parc Médéric Martin (sud)	9h à 16h			9h à 16h			9h à 16h						N-A-PA
Zumba	DSLDS	Tous les mardis du 25 juin au 27 août 2019	Parc Médéric-Martin portion sud	18h à 19h						18h à 19h						R-A-PA
Fête de fin d'année	CSDM Geneviève Casaubon	21-Jun-19	Parc Des Royaux	8h à 15h			8h à 15h			8h à 15h						N-A-MA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Mercredi en art	DSLDS	Tous les mercredis du 26 juin au 21 août 2019	Parc Médéric-Martin portion sud	18h à 20h						18h à 20h						N-A-PA
Concerts Midi	Destination centre-ville	27 juin; 4, 11, 18, 25 juillet; 1, 8, 15, 22, 29 août; 5, 12 septembre	Square Victoria	10 h à 14 h	-	-	-	-	-	10 h à 14 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Tai-chi	DSLDS	Tous les jeudis du 27 juin au 29 août 2019	Parc Robert-Prévost	10h30 à 11h30						10h30 à 11h30						R-PA
Café réparation de Peter-McGill	éco-quartier de Peter-McGill	29-Jun-19	Square-Cabot	10h à 15h			10h à 15h			10h à 15h						N-A-MA
Projections en plein air	Productions Funambules médias	1, 8, 15, 22, 29 juillet 29 juillet, 5, 12, 19, 26 août	Parc des Faubourgs Square Cabot	18 h à 23 h 59	-	19 h à 23 h	19 h à 23 h	-	-	18 h à 23 h						R-A-PA
Yoga	DSLDS	Tous les mardis 2 juillet au 20 août 2019	Parc Victor-T.Daubigny	18h30 à 19h30						18h30 à 19h30						N-PA
Quartier en mouvement	Innovation jeunes	2 au 20 juillet	Rue Pierce	12h à 20h			12h à 20h			12h à 20h		12h à 20h			12h à 20h	R-A-GA
Inauguration de la CIES	Association Les Chemins du Soleil	03-Jul-19	Parc Charles-S.-Campbell	10h30 à 17h			10h30 à 17h			10h30 à 17h						R-A-PA
Yoga	DSLDS	Tous les mercredis du 3 juillet au 21 août 2019	Parc Victor-T.Daubigny	12h à 13h						12h à 13h						N-PA
Activité de motricité aquatique (3-6 ans)	DSLDS	Tous les jeudis du 4 juillet au 8 août 2019	Pataugeoire Olivier Robert	10h50 à 11h30						10h50 à 11h30						N-A-PA
Poussette plein air	DSLDS	Tous les jeudis du 4 juillet au 29 août 2019	Parc Médéric-Martin	10h30 à 11h30						10h30 à 11h30						N-PA
Fête familiale	DSLDS	04-Jul-19	Parc Félix-Antoine-Savard	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Inauguration du Parc Walter-Stewart	DSLDS	05-Jul-19	Parc Walter-Stewart	16h30 à 20h30			16h30 à 20h30			16h30 à 20h30						N-A-MA
Evangel Summer Festival - Festival d'Éte	Evangel Pentecostal Church	07-Jul-19	Square-Cabot	10h à 17h			10h à 17h			10h à 17h						R-A-GA
Tournoi de soccer interne SNC-Lavalin	DSLDS	les 8, 9, 10, 11, 12, 15, 17 et 18 juillet 2019	Mini-Pitch	16h45 à 19h						16h45 à 19h						N-A-PA
Les roues sportives	DSLDS	Tous les lundis du 8 juillet au 5 août 2019	Parc Félix-Antoine-Savard	18h à 20h						18h à 20h						R-A-PA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Les roues sportives	DSLDS	Tous les mercredis du 3 juillet au 7 août 2019	Espace Faubourg Québec	18h à 20h						18h à 20h						R-A-PA
Yoga	DSLDS	Tous les lundis du 8 juillet au 26 août	Parc Médéric-Martin	10h à 11h						10h à 11h						R-PA
Lundis créatifs	DSLDS	Tous les lundis du 8 juillet au 29 juillet	Parc Robert-Prévost	18h à 20h						18h à 20h						R-PA
Soirées festives	Musée des beaux-arts de Montréal	10 juillet et 14 août	Avenue du Musée	16h à 22h			16h à 22h	16h à 22h	16h à 22h	16h à 22h						N-A-MA
Fête familiale	DSLDS	11-Jul-19	Ruelle La ligne verte - Ruelle derrière le 2028 rue Wurtele	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Fête Nationale des Français	Union Francaise de Montréal	14-Jul	Place Jean-Ernest-Laforce	8 h à 23 h 59		12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h						R-AM-MA
Fête familiale	DSLDS	18-Jul-19	Parc Persillier-Lachapelle	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						N-A-MA
Inauguration d'une ruelle verte	Société écocitoyenne de Montréal	20-Jul-19	ruelle Wurtele \Montgomery \Sherbrooke et Hochelaga	9h à 20h			9h à 20h			9h à 20h						N-A-PA
Danse en ligne	Arrondissement DCSLDS	21-Aug-19	Sun Yat Sen	18h30 à 20h30						18h30 à 20h30						R-A-PA
Fête familiale	DSLDS	25-Jul-19	Parc Robert-Prévost	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Fête familiale	DSLDS	01-Aug-19	Parc Saint-Jaques	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Jeux de la rue - soccer	DSLDS	03-Aug-19	École Pierre-Dupuy	9h à 21h30			9h à 21h30			9h à 21h30						R-A-GA
Marche Trans 2019	La Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT pour le Collectif Euphorie dans le genre	04-Aug-19	parc Charles-S.-Campbell	10h à 20h			10h à 20h			10h à 20h						R-A-PA
Lundis créatifs	DSLDS	5 août au 19 août	Parc Saint-Jacques	18h à 20h						18h à 20h						R-A-PA
Fête familiale	DSLDS	08-Aug-19	Parc Des Royaux	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Grande Fête annuelle de quartier	DSLDS	13-Aug-19	Parc Charles-S.-Campbell	17h à 19h			17h à 19h			17h à 19h						R-A-GA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 5e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	**Organismes**	**Dates jj/mm**	**Lieu (x)**	**O-0.1 Occ. dom. public**	**C-4.1 Circ & Stat**	**P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public**			**P-1 art. 3 Consom. d'alcool**	**B-3 art. 20 Bruit**	**01-282 art. 560 Urbanisme** (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	**CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété** (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	**CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété** (Échantillons)	**17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles**	**P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public** (Peinture sur chaussée)	**Autres informations**
						Marchandise	**Aliment et boisson non-alcooliques**	**Boissons alcooliques**								
Retour à l'école	La relance	17-Aug-19	Parc Médéric-Martin Sud	10h à 20h30			10h à 20h30			10h à 20h30						R-A-MA
Épluchette Square-Cabot	DSLDS	07-Sep-19	Square-Cabot	11h à 14h			11h à 14h			11h à 14h						R-A-GA
Fête de quartier	DSLDS	07-Sep-19	Parc du Pied-du-courant	10h à 20h			10h à 20h			10h à 20h						N-A-GA
Les mercredis OM	Orchestre métropolitain	4, 11, 18 septembre	Square Cabot	11 h à 14 h						11 h à 14 h	-	-	-	-	-	R-A-PA
Les sets carrés au square Cabot avec Espace trad !	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	22 , 29 septembre; 6 , 13 octobre	Square Cabot	13 h à 17 h						13 h à 17 h						N-A-MA

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1196255008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à la hauteur maximale en étage pour la construction du bâtiment situé au 2350, rue Hogan

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 2350, rue Hogan, une dérogation relativement à la hauteur maximale en étage, et ce, malgré les dispositions de l'article 24 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
- Prévoir une retrait de la façade d'au moins 2 mètres pour le 3e étage;
- Le retrait entre le 2^{e} et 3^{e} niveau devra présenter une toiture plate.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-23 09:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196255008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à la hauteur maximale en étage pour la construction du bâtiment situé au 2350, rue Hogan

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée relativement à la règle d'insertion pour la hauteur maximale en étage, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment de 6 unités résidentielles sur la rue Hogan. Le projet remplacera un bâtiment vacant d'un étage situé en fond de cour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment est situé sur le côté ouest de la rue résidentielle Hogan, entre les rues Hochelaga et de Rouen. Il accueille actuellement une maison unifamiliale vacante d'un étage surélevé, situé en fond de lot, avec un espace de stationnement en cour avant. L'immeuble ne possède pas de composantes architecturales intéressantes et il ne correspond pas à un shoebox. Les bâtiments présents sur la rue Hogan varient principalement entre deux et trois étages, tandis que ceux adjacents au site possèdent 2 étages.

Le projet
Le projet prévoit la démolition du bâtiment actuel pour le remplacer par un immeuble de trois étages (11 mètres) possédant 6 logements de 2 chambres à coucher chacun. Il aura un taux d'implantation au sol de 70% et s'alignera aux immeubles adjacents. L'immeuble projeté propose un retrait de 0,60 mètre pour le 3^{e} étage. Les niveaux de l'immeuble correspondront à ceux du bâtiment immédiatement au sud, dont la hauteur du rez-de-chaussée à près d'un mètre du sol est représentative de la tendance sur la rue. .Le projet devra faire l'objet d'une révision architecturale. Il n'est pas soumis au CEDD car la modification réglementaire qui soumettra dorénavant les immeubles résidentiels en fond de lot au comité, n'est pas en vigueur au moment du dépôt de la demande.

Le cadre réglementaire

Ce projet déroge à la disposition suivante :
- le bâtiment présente une hauteur en étage supérieure aux bâtiments de référence adjacents (article 24 du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie 01-282).

JUSTIFICATION

Le projet de remplacement proposé contribue à réparer la rupture du cadre bâti sur cette portion de la rue Hogan que crée actuellement le bâtiment en fond de lot. Malgré que les bâtiments adjacents ne soient que de deux étages, la volumétrie proposée respecte le gabarit des bâtiments de la rue, qui varient jusqu'à trois étages. En ce sens, l'application du Règlement d'urbanisme causerait un préjudice sérieux au requérant. Une dérogation semblable a d'ailleurs été accordée à proximité, sur la rue Hogan. La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains. Au contraire, le fait de rapprocher la construction de la rue permet d'améliorer les conditions d'ensoleillement des cours des terrains adjacents. Toutefois, le léger recul du dernier étage n'atteint pas son objectif d'offrir une meilleure intégration aux bâtiments voisins et d'atténuer la dérogation. Enfin, la présente demande respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
À la séance du 9 mai 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande, sous certaines conditions (voir le procès-verbal en pièce jointe).

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :
- Prévoir une retrait de la façade d'au moins 2 mètres pour le 3e étage;
- Le retrait entre le 2^{e} et 3^{e} niveau devra présenter une toiture plate.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-22

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001477970
4.4.2

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 2350, rue Hogan

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à déroger à la règle d'insertion pour la hauteur maximale en étage, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment de 6 unités résidentielles sur la rue Hogan.

Le bâtiment est situé sur le côté ouest de la rue résidentielle Hogan, entre les rues Hochelaga et de Rouen. Il accueille actuellement une maison unifamiliale vacante d'un étage surélevé, située en fond de lot, avec un espace de stationnement en cour avant. Le bâtiment ne fait pas partie du répertoire des « shoebox » puisqu'il ne correspond pas aux critères de cette typologie. Les immeubles présents sur la rue Hogan varient principalement entre deux et trois étages, tandis que les bâtiments adjacents au site possèdent 2 étages.

Le projet prévoit la démolition du bâtiment actuel pour le remplacer par un immeuble de trois étages (11 m) possédant 6 logements de 2 chambres à coucher chacun. Il aura un taux d'implantation au sol de 70% et s'alignera aux immeubles adjacents. L'immeuble projeté propose un retrait de 0,60 m pour le 3^{e} étage. Les niveaux de l'immeuble correspondront à ceux du bâtiment immédiatement au sud, dont la hauteur du rez-de-chaussée à près d'un mètre du sol est représentative de la tendance sur la rue.

Le projet sera présenté subséquemment au comité pour la révision architecturale. Il n'est pas soumis au CEDD, car la demande est antérieure à la première lecture au CA de la modification réglementaire qui soumettra dorénavant les immeubles résidentiels en fond de lot au comité.

Le projet déroge à l'article 24 du *Règlement d'urbanisme 01-282* en ayant une hauteur en étage supérieure aux bâtiments de référence adjacents.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet de remplacement proposé contribue à réparer la rupture du cadre bâti sur cette portion de la rue Hogan que crée actuellement le bâtiment en fond de cour. Bien que les bâtiments adjacents ne soient que de deux étages, la volumétrie proposée respecte le gabarit des bâtiments de la rue, qui varient jusqu'à trois étages. En ce sens et considérant

qu'une dérogation mineure semblable a déjà été accordée sur la rue, l'application du Règlement d'urbanisme causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que :

Le léger recul du dernier étage n'atteint pas son objectif d'offrir une meilleure intégration aux bâtiments voisins et atténue la dérogation demandée. Cette dernière n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains. Au contraire, le fait de rapprocher la construction de la rue permet d'améliorer les conditions d'ensoleillement des cours des terrains adjacents. Enfin, la présente demande respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un retrait de la façade d'au moins deux mètres pour le 3e étage ;**
- **Le retrait exigé entre le 2e et le 3e étage devra présenter une toiture plate.**

16 mai 2019

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1194869007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur minimale et à l'aménagement d'unités de stationnement de véhicule pour le bâtiment résidentiel projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

D'accorder, pour le bâtiment résidentiel projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, une dérogation mineure concernant la hauteur sur rue de 13,15 m et l'aménagement d'unités de stationnement véhiculaire mesurant 5,0 m de longueur, et ce, en dérogation à l'article 10 et au paragraphe 2° de l'article 617 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-23 11:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194869007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur minimale et à l'aménagement d'unités de stationnement de véhicule pour le bâtiment résidentiel projeté au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement qui dérogent à des dispositions réglementaires relatives à la hauteur minimum ainsi qu'aux dimensions des unités de stationnement. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).*
Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885, sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20e siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes.

Le projet
Le demandeur souhaite aménager 32 unités de stationnement, dont 31 seraient d'une longueur inférieure de 50 cm par rapport aux normes prévus à la réglementation d'urbanisme.

De plus, la hauteur minimum de 16 m pour la construction ne peut être respectée compte tenu de la condition de conserver et restaurer les façades des quatre maisons ainsi que la façade sur la rue Mackay

La demande de dérogation mineure accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* , soit :

· l'article 10, selon lequel la hauteur doit être égale ou supérieure à 16 m, alors que les façades conservées ont plutôt une hauteur de 13,15 m.
· le paragraphe 2° de l'article 617, selon lequel une unité de stationnement doit mesurer au moins 2,50 m de largeur et 5,5 m de longueur alors que les unités de stationnement proposées mesurent 2,50 m de largeur et 5,0 m de longueur.

Lors du conseil d'arrondissement qui s'est tenue le 9 avril dernier, une résolution (CA19 240173) a été adoptée permettant de modifier le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* afin de conserver ou de reconstruire les bâtiments ou parties de bâtiment dérogeant aux paramètres de hauteur minimale exigés, dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. Comme l'obtention du certificat de conformité au Plan d'urbanisme est prévue pour la mi-mai, la demande de dérogation mineure pour la hauteur ne devrait pas être à l'ordre du jour du conseil d'arrondissement.

JUSTIFICATION

La dérogation mineure demandée est justifiée en raison de certaines caractéristiques du site, dont la conservation des façades des bâtiments à démolir. Le non-respect de la hauteur minimale sur rue s'explique par la volonté de conserver et de restaurer les façades existantes. La restauration des façades ainsi que la conservation de la fonction d'origine des maisons contribuent à faire ressortir les spécificités du village Shaugnessy du XIXe siècle. Pour ce qui est de l'aménagement des unités de stationnement, l'aménagement d'une voie de circulation conforme aux normes prescrites ne laisse pas suffisamment d'espace pour respecter l'aménagement d'unité de stationnement d'une longueur de 5,5 m. Une voie de circulation non conforme aurait causé un préjudice sérieux au requérant puisque la circulation véhiculaire aurait été difficile pour les usagers. Néanmoins, l'aménagement proposé respecte les dimensions d'unités de plus petites dimensions, mais dépasse le 25 % du nombre total d'autorisé.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance qui s'est tenue le 9 mai 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-16

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-22

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001509607
4.4.1

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsable : Catherine Beaulieu

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 étages comprenant 188 logements et 2 niveaux de stationnement qui dérogent à des dispositions réglementaires relatives à la hauteur minimum ainsi qu'aux dimensions des unités de stationnement. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*.

Lors de la séance du comité de démolition qui s'est tenue le 27 mars 2018, les membres du comité ont adopté à l'unanimité la démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest. Aux séances du 5 octobre 2017 et 15 février 2018, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet de surhauteur conditionnellement à ce que la démolition soit autorisée par le comité de démolition.

L'emplacement est occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard ainsi qu'un cinquième bâtiment d'un seul étage en bordure de la rue Mackay. Ces édifices construits vers 1885 sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20^{e} siècle. Le projet de surhauteur prévoit la construction d'une tour de 23 étages tout en conservant et en intégrant les façades existantes.

Le demandeur souhaite aménager 32 unités de stationnement, dont 31 seraient d'une longueur inférieure de 50 cm par rapport aux normes prévues à la réglementation d'urbanisme. De plus, la hauteur minimum de 16 m pour la construction ne peut être respectée compte tenu de la condition de conserver et restaurer les façades des quatre maisons ainsi que la façade sur la rue Mackay. La demande de dérogation mineure accompagne la demande de permis de construction (3001431067) permettant la réalisation du projet de surhauteur.

Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282)*, soit l'article 10 selon lequel la hauteur doit être égale ou supérieure à 16 m, alors que les façades conservées ont plutôt une hauteur de 13,15 m ainsi que le paragraphe 2° de l'article 617 selon lequel une unité de stationnement doit mesurer au moins 2,50 m de largeur et 5,5 m de longueur alors que les unités de stationnement proposées mesurent 2,50 m de largeur et 5,0 m de longueur.

Lors du conseil d'arrondissement qui s'est tenue le 9 avril dernier, une résolution (CA19 240173) a été adoptée permettant de modifier le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* afin de conserver ou de reconstruire les bâtiments ou parties de bâtiment dérogeant aux paramètres de hauteur minimale exigés, dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. Comme l'obtention du certificat de conformité au Plan d'urbanisme est prévue pour la mi-mai, la demande de dérogation mineure pour la hauteur ne devrait pas être à l'ordre du jour du conseil d'arrondissement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CA19 240173 adoptée le 9 avril 2019 - *Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.*

Considérant que : La dérogation mineure demandée est justifiée en raison de certaines caractéristiques du site, dont la conservation des façades des bâtiments à démolir. Le non-respect de la hauteur minimale sur rue s'explique par la volonté de conserver et de restaurer les façades existantes. La restauration des façades ainsi que la conservation de la fonction d'origine des maisons contribuent à faire ressortir les spécificités du village Shaugnessy du XIXe siècle.

Considérant que : L'aménagement d'une voie de circulation conforme aux normes prescrites ne laisse pas suffisamment d'espace pour respecter l'aménagement d'unité de stationnement d'une longueur de 5,5 m. Une voie de circulation non conforme aurait causé un préjudice sérieux au requérant puisque la circulation véhiculaire aurait été difficile pour les usagers. Néanmoins, l'aménagement proposé respecte les dimensions d'unités de plus petites dimensions, mais dépasse le 25 % du nombre total d'autorisé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197195019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 5e partie, B)

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 5e partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282, article 560) l'ordonnance 01 -282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons , selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-23 14:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197195019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 5e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 5e dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240236 -7 mai pour les mêmes demandes
CA19 240183 - 9 avril 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240113 - 12 mars 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240051- 12 février 2019 pour les mêmes demandes
CA18 240622 - du 21 novembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240496 - du 11 septembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240420 - du 04 juillet 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240356 - du 12 juin 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240204 - du 10 avril 2018 pour les mêmes demandes
CA17 240690 - du 12 décembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive, historique ou de développement social.

Événements	Organismes	Dates	Lieux
Danses folkloriques en plein air - 61e édition	AMATP	Les lundis : 10, 17 et 24 juin, 1, 8, 15, 22 et 29 juillet, 5, 12, 19 et 26 août. Les jeudis : 6, 13, 20 et 27 juin, 4, 11, 18 et 25 juillet, 1, 8, 15, 22 et 29 août	Parvis du Pavillon du Lac-aux-Castor, Parc du Mont-Royal
Tamtams		Les dimanches : 9, 16, 23 et 30 juin, 7, 14, 21 et 28 juillet, 4, 11, 18 et 25 août, 1 septembre 2019	Piedmont et Côte Placide, Parc du Mont-Royal
Concert au lever du soleil sur le belvédère Kondiaronk	Corporation du bout du monde	5 et 6 juin 2019	Belvédère Kondiaronk, Parc du Mont-Royal
Yomni	Fondation du cancer du sein du Québec	8 juin 2019	Piedmont et Côte Placide, Parc du Mont-Royal
Marche de l'espoir	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	15 juin 2019	Piedmont et Côte Placide et chemin Olmsted, Parc du Mont-Royal
Marche du courage Procure	Procure Alliance	16 juin 2019	Plaine des jeux et chemin Olmsted, Parc du Mont-Royal
MTL XP - Saison Été	Expérience Centre-Ville	17 juin au 16 septembre 2019	Trottoir Ouest de la rue McGill College entre Maisonneuve et Sainte-Catherine
Promenade nocturne	Fondation canadienne du foie	18-juin-19	Parc du Mont-Royal, Sectuer du lac-aux-Castors
Marche de la Fête-Dieu	Archidiosèce de Montréal	20 juin 2019	Boul. René-Lévesque, entre Mansfield et St-Alexandre
Les mardsi Skate Jam+Cinéma urbain	SAT	25 juin, 2,9,16,23,30 juillet, 6,13,27,29 août et 3 septembre	Place de la Paix
Festival Montréal Complètement Cirque	Tohu	Montage 18 au 27 juin Événement: 4 au 14 juillet Démontage 15 au 17 juillet	Place Émilie-Gamelin, rue Saint-Denis entre Sherbrooke et Sainte-Catherine Est et rue Emery entre Sanguinet et Saint-Denis
Festival Montréal Baroque	Festival Montréal Baroque	20 au 23 juin	Square Phillips
Festival international Nuits d'Afrique	Production Nuits d'Afrique	Montage 11 au 15 juillet Événement 16 au 21 juillet Démontage 21 au 24 juillet	Parterre du Quartier des Spectacles, rue de Maisonneuve entre Saint-Urbain et Clark et rue Clark entre de Montigny et Ontario

Festival International de Jazz de Montréal	Festival International de Jazz de Montréal inc.	Montage du 23 au 26 juin Événement du 26 juin au 6 juilet Démonatge du 7 au 16 juillet	QDS: délimité par les rues De Maisonneuve, René-Lévesque, Saint-Laurent et De Bleury
Festival Juste pour Rire	Festival Juste pour rire/Just for laughs	Montage : du 7 au 16 juillet Événement: du 17 au 28 juillet Démontage: du 29 juillet au 2 août	QDS: délimité pa rles rues De Maisonneuve, René-lévesque, Saint-Urbain et De Bleury
Triathlon International de Montréal	Triathlon International de Montréal	29-juin	Parcours : rue De la Commune, McGill, Square Victoria, Viger, Côte du Beaver Hall, Belmont, Robert-Bourassa, De la Gauchetière, St-Antoine.
Défilé de la Fête du Canada	Association musicale Feuille d'érable 2014	1er juillet	Montage : Boul. René-Lévesque, rue Du Fort, Ste-Catherine. Parcours : Rue Ste-Catherine à partir de Du Fort, virage sur Peel vers le Nord jusqu'à la Place du Canada
Défi Lina Cyr	Maison des greffés Lina Cyr	12-juil	Parcours cyclistes : Rue St-Zotique, Boul St-Michel, Rue Davidson, rue Ontario, rue Berri, rue De la Commune.
March for Jesus - Hope for Glory	Hope of Glory – Church of God	13-juil-19	Boul. René-Lévesque, entre Mansfield et Lambert-Closse

Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal.

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Pierre-André VOLCY, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Josée POIRIER, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Pierre-André VOLCY, 22 mai 2019
Maryse BOUCHARD, 21 mai 2019
Alain DUFRESNE, 21 mai 2019
Josée POIRIER, 21 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

Tél : 514 872-4058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-17

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-05-21

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
3. À l’exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC(LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements suivants est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site :
-Festival international de Jazz de Montréal
-Festival Juste pour rire
-Festival Montréal Complètement Cirque
-Festival international Nuits d'Afrique
-Zoofest

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 5e partie, B
Sommaire 1197195019 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 5 juin 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Danses folkloriques en plein air - 61e édition	AMATP	Les lundis : 10, 17 et 24 juin, 1, 8, 15, 22 et 29 juillet, 5, 12, 19 et 26 août. Les jeudis : 6, 13, 20 et 27 juin, 4, 11, 18 et 25 juillet, 1, 8, 15, 22 et 29 août	Parvis du Pavillon du Lac-aux-Castor, Parc du Mont-Royal					de 19h30 à 22h30					
Tamtams		Les dimanches : 9, 16, 23 et 30 juin, 7, 14, 21 et 28 juillet, 4, 11, 18 et 25 août, 1, 8, 15, 22 et 29 septembre 2019	Piedmont et Côte Placide, Parc du Mont-Royal	12h à 23h				12h à 23h					
Concert au lever du soleil sur le belvédère Kondiaronk	Corporation du bout du monde	6 juin 2019	Belvédère Kondiaronk, Parc du Mont-Royal					de 5h à 8h					
Yomni	Fondation du cancer du sein du Québec	8 juin 2019	Piedmont et Côte Placide, Parc du Mont-Royal	de 8h à 14h	de 8h à 14h			de 8h à 14h		de 8h à 14h	de 8h à 14h		
Marche de l'espoir	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	15 juin 2019	Piedmont et Côte Placide et chemin Olmsted, Parc du Mont-Royal					de 14h à 17h					
Marche du courage Procure	Procure Alliance	16 juin 2019	Plaine des jeux et chemin Olmsted, Parc du Mont-Royal	de 8h à 14h	de 8h à 14h	de 8h à 14h	de 8h à 14h	de 8h à 14h		de 8h à 14h	de 8h à 14h		
Marche de la Fête-Dieu	Archidiosèce de Montréal	20-Jun-19	Boul. René-Lévesque, entre Mansfield et Saint-Alexandre					de 19 h à 23 h					
MTL XP - Saison Été	Expérience Centre-Ville	17 juin au 16 septembre 2019	Trottoir Ouest de la rue McGill College entre Maisonneuve et Sainte-Catherine	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre de 16h à 21h	17 juin au 16 septembre de 16h à 21h	17 juin au 16 septembre les mercredis et samedis entre 12h et 18h les jeudis et vendredis de 12h à 21h	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre 2019	17 juin au 16 septembre 2019
Promenade nocturne	Fondation canadienne du foie	18-Jun-19	Parc du Mont-Royal, Sectuer du lac-aux-Castors	19h à 21h30	19h à 21h30			19h à 21h30					

Programmation des événements publics, 5e partie, B
Sommaire 1197195019 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 5 juin 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
les mardis Skate-Jam + Cinéma urbain	SAT	du 25 juin, 2,9,16,23,30 juillet, 6,13,27,29 août et 3 septembre 2019	Place de la Paix	17h à 23h	17h à 23h			17h à 23h	17h à 23h	17h à 23h			17h à 23h
Festival Montréal Complètement Cirque	Tohu	Montage 18 au 27 juin Événement 4 au 14 juillet Démontage 15 au 17 juillet	Place Émilie-Gamelin, rue Saint-Denis entre Sherbrooke et Sainte-Catherine Est et rue Emery entre Sanguinet et Saint-Denis	4 au 14 juillet	4 au 14 juillet	4 au 14 juillet de 16h à 23h00	4 au 14 juillet de 16h à 23h00	21 juin au 16 juillet de 9h à 23h00	24 juin au 16 juillet	24 juin au 16 juillet	4 au 14 juillet		4 au 14 juillet
Festival Montréal Baroque	Festival Montréal Baroque	20 au 23 juin	Square Phillips					20 au 23 juin de 13h à 21h		20 au 23 juin			
Festival international Nuits d'Afrique	Production Nuits d'Afrique	Montage 11 au 15 juillet Événement 16 au 21 juillet Démontage 21 au 24 juillet	Parterre du Quartier des Spectacles, rue de Maisonneuve entre Saint-Urbain et Clark et rue Clark entre de Montigny et Ontario	16 au 21 juillet	16 au 21 juillet	16 au 21 juillet de 11h à 23h	16 au 21 juillet de 11h à 23h	14 au 21 juillet de 11h à 23h30		16 au 21 juillet	16 au 21 juillet		
Festival International de Jazz de Montréal	Festival International de Jazz de Montréal inc.	Montage du 23 au 25 juin Événement du 26 juin au 6 juilet Démonatge du 7 au 16 juillet	QDS: délimité par les rues De Maisonneuve, René-Lévesque, Saint-Laurent et De Bleury	du 26 juin au 6 juillet de 12h à 01h00 Le secteur ouest : Place des festivals, l'esplanade de la PDA, la rue Sainte-Catherine et la Promenade des artistes à compter de 12h Le secteur est: Parterre, Petite Parterre à compter de 17h	du 27 juin au 6 juillet de 12h à 01h00 Le secteur ouest : Place des festivals, l'esplanade de la PDA, la rue Sainte-Catherine et la Promenade des artistes à compter de 12h Le secteur est: Parterre, Petite Parterre à compter de 17h	du 26 juin au 6 juillet de 12h à 01h00 Le secteur ouest : Place des festivals, l'esplanade de la PDA, la rue Sainte-Catherine et la Promenade des artistes à compter de 12h Le secteur est: Parterre, Petite Parterre à compter de 17h	du 26 juin au 6 juillet de 12h à 01h00 Le secteur ouest : Place des festivals, l'esplanade de la PDA, la rue Sainte-Catherine et la Promenade des artistes à compter de 12h Le secteur est: Parterre, Petite Parterre à compter de 17h	25 juin de 9h à 22: clibrage audio de toutes les scènes. Place des festivals de 13h30 à 23h, Promenade des artistes de de 11h 21h30, Petit Parterre de 14h30 à 23h, Parterre de 15h à 24h, Stationnement rue Jeanne-Mance de 13h30 à 03h00	du 23 juin au 12 juillet	du 23 juin au 12 juillet	du 27 juin au 6 juillet de 12h à 01h00	du 23 juin au 12 juillet	du 23 juin au 12 juillet

Programmation des événements publics, 5e partie, B
Sommaire 1197195019 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 5 juin 2019

Ordonnances

Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Festival Juste pour Rire	Festival Juste pour rire/Just for laughs	Montage : du 7 au 16 juillet Événement: du 17 au 28 juillet Démontage: du 29 juillet au 2 août	QDS: délimité pa rles rues De Maisonneuve, René-lévesque, Saint-Urbain et De Bleury	du 17 au 28 juillet de 12h à 23h30 La Promenade des artistes et l'espalanade de la PDA de 12h à 23h30 La rue Sainte-Catherine, la Place des festivals de 16h à 23h30	du 17 au 28 juillet de 12h à 23h30 La Promenade des artistes et l'espalanade de la PDA de 12h à 23h30 La rue Sainte-Catherine, la Place des festivals de 16h à 23h30	du 17 au 28 juillet de 12h à 23h30 La Promenade des artistes et l'espalanade de la PDA de 12h à 23h30 La rue Sainte-Catherine, la Place des festivals de 16h à 23h30	du 17 au 28 juillet de 12h à 23h30 La Promenade des artistes et l'espalanade de la PDA de 12h à 23h30 La rue Sainte-Catherine, la Place des festivals de 16h à 23h30	les 15 et 16 juillet de 9h à 22h: calibrage audio de toutes les scènes, le 16 juillet à la Place des festivals de 8h à 20h: répétition. Du 17 au 28 juillet: Place des festivals, la rue Sainte-Catherine de 16h à 23h30, la Promenade des artistes et l'esplanade d ela PDA de 12h à 23h30	du 13 juillet au 2 août	du 13 juillet au 2 août	du 17 juillet au 2 août de 12h à 23h30	du 13 juillet au 2 août	du 13 juillet au 2 août
Zoofest	Zoofest inc.	du 17 au 28 juillet	Esplanade de la PDA					de 16h à 23h sauf les 19, 20, 26 et 27 juillet de 16h à 24h					
Triathlon International de Montréal	Triathlon Internationale de Montréal	29-Jun	Parcours : rue De la Commune, McGill, Square Victoria, Viger, Côte du Beaver Hall, Belmont, Robert-Bourassa, De la Gauchetière, St-Antoine.					de 7h à 18h	de 6h à 20h	de 6h à 20h			de 6h à 20h
Défilé de la Fête du Canada	Association musicale Feuille d'érable 2014	1er juillet 30 juin	Montage : Boul. René-Lévesque, rue Du Fort, Ste-Catherine. Parcours : Rue Ste-Catherine à partir de Du Fort, virage sur Peel vers le Nord jusqu'à la Place du Canada Place du Canada					7h à 20h		7h le 30 juin à 20h le 1er juillet	12h à 16h		
Défi Lina Cyr	Maison des greffés Lina Cyr	12-Jul	Parcours cyclistes : Rue St-Zotique, Boul St-Michel, Rue Davidson, rue Ontario, rue Berri, rue De la Commune.					9h à 10h30					
March for Jesus - Hope for Glory	Hope of Glory – Church of God	13-Jul	Boul. René-Lévesque, entre Mansfield et Lambert-Closse					10 h à 17 h					

Programmation des événements publics, 5e partie, B
Sommaire 1197195019 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 5 juin 2019

Ordonnances														
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192840003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant le marquage sur le trottoir situé sur le domaine public pour les placottoirs

Il est recommandé:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2), l'ordonnance o. xx permettant le marquage des trottoirs pour le projet -pilote de placottoirs selon les sites des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 08:38

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192840003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant le marquage sur le trottoir situé sur le domaine public pour les placottoirs

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'offrir de nouveaux espaces publics à la communauté, l'arrondissement de Ville-Marie a autorisé à l'été 2019 l'aménagement de placottoirs sur son territoire, dans le cadre d'un projet-pilote.
Accessible à tous, le placottoir est un aménagement public localisé entièrement sur la chaussée, au même niveau que le trottoir où il est strictement interdit de faire de la vente et du service.

En vue d'animer les quartiers ainsi que d'embellir et de verdir les rues, des aménagements temporaires sur rue seront installés de juin à octobre 2019 aux emplacements suivants :

· Rue Parthenais, à l'angle de la rue Larivière (mis en œuvre et entretenu par l'arrondissement de Ville-Marie)
· Rue Sainte-Catherine Ouest, à l'angle de la rue Peel (mis en œuvre et entretenu par Desjardins)
· Rue Saint-Jacques, à l'angle de la rue Saint-Pierre (mis en œuvre et entretenu par la SDC du Vieux-Montréal)

Dans le but de consolider, d'harmoniser les actions et d'identifier l'emplacement des placottoirs de Ville-Marie, l'arrondissement désire mettre en place un marquage au sol sur les trottoirs aux endroits suivants :

· Rue Parthenais, entre les rues de Rouen et Ontario Est
· Rue Larivière, entre l'avenue De Lorimier et la rue Fullum
· Rue Ontario Est, entre l'avenue De Lorimier la rue Fullum
· Rue Sainte-Catherine Ouest, entre l'avenue McGill College et la rue de la Montagne
· Rue Peel, entre les rues Sainte-Catherine Ouest et Sherbrooke Ouest
· Rue Saint-Jacques, entre la rue McGill et la côte de la Place-d'Armes
· Rue Saint-Pierre, entre les rues Saint-Antoine Ouest et Notre-Dame Ouest

Pour mettre en place le marquage sur les trottoirs dont le motif est joint en annexe, la dérogation suivante pour la peinture sur la chaussée doit être obtenue auprès de

l'arrondissement. À cet effet, nous présentons une demande de dérogation au Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain R.R.V.M. chapitre P-12,12, article 7.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1135275003 / CA13 240437 (10 juillet 2013) : Édicter une ordonnance concernant le marquage sur le trottoir situé sur le domaine public pour les cuisines de rue

DESCRIPTION

Les environs des trois placottoirs feront l'objet d'un marquage au sol et requièrent l'autorisation de peindre sur la chaussée du domaine public.

JUSTIFICATION

La peinture sur la chaussée permettra d'obtenir une visibilité accrue sur le domaine public pour les placottoirs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation sont assumés à même les budgets prévus pour ce projet-pilote.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Augmenter le repérage des sites dédiés aux placottoirs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'ordonnance sera publiée dans Le Devoir et sera transmise au Service de police de la Ville de Montréal par la division du Greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les placottoirs seront autorisés du 27 mai au 31 octobre 2019.
Le marquage au sol sera effectué à partir du 15 juin et sera autorisé du 15 juin au 1er novembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique ST-AUBIN, Ville-Marie
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

Véronique ST-AUBIN, 23 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Renée LAMY
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-4402
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Isabelle ROUGIER
Chef de division communication arr. ville-marie

Tél : 514 868-3217
Télécop. : 514 872-2351

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-05-24

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o.	**Ordonnance relative au marquage des trottoirs pour le projet-pilote de placottoirs**

Vu le paragraphe 1° de l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Dans le cadre du projet-pilote de placottoirs, il est permis de marquer le trottoir à l'aide de peinture, tel que montré à l'annexe A, aux endroits suivants :

- Rue Parthenais, entre les rues de Rouen et Ontario Est
- Rue Larivière, entre l'avenue De Lorimier et la rue Fullum
- Rue Ontario Est, entre l'avenue De Lorimier la rue Fullum
- Rue Sainte-Catherine Ouest, entre l'avenue McGill College et la rue de la Montagne
- Rue Peel, entre les rues Sainte-Catherine Ouest et Sherbrooke Ouest
- Rue Saint-Jacques, entre la rue McGill et la côte de la Place-d'Armes
- Rue Saint-Pierre, entre les rues Saint-Antoine Ouest et Notre-Dame Ouest

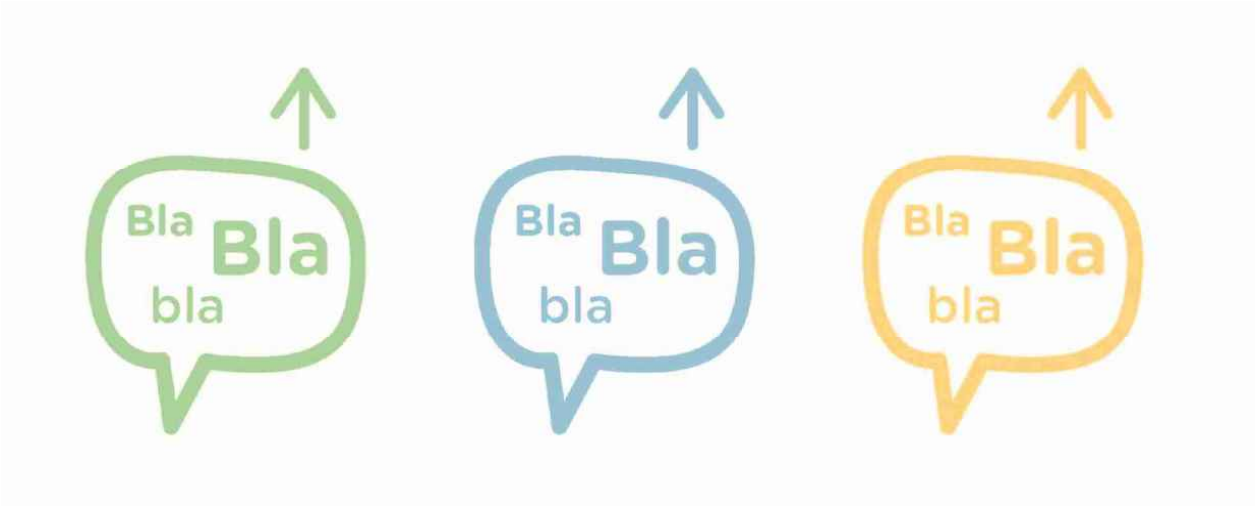
2. Cette autorisation est valide du 15 juin au 1er novembre 2019.

3. À l'expiration de la période visée à l'article 2, la peinture doit être enlevée.

4. La Division des relations avec les citoyens et des communications de l'arrondissement de Ville-Marie est responsable de l'application de la présente ordonnance.

_ _

ANNEXE A
MARQUAGE AU SOL SUR LE TROTTOIR


Bla
Bla
bla
Bla
Bla
bla
Bla
Bla
bla

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190607005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-01) une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, à des fins culturelles, pour la bibliothèque Père-Ambroise, sur un terrain municipal situé au 99999, rue Berthier (Parc Berthier), adjacent au 2093, rue de la Visitation - 3001551456

D'adopter, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, en dérogation aux articles 454.1 et 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), sur un terrain municipal (Parc Berthier), adjacent à la bibliothèque Père-Ambroise située au 2093, rue de la Visitation. D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- la localisation, les dimensions et les matériaux de la stèle numérique doivent être conformes à ceux indiqués aux plans joints, réalisés par SDC Signature Design Communication et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 mai 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190607005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-01) une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, à des fins culturelles, pour la bibliothèque Père-Ambroise, sur un terrain municipal situé au 99999, rue Berthier (Parc Berthier), adjacent au 2093, rue de la Visitation - 3001551456

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée le 25 avril 2019 afin d'autoriser l'installation d'une stèle numérique pour la bibliothèque Père-Ambroise. Le site visé est un terrain municipal, le parc Berthier, adjacent à la bibliothèque située au 2093, rue de la Visitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240410 - 5 juillet 2017 - résolution modifiant la résolution CA07 240375 en modifiant les annexes « Agrandissement d'un immeuble situé au 2093, rue de la Visitation », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

DESCRIPTION

Le projet consiste à installer une stèle numérique devant la bibliothèque Père-Ambroise, afin de communiquer de l'information (programmation des bibliothèques, informations pratiques, culturelles, etc);

- Cette nouvelle stèle autonome, numérique, à message variable, est entièrement fabriquée à Montréal et conçue selon le « Guide des normes graphiques de Montréal – identification des bâtiments de la Ville (2012) »;
- Elle mesure 2,28 m de haut, 0,91 m de large et 0,30m d'épaisseur et est installée sur une base de béton. Ces dimensions ont été arrêtées en fonction des nouveaux écrans et des composantes internes, par exemple une plus large épaisseur que les stèles non numériques;
- Elle s'intègre à un système existant et sera ajoutée au programme global d'identification des bâtiments de la Ville de Montréal;
- Des éléments technologiques tels que capteur de luminosité et minuterie seront intégrés afin d'ajuster en temps réel la luminosité permettant une meilleure gestion électrique, éviter l'augmentation de la pollution lumineuse et gérer les heures de

diffusion, compte tenu notamment de certains environnements plus sensibles tels que les zones patrimoniales ou résidentielles comme par exemple la zone adjacente résidentielle à la bibliothèque du Père-Ambroise;
- Des normes précises encadrent la cohérence du système et la reprise du concept général - formats, contenus, matériaux, grilles et typographies ainsi que les critères de fabrication et d'installation des stèles non numériques déjà implantées.

Cette stèle vise à corriger l'absence de visibilité de la bibliothèque située au 3ème étage de l'Association Sportive et Communautaire du Centre-Sud ASCCS. En effet, l'agrandissement de l'ASCCS a amené un réaménagement de la bibliothèque en retrait de la rue avec une fenestration opaque. De plus, aucune signalétique n'a été prévue de la part de l'ASCCS sur le bâtiment ni aucun affichage dans le hall d'entrée. La localisation de la nouvelle stèle se trouve donc sur le domaine public, dans le parc Berthier adjacent.

Cadre réglementaire

· Zonage : E1, usage Parcs et Places publiques (Parc Berthier);
· Dérogation aux articles 454.1 (enseigne doit être accessoire à un usage et installée sur le lieu de l'établissement) et 508 (enseigne à message lumineux variable non permis dans ce secteur) du règlement 01-282;
· Unité de paysage « Sainte-Marie-Saint-Jacques»;
· Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- Cette nouvelle stèle numérique d'information, identifiant un des services de la Ville de Montréal, fait partie des stèles venant compléter ou remplacer les stèles existantes non numériques;
- Cette stèle est visible autant par les piétons que les automobilistes et constitue une mise en valeur signalétique;
- Elle est conçue de façon à ce qu'il y ait une uniformité avec les stèles existantes, en termes de dimensions, couleurs, typographies, contenus;
- Sa localisation a été examinée de façon à respecter le type de secteur, résidentiel dans ce cas;
- Son accessibilité universelle a également été prise en compte;
- Le comité consultatif d'urbanisme, à sa séance du 9 mai 2019, a donné un avis favorable à cette demande;

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Contrôle de la pollution visuelle et de la consommation électrique (minuterie)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure signalisation d'un service de la Ville

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution

- Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable à l'unanimité

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-24

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001551456 et 3001551474
4.2.1 et 4.2.2

Objet : **PROJETS PARTICULIERS ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2093, rue de la Visitation et 2550, rue Ontario Est

Responsables : Anne-Rose Gorroz

Description : La demande vise à installer une stèle devant la bibliothèque Père-Ambroise, dans le parc Berthier, et une autre devant la bibliothèque Frontenac, sur le domaine public, afin de communiquer de l'information (programmation des bibliothèques, informations générales, pratiques et culturelles). Ces nouvelles stèles autonomes, numériques, à message variable, sont entièrement réalisées à Montréal, et conçues selon le « guide des normes graphiques de Montréal – identification des bâtiments de la Ville (2012) ».

Les stèles mesurent 2,28 m de haut, 0,91 m de large et 0,30 m d'épaisseur et sont installées sur une base de béton. Ces dimensions ont été arrêtées en fonction des nouveaux écrans et des composantes internes, par exemple une plus large épaisseur. Elles s'intègrent à un système existant et seront ajoutées au programme global d'identification des bâtiments de la Ville de Montréal.

Des éléments technologiques tels que capteur de luminosité et minuterie seront intégrés afin d'ajuster en temps réel la luminosité permettant une meilleure gestion électrique, éviter l'augmentation de la pollution lumineuse et gérer les heures de diffusion, compte tenu notamment de certains environnements plus sensibles tels que les zones patrimoniales ou résidentielles (bibliothèque du Père-Ambroise).

Pour assurer la cohérence du système, des normes précises viennent déjà encadrer les formats, contenus, grilles et typographies ainsi que les critères de fabrication, d'installation, et les matériaux des stèles non numériques déjà implantées des bibliothèques.

La stèle de la bibliothèque du Père-Ambroise vise à corriger l'absence de visibilité de la bibliothèque située au 3e étage de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS). En effet, l'agrandissement de l'ASCCS a réaménagé la bibliothèque en retrait de la rue avec une fenestration opaque et n'affiche aucune signalétique sur le bâtiment et aucun affichage dans le hall d'entrée. La localisation de la nouvelle stèle est sur le domaine public, dans le parc Berthier.

La stèle de la bibliothèque Frontenac donnera des informations à la fois sur les activités de la bibliothèque Frontenac et de la Maison de la culture Janine-Sutto. Le bâtiment abritant ces deux installations culturelles est situé en retrait de la rue et obstrué par l'édicule du métro Frontenac ainsi

que par un complexe d'habitations à loyer modique (vue à partir de la rue Ontario Est). L'installation d'une stèle numérique d'information, autant visible par les piétons que les automobilistes, constitue une mise en valeur signalétique. Il n'y a aucune résidence à proximité.

Les deux stèles proposées dérogent aux articles 454.1 (doit être accessoire à un usage et installée sur le lieu de l'établissement) et 508 (enseigne à message lumineux variable non permis dans ce secteur) du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Ces nouvelles stèles numérique identifiant les bâtiments de la ville de Montréal remplacent ou s'ajoutent aux stèles existantes non numériques.

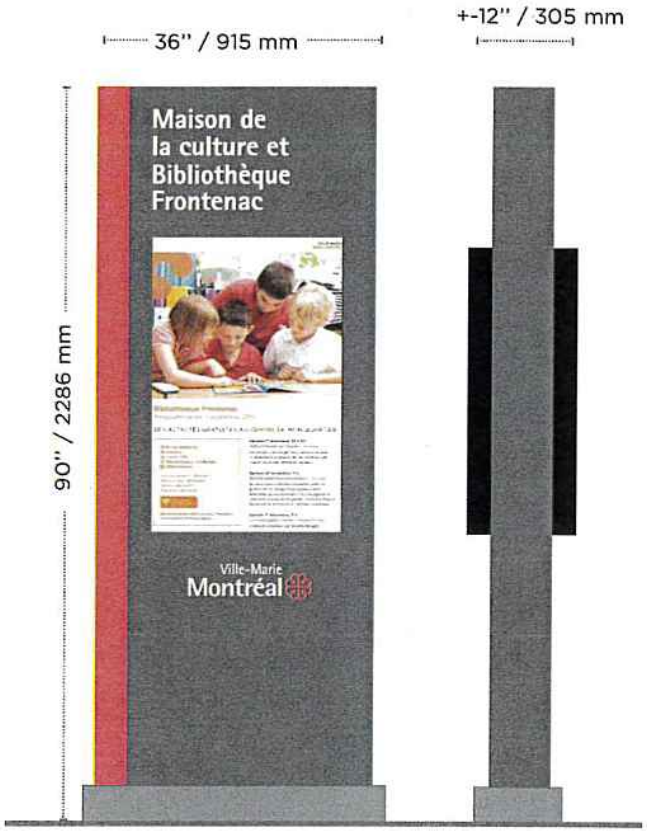
Considérant que : Elles sont conçues de façon à ce qu'il y ait une uniformité entre elles et les stèles existantes, en termes de dimensions, couleurs, typographies et de contenus.

Considérant que : Leur emplacement et leur luminosité ont été examinés de façon à respecter le type de secteur (résidentiel, patrimonial, commercial) et à ce qu'elles s'intègrent au secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan — 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire



Stèle Double Face

6 tuiles de 318mm x 238.5mm
format : 954mm x 476mm

Besoins :

- Diffusion d'images statiques ou dynamiques
- Contenu de messagerie variable
- Offrir un message lisible à la cible approprié selon le contenu
- Offrir une visibilité à l'édifice respectif

Choix d'écran :

- Format 954mm x 476mm
- Pitch 3.9mm
- Distance de lecture 5m - 10m statique.
- 6500 Nitz
- Étanchéité Ip67

Affichage standardisé de la VDM.

- Bande et logo en vinyle reflectif rouge #1 Arlon-Calon ou équivalent (PMS #032)
- Éléments fabriqués en feuille d'aluminium 1/8" peint (PMS #425)
- Message en vinyle réflectif blanc #02 Arlon-Calon
- Béton couleur naturelle fini au jet de sable

Stèle

- Base de béton
- Structure interne
- Finition externe

Un cabinet (boîtier) :

- Étanchéité Ip54
- Face de protection en verre trempé 5mm
- Ensemble de tuiles LED
- Bloc d'alimentation (*power supply*)

Processeur / Lecteur multimédia (*media player*)

- Branchement réseau

Capteur de luminosité

- Permet l'ajustement en temps réel de la luminosité de l'écran
- Permet une meilleur gestion électrique
- Permet de ne pas augmenter la pollution lumineuse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME

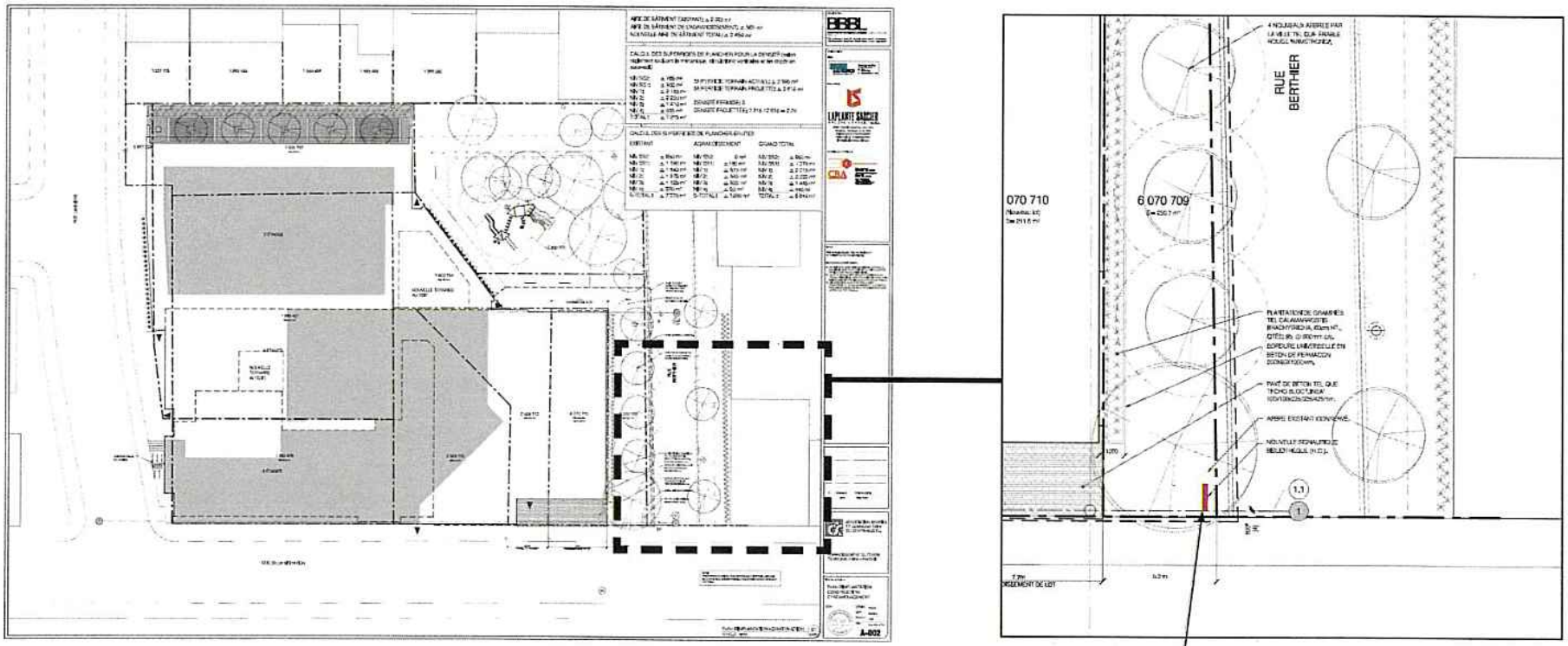


Stèle Ville de Montréal
ID1-1

Stèle Maison de la culture et bibliothèque Frontenac
ID1-C.3

Stèle bibliothèque Père-Ambroise
ID1-C.2

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME



Positionnement de la stèle ID1-C.3 (Écran-PMV)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190607006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-01) une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, à des fins culturelles, pour la bibliothèque Frontenac (1901 rue du Havre), sur un terrain municipal situé au 99999, rue du Havre et adjacent au métro Frontenac (2550, rue Ontario Est) - 3001551474

D'adopter, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, en dérogation aux articles 454.1 et 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), sur un terrain municipal situé au 99999, rue du Havre, adjacent au métro Frontenac et adjacent au 2550, rue Ontario Est. D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- la localisation - qui sera choisie entre deux possibilités -, les dimensions et les matériaux de la stèle numérique doivent être conformes à ceux indiqués aux plans joints, réalisés par SDC Signature Design Communication et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 23 mai 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190607006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-01) une résolution autorisant l'installation d'une stèle numérique, à des fins culturelles, pour la bibliothèque Frontenac (1901 rue du Havre), sur un terrain municipal situé au 99999, rue du Havre et adjacent au métro Frontenac (2550, rue Ontario Est) - 3001551474

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée le 25 avril 2019 afin d'autoriser l'installation d'une stèle numérique pour la bibliothèque Frontenac. Le site visé est un terrain municipal, adjacent à l'édicule de métro Frontenac (2550 rue Ontario Est) et à grande proximité de la bibliothèque Frontenac (1901, rue du Havre).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Le projet consiste à installer une stèle numérique devant la bibliothèque Frontenac et la maison Janine Sutto, afin de communiquer de l'information (programmation des bibliothèques et de la maison Janine-Sutto, informations pratiques, culturelles, etc);

- Le bâtiment abritant ces deux installations culturelles est situé en retrait de la rue et obstrué visuellement à partir de la rue Ontario par l'édicule du métro Frontenac et plus vers l'est par un complexe d'habitations à loyer modique;
- Cette nouvelle stèle autonome, numérique, à message variable, est entièrement fabriquée à Montréal et conçue selon le « Guide des normes graphiques de Montréal – identification des bâtiments de la Ville (2012) »;
- Elle mesure 2,28 m de haut, 0,91 m de large et 0,30m d'épaisseur et est installée sur une base de béton. Ces dimensions ont été arrêtées en fonction des nouveaux écrans et des composantes internes, par exemple une plus large épaisseur que les stèles non numériques;
- Elle s'intègre à un système existant et sera ajoutée au programme global d'identification des bâtiments de la Ville de Montréal;
- Des éléments technologiques tels que capteur de luminosité et minuterie seront intégrés afin d'ajuster en temps réel la luminosité permettant une meilleure gestion

électrique, éviter l'augmentation de la pollution lumineuse et gérer les heures de diffusion;
- Des normes précises encadrent la cohérence du système et la reprise du concept général - formats, contenus, matériaux, grilles et typographies ainsi que les critères de fabrication et d'installation des stèles non numériques déjà implantées;
- Son installation pourra se faire à l'une des deux localisations indiquées aux plans joints : soit sur le trottoir du côté de la rue Ontario, soit plus à l'intérieur du site et plus près de l'entrée de l'édicule de métro, sans gêner toutefois le parcours des piétons.

L'installation de cette stèle numérique d'information sera, par sa localisation, visible autant par les piétons que les automobilistes et constitue une mise en valeur signalétique.

Cadre réglementaire

- Zonage : M4B, usages résidentiel, commercial et équipements collectifs STM;
- Dérogation aux articles 454.1 (enseigne doit être accessoire à un usage et installée sur le lieu de l'établissement) et 508 (enseigne à message lumineux variable non permis dans ce secteur) du règlement 01-282;
- Unité de paysage « Frontenac»;
- Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- Cette nouvelle stèle numérique d'information, identifiant un des services de la Ville de Montréal, fait partie des stèles venant compléter ou remplacer les stèles existantes non numériques;
- Cette stèle est visible autant par les piétons que les automobilistes et constitue une mise en valeur signalétique;
- Elle est conçue de façon à ce qu'il y ait une uniformité avec les stèles existantes, en termes de dimensions, couleurs, typographies, contenus;
- Sa localisation - entre deux possibilités - a été examinée de façon à respecter le type de secteur et ses activités (parcours des piétons se rendant ou sortant du métro);
- Son accessibilité universelle a également été prise en compte;
- Le comité consultatif d'urbanisme, à sa séance du 9 mai 2019, a donné un avis favorable à cette demande;

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Contrôle de la pollution visuelle et de la consommation électrique (minuterie)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure signalisation d'un service de la Ville

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution

- Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable à l'unanimité

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-24

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 mai 2019
3001551456 et 3001551474
4.2.1 et 4.2.2

Objet : **PROJETS PARTICULIERS ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2093, rue de la Visitation et 2550, rue Ontario Est

Responsables : Anne-Rose Gorroz

Description : La demande vise à installer une stèle devant la bibliothèque Père-Ambroise, dans le parc Berthier, et une autre devant la bibliothèque Frontenac, sur le domaine public, afin de communiquer de l'information (programmation des bibliothèques, informations générales, pratiques et culturelles). Ces nouvelles stèles autonomes, numériques, à message variable, sont entièrement réalisées à Montréal, et conçues selon le « guide des normes graphiques de Montréal – identification des bâtiments de la Ville (2012) ».

Les stèles mesurent 2,28 m de haut, 0,91 m de large et 0,30 m d'épaisseur et sont installées sur une base de béton. Ces dimensions ont été arrêtées en fonction des nouveaux écrans et des composantes internes, par exemple une plus large épaisseur. Elles s'intègrent à un système existant et seront ajoutées au programme global d'identification des bâtiments de la Ville de Montréal.

Des éléments technologiques tels que capteur de luminosité et minuterie seront intégrés afin d'ajuster en temps réel la luminosité permettant une meilleure gestion électrique, éviter l'augmentation de la pollution lumineuse et gérer les heures de diffusion, compte tenu notamment de certains environnements plus sensibles tels que les zones patrimoniales ou résidentielles (bibliothèque du Père-Ambroise).

Pour assurer la cohérence du système, des normes précises viennent déjà encadrer les formats, contenus, grilles et typographies ainsi que les critères de fabrication, d'installation, et les matériaux des stèles non numériques déjà implantées des bibliothèques.

La stèle de la bibliothèque du Père-Ambroise vise à corriger l'absence de visibilité de la bibliothèque située au 3e étage de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS). En effet, l'agrandissement de l'ASCCS a réaménagé la bibliothèque en retrait de la rue avec une fenestration opaque et n'affiche aucune signalétique sur le bâtiment et aucun affichage dans le hall d'entrée. La localisation de la nouvelle stèle est sur le domaine public, dans le parc Berthier.

La stèle de la bibliothèque Frontenac donnera des informations à la fois sur les activités de la bibliothèque Frontenac et de la Maison de la culture Janine-Sutto. Le bâtiment abritant ces deux installations culturelles est situé en retrait de la rue et obstrué par l'édicule du métro Frontenac ainsi

que par un complexe d'habitations à loyer modique (vue à partir de la rue Ontario Est). L'installation d'une stèle numérique d'information, autant visible par les piétons que les automobilistes, constitue une mise en valeur signalétique. Il n'y a aucune résidence à proximité.

Les deux stèles proposées dérogent aux articles 454.1 (doit être accessoire à un usage et installée sur le lieu de l'établissement) et 508 (enseigne à message lumineux variable non permis dans ce secteur) du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Ces nouvelles stèles numérique identifiant les bâtiments de la ville de Montréal remplacent ou s'ajoutent aux stèles existantes non numériques.

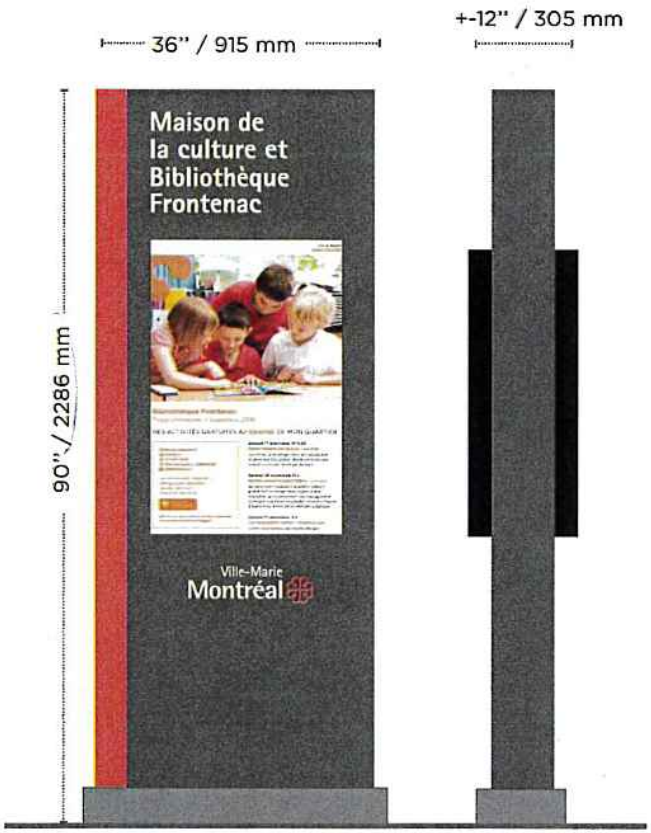
Considérant que : Elles sont conçues de façon à ce qu'il y ait une uniformité entre elles et les stèles existantes, en termes de dimensions, couleurs, typographies et de contenus.

Considérant que : Leur emplacement et leur luminosité ont été examinés de façon à respecter le type de secteur (résidentiel, patrimonial, commercial) et à ce qu'elles s'intègrent au secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan — 16 mai 2019
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire



Stèle Double Face

6 tuiles de 318mm x 238.5mm
format : 954mm x 476mm

Besoins :

- Diffusion d'images statiques ou dynamiques
- Contenu de messagerie variable
- Offrir un message lisible à la cible approprié selon le contenu
- Offrir une visibilité à l'édifice respectif

Choix d'écran :

- Format 954mm x 476mm
- Pitch 3.9mm
- Distance de lecture 5m - 10m statique.
- 6500 Nitz
- Étanchéité Ip67

Affichage standardisé de la VDM.

- Bande et logo en vinyle reflectif rouge #1 Arlon-Calon ou équivalent (PMS #032)
- Éléments fabriqués en feuille d'aluminium 1/8" peint (PMS #425)
- Message en vinyle réflectif blanc #02 Arlon-Calon
- Béton couleur naturelle fini au jet de sable

Stèle

- Base de béton
- Structure interne
- Finition externe

Un cabinet (boîtier) :

- Étanchéité Ip54
- Face de protection en verre trempé 5mm
- Ensemble de tuiles LED
- Bloc d'alimentation (*power supply*)

Processeur / Lecteur multimédia (*media player*)

- Branchement réseau

Capteur de luminosité

- Permet l'ajustement en temps réel de la luminosité de l'écran
- Permet une meilleur gestion électrique
- Permet de ne pas augmenter la pollution lumineuse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
23 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME



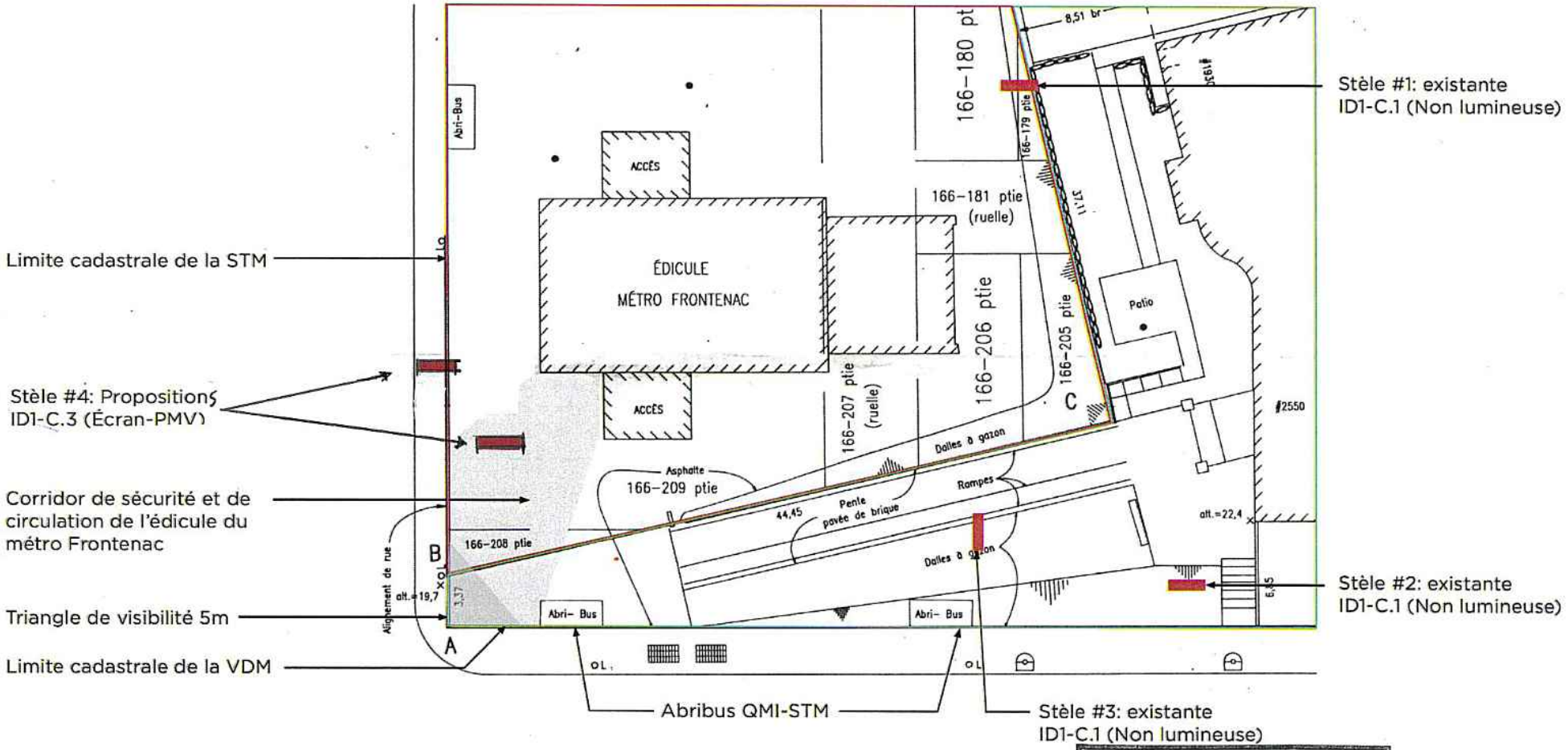
Stèle Ville de Montréal
ID1-1

Stèle Maison de la culture et bibliothèque Frontenac
ID1-C.3

Stèle bibliothèque Père-Ambroise
ID1-C.3

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
23 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME

POSSIBILITÉ DE 2 LOCALISATIONS POUR LA STÈLE NUMÉRIQUE FRONTENAC



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
23 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME

POSSIBILITÉ DE 2 LOCALISATIONS POUR LA STÈLE NUMÉRIQUE FRONTENAC



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
23 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION DE L'URBANISME

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190607007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-01) une résolution autorisant la démolition de deux bâtiments situés au 2015-19, rue Montcalm et la construction d'un projet de remplacement de trois étages, à des fins commerciales et résidentielles - 3001474576

D'adopter, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la démolition de deux bâtiments situés au 2015-19, rue Montcalm, et la construction d'un projet de remplacement de trois étages, à des fins commerciales et résidentielles, en dérogation aux articles 49, 85 et 152 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- La construction doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans numérotés 25 à 31 inclusivement, dessinés par les architectes Rayside/Labossière et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 24 mai 2019;
- L'alignement de construction au niveau des 2^{e} et 3^{e} étages à l'extrémité Nord doit être revu;
- Les plans d'aménagement paysager de la cour avant doivent être déposés;
- L'intégration de garde-corps aux balcons en façade avant doit être précisée;
- L'articulation de l'entrée Sud en rez-de-chaussée doit être révisée;
- La typologie des logements proposés doit être revue afin que le projet comporte au minimun 2 logements d'au moins 2 chambres, dans la section donnant sur la rue Montcalm
- Les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au secteur;
- L'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA).

De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:37

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190607007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-01) une résolution autorisant la démolition de deux bâtiments situés au 2015-19, rue Montcalm et la construction d'un projet de remplacement de trois étages, à des fins commerciales et résidentielles - 3001474576

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée le 16 novembre 2018 en vue d'autoriser la démolition de deux immeubles jumeaux situés au 2015-19, rue Montcalm ainsi que la construction d'un projet de remplacement de 3 étages à des fins résidentielles et commerciales. La partie commerciale consiste en un agrandissement des bureaux de Rayside-Labossière, architectes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

La première étape consiste en la démolition des bâtiments jumeaux existants depuis 1870. L'intérieur de ces deux bâtiments est dans un état acceptable selon le demandeur. Toutefois, une rénovation majeure, au cours des années 1980, leur a fait perdre toute intégrité et tout intérêt historique et patrimonial, en modifiant le nombre et la forme des ouvertures pour répondre au réaménagement intérieur. Également, le revêtement de brique a été renouvelé sans égard aux détails et à la composition des façades initiales. Seule demeure la corniche d'origine. Quant à la structure du bâtiment, elle ne se prête pas à l'aménagement de bureaux, ni au rehaussement d'un étage.
Depuis le passage devant le comité consultatif d'urbanisme du 12 mars 2015, qui avait donné un avis favorable au projet, le concept architectural a été revu par les architectes à l'intérieur des paramètres volumétriques déjà explorés. La volumétrie proposée s'inspire désormais du bâtiment adjacent côté Nord, en prévoyant une hauteur de 3 étages avec mezzanine en rez-de-chaussée. Un agrandissement ou corridor d'accès au bâtiment de la rue Ontario, d'une hauteur d'un étage, fait partie du projet, afin de relier le projet à l'immeuble existant au 1215, Ontario Est, abritant les bureaux des architectes Rayside-Labossière.

Le concept repose sur une différenciation marquée entre la partie basse (rez-de-chaussée et mezzanine) destinée aux bureaux et la partie haute (2ème et 3ème étages), où seront aménagés 8 logements d'une chambre à coucher. Le rez-de-chaussée est à l'alignement 0 du côté sud et à 1,20 m du côté nord tandis que les deux étages supérieurs sont à l'alignement 0, avec 2 grands balcons appuyés sur une structure métallique en forme d'arbre, qui servira de tuteur et d'écran végétal.

Par ailleurs, la composition introduit 2 plans de façade, en recul du domaine public de 2,50 m au point le plus éloigné du trottoir. L'angle ainsi projeté n'étant pas au centre de la façade amène une asymétrie. En rez-de-chaussée, l'espace ainsi dégagé en cour avant servira de zone horticole destinée au verdissement de la rue et à la plantation de plantes grimpantes pour un écran végétal. Aux étages, l'extrémité Nord présente un autre plan oblique, reculé à environ 20 cm de l'alignement, où viendra s'insérer graduellement la structure du balcon, ce qui donne un recul très court et peu lisible. Les accès aux unités d'habitations seront situés de part et d'autre de la façade, incluant une issue d'urgence au rez-de-chaussée, côté Sud, qui nuit également légèrement à la lisibilité de l'ensemble.

Les concepteurs devront préciser leurs intentions, lors de la révision architecturale, quant à ces différents plans de façades et leur alignement, à l'intégration des garde-corps aux balcons, au plan d'aménagement paysager et à l'articulation de l'entrée sud.

D'un point de vue écologique et de développement durable, ce projet semble très soigné : aménagement paysager en rez-de-chaussée, capteurs solaires au toit, toit vert, traitement des eaux grises, récupération de l'eau de pluie, géothermie en sous-sol, récupérateur de chaleur, chauffe-eau solaire et toilette au compost.

Pour ce qui est des matériaux, la brique d'argile nuancée gris/beige sera répartie de façon asymétrique au rez-de-chaussée et au 2ème étage. Le 3ème étage et une partie du 2ème étage supporteront un revêtement métallique de couleur dorée, faisant référence aux fausses mansardes typiques du secteur. Le couronnement présentera un plan incliné découpé, encore une fois, de façon non-orthogonale.

Le cadre réglementaire

o Le site est dans une zone résidentielle R.3, de 3 étages ou 14 mètres, densité 3, taux d'implantation 70% et mode d'implantation contigu;
o Le projet présente la démolition de 2 immeubles;
o Il déroge principalement à l'usage de bureaux en zone résidentielle (art.152), à une construction dans la marge arrière (art.85) et au taux d'implantation (72% au lieu de 70%) (art.49);
o Unité de paysage «Sainte-Marie-Saint-Jacques»;

JUSTIFICATION

Considérant que :

- Le concept proposé repose sur la reprise du gabarit du bâtiment adjacent de 3 étages du côté Nord;
- Le traitement de la façade Montcalm se différencie des bâtiments voisins en affirmant sa contemporanéité tout en demeurant à l'échelle du bâti environnant;

- L’articulation des volumes dégage une dose de lyrisme et de légèreté : rez-de-chaussée très ouvert visuellement, jeux de plans obliques et inclinés et expression poétique de la structure;
- Plusieurs éléments demeurent à peaufiner, mais l’intention demeure séduisante;
- L’empreinte écologique de l’immeuble semble très soignée;
- Le 9 mai 2019, le comité consultatif a émis un avis favorable avec conditions :
    - o Revoir l'alignement de construction du bâtiment au niveau des 2e et 3e étages à l’extrémité Nord;
    - o Fournir les plans de paysagement de la cour avant;
    - o Préciser l’intégration de garde-corps aux balcons avant;
    - o Revoir l’articulation de l’entrée Sud;
    - o Revoir la typologie des logements proposés afin que le projet comporte au minimun 2 logements d'au moins 2 chambres, dans la section donnant sur la rue Montcalm.

  En conséquence, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à cette proposition et à la poursuite du projet dans ce sens, en tenant compte des recommandations suivantes :
    - o **Revoir l’alignement de construction du bâtiment au niveau des 2e et 3e étages à l’extrémité Nord;**
    - o **Fournir les plans de paysagement de la cour avant;**
    - o **Préciser l’intégration de garde-corps aux balcons avant;**
    - o **Revoir l’articulation de l’entrée Sud;**
    - o **Revoir la typologie des logements proposés afin que le projet comporte au minimun 2 logements d'au moins 2 chambres, dans la section donnant sur la rue Montcalm**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aménagement paysager en rez-de-chaussée, capteurs solaires au toit, toit vert, traitement des eaux grises, récupération de l’eau de pluie, géothermie en sous-sol, récupérateur de chaleur, chauffe-eau solaire et toilette au compost.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution

- Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-24

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.2.6

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2015-2019, rue Montcalm

Responsable : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier relatif à la démolition de 2 immeubles jumeaux et à la construction d'un projet de remplacement.

La volumétrie proposée s'inspire du bâtiment contigu du côté nord, et prévoit une hauteur de 3 étages avec mezzanine au-dessus du rez-de-chaussée ; un agrandissement au bâtiment situé au 1215, rue Ontario Est, fait partie du projet, pour permettre de créer un lien entre les 2 immeubles.

La première étape consiste en la démolition des bâtiments jumeaux existants. Ceux-ci sont, selon le demandeur, dans un état acceptable à l'intérieur. Toutefois, une rénovation majeure, qui a eu lieu vraisemblablement au cours des années 1980, lui a fait perdre tout intérêt historique et patrimonial, en modifiant le nombre et la forme des ouvertures pour correspondre au réaménagement intérieur, et en renouvelant le revêtement de brique, le tout sans égard aux détails et à la composition de façade initiale. Seule demeure la corniche d'origine.

D'autre part, la structure du bâtiment ne se prête pas à l'aménagement de bureaux, ni au rehaussement d'un étage de l'immeuble existant.

Le concept repose sur une différenciation marquée entre la partie basse, où logerait l'agrandissement des bureaux, et la partie haute, où seraient aménagés 8 logements d'une chambre à coucher. À l'avant, le bâtiment serait aligné sur son voisin sud à l'extrémité, mais en recul de 1,2 m à l'extrémité nord ; cette asymétrie est renforcée par le fait que la façade est composée de 2 plans de façade qui reculent du domaine public en angle et se rejoignent ailleurs qu'au centre, à une distance approximative de 2,5 m du trottoir.

L'espace ainsi dégagé en cour avant servirait de zone horticole destinée au verdissement de la rue, ainsi qu'à la plantation de plantes grimpantes devant composer un écran végétal. Ce n'est qu'une partie de la composante résolument écologique de cette proposition, qui prévoit aussi des capteurs solaires au toit, en plus d'un toit vert, et de différentes mesures au niveau du traitement des eaux grises et de la récupération de l'eau de pluie.

La partie domiciliaire des 2e et 3e étages vient retrouver visuellement l'alignement zéro caractéristique de la rue par la présence de 2 grands balcons appuyés sur une structure métallique en forme d'arbre qui permettra également d'arrimer l'écran végétal. L'extrémité nord de la façade serait avancée vers le domaine public aux 2e et 3e étages, mais sans atteindre l'alignement zéro, puisqu'il s'agit d'un autre plan oblique qui n'est reculé, à son maximum, que d'environ 20 cm. On prévoit allonger la structure des balcons de ce côté ; celle-ci viendrait graduellement s'insérer au mur en angle. Le recul est toutefois très court.

Le revêtement de brique d'argile de couleur gris/beige nuancée serait réparti de façon asymétrique sur les étages inférieurs, et les étages supérieurs seraient accentués par un revêtement métallique de couleur dorée, faisant référence aux fausses mansardes typiques de l'environnement. Le couronnement serait parachevé par un plan incliné découpé de façon non orthogonale.

Les 2 accès aux unités d'habitations seraient situés de part et d'autre de la façade et accentués par une démultiplication localisée de l'enveloppe, qui inclut aussi une issue d'urgence au rez-de-chaussée du côté sud. Les concepteurs doivent préciser leurs intentions sur plusieurs points, dont la zone de plantation et l'intégration de garde-corps aux balcons.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 12 mars 2015, le comité a émis un avis préliminaire favorable avec conditions à la demande de projet particulier.

Considérant que : Le concept proposé repose sur la reprise du gabarit du bâtiment contigu du côté nord.

Considérant que : L'articulation des volumes dégage une dose de lyrisme et de légèreté avec un rez-de-chaussée très ouvert visuellement, une superposition de plans obliques et inclinés et l'expression poétique de la structure.

Considérant que : Le traitement de la façade Montcalm cherche à se différencier des bâtiments voisins en affirmant sa contemporanéité, tout en demeurant à l'échelle du bâti environnant.

Considérant que : Plusieurs éléments sont à préciser, mais l'intention demeure séduisante et l'empreinte écologique de l'immeuble semble très soignée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'alignement de construction du bâtiment au niveau des 2e et 3e étages à l'extrémité nord ;**
- **Fournir les plans de paysagement de la cour avant ;**
- **Préciser l'intégration de garde-corps aux balcons avant ;**
- **Revoir l'articulation de l'entrée sud ;**
- **Revoir la typologie des logements proposés afin que le projet comporte au minimum 2 logements d'au moins 2 chambres, dans la section donnant sur la rue Montcalm.**

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

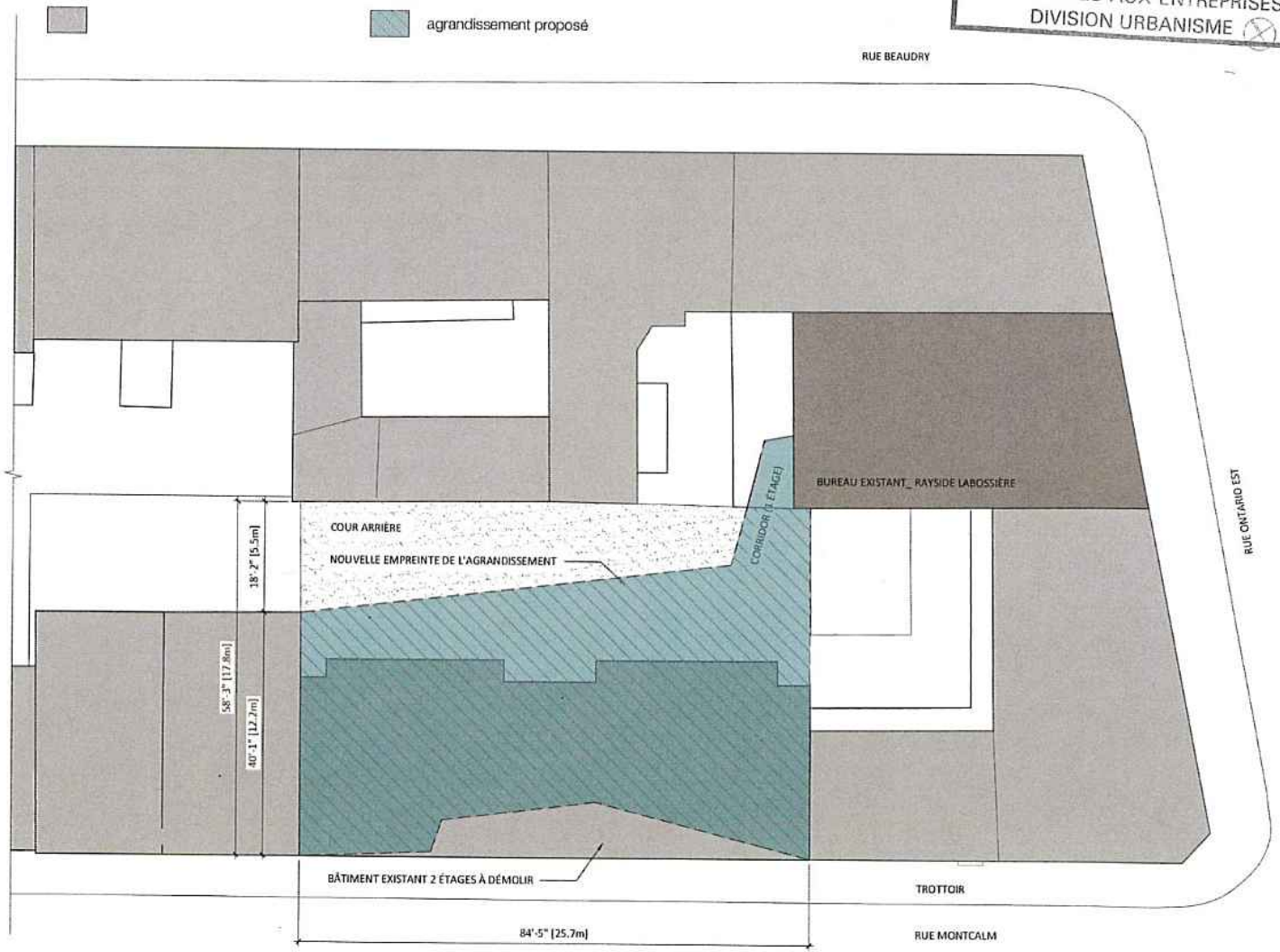
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.1

implantation proposée

Superficies

Superficie du terrain : 4908 pi² (456 m²)
Implantation proposée : 3482 pi² (324 m²)
Taux d'implantation : 71 %
Nombre d'étages : 3
Hauteur totale : 41'-0" (12.5 m)

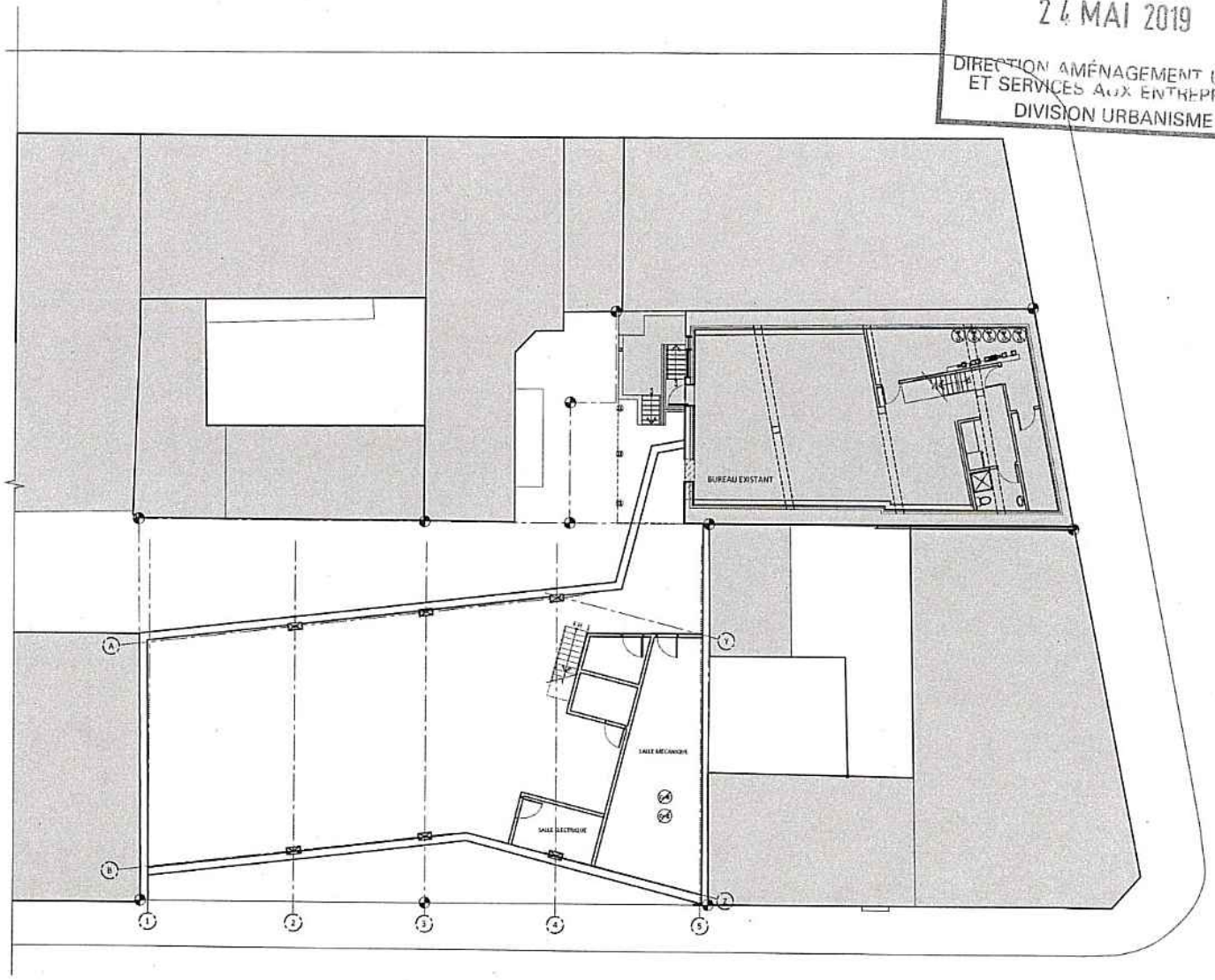


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.2

plan du sous-sol

échelle _ 1/16"=1'-0"

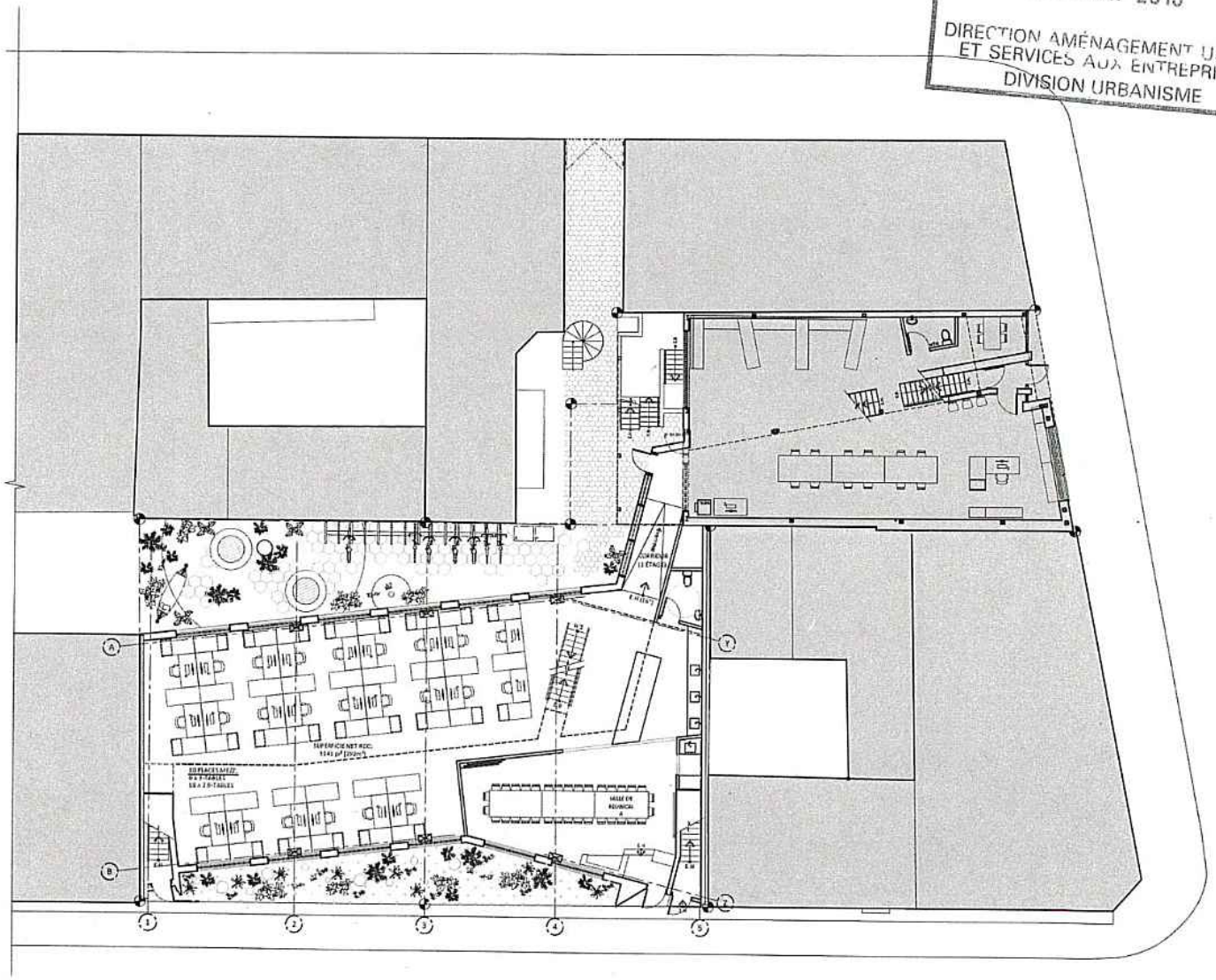


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.3

plan du rez-de-chaussée

échelle _ 1/16"=1'-0"

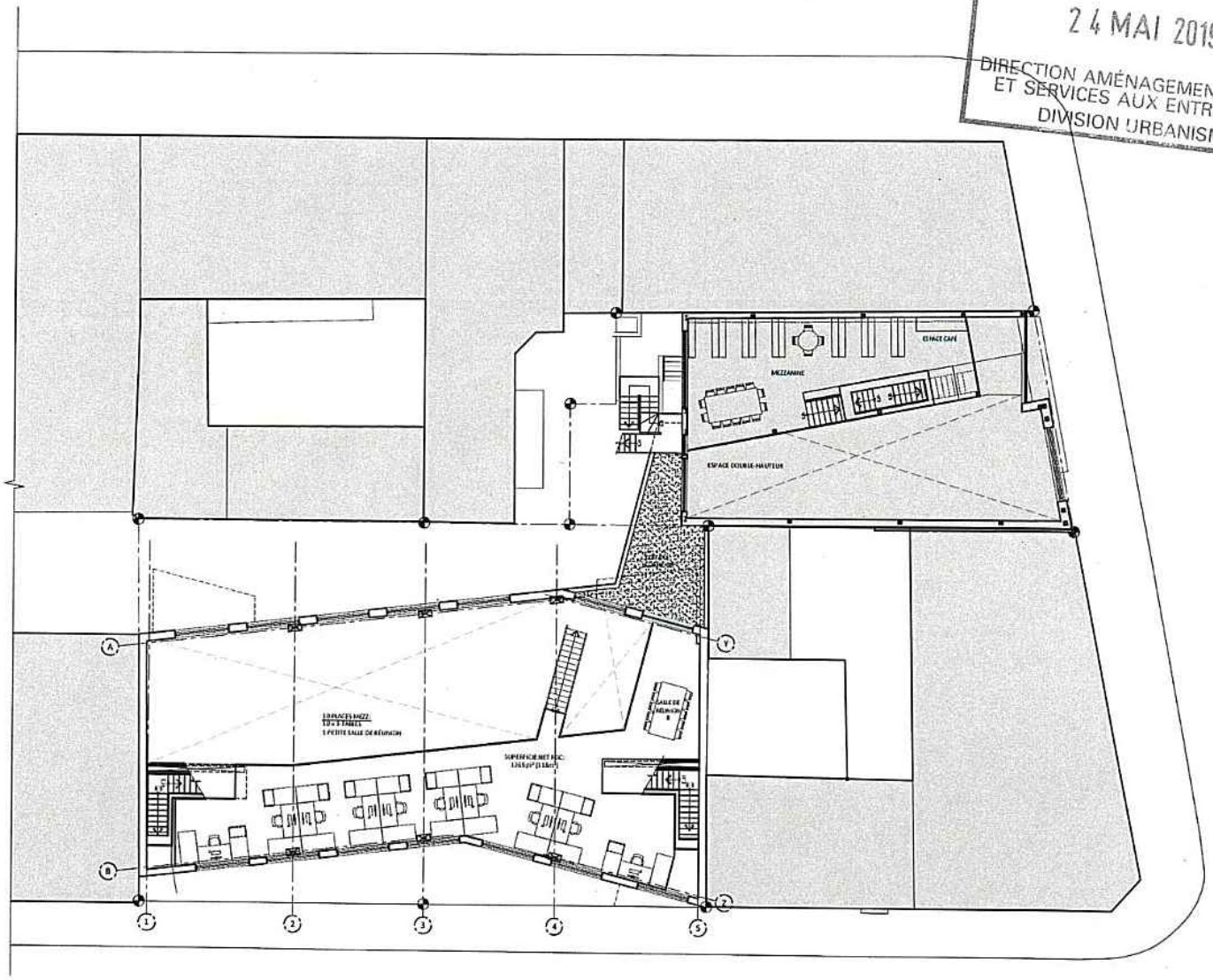


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.4

plan de la mezzanine

échelle _ 1/16"=1'-0"

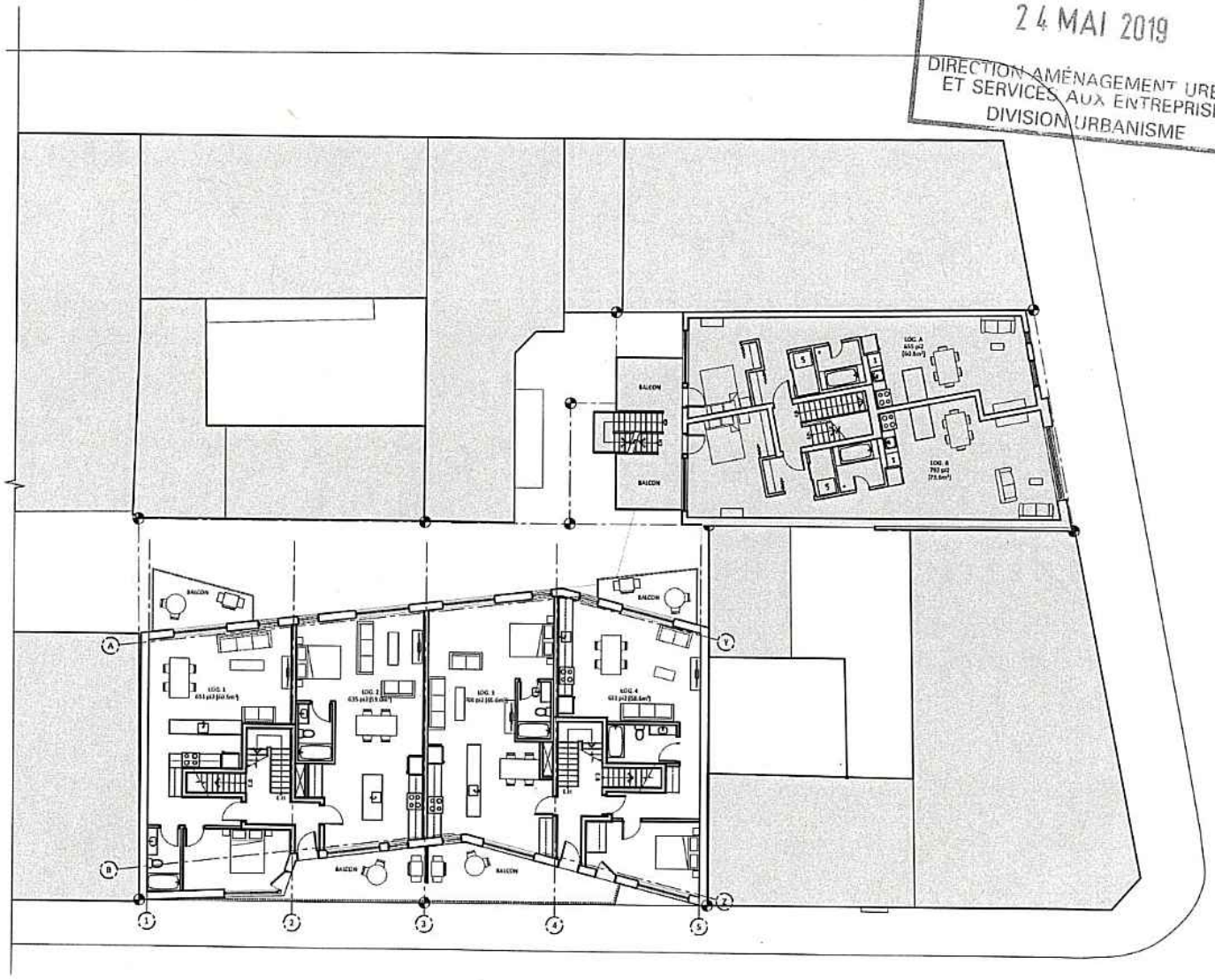


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.5

plan du deuxième étage

échelle _ 1/16"=1'-0"

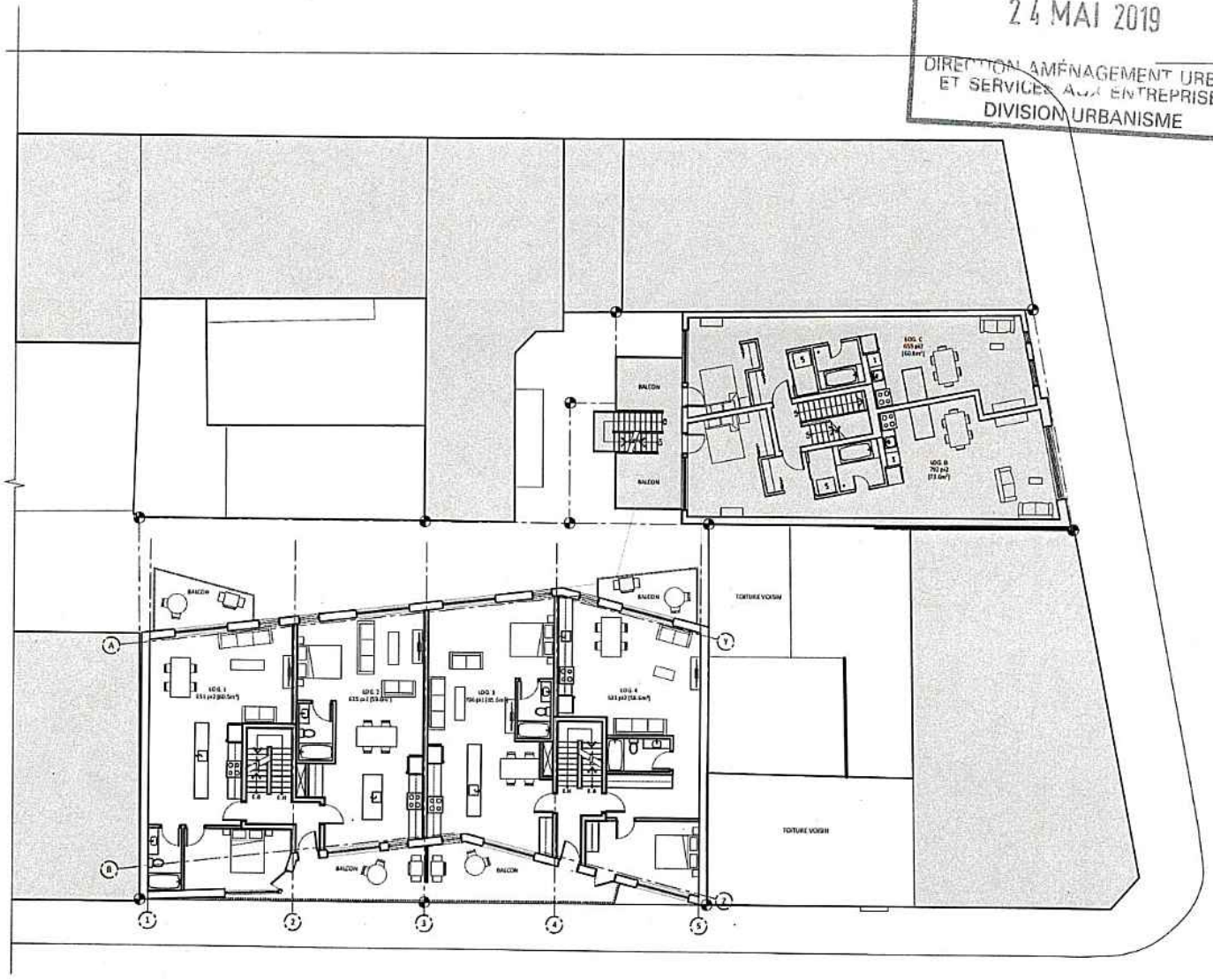


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.6

plan du troisième étage

échelle _ 1/16"=1'-0"

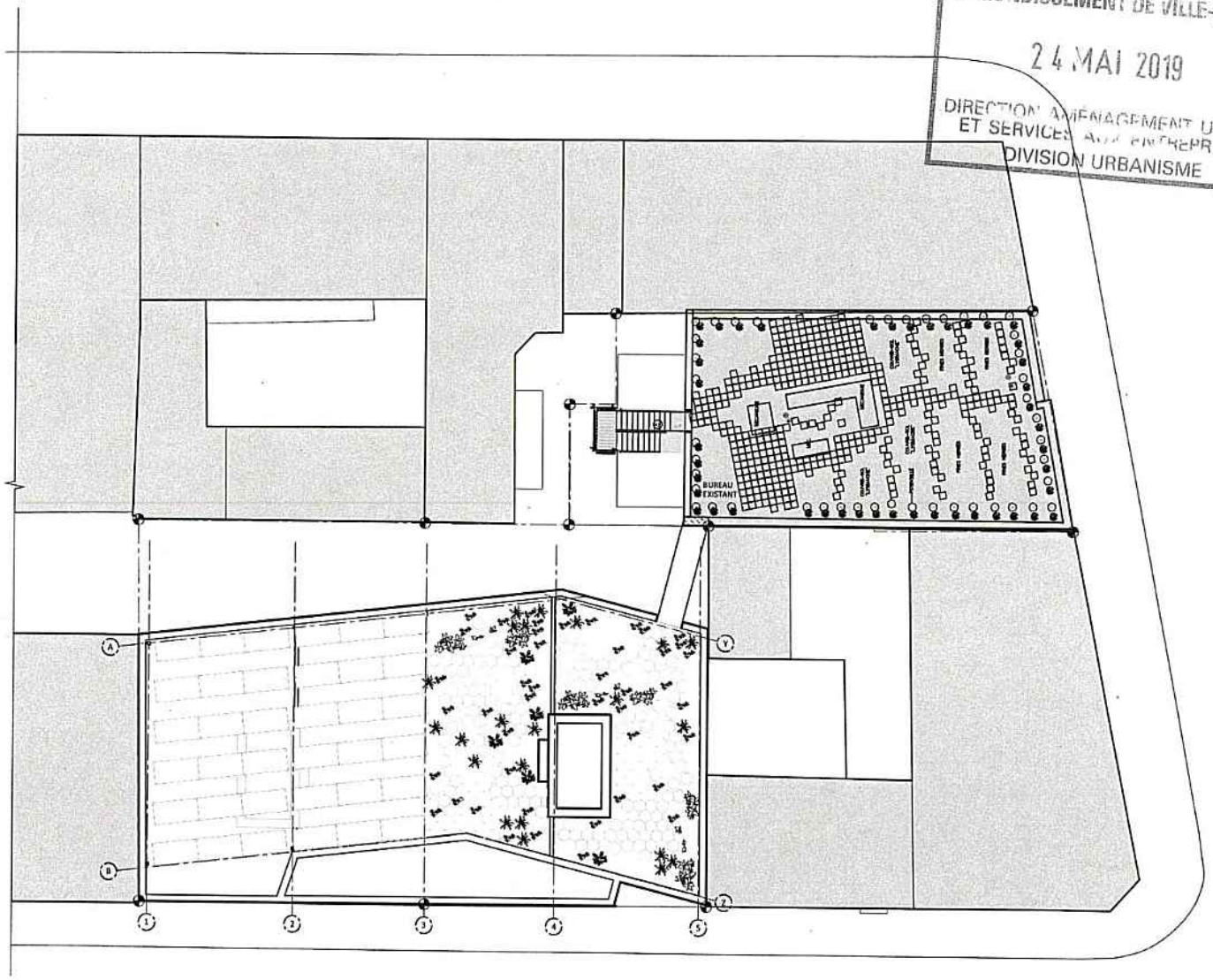


3.7

plan de toiture

échelle _ 1/16"=1'-0"

panneau solaire



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 MAI 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

3.9

élévation principale



Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2015
s. o.
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE – PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2015-35, rue Montcalm et 1215, rue Ontario Est

Responsable : Étienne Longtin et Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser la démolition du bâtiment résidentiel existant et la construction d'un nouveau bâtiment commercial et résidentiel comportant une hauteur totale de 3 étages pour environ 12,5 m. L'implantation du nouveau bâtiment atteindra 70 % de la superficie du terrain et son alignement de construction sera à 0 m de la limite d'emprise de la voie publique en continuité de l'alignement précédent et celui de la rue. Une marge arrière à environ 5,9 m de la limite arrière sauf le long d'un corridor d'accès au bâtiment voisin implanté jusqu'à la limite arrière, est prévue.

Le projet prévoit 1 local commercial au rez-de-chaussée et au 2e étage, occupé aux fins de l'usage « bureau » avec accès par la rue Montcalm et pas l'établissement existant. Au 3e étage, 4 logements y seront aménagés, avec possibilité d'y voir s'agrandir l'usage « bureau » éventuellement, selon les besoins. Aucune unité de stationnement pour véhicule ou vélo n'est fournie. L'apparence extérieure préliminaire exprime fortement la nature commerciale de la nouvelle construction. L'agrandissement du bâtiment commercial et résidentiel existant au 1215, rue Ontario Est, en cour arrière, comporte une hauteur de 1 étage et une marge arrière à moins de 3 m de la limite arrière à cause du corridor d'accès au bâtiment voisin, implanté vers la limite latérale ouest. Aucune unité de stationnement n'est prévue pour ce bâtiment. La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, à savoir notamment la marge arrière minimale, l'usage prescrit, le nombre minimal d'unités de stationnement pour véhicule exigé, le nombre minimal d'unités de stationnement pour vélo exigé. L'apparence du bâtiment, qui s'éloigne des paramètres mis de l'avant par ce même règlement (pourcentage de maçonnerie ou d'ouvertures), devra notamment être soumise pour approbation conformément au titre VIII (révision de projet), selon les dispositions de l'article 98.

Le projet pourrait faire l'objet d'une demande d'exemption avec contribution au fonds de compensation de stationnement, pouvant être autorisée par ordonnance du conseil d'arrondissement et être revu pour intégrer le stationnement pour vélo exigible. Le Plan d'urbanisme prévoit une limite de hauteur de 16 m, une densité maximale de 3 et une affectation du sol « Secteur résidentiel » pour l'emplacement bordant la rue Montcalm, où la composante « Commerces » est autorisée, et « Secteur mixte » pour l'emplacement bordant la rue Ontario Est.

Élément particulier : Aucun.

Remarque importante : Aucune.

Considérant que : Le projet de démolition, de construction, d'agrandissement et d'occupation respecte les principaux critères d'évaluation prévus au *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*.

Considérant que : Le projet contribue à améliorer la qualité du domaine public et à l'animation de la rue.

Considérant que : Le traitement architectural projeté, par sa fenestration en murs-rideaux, ne favorise pas la cohabitation harmonieuse d'usages mixtes sur un tronçon de rue résidentiel au cœur de l'îlot, alors que l'intensité de l'usage « bureau » pourrait autrement s'avérer compatible et complémentaire au milieu.

Considérant que : Le projet devrait être revu de manière à améliorer la qualité du paysage urbain par un meilleur respect des caractéristiques de l'unité de paysage dans laquelle il s'inscrit et à favoriser une meilleure cohérence au cadre bâti traditionnel dans lequel il s'inscrit, tout en privilégiant l'innovation et l'expression contemporaine de la composition architecturale pour contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais.

Considérant que : La proposition présente une amélioration des conditions environnementales en maximisant les infrastructures collectives existantes et l'utilisation du sol.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de la demande et aux conditions suivantes :

- **Revoir l'apparence de la façade projetée sur la rue Montcalm afin d'atténuer l'apparence commerciale projetée pour favoriser une insertion plus harmonieuse de l'usage commercial « bureau » projeté au sein d'un tronçon de rue à dominante résidentielle.**
- **Assurer le respect des paramètres suivants pour le projet de construction, d'agrandissement et d'occupation :**
  - **Un mur d'une partie de bâtiment abritant un corridor d'accès entre les 2 bâtiments visés peut être implanté à moins de 3 m de toute limite arrière, malgré toute marge arrière minimale prescrite, si sa hauteur est limitée à 1 étage.**
  - **L'usage « bureau » est également autorisé à tous les niveaux du bâtiment à construire bordant la rue Montcalm et aucune superficie de plancher maximale n'est applicable à cet usage par établissement, sur l'ensemble des sites visés.**
- **Soumettre le projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1195289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 3 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) ou un avis favorable du CCU avec condition(s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés

De refuser les 3 demandes de permis en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme ou un avis favorable avec une ou des conditions non-remplie(s) par les demandeurs concernés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 10:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 3 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) ou un avis favorable du CCU avec condition(s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises compte des demandes de permis en suspens qui ont fait l'objet d'un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) ou d'un avis favorable du CCU avec conditions non remplies. Afin de compléter et de fermer ces dossiers, une décision formelle du Conseil d'arrondissement est nécessaire quant à leur refus ou à leur approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240071 - 24 avril 2019 - Résolution refusant l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs concernés.
CA16 240075 - 9 février 2016 - Résolution refusant l'ensemble des 28 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplies par les demandeurs concernés.

DESCRIPTION

La Division de l'urbanisme a produit une liste des dossiers en suspens qui ont fait l'objet d'un avis défavorable ou favorable avec conditions non remplies du CCU. Au total, 3 demandes se retrouvent actuellement dans l'une de ces situations et nécessitent une décision du Conseil d'arrondissement.
Voici une courte description des 3 demandes :

Projet du 1300, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001429962)

- Agrandissement d'un étage en cour avant d'un bâtiment de 5 étages datant de 1880;
- Travaux réalisés avant le dépôt de la demande de permis;
- Dépôt de la demande le 11 juin 2018;
- Recommandation favorable avec conditions par la Division de l'urbanisme;

- Avis favorable du CCU du 13 décembre 2018 avec comme condition de « Dégager la portion de pierre d'origine et prévoir un retrait de la façade de la Montagne »;
- Le délai de 60 jours est échu et les conditions énoncées par le CCU n'ont pas été tenue en compte par le demandeur.

Projet du 1400, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001477122)

- Enseigne commerciale sur auvent formant l'inscription "Rudsak", proposée au niveau rez-de-chaussée d'un édifice de quatre étages datant de 1928;
- Dépôt de la demande le 20 novembre 2018;
- Recommandation favorable avec conditions par la Division de l'urbanisme;
- Avis favorable du CCU du 17 janvier 2019 avec la condition de « Retirer les inscriptions « Rudsak » existantes aux côtés des auvents, afin d'éviter la répétition du message »;
- Le délai de 60 jours est échu et la condition énoncée par le CCU n'est pas tenue en compte par le demandeur.

Projet du 1500, avenue du Docteur-Penfield (demande 3001343506)

- Modifications aux façades et ajout d'une construction hors-toit et d'une terrasse sur un bâtiment de deux étages datant de 1871 et agrandi en 2014;
- Travaux réalisés avant le dépôt de la demande de permis;
- Dépôt de la demande le 28 septembre 2017;
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme;
- Avis défavorable du CCU du 14 février 2019 puisque les constructions hors toit présentent un impact visuel négatif et ne sont pas intégrées à celles existantes.

Les procès-verbaux du CCU et l'avis du services pour ces dossiers sont en pièces jointes de ce sommaire.

JUSTIFICATION

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut pour toujours. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et d'inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la Division des permis et inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes et évaluer, de concert avec le Services des affaires juridiques, les possibilités d'entamer des procédures judiciaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 5 juin 2019
Refus des permis - juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-05-24

Demande de permis #3001429962
1300, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Kanaso inc.
Concepteur : Atelier AS
Investissements : 95,000$

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Catherine Centre.

L'édifice est situé dans l'aire de protection du Mount-Stephen-Club. Le projet augmente légèrement la superficie du bâtiment et a déjà fait l'objet d'une approbation du Ministère de la Culture et des Communications.

Les travaux sont déjà complétés sur le site.





Description

Les travaux visent à modifier l'avant corps et les ouvertures d'un bâtiment de 5 étages datant de 1880 selon le registre de la ville. L'ensemble de maisons de type "terrasse" duquel le bâtiment visé fait parti, est un élégant exemple de l'architecture résidentiel de la 2e moitié du XIXe siècle sur la rue Sainte-Catherine, et présente un intérêt patrimonial élevé. L'avant corps et l'agrandissement arrière datent de 1977 selon les archives des permis de la ville.

L'avant-corps a été démoli et reconstruit. La nouvelle configuration est un volume orthogonal vitré aux meneaux en métal de couleur noire. Le nouvel avant-corps est plus haut d'environ 0,5 mètre que l'avant-corps démoli.

L'alcôve d'accès de l'agrandissement arrière sur la rue de la Montagne, qui permet dans sa forme actuelle de voir le mur arrière de pierre d'origine, est obturée d'un panneau vitré fixe. Une fenêtre est transformée en porte d'accès.

Des photos prises par le service d'inspection de l'arrondissement démontrent qu'une section de pierre d'origine d'environ 1 mètre de large de la façade avant existe toujours dans sa portion Est.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : L'orientation des critères du règlement d'urbanisme est de mettre en valeur la façade d'origine du bâtiment victorien qui fut modifiée en 1977 ;

Considérant que : L'avant-corps camoufle une partie de la matérialité d'origine de grande qualité du bâtiment d'origine ;

Considérant que : L'obturation de l'alcôve de la façade de la Montagne camoufle une partie de mur de pierre existant qui avait été laissé apparent à la construction de l'agrandissement arrière.

Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 5 décembre 2018, la Division de l'urbanisme recommande favorablement le projet.

La recommandation favorable est cependant assortie des conditions suivantes :

- Dégager la portion de pierre d'origine du bâtiment dans la portion Est de la façade avant, afin de mettre en valeur cette caractéristique architecturale du bâtiment d'origine ;

- Prévoir un retrait similaire au retrait existant à l'alcôve de la façade de la Montagne, afin d'exposer le mur de pierre de la façade arrière du bâtiment d'origine ;

- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour 10 décembre 2018



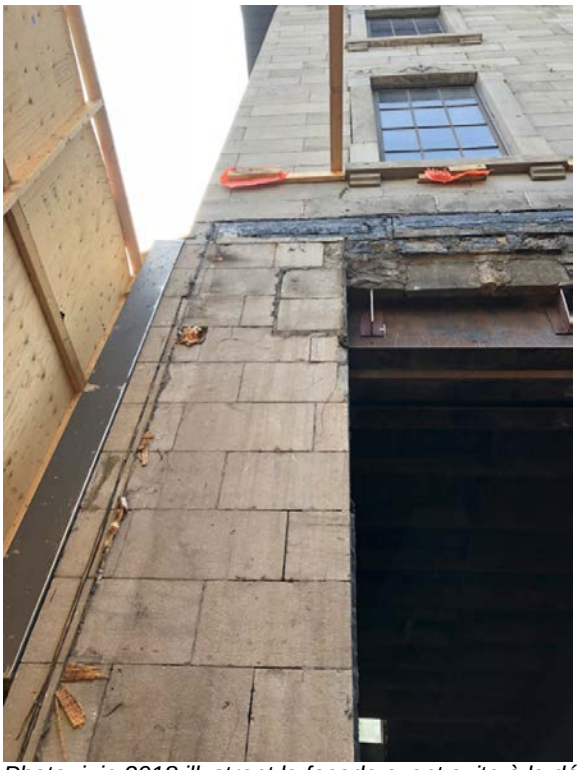
Photo du tel que construit, décembre 2018

1300, rue Sainte-Catherine Ouest





Photo panoramique, juin 2018 illustrant la façade avant suite à la démolition de l'avant-corps



Photo, juin 2018 illustrant la façade avant suite à la démolition de l'avant-corps



Photo 2017

LISTE DES DESSINS

A001 PAGE COUVERTURE
A050 PLAN DU SOUS-SOL - EXISTANT
A051 PLAN DU REZ-DE-CHAUSÉE - EXISTANT
A070 FAÇADE EXISTANTE DE LA RUE SAINT CATHERINE ET DÉTAIL
A071 FAÇADE EXISTANTE DE LA RUE DE LA MONTAGNE
A080 COUPE ET DÉTAIL

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

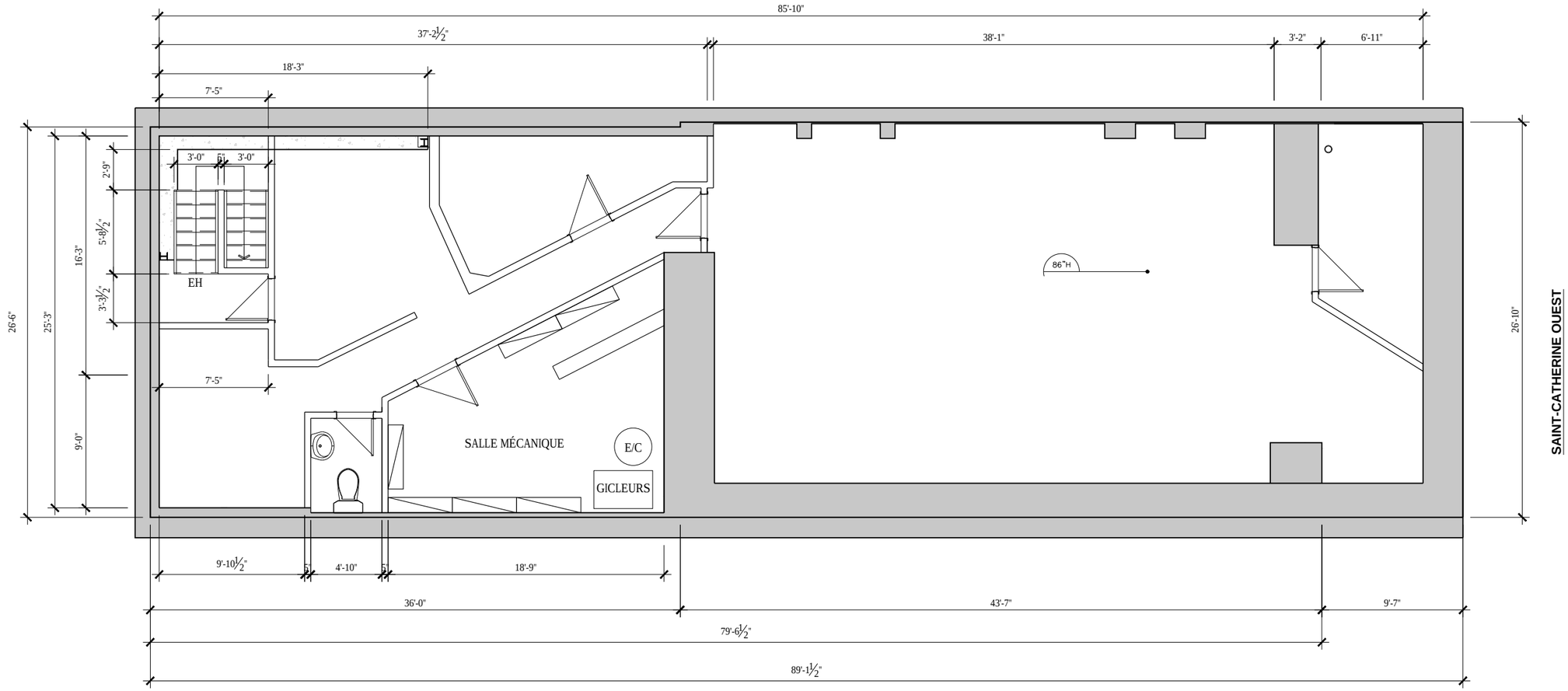
SITE WEB

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

PAGE COUVERTURE

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE:
DATE: 2018.11.19

A001



DE LA MONTAGNE

PLAN DU SOUS-SOL - EXISTANT 001 / A050

1/8" = 1'-0"

SAINT-CATHERINE OUEST

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

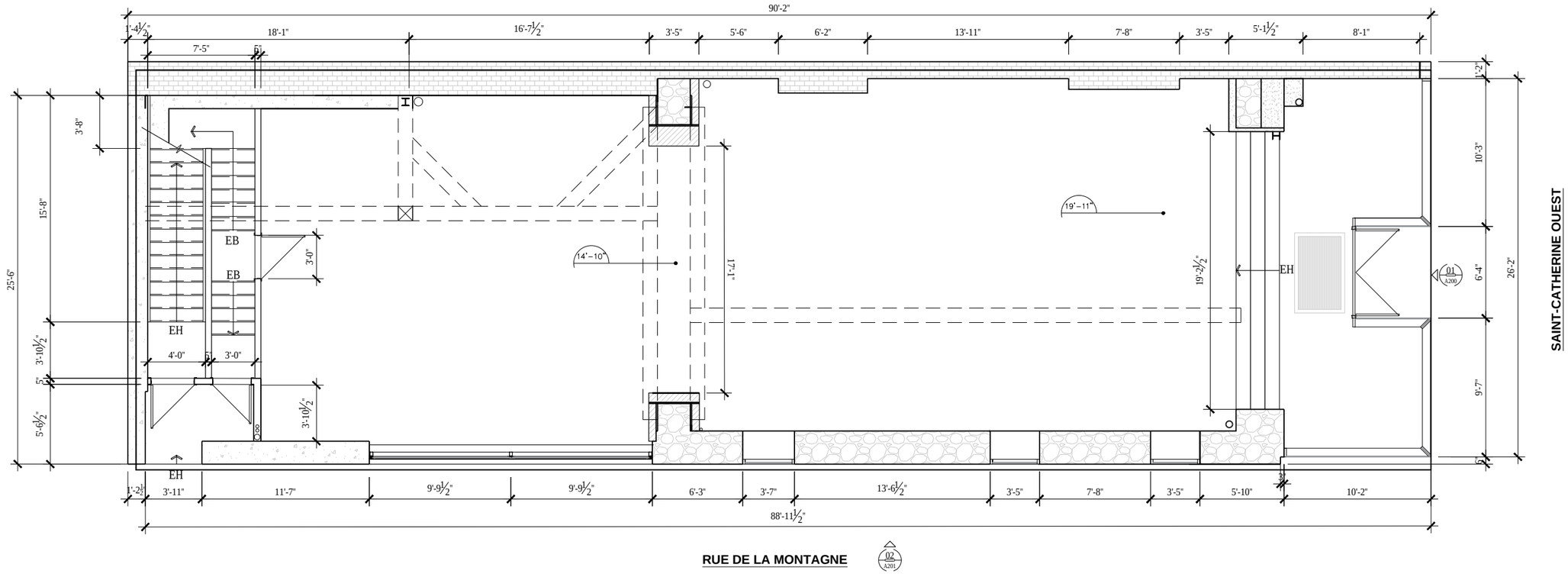
SITE WEB

PLAN DU SOUS-SOL EXISTANT

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

A050

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION



RUE DE LA MONTAGNE 02 A201

SAINT-CATHERINE OUEST

PLAN DU REZ-DE-CHAUSÉE - EXISTANT 001 A051

1/8" = 1'-0"

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

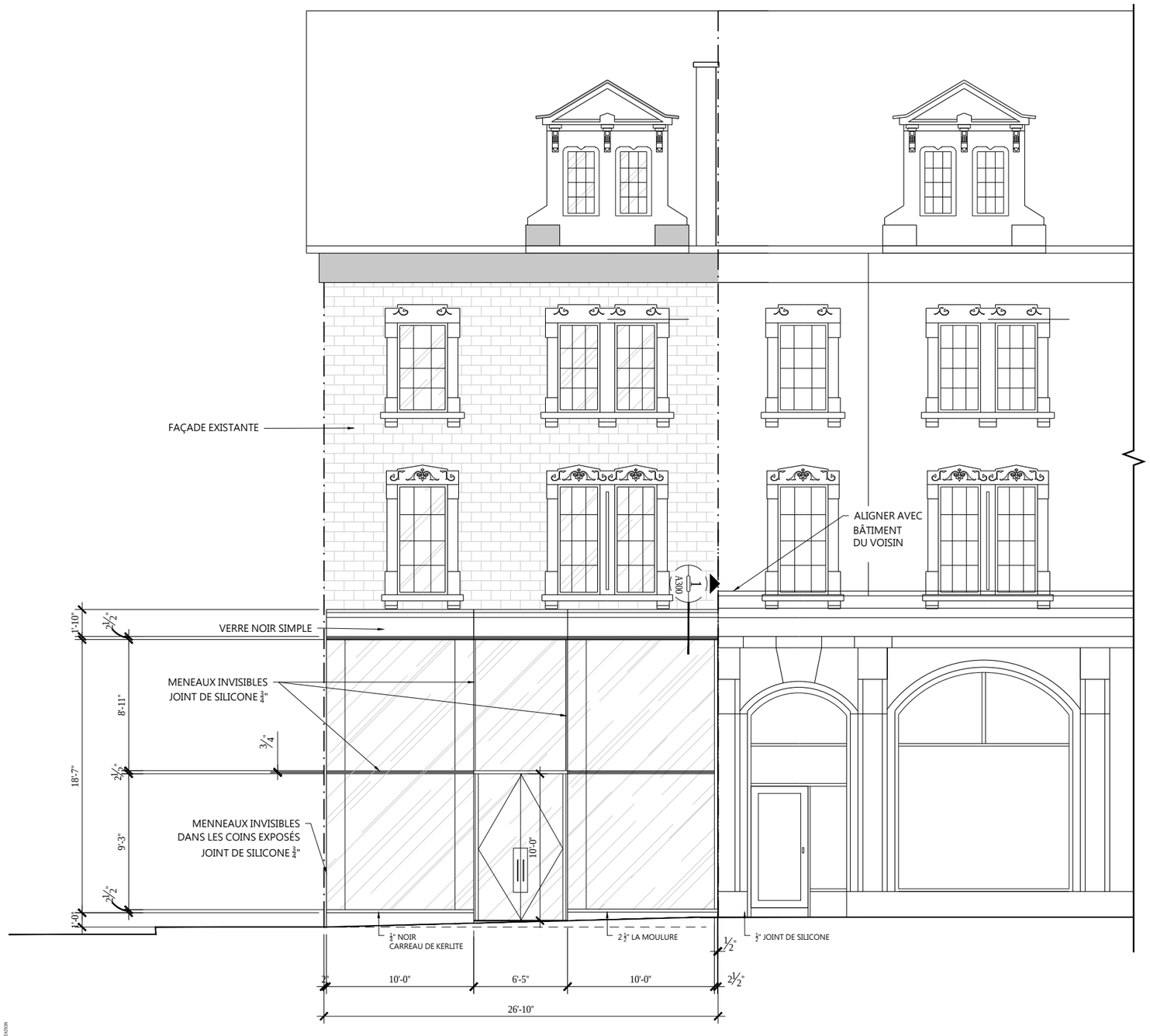
SITE WEB

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE
EXISTANT

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

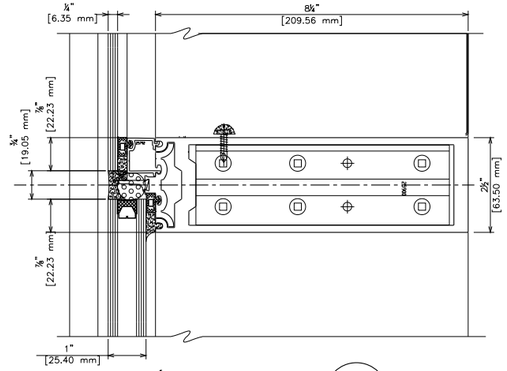
A051

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION



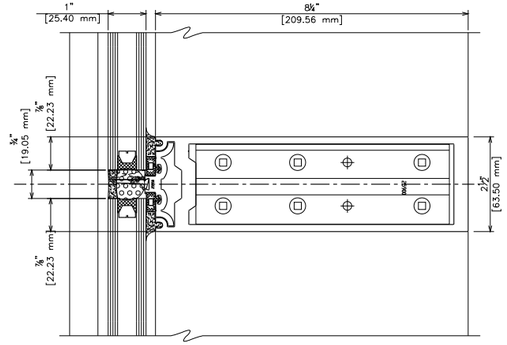
FACADE DE LA RUE SAINT-CATHERINE WEST - PROPOSÉ — 001 / A200

1/8" = 1'-0"



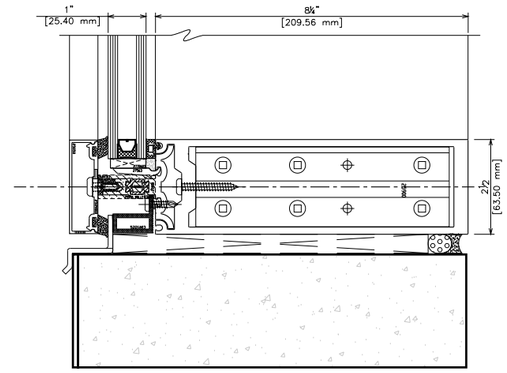
DÉTAIL DE MOULURE — D7 / A300

3" = 1'-0"



DÉTAIL DE MOULURE — D6 / A300

3" = 1'-0"



DÉTAIL DE MOULURE — D5 / A300

3" = 1'-0"

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

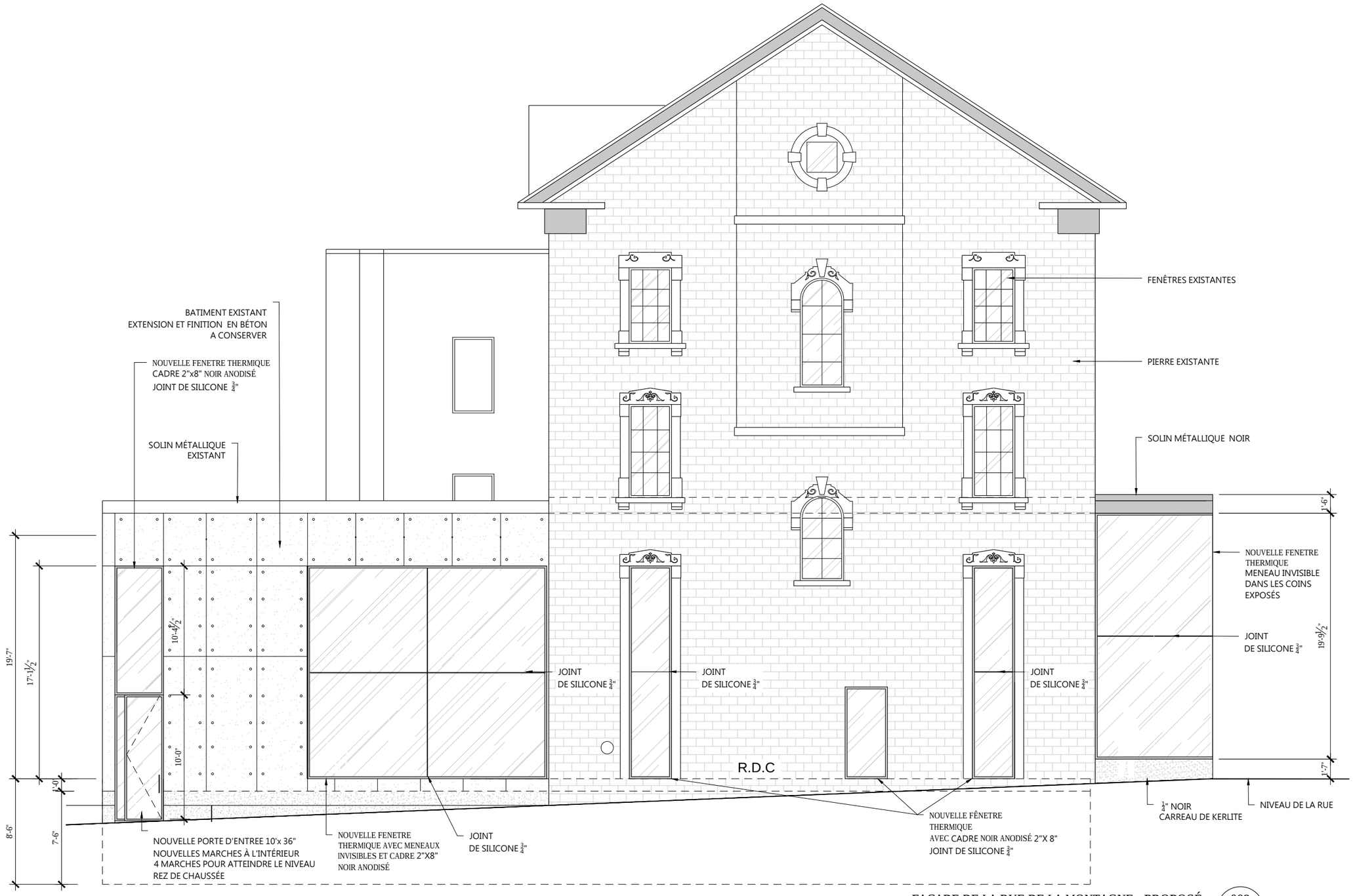
SITE WEB

FACADE EXISTANTE
RUE SAINT CATHERINE
ET DÉTAIL

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest

ÉCHELLE: INDIQUÉE
DATE: 2018.11.19

A070



FACADE DE LA RUE DE LA MONTAGNE - PROPOSÉ

1/8" = 1'-0"

002
A201

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

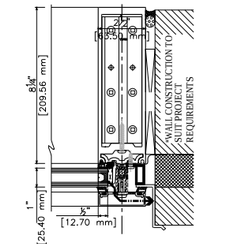
CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

SITE WEB

FACADE EXISTANTE
RUE DE LA MONTAGNE

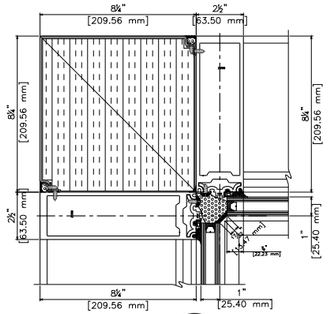
PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

A071



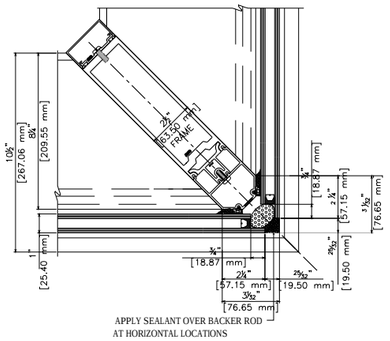
DÉTAIL DE MOULURE D4 A300

1-1/2" = 1'-0"



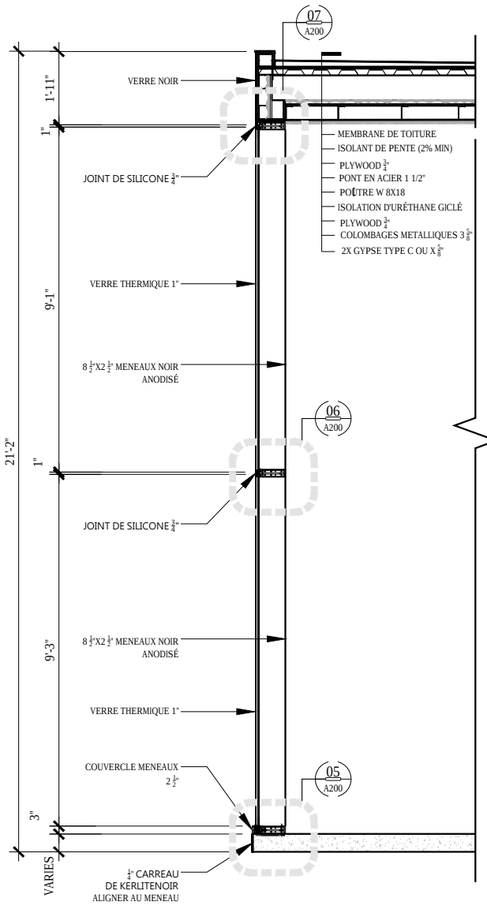
DÉTAIL DE MOULURE D3 A300

1-1/2" = 1'-0"



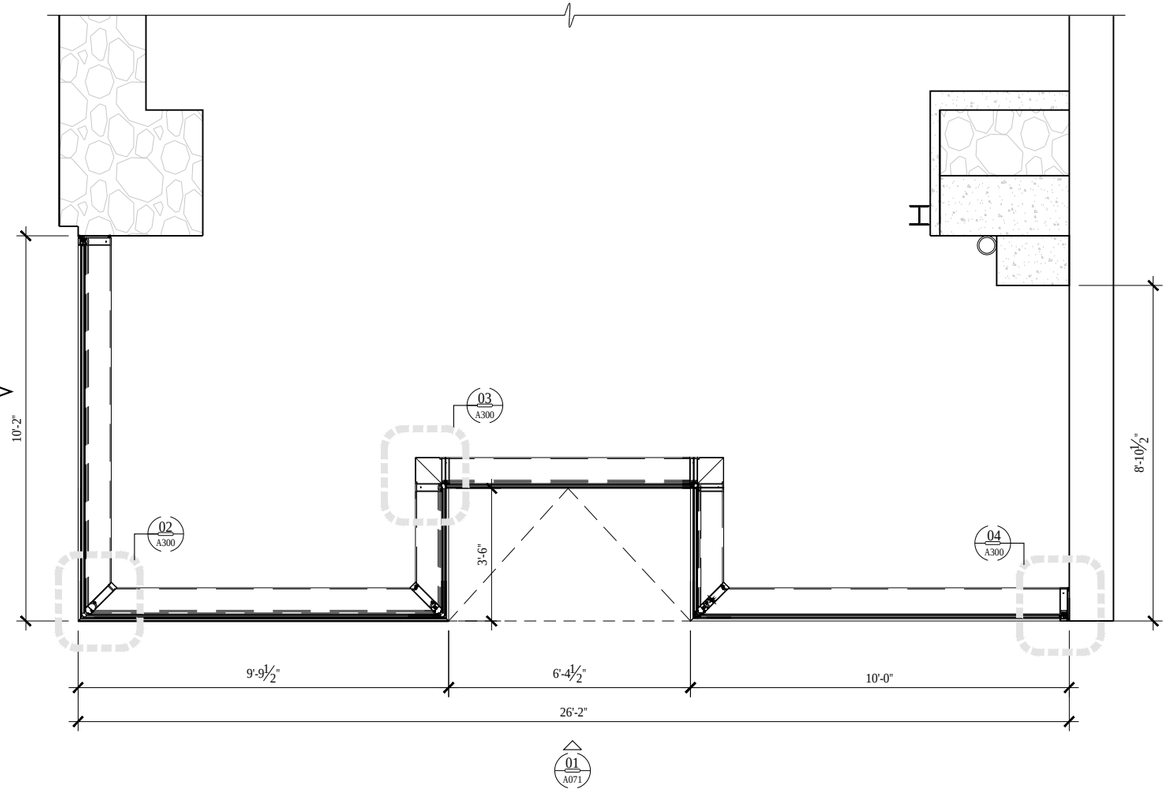
DÉTAIL DE MOULURE D2 A300

1-1/2" = 1'-0"



COUPE VERTICALE VITRINE 1 A201

1/4" = 1'-0"



COUPE EN PLAN VITRINE - EXISTANT RUE SAINTE-CATHERINE 001 A300

1/4" = 1'-0"

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

SITE WEB

COUPE ET DÉTAIL

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: INDIQUÉE
DATE: 2018.11.19

A080

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001429962
4.6.25

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à modifier l'avant-corps et les ouvertures d'un bâtiment datant de 1880 selon le registre de la ville. L'ensemble de maisons de type "terrasse" duquel le bâtiment visé fait partie, est un élégant exemple de l'architecture résidentiel de la 2e moitié du XIXe siècle sur la rue Sainte-Catherine, et présente un intérêt patrimonial élevé. L'avant-corps date de 1977 selon les archives des permis de la ville. L'agrandissement arrière a été érigé dans les années 1980.

L'avant-corps a déjà été démoli et reconstruit sans autorisation. La nouvelle configuration est un volume orthogonal vitré aux meneaux en métal de couleur noire, plus haut d'environ 0,5 m que l'avant-corps démoli.

L'alcôve d'accès de l'agrandissement arrière sur la rue de la Montagne, qui permet dans sa forme actuelle de voir le mur arrière de pierre d'origine, est obturée d'un panneau vitré fixe. Une fenêtre est transformée en porte d'accès.

Des photos prises par le service d'inspection de l'arrondissement démontrent qu'une section de pierre d'origine d'environ 1 mètre de large de la façade avant existe toujours dans sa portion Est.

Élément particulier : Il est à noter que les travaux ont été réalisés sans permis.

Remarque importante : Ces travaux ont été autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'orientation des critères du Règlement d'urbanisme 01-282 est de mettre en valeur la façade d'origine du bâtiment victorien qui fut modifiée en 1977.

Considérant que : L'avant-corps camoufle une partie de la matérialité de grande qualité du bâtiment d'origine.

Considérant que : L'obturation de l'alcôve de la façade de la Montagne camoufle une partie de mur de pierre existant qui avait été laissé apparent à la construction de l'agrandissement arrière.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Dégager la portion de pierre d'origine du bâtiment dans la portion Est de la façade avant, afin de présenter et mettre en valeur cette caractéristique architecturale du bâtiment d'origine.**
- **Prévoir un retrait similaire au retrait existant à l'alcôve de la façade de la Montagne, afin d'exposer et mettre en valeur le mur de pierre de la façade arrière du bâtiment d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions. à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Demande de certificat d'autorisation d'enseignes commerciales - #3001477122
1400, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Les Designs Brilliant
Concepteur : Les Designs Brilliant
Investissements : S.o.

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Catherine Centre.





Description

La demande vise l'autorisation d'une enseigne non lumineuse en saillie à la façade commerciale d'un édifice de quatre étages datant de 1928, selon les registres de la ville.

L'enseigne mesure 0,75 mètres de large par 0.25 mètre de haut et présente l'inscription « Rudsak »

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282* ;

Considérant que : L'enseigne présente un message répété déjà présent aux auvents existants arborant la même inscription.

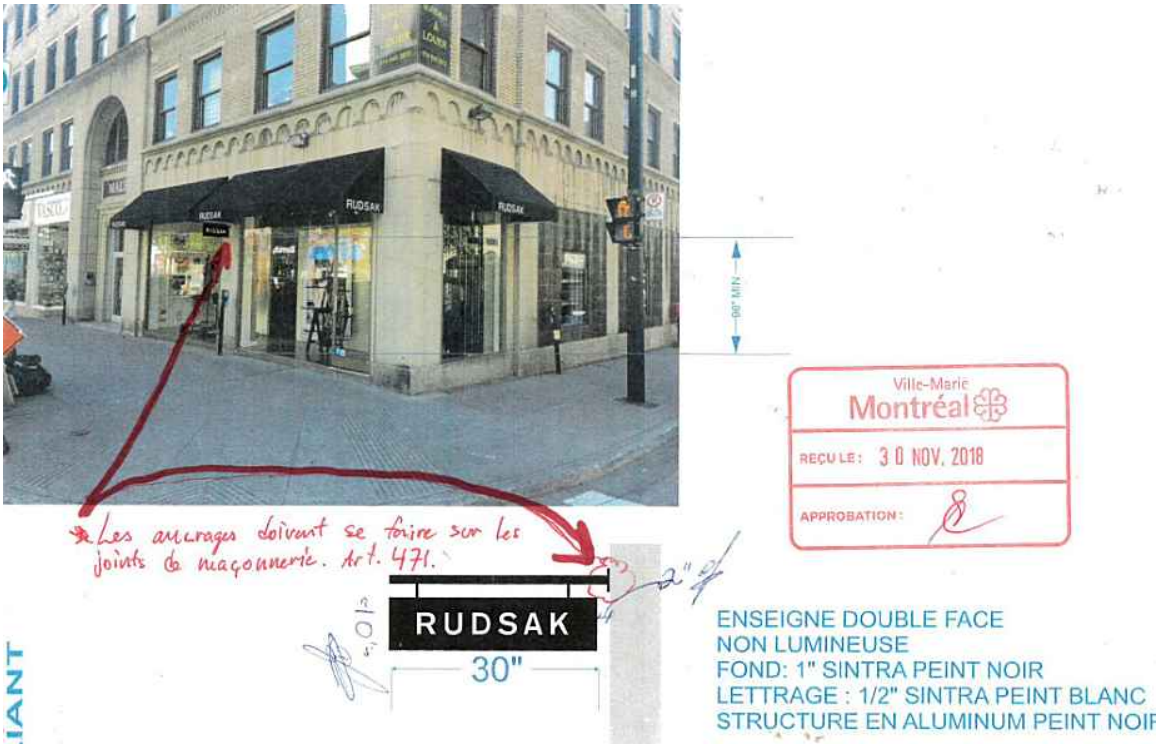
Recommandation

La Division de l'urbanisme recommande un avis favorable à l'égard de la demande, en se basant sur les plans reçus le 30 novembre 2018.

L'avis favorable est assorti des conditions suivantes :

- Retirer les inscriptions « Rudsak » existantes aux côtés des auvents, afin d'éviter la répétition du message;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour 10 janvier 2019



Proposition des demandeurs

1400, rue Sainte-Catherine Ouest





Photo 2017



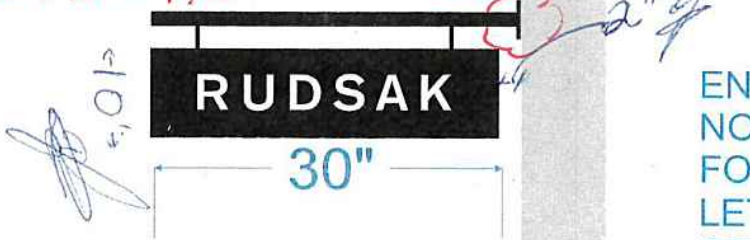
96" MIN

Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 30 NOV. 2018

APPROBATION :

*Les ancrages doivent se faire sur les joints de maçonnerie. Art. 471.



ENSEIGNE DOUBLE FACE
NON LUMINEUSE
FOND: 1" SINTRA PEINT NOIR
LETTRAGE : 1/2" SINTRA PEINT BLANC
STRUCTURE EN ALUMINUM PEINT NOIR

3001477122

LES DESIGNS BRILLIANT DESIGNS

DATE : SEPT 2018
CLIENT : RUDSAK
PROJET/PROJECT : 1400 STE-CATHERINE W.
DESIGNER : R.B.
DESSIN/DRAWING # : 663.3656RUDSAK
ECHELE/SCALE :
CONSULTAN :

AMI ZAIRI 514-574-0406

T 514.932.5100
F 514.932.0445

Avis: Ce dessin est la propriété exclusive de Les Designs Brillant Notice: This drawing is the exclusive property of Les Designs Brillant

110V 347V

RUDSAK

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
3001477122
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1400, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation d'une enseigne non lumineuse en saillie à la façade commerciale d'un édifice de quatre étages datant de 1928, selon les registres de la ville. L'enseigne mesure 0,75 m de large par 0,25 m de haut et présente l'inscription « Rudsak ».
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'enseigne présente un message répété déjà présent aux auvents existants arborant la même inscription.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer les inscriptions « Rudsak » existantes aux côtés des auvents, afin d'éviter la répétition du message.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Demande de permis de transformation - #3001343506
1500, avenue du Docteur-Penfield
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Brian Burrows, architecte
Concepteur : Brian Burrows, architecte
Investissements : 240,000$

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Centre-ville.

Aire de protection de la maison Charles-G-Greenshields





Décisions antérieures

- Résolution CA12 240647 du 6 novembre 2012 autorisant l'agrandissement du bâtiment situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield;
- Décision déléguée DB146347134 du 8 août 2014;
- Décision déléguée DB146347415 du 19 mars 2015 ;
- Décision déléguée DB161044027 du 25 aout 2016;
- Résolution CA18 240696 autorisant une case de stationnement supplémentaire – adoption de la 2e résolution.
-

Description

La demande consiste en la modification d'un projet résidentiel présenté au comité à plusieurs reprises depuis 2012, et vise la maison d'origine située dans la portion Nord du site.

Une construction hors toit ainsi qu'un garde-corps ont été érigés. La construction hors-toit est revêtue de parement métallique de couleur grise, alors que le garde-corps, qui semble être en aluminium assemblé mécaniquement, est localisé à moins de la distance préconisée au règlement (deux fois sa propre hauteur).

Des modifications à la composition de la façade Ouest ont également été exécutées sans autorisation : des ouvertures modifiées et une terrasse de dimensions réduites.

L'ensemble des travaux proposés sont déjà exécutés sur le site. Le projet doit être autorisé par la Division du Patrimoine de la ville de Montréal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, qui a émis un avis préliminaire défavorable à son égard.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : Les constructions hors-toit présentent un impact visuel négatif depuis la voie publique et ne sont pas intégrées aux autres constructions hors-toit existantes sur le bâtiment ;

Considérant que : Les modifications à la façade Ouest présentent un impact plutôt neutre sur l'architecture du bâtiment et restent peu visibles depuis la voie publique.

Recommandation

- Après avoir analysé les plans déposés le 28 novembre 2018, la Division de l'urbanisme recommande un avis **défavorable** pour le projet.

Thomas Fontaine
Architecte
Mise à jour 6 février 2019



Proposition des demandeurs, Brian Burrows, architecte

1500, avenue du Docteur-Penfield





Photo 2019



Photo 2019



LISTE DE DESSINS

PAGE	TITRE	ECHELLE
A–001	PAGE TITRE	AUCUNE
A–050	PLAN DE SITE	1/4" =1'–0"
A–090	PLAN DU SOUS–SOL	1/4" =1'–0"
A–100	PLAN DU REZ–DE–CHAUSSÉE	1/4" =1'–0"
A–102	PLAN DU 2E ÉTAGE	1/4" =1'–0"
A–103	PLAN DE TOIT	1/4" =1'–0"
A–300	ÉLÉVATION AVENUE DU DR PENFIELD	1/4" =1'–0"
A–301	ÉLÉVATION RUE SIMPSON	1/4" =1'–0"
A–302	ÉLÉVATION ARRIERE	1/4" =1'–0"

DESCRIPTION

BATIMENT SUJET AU C.C.Q. 2010.

USAGE GROUPE C

BATIMENT EXISTANT DU 1500 DrPenfield: CONSTRUCTION DE BOIS COMBUSTIBLE
AGRANDISSEMENT RECENT: CONSTRUCTION DE BOIS

HAUTEUR DE BÂTIMENT: 3 ÉTAGES

CONFORME À LA PARTIE 9.

LA CONSTRUCTION EXISTANTE EST COMBUSTIBLE.
L'AGRANDISSEMENT RECENT EST UNE CONSTRUCTION COMBUSTIBLE.

SÉPARATION COUPE–FEU D'AU MOINS 1H REQUIS POUR:
- PLANCHERS DES LOGEMENTS SITUÉS DIRECTEMENT AU DESSUS DES GARAGES
- MURS ET PLANCHERS ENTRES LOGEMENTS
- TOITS QUI SUPPORTENT UNE TERRASSE
- MURS ENTRE LE STATIONNEMENT ET LE LOGEMENT

LE BATIMENT SERA MUNI D'UN SYSTEME DE GICLEURS AUTOMATIQUES, UN RÉSEAU DE CANALISATION INCENDIE ET D'UN SYSTEME D'ALARME INCENDIE.

NOTES

EXAMINER LE CHANTIER ET PRENDRE LA RESPONSABILITE DE TOUTES LES CONDITIONS ET LIMITATIONS.

TOUS LES COMPOSANTES DE LA CONSTRUCTION, Y–COMPRIS LES TRAVAUX D'ELECTRICITE, DE MECANIQUE ET DE PLOMBERIE, TOUS LES MATERIAUX, ASSEMBLAGES, L'EXECUTION ET LES STANDARDS DE PERFORMANCE DOIVENT, AU MINIMUM, ETRE CONFORMES AUX EXIGENCES DES SECTIONS APPLICABLES DE LA PLUS RECENTE VERSION DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ET DE LE REGLEMENTATION MUNICIPALE.

FOURNIR ÉCHANTILLONS OU DESSINS D'ATELIER DES ASSEMBLAGES PREFABRIQUES OU FABRIQUES EN ATELIER POUR L'APPROBATION DE L'ARCHITECTE ET CONSULTANTS.

EXECUTER TOUS LES TRAVAUX ET INCLURE TOUTES LES COMPOSANTES NÉCESSAIRE AU PARACHEVEMENT COMPLET DE L'IMMEUBLE, PRET POUR L'OCCUPATION.

NETTOYER ET REMETTRE L'IMMEUBLE PROPRE.

TOUS LES DESSINS ET DEVIS DE FABRICATION D'ACIER DEVRONT ETRE SOUMIS A L'INGENIEUR EN STRUCTURE POUR APPROBATION.

TOUTES LES REFERENCE A LA STRUCTURE, A L'ELECTRICITE, A LA MECANIQUE OU A LA PLOMBERIE SONT POUR FINS DE COORDINATION SEULEMENT. SUIVRE LES PLANS ET DEVIS DES CONSULTANTS POUR LES DETAILS, DIMENSIONS, PROCEDURES ET AUTRES INFORMATIONS.

TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRES EXECUTES CONFORMEMENT AUX MEILLEURS REGLES DE L'ART PAR DES OUVRIERS QUALIFIES.

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR



1 / A–001 ELEVATION RUE SIMPSON
1/4"=1'–0"

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

PAGE TITRE

ARCHITECTE
BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

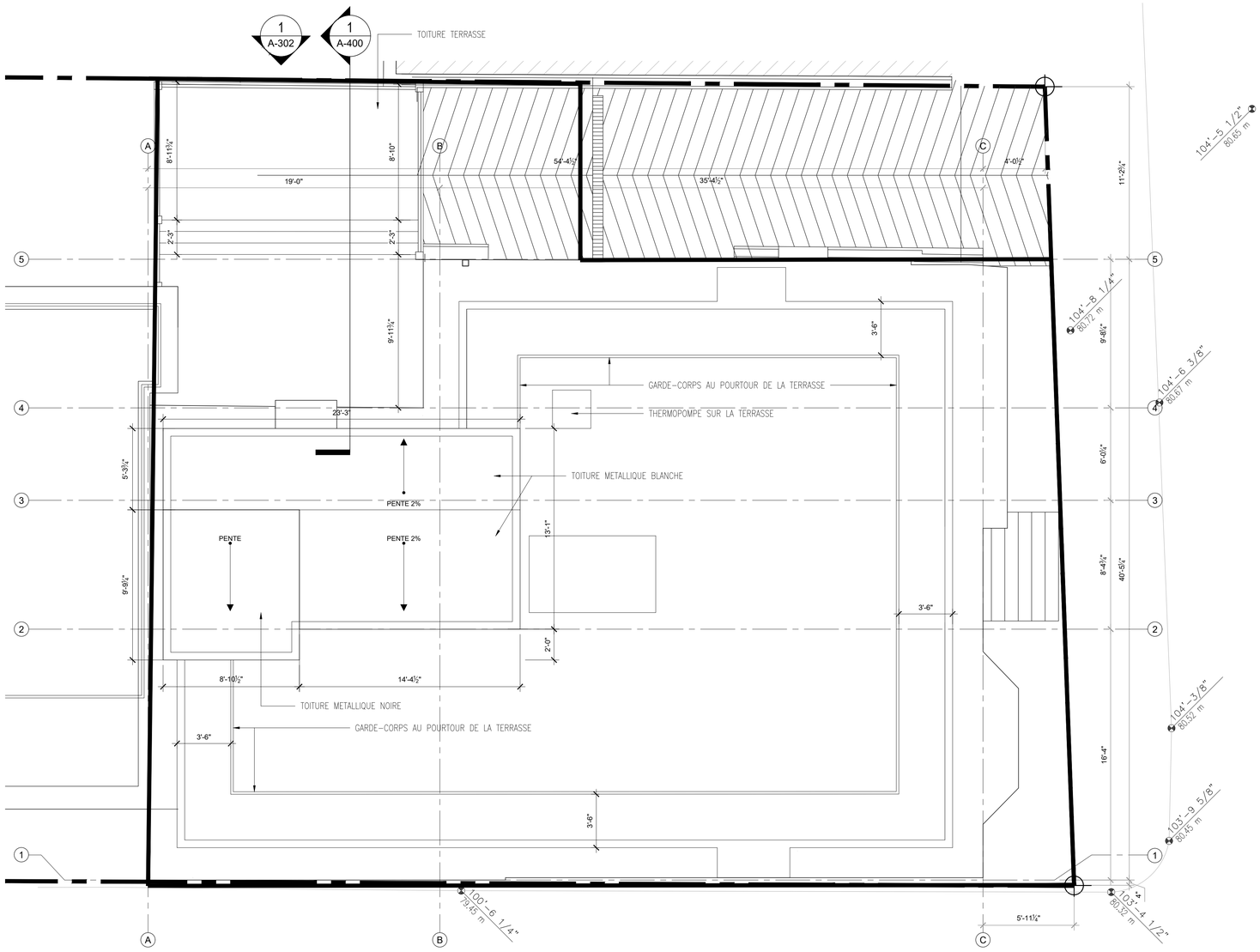
1442 SHERBROOKE O.,
SUITE 300 MONTREAL, QC
H3G 1K4

PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERFIE PAR
1/4" = 1'–0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

A–001



RUE SIMPSON

AVENUE DU DOCTEUR-PENFIELD

1 A-050 PLAN DE SITE
1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

PLAN DE SITE

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O.,
SUITE 300 MONTREAL, QC
H3G 1K4

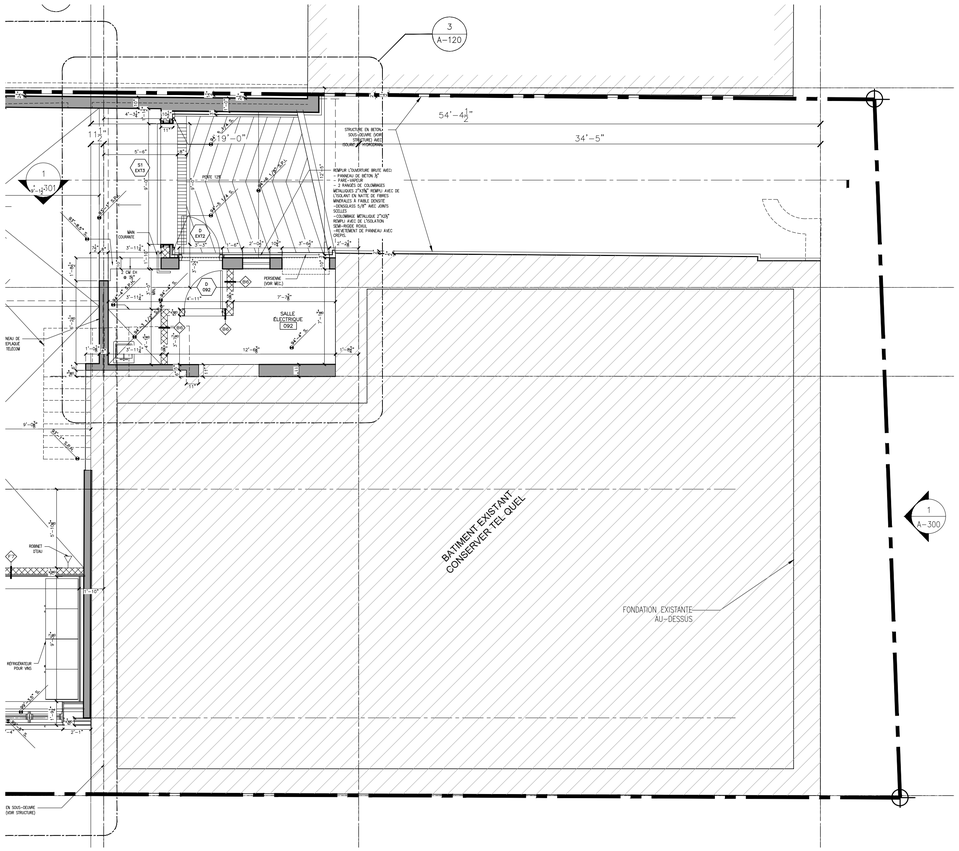
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
¼" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

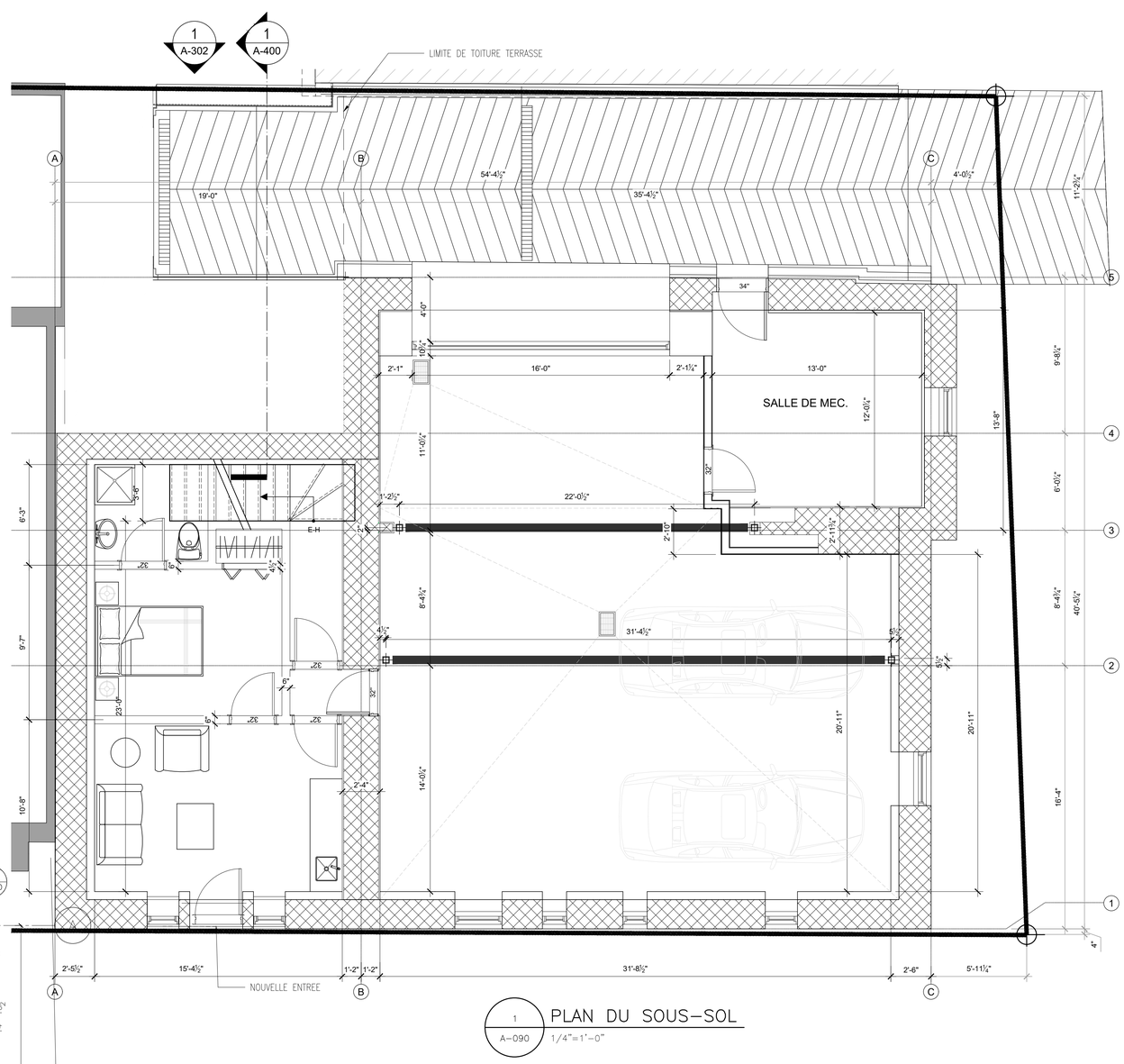
Ordre des architectes du Québec
BRIAN E. BURROWS ARCHITECT

A-050



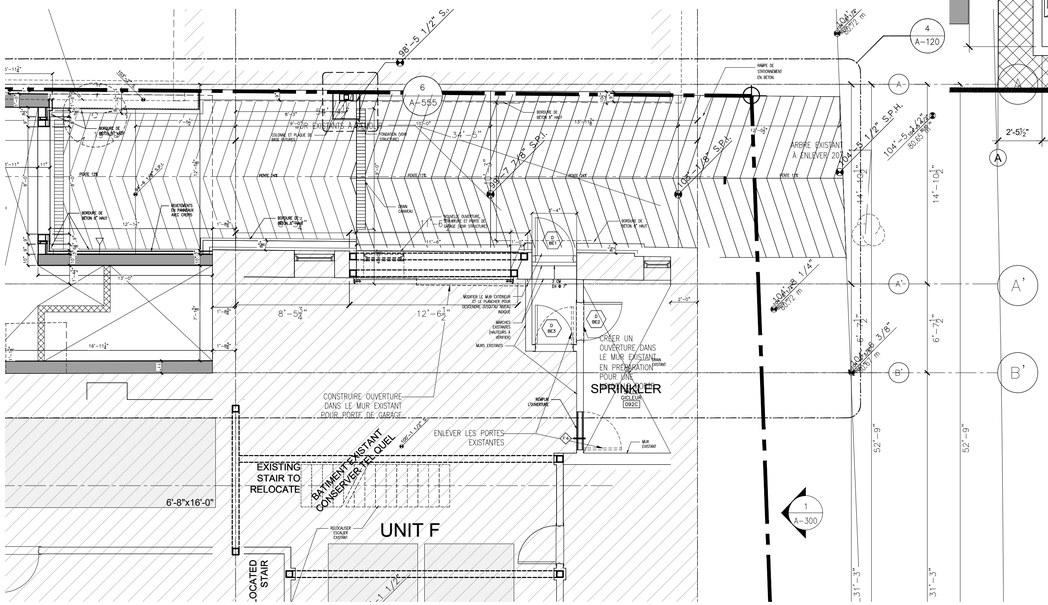
2 A-090 — PLAN DU SOUS-SOL – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"



1 A-090 — PLAN DU SOUS-SOL

1/4"=1'-0"



3 A-090 — PLAN DU SOUS-SOL / GARAGE – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

PLAN DU SOUS-SOL CONSTRUCTION

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O.,
SUITE 300 MONTREAL, QC
H3G 1K4

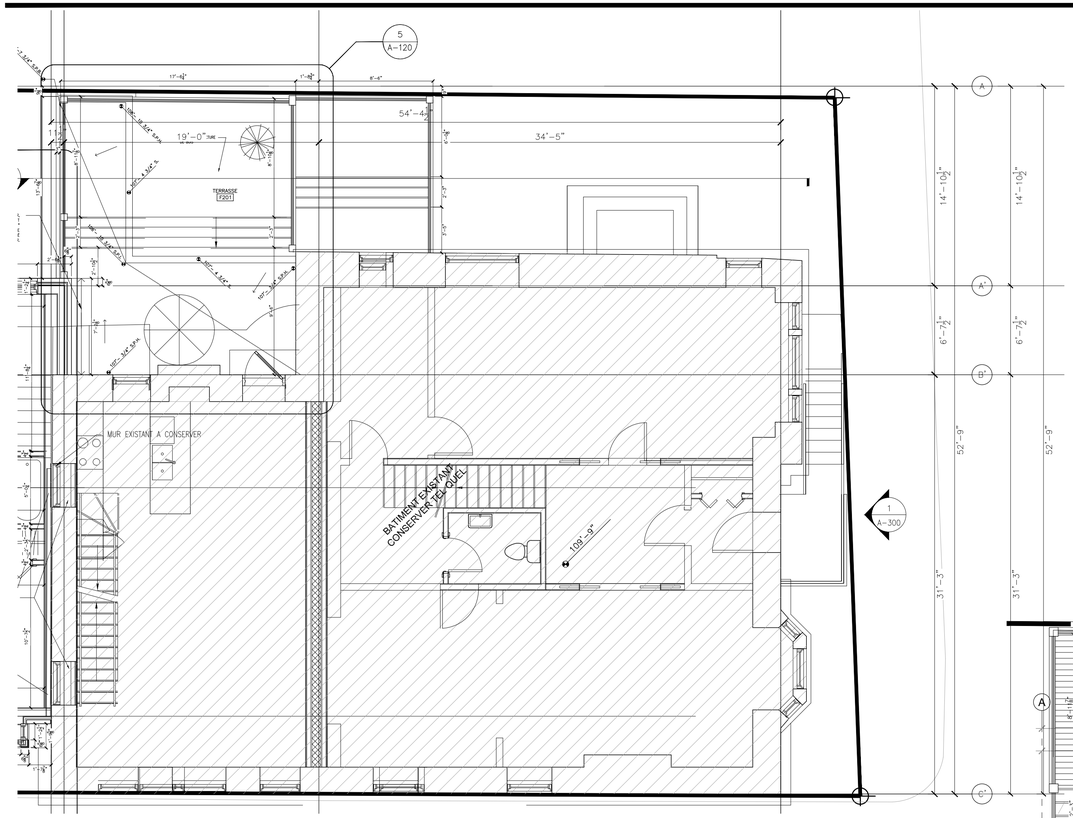
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
¼" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

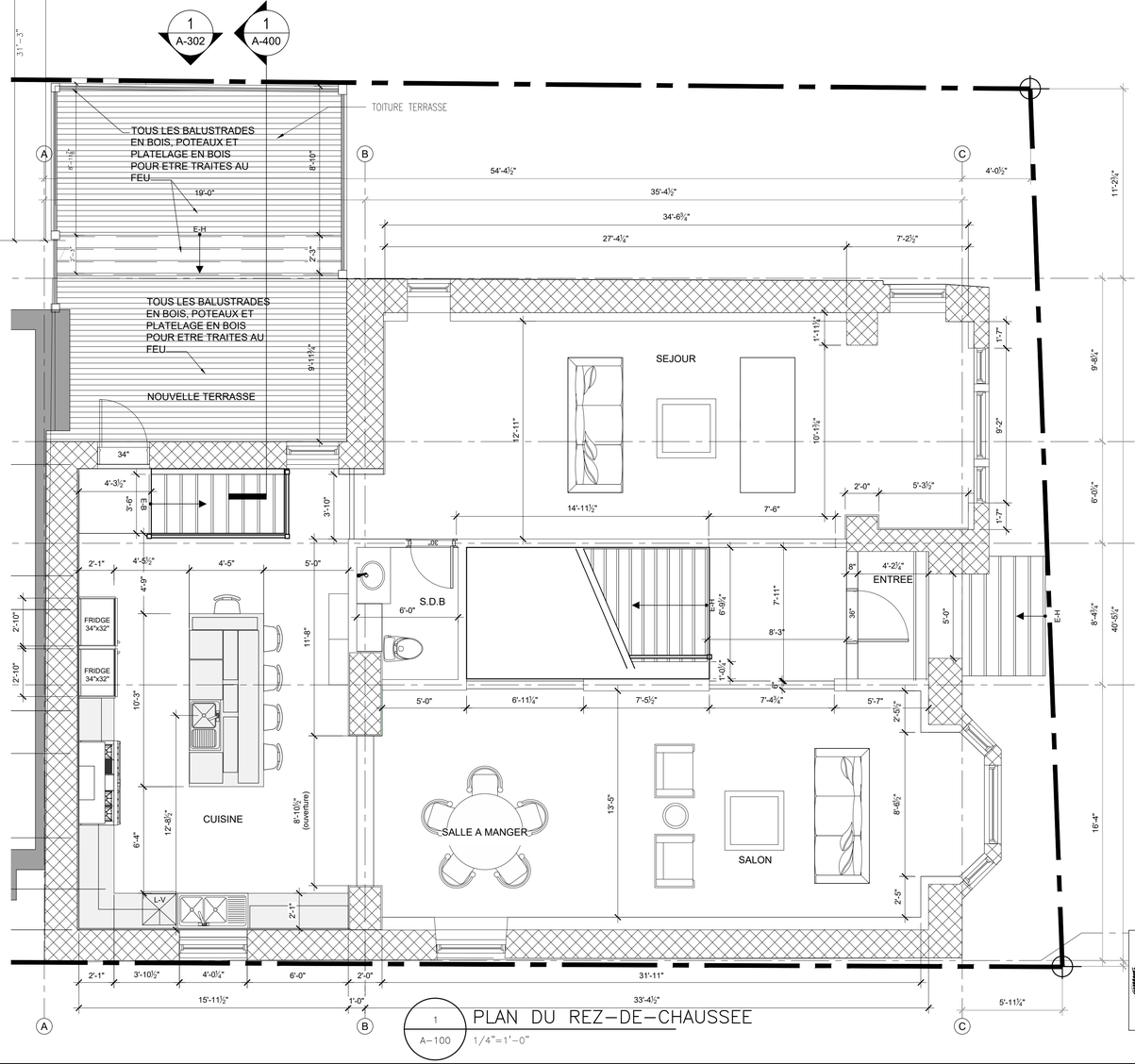
Ordre des architectes du Québec — BRIAN E. BURROWS ARCHITECT

A-090



1 A-100 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"



1 A-100 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE

1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

No	DATE	REVISION	PAR
20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE CONSTRUCTION

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

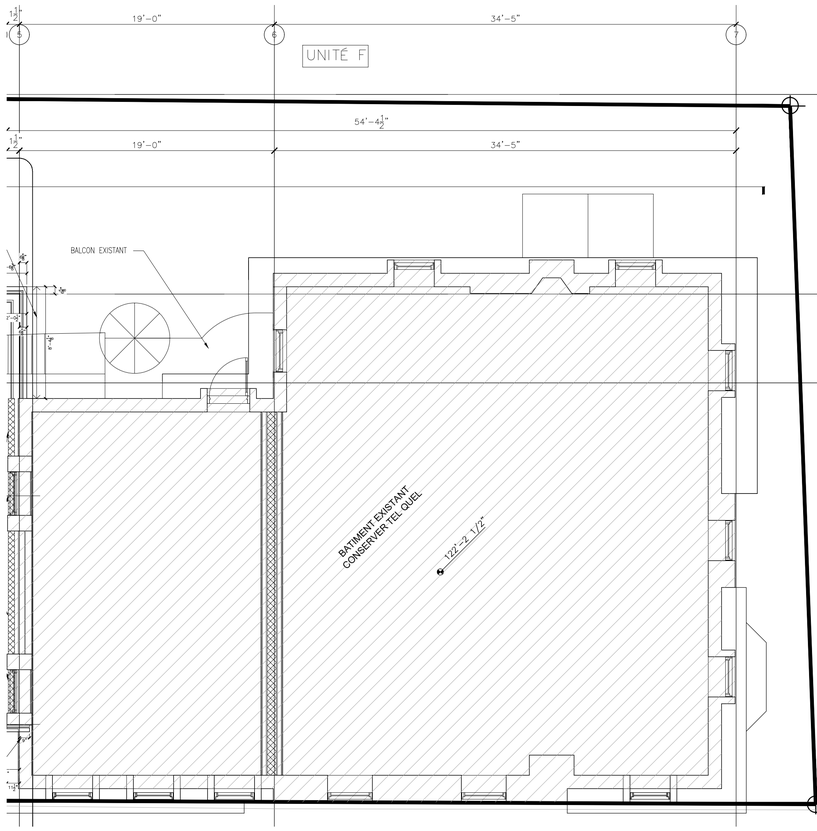
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
¼" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

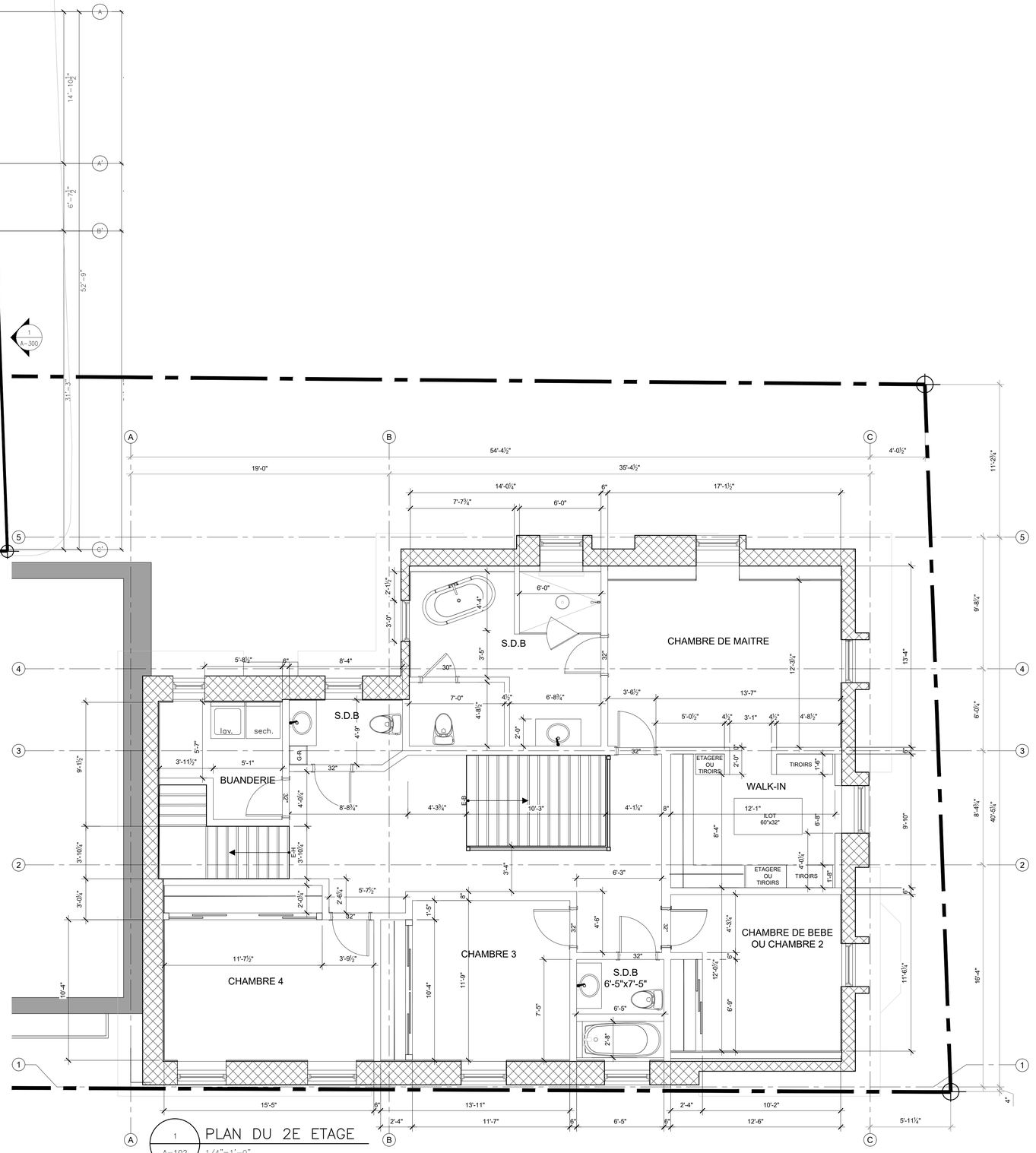
A-100

Ordre des architectes du Québec
BRIAN E. BURROWS ARCHITECT



2 A-102 PLAN DU 2E ETAGE – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"



1 A-102 PLAN DU 2E ETAGE

1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

PLAN DU 2E ETAGE
CONSTRUCTION

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

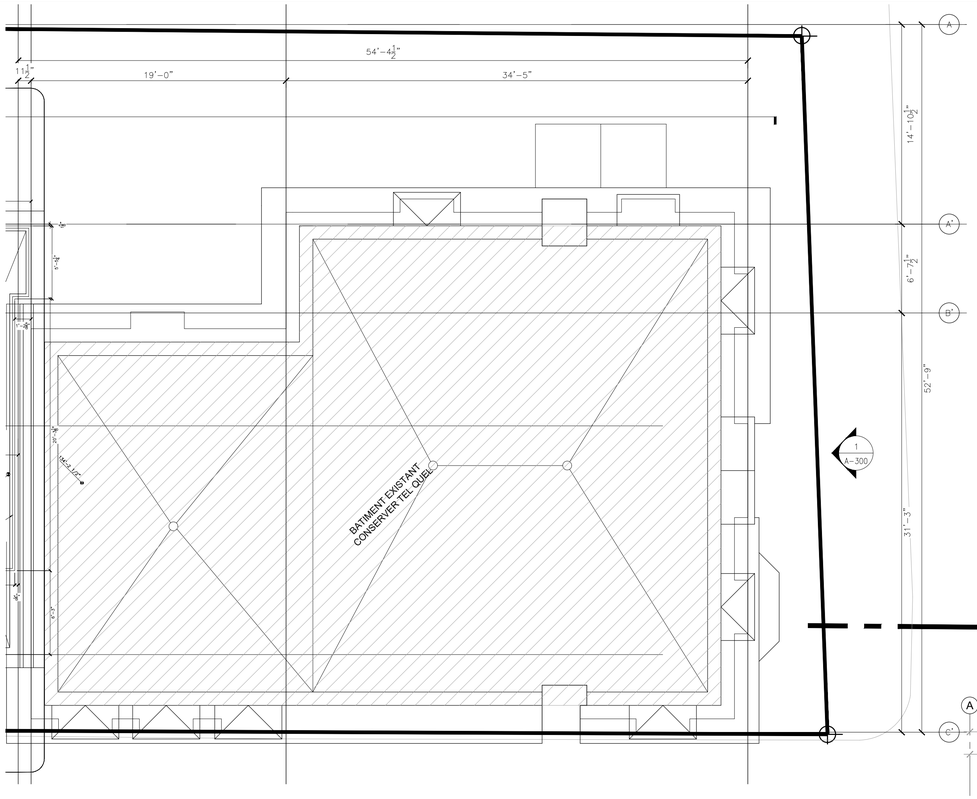
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
¼" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

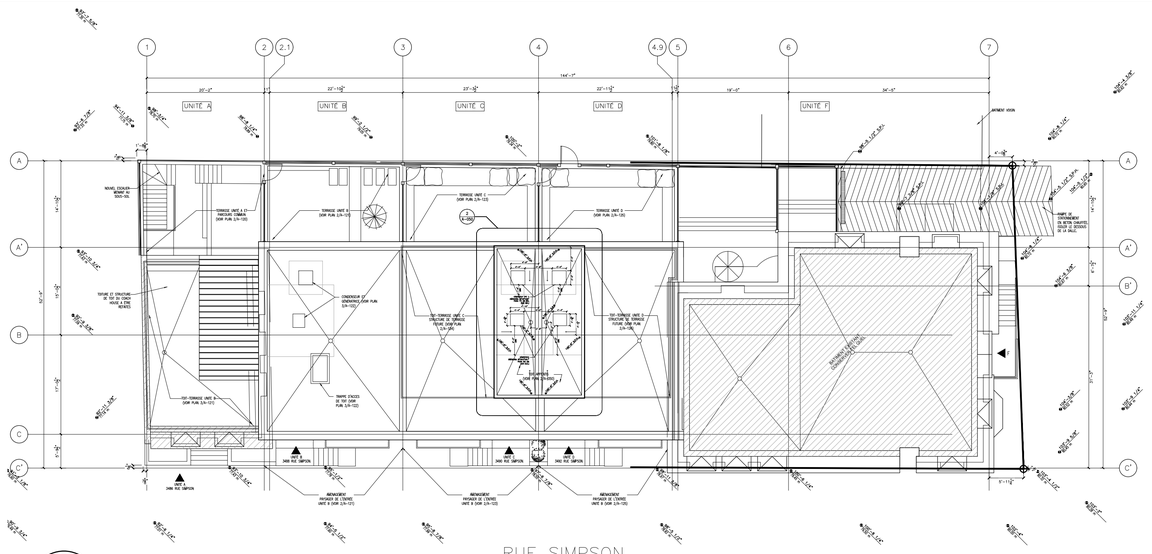
BRIAN E. BURROWS ARCHITECT — Ordre des architectes du Québec

A-102

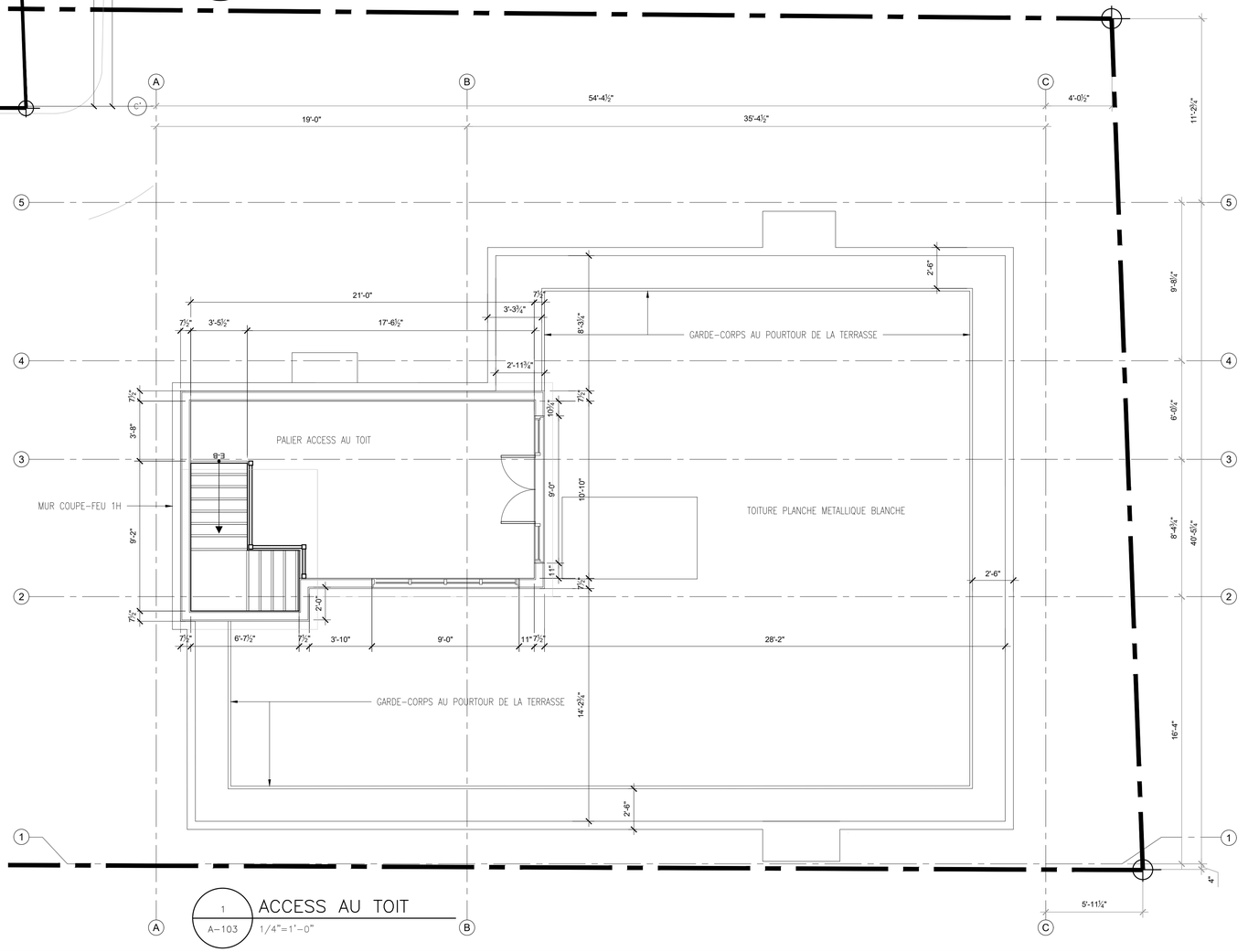


3
A-300

2 ACCESS AU TOIT – 2015-02-13 PERMIS
A-103 3/16"=1'-0"



3 PLAN DE SITE – 2015-02-13 PERMIS
A-103 N.T.S.



1 ACCESS AU TOIT
A-103 1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

ACCESS AU TOIT
PLAN DE TOIT
CONSTRUCTION

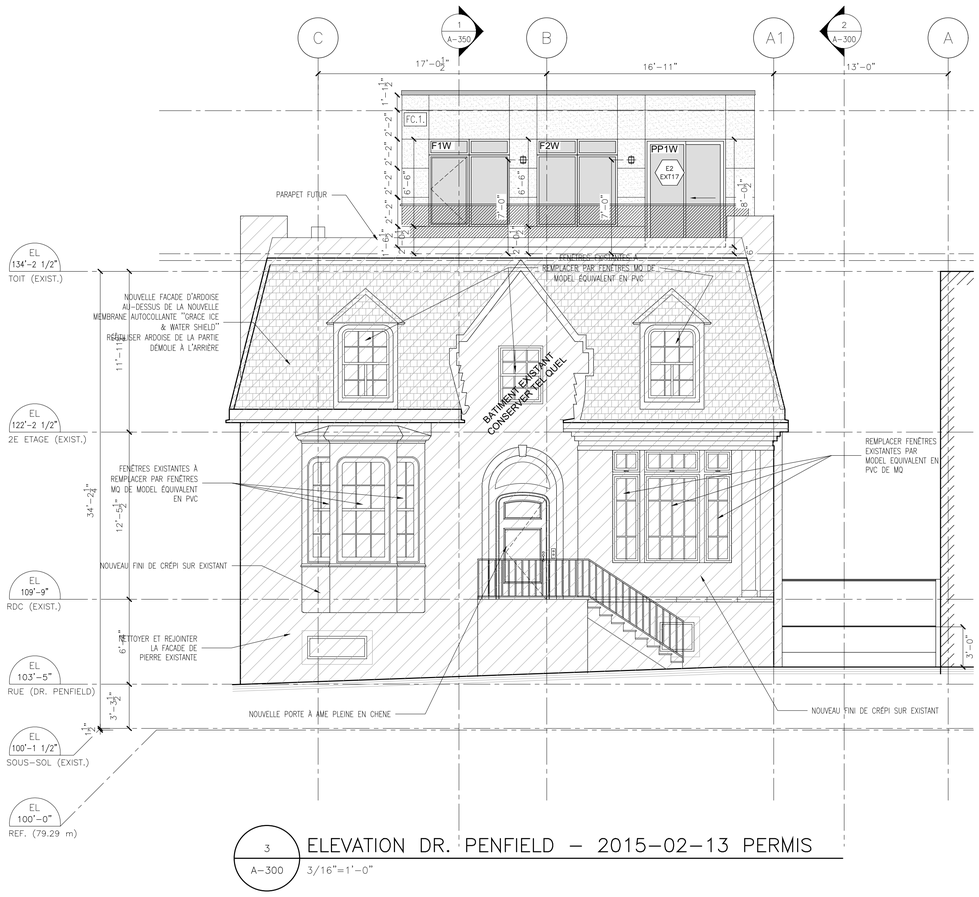
ARCHITECTE
BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX
1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
¼" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

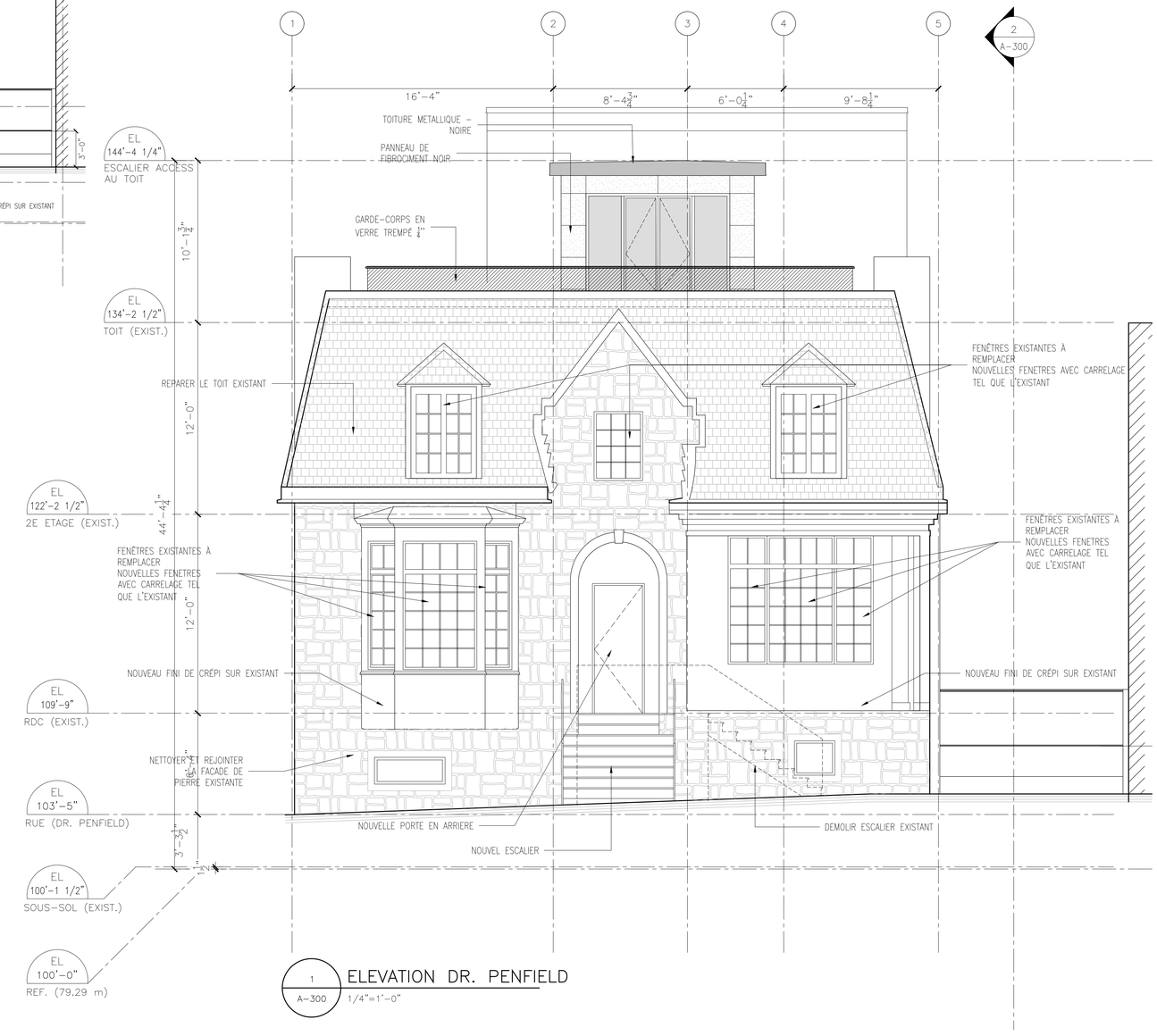
Ordre des architectes du Québec
BRIAN E. BURROWS ARCHITECT

A-103



3 A-300 ELEVATION DR. PENFIELD – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"



1 A-300 ELEVATION DR. PENFIELD

1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

No	DATE	REVISION	
20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

ELEVATION DR PENFIELD

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
1/4" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

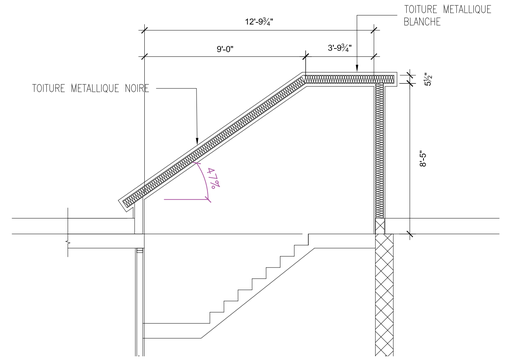
Ordre des architectes du Québec
BRIAN E. BURROWS ARCHITECT

A-300



3 / A-301 — ELEVATION RUE SIMPSON – 2015-02-13 PERMIS

3/16"=1'-0"



2 / A-301 — COUPE ESCALIER MEZZANINE

1/4"=1'-0"



1 / A-301 — ELEVATION RUE SIMPSON

1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK
No	DATE	REVISION	PAR

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

ELEVATION RUE SIMPSON

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

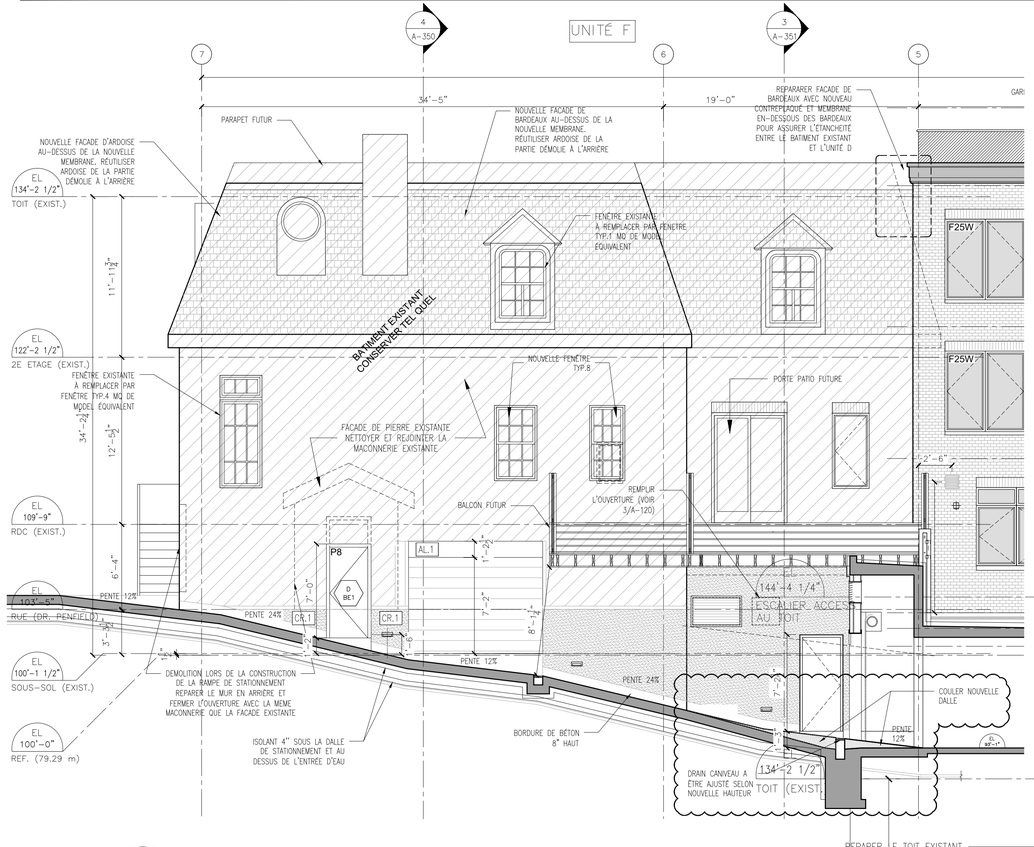
1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
⅛" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

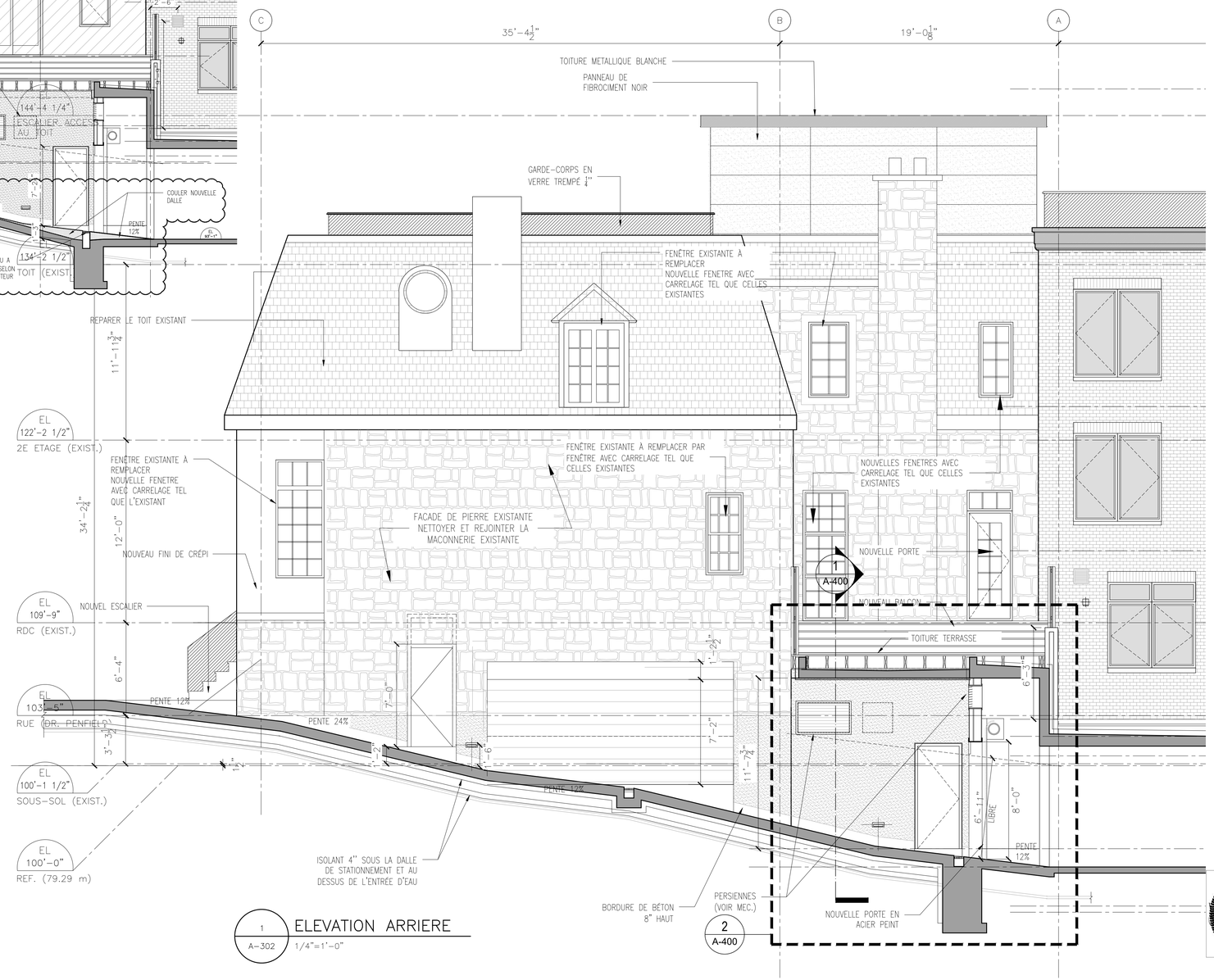
PAGE

A-301



1 / A-302 ELEVATION ARRIERE – 2015-02-13 PERMIS

1/4"=1'-0"



1 / A-302 ELEVATION ARRIERE

1/4"=1'-0"

NOTES:

- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

No	DATE	REVISION	PAR
20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK

PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

ELEVATION ARRIERE

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

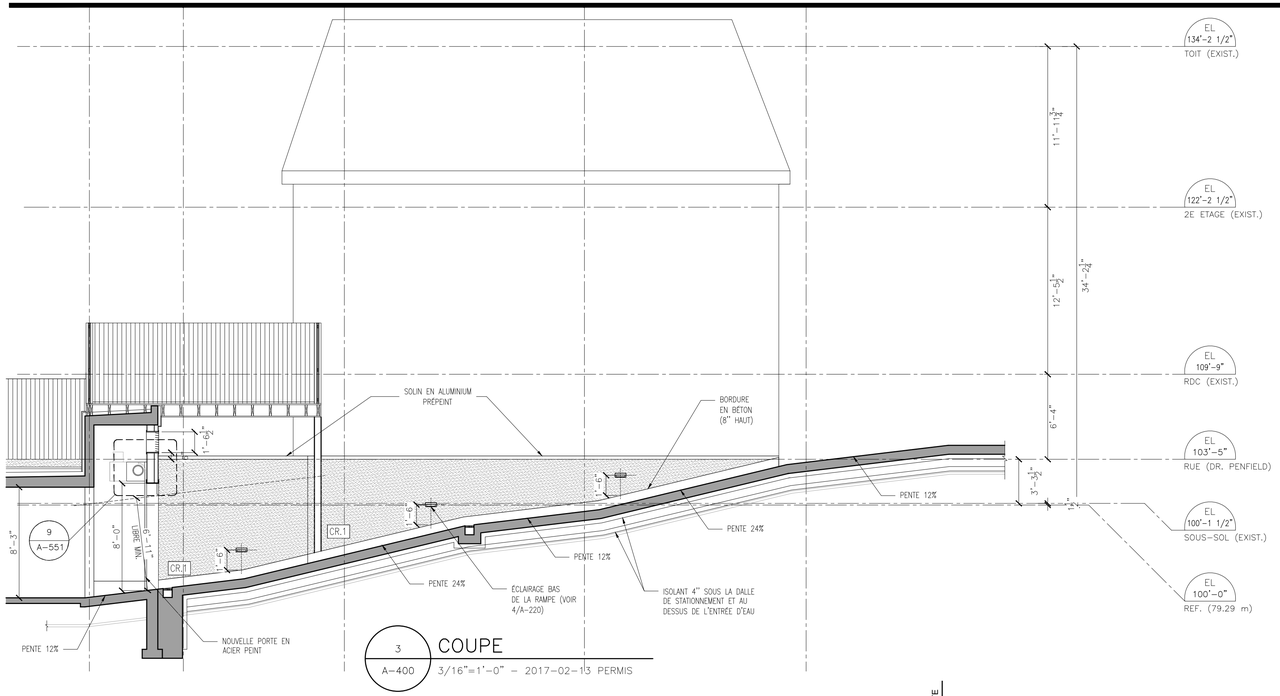
PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

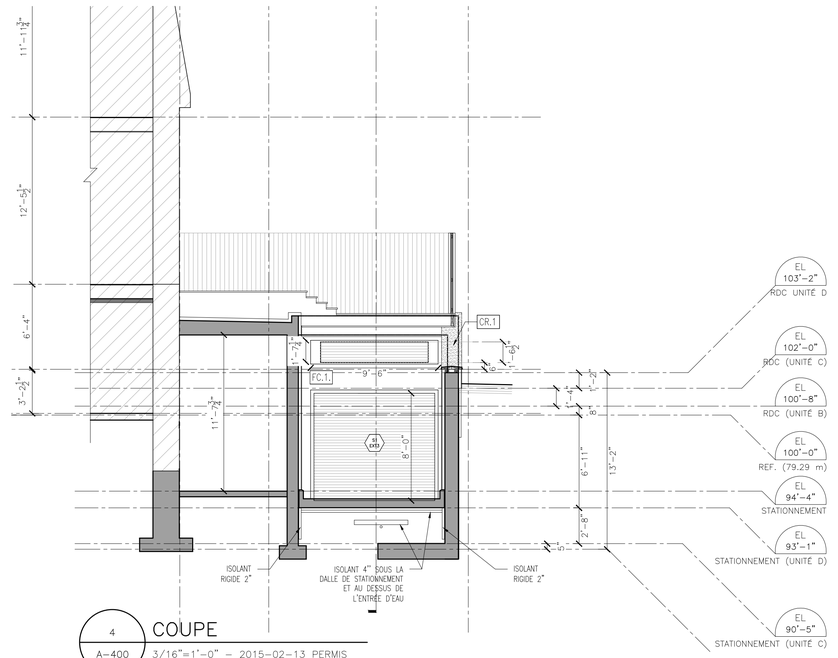
ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
1/4" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

Ordre des architectes du Québec — BRIAN E. BURROWS ARCHITECT

A-302





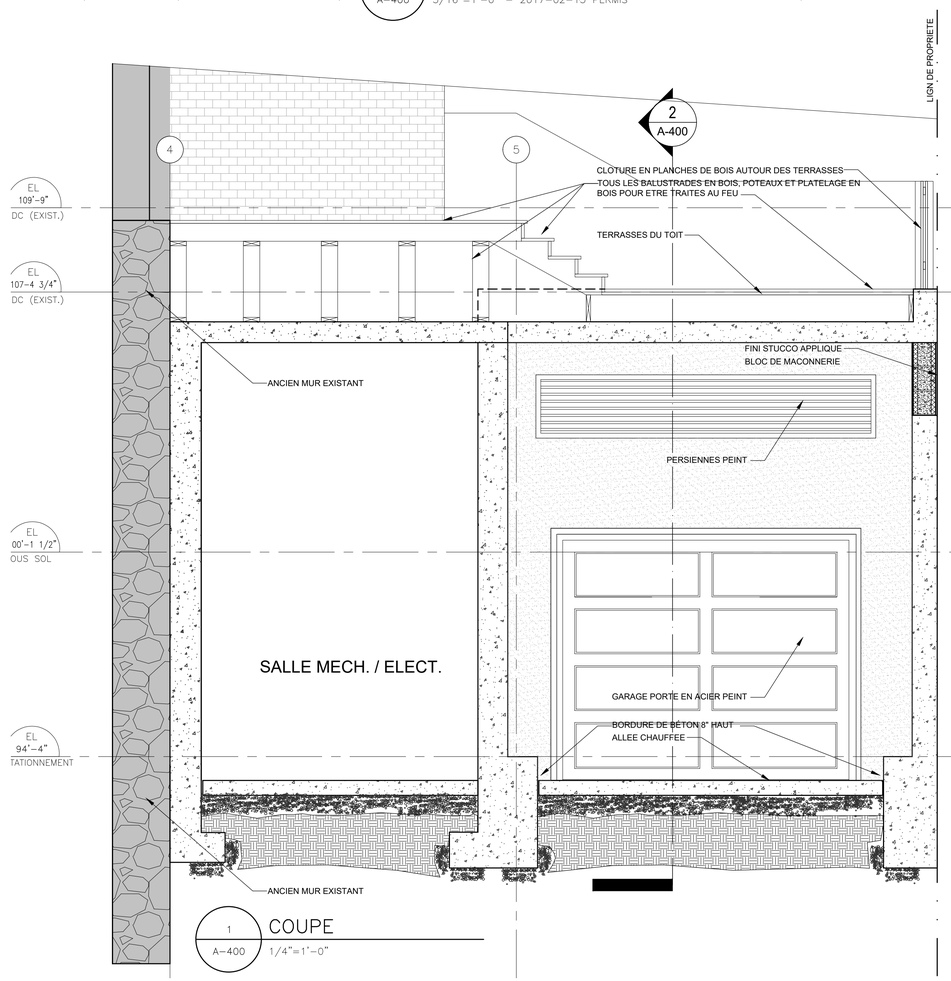
NOTES:

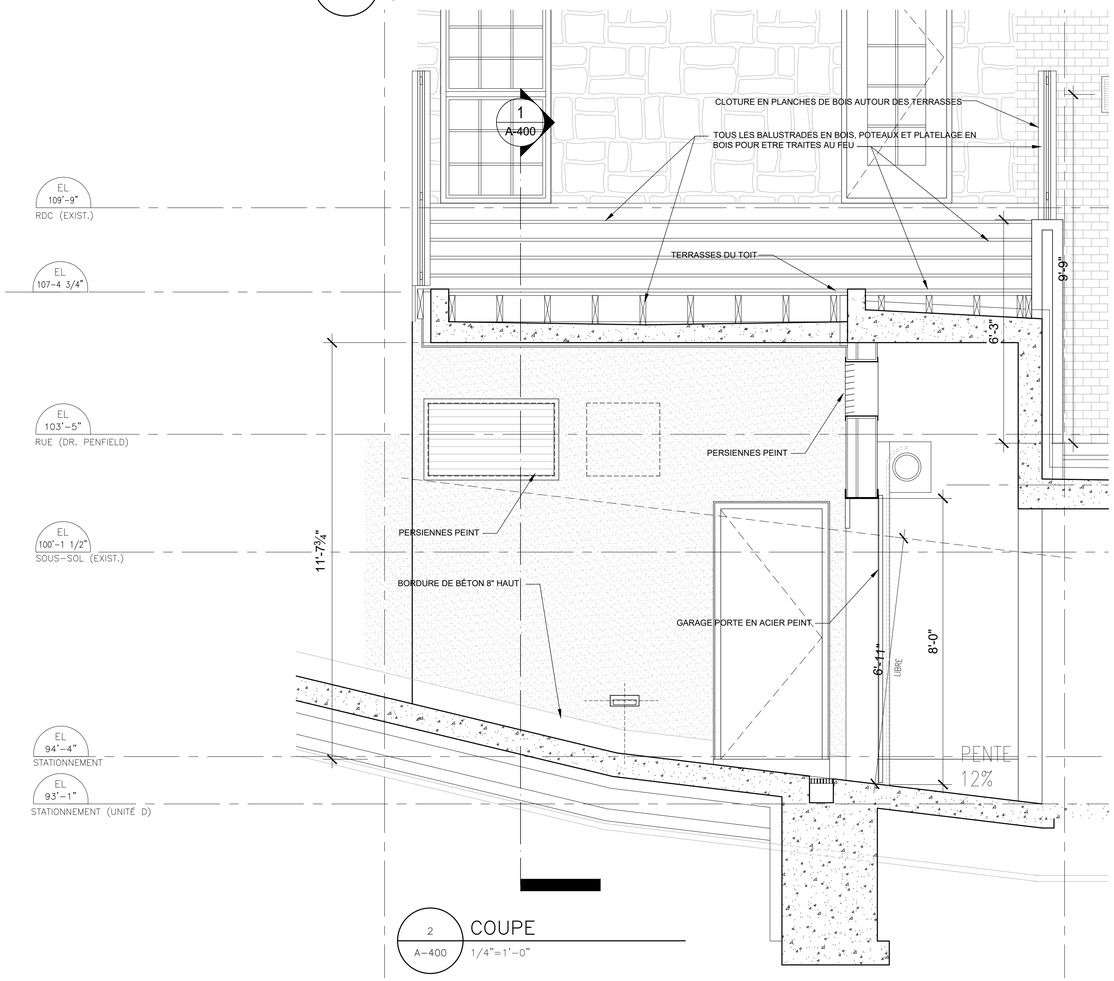
- NE PAS MESURER LES DESSINS.
- TOUTES DIMENSIONS ET CONDITIONS DOIVENT ETRE VERIFIEES SUR LE CHANTIER AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.
- AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OUBLIS OU DIFFERENCES DANS LES DESSINS ET EN AUCUN CAS NE PROCEDER DANS L'INCERTITUDE.
- CE DESSIN DOIT ETRE LU CONJOINTEMENT AVEC LE DEVIS ARCHITECTURALE ET LES NOTES GENERALES A LA PAGE A-001.
- VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE POUR TOUT QUI CONCERNE LA STRUCTURE.

- TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ETRE CONFORMES A LA PLUS RECENTE REVISION DU CODE NATIONAL DU BATIMENT.
- LE PROJECT DOIT ETRE EQUIPE DE GICLEURS EN CONFORMITE AVEC LES CODES EN VIGUEUR ET LES AUTORITES AYANT JURISDICTION.
- LA CONSTRUCTION DE L'EDIFICE ET LES SYSTEMES DOIVENT ETRE CONFORMES AU CODE ENERGETIQUE DU QUEBEC.
- LES INSTALLATIONS DE TOILETTES DEVRONT ETRE CONFORMES AU C.N.B., VERSION LA PLUS RECENTE.

EN PREPARATION

No	DATE	REVISION	PAR
20			
19			
18			
17			
16			
15			
14			
13			
12			
11			
10			
09			
08			
07			
06			
05	05.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
04	03.12.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
03	09.11.2018	RE EMIS POUR PERMIS	BB
02	14.09.2018	EMIS POUR PERMIS REVISE	BB
01	25.09.2017	EMIS POUR PERMIS	VK





PROJET

RESIDENCE AZBAR

1500 DR PENFIELD

MONTRÉAL QUEBEC

DESSIN

COUPE

ARCHITECTE

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442 SHERBROOKE O., SUITE 300 MONTREAL, QC H3G 1K4

PHONE: (514) 937-2444
FAX: (514) 937-9002
INFO@ARCHITEXGROUP.COM

ECHELLE	DESSINE PAR / VERIFIE PAR
1/4" = 1'-0"	VK / BB
DATE	FOLIO
Septembre 2017	1756

PAGE

A-400

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001343506
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1500, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à la modification d'un projet résidentiel présenté au comité à plusieurs reprises depuis 2012, et vise la maison d'origine située dans la portion nord du site. Une construction hors toit ainsi qu'un garde-corps ont été érigés. La construction hors toit est revêtue de parement métallique de couleur grise, alors que le garde-corps, qui semble être en aluminium assemblé mécaniquement, est localisé à moins de la distance préconisée au règlement (deux fois sa propre hauteur). Des modifications à la composition de la façade ouest ont également été exécutées : l'escalier avant, les ouvertures et une terrasse de dimensions réduites.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields. La Division du Patrimoine de la Ville de Montréal a émis un avis préliminaire défavorable à son égard.
Remarque importante :	Aux séances du 15 mai 2014, 22 janvier 2015 et 11 août 2016, le comité a émis un avis favorable avec conditions. CA12 240647 – 6 novembre 2012 – Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). CA19 240040 – 12 février 2019 - Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les constructions hors toit présentent un impact visuel négatif depuis la voie publique et ne sont pas intégrées aux autres constructions hors toit existantes sur le bâtiment.

Considérant que : Les modifications à la façade ouest présentent un impact plutôt neutre sur l'architecture du bâtiment et restent peu visibles depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la fermeture des rues Peel, Crescent et De la Gauchetière Est et édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des promotions commerciales et des événements promotionnels

D'autoriser, en vertu du règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'occupation du domaine public pour les promotions et événements identifiés au sommaire décisionnel ;
D'édicter, en vertu de paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xxx, autorisant la fermeture de la rue Peel entre la rue Sainte-Catherine Ouest et la rue du Square Dorchester, de la rue Crescent, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest et de la rue De La Gauchetière Est entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique ;

D'édicter, en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'ordonnance 01-282, o. xxx, autorisant l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire pour les promotions et événements identifiés au sommaire décisionnel ;

D'édicter, en vertu de l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1), l'ordonnance P-1, o. xxx relative aux événements « Festival Montréal en arts» « Beat the street Édition 2019 Crescent » et « Festival Villa Paradizo» ;

D'édicter, en vertu sur le règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xxx, autorisant la diffusion amplifiée de musique d'ambiance pour les événements Formule Peel, Jeux urbains, Ventes trottoir du Quartier chinois et Mtl en Arts ;

D'édicter, en vertu sur le règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xxx, autorisant la diffusion amplifiée de musique sur scène pour le Festival du Grand Prix sur la rue Crescent.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 09:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190318012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la fermeture des rues Peel, Crescent et De la Gauchetière Est et édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des promotions commerciales et des événements promotionnels

CONTENU

CONTEXTE

La tenue de promotions commerciales est une pratique qui permet à la fois d'offrir une expérience urbaine unique et de contribuer à la vitalité des rues commerçantes et des grandes artères commerciales montréalaises. À cet effet, en vertu du Règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'arrondissement de Ville-Marie autorise la tenue de promotions commerciales et d'événements promotionnels sur son territoire et édicte les règles applicables à ces événements de nature commerciale sur le domaine public.
Ce conseil a, à son assemblée du 9 avril 2019, approuvé la fermeture de certaines rues et autorisé la tenue de quinze promotions commerciales en adoptant le calendrier des promotions à se tenir au cours de l'année ainsi que les ordonnances nécessaires à leur tenue (CA19 240192). Il s'agit, par la présente, d'approuver les ajouts suivants :

- d'autoriser l'événement Formule Peel à étendre ses activités au sud de la rue Sainte-Catherine et de fermer ce segment de rue à la circulation jusqu'à la rue du Square Dorchester entre le 5 et le 10 juin;
- d'édicter les ordonnances qui permettront l'occupation et l'animation du domaine public pour permettre à l'événement de se tenir sur ce segment de la rue;
- d'autoriser la tenue de l'événement Jeux urbains - XP et la fermeture de la rue Crescent entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve pour l'occasion, le 13 juin et le 14 juin, de xx à yy heure
- d'édicter les ordonnances qui permettront l'occupation et l'animation du domaine public pour permettre à l'événement de se tenir sur ce segment de la rue;
- d'autoriser la vente-trottoir du Quartier chinois à étendre ses activités sur la rue De La Gauchetière à l'est du boulevard Saint-Laurent;
- d'édicter les ordonnances qui permettront l'occupation et l'animation du domaine public pour permettre à la promotion commerciale de se tenir sur ce segment additionnel de la rue;
- et d'édicter un certain nombre d'ordonnances additionnelles s'appliquant à des promotions commerciales approuvées le 9 avril dernier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240192 - 9 avril 2019 - Autoriser, en vertu du règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'occupation du domaine public, la fermeture de certaines rues et édicter les ordonnances nécessaires afin de permettre aux associations de commerçants et aux sociétés de développement commercial (SDC) de réaliser le calendrier 2019 des promotions commerciales ;
CE18 2006 - 5 décembre 2018 : Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire alloués au PRAM-Sainte-Catherine - Volet réalisation d'activités et de projets mobilisateurs, en 2018, 2021 et 2022 / Autoriser un virement budgétaire de 2,1 M $ à l'arrondissement de Ville-Marie, entre 2018 et 2022, pour le déploiement d'un projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest.

CA18 240216 - 10 avril 2018 - Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2018 ;

CA 18 240132 - 13 mars 2018 - Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282 o. 198 autorisant l'affichage promotionnel et publicitaire des événements et promotions commerciales pour l'année 2018 ;

CA17 240223 - 11 avril 2017 - Autoriser la fermeture de certaines rues et l'occupation du domaine public, et édicter les ordonnances nécessaires pour la tenue des promotions commerciales organisées par les Sociétés de développement commercial et diverses associations de commerçants au courant de l'année 2017.

DESCRIPTION

À la suite de l'adoption du calendrier des promotions commerciales et des événements promotionnels autorisés par le Règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) (CA19 240192), des ajustements à l'occupation du domaine public et à la programmation nécessitent des ordonnances additionnelles. Il s'agit donc, par la présente, d'approuver les demandes / modifications apparaissant au tableau ci-après et d'édicter les ordonnances applicables.

ÉVÉNEMENT	MODIFICATION / AJOUT	SEGMENT DE RUE	DATES	HEURES
Formule Peel	Prolonger la zone d'animation au sud de la rue Sainte-Catherine Ordonnance c-4.1, o. xxx autorisant la fermeture à la circulation Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (musique d'ambiance) Ordonnance 01-282 o xxx sur l'affichage promo et publicitaire Ordonnance sur la vente et la distribution d'échantillons	Peel, entre les rues Sainte-Catherine O. et du Square Dorchester Idem Idem Idem	5 au 9 juin Idem Idem Idem	5 juin - 22:00 au 9 juin - 16:00 Idem 11:00 à 23:00 --- 10:00 à 23:00
Beat the street Édition 2019 Crescent	Autoriser la tenue de l'événement sur la rue Crescent Ordonnance c-4.1, o. xxx autorisant la fermeture à	De Sainte-Catherine à De Maisonneuve Idem	13 ou 14 juin 12 au 14 ou du 13 au 15 juin	De 14:00 à 23:59 De 21:00 (12 ou 13 juin) à 8:00 (14 ou

	la circulation Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (musique d'ambiance) Ordonnance 01-282 o xxx sur l'affichage promo et publicitaire		13 ou 14 juin	15 juin) De 14:00 à 23:59 Du 12 juin, 21:00 au 15 juin 8:00
Festival Grand Prix sur Crescent	Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (spectacle sur scène)	Rue Crescent entre Sainte-Catherine O.et De Maisonneuve O.	5 au 8 juin	11:00 à 23:00
Villa Paradizo (rue Crescent)	Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (spectacle sur scène)	Rue Crescent entre Sainte-Catherine O.et De Maisonneuve O.	13 et 14 septembre	11:00 à 23:00
Ventes trottoir du Quartier chinois	Prolonger la zone d'animation - fermer la rue, côté est Ordonnance c-4.1, o. xxx autorisant la fermeture à la circulation Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (musique d'ambiance) Ordonnance sur la vente et la distribution d'échantillons	De la Gauchetière entre Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique --- --- Rue De la Gauchetière entre les rues Saint-Dominique et Côté Idem Idem Idem	20 au 25 juin 17 au 22 juillet 14 au 19 août 20 au 24 juin 17 au 21 juillet Idem Idem	20 juin - 6:00 au 25 juin - 6:00 17 juillet - 6:00 au 22 juillet - 6:00 14 août - 6:00 au 19 août - 6:00 11:00 à 23:00 11:00 à 23:00 --- 10:00 à 23:00
Fête nationale au Quartier latin	Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (spectacle sur scène)			
Festival Montréal en Arts	Ordonnance B-3, o. xxx sur le bruit (musique d'ambiance) Ordonnance 01-282 o xxx sur l'affichage promo et publicitaire Ordonnance sur la vente et la distribution d'échantillons Ordonnance autorisant la peinture sur la chaussée	Rue Sainte-Catherine Est, entre Saint-Hubert et Papineau Idem Idem Idem	26 juin au 1 juillet Idem Idem Idem	11:00 à 23:00 --- 10:00 à 23:00 ---

En respect des conditions édictées au règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales, les organisateurs de ces événements sont avisés de leurs obligations en matière d'activités autorisées sur le domaine public.

JUSTIFICATION

Prisées par les membres des associations pour leur contribution à la visibilité et aux revenus de leur établissement, ces promotions contribuent au dynamisme des rues commerçantes de Ville-Marie et à son offre expérientielle. La plupart de ces événements et ces promotions comptent sur des sources financières autres que le soutien financier de l'arrondissement.

Les établissements d'affaires riverains et des commanditaires constituent une source de revenus importante. À cet effet, l'autorisation de fermer les rues, d'occuper le domaine public et l'adoption d'ordonnances contribuent au pouvoir d'attraction de ces rues commerçantes et en fait des composantes importantes du milieu de vie de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En vertu du règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), les permis d'occupation du domaine public sont émis sans frais, la coordination avec tous les services internes et externes est assurée par la DAUSE et un soutien logistique est offert par la Direction des travaux publics, dans la mesure de la disponibilité des équipements (barrières Mills, tables à pique-nique, poubelles, etc.). Seuls les déplacements d'équipements par Stationnement de Montréal et les services de nature électrique sur le mobilier urbain sont facturés aux associations et à leurs promoteurs associés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur les promotions commerciales édicte certaines règles en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles lors des promotions commerciales. Ainsi, le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets, des matières recyclables et, si possible, des matières organiques. La saine gestion des matières résiduelles lors des promotions commerciales permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du *Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020* qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture des rues et la tenue d'activités d'animation dans le cadre des promotions commerciales nécessitent une coordination étroite de divers services de l'arrondissement, de la Ville de Montréal et de partenaires externes. Notamment en raison des impacts sur la circulation et la sécurité civile. La coordination avec les services internes et externes se fait en continu pour chacun de ces événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement inscrit les grands événements promotionnels et commerciaux dans les divers outils de communication qu'il déploie. Les associations et les SDC responsables de leur propre promotion assurent la grande part de responsabilité dans la communication relative aux promotions commerciales. Par contre, en vertu des dispositions de l'article 14,1 du règlement sur les promotions commerciales, la fermeture d'une rue à des fins d'une promotion commerciale doit être annoncée dans le périmètre affecté. Dix jours avant le début de chaque événement promotionnel, les associations, les SDC ou leurs mandataires sont tenus d'installer des panneaux à cette fin. Cette règle est rigoureusement appliquée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la diffusion musicale d'ambiance amplifiée sur le site de différentes promotions commerciales et événements promotionnels à se tenir dans Ville-Marie en 2019**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la diffusion de musique amplifiée, à des fins d'ambiance, est permise sur le domaine public ainsi que sur les terrasses des établissements entre 11:00 et 23:00, sur les tronçons et aux seules dates apparaissant au tableau de l'ANNEXE A.

2. Que le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 95 dBC, LAeq 1 minute, mesuré à 5 m des appareils sonores en tout temps

3. Que cette dérogation au règlement sur le bruit ne prévaut qu'aux dates pour lesquelles un permis a été émis par l'arrondissement en vertu du Règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) et se limite à la musique d'ambiance. La tenue d'un concert ou d'un spectacle sur scène en est exclue.

4. Que l'utilisation de mégaphones est prohibée à des fins de diffusion de musique.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318012) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE A
SECTEURS D'APPLICABILITÉ

Promoteur	Événements	Dates	Rue	Segment(s)
Association des marchands de la rue Peel	Formule Peel	6 au 9 juin 2019	Rue Peel	De la rue du Square Dorchester à la rue Sherbrooke Ouest
Expérience Centre-Ville	Beat the street Édition 2019 Crescent	13 et 14 juin 2019	Rue Crescent	De Maisonneuve Ouest et Sainte-Catherine Ouest
Chambre de commerce chinoise de Montréal	Vente trottoir de juin	20 au 24 juin 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté
	Vente trottoir de juillet	17 au 21 juillet 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté
	Vente trottoir d'août	14 au 18 août 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté
Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC)	Festival Montréal en Arts	26 juin au 1 juillet 2019	Rue Sainte-Catherine Est	Entre Saint-Hubert et Papineau
Association des marchands de la rue Crescent	Festival Villa Paradizo	13 et 14 septembre 2019	Rue Crescent	Entre Sainte-Catherine Ouest et De Maisonneuve Ouest

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la diffusion musicale d'ambiance amplifiée sur le site de différentes promotions commerciales et événements promotionnels à se tenir dans Ville-Marie en 2019**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Que la diffusion de musique amplifiée, à des fins d'ambiance, est permise sur le domaine public ainsi que sur les terrasses des établissements entre 11:00 et 23:00, sur les tronçons et aux seules dates apparaissant au tableau de l'ANNEXE A.

2. Que le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 95 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 5 m des appareils sonores en tout temps.

3. Que le niveau de pression acoustique maximal autorisé jusqu'à 90 dBA et 110 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 35 m des appareils sonores selon la programmation de l'événement.

4. Que cette dérogation au règlement sur le bruit ne prévaut qu'aux dates pour lesquelles un permis a été émis par l'arrondissement en vertu du Règlement CA-24-301 modifiant le règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) et se limite à la musique d'ambiance. La tenue d'un concert ou d'un spectacle sur scène en est exclue.

5. Que l'utilisation de mégaphones est prohibée à des fins de diffusion de musique.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318012) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE A
SECTEURS D'APPLICABILITÉ

de 75 dBA et 95 dBC

Promoteur	Événements	Dates	Rue	Segment(s)
Chambre de commerce chinoise de Montréal	Vente trottoir de juin	20 au 24 juin 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté
	Vente trottoir de juillet	17 au 21 juillet 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté
	Vente trottoir d'août	14 au 18 août 2019	Rue De la Gauchetière	Entre St-Dominique et Côté

jusqu'à 90 dBA et 110 dBC

Promoteur	Événements	Dates	Rue	Segment(s)
Association des marchands de la rue Peel	Formule Peel	6 au 9 juin 2019	Rue Peel	De la rue du Square Dorchester à la rue Sherbrooke Ouest
Société de développement social du Quartier Latin	Fête nationale du Quartier Latin	24 juin	Rue Émery	Entre Sanguinet et Savoie
Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC)	Festival Montréal en Arts	26 juin au 1 juillet 2019	Rue Sainte-Catherine Est	Entre Saint-Hubert et Papineau
Société de développement social du Quartier Latin	OUMF	4 au 7 septembre	Rue St-Denis Rue Émery Rue Borduas Ruelle Joly Place Pasteur	Entre Sherbrooke Ouest à De Maisonneuve Entre Sanguinet et Savoie Entre St-Denis et Savoie
Société de développement social du Quartier Latin	Noël dans le Quartier Latin	29 novembre au 1er janvier 2020	Rue St-Denis Rue Émery Rue Borduas Place Pasteur	Entre Sherbrooke Ouest à De Maisonneuve Entre Sanguinet et Savoie Entre St-Denis et Savoie

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. xxx	**Ordonnance relative à la fermeture des rues Peel, Crescent et De la Gauchetière Est à des fins de promotions commerciales**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier est interdite sur la rue Peel entre la rue du Square Dorchester et la rue Sainte-Catherine Ouest entre le 5 juin, 22:00 et le lundi 10 juin, 16:00 ;

2. La circulation de tout véhicule routier est interdite sur la rue Crescent entre le boulevard De Maisonneuve Ouest et la rue Sainte-Catherine Ouest le 13 et le 14 juin, entre 14:00 et 23:59 ;

3. La circulation de tout véhicule routier est interdite sur la rue De la Gauchetière Est entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique aux dates et aux heures suivantes :

a. du 20 juin à 6:00 au 25 juin 2019 à 6:00
b. du 17 juillet à 6:00 au 22 juillet 2019 à 6:00
c. du 14 août à 6:00 au 19 août 2019 à 6:00

4. La circulation de tout véhicule routier est interdite sur la rue Crescent entre le boulevard De Maisonneuve Ouest et la rue Sainte-Catherine Ouest entre le 12 septembre, à 21:00 et le 14 septembre à 8 :00 et entre le 13 septembre, à 21:00 et le 15 septembre, à 8 :00 ;

5. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 07 h et 10 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318012*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx* _____ *2019, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. xxx	**Ordonnance sur l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire, «Festival Montréal en Arts» «Beat the street Édition 2019 Crescent» et «Festival Villa Paradizo».**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Tout projet d'affichage, de projection ou de pavoisement de nature événementielle, commerciale ou promotionnelle destiné au public et relié à un événement civique, culturel, touristique, commémoratif, communautaire, commercial ou similaire à se tenir au cours de l'année 2019 doit être autorisé par l'arrondissement de Ville-Marie.

2. À l'exception des communications produites par l'arrondissement de Ville-Marie et de l'affichage émanant du Partenariat du Quartier des spectacles, aucune enseigne annonçant une programmation régulière ou des activités d'un organisme ou d'un lieu de diffusion n'est autorisée.

3. Les demandes relatives à un projet d'affichage décrit au paragraphe 1 doivent être déposées, selon leur nature, auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

4. Aucune installation d'enseigne, de bannière ou projection destinée à faire la promotion d'un événement, d'une fête, d'une manifestation ponctuelle ou d'une activité commerciale ne peut se faire sans l'autorisation écrite de l'une ou l'autre des Directions mentionnées précédemment.

4. La demande d'autorisation de réaliser un projet d'affichage de nature promotionnelle doit être faite à partir du formulaire de demande conçu à cette fin. Ce formulaire peut être obtenu auprès des deux Directions responsables. Il doit parvenir, dûment complété et accompagné de toutes les pièces explicatives à joindre au moins vingt (20) jours ouvrables (quatre (4) semaines) avant la date prévue pour l'installation.

5. La présente ordonnance autorise l'affichage événementiel, commercial ou promotionnel relié à un tel événement ponctuel pour un maximum de trente (30) jours. Soit un maximum de dix (10) jours précédant le début de l'événement et à un maximum de deux (2) jours après sa fin.

7. Le nombre maximal d'enseignes pour un même événement est limité à trois (3).

8. Une enseigne doit rencontrer les conditions suivantes :

- lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, sa superficie ne peut excéder douze (12) mètres carrés (129 pieds carrés) par face et sa hauteur maximale ne peut excéder 1,2 mètres (3 pieds 4 pouces);
- lorsqu'elle est installée sur une propriété privée, sa superficie ne peut excéder trente (30) mètres carrés (323 pieds carrés) par face et sa hauteur ne doit pas excéder trois (3) mètres (9 pieds 8 pouces);
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette fin sur les immeubles adjacents;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- lorsqu'elle est située au-dessus de l'emprise d'une voie publique, un dégagement minimal de cinq (5) mètres (16 pieds) est exigé sous l'enseigne.

9. Le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

10. Aucune enseigne ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain ainsi qu'à un balcon, une galerie, un escalier, etc.

11. Le texte ou le message installé sur l'enseigne, la banderole ou la projection doit accorder un espace **prépondérant** à la promotion de l'événement, soit sont logotype, son nom ou un slogan. La visibilité laissée à un ou des commanditaire(s) ne doit pas dépasser le tiers de la superficie du support publicitaire utilisé.

12. Toute structure d'affichage**,** enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilités associées. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur.

13. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

14. Pour des raisons de sécurité ou encore en cas de conflit de dates ou de localisation, la Ville de Montréal se réserve le droit de limiter le nombre d'enseignes qui seront installées ou de refuser l'installation de certaines de celles-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318012*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *, date de son entrée en vigueur*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. xxx	**Ordonnance relative aux événements « Festival Montréal en arts» « Beat the street Édition 2019 Crescent » et « Festival Villa Paradizo»**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 5 juin 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non alcooliques, ainsi que de consommer ces boissons, dans l'espace aménagé à cette fin pour le Festival Montréal en Arts, et pour l'événement Festival Villa Paradizo. Pour l'événement Beat the street Édition 2019 Crescent, seules les ventes et la distribution d'objets promotionnels sont autorisées.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons alcooliques ou non doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique.

Cette autorisation est valide exclusivement selon les horaires et les dates suivants :

Festival Montréal en Arts :
Mercredi 26 juin au lundi 1er juillet, de 11h à 23h, aux espaces Galerie Blanc et sur la terrasse temporaire aménagée à cette fin.

Beat the street Édition 2019 Crescent:
Jeudi 13 juin et vendredi 14 juin, de 17h à 23h sur la rue Crescent entre De Maisonneuve Ouest et Sainte-Catherine Ouest.

Festival Villa Paradizo :
Vendredi 13 et samedi 14 septembre, de 11h à 23h sur la rue Crescent entre De Maisonneuve Ouest et Sainte-Catherine Ouest.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318012) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1197128003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

D'adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs;
D'imputer ce montant conformément aux interventions financières du présent dossier.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-28 14:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197128003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

CONTENU

CONTEXTE

Les résultats de fin d'année 2018 font état de surplus budgétaires PTI de 6 942 000 $ pour le volet local. Un dossier décisionnel distinct (1197128004) a pour but de faire approuver la répartition des reports de surplus PTI 2018. Cette répartition prévoit notamment un virement budgétaire de 5 000 000 $ des surplus PTI-volet local vers le Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs locaux afin d'en bonifier l'enveloppe. Le présent dossier vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour sa réalisation.
Étant donné que l'aménagement et le réaménagement des parcs et espaces verts demeureront une priorité de l'Arrondissement pour les prochaines années, des investissements seront consentis afin de maintenir et bonifier l'offre de service aux citoyens ainsi qu'aux familles, en leur offrant des aires de jeux pour enfants respectant les normes, une variété de terrains sportifs ainsi que des parcs et espaces verts attrayants, propres et sécuritaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0590- 15 mai 2019- **Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2018 - volet conseil municipal**;

DESCRIPTION

Les crédits de 5 000 000 $ nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs de l'Arrondissement comprennent les honoraires professionnels, les frais conception, de surveillance des travaux, de décontamination et de réhabilitation environnementale, le coût des travaux de construction, l'achat et l'installation de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder vingt ans. Les dépenses imputées à ce règlement d'emprunt seront effectuées sur le territoire de l'Arrondissement et seront à la charge des citoyens de l'Arrondissement.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière au présent dossier

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement **Juin 2019;**

- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement **Juillet 2019;**
- Approbation du règlement par le ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire **Octobre- Novembre 2019**.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-05-23
Nathalie N HÉBERT	Dominique MARTHET

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-05-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1197128003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1197128003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1197128003

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

"D'adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs."

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832

Sous-projet: 1955832000 - Arrondissement Reports PTI 2018-Volet local

2019	2020	2021	Total
5 000,0			5 000,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220000 Réaménagement de divers parcs-Volet local

2019	2020	2021	Total
5 000,0			5 000,0

Information comptable (Montants en dollars)

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 5 475 651,86 $ Crédits (Net ristourne): 5 000 000,00 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819XXX	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:
Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567
Date: **2019-05-28**

Date et heure système : 28 mai 2019 09:59:15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197128003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1197128003 - Parcs-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-28

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Ville-Marie
Montréal

CA-XX-XXX **Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de Parcs**

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 5 000 000 $ est autorisé pour le financement du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, les frais de décontamination et de réhabilitation environnementale, le coût des travaux de construction, l'achat et l'installation de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la date de sa publication.

_____

Ville-Marie
Montréal

CA-XX-XXX **Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de Parcs**

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 5 000 000 $ est autorisé pour le financement des travaux prévus au programme d'aménagement et de réaménagement de parcs.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, les frais de décontamination et de réhabilitation environnementale, l'achat et l'installation de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 50.01

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190734002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie en regard des activités de la mobilité et d'occupation du domaine public, et ce, conformément à l'article 49 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec

Il est recommandé d'approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie en regard des activités de la mobilité et d'occupation du domaine public, et ce, conformément à l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal, en adoptant les modifications suivantes à la structure de direction:

- Autoriser la modification de la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises qui se nommera Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (520700)
- Autoriser la création de la Division de la mobilité et de la planification (520705) au sein de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (520700)
- Autoriser la modification de la Division circulation et occupation du domaine public qui se nommera Division de l'inspection et de l'entretien (520506) au sein de la Direction des travaux publics (520500)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 08:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190734002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie en regard des activités de la mobilité et d'occupation du domaine public, et ce, conformément à l'article 49 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre-Ville de Montréal constitue à lui seul un pôle de destination à l'échelle métropolitaine. En plus de ses 90 000 résidents et de ses 300 000 emplois, l'arrondissement de Ville-Marie accueille environ 720 000 personnes chaque jour, que ce soit pour le travail, les études, le divertissement ou le tourisme. De ce nombre, environ 120 000 déplacements en transport actif, ainsi que 340 000 déplacements en transport en commun sont enregistrés. En parallèle, le territoire bénéficie d'une effervescence immobilière qui s'illustre par 94 projets majeurs en chantier, ainsi que l'émission d'environ 5000 permis de construction par année.
Dans ce contexte, la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie souhaite mettre en place une approche intégrée en matière de gestion des transports et d'aménagement urbain en transférant la responsabilité et les effectifs reliés à la gestion de la mobilité et de l'occupation du domaine public de la Direction des travaux publics vers la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises.

Ce transfert de responsabilité a comme principal objectif d'optimiser la planification et la gestion des déplacements actifs, collectifs et motorisés en prenant en compte une approche globale des impacts des travaux routiers et immobiliers sur les milieux de vie. À cet effet, ce changement facilitera entre autre le traitement prévisionnel des différents permis nécessaires aux projets d'aménagement du territoire touchant la mobilité et ainsi assurer une couverture sécuritaire sur l'ensemble du territoire. Ainsi la Direction de l'aménagement urbain par son mandat de planification et d'aménagement du territoire propose une approche globale sur la préservation des milieux de vie incluant la protection du patrimoine bâti.

Du côté de la direction des travaux publics, l’équipe constituée d’inspecteurs d’arrondissement demeurera rattachée à la division de l'inspection et de l'entretien afin de bonifier et uniformiser l'offre de service et maintenir la force de frappe relativement aux interventions ponctuelles sur le domaine public telles que l'analyse et le contrôle de la qualité des travaux, la propreté, le contrôle animalier et le respect de la réglementation de l'occupation du domaine public.

Ce transfert de responsabilité et cette modification de structure n’entraînent aucune augmentation de postes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans ce contexte et afin de bien répondre aux enjeux, l'arrondissement souhaite faire adopter les modifications suivantes à la structure de direction:
a) Modification de la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises qui se nommera Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (520700)
b) Création de la Division de la mobilité et de la planification (520705) au sein de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (520700)
c) Modification de la Division circulation et occupation du domaine public qui se nommera Division de l'inspection et de l'entretien (520506) au sein de la Direction des travaux publics (520500)

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ces modifications à la structure organisationnelle de l'arrondissement seront annoncées aux employés lors de rencontres, ainsi que par voie de communiqué officiel.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un dossier décisionnel détaillé concernant le transfert des ressources sera soumis au Directeur d'arrondissement en vertu du règlement RCA24-009 du 3 septembre 2002 (Ville-Marie).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent sommaire s'inscrit en conformité avec l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Sylvain VILLENEUVE, Ville-Marie

Lecture :

Sylvain VILLENEUVE, 24 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacynthe TURGEON
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5027
Télécop. : 514 868-3548

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur relations avec les citoyens, services administratifs et greffe

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190734002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources humaines
Objet :	Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie en regard des activités de la mobilité et d'occupation du domaine public, et ce, conformément à l'article 49 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec

Organigramme projeté Juin 2019:

Ville-Marie - Juin 2019.Directions.pdf

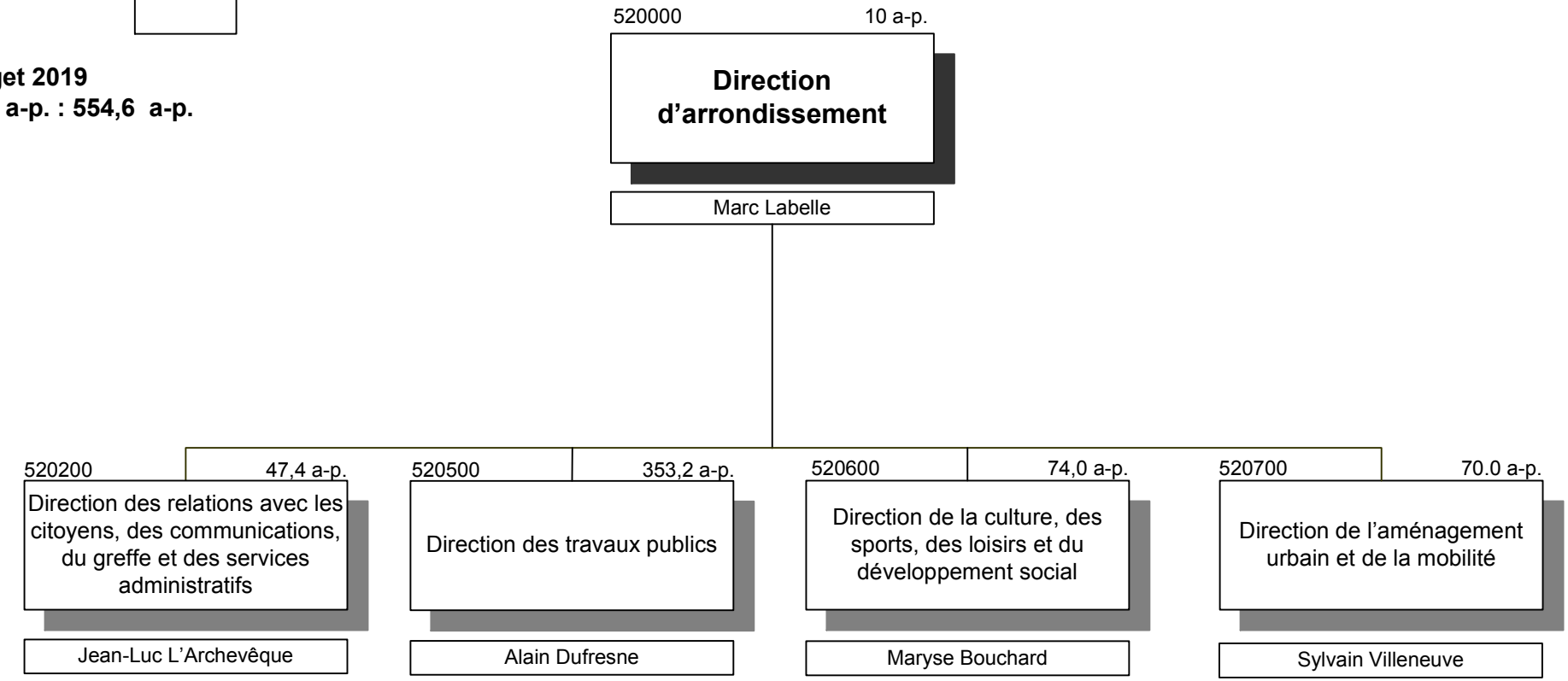
RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacynthe TURGEON
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5027
Télécop. : 514 868-3548

Arrondissement de Ville-Marie

Budget 2019
Total a-p. : 554,6 a-p.



Juin 2019

Données fournies par l'arrondissement de Ville-Marie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1192701044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2019

Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-22 13:55

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

L'article 20.2 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit la désignation d'un maire suppléant dans l'arrondissement.
L'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) permet au conseil de désigner, pour la période qu'il détermine, un conseiller comme maire suppléant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240705 (1185237073) - Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 5 décembre 2018 au 30 juin 2019
CA18 240381 (1185237038) - Désigner une conseillère à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 30 novembre 2018
CA17 240380 (1172701037) - Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 4 novembre 2017

DESCRIPTION

Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2019

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.02

2019/06/05
18:30

(1)

Dossier # : 1190318016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs, à titre de représentant de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC)

De désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque, Directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie, à titre de représentant de l'arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-27 15:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs, à titre de représentant de l'arrondissement de Ville -Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC)

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 458.24 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19), le conseil de la ville doit désigner, parmi ses membres ou parmi les fonctionnaires ou employés de la municipalité, une personne à titre de membre de la Société de développement commercial Quartier latin.
En vertu du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial, le conseil municipal a délégué ce pouvoir de nomination des représentants municipaux auprès des SDC à sa séance du 25 août 2003 (CM03 0623). Il s'agit ainsi de désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque pour représenter l'arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240632 - 21 novembre 2018 - Désigner monsieur René Bergeron, chef de section à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin ;
CA16 240077 - 9 février 2016 - Désigner madame Marthe Boucher, chef de la Division permis et inspections de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin ;

CA15 240126 - 10 mars 2015 - Désigner madame Gabrielle Leclerc-André, commissaire à la Division de l'urbanisme et du développement économique de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin.

DESCRIPTION

Il s'agit, conformément aux prescriptions de la Loi sur les cités et villes de désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque pour représenter l'arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin, en

remplacement de René Bergeron qui a brièvement occupé ce poste en début d'année. et 2017.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 458.24 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), il y a obligation de la ville de nommer un représentant de l'administration municipale conseil d'administration des sociétés de développement commercial (SDC). Ce pouvoir ayant été transféré aux arrondissements par le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial, il incombe au conseil d'arrondissement de nommer un représentant municipal au conseil d'administration des SDC. Les dispositions de l'article 458.24 de la Loi sur les cités et villes prévalent sur toute autre disposition réglementaire en ce qui touche la désignation du représentant municipal au c.a.. Le pouvoir transféré à l'arrondissement établit cette nomination par voie de résolution que doit adopter le conseil de l'arrondissement.

Monsieur L'Archevêque remplacera monsieur Bergeron, désigné pour représenter l'arrondissement au sein de la SDC en décembre 2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Monsieur L'Archevêque siégera sur le conseil d'administration de la SDC Quartier latin dès l'adoption de la résolution l'autorisant, l'information de sa nomination sera transmise à la SDC.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-05-22
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**